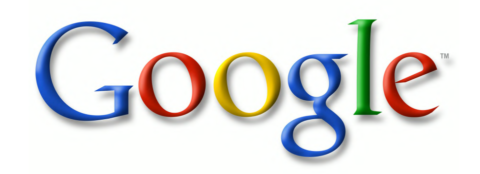
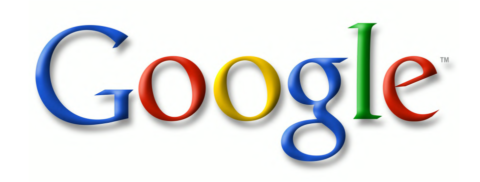
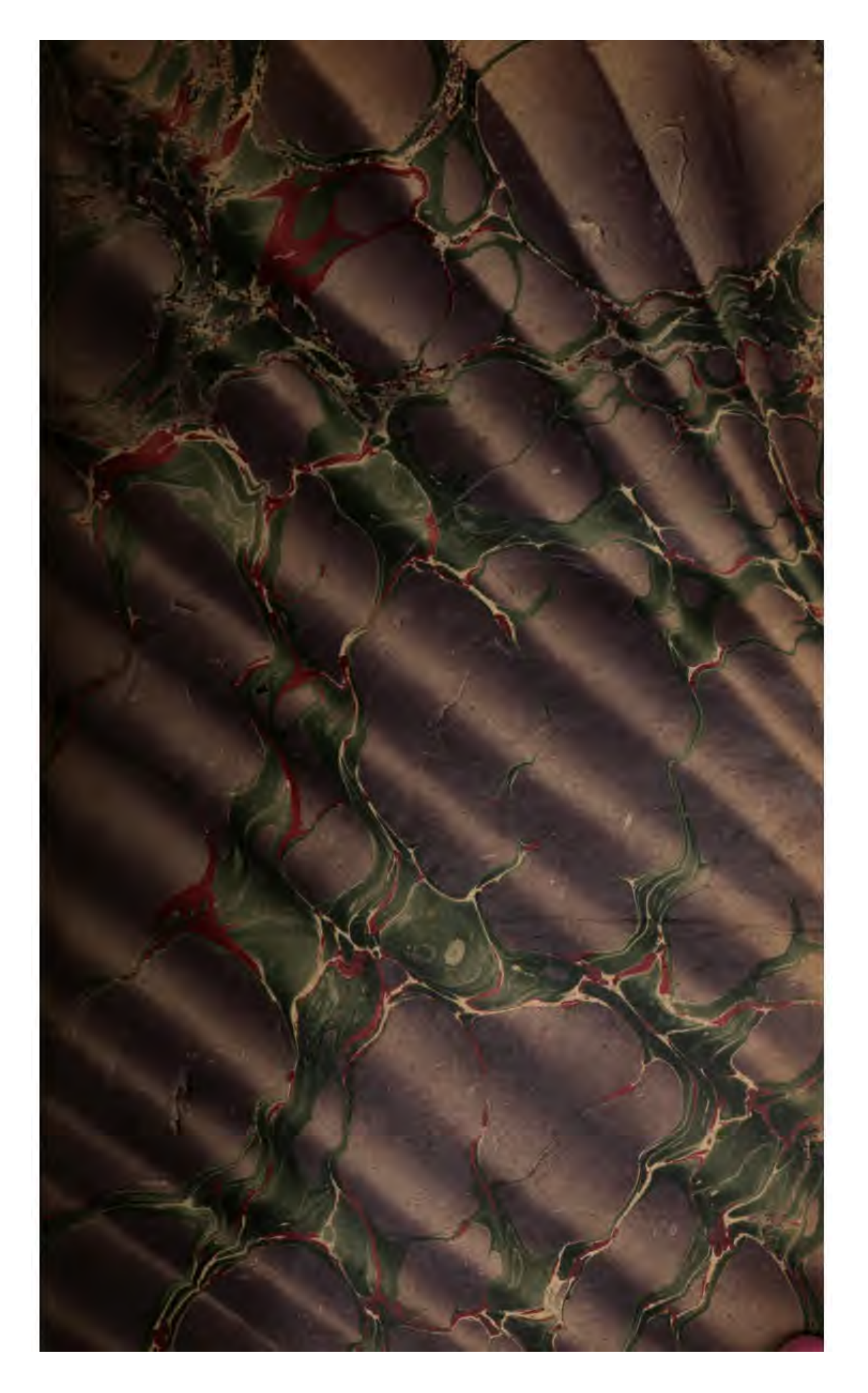


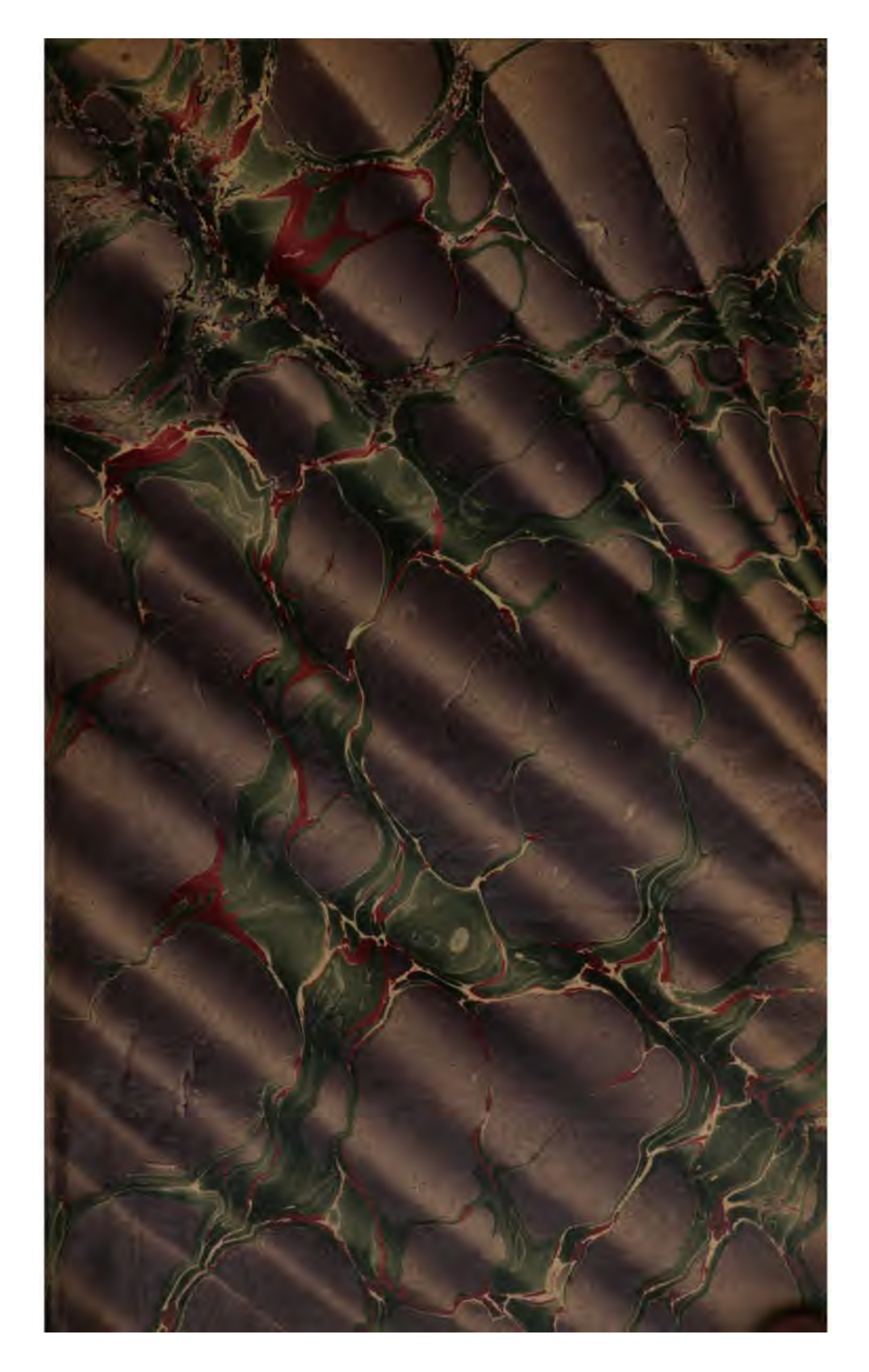




1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE




1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



HISTOIRE

GÉNÉRALE

DE L'ITALIE

1815 A 1850 — 1859 ET 1860

BORDEAUX. — IMPRIMERIE G. GOUNOUILHOU,
ancien hôtel de l'Archevêché (entrée rue Guiraude, 11).

HISTOIRE

GÉNÉRALE

DE L'ITALIE

DE 1815 A 1850

avec des notes sur les événements

DE 1859 ET 1860

PAR

M. DIEGO SORIA de [illegible]

PROFESSEUR DE DROIT PUBLIC EN ITALIE

DEUXIÈME VOLUME.

NIMES

CHEZ L'AUTEUR

5, RUE SEGUIER, 5.

1861

HISTOIRE

GÉNÉRALE

DE L'ITALIE

1815 A 1850 — 1859 ET 1860

CHAPITRE I.

Les Napolitains soupçonnent la bonne foi du roi. L'anarchie fait des progrès. Faiblesse des ministres. Guerre des deux partis qui se partagent la Sicile; vaines espérances des Siciliens. A Naples, on procède à l'élection des députés au parlement. État de l'opinion publique dans le pays. Intrigues des réactionnaires. Le roi refuse d'accéder à toute mesure propre à étouffer l'anarchie. Caractère de l'opposition gouvernementale et démarches des chefs pour soulever le pays. Réunion préparatoire des députés, le 13 mai. Question qui s'engage entre eux et le roi relativement au serment. Quelques réflexions sur cette question. Le roi fait approcher des troupes; le peuple élève des barricades. Comment s'engage le combat le 15 mai. Conduite de la chambre des députés. Victoires des troupes royales. Les Suisses. Pillage et carnage de trois jours dans la ville. L'amiral français Baudin. Ferdinand après la victoire; il va à l'église des Carmes remercier la Vierge du triomphe obtenu. Auteurs principaux de la catastrophe du 15 mai.

Pendant que les affaires publiques chancelaient à Rome, elles tombaient en ruines à Naples. Les événements arrivés dans ce pays depuis le mois d'avril jusqu'au 15 mai 1848 ont été racontés si différemment, selon les intérêts divers des partis, qu'il est difficile de distinguer les innocents des coupables, ou plutôt d'assigner à chacun la part de torts qui lui est due. Je crois donc non-seulement utile, mais nécessaire d'exposer avec le plus grand soin des faits, ou défigurés, ou ignorés, qui, bien approfondis, donneront au lecteur les moyens les plus sûrs d'arriver à la

découverte des vrais auteurs de la catastrophe napolitaine du 15 mai.

La formation du ministère du 3 avril, son programme et la proclamation publiée par le roi le 7, avaient un peu tranquillisé les esprits. Il n'y avait pas un seul citoyen qui ne demandât la guerre contre l'Autriche et l'indépendance de l'Italie : le roi avait magnifiquement manifesté dans sa proclamation les mêmes sentiments. Cependant, les nouveaux ministres avaient eu de très-grandes résistances à surmonter avant d'engager Ferdinand dans la guerre. On avait enfin réussi à lui arracher l'ordre de faire partir pour la haute Italie le général Pepe avec 16,000 hommes, promettant de le faire suivre d'un renfort de 24,000 autres soldats; dès les premiers jours de mai, le roi devait aussi consentir à envoyer sa flotte dans l'Adriatique se joindre aux escadres sarde et vénitienne. Mais il avait enjoint à Pepe de se rendre sur les rives du Pô, et là d'attendre de nouveaux ordres. Cette précaution avait été remarquée par les ministres et par le peuple, et elle avait trahi les secrètes intentions du prince. On avait aussi remarqué que ses meilleurs généraux, ceux qui avaient le plus sa confiance et que le général Pepe voulait emmener avec lui, s'étaient excusés les uns par leur âge, les autres par leurs infirmités ou leurs blessures. Ne partageaient-ils pas plutôt avec le roi son peu de goût pour la guerre de l'indépendance? Il devait en être ainsi, puisque ces mêmes généraux, lorsqu'il s'agissait de faire la guerre de Sicile, demandaient tous à reprendre du service : les années, les infirmités, les blessures disparaissaient alors comme par enchantement. Les officiers qui n'avaient pas pu se refuser à marcher et à obéir, avaient témoigné fort peu d'empressement, et les ministres avaient demandé que le roi les remplaçât par des hommes mieux disposés pour le succès de la cause nationale; mais le roi n'avait pas voulu enfreindre la règle de l'ancienneté. Enfin, le choix même du général en chef n'avait pas été heureux. Si personne ne paraissait comparable au vieux Pepe pour le patriotisme, son âge, ses talents médiocres et surtout son long exil le rendaient impropre à commander une armée qu'il ne connaissait pas et dont il n'était pas connu. Au contraire, on

avait mis à ses côtés le général Statella, très-dévoué au roi, et qui disposait complétement de l'esprit des soldats.

Ces circonstances n'étaient pas rassurantes pour les patriotes napolitains, qui se découragèrent encore davantage lorsqu'ils surent que les troupes entrées dans l'État pontifical marchaient avec une telle lenteur, qu'on aurait dit qu'elles avaient l'ordre de ne toucher jamais la terre lombarde. Le général Pepe, avec tout son empressement d'y arriver, se voyait sans cesse arrêté par ses officiers subalternes, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre. En même temps, le roi, parlant avec les ministres de la guerre contre l'Autriche, laissa échapper de ses lèvres qu'elle était injuste. Ces paroles étaient à peine connues dans la ville, qu'on vit arriver des lettres qui révélaient qu'au moment même où Pierre Léopardi avait été envoyé comme ambassadeur chez le roi de Sardaigne, Ferdinand avait dirigé sur différents points des agents secrets et des émissaires, parmi lesquels se trouvait le capitaine du génie Sponzilli, chargé d'aller faire des reproches au colonel Rodriguez, commandant le 10e régiment d'infanterie de ligne, pour avoir passé le Pô, et de lui commander d'avoir dorénavant à obéir au commandant de l'armée *qui allait se réunir derrière le Pô*. Un peu plus tard, le 10 mai, les ministres combinaient avec le roi de charger Léopardi d'une négociation avec Charles-Albert, afin de resserrer entre les deux rois une alliance offensive et défensive *qui eût pu rendre, au moyen de l'union des deux plus puissantes et plus nombreuses armées italiennes, la victoire plus certaine et plus prompte*. La lettre qui transmettait cet ordre n'arriva pas à son adresse, et Léopardi écrivit à ses amis à Naples qu'il n'avait jamais reçu d'ordre de cette nature; il se plaignait à eux, au contraire, d'avoir reçu, pour le seul fait d'avoir répondu à une dépêche du gouvernement provisoire de Milan, des reproches, avec injonction de ne plus entretenir de rapports avec ce gouvernement.

A tous ces motifs qu'on avait de suspecter la bonne foi de Ferdinand, il faut ajouter la jalousie qu'il manifestait pour tout ce qui concernait ses soldats. Il continuait à entretenir dans le palais l'état-major et le commandement général de l'armée, et à

les gouverner lui-même de vive voix ou par écrit. Le statut déclarait nul tout acte royal non contre-signé par un des ministres; mais le roi ne consentait à aucun prix à se dépouiller du commandement absolu de l'armée, et les remontrances de ses ministres à ce sujet ne purent jamais le faire rentrer dans les bornes de la loi constitutionnelle.

Le dernier jour d'avril, les députés qu'on avait envoyés au congrès qui devait se réunir à Rome pour resserrer la ligue des princes italiens, ligue à laquelle nous savons que Charles-Albert avait refusé d'accéder, en étaient repartis pour rentrer à Naples, après avoir entendu l'allocution prononcée par le Pape. Ils apportèrent la nouvelle que Pie IX avait le secret projet de se réfugier à Naples. Cette nouvelle trouvait une confirmation dans les préparatifs extraordinaires qu'on voyait faire à la cour, comme il est de coutume dans l'attente de quelque grand personnage, et surtout dans la joie insolite qu'on voyait briller sur le visage des partisans les plus acharnés du gouvernement absolu. Ceux-ci comptaient sur les désordres civils de Rome et sur la présence du Pape à Naples pour commencer l'œuvre de leur propre restauration.

Tous ces faits n'étaient pas alors également certains; il y avait plus de méfiances que de convictions. Néanmoins, depuis trente ans, le gouvernement n'avait su inspirer par ses œuvres que du mécontentement ou du mépris; par conséquent, la confiance avait été détruite dans le peuple : c'est la perte la plus grande qu'un gouvernement puisse faire et l'indice de sa chute prochaine; lorsqu'il est tombé si bas, sa justice même est suspecte, et pour que tous soient convaincus de sa félonie, il suffit de la présumer [1]. Les bruits qui circulaient dans la ville avaient

[1] C'est ce qui est arrivé récemment. Quel avantage François II pouvait-il tirer en octroyant une constitution? C'était la même constitution que son père avait accordée et foulée aux pieds. A quoi servait cet étalage improvisé d'amour pour la nationalité italienne, cette alliance désirée avec le Piémont, ce concours promis dans une guerre contre l'Autriche? Ferdinand II avait joué mieux que François II le rôle de prince libéral : il s'était allié avec Charles-Albert, avait envoyé une armée sur le Pò, et avait trahi la cause italienne sur le champ même de bataille. Pourquoi se donner le déplaisir de chasser du pays les satellites les plus dévoués

pour effet de maintenir les Napolitains dans une horrible agitation. De là, les cris des hommes les plus exaltés, qui, peu attachés aux formes monarchiques, et confondus, à leur insu, dans la phalange plus étendue des réactionnaires, bouleversaient ensemble la ville, à tel point qu'on ne vit jamais anarchie plus affreuse; et les plus furieux étaient toujours les partisans secrets de la réaction, qui, ne visant qu'à regagner leurs emplois et leur influence, ne pouvaient attirer la confiance qu'en exagérant les principes et le langage de la démocratie. Les cafés, les places, les clubs retentissaient de propos séditieux; la presse ne cessait de répandre l'injure. Pour comble de malheur, plusieurs républicains venaient de France pour aider à Naples la révolution. En même temps, la troupe, soit par haine contre le nouvel ordre constitutionnel, soit par suite des instructions qu'on lui avait données secrètement, montrait une telle rancune contre le peuple, que des rixes fréquentes avaient lieu entre elle et les agitateurs de la place publique. Ces perturbations intestines réjouissaient le comte Lebzelten, légat autrichien, qui était resté à Naples pour les diriger avec adresse.

Le ministère Troya était composé d'hommes savants, bons théoriciens de liberté, excellents pour écrire un livre ou conduire un procès, mais non pour organiser un État; honnêtes plus qu'il ne faut à une époque de révolution, conseillers précieux pour un prince juste dans un pays tranquille, ministres sans force près d'un roi comme Ferdinand, dangereux pour un État qui était menacé d'un grand bouleversement. Malgré leurs bonnes intentions, ils manquaient de fermeté; ils ne voulaient pas employer

du despotisme? Est-ce que Ferdinand II n'avait pas chassé, dans le même but, jusqu'à son confesseur? Combien de fois les Bourbons n'ont-ils pas prêté serment sur l'autel de la liberté? Est-ce que cela les a jamais empêchés de briser cet autel et de noyer la liberté dans le sang? Et qu'on ne dise pas que François II ait été écrasé sous le poids des torts de ses ancêtres : ce jeune roi avait trop fait craindre, en douze mois de règne, le pire des tyrans, réunissant à la férocité de son père l'imbécilité de son bisaïeul et le bigotisme stupide de son aïeul; il avait eu soin de donner par avance un démenti solennel à tout ce que la force des choses devait plus tard l'obliger à laisser espérer. Aussi a-t-on vu à Naples une société tourmentée par le besoin de se renouveler, et un roi fatalement jeté en bas du trône par un mouvement irrésistible.

la force matérielle, et on le savait; c'est pourquoi les patrouilles qui paraissaient dans les rues étaient ridicules; on les sifflait, on les huait au passage. L'anarchie faisait des progrès déplorables.

La Sicile n'était pas moins troublée par les deux factions des aristocrates et des patriotes, qui, d'accord pour haïr la domination napolitaine, se divisaient sur tous les autres points. La division était dans le ministère même. Les deux tendances contraires se personnifiaient dans le ministre des affaires extérieures, Stabile, qui avait pour lui la majorité parlementaire et la garde nationale; et le ministre de l'intérieur, Calvi, appuyé par les cercles et l'opposition dans les deux Chambres. Stabile ne se souciait pas d'organiser une armée, et espérait qu'après l'élection d'un roi, l'Angleterre reconnaîtrait l'indépendance de la Sicile; que la France suivrait cet exemple, et qu'alors Ferdinand II n'oserait pas entreprendre la guerre contre un État dont l'existence aurait été reconnue. Calvi, au contraire, voulait armer la Sicile, en disant que la contraindre à se jeter dans les bras des puissances étrangères, c'était la trahir : selon lui, les Siciliens ne devaient compter que sur leurs propres forces; la diplomatie finirait par les livrer au roi de Naples; l'Angleterre même, tant qu'ils voudraient s'appartenir, ne pouvait être assez désintéressée pour prendre leur défense. C'était parler avec beaucoup de justesse; mais Stabile n'était pas moins dans le vrai lorsqu'il croyait peu à la possibilité, pour son pays, de triompher par la force.

Tous les deux avaient raison et tous les deux se trompaient. Personne ne voyait en Sicile que l'indépendance de l'île courait le sort de l'Italie. Il fallait s'armer, car penser que l'Angleterre et la France se seraient interposées entre la Sicile et Ferdinand par un mouvement de sympathie envers la révolution sicilienne, et qu'elles la feraient triompher en suivant une politique toute sentimentale, était la plus amère des illusions. Il fallait s'armer, dis-je; mais ce n'était qu'en Lombardie que les Siciliens devaient et pouvaient vaincre le roi de Naples. Quelle espérance avaient-ils de trouver un prince italien qui eût accepté leur couronne? Le gouvernement sicilien n'était pas même parvenu à se faire reconnaître par les puissances italiennes qui marchaient dans la

voie des réformes, par ces puissances auxquelles il aurait fallu s'adresser pour avoir un roi de Sicile. On avait envoyé des députés à Turin, en Toscane, à Rome. Pie IX avait béni le commissaire; l'accueil de Charles-Albert et de Léopold avait été parfait, parce que tous deux rêvaient la couronne de Sicile pour un de leurs fils; nulle part il n'avait été question de reconnaissance. Il ne pouvait en être autrement. Les gouvernements italiens ne pouvaient prendre l'initiative, et ils auraient manqué de prudence en devançant ainsi l'exemple de la France et de l'Angleterre, qui ne s'étaient point encore prononcées. De plus, il aurait fallu que les Siciliens eussent confondu leur cause avec celle de l'Italie pour pouvoir intéresser à leur sort les princes italiens. Dans le cas contraire, quel intérêt national y avait-il à reconnaître la révolution sicilienne? La Sicile, pour s'associer aux efforts de l'Italie contre l'Autriche, venait d'envoyer à la guerre de l'indépendance *cent* volontaires. Ce chiffre ridicule témoignait ou d'une grande impuissance, et dans ce cas la prudence exigeait qu'on ne se hâtât pas de se lier avec un peuple incapable de se défendre et qui laisserait tout faire à ses alliés; ou du peu de bonne volonté pour la cause nationale, et alors comment prendre ouvertement parti pour qui ne pensait qu'à soi?

Les Siciliens, en s'obstinant à s'isoler, devaient un jour être abandonnés par la diplomatie étrangère. Aucun prince italien ne leur eût accordé un de ses fils pour roi; au moment du danger, étant sans armes, ils devaient se trouver dans l'impossibilité de résister au roi de Naples, et même avec des armes, ils devaient être, seuls, dans l'impossibilité de le vaincre [1].

Stabile fut le plus fort, et le ministre Calvi dut remettre son

[1] Il semble que les Siciliens aient enfin compris que leur destinée se confond avec celle de toute l'Italie. Cependant, on a vu dernièrement encore parmi eux l'ancien parti conservateur, représenté par Torrearsa et soutenu par Cavour, appeler à grands cris l'annexion immédiate de l'île avec le Piémont. En s'appuyant aujourd'hui au Piémont, comme autrefois à l'Angleterre et à la France, ce parti a toujours cherché, par crainte du principe populaire, un protecteur en dehors du pays. Garibaldi était le véritable soutien de ce principe, et on voulait l'éliminer; mais Garibaldi a tenu à conserver sa dictature, étant, lui aussi, dominé par une crainte, celle de voir sa force, son indépendance, sa mission de libérateur de l'Italie tout entière, brisées par *les talents diplomatiques* de Cavour.

portefeuille. Son collègue de la justice, Pisano, par cela seul qu'il avait observé la neutralité dans ces débats, fut également sacrifié. Après ce triomphe du parti conservateur, le parlement s'occupa des questions constitutionnelles. Il maintint les deux chambres, mais changea le nom de pairs en celui de sénateurs, détruisit les anciens priviléges héréditaires, les pairies ecclésiastiques et laïques et autres débris de la constitution surannée de 1812. Il proclama que la souveraineté résidait dans l'universalité des citoyens; que le roi n'aurait la faculté ni de dissoudre ni de proroger les chambres, non plus que de licencier ou de suspendre la garde nationale, mesures qui rendaient la royauté absolument nominale. Tout cela était fait avec une grande précipitation, sans discussion préalable, mûre et réfléchie : on avait hâte de passer à la nomination d'un roi.

A ce moment, on s'occupait à Naples d'élire les députés au parlement. Les élections eurent lieu le 15 avril, avec beaucoup d'ordre et de calme. Cent vingt-cinq mille électeurs concoururent au vote, témoignage solennel de la maturité politique du peuple napolitain et de son amour pour le gouvernement représentatif. Qu'on y ajoute la vigilance avec laquelle on repoussa partout les hommes d'opinions extrêmes : Bozzelli et Salicetti échouèrent. Quant aux pairs, ils devaient être choisis par le roi sur des listes de trois noms dressées dans chaque collége. Plusieurs provinces refusèrent de voter, disant qu'elles ne voulaient pas de pairs. A Naples, dans un collége de cinq mille électeurs, le candidat élu ne réunit pas plus de trois voix.

C'était un exemple d'union et de modération que donnait le peuple napolitain. La grande majorité de la nation ne songeait qu'à la guerre d'Italie; elle doutait des dispositions du roi pour cette guerre; elle était mécontente de la constitution; mais elle se tenait tranquille, attendant que les Chambres, dont la réunion approchait, imprimassent à la guerre une impulsion plus large et plus sûre, réformassent la constitution selon l'autorisation accordée par le décret royal du 3 avril, et missent un terme aux désordres intérieurs.

Ces désordres, je le répète, n'étaient l'œuvre que de quelques

milliers de jeunes gens qui n'attaquaient la monarchie que par soupçon et par haine envers le monarque. Les séditieux les plus violents n'étaient que des Siciliens, des étrangers, d'anciens agents de la police, des employés et des magistrats destitués, ou d'autres individus accoutumés à se repaître d'abus et qui feignaient le délire de la liberté par amour du despotisme. Le départ d'un corps d'armée vers la haute Italie les avait fait frémir; la réunion prochaine des Chambres les épouvantait. Il leur importait donc d'empêcher cette réunion et d'aigrir les esprits jusqu'à ce qu'on répandît du sang, afin d'autoriser le rappel des troupes. Abuser de l'ignorance des multitudes, professer des doctrines séduisantes par leur extrême licence, fortifier les soupçons contre le roi, les chefs du gouvernement et les soldats, répandre partout des craintes de trahison, flatter les uns, effrayer les autres, tromper tout le monde, tels étaient les moyens de ceux qui voulaient provoquer l'anarchie, et qui étaient aidés puissamment par d'autres gens à la tête creuse, innocents d'intention, n'ayant que du feu et du vent, mais qui, se mêlant dans la foule, servent à leur insu les réactions, dont ils sont les premières victimes. Il aurait été bien facile de réprimer ces désordres. Il aurait fallu que Naples eût un de ces hommes audacieux, puissants instruments de révolution, qui savent mépriser dangers, hommes, lois, vices, vertus, lorsqu'il s'agit de sauver l'État. La masse des citoyens, par haine contre l'ancienne tyrannie, aimait l'ordre nouveau et aurait voulu le seconder; mais voyant que la raison ne dirigeait plus les actes du gouvernement, et craignant des dangers et des catastrophes, ils ne savaient que gémir et se plaindre. Le roi faisait semblant de gémir plus que tout autre; aux ministres qui lui disaient qu'un piquet de hussards suffirait pour ramener au devoir les émeutiers, il répondait : « Il vaut mieux que ces gens se cuisent dans leur huile même. » Et les ministres s'arrêtaient par manque d'énergie, ne sachant ni pourvoir aux choses par eux-mêmes ni se retirer. Pourquoi conservaient-ils leurs portefeuilles? Était-ce pour assister de leurs prières l'agonie de la nation? De son côté, le roi espérait-il parvenir à rétablir l'ordre et lasser les

séditieux par la modération de ses soldats, par sa longanimité et par la pitié que son peuple égaré lui inspirait, plutôt que par la vue des armes? Si tels étaient ses sentiments, il faut avouer qu'ils ne convenaient guère à un pays où la liberté, à peine implantée, succédait à une vieille habitude de craintes serviles et de violences tyranniques.

L'agitation augmentait tous les jours. On décriait le régime constitutionnel; on invitait le peuple à prendre les armes pour se débarrasser de la monarchie; on offensait de mille manières la troupe; on allumait en elle cette fureur de vengeance qui devait plus tard la pousser aux actes les plus barbares. Aux cris séditieux s'ajoutaient les trames secrètes des réactionnaires. Qui pourrait raconter toutes leurs intrigues? Il suffit d'en donner une idée.

Les députés des provinces commençaient déjà à arriver à Naples. Les agents de la réaction se hâtaient de les entourer, de les espionner, de les flatter, de faire tout ce qu'il était nécessaire pour les attirer à leur parti. Joseph Dardano, ancien espion de la police et alors l'un des plus ardents républicains, se présente au colonel de Conciliis, qui ne le connaît pas, et le sollicite d'accepter le ministère de la guerre. Interrogé sur le droit qu'il a d'offrir ainsi un portefeuille, il répond qu'il est le président d'un club et qu'il dispose de plusieurs milliers d'hommes; qu'on a élu dans ce club tous les ministres du nouveau gouvernement qu'on va établir, et qu'il a réservé pour lui le ministère des finances. Il remet en même temps au colonel un livre qui contient une constitution compilée par lui et conçue comme un moyen terme entre le despotisme et l'anarchie populaire. Dardano parti, de Conciliis reste pensif et triste, rejetant loin de lui le livre, lorsqu'arrive l'avocat Barberisi, qui l'édifie sur le compte de son visiteur, lui fait connaître les troubles qu'il cause avec son club, et l'engage à se rendre avec lui chez le préfet de police, Théodore Cacace, pour lui faire part de cette nouvelle intrigue. Cacace, qui en connaît de plus grandes, propose à ces deux citoyens d'aller avec eux chez Troya, président des ministres, pour l'exciter à pourvoir de quelque façon à l'ordre public.

Là, ils trouvent réunis tous les ministres, et leur disent avec franchise qu'il faut adopter des mesures promptes et énergiques si l'on veut étouffer l'anarchie; que s'ils ne se sentent pas assez forts pour dominer la situation, ils doivent envoyer leur démission. Les ministres assurent qu'ils sauront remplir leur devoir. On tombe alors d'accord sur la nécessité de nommer, avec des pouvoirs extraordinaires, une commission de haute police, et l'on en choisit les membres; tous sont convaincus que quelques actes de rigueur contre un petit nombre de factieux suffiront pour rétablir le calme. Cela fait, on charge Barberisi de se rendre au palais et de supplier le roi d'approuver ce projet ministériel. Il ne peut être admis à parler au roi, qu'on lui fait croire être sérieusement occupé. Barberisi communique sa mission au général Torchiarolo. Le jour suivant, on s'attendait à voir fonctionner la haute commission de police, lorsqu'on vint annoncer aux ministres que le roi ne voulait pas approuver leur projet.

Si l'on ne croyait pas ce projet opportun, pourquoi n'en pas adopter un autre? Lorsque la ville était dominée par une minorité factieuse qui troublait par ses cris la paix publique, pourquoi ne faisait-on rien pour les réprimer? Pourquoi permettait-on que la troupe fût accablée d'injures? Tout le monde se demandait : « D'où vient l'inertie de celui qui nous gouverne? Est-ce de l'ignorance? Est-ce la peur ou un artifice politique? Veut-on le désordre? Qui le veut? »

Les réactionnaires laissaient croire aux populations des campagnes qu'elles avaient le droit de se partager les propriétés des communes, et que le nouveau gouvernement qu'on allait établir les partagerait en effet et les accorderait aux citoyens les plus pauvres. Dans quelques villages albanais, placés sur la cime des Apennins de la Capitanata, vis-à-vis de Bovino, une poignée de montagnards, on ne sait pas si ce fut spontanément ou par instigation, crurent pouvoir se donner aussitôt satisfaction de leurs mains. Des désordres ont lieu, quelques hommes sont tués; le duc de Bovino crie au communisme, et les réactionnaires ne manquent pas de répandre des mensonges. On veut faire croire que le communisme est réclamé par tous les habitants de la Pouille;

que la république va être proclamée à Foggia. Les lettres qui arrivent à Naples de cette ville assurent qu'il n'en est rien; néanmoins, les ministres supplient le roi de vouloir envoyer dans la Capitanata quelques soldats : Ferdinand s'y refuse en disant qu'il n'en a pas assez.

Les tendances du roi ne pouvaient être un secret pour aucun homme de bon sens : qu'il haïssait la guerre d'Italie et la constitution accordée au pays; qu'il visait à rappeler ses soldats, à profiter de l'anarchie, attendant le moment favorable d'étouffer dans le sang la liberté du peuple. Ce ne sont pas là des faits que j'affirme par cela seul qu'il s'est écoulé dix ans depuis leur réalisation : celui qui voudra lire deux articles que je fis imprimer au mois de mars 1848, dans le *Monde illustré* de Turin, s'assurera que dès lors j'annonçais à mes concitoyens tout ce qui devait arriver, indiquant les particularités de la catastrophe qui les frapperait, avec une précision qui n'aurait pas été plus grande si j'avais été déjà le spectateur des événements que devait nous dévoiler l'avenir.

A Naples, tout le monde se croyait menacé d'un grand danger. Il n'y avait que deux moyens de sauver le pays : ou réprimer l'anarchie, et enlever ainsi au roi toute aide, tout prétexte à la réaction qu'il méditait; ou opérer un mouvement général dans le pays qui forçât le roi à satisfaire les désirs de la nation quant aux réformes intérieures et à la guerre de Lombardie. Les Napolitains ne firent rien de cela. On laissa tranquilles les anciens serviteurs du pouvoir, qui, ou salariés, ou convaincus de faire chose utile à eux et agréable au souverain, bouleversaient le pays par leurs menées séditieuses. La masse des citoyens honnêtes continuèrent à se plaindre de la triste condition des affaires publiques, et, suivant la coutume des Napolitains, ou trop mous ou trop incapables de s'attacher à d'énergiques résolutions, ils se sentirent impuissants à se sauver, plus disposés à devenir des héros lorsqu'il s'agirait de marcher à l'échafaud. Il ne resta qu'une toute petite minorité d'hommes hardis, qui, ne sachant pas se résigner à périr, se livraient à ces conseils, à ces tentatives qui sont les efforts violents et suprêmes d'une révolution

ayant le fer de la réaction sous la gorge. Ces hommes étaient les agents de l'opposition gouvernementale, qui, bien que confondus sans le savoir avec les agents secrets de la réaction, se distinguaient de ceux-ci par leur but : les uns et les autres faisaient beaucoup de bruit; les premiers pour marcher à la liberté, les seconds au despotisme.

Voyons quel était le caractère de l'opposition gouvernementale.

Louis Zuppetta, rentré de l'étranger à Naples, voulut se rendre à Castelnuovo, sa patrie, où il avait été élu député. Là il parla à ses concitoyens de la nécessité d'une réforme politique telle qu'il l'avait proposée, et consistant à abolir la chambre des pairs et à centraliser tout pouvoir public dans la chambre des députés, qu'on aurait élevée au rang de chambre constituante. Il ajouta que si le roi ne voulait pas consentir à ce projet, la force des armes déciderait. Après avoir échauffé les esprits de ses concitoyens, il passa en d'autres villes, et principalement à Foggia, capitale de la province.

La nouvelle de ces démarches de Zuppetta arriva à Naples, et le ministre Troya en fut épouvanté. Pour prévenir les désordres qui auraient pu éclater dans la Capitanata, Troya engagea Barberisi à y aller en personne; ce que fit celui-ci. Le 6 mai, il arriva à Foggia, où il trouva qu'il n'existait ni projets de communisme, ni d'autres dangers que les autorités locales ne déclarassent pas avoir la force de prévenir ou de réprimer. Le peuple y était mécontent et inquiet comme partout; les bruits qui couraient à Naples au sujet des Pouilles, couraient de même ici au sujet de Naples et des autres provinces. L'aversion contre la chambre des pairs était immense. On tint une séance publique, où l'on vit à l'improviste paraître Zuppeta. Celui-ci soumit à l'assemblée son projet de réforme, parla de la nécessité de le soutenir par la force des armes, distribua plusieurs exemplaires d'une proclamation intitulée : *Les sept contradictions capitales*, dont les deux principales étaient celles-ci : 1° *Défaite des ennemis de la liberté, indépendance italienne, et concours de la bonne volonté des princes pour accomplir cette défaite, voilà des cho-*

ses qui ne peuvent marcher ensemble; 2° Peuples qui se bornent à de simples démonstrations verbales, et rois qui se proposent de réaliser le bien de la nation, voilà aussi des choses qui ne peuvent se combiner. Barberisi tint aussi un discours : la nécessité des réformes proposées était évidente pour lui; il conseilla donc d'adresser des pétitions au roi, et de lui faire connaître les besoins et les vœux de la province, ainsi que la nature du mandat que les électeurs avaient conféré aux députés.

Zuppetta fut appelé à Naples, et Barberisi continua son voyage par d'autres villes de la Pouille jusqu'à Bari. Il trouva partout le même mécontentement, la même défiance vis-à-vis du roi, et dans ses conférences il recommanda toujours d'attendre la réunion des chambres. Reconnaissant dans les populations le droit et la raison de demander une réforme gouvernementale, il insista pour que cette demande fût solennellement exprimée dans une pétition adressée au roi.

D'autres hommes audacieux parcouraient les diverses provinces du royaume en prêchant la révolte, surtout dans la province de Campobasso. Raphaël Crispino visitait Colle, S. Lupo, Pontelandolfo, Circello et autres villes, et y répandait des proclamations dont voici quelques passages : « Quand finira-t-on d'avilir notre patrie? quand le despotisme finira-t-il de triompher? C'en est assez; notre patience est à bout... Citoyens, à quoi a servi jusqu'ici le sang de nos frères répandu sur tous les points du pays? A quoi ont servi nos efforts, nos démonstrations, nos protestations, nos cris? Ne nous flattons pas : avouons-le, tout a servi à nous tromper. Depuis le 29 janvier, nous avons anxieusement attendu qu'on brisât nos chaînes, qu'on reconnût nos droits : notre méprise a été grande. Pour se moquer de nous, on nous a accordé une constitution méprisable, comme si nous pouvions nous contenter d'un nom illusoire. Où sont les faits, Citoyens, dites-moi? Qui nous gouverne? Le même despote. Qui dirige nos destinées? Des ministres ou traîtres, ou lâches. Qui soutient et dirige le bras des réactionnaires? Les mêmes satellites de Delcarretto, de Cocle, de Santangelo. Qui commande notre armée? Les mêmes bourreaux, teints encore du sang de nos

frères. Qui garantit nos biens, notre honneur, notre vie? Les mêmes monstres de la police. Qui administre nos finances? Les mêmes loups rapaces. Où sont Delcarretto, Cocle, Santangelo, de Cristofaro et autres scélérats semblables? Ici, au milieu de nous; et à eux, à mille autres employés destitués, on paie la solde entière, comme s'il ne suffisait pas qu'ils aient dépouillé la nation!

» Mais la guerre de Lombardie?... qui peut dire quelles fraudes cache cette guerre? Avez-vous confiance dans le serment du roi? Souvenez-vous de ses parjures, des massacres, des trahisons de 1816, de 1821, et de ceux qui ont suivi jusqu'à nos jours. Qu'attendons-nous donc? Qu'on nous dépouille, qu'on nous égorge sous nos toits, qu'on nous vende comme de vils moutons, qu'on nous envoie comme des esclaves cultiver les terres d'Amérique? Assez, assez! Citoyens, levez-vous; reprenez votre courage; vengeons la patrie, la liberté... Aux armes, mes frères, aux armes! La constitution de 1820, voilà notre loi. Cette constitution nous appartient; elle nous appartient toujours, parce qu'elle n'a été suspendue que par fraude, par trahison, par la violence des baïonnettes autrichiennes. Relevons-la; et après l'avoir réformée sur des bases plus larges, conformément aux progrès de notre civilisation, défendons-la jusqu'à la dernière goutte de notre sang. A bas le statut honteux du 10 février! A bas les pairs! Vive l'unique chambre constituante! Vive la constitution de 1820! Citoyens, aux armes! Le danger est imminent; pas d'hésitation. Aux armes! vous dis-je, aux armes! et qu'on lise sur notre drapeau : Constitution de 1820, modifiée sur des bases démocratiques. »

Ajoutant à ces proclamations des discours véhéments, Crispino assurait que Naples et les autres provinces couraient déjà aux armes; qu'une révolution générale allait d'un instant à l'autre éclater; que les forces des insurgés se réunissaient toutes à Monteforte; qu'il fallait y accourir, afin de pouvoir de là marcher sur la capitale. Enfin, il envoyait des lettres à ses amis au dedans et au dehors de la province de Campobasso, en les engageant à se hâter et à avoir soin que les forces des insurgés se réunissent toutes à Monteforte.

Antoine Torricelli, Vincent Tavassi, Raphaël Biscicelli, Joseph Avitabile, Santolo Romano, se partageaient par districts et par communes le vaste territoire de la province de l'ancienne Campanie. Ils soulevaient les populations, et les excitaient à courir promptement en aide à la capitale et aux autres provinces. Torricelli pénétrait même dans la province d'Avellino et y poussait le cri de guerre, tandis que Costabile Carducci, Henri Mambrini, Ulysse de Dominicis, François de Stefano et d'autres, travaillaient avec une égale énergie dans la province de Salerne, où l'on répandait dans les villes et dans les campagnes cette proclamation : « Des bruits alarmants, qui jettent le soupçon dans les esprits de tous les bons patriotes, arrivent de tous les côtés du royaume; des faits déplorables se sont accomplis qui confirment nos soupçons. Les ennemis de la liberté voudraient mettre en danger ces franchises auxquelles nous avions depuis longtemps droit, et que nous avons conquises au prix de notre sang. Qu'attendez-vous donc? Est-ce que les chaînes infâmes du despotisme lient de nouveau vos mains? Est-ce que vos frères, qui combattent déjà pour la sainte cause de l'indépendance, seront abandonnés et trahis? Non. Au nom de Dieu, reprenons nos armes plutôt que de tolérer ces injures; reprenons nos armes, non pour combattre, mais pour menacer; non pour verser le sang d'autrui, mais pour défendre nos droits; non pour mettre en danger les propriétés publiques et privées, mais pour les faire respecter. Nous attendrons, les armes à la main, que l'assemblée nationale élargisse et consolide nos institutions et proclame en face de l'Europe la cause de l'indépendance italienne. Nos espérances reposent sur elle; nos vœux seront exaucés par elle. Si ses décrets sont foulés aux pieds, nous saurons alors quel usage il nous faudra faire de nos fusils. »

Ces proclamations, qui, lorsque l'ordre selon le despotisme fut rétabli, servirent au gouvernement réactionnaire comme preuve pour accuser les patriotes napolitains et les déclarer des hommes dangereux par leurs projets de communisme et d'anarchie la plus effrénée, prouvent, au contraire, que ceux-ci, à cette époque d'anarchie, ne visaient qu'à établir l'ordre selon la

liberté. Qu'on examine les choses sans esprit de parti, et l'on trouvera que le mécontentement général provoqué par une constitution difforme qu'on avait octroyée, les mille doutes qu'on avait de la sincérité de Ferdinand par rapport à la guerre et au maintien de la liberté, les désordres, l'anarchie qui affligeait le pays et que le pouvoir ne se souciait pas de réprimer, la faiblesse des ministres, l'audace des réactionnaires, les bruits sinistres de trahison qui couraient et que toutes les apparences justifiaient, étaient des motifs suffisants pour faire craindre que la chose publique ne tombât d'un instant à l'autre dans un abîme. Les patriotes, menacés dans leurs biens et dans leurs droits, se levaient pour les défendre; mécontents de la constitution, ils voulaient obtenir celle que le pays avait possédée en 1820 et n'avait perdue que par l'effet de la violence; soupçonnant la mauvaise foi du souverain, ils avaient confiance dans la réunion des chambres; craignant que l'autorité des chambres ne fût pas respectée, ils s'armaient pour la soutenir. Voilà la nature et le but du mouvement populaire à Naples. On ne menaçait ni la propriété, ni la monarchie. Si ce mouvement eût pu triompher, il aurait sauvé le royaume et contribué puissamment à assurer l'indépendance de l'Italie; il fut, au contraire, étouffé, et le despote voulut justifier sa victoire en déclarant que ses victimes étaient des rebelles indignes de la liberté. Ils voulaient être vraiment libres : voilà leur crime. Rebelles! Est-ce qu'on fait acte de rébellion lorsqu'il s'agit de se défendre contre le meurtre légal (1)?

On était au 12 mai; les députés déjà arrivés à Naples reçurent vers le soir une lettre circulaire imprimée du ministre Ruggiero, qui les invitait à se rendre le jour suivant, au palais

(1) Et cependant, combien toute cette énergie du peuple napolitain n'était-elle pas dépourvue de sens commun! On se révolte, on court aux armes, et on espère dans la force, non pour faire triompher la liberté sur le despotisme, mais pour façonner à la liberté le despote; on cherche dans les chambres, élues en vertu d'une constitution qu'on veut abattre, un moyen légal d'effectuer cette révolution; on croit que la violence peut amener au respect de la volonté nationale celui qui la méprise. En 1860, les Napolitains ont été plus logiques : ils ont montré qu'ils savaient qu'un chêne vermoulu doit être abattu.

municipal, à Montoliveto, pour y tenir une séance préparatoire. Là ils se réunirent tous le lendemain, et furent introduits dans la salle principale, mise par l'autorité à leur disposition. Les huissiers municipaux en grande tenue recevaient les députés; le palais et la salle étaient gardés par une compagnie de gardes nationaux, selon les ordres de leurs supérieurs. Chaque député avait reçu une carte, envoyée par le ministre de l'intérieur, qui devait le faire reconnaître. Cette réunion officielle fut un guet-apens prémédité, car lorsque la réaction eut triomphé, on ne manqua pas de la qualifier de réunion illégale et clandestine tendant à fixer le plan de l'insurrection, quand, au contraire, les débats qui y eurent lieu ne roulèrent que sur la question de savoir quels étaient ceux qui, par leur âge, devaient être appelés à la présidence provisoire et aux fonctions de secrétaires, et quels règlements provisoires il fallait adopter pour la séance solennelle du jour suivant. Ces citoyens, neufs à la vie parlementaire, ne réussirent à rien conclure ce jour-là, et ils convinrent à l'unanimité de se réunir de nouveau le jour suivant dans le même lieu; ils prirent aussi des rendez-vous particuliers en diverses maisons pour la soirée, afin de se mettre d'accord et faciliter ainsi les délibérations à prendre le lendemain.

La réunion des chambres était donc imminente; le Parlement aurait suppléé à la faiblesse des ministres et mis obstacle aux desseins secrets du roi; de plus, les provinces s'agitaient; des hommes armés arrivaient déjà dans la capitale. Ferdinand s'aperçut qu'il n'était plus temps pour lui de tergiverser. Résolu, par instinct royal, à étouffer tout désir de nouveauté par la force des armes, au lieu d'attendre l'émeute, il voulut la provoquer. Il chercha à froisser l'opinion et l'attente du public par des actes outrageants qui devaient irriter les patriotes et les pousser à engager prématurément un conflit dont il aurait l'air de subir le choc.

Dans la soirée du 13, les députés tinrent diverses réunions particulières. La plus nombreuse était celle qui avait lieu chez le député Lanza. On traitait les questions qui avaient formé, le matin, l'objet des discussions à Montoliveto, quand il survint un

de leurs collègues qui leur apporta l'exemplaire d'un programme sans signature de ministres, où se trouvaient fixées les formalités à remplir à l'ouverture solennelle du Parlement, et la formule du serment prescrit aux membres des deux chambres législatives. Ceux-ci devaient se réunir dans l'église Saint-Laurent pour recevoir le roi. A l'issue de la messe, le roi devait prononcer un discours d'ouverture, après lequel les pairs et les députés seraient appelés à prêter serment sur l'Évangile. Comme ce serment fut la cause ou le prétexte de la contre-révolution qui allait éclater, on ne trouvera pas mauvais que j'en rapporte les termes.

Les représentants de la nation devaient s'engager : 1° à professer et *à faire professer* la religion catholique. La seconde partie de cet engagement les transformait en inquisiteurs, ce que le roi ne pouvait exiger d'eux. Néanmoins, avec un léger changement de rédaction, tout eût été dit; 2° à demeurer fidèles *au roi des Deux-Siciles,* ce qui impliquait que la Sicile était inséparable du reste du royaume, et engageait d'avance les chambres à autoriser la guerre contre les Siciliens. Cela ne pouvait, du reste, soulever de difficulté sérieuse, les Napolitains étant presque à l'unanimité partisans de l'union des deux couronnes; 3° à observer *la constitution du 10 février;* par là on semblait exiger des députés qu'ils n'en demandassent pas la révision. Cette dernière partie du serment avait seule de la gravité. Elle était contraire aux promesses que le roi avait faites par le décret du 3 avril; par conséquent, elle annulait le mandat que les députés avaient reçu et la loi en vertu de laquelle ils avaient été convoqués. Ceux qui se trouvaient rassemblés chez Lanza ne tardèrent pas à convenir que cette formule de serment ne pouvait être acceptée. Ils sentirent pourtant la nécessité d'éviter que leur refus eût l'air d'un conflit avec le pouvoir exécutif, conflit qui aurait été dangereux pour la liberté et la paix publique. Mais un jeune député ayant voulu se lever trop vivement, et dire qu'il commençait à s'apercevoir que, par leurs paroles, les députés n'étaient pas animés d'un véritable esprit patriotique, et qu'ils s'étaient déjà asservis au gouvernement,

tous les autres députés répondirent avec dédain que les hommes qui voulaient éviter les occasions d'un tumulte n'étaient asservis qu'aux lois; après quoi, ils invitèrent ce jeune député à sortir de la salle. Ce fait fut rapporté par le journal officiel même, en racontant la catastrophe du 15 mai. Il prouve combien on était alors injuste en accusant les représentants de la nation *d'avoir eu des réunions secrètes afin de tramer des projets subversifs.*

Il était clair qu'on ne pouvait discuter les questions que soulevait le programme, dans l'église Saint-Laurent,.au moment de la cérémonie et en présence du prince. La réunion préparatoire, fixée pour le jour suivant 14 mai, devint donc indispensable. Quiconque sent qu'on ne peut appeler impunément Dieu en témoignage de promesses repoussées par la conscience, ne condamnera pas les représentants de la nation d'avoir voulu examiner avec un soin religieux les paroles d'un serment qu'ils voulaient observer. D'ailleurs, ils étaient dans leur droit, car leur réunion n'avait aucun caractère officiel.

Le 14, les députés se rassemblèrent de nouveau dans le palais municipal. Les débats tombèrent immédiatement sur la question du serment, et ils n'arrivaient pas à comprendre pourquoi le roi, qui l'avait déjà prêté, voulait le renouveler et recevoir lui-même le serment des députés dans une église, contrairement à la coutume parlementaire, qui veut que les députés prêtent serment dans le parlement, après la vérification des pouvoirs. Tout cela cachait un mystère. On craignait aussi que la solennité, l'affluence du peuple à l'Église et la perturbation des esprits, ne fussent une occasion de quelque scandale, d'autant plus qu'on savait déjà que l'un des députés se proposait de haranguer le peuple et de lui parler des droits que le serment proposé venait violer. Néanmoins, les députés convinrent qu'on prêterait le serment, bien que le statut ne l'exigeât pas et qu'il fût parfaitement capricieux; et ils adoptèrent cette résolution, afin qu'on ne pût douter de leur attachement à la religion catholique et à la monarchie constitutionnelle. Il restait à en modifier la formule. Celle qu'on voulait faire jurer était celle qui avait été imposée par un décret du 22 février aux employés du pouvoir exécutif.

Les députés furent d'accord pour la déclarer inapplicable à leur mandat. Ce décret avait été rendu avant celui du 3 avril; il obligeait à observer et à faire observer les lois, et les députés avaient le droit de les réformer, d'accord avec les pairs et avec le roi, sans pouvoir se charger de leur exécution, s'ils ne voulaient pas empiéter sur les attributions du pouvoir exécutif. On proposa donc une nouvelle formule de serment, conforme à la nature du pouvoir législatif et des concessions royales du 3 avril; cette formule ayant été approuvée, on crut pouvoir la communiquer au ministère.

Quelques personnes font observer aujourd'hui qu'il eût été plus sage de la part des députés napolitains de passer condamnation et de paraître satisfaits, parce que le roi n'avait pas fait de bonne grâce cette promesse du 3 avril. S'ils étaient convaincus que le roi ne cherchait que l'occasion de quelque grave désordre pour retirer le statut, ne furent-ils pas assez imprudents pour la lui fournir en provoquant une émeute? N'aurait-il pas mieux valu abandonner quelque portion de leur droit et faire tous les sacrifices imaginables pour conserver du moins la constitution? Le peuple aurait eu une voix dans les chambres napolitaines; quelque imparfaites qu'elles fussent, leur esprit aurait été l'esprit du temps; elles auraient présenté un obstacle au despotisme. J'ignore si une nation peut se sauver jamais par sa modération lorsqu'elle se voit enlever une partie de ses droits; j'ignore si Ferdinand II aurait jamais manqué de prétexte pour se parjurer, et si, en vue de la docilité avec laquelle on le déliait des engagements pris dans le décret du 3 avril, il aurait mieux respecté ce qu'il avait promis dans son décret du 10 février. Ce que je puis assurer, c'est que le soulèvement populaire ne trouvait de frein que dans l'espérance de la réunion des Chambres, qui devaient corriger les imperfections du statut. Si les députés eussent voulu reculer, leur prudence aurait été une insigne témérité, parce qu'en trompant d'un seul coup l'attente publique, ils auraient hâté le soulèvement. Le goût de trouver toujours à reprocher des fautes à un peuple vaincu est trop ordinaire et trop vulgaire; on n'explique le bonheur que par la vertu, et le malheur que par la faute:

ce qui serait vrai, si l'on pouvait démontrer que, dans les choses du monde, la justice en est constamment la règle. Quelles accusations n'ont pas été adressées aux députés napolitains! N'est-on pas allé jusqu'à leur demander de quel droit ils se crurent autorisés à discuter la formule ministérielle et à exiger qu'elle fût modifiée? Pourtant, nul d'entre eux n'eut même le soupçon de ne pas posséder ce droit. La constitution n'ayant pas établi la nécessité et la nature du serment, la conscience des hommes que l'on engageait ainsi, tenait à ce que le ministère sût de quelle manière on le pouvait faire sans offenser les devoirs de leur mandat. Ils auraient eu ce droit alors qu'on ne les eût considérés que comme simples citoyens. Les partisans du roi ont voulu le justifier au moyen de ce raisonnement : *En avril, lorsque le parti des factieux provoquait des concessions nouvelles et insensées pour arriver au renversement de la monarchie, le glorieux prince, plein de tendresse pour le bonheur de ses peuples, consentit au programme ministériel, et promit qu'il ferait, d'accord avec les deux chambres, quelques corrections au statut. Il était par cela évident que la constitution ne pouvait être que celle du 10 février; il s'ensuit que le serment devait se prêter pour l'observation loyale de cette constitution.* Non, il était évident que la constitution ne pouvait être que celle du 10 février *corrigée;* par suite, on ne pouvait pas la jurer purement et simplement telle qu'elle était au moment de sa publication. On a dit, enfin, que la question du serment ne fut qu'*un prétexte, dont les députés profitèrent pour proposer une formule de serment par laquelle ils s'attribuaient tout pouvoir gouvernemental, et pour faire ainsi triompher une épouvantable anarchie sur les ruines de la monarchie légitime.* Si l'on attendait une circonstance favorable au dessein de renverser l'ordre public, qu'on juge qui a voulu la provoquer, de la chambre des députés, qui cherchait à se maintenir dans les bornes de son droit, ou du roi, qui empiétait sur ce droit, révoquant ses promesses, foulant aux pieds les coutumes parlementaires, éludant le vœu populaire, et annonçant des prétentions qui, si elles n'eussent pas eu pour but d'irriter les esprits et d'exciter à une révolte, ne pouvaient en

avoir aucun autre. Déclarer nulles les promesses, parce que la conscience ne les a pas approuvées; nuls les décrets, parce qu'on les a rendus par nécessité; fouler aux pieds les rapports établis entre le roi et ses peuples, parce qu'un roi ne pactise jamais avec ses vassaux; appeler sédition toute réclamation de justice, et rebelle quiconque se révolte contre le bâton qui le frappe, c'est là une science ancienne des Bourbons de Naples.

Les députés Pica, Capitelli, Baldacchini et le chanoine Masi se présentèrent au président des ministres Troya, et lui exposèrent qu'il serait contraire aux principes constitutionnels de prêter serment avant la vérification des pouvoirs; qu'en tout cas, ayant été élus sous le ministère du 3 avril, dont le programme autorisait les chambres, de concert avec le pouvoir exécutif, à modifier la constitution, ils ne pouvaient prêter le serment demandé, mais un serment tel qu'ils l'avaient formulé et qui embrassait les réformes annoncées par le programme. Le président du conseil donna l'assurance que les concessions royales du 3 avril seraient maintenues; il ajouta que les ministres trouvaient juste le désir manifesté par les députés de prononcer une formule de serment différente de celle prescrite aux fonctionnaires publics, mais qu'il leur fallait du temps pour délibérer avec le roi sur la nouvelle formule de serment proposée. Il les exhorta donc à retourner à Montoliveto, et à y attendre la résolution qu'aurait prise le gouvernement et qu'un des ministres leur communiquerait personnellement.

Les ministres allèrent chez le roi, qui, après les avoir fait longuement attendre, déclara qu'ayant prêté lui-même, le 24 février, le serment dont il avait donné la formule, il ne voyait pas pourquoi les députés n'en feraient pas autant. Les ministres ne sachant plus que faire, offrirent leur démission. Ferdinand la refusa, et ne se relâcha en rien de ses prétentions. Alors le ministre Conforti alla se présenter à la chambre des députés, et leur communiqua le refus du roi. C'était pousser à bout l'irritation qui régnait à Naples dans la population. Cependant, voici comment et avec quelles couleurs un esclave de la cour a voulu peindre cette tactique provocatrice du roi : « Le roi, dit-il, avec

sa profonde sagesse ordinaire, rejetait la formule de serment proposée, car détruire les conditions fondamentales de la monarchie et ouvrir ainsi la voie à l'insurrection préméditée, n'avait jamais été et ne pouvait être la pensée de ce monarque généreux. Et le ministère, qui, dans une circonstance si grave, aurait dû plus que jamais montrer par sa fermeté combien il haïssait les desseins séditieux de ceux qui étaient réunis illégalement à Montoliveto, préféra se démettre iniquement et priver la couronne de ses conseils; de plus, un des ministres, Raphaël Conforti, poussa la déloyauté jusqu'à se rendre à Montoliveto et à y annoncer la réponse négative du roi. »

Le roi, qui prévoyait le résultat qu'aurait le démêlé, fit approcher quelques régiments et les fit placer aux environs de son palais. Cette nouvelle était apportée à la chambre des députés au même moment où le ministre Conforti, vers huit heures du soir, y communiquait le refus de la nouvelle formule de serment soumise à l'approbation du roi. La tempête se préparait. Le député Cacace résolut de se rendre au palais pour tâcher de convaincre le roi de l'injustice de son opposition. Un autre député alla chez le ministre Scialoia, et tous les deux décidèrent d'employer auprès du roi les bons offices d'un de ses favoris les plus chers, Maurice Dupont. Ayant raconté à celui-ci les causes du débat engagé entre la couronne et le Parlement, ils le prièrent d'accepter la mission de se rendre au palais, afin d'obtenir au moins qu'on substituât le mot *modifier* le statut, au mot *corriger* qui se trouvait dans le programme du 3 avril; ils manifestèrent à Dupont leur crainte que, en cas d'un nouveau refus de la part du roi, le soleil du lendemain n'éclairât des scènes regrettables, pour ne pas dire sanglantes. Dupont, terrifié à l'idée du danger qui menaçait la ville, accepta la mission et se hâta de se rendre au palais, quoiqu'il n'eût pas une grande espérance de réussir. Il trouva le roi en discussion avec le député Cacace, aux conseils duquel il ajouta ses prières : Ferdinand parut enfin céder, et il écrivit de sa propre main une troisième formule de serment, qu'il ordonna de communiquer aux députés réunis à Montoliveto.

Le roi avait artificieusement remplacé la phrase de *développer la constitution,* par celle *de faire des lois de développement;* en un mot, il reconnaissait aux chambres le droit, non plus de développer, d'accord avec lui, la constitution, mais de faire les lois organiques. Les députés jugèrent avec raison que c'était là un subterfuge indigne de la royauté et d'eux-mêmes, pour leur retirer les promesses du 3 avril. Une députation de la garde nationale entra alors dans la salle pour exhorter la chambre à soutenir énergiquement ses droits; le peuple, rassemblé au-dehors, l'encouragea à la résistance par ses cris. Quelques deputés, effrayés à l'approche du danger, ayant voulu conseiller la modération, excitèrent encore la colère, et leurs voix furent étouffées par des cris furieux : *A bas les pairs! Vive la constituante!* Il était minuit lorsqu'on vit aussi paraître dans la salle le prince Pignatelli Strongoli, envoyé par les pairs, qui s'étaient également réunis chez le prince de Cariati, leur président, afin de manifester le consentement de ses collègues à ce que la formule du serment consacrât les concessions royales du 3 avril. A peine le prince de Cariati est-il introduit, qu'on entend un tumulte au dehors, et que La Cecilia, capitaine de la garde nationale, suivi bientôt par Pierre Mileti, entre impétueusement, et, *avec une imprudence inexcusable,* disent les historiens salariés par Ferdinand II, fait savoir que les troupes sortent de leurs quartiers, envahissent la ville, menacent les représentants de la nation, et que la garde civique, pour se défendre, commence à élever des barricades.

En effet, le roi, sans attendre que les chambres eussent accepté ou repoussé la nouvelle formule de serment qu'il avait écrite, avait voulu donner un dernier essor à la provocation contre le peuple en ordonnant que 20,000 soldats, avec cavalerie et artillerie, se rangeassent en bataille sur les places et dans les rues qui entourent le palais. Qu'est-ce que voulaient les députés, les pairs, la garde nationale, les patriotes? Voulaient-ils peut-être proclamer la république? Non; ils désiraient que le roi tînt sa parole et observât ce qu'il avait promis par son décret du 3 avril. Il se rétractait, et, obstiné dans sa résistance injuste, il

répondait à la colère du peuple par la menace des baïonnettes. Cependant, il devait arriver plus tard qu'on accuserait le peuple napolitain d'avoir prémédité et préparé, par le seul désir d'anarchie, la catastrophe du 15 mai; et ces hommes lâches, prêts à flatter le pouvoir qui les achète, devaient glorifier cet appel aux armes de la part de Ferdinand par de telles paroles, qu'elles surpassent tout artifice jésuitique. « Dépourvu de tout autre conseil que le sien, devaient-ils dire, au milieu de tant de menaces, le souverain ne perdait pas sa présence d'esprit et sa *haute prudence;* au contraire, devenu plus ferme et plus énergique à mesure que les événements s'étaient fait plus graves, *il ouvrait de nouvelles voies de salut à la ville, en la faisant occuper par des troupes.* » Ils auraient pu ajouter que le roi avait aussi pourvu au salut de la ville, en donnant aux châteaux l'ordre de la bombarder.

Les députés apprirent donc que la troupe sortait de ses quartiers et que des barricades s'élevaient. Lequel de ces deux faits avait été la cause de l'autre, c'est ce qu'il ne fut pas possible de savoir sur-le-champ. On vérifia plus tard que les cris de la foule rassemblée devant Montoliveto et encourageant les députés à faire leur devoir, avaient occasionné le mouvement des troupes, et que le bruit qu'on fit courir d'un carnage imminent des députés et de la garde nationale, avait déterminé le peuple à construire des barricades. L'étonnement, puis bientôt la colère, saisirent les représentants de la nation; tous rejetèrent par acclamation la dernière formule de serment proposée par le roi, et déclarèrent qu'on n'en devait prononcer d'autre que celui adopté par eux. Toutefois, ils reculaient devant la responsabilité de la guerre civile. Il s'en fallait de beaucoup que ces impuissants novateurs, se trouvant en face du danger, eussent l'énergie nécessaire pour sauver un peuple. Courtisans aimables plutôt que vaillants défenseurs de la liberté, tantôt arrogants, tantôt craintifs, épris d'une fausse idée de révolution civile et honnête, ils ne savaient employer que le babil, l'hésitation, l'amour de la légalité.

Sur la proposition du député Ricciardi, ils se hâtèrent bien

vite d'envoyer quelques membres de la chambre dans les rues, pour faire sentir au peuple que la présence des troupes était une chose inoffensive, que la discussion pacifique sur le serment ne regardait pas la garde nationale, qu'il fallait cesser toute démonstration hostile. Cette mission fut donnée aux députés Gabriel Pepe et au baron Galletti, l'un général commandant, l'autre major de la garde nationale, et aussi à De Luca, Iacampo, Iacovelli et autres.

Les partisans du roi ont ensuite prétendu que ces députés ne firent qu'exciter la colère du peuple, et que, en brandissant des armes et en criant à la trahison, ils aidèrent de leur voix, de leur exemple, à la construction des barricades. Quelques-uns d'entre eux, tels que Zuppetta, Mauro et d'autres exaltés dont les vues étaient favorisées par ce mouvement, ne manquèrent sans doute pas de le pousser. Mais là où l'on voit l'exagération des panégyristes *de la modération du roi,* accusateurs *de l'esprit rebelle des députés napolitains,* c'est qu'ils se sont avancés jusqu'à comprendre au nombre des provocateurs du soulèvement populaire le député Massari, qui se trouvait alors dans la haute Italie, et le vénérable archidiacre Cagnazzi, nonagénaire et goutteux, et d'autres ou prélats, ou magistrats, ou citoyens respectables par leur caractère, par leur science ou par leur âge. L'instruction judiciaire qu'on fit plus tard sur ces événements prouva pourtant que la barricade élevée au coin du palais du nonce était commandée par un employé de la police du commissariat de Saint-Joseph, qui repoussa le député Iacovelli, arrivé là pour signifier qu'il fallait détruire la barricade, en le menaçant d'un coup de fusil. Si j'avais à rapporter tous les faits semblables arrivés ailleurs, j'en remplirais plusieurs pages. Quand le général Pepe s'approcha de la barricade qu'on élevait sur la place Saint-Ferdinand, vis-à-vis le Palais-Royal, il vit que le travail était dirigé par le commissaire de police Merenda et ses deux fils, qui, sur l'ordre qu'ils reçurent de ce général de détruire la barricade, le mirent en joue; en sorte que Pepe n'eut que le temps de rentrer dans la salle de Montoliveto, en racontant avec douleur que des agitateurs sortis de la police et quelques indi-

vidus indisciplinés de la garde nationale, l'avaient maltraité et menacé; c'est ainsi que la construction des barricades continua, malgré les efforts des représentants de la nation.

Toute la nuit du 14 mai se passa ainsi. Le spectacle qu'offrait la ville, transformée en un champ de bataille, était bien triste. Des masses d'insurgés, les armes à la main, parcouraient les rues de Naples, s'arrêtant là où se trouvaient les casernes de la garde nationale : ils parlaient de la mauvaise foi du gouvernement, prouvaient la nécessité d'en venir à un combat, et proposaient d'appeler les citoyens aux armes. Le son des tambours de la garde nationale se mêlait à celui des troupes royales, qui s'avançaient de toutes parts dans une attitude menaçante. Les chefs de la révolte s'empressaient d'envoyer des estafettes dans les villes environnantes pour exciter les citoyens à venir en aide à la capitale. Les familles, ignorant les terribles événements qui avaient lieu et n'arrivant pas à comprendre la cause d'un si grand tumulte, pleuraient et se lamentaient. On entendait de loin, dans les rues, le cri : *La patrie est en danger! Secours aux frères!*

En attendant on travaillait aux barricades avec la plus grande ardeur : les voitures qui parcouraient par hasard la ville, les bancs des vendeurs, les enseignes des boutiques et tout ce qui tombait sous la main, tout était pris et amoncelé; on entrait aussi dans les maisons et dans les églises et on y recherchait tout ce qui pouvait servir à barricader les rues. Les meubles de luxe, les statues des saints, les confessionnaux, les chaires, les chefs-d'œuvre les plus admirables, étaient traînés et brisés au milieu des rues. Malheur à ceux qui se seraient plaints de cette profanation! On bouleversait en même temps les rues et les places, et pour empêcher les mouvements stratégiques des troupes, surtout de l'artillerie et de la cavalerie, on arrachait le pavé, on creusait de larges fossés à de courts intervalles. On coupait ainsi les communications dans la ville, tant dans la grande rue Toledo que dans d'autres plus éloignées, qui pouvaient faciliter le passage des troupes. A ces terribles préparatifs, on en ajoutait d'autres sur les balcons, sur les toits, en y transportant de grosses

pierres pour les précipiter de là sur les soldats et en tapissant les balcons et les fenêtres avec des couvertures et des matelas. Les troupes, rangées sur les places qui entourent le Palais-Royal, restaient sous les armes et voyaient accomplir tous ces préparatifs de guerre sans les empêcher.

On ne pourrait indiquer d'une manière exacte quel fut le nombre des insurgés pendant cette nuit. Il est certain que la vaste capitale en était réellement envahie. Le roi s'aperçut que la victoire ne serait pas facile pour lui, d'autant plus qu'il ne comptait pas beaucoup sur la fidélité de ses troupes, si l'on en excepte les Suisses et les régiments de la garde royale, au nombre d'environ 9,000 hommes. Nuit épouvantable, où l'on voyait, d'un côté, 20,000 soldats, cent canons, d'autres troupes dans les casernes, quatre châteaux prêts à faire feu, et tous ces moyens de destruction dépendant des ordres d'un seul homme, roi irrité et de la race des Bourbons! De l'autre côté, il y avait des gardes nationaux, des combattants arrivés d'autres villes, un peuple immense, une armée de lazzaroni prêts à fondre sur celui qui serait vaincu. On s'attendait des deux côtés à un combat féroce, d'où devait sortir la victoire ou l'arrêt de mort de la nation. Ferdinand hésita un instant; il songeait au moyen de dissiper toute cette masse de peuple. Enfin, il s'arrêta à un dessein dont les hommes peu clairvoyants parlèrent plus tard et parlent encore aujourd'hui comme d'un signe éclatant de la modération de ce roi, mais qui, si on le rapproche des faits, doit être reconnu comme une ruse perfide de premier ordre.

Il était quatre heures du matin, le 15 mai, lorsque le roi fit appeler dans le palais le député de Piccolellis. Celui-ci obéit, non sans courir de grands dangers pour traverser les barricades, gardées par un peuple enthousiaste qui l'appelait traître en le voyant se diriger vers le palais. Quand il fut en présence du roi, Ferdinand, comme un homme qui vient de se réveiller d'un long sommeil, lui demanda pourquoi on entendait mugir dans la ville une tempête effroyable; ayant reçu pour réponse que la cause était la controverse sur la formule du serment, il lui donna pouvoir d'annoncer aux députés sa résolution, portant que le

discours de la couronne suffirait seul à inaugurer l'ouverture du parlement. Les esprits devenus calmes, on aurait plus tard résolu la question du serment. Il lui recommanda enfin d'engager les députés à dissiper promptement le peuple, à faire retirer dans ses quartiers la garde nationale, à faire détruire les barricades.

De Piccolellis, ne pouvant modérer sa joie, revint à la salle de Montoliveto et annonça que le souverain, accédant aux vœux des députés, venait de différer la question du serment jusqu'à ce qu'on eut procédé à la vérification des pouvoirs; il ajouta que les ministres venaient d'être convoqués pour valider cette résolution. Mais la défiance était entrée profondément dans l'esprit des députés; au lieu de se réjouir de cette nouvelle, ils décidèrent de nommer une députation afin de s'assurer qu'on ne les tromperait plus. A ce moment, cinq heures du matin, le ministre Manna, suivi de Abatemarco, directeur de la police, et de Vacca, ministre de la justice, entra dans la salle, en confirmant la résolution adoptée par le roi. Ils invitèrent les députés à faire valoir toute leur influence pour obtenir la prompte démolition des barricades. Le calme se rétablit aussitôt au milieu de cette assemblée si agitée, et tous les membres s'offrirent par leurs actes et leurs paroles à tranquilliser la ville. En effet, on rédigea immédiatement une proclamation au peuple ainsi conçue : « La chambre des députés, provisoirement réunie, regarde comme un devoir pour elle de remercier la glorieuse et intrépide garde nationale de cette ville et ce peuple généreux, de l'attitude énergique et digne qu'ils ont déployée pour la protection des représentants de la nation. Mais puisque le but que la chambre se proposait, but tendant au plus grand bien-être de la nation, a été complétement atteint, elle croit que la garde nationale doit faire disparaître de la ville tout indice d'hostilité en démolissant les barricades, afin qu'on puisse inaugurer l'acte solennel de l'ouverture du parlement sans aucun souvenir désagréable, bien que glorieux. »

Cette proclamation devait plus tard former un nouvel acte d'accusation contre la chambre des députés, qui, *en remerciant la garde nationale de ses séditieux attentats, en était venue à avouer la part prise par elle dans la rébellion criminelle.*

En attendant, plusieurs députés, peu satisfaits de la proclamation, voulurent se rendre personnellement sur les barricades, en conseiller et en hâter la démolition. Après quoi, levant cette séance préparatoire, qui n'avait pas duré moins de vingt heures, tous les députés se séparèrent et s'ajournèrent à dix heures, pour l'ouverture légale du parlement.

La plupart des citoyens quittèrent les barricades pour rentrer chez eux. Mais l'on vit alors combien il est difficile de réfréner un peuple après l'avoir excité. Quelques-uns des plus ardents patriotes, et tous les agents secrets de la réaction, ne voulurent pas poser les armes ni permettre qu'on touchât aux barricades. La proclamation des députés, distribuée en peu d'exemplaires écrits, n'était connue que d'un petit nombre d'insurgés; on l'ignorait généralement dans une ville aussi vaste que Naples. De plus, cette même proclamation n'expliquait pas quelles concessions avaient été faites par le roi. Enfin, il aurait fallu afficher au coin des rues un décret royal qui sanctionnât ces concessions. On ne fit rien; un décret royal n'eût-il peut-être pas suffi d'ailleurs à inspirer de la confiance : n'avait-on pas dû se soulever, puisque le roi voulait fouler aux pieds un de ses décrets? Quoi qu'il en soit, les troupes royales restaient toujours rangées en bataille devant le peuple, et on voyait, dans leur persistance à demeurer sous les armes, une insolente provocation. Qu'on ajoute à cela l'œuvre des réactionnaires payés par la police, qui, répandus au milieu des patriotes et les surpassant en manifestations enthousiastes, allaient criant partout que depuis trois jours le fameux Delcarretto et le sbire Campobasso étaient rentrés au palais et avaient gagné les lazzaroni en leur promettant le pillage de la ville. Enlever les barricades, disaient-ils, c'est donc vouloir nous faire égorger et piller sans défense. Bientôt paraît sur les murailles, on ne sait comment, une affiche imprimée, dans laquelle on exhorte le peuple à ne pas permettre que les barricades soient détruites avant que les châteaux ne soient remis à la garde nationale et que les troupes se soient éloignées de quarante milles de la capitale. Tous acclament ces prétentions, et, pour forcer le roi à y accéder, se remettent à fortifier les barricades

et à en construire de nouvelles. A ce moment, une compagnie de soldats veut rudement s'avancer vers la barricade la plus prochaine du palais royal, afin de la démolir; mais elle rencontre une résistance si énergique, qu'elle est obligée de reculer devant les baïonnettes.

Bientôt les barricades se trouvent dégarnies de tous ces milliers de citoyens qui, dans le cours de la nuit, s'y étaient rassemblés; c'est beaucoup s'il y a alors six cents gardes nationaux qui soient restés à leur poste. Mais de nombreux citoyens se jettent dans la ville et la parcourent en y répandant l'alarme. Aurèle Saliceti court à la caserne de la garde nationale, rue des Vierges, et, rassemblant autour de lui les miliciens qui s'y trouvent, les engage à prendre les armes et à courir aux barricades. Piscicelli, Castaldi et Barletta pénètrent dans le collége de musique et excitent les élèves à prendre part au combat; on leur promet des armes et des munitions de toutes sortes. On donne l'assaut à un dépôt d'armes du gouvernement, et là on se pourvoit largement de tout ce qu'il faut. En même temps, Pierre Mileti, parcourant la rue de Tolède, centre du mouvement, enflamme les esprits, annonçant la victoire comme certaine, puisque les troupes suisses, dit-il, ont promis leur neutralité, que la flotte française a promis des secours, que de grands renforts sont sur le point d'arriver des provinces, enfin que le roi fait chauffer un bateau à vapeur pour s'échapper. Tout cela était faux. Il est vrai qu'on avait écrit dans les provinces pour exciter les populations à accourir à la défense de la capitale, menacée de grands dangers; mais ces lettres n'arrivèrent à destination que lorsque les événements de Naples étaient déjà accomplis : ce qui prouve une fois de plus que, bien qu'il existât dans tout le royaume un mouvement immense, on n'avait aucun parti pris et surtout aucun rendez-vous à Naples pour y faire éclater, le 15 mai, une insurrection, ainsi qu'on a voulu plus tard le faire croire.

Il était à peine huit heures du matin lorsque quelques-uns des députés les plus ardents, parmi lesquels on voit Zuppetta, La Cecilia, Ricciardi, se réunissent dans les salles de Montoliveto,

ouvrant une discussion sur les prétentions relatives à la remise des châteaux et à l'éloignement des troupes; la discussion s'anime de telle sorte, que la voix de chacun se trouvant étouffée par les clameurs de tous, toute délibération devient impossible. D'autres députés surviennent qui, voyant que les esprits s'échauffent de plus en plus, décident d'envoyer au roi une députation pour le supplier de devancer l'heure de l'ouverture du Parlement, seul moyen, croient-ils, d'empêcher un malheur. Les députés Capitelli, Imbriani et Poerio se chargent de cette mission, et s'adressent d'abord au président du conseil Troya pour lui communiquer leur projet; mais Troya n'est pas chez lui, et les députés sont obligés d'attendre son retour, lorsque quelques coups de fusil se font entendre, et immédiatement succède un feu de file et le grondement du canon. Ils s'aperçoivent que la lutte est malheureusement engagée, et se hâtent de rentrer à Montoliveto.

Pendant que la lutte s'engage dans la rue, Troya et les autres ministres sont au palais, où ils trouvent Ferdinand entouré des hommes qui, le lendemain, doivent leur succéder au ministère, et qui semblent déjà exercer le pouvoir en déclarant que le gouvernement est dans son droit, et ne peut, ne doit, ne veut pas empêcher que la rébellion soit étouffée dans le sang. Les ministres, cependant, insistent encore auprès du prince. Mais Ferdinand n'est plus le même homme. «Occupez-vous de vos affaires!» répond-il sévèrement. Puis il ajouta en latin : « Pour vous aussi, le jour de la justice n'est pas éloigné. » Les ministres se démettent sur-le-champ et sortent du palais, poursuivis par les outrages des courtisans. Ils les supportent en hommes de cœur. Les voici donc devenus des hommes, aussitôt qu'ils entrent dans la condition de victimes. Investis du pouvoir, leur seul tort a été leur faiblesse; mais ce tort en résume mille.

On a accusé le peuple d'avoir été le premier à tirer deux coups de fusil sur la troupe; mais plus tard les partisans mêmes du roi ont avoué que ces deux coups, comme un défi jeté au peuple, furent tirés par un domestique du palais, qui déchargea ses pistolets d'une fenêtre qui donne sur la place Saint-Ferdinand.

La barricade la plus solide sépare cette place de celle du Palais-Royal. Le palais Cirella, qui fait le coin, ressemble à une forteresse. Mais ces postes qui sont les premiers à soutenir le combat, n'ont pas plus de 1,000 défenseurs, pour la plupart accourus à la hâte, non préparés à une longue lutte, et, par suite, sans plan de défense, sans accord, et surtout sans munitions. La place du palais est occupée par les régiments de la garde royale, avec beaucoup d'artillerie; le palais même du roi est muni de canons. Tout à coup, des milliers de coups de fusil partent de tous les balcons des maisons qui environnent la place. Les troupes y répondent, mais elles ne voient pas d'ennemis; les canons ne parviennent à enfoncer ni les fortes barricades ni les solides maisons. Pendant deux heures, tous les efforts des soldats viennent se briser contre l'énergique défense des citoyens. Le roi fait suspendre le feu, et sent la nécessité d'envoyer chercher des canons de gros calibre.

Les Suisses se trouvent près de là, sur la place du château, où des barricades non moins fortes s'élèvent contre eux, surtout celle de Sainte-Brigide. Interpellés s'ils tireraient contre le peuple dans le cas d'un conflit, ils répondent que, sortis d'une patrie libre, ils s'abstiendront de nuire à un peuple qui aspirait à la liberté. En effet, ils s'abstiennent d'ouvrir le feu. Ils s'avancent, dans une attitude pacifique et l'arme au bras, jusqu'aux barricades, et demandent à y être reçus comme des amis. Les citoyens les acclament vivement, mais ne permettent le passage qu'à leur colonel, qui, après avoir parcouru et examiné les œuvres de défense construites de ce côté, échange avec les citoyens des paroles d'encouragement, et aussitôt qu'il a rejoint son régiment, commande le feu. Un seul cri s'élève derrière toutes les barricades : *Mort aux Suisses!* et la première balle tue le colonel. Le combat, acharné et meurtrier, s'engage alors sur tous les points.

Pendant ce temps, un tumulte immense régnait dans les salles de Montoliveto, tumulte à chaque instant accru par les gardes nationaux qui s'y précipitent pour raconter les événements de la lutte, pour exciter les députés à prendre un parti décisif, tel que les circonstances l'exigent; et afin que les faits viennent à l'appui

de leurs paroles, ils jettent au milieu de la salle des boulets encore chauds, en criant : « Voilà de quelle manière Ferdinand traite les représentants de la nation. » Mais il n'y avait qu'un petit nombre de députés capables de prendre des résolutions énergiques. Puisque le mal était fait, ils auraient dû ou se ranger ouvertement du côté du roi, s'ils jugeaient que les insurgés avaient tort; ou, s'ils étaient indignés de la conduite de Ferdinand, se mettre à la tête du mouvement, se proclamer pouvoir souverain, et s'appuyer sur 20,000 gardes nationaux qui étaient prêts à les soutenir. Ils ne surent faire ni l'un ni l'autre. Les gardes nationaux, dont les commandants supérieurs siégeaient oisivement à Montoliveto, ne se voyant pas appelés aux armes, ne recevant de leurs chefs ni ordres, ni exemple, hésitaient et ne savaient s'ils devaient eux-mêmes se mêler aux combattants; ceux qui s'y étaient déjà mêlés, l'avaient fait plutôt de leur propre mouvement que comme membres d'une milice guidée régulièrement; par conséquent, on ne comptait pas plus de 3 à 4,000 combattants dans toute la ville, contre 20,000 soldats soutenus par une formidable artillerie. Sur la proposition du député Ricciardi, on nomma, il est vrai, un comité de salut public; mais ce comité, composé d'hommes timides, ne fit et n'empêcha rien. Il se contenta d'envoyer un ordre au commandant militaire de la place de Naples pour qu'il eût à s'expliquer sur les causes du conflit engagé entre la troupe et le peuple, et à faire cesser immédiatement toute violence. La réponse qu'on obtint fut que les hostilités de la troupe cesseraient aussitôt que les insurgés auraient déposé les armes. On expédia alors à ce commandant les députés Avossa et Pepe, afin que leur parole imposante obtînt ce qu'on avait refusé à un ordre écrit; mais la demande fut cette fois fièrement repoussée. Le général Pepe aurait été mieux obéi en se plaçant à la tête des gardes nationaux. Triste condition des assemblées de nos temps! on craint de franchir le seuil de la prudence, tandis que le sang coule, et on oppose la force de la loi à celle du canon! La lutte engagée allait décider de la liberté du pays et du sort de l'Italie : on aurait pu la prévenir; mais au point où les choses en étaient arrivées, il fallait comprendre

qu'après le combat, il n'y aurait qu'un seul innocent : celui qui aurait vaincu. Toute justification, toute sagesse, toute justice, se réduisaient donc alors dans un fait : la victoire [1]. La chambre, nulle comme toutes les assemblées dans les moments de danger, se bornait à envoyer des délégués à l'amiral français Baudin, qui se trouvait dans la rade avec sa flotte, en le priant d'interposer ses bons offices auprès du roi afin de faire immédiatement cesser l'effusion du sang. Enchaîné par ses instructions, qui ne contrariaient pas d'ailleurs ses opinions personnelles, Baudin ne se crut pas le droit d'intervenir dans un but simplement humanitaire.

Pendant ce temps, deux batteries de canons de siége arrivent sur la place du Palais-Royal, et la troupe recommence son feu, battant surtout en brèche la barricade de Saint-Ferdinand et le palais Cirella, comme on ferait contre des forteresses. Quelque avantage se manifeste déjà de son côté; mais bien que les espérances des insurgés baissent à chaque instant, leur courage ne s'affaiblit pas, et ils soutiennent de toutes parts bravement l'attaque. Vers la place du château, les Suisses font des pertes considérables et n'avancent pas; mais les citoyens commencent

[1] On a reproché à Dante d'avoir créé le machiavélisme trois siècles avant Machiavel, en établissant le droit du plus fort comme le titre politique sur lequel devait se fonder la nation italienne. On s'est écrié : « Le juste, pour Dante, c'est » le victorieux; quiconque réussit par la violence a suffisamment de vertu; le seul » droit réel est la négation de tout droit. Qu'arrivera-t-il si l'Italie n'a pas toujours » la force de son côté? Où sera son refuge dans le monde moral? »

Une nation réduite à chercher la vie dans le monde moral est une nation morte dans le monde réel. Ce n'est pas dans les livres, mais dans l'arène sociale, qu'un peuple doit trouver les titres de son existence. Si la loi morale régnait sur la terre, tous les droits seraient respectés; mais puisqu'il n'en est pas ainsi, je dis que dans la réalité des choses, si toute force n'est pas toujours un droit, tout droit doit être toujours une force; je dis que le juste doit pouvoir vaincre; que la vertu doit triompher dans la lutte; que le droit réel n'est pas celui qui se laisse analyser, mais celui qui se fait valoir. Cette habitude de faire de la métaphysique dans les choses politiques, de perdre de vue le fait pour se livrer à l'idéal, de recourir à des abstractions pour se consoler du monde qui nous échappe; cette triste habitude, qui envahit de nos temps les esprits les plus éclairés, est le signe d'une déchéance, l'aveu d'une impuissance à se relever, le drap mortuaire que la science jette sur les nations qui s'éteignent. Qu'on imagine le descendant d'une famille illustre qui, couvert désormais de haillons, étendu sur un grabat, comblé de misère et de honte, feuillette avec fierté le livre d'or de ses ancêtres, rongé par les vers! Si l'on veut éliminer de la terre le droit du plus fort, il faut que le droit soit le plus fort.

à manquer de munitions. S'ils eussent été en nombre double, si leurs commandants et la chambre des députés ne les eussent pas abandonnés, leur victoire n'eût pas été douteuse.

Les citoyens, cachés derrière les barricades, réfugiés dans les maisons, tirent à coup sûr sur les troupes, sans courir de grands dangers. Chaque maison est convertie en forteresse d'où partent jusqu'à trois rangs de feu de tous les étages, ou bien on jette sur les soldats des pierres, de l'eau bouillante et des meubles. Il faut successivement faire le siége de chacune d'elles. Le palais Gravina, où se sont réunis environ deux cents gardes nationaux, et le palais Lieto, situé au coin de Saint-Jacques, dans Toledo, sont inexpugnables; les troupes doivent lancer des obus sur le palais Gravina, qui est incendié, et tirer plus de cinquante coups de canon sur le palais Lieto, dont elles ne parviennent à s'emparer qu'après un siége de trois heures. En même temps, tous les châteaux tirent sur la ville, à l'exception du château Saint-Elme, dont le commandant, le général Roberti, refuse d'exécuter les ordres du roi. Il doit plus tard payer bien cher cet acte de vertu civique; mais ce jour-là il est bientôt remplacé dans le commandement du château par le comte d'Aquila, frère du roi, et alors le feu de l'artillerie de ce fort, qui domine la ville, rend difficile une résistance plus longue de la part des insurgés. La barricade de la place Saint-Ferdinand est enfin enfoncée par l'artillerie; celle de la rue Sainte-Brigide défie encore tous les assauts des Suisses, qui commencent à hésiter; leur commandant s'avance, les ranime en criant : « Messieurs, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. » La barricade est enfin enlevée après de grands efforts. Les troupes se précipitent du côté de Saint-Ferdinand, de la place du château et de Montoliveto dans la rue de Tolède. Le combat devient alors plus féroce, plus meurtrier, et la résistance acharnée des citoyens, quoique s'affaiblissant peu à peu, ne cesse pas avant huit heures du soir. Des gardes nationaux épars çà et là combattent désespérément et sans ordre, uniquement pour se venger avant de mourir. La nuit, les cris des combattants, les gémissements des blessés, le bruit de l'artillerie et de la fusillade, les flammes

qui dévorent les palais, donnent à la ville un aspect terrible.

Tout était fini, et l'assemblée siégeait encore; personne n'avait fui ce poste dangereux. Quand le triomphe de Ferdinand parut inévitable, on dicta, sur la proposition du député Mancini, une protestation ainsi conçue : « La chambre des députés, au moment où elle s'occupait de l'accomplissement de ses devoirs, se voyant assaillie dans les personnes inviolables de ses membres qui représentent la souveraineté nationale, par la violence infâme des armes royales, proteste en face de l'Italie, dont on veut troubler par cet inique excès la résurrection providentielle, en face de toute l'Europe civilisée qui renaît à la liberté, contre cet acte d'un despotisme aveugle et incorrigible, et déclare qu'elle ne suspend ses séances que parce qu'elle y est contrainte par la force brutale. Au lieu de se désister de l'accomplissement de ses devoirs solennels, elle ne fait que se dissoudre momentanément, pour se réunir de nouveau où et quand elle le pourra, afin de prendre les résolutions que réclament les droits des peuples, la gravité de la situation et les principes de l'humanité et de la dignité nationale foulés aux pieds. » Tous se hâtèrent de signer cette protestation « avec cet enthousiasme de martyrs, dit très-bien Lafarina, qui se rencontre à un degré éminent chez les Napolitains, comme si ce peuple, qui n'a plus la vertu de vaincre, avait concentré toutes ses forces dans la vertu de mourir. » On achevait à peine cet acte, qu'on entendit au dehors un grand bruit. Le général Nunziante arrivait devant Montoliveto avec un bataillon de soldats et des canons, comme s'il avait dû prendre une forteresse, et un de ses officiers entrait dans la salle des députés, pour leur intimer, au nom du roi, l'ordre de se séparer sur-le-champ. Mais l'archidiacre Cagnazzi, nonagénaire et président d'âge, répondit avec gravité : « Veuillez vous retirer, l'assemblée délibérera. » L'officier stupéfait salua et obéit. Alors, au milieu des vainqueurs qui entouraient la salle des séances, le président ouvrit une courte délibération, fit appeler l'officier, lui remit la protestation signée, et déclara la séance suspendue. Tous sortirent avec cette dignité triste qui ne les avait pas abandonnés un seul instant.

Les gardes nationaux, quoiqu'ils eussent combattu pendant neuf heures dans la proportion d'un contre huit, avaient chèrement vendu leurs vies. Les troupes avaient fait des pertes considérables : on peut évaluer à plus de douze cents le nombre des soldats tués, et au double celui des blessés; les Suisses seuls avaient eu 500 morts, parmi lesquels plusieurs officiers supérieurs. Le général Statella avait eu la cuisse cassée par une balle. Du côté des citoyens, les pertes avaient été moins considérables; ils n'avaient compté qu'un millier de morts et de blessés, c'est-à-dire le tiers des combattants.

Mais le carnage des citoyens ne commença qu'après le combat. Les Suisses enfoncent à coups de canon les portes des maisons d'où ils ont vu partir le feu. Sans distinguer les innocents des coupables, et comprenant dans la même punition tous les habitants de ces maisons, même ceux qui se tiennent tranquilles et cachés, ils les tuent tous, qu'ils aient des armes ou non, violent les jeunes filles, puis les égorgent, n'épargnent pas les vieillards, et, atrocité de sauvages! lancent des balcons dans la rue les petits enfants, les enfants au berceau et leurs mères. Et ils ne se bornent pas à tuer : ils volent tout ce qu'il y a de précieux; les officiers prennent leur part du pillage. On livre le reste aux lazzaroni, auxquels le roi a fait communiquer ces paroles : « Allez, Naples est à vous! » Par conséquent, les lazzaroni, qui, le jour précédent, ont aidé à construire les barricades, ne se lassent pas de mêler aux gémissements de la mort et aux frémissements de la rage, le cri de : *Vive le roi!* Succédant aux Suisses, ils s'abattent comme des oiseaux de proie sur des maisons déjà pillées; ils les dévastent, se répandent dans les cafés et les clubs où se réunissaient ordinairement les libéraux, et enlèvent jusqu'aux moindres ustensiles, jusqu'aux serrures des portes.

La plume se refuse à retracer les scènes d'horreur qui accompagnent les pas des troupes suisses. Les malheureux pris derrière les barricades, sont liés et fusillés. Les deux fils du marquis de Vassatore sont égorgés sous les yeux de leur père, qui devient fou à ce spectacle. On envahit l'hôtel de Ferrari, riche banquier; on monte à son appartement. Cinq personnes qui se trouvent

dans la première pièce sont massacrées avec lui par des Suisses; sa mère, âgée de soixante-quinze ans, est tuée à coups de baïonnette; sa femme achète la vie en donnant 15,000 ducats de pierreries à un soldat qui promet de la dérober aux regards de ses compagnons; mais ceux-ci l'aperçoivent, l'enferment et mettent le feu à la maison. Enfin, toutes les horreurs que commettent les hordes barbares, les Suisses s'en rendent coupables.

Les troupes napolitaines ne montrèrent aucune cruauté; la gendarmerie se distingua en s'employant à sauver des citoyens partout où elle se montra. On a voulu depuis reverser sur la populace la honte de tant de crimes; mais les lazzaroni ne firent que glaner là où les Suisses avaient passé. On ne peut attendre autre chose d'hommes qu'on achète. En vain veulent-ils se parer de la gloire de fidélité et d'honneur militaire : la nature de l'honneur militaire a été changée par la civilisation du siècle où nous vivons. On n'admire plus l'art ni la valeur ni le succès même quand on combat pour une cause inique. Le soldat, instrument de défense et de grandeur nationales, est un magistrat armé. Les Suisses qui font marché de sang et de servage au profit des tyrans étrangers, ne peuvent être que des bourreaux.

Le massacre et le pillage durent soixante-douze heures, et cela en vue de la flotte française. L'amiral n'a d'énergie que pour écrire au roi qu'il va faire entrer dans la rade son escadre tout entière, et que si un seul Français est victime des excès, soit de la populace, soit des soldats, il ouvrira à l'instant le feu contre les forts et débarquera à la tête de six mille hommes. Ferdinand, content qu'on le laisse égorger ses sujets, et *cueillir,* comme il dit, *les fruits de sa victoire,* fait placer un bataillon de Suisses autour de la légation française. Baudin pourrait faire cesser aussi le massacre de la population; mais il se borne à recueillir sur ses navires le petit nombre de malheureux qui réussissent à s'échapper, comme si c'eût été un acte de pitié de ne pas les repousser ou les livrer au roi. On a dit qu'il n'avait pas d'instructions. Où a-t-on appris que l'amiral de la première nation civilisée du monde ait besoin d'être autorisé pour intervenir lorsqu'il s'agit d'arrêter une œuvre de destruction barbare?

Dès que Ferdinand, dont le cœur a plusieurs fois tremblé pendant le combat, a vu son triomphe assuré, il se jette sur un divan et s'écrie : « Enfin, j'ai fait, moi aussi, une démonstration ! » Tous les membres du corps diplomatique sont auprès de lui pour l'entourer de la force morale qu'ils représentent.

Rien ne saurait faire comprendre la poignante douleur des habitants de Naples; trois jours de massacre ont anéanti tous leurs rêves de liberté. On connaît Ferdinand : souple et rampant quand il est le plus faible, il va devenir implacable en se sentant le maître. La ville est en proie à une terreur inerte. On lit sans émotion les décrets qui annoncent la formation d'un nouveau ministère, la dissolution de la chambre des députés et de la garde nationale, la proclamation de l'état de siége, le rappel de la flotte de l'Adriatique et de l'armée envoyée dans la haute Italie. De nombreuses familles, emportant ce qu'elles ont de plus précieux, s'enfuient furtivement hors de la ville pour échapper à la fureur des lazzaroni, que personne ne se soucie de contenir, et des soldats qui sont toujours campés sur les places. On ne peut plus se promener dans les rues en habit et en chapeau; la barbe même est proscrite comme signe de libéralisme. Les prisons regorgent au point qu'on doit transporter 2,000 hommes sur des navires désarmés. Le drapeau rouge flotte sur les forts; l'état de siége est appliqué avec une extrême rigueur : journaux, spectacles, cafés, tous sont supprimés, fermés, et le carnage et le pillage ne cessent pas. Les vainqueurs s'abattent sur les vaincus; quiconque est signalé comme libéral est sur-le-champ massacré; quand les victimes manquent, les assassins, en se disputant le butin, s'égorgent entre eux. La cupidité vient en aide à la férocité; car, sous prétexte que les libéraux se cachent çà et là, on pénètre dans les maisons, on détruit tout, on vole tout, on tue au hasard, même les malades. C'est ainsi que le malheureux Irace, jeune homme distingué, dévoré par la fièvre et agonisant, est égorgé. D'autres malheureux sont traînés nus et liés dans les rues; on les frappe, on les transperce de coups de baïonnette. Des gens de tout âge, de tout sexe, des magistrats, des dames distinguées, subissent ces supplices. Les rues de Tolède,

de Sainte-Brigide, de Montoliveto et les places, offrent l'image d'une complète désolation; l'œil s'arrête partout attristé devant les traces du pillage, de l'incendie, sur des monceaux de cadavres que personne ne s'empresse d'enlever. C'est au milieu de ce spectacle que, marchant dans des mares de sang, Ferdinand, le troisième jour, après avoir fait distribuer de l'argent aux lazzaroni, sort de son palais à cheval, traverse les rues du Pendino, entouré de la canaille qui crie : *Vive Ferdinand, roi absolu!* et, satisfait des acclamations de son vrai peuple, souriant et remerciant les soldats qui lui montrent sur leurs baïonnettes ou des bonnets de gardes nationaux ou d'autres dépouilles sanglantes, il va à l'église des Carmes, et là ose remercier la Vierge miséricordieuse de la victoire qui couronne ses crimes.

Après tout ce qui précède, on ne peut dire que le peuple ait prémédité et provoqué à Naples le conflit du 15 mai; la situation du royaume et de l'Italie tout entière était telle, que ce conflit ne pouvait être désiré que par des fous ou des fripons. Il y avait eu, la veille de ce jour, une alarme dans la ville, alarme causée par la prétention du roi de contester à la nation le droit de réformer le statut conformément à ce qu'il avait promis. L'agitation s'accrut lorsqu'on vit la ville envahie par les soldats qui auraient dû se trouver en Lombardie. Le mouvement insurrectionnel, sans motif sérieux, puisque tout semblait arrangé entre les députés et le roi, fut l'œuvre des agents de la police et de quelques forcenés qui n'appartenaient point au parti libéral. Si le parti libéral y avait été pour quelque chose, on eût vu les députés derrière les barricades, et la garde nationale ne fût pas restée l'arme au bras. La réaction, depuis quatre mois, visait à reconquérir sa domination perdue; toute sa conduite, depuis le jour où le statut fut accordé jusqu'au jour où il fut noyé dans le sang, fut une conspiration permanente contre les nouvelles franchises populaires. Le moment opportun pour l'exécution de ses desseins se présenta le 15 mai, et elle en profita promptement. Le roi eut le mérite d'user le premier de l'occasion du combat et puis de la victoire; et quand la fortune vint à lui, il s'y attacha et ne la laissa pas échapper avant qu'il ne se fût vengé de

toutes les craintes et de toutes les humiliations qu'il avait souffertes lorsqu'on avait voulu en faire un prince constitutionnel.

On a aussi cherché en vain d'accuser la Chambre des députés d'avoir voulu se constituer arbitrairement et pousser l'illégalité jusqu'à nommer un comité de salut public. La Chambre, convoquée pour le 15 mai, avait le droit de se réunir ce jour-là, et pour la légalité de cette réunion le statut n'exigeait pas la cérémonie solennelle de l'ouverture, ni le discours royal, ni le serment. Le statut n'y mettait d'autre condition que la convocation royale qui avait eu lieu. Donc, la Chambre était légalement réunie, et ses délibérations se trouvaient couvertes par les prérogatives de la souveraineté, communes aux deux grands pouvoirs de l'État. Le roi même reconnut la réunion des députés à Montoliveto comme une chambre constituée, puisqu'il entra avec elle en relations officielles par l'intermédiaire des autorités principales dans la hiérarchie gouvernementale, et puisqu'il en reçut formellement les députations. Il reconnut à cette assemblée la qualité juridique de Chambre législative dans le décret du 17 mai, par lequel il la dissout, sur l'accusation *d'avoir outrepassé ses pouvoirs et d'être entrée en opposition avec le pouvoir exécutif :* on ne dissout pas une chambre qui n'existe pas, on annule les élections simplement. Car si l'on veut admettre qu'on peut annuler ce qui n'existe pas et qu'on peut dissoudre ce qui n'a jamais été réuni, il est impossible de distinguer entre ce qui est et ce qui n'est pas.

D'un autre côté, il n'y a pas de doute que la réaction, ayant le roi à sa tête, eût prémédité et fixé le jour, l'heure et la manière de faire éclater à Naples une catastrophe. Ses premiers auteurs ne pouvaient être que ceux qui avaient un intérêt à détruire le statut et à rappeler l'armée envoyée en Lombardie. Des agents de police ranimèrent les soupçons, les craintes et les cris dans la nuit du 14; ils s'opposèrent à la démolition des barricades; ils répandirent le bruit que les troupes s'approchaient pour massacrer la garde nationale et les députés. Quelques jours avant le 15 mai, Antoine Basile, avec un certain nombre d'amis et deux officiers, se trouvant à Pausilippe pour se

divertir, les officiers lui demandèrent s'il appartenait à la garde nationale, et d'après sa réponse négative, lui recommandèrent amicalement, s'il aimait la vie, de ne pas sortir de chez lui le 15. Quelques dames de l'institution dite de la Reine-Isabelle avaient été invitées à la campagne, le lundi 15 mai, par la famille Iacovelli; le 13, elles s'excusèrent par un billet de ne pouvoir s'y rendre, parce que des ordres très-sévères étaient arrivés à l'institution, empêchant la sortie le 15. Le malheureux Irace, qui fut tué, avait été prévenu, le 13, par un ami très-intime, capitaine de la place, de s'éloigner de la capitale pour quelques jours; il n'avait pu le faire, étant presque moribond. Le marquis Sersale, mis au nombre des chevaliers qui, le matin du 15, devaient recevoir la famille royale devant l'église Saint-Laurent, reçut un contre-ordre, le soir du 14, lui annonçant qu'il n'y aurait pas de fonctions à remplir le lendemain. Quelques jours après le 15 mai, on parla ouvertement du combat dans le salon du duc de Salandra, et on y affirma impudemment que la vieille police l'avait préparé, et que le roi en était prévenu.

Le prêtre Lonard Covelli de Trani ayant été arrêté comme accusé d'avoir combattu aux barricades, avoua l'avoir fait par ordre de Merenda, commissaire de police, et Merenda confirma cette déclaration, en adressant à la cour de Naples un certificat où il assurait que Covelli était un de ses agents, et qu'il avait combattu par son ordre aux barricades. La cour remit alors Covelli au juge d'arrondissement, pour être jugé comme simple porteur d'armes. Merenda écrivit un second certificat, disant que les armes avaient été données par lui; Covelli sortit libre. Les espions les plus fameux de l'ancienne police travaillèrent aux barricades : le sanguinaire Carpentieri, le féroce Barone, et surtout le monstre Cioffi. Le même Merenda avec ses deux fils avait commandé à la barricade Saint-Ferdinand; il avait, la nuit du 14, baissé la baïonnette sur le général Pepe qui lui ordonnait de défaire son travail; le 16 mai, il était pour ses mérites nommé chevalier par le roi, et promu à la place de secrétaire-général de la préfecture de Naples.

On vit aussi paraître dans la nuit du 14 des officiers en cos-

tume français; ils dirigèrent la construction des barricades. D'autres officiers français se présentèrent aux députés dans la salle de Montoliveto, en disant qu'ils étaient envoyés au secours du parlement par les commandants de la flotte; les députés répondirent qu'ils étaient d'accord avec le gouvernement, et que des officiers étrangers ne pourraient que troubler cet accord. Les officiers de Baudin ne songeaient même pas à prendre part aux luttes intestines du pays. D'ailleurs, cette apparition d'officiers français pour aider les soulèvements populaires était un stratagème employé par les Autrichiens mêmes, et qui se répéta à Rome, à Livourne et ailleurs. Enfin, les lazzaroni, créatures soldées par le roi, avaient pris la principale part à la construction des barricades, en criant: *Vive la garde nationale!* de la même manière qu'ils devaient crier, le jour suivant: *Vive le roi absolu!*

S'il manque encore quelque lumière pour éclairer ce fait, que le carnage du 15 mai fut une trame ourdie par le gouvernement, qu'on lise ce que les nouveaux ministres du 16 mai ont déclaré publiquement, lorsqu'ils assuraient qu'*ils ne commencèrent à diriger l'État que lorsque la bataille fut finie; que le roi dirigea par ses ordres ou personnellement toutes les opérations des troupes pendant les journées des 14 et 15; que le roi avait envoyé aux commandants des forteresses l'ordre de tirer sur la ville, ordre qui avait été exécuté par tous, excepté par le général Roberti, qui, voyant la dépêche royale dépourvue de la signature d'un ministre, avait refusé de faire feu, et après cela avait échappé par la fuite à la punition méritée; que le roi, enfin, devait avoir toute la gloire du combat dans les rues de Naples; de sorte qu'on ne pouvait suffisamment célébrer* SA TACTIQUE MILITAIRE ET SA VALEUR.

Si la constitution du 10 février fût restée en vigueur; si l'armée envoyée en Lombardie n'eût pas été rappelée; si les lois du royaume eussent été exécutées; si, après avoir versé à flots le sang des citoyens, après avoir imposé au pays sa volonté par la mitraille, le gouvernement napolitain ne se fût pas hâté de consolider sa domination par la terreur, la délation, le trafic des

consciences, la servitude publique; si, pour jeter un voile de légalité sur ses perfidies et pour tromper le monde, il ne se fût pas en même temps constitué accusateur, juge et bourreau d'honnêtes gens qui avaient courageusement cherché à arrêter l'anarchie, qui s'étaient exposés à être tués par les véritables séditieux, qui n'avaient commis d'autre crime que celui d'avoir sincèrement aimé le régime constitutionnel; si la proscription et les bagnes n'eussent pas frappé ceux mêmes qu'on ne pouvait accuser que d'avoir crié: *Vive le roi constitutionnel!* si des récompenses, des croix d'honneur, des emplois, des pensions, des faveurs n'eussent pas été accordés aux soldats, aux sbires, à tous les hommes qui avaient le plus trempé leurs mains dans le sang des citoyens, on pourrait encore douter sur les véritables auteurs de la catastrophe du 15 maì.

Que les hommes puissants soient enfin convaincus de leur folie, s'ils prétendent distribuer à leur gré et la honte et l'honneur. Toutes les apologies, tous les mensonges des lâches qui se vendent au pouvoir, ne peuvent prévaloir sur la vérité, que l'inexorable histoire recueille et transmet à la postérité.

CHAPITRE II.

Effet que l'allocution pontificale du 29 avril produit sur Charles-Albert. Les légats du Pape dans le camp piémontais. Médiation de paix de Pie IX et lettre qu'il écrit à l'empereur d'Autriche. On entreprend le siége de Peschiera. En attendant, Nugent pénètre dans le Frioul et s'empare d'Udine. Ses vaines attaques contre la forteresse de Palmanova. Politique du roi de Sardaigne par rapport aux provinces vénitiennes. Durando. Combats de Cornuda et de Castrette. Désordres dans l'armée pontificale. Belle défense de Trévise. Durando se laisse tromper, et Nugent réussit à se joindre à Radetzky. Les Autrichiens sont repoussés de Vicence le 20 mai. Nouvelle attaque contre Vicence le 23 et le 24, héroïquement repoussée. Position de Durando après la victoire.

L'allocution du Pape et la catastrophe napolitaine dissipaient complétement l'illusion que les Italiens modérés s'étaient faite sur l'accord des princes avec les peuples et sur l'alliance des premiers contre l'Autriche. Le Piémont était désormais sûr de se trouver engagé seul dans la lutte.

Nous avons laissé l'armée piémontaise, après la déroute de Sainte-Lucie, en retraite sur le Mincio. On attendait le parc de gros calibre pour entreprendre le siége de Peschiera. Ce fut alors qu'arriva au camp la nouvelle de l'allocution papale. On ne pourrait dire jusqu'à quel point en furent affectés Charles-Albert et ses soldats, les Lombards et les Piémontais en général. Farini, nouveau légat de Pie IX, arrivait quelques jours après au camp, pour y remplacer Mgr Corboli. Celui-ci, très-dévoué au Pape, et instruit depuis longtemps de ses plus secrètes pensées et de son aversion pour la guerre contre l'Autriche, avait été cependant envoyé auprès de Charles-Albert pour donner par sa présence une vigueur morale à la guerre. Il avait tenu, avec l'habileté qu'on pouvait attendre d'un prélat, une conduite conforme à la position équivoque où on l'avait placé. Ses démarches s'étaient prêtées à toutes les interprétations : le roi avait trouvé en lui des sentiments d'indépendance italienne d'une noblesse

incomparable; d'autres avaient douté de sa bonne foi envers l'Italie, et avaient murmuré des menées qu'on lui avait vu entretenir dans le camp; d'autres encore l'avaient accusé de favoriser les opinions républicaines en Lombardie; à Rome même, certaines personnes le proclamaient un libéral outré, presque un sectaire, appliqué à corrompre le clergé lombard par des idées de liberté. Corboli, en vérité, avait fait un peu de toutes ces choses; mais il n'avait été en réalité qu'un obéissant serviteur de Pie IX. Farini, nouveau légat, n'avait pas cette ruse d'un prélat de la cour romaine; mais il remplaçait cette qualité par d'autres mérites : il avait le fanatisme de l'obéissance. Amateur de liberté italienne, fleur du plus pur modérantisme, il avait une manière qui lui était propre de considérer l'Italie. L'Italie n'avait pas pour lui une existence réelle et positive; elle n'était qu'une image, et cette image n'était qu'un reflet de la pensée du maître que Farini avait reçu du sort. De sorte que s'il eût plu à cette pensée de produire la vision de l'Italie avec ou sans tête, il eût fallu que tous les Italiens, sans discussion, parce que tout examen eût été une impiété, portassent leurs têtes ou les déposassent comme un ornement illicite (1).

(1) Cette opinion que je porte sur Farini a été confirmée par les derniers événements. Ancien ministre du pape, puis dictateur des Romagnes, on l'a vu soutenir contre son ancien souverain l'annexion des Romagnes au Piémont. Cette annexion était dans les intérêts de l'Italie; mais Farini conçoit toujours les intérêts de l'Italie dans les vues de son maître, et cette fois le maître que le sort lui avait donné, c'était Cavour. Le gouvernement français exige le rappel des princes expulsés : Cavour oscille, Farini fléchit, et sans l'opposition de Ricasoli, on aurait vu le dictateur des Romagnes prêcher aux Romagnols la résignation, comme il les avait jusque-là exhortés à la résistance. L'annexion prononcée, il est nommé ministre. Cavour, qui exerce en réalité un pouvoir dictatorial, n'aime à s'entourer que d'instruments dociles à sa politique. Il cède la Savoie et Nice à la France; Farini prend sur lui une part de la répulsion que cette cession inspire aux Italiens. Cavour voit avec jalousie sa politique temporisatrice éclipsée par la hardiesse de Garibaldi; sa ruse, qui est son talent, devient un jeu d'enfant devant l'énergie du soldat, qui obtient du sabre ce que la diplomatie n'aurait jamais accordé. Chaque succès du libérateur de la Sicile est un échec pour le ministère piémontais : Garibaldi s'élève dans l'opinion publique à mesure que Cavour en descend. Farini, force aveugle et dévouée à qui l'anime, est lancé sur Gênes pour empêcher que tout secours en hommes et en argent soit envoyé en Sicile. Cette démarche va nuire à la cause italienne et faire soulever les populations : Farini l'accomplit sans craindre aucune responsabilité; il ne fait qu'obéir. Si l'on voulait imaginer les affaires italiennes

Le nouveau légat pontifical, en présentant à Charles-Albert ses lettres de créance, s'aperçut avec un étonnement douloureux que le roi ne participait pas à cet esprit de concorde qui aurait dû lui rendre agréable l'allocution du Pontife, par cela seul qu'il avait plu à celui-ci de la prononcer. Farini ne trouvait pas de raisons qui pussent légitimer la continuation de la guerre après que le Pape l'avait réprouvée. Il écrivit à Pie IX pour lui faire part du mauvais effet que son ambassade avait produit sur l'esprit du roi, de ses ministres et de ses soldats; et Pie IX, à la lecture de cette lettre, éprouva la plus grande surprise de ce que son allocution si pieuse eût pu manquer l'effet d'émouvoir tous les cœurs. Il protesta que ce n'était pas se déclarer contraire à la nationalité italienne que d'avoir proclamé, en sa qualité de prince de paix et de père commun des fidèles, son aversion pour la guerre italienne. Il déclara vouloir prendre sur lui la défense de cette nationalité, en interposant sa médiation pour la paix, ce qui l'aurait rendu digne de la reconnaissance des Italiens (1).

Conformément à ce dessein, Pie IX fit répondre à Farini qu'il eût à disposer l'esprit de Charles-Albert et de ses généraux à des négociations pacifiques, dans le but d'assurer la nationalité italienne. Après quoi il se hâta d'écrire à l'empereur d'Autriche la lettre que je transcris ici, afin qu'on voie combien la misère de l'Italie était profonde, puisque ses destinées avaient pour défenseur un saint homme qui n'appartenait pas à ce monde : « Majesté, écrivait-il, on a toujours vu partir de ce Saint-Siége des

réduites au point que Cavour jugeât nécessaire de replacer l'Italie sous la protection de l'Autriche, aucun Italien n'aurait plus que Farini l'aptitude à se charger de cette mission. On le verrait humblement se rendre à Vienne et déposer aux pieds de l'empereur les clefs de Turin.

(1) Le prêtre qui voit en face l'ennemi de son pouvoir temporel, de ses priviléges, de ses richesses, s'élance hardiment au combat : il est soldat, il appelle tous les peuples sur la brèche, et leur apprend à mourir. Si on lui reproche le sang qui va couler, il dit que la religion est en danger, que les âmes sont en danger; il ne peut avoir soucis des corps, il veut sauver les âmes. Dans une guerre nationale, le prêtre, qui ne connaît que l'Église, ne peut voir un ennemi dans celui qui ne menace que la nation. En écartant de la guerre les idées d'héroïsme et de patrie, que peut-il y trouver, sinon violences et tueries de barbares? Il prêche alors les douceurs de la paix, et apprend aux peuples à capituler.

paroles de paix au milieu des guerres qui ensanglantaient le sol chrétien; et dans notre allocution du 29 avril, en disant que notre cœur parternel se refuse à déclarer une guerre, nous avons expressément annoncé notre désir de contribuer à la paix. Que Votre Majesté veuille donc agréer cet appel que nous faisons à votre piété, à votre religion, en vous exhortant paternellement à déposer les armes et à cesser une guerre qui, sans pouvoir reconquérir à l'empire les cœurs des Lombards et des Vénitiens, entraîne avec elle toute la funeste suite de calamités dont une guerre est toujours accompagnée, calamités que Votre Majesté certainement hait et déteste... Qu'il plaise aussi à la généreuse nation allemande d'accepter notre invitation à déposer ses haines et à convertir en rapports utiles d'un bon voisinage une domination qui ne serait ni noble ni heureuse, puisqu'elle reposerait uniquement sur les armes... Aussi nous avons la confiance que cette nation, si honnêtement fière de sa propre nationalité, ne mettra pas son honneur à engager des conflits sanglants contre la nation italienne, mais qu'elle le fera consister plutôt à la reconnaître comme sa sœur, de même que toutes les deux sont nos filles et très-chères à notre cœur; elles se résoudront donc à habiter chacune dans ses confins naturels, moyennant des conditions honorables et avec la bénédiction du Seigneur. En attendant, nous prions le Dispensateur de toute lumière et l'Auteur de tout bien, de vouloir inspirer de saints conseils à Votre Majesté; tandis que du fond de notre cœur nous donnons à vous, et à Sa Majesté l'impératrice, et à toute l'auguste famille, la bénédiction apostolique. »

En un mot, Pie IX était convaincu que l'empereur, en vue de la bénédiction apostolique et tout au plus de quelque indulgence plénière, n'hésiterait pas à se dépouiller de ses États italiens. Quant aux Italiens, il ne pouvait concevoir qu'ils se fussent donné la peine de manier les armes, lorsqu'il aurait suffi, pour atteindre l'objet de leurs vœux, de compter les grains d'un rosaire.

L'opinion publique en Italie ne favorisa pourtant pas l'idée de la médiation pontificale; Charles-Albert s'en indigna; et Farini,

écrivain lui aussi d'une histoire! Farini, qui quelques pages plus haut n'a pas manqué de reprocher aux Italiens leur tiédeur pour la guerre, ne peut arriver maintenant en face de la volonté contraire de son maître, sans exiger que l'Italie, comme si elle n'avait qu'une existence d'emprunt, s'efface timidement comme si elle avait honte de vivre. Farini maudit les Italiens de ce qu'ils se montrent *peu pliants, peu dociles à changer d'affections et de principes selon les circonstances, et plus disposés à extravaguer, imaginant guerres, armements de peuples, et formation d'une libre Italie, qu'à s'en remettre prudemment à la lenteur de l'avenir et aux hasards qui se seraient présentés.* Voilà le modérantisme qui a tué l'Italie (1).

(1) L'Europe a admiré la modération qui a présidé à la révolution dont l'Italie est aujourd'hui le théâtre. Les hommes qui ont été et qui sont à la tête de cette révolution, Cavour, Farini, Ricasoli et autres, appartiennent tous à l'ancien parti qu'on appelait en 1848 *des modérés;* on pourrait conclure de là que ce parti était réellement appelé à régénérer l'Italie, et que s'il ne réussit pas dans sa tâche en 1848, il faut en attribuer la faute *aux exaltés,* qui ne surent que bouleverser le pays. On pourrait donc croire ces hommes exaltés, des rêveurs pernicieux, qui, repentis ou corrigés par le temps, ont fini désormais par se tenir à l'écart ou par se soumettre aux hommes de modération auxquels revient tout l'honneur d'avoir sauvé la patrie. Eh bien! il en est précisément le contraire. Quel était en 1848 le programme des deux partis? Les uns disaient : « Il faut marcher d'accord avec nos princes; il faut placer toutes nos espérances en eux; ce sont nos princes qui, après nous avoir accordé la liberté, vont se liguer entre eux et nous délivrer de la domination étrangère. » Les autres : « Il faut placer toutes nos espérances dans le peuple; ces princes, qui, contraints, nous accordent des constitutions, ne se ligueront jamais sincèrement pour nous affranchir de la domination étrangère; pour chasser les Autrichiens, on ne doit compter que sur les forces du peuple. » Lequel de ces deux programmes a été réalisé en 1860? Les princes ont été expulsés, le peuple a constitué des gouvernements provisoires, a pris les armes, combattu et délivré le pays des Autrichiens, des sbires napolitains et des mercenaires pontificaux. Si les hommes de l'ancien modérantisme, Cavour, Farini, Ricasoli et autres, se trouvent à la tête de cette révolution, il faut convenir que ce sont eux qui se sont amendés et qui ont été corrigés par le temps; et s'ils réussissent dans leur tâche, c'est parce qu'ils se sont pris à exécuter ce qu'ils repoussaient en 1848 et appelaient le rêve des exaltés. Et les exaltés de ce temps se sont si peu retirés, qu'ils forment aujourd'hui la force réelle de la nation armée; ils se sont si peu soumis à leurs anciens adversaires, que ceux-ci, au contraire, se sont mis au service de leurs desseins. Ces desseins se traduisirent, en 1848, en une république, et se traduisent aujourd'hui dans la monarchie constitutionnelle de Victor-Emmanuel. Il manqua, dans la première époque, un prince qui se déclarât le champion de la grande idée des patriotes italiens, tandis qu'aujourd'hui Victor-Emmanuel ne leur laisse rien à désirer, ni du côté de la liberté la plus large, ni du côté de l'indépendance nationale la plus assurée.

Sur ces entrefaites, quarante-cinq pièces d'artillerie de gros calibre arrivaient d'Alexandrie à Crémone, et de là à Ponti. La division Federici était chargée du siége de Peschiera. Cette place, située à la pointe méridionale du lac de Garde, près de la source du Mincio, est un pentagone bien fortifié, traversé et entouré par les eaux du fleuve. Elle avait une garnison de 2,000 Croates, commandés par le vieux général Ratt. Leur condition n'était pas favorable. N'ayant pas de cavalerie, ils n'avaient pu ramasser des vivres dans les alentours, et les volontaires lombards, en s'emparant des bateaux à vapeur du lac dès le mois d'avril, leur avaient coupé les communications avec le Tyrol. Tous les envois de vivres qu'on avait faits de Vérone, mal pourvue elle-même, avaient été interceptés par les mêmes volontaires; après la bataille de Pastrengo, les troupes piémontaises avaient achevé le complet investissement de la forteresse.

Après les explorations ordinaires, il parut d'abord que l'attaque devait avoir lieu entièrement à droite de la rivière; mais la place était de ce côté très-forte, et couverte par des ouvrages extérieurs très-solides, tandis que sur le côté gauche et près du lac elle offrait un point qui paraissait moins bien défendu. Le fort Mandello la couvrait de ce côté gauche; mais le fort lui-même était dominé par des hauteurs d'où l'on espérait pouvoir le battre d'enfilade : on résolut donc de tenter l'attaque du côté gauche. On travailla jusqu'au 18 mai à construire des batteries, en en élevant aussi quelques-unes sur le côté droit pour rendre l'ennemi incertain sur les vrais desseins des assaillants. Le commandement supérieur du siége fut confié au duc de Gênes; le génie était sous les ordres du général Chiodo, l'artillerie sous ceux du général Rossi.

Pendant qu'une partie de l'armée royale se reposait, et que l'autre partie s'arrêtait sous les murs d'un château, les troupes impériales, dont on laissait tous les mouvements libres, s'emparaient de la Vénétie. Malgré les exhortations que Pie IX avait faites à l'empereur pour le salut de son âme, celui-ci qui, endurci dans le péché, ne voulait à aucun prix se résigner à perdre l'Italie, avait ordonné au général Nugent de réunir de nouveaux

soldats et d'entrer avec eux dans la Vénétie. Nugent y accourait avec 24,000 hommes, et, après avoir passé l'Isonzo, qui servait autrefois de limite à l'Italie du côté de Trieste, il s'avançait en toute hâte pour se joindre à Radetzky, qui attendait impatiemment ce secours. Mieux avisé que Charles-Albert, Nugent laissait de côté Palmanova, place trop forte pour qu'il pût espérer de la prendre en courant, et se jetait sur Udine, capitale du Frioul, qui, après quelque résistance des habitants, faisait sa reddition et ouvrait ses portes à l'ennemi. Le général autrichien espéra alors s'emparer de Palmanova sans coup férir.

Cette forteresse est construite sur un polygone régulier de neuf côtés, dont le périmètre est d'environ trois milles; par conséquent, elle offre neuf fronts d'attaque. En avril 1848, elle se trouvait dans un état de complet abandon; pas un canon n'était en batterie, toutes les saillies des boulevards et tous les ravelins étaient couverts d'épaisses broussailles, toutes les tenailles devant les courtines remplissaient les fossés de leurs ruines. Pour remédier autant que possible à ces dégâts, Charles-Albert avait envoyé, le 13 avril, le major Ansaldi avec quatre officiers et cent artilleurs. La forteresse, quoique en désordre, avait encore une batterie de 75 canons, 25 mortiers, 1,500 hommes pour la défendre, la plupart volontaires de Venise et de Bellune, ou déserteurs des régiments italiens au service de l'Autriche. Elle était commandée par le général Zucchi, que la république de Venise y avait envoyé en le plaçant sous la dépendance du gouvernement provisoire d'Udine. Cela nous explique pourquoi Nugent, devenu maître d'Udine et ayant envoyé à Zucchi, au nom de ce gouvernement provisoire, l'ordre de se rendre, espéra s'emparer ainsi de la place sans coup férir. Mais Zucchi déjoua ses plans en répondant résolument qu'il était prêt à se défendre. Cependant, Nugent compta pouvoir promptement obtenir par la menace ce qu'il n'avait pu obtenir par la ruse. Il courut investir Palmanova; mais avant de commencer les hostilités, il fit sentir au général italien qu'il le tenait pour un rebelle à son souverain légitime; qu'il lui donnerait pourtant un sauf-conduit s'il cédait la forteresse; que dans le cas contraire, aussitôt qu'il serait

maître de la place, il le ferait fusiller. Zucchi répondit qu'il avait été nommé commandant de Palmanova par le peuple et qu'il comptait sur ses forces pour résister. Les Autrichiens commencèrent par détourner le cours d'un aqueduc qui alimentait de ses eaux la ville et les fossés de la forteresse; ils enlevèrent aux assiégés les provisions qu'ils tiraient d'un moulin placé à peu de distance de la place : une poignée de volontaires vénitiens qui le défendaient, se voyant assaillis par un fort escadron de cavalerie, furent contraints de se réfugier sous le canon de la forteresse. Pendant ce temps, l'artillerie ennemie tonnait furieusement contre les bastions de Palmanova, et les chasseurs tyroliens, abrités dans une forêt qui couvrait la campagne jusqu'au pied de ces bastions, parvenaient à tirer à bout portant sur les sentinelles italiennes. La garnison ne se décourageait pas pour cela; au contraire, combattant énergiquement, elle ne négligeait pas en même temps de construire, sous le feu de l'ennemi, de nouvelles batteries et d'autres ouvrages de défense; de telle sorte que Nugent, s'étant aperçu que l'ardeur des Italiens, au lieu de tomber devant ses menaces, s'enflammait, laissa le général Mittich avec quelques troupes continuer le siége de Palmanova, et se hâta avec le reste de son corps d'armée de marcher en avant pour se joindre au maréchal Radetzky.

Mittich menaça de bombarder la ville si la forteresse ne se rendait pas. Ayant reçu une réponse négative, il fit commencer le bombardement, qui continua jour et nuit sans autre interruption que quelques heures de repos. Les assiégés détruisirent la batterie de mortiers des Autrichiens, et pour quelque temps le feu cessa. Il y avait chaque nuit des attaques contre les ravelins placés devant les portes de la ville, pour tenter de les prendre par surprise. Dans une de ces attaques, les Autrichiens essuyèrent de graves pertes; la garnison se défendait vaillamment, et il était désormais évident que l'ennemi ne prendrait pas Palmanova aussi vite qu'on l'avait espéré.

En me réservant de revenir plus tard sur le siége de cette forteresse, qui dura longtemps, je me hâte de suivre les pas de Nugent, qui, poursuivant sans repos son chemin et passant le

Tagliamento et la Livenza, après quelques escarmouches avec des bandes de paysans armés de faux, arrivait le 30 avril à Conegliano, près la Piave, où il campa. Ce fut là seulement qu'il commença à rencontrer des adversaires.

Le roi de Sardaigne aurait dû s'empresser de diriger les troupes pontificales contre Nugent lorsqu'il n'avait pas encore passé l'Isonzo, en les appuyant d'une division piémontaise. Il avait, au contraire, prescrit à Durando d'occuper Ostiglia et Governolo pour observer Mantoue et veiller sur les États de l'Église. Pendant ce temps, Nugent avait pris Udine, désolé le Frioul. Un simple soldat aurait compris que la campagne allait se décider dans la Vénétie et qu'il fallait à tout prix empêcher la réunion de l'armée de Nugent avec celle de Radetzky : Charles-Albert ne comprenait pas cela. Nugent laissait de côté les forteresses et s'emparait du pays; Charles-Albert laissait perdre le pays et donnait de front contre les murailles des forteresses. Venise, Trévise, Vicence, Padoue, se voyant abandonnées, criaient, se plaignaient, demandaient des secours; les Autrichiens s'avançaient dans le Trévisan, et alors, seulement alors, comme je l'ai raconté ailleurs, Charles-Albert se décidait à permettre enfin à Durando d'entrer dans la Vénétie, sans lui donner même un seul de ses régiments pour renfort.

Durando avait retardé à passer le Pô et à se porter sur la Piave. Il y arrivait quand il n'avait plus le temps d'en fortifier la position : l'armée autrichienne se trouvait en face de lui. Il tarda à combattre, combattit sans ensemble, manqua le but de son expédition, inspira des soupçons et fut accusé à tort : il n'était que le serviteur de son roi. La trahison se cachait dans le plan de guerre de Charles-Albert, qui, voyant les provinces vénitiennes s'obstiner dans leurs aspirations républicaines, ne trouvait pas mal que les Autrichiens y rétablissent leur domination. Si la nécessité de conserver aux yeux des Italiens le caractère apparent de champion de l'indépendance de l'Italie l'obligeait à faire quelque chose pour la Vénétie, il n'y envoyait que des volontaires, sans discipline, en petit nombre, impuissants à résister, doublement impuissants à vaincre, condamnés d'avance

à une boucherie, comme cela arriva malheureusement. Quoi qu'il en soit, on ne peut s'empêcher d'être étonné en voyant que le roi ne cessait de stimuler les provinces vénitiennes à se joindre à son royaume; au milieu des terreurs et des angoisses où elles se trouvaient, Charles-Albert ne songeait pas à les secourir efficacement, mais leur demandait *un libre vote de fusion* avec le Piémont. Les aurait-il défendues à ce prix? C'est ce que je me demande. Mais ce que je sais, c'est qu'en attendant *ce libre vote*, il les laissait écraser. Peut-être voulait-il ne les placer sous sa main que pour pouvoir les vendre à l'ennemi si l'occasion s'en présentait, en signant une nouvelle paix de Campoformio. Car c'était précisément son dessein, et il ne le put cacher assez pour que le gouvernement provisoire de Milan n'en eût le soupçon, comme on le voit *dans le recueil de ses actes*. Ce gouvernement se décida en effet à interpeller Pareto, ministre piémontais, pour avoir des éclaircissements sur certaines lettres arrivées du camp romain, où on lisait : « Le passage de Nugent, l'abandon de la Piave, s'expliquent non comme une nécessité de guerre, mais comme le résultat d'ordres parvenus du quartier général de l'armée piémontaise. » Pareto, niant tout avec l'assurance d'un courtisan jésuite, avouait néanmoins « que ce n'était pas la première fois que des bruits de cette nature arrivaient à son oreille. » Durando eut le tort très-grave de se prêter à ce jeu infâme.

Durando était arrivé à Trévise avec 7,000 soldats pontificaux, tant Suisses que Romains. Trop faible pour arrêter Nugent, il voulait tâcher au moins de retarder sa marche en occupant les passages qui se prêtaient le mieux à la défense et en attendant le moment opportun pour le combattre, sinon avec l'avantage des armes, du moins avec celui du lieu et du temps. Mais il était mal secondé et secondait mal lui-même les plus heureuses combinaisons des autres généraux. Après avoir placé le général Albert Lamarmora avec un corps de 3,000 volontaires à la droite de Trévise, aux avant-postes, précisément sur la Piave, il s'arrêta à Monte-Belluno, d'où il pouvait remonter ou descendre la rivière, selon que les circonstances l'exigeraient. Belluno et la haute Piave étaient défendus par les habitants et par des volon-

taires, mais surtout par la nature et par l'art, puisque les passages des montagnes et les ponts avaient été minés. On croyait que Nugent aurait passé la Piave et engagé la bataille avant l'arrivée des 10,000 volontaires de renfort que le général Ferrari conduisait en toute hâte; mais le général autrichien, comme s'il eût désiré éviter toute rencontre pour venir en aide à Radetzky avec son corps d'armée tout entier, se jeta inopinément sur la droite, et alla passer la Piave entre Belluno et Feltre. Durando remonta aussi la Piave, et fit entendre à Ferrari qu'il devait venir à sa place occuper Monte-Belluno; mais il s'était à peine avancé sur la route qui conduit à Feltre, qu'il sut que cette ville et Belluno avaient ouvert leurs portes à l'ennemi, sans combat et sans conditions. Croyant alors que l'armée autrichienne s'avançait, et ayant su qu'une colonne occupait déjà San Vittore et qu'une autre s'était mise en marche le 5 mai sur Serravalle, Durando se retira à Bassano pour fermer le passage vers la vallée de la Brenta, où l'ennemi ne pouvait arriver qu'en passant par Primolano ou par Poderoba. De là, il détacha le colonel Casanova avec 1,200 hommes, pour renforcer un corps de volontaires do Bassano qui occupaient Primolano. Le général Ferrari, arrivé au poste qu'on lui avait assigné, disposa son monde entre Narvèse et Ponte à Piave, défendant ainsi le passage de Poderoba et de la basse Piave. Ses volontaires étaient mal équipés, sans chevaux, sans instruction militaire; il jugea donc nécessaire de se rendre à Bassano et de demander à Durando qu'il lui en prît une partie pour lui donner de son côté des soldats exercés : heureux échange qui aurait bientôt donné l'instruction et rendu la confiance aux volontaires. Il ne put rien obtenir.

On était au 8 mai. Nugent, qui avait ses troupes éparses entre Belluno, Feltre, Conegliano et les postes intermédiaires, envoya de Feltre 2,000 hommes sur Poderoba et autant sur Primolano. Les pontificaux reculèrent de Poderoba à Cornuda, où Ferrari arriva avec 3,000 hommes de renfort, et engagea immédiatement le combat, qui dura jusqu'à la nuit. Les Autrichiens furent forcés de se retirer.

Ferrari passa la nuit sous les armes. Ayant fait part à Durando

du succès de la journée, il lui fit entendre qu'il s'attendait à être attaqué de nouveau le lendemain, et qu'il avait besoin de renforts. En effet, les Autrichiens renouvelèrent, le jour suivant, le combat, mais Durando ne se montra pas. Livré à lui-même, Ferrari soutint héroïquement la lutte avec ses volontaires, non sans envoyer de nouveau avertir Durando qui n'était qu'à quelques lieues, et qui fit dire par trois fois qu'il accourait à son secours. Durando ne se trouva pourtant sur aucun des points où l'on avait besoin de lui. Il était quatre heures; les jeunes volontaires tenaient encore ferme contre l'ennemi; mais, désespérant de pouvoir résister plus longtemps, Ferrari dut battre en retraite sur Monte-Belluno. Arrivés là, comme il fallait s'y attendre de la part de jeunes gens inexpérimentés, abandonnés et battus au premier engagement, les volontaires commencèrent à ressentir le découragement, la défiance et toutes ces défaillances qui atteignent les hommes courageux mais indisciplinés. On les entendit se plaindre du mauvais état des armes, du combat malheureux, de l'absence de secours, du manque des troupes de ligne qui ne s'étaient pas montrées, enfin de la trahison de Durando. Le désordre arriva à un tel point, qu'il ne fut pas possible de s'arrêter à Monte-Belluno; il fallut se retirer sur Trévise. Le val de la Piave fut ainsi abandonné aux Autrichiens.

Arrivés à Trévise, les volontaires romains eurent connaissance de l'allocution de Pie IX. Une colère terrible s'empara alors de leur esprit, agité déjà par le soupçon. Les uns crièrent à la trahison, les autres insultèrent le général Ferrari; on parla d'excommunication du Pontife; on affirma que ceux qui combattaient sous le drapeau pontifical ne seraient pas considérés comme soldats, mais comme rebelles, et qu'on les traiterait sans avoir égard aux lois de la guerre.. Les chefs mêmes eurent des disputes et s'adressèrent l'un à l'autre des reproches. Ferrari fut accusé d'avoir trop osé; le valeureux Guidotti de Bologne, d'avoir, après le combat de Cornuda, abandonné la Piave. Et dans cet intervalle, les bières avec les morts, les litières avec les blessés, passaient au milieu de la foule en tumulte, excitant la pitié, la terreur, la vengeance. Quant aux habitants de Trévise, ils se

cachaient épouvantés, en criant que les Autrichiens étaient aux portes de la ville. C'est à ce moment qu'on apprit qu'une voiture où étaient renfermés prisonniers Disperati, un des directeurs les plus cruels de la police de Modène, et deux autres de ses collègues haïs autant que lui, venait d'entrer dans la ville. On les avait surpris près de Monselice, pendant qu'ils parcouraient les campagnes comme espions, selon leur habitude, et comme fourrageurs de l'armée autrichienne de Vérone. Espions, et non prisonniers de guerre, ils méritaient d'être fusillés, mais fusillés légalement. Par malheur, leur présence excita à un tel point la fureur des volontaires, qu'il ne fut pas possible de s'arrêter aux formalités de la justice. Les volontaires s'élancent sur ces trois hommes, les arrachent de la voiture, les tuent, outragent leurs cadavres, et ne peuvent même parvenir à assouvir leur vengeance en les mettant en morceaux.

Où était Durando? La prudence, vu l'infériorité de ses forces, lui commandait de ne pas engager une lutte décisive contre l'ennemi, mais de se borner à l'observer, à lui barrer le chemin, en attendant le moment favorable pour le combattre. Mais devait-il placer des volontaires en avant-garde, sans les soutenir d'un seul de ses régiments de ligne? Devait-il laisser des jeunes gens, attaqués par les Autrichiens, à leur premier combat, seuls, sans leur apporter ce secours qu'il ne cessait cependant de leur faire espérer? Devait-il, surtout maintenant qu'ils sont à Trévise et qu'ils se voient manifestement trahis, les abandonner à eux-mêmes, au lieu de les tranquilliser et de les ramener à l'ordre en envoyant au milieu d'eux un régiment de Suisses? Cette conduite blâmable autorise à dire que Durando n'avait le commandement des volontaires romains dans la Vénétie que pour les laisser périr ou se dissoudre.

Nugent s'avançait sur Trévise. Le général Ferrari s'aperçut, le matin du 9 mai, qu'il était encore temps de retourner à Monte-Belluno et de l'occuper de nouveau, avant que les Autrichiens y fussent arrivés. Il ordonna donc à ses soldats de le suivre; mais ceux-ci ne voulurent pas obéir, en appelant traître le général qui voulait les reconduire à un massacre; quelques légions menacè-

rent de se dissoudre et de repasser le Pô. Aussi Nugent, ayant trouvé le passage libre, arriva le 10 à Monte-Belluno, et de là passa à Feltre, sur la route de Trévise. Le 11, Ferrari réussit à entraîner avec lui son petit corps d'armée, et, marchant toujours en tête, il rencontra l'ennemi à Castrette. Son mouvement, qu'on aurait pu trouver digne d'éloges en lui-même, était cependant imprudent, entrepris avec des troupes en désordre et sans la coopération de Durando. Le combat s'engagea immédiatement, et les Italiens y déployèrent beaucoup de valeur. Les Autrichiens durent reculer; on leur fit des prisonniers; mais ils avaient devant eux des hommes mal armés, quoique pleins de bravoure, et se défiant de leurs chefs. Contraints à reculer malgré la supériorité du nombre, ils couvrirent leur retraite en faisant avancer leur nombreuse artillerie, qui ouvrit un feu terrible. Les Romains s'arrêtèrent hésitants. Ferrari voulut se mettre à leur tête pour les décider à s'emparer des canons ennemis par une attaque impétueuse; mais les volontaires répétèrent le cri de trahison, méprisèrent l'exemple de leur général et des officiers, prirent la fuite en faisant un tel bruit et en soulevant un tel nuage de poussière, que les Autrichiens, se croyant assaillis par une nombreuse cavalerie, s'enfuirent aussi de leur côté.

Après cette malheureuse rencontre, Ferrari, découragé par le désordre qui régnait dans son camp, résolut de laisser à Trévise 4,000 hommes choisis parmi ceux sur lesquels on pouvait le plus compter, et ordonna que les autres troupes se dirigeraient, les chasseurs à Malghera, les grenadiers à Vicence, les autres légions à Mestre. Mais le gouvernement provisoire de Trévise se plaignit vivement de ce qu'on affaiblissait trop la garnison de la ville; les légions qui devaient partir pour Mestre eurent l'ordre de ne pas s'éloigner, et restèrent à Trévise, commandées par Lante, avec une autre légion qui obéissait au général Antonini et à quelques Lombards. Cette garnison fit une sortie, le 12, attaqua les Autrichiens et les rejeta très-loin. Dans ce combat, le valeureux Guidotti, offensé des reproches injustes qu'on lui avait adressés à cause de sa retraite de la Piave, chercha et trouva la mort en combattant comme un simple soldat.

Ferrari, qui accompagnait les légions sorties de Trévise, voulut, pour en faciliter la réorganisation, accorder la permission d'abandonner leurs rangs à tous ceux qui étaient las de la guerre. Quelques-uns s'en éloignèrent et repassèrent le Pô; d'autres se dispersèrent à Mestre, à Vicence, à Padoue, et changèrent de drapeau en s'engageant sous celui de Venise. Le départ des uns et le changement de drapeau des autres ne furent pas tant motivés par les combats malheureux de Cornuda et de Castrette, que par l'allocution du Pape, par les menées des partis et par les lettres reçues de la Romagne, lettres où les parents, par scrupules de conscience ou par amour de la vie plutôt que de l'honneur de leurs enfants, les engageaient à se mettre en sûreté. Qu'on ajoute les discours ardents de deux moines républicains, Gavazzi et Bassi, qui criaient à la trahison contre le Pape et les autres princes, surtout contre Charles-Albert et Durando; ne cessaient de montrer la guerre comme malencontreusement faite pour servir les convoitises ambitieuses et perfides d'un roi, et assuraient que les légions des volontaires y étaient employées comme des victimes destinées au sacrifice. Ils ajoutaient que l'Italie était trahie, et qu'elle ne pourrait se sauver que lorsque les Italiens combattraient populairement. Par toutes ces circonstances, il était à craindre que l'armée pontificale ne se dissout entièrement, si la fermeté des Suisses, des carabiniers et des troupes de ligne, les démarches d'un bon nombre d'officiers valeureux, l'admirable contenance d'un bataillon de volontaires récemment arrivés de Bologne, sous les ordres du colonel Bignami, n'eussent fortifié la confiance des soldats, en les rappelant au respect qu'ils devaient à l'honneur de leur drapeau. Si l'on excepte le petit nombre de ceux qui avaient repassé le Pô ou qui s'étaient engagés au service de Venise, tous les autres volontaires s'appliquèrent à se réorganiser.

Durando, qui n'avait pas su combattre quand il avait fallu, et que nous verrons bientôt se résoudre au combat quand il n'en était plus temps, avait toujours le talent de se retirer à propos. Après l'engagement de Cornuda et la retraite de Ferrari, il avait abandonné Bassano, et, ne pouvant se porter sur Trévise, où il

aurait eu le déplaisir de se rencontrer avec les Autrichiens, s'était retiré d'abord à Citadella, puis à Piazzola, derrière la Brenta, d'où il disait qu'il disputerait aux ennemis le passage, ou à Fontanariva et à Padoue, qui étaient les seules routes par lesquelles ils pouvaient s'avancer.

Trévise, menacée par Nugent, fut donc abandonnée à elle-même. Cette ville, avec 15,000 habitants, défendue par la garnison que Ferrari y avait laissée, et naturellement forte à cause des rives fangeuses du Silo qui la rendent inaccessible sur un de ses côtés, fit une admirable résistance contre Nugent. Les volontaires y avaient apporté l'art des barricades, et s'ils s'étaient montrés justement défiants de leurs chefs, Ferrari et Durando, l'un pour avoir trop osé, et l'autre pour n'avoir rien fait, ils n'avaient pour cela rien perdu de leur courage et de leur mépris de l'ennemi. Leur défense fut héroïque et heureuse. Nugent, repoussé avec perte dans toutes les attaques de jour et de nuit, et n'ayant pas de grosse artillerie pour canonner la ville, dut abandonner l'espoir de s'en emparer; il ne voulut plus que se venger. Il commença donc à dévaster les campagnes, à incendier, à répandre partout la terreur. Son but était d'attirer Durando, en l'éloignant de la forte position qu'il occupait sur la Brenta, ce qui aurait laissé aux Autrichiens le passage libre pour se joindre à Radetzky. Durando, ne pouvant se tromper sur les desseins de l'ennemi, ne bougea pas; c'était la première fois qu'on aurait pu trouver sage son immobilité. Trévise, après son heureuse défense, n'était plus en danger, et Nugent allait bientôt se retirer battu. Mais les accusations qu'on dirigeait contre Durando parce qu'il ne secourait pas Trévise, et les cris de trahison qui s'élevaient autour de lui, lui firent perdre la tête. il céda à ces clameurs, abandonna sa position et marcha sur Trévise. Nugent, qui n'attendait que ce mouvement, se retira alors immédiatement et franchit à la hâte la route qui sépare la Piave de la Brenta; il occupa les positions abandonnées par Durando, et poursuivit son chemin sur Vicence, qu'il lui importait d'occuper, parce que les voies du Tyrol et du Frioul à l'Adige y aboutissent. Durando, en marche sur Trévise, apprit

bientôt ces mouvements; pour réparer sa faute, il se replia rapidement vers Mestre pour prendre le chemin de fer qui de cette ville conduit à Vicence, et se jeter dans cette dernière place : son avant-garde, commandée par le colonel Gallieno, y arriva le 19 mai, avant l'ennemi.

Gallieno n'avait avec lui que trois bataillons qui, réunis aux gardes civiques de Vicence, eurent à soutenir, le 20, un combat acharné contre les premières colonnes autrichiennes, qui s'étaient flattées de surprendre la ville; les Autrichiens furent mis en déroute et poursuivis. Le 21, Durando arriva avec le gros de son corps d'armée, et le général Antonini arriva aussi dans la ville avec une légion de volontaires italiens et français qui l'avaient suivi de Paris. On attendait une nouvelle attaque. Mais l'ennemi, impatient de toucher l'Adige, campa à Olmo sur la route de Vérone. Antonini conseillait de sortir de la ville et de prendre l'offensive. Durando, par de prudentes raisons, s'y opposait. Mais Antonini, qui blâmait cette prudence, eut le tort de vouloir tenter la sortie avec sa seule légion : audace inutile que le brave capitaine paya par la perte d'un bras. Nugent se remit alors en marche sur Vérone, et se réunit près de Saint-Boniface à Radetzky, lequel, ayant reçu ce renfort, commença enfin sa campagne. Il gourmanda fort Nugent de s'être laissé devancer à Vicence, et voulut obstinément qu'on retournât attaquer cette ville. Nugent étant tombé malade, le maréchal confia l'entreprise au général La Tour Taxis, en le faisant suivre de 18,000 hommes et de 40 canons.

Vicence a toujours occupé une place importante dans les guerres de la Vénétie, parce que, comme je l'ai dit, les routes qui mènent du Tyrol et du Frioul à l'Adige y aboutissent; par conséquent, il importait beaucoup à Durando de la conserver, afin de couper à l'ennemi les communications du côté de l'Adige, et de l'empêcher de tirer aucun avantage de la possession d'Udine et de menacer Padoue et Trévise. Il avait environ 10,000 hommes, auxquels les Vicentins, encouragés par le succès du 20, donnaient une aide puissante. L'attaque des Autrichiens commença dans la soirée du 23. Les faubourgs, les routes qui conduisent dans la

ville, les hauteurs environnantes étaient défendues par les troupes régulières; les légions des volontaires romains et vicentins gardaient les portes et d'autres lieux, d'où elles pouvaient rapidement accourir au secours des troupes. La nuit était sombre, et l'aspect du ciel annonçait une tempête; mais la ville était illuminée par des milliers de flambeaux, toutes les portes et les boutiques étaient ouvertes, et le joyeux mouvement de la foule aurait plutôt fait croire à une fête qu'à un combat. Les généreux citadins aidaient hardiment les combattants, et, sous une pluie de bombes autrichiennes, allaient éteindre le feu qui se déclarait à chaque instant. L'artillerie ennemie tonnait surtout du côté de Porta Nova, où se trouvait la poudrière. Une poignée de citoyens conduits par Sébastien Tecchio, évitèrent une explosion; par des mesures bien entendues, ils mirent en sûreté les poudres et d'autres munitions. Vers minuit l'attaque faiblit, et puis cessa entièrement; mais à l'aube, elle recommença avec une plus grande fureur. Les efforts de l'ennemi se brisèrent cette fois encore contre la valeur italienne, et le général autrichien dut enfin se retirer sur l'Adige avec la honte d'un échec et une perte de plus de 2,000 hommes. On démentit ainsi l'injure qu'on faisait au peuple en le déclarant incapable de résister à l'assaut de troupes régulières. Sans doute les Suisses donnèrent des preuves admirables de valeur; mais les prodiges accomplis par les volontaires romains et vicentins démontrèrent qu'on pouvait vaincre avec eux quand leurs généraux le voulaient. Les mêmes officiers piémontais ne purent se dispenser de déclarer que « cette héroïque défense de Vicence était jusqu'alors le plus beau fait d'armes de l'armée italienne. »

Cette victoire différait la chute de Vicence, mais elle n'empêchait pas que la Vénétie presque tout entière ne fût déjà au pouvoir de l'ennemi.

On l'avait mollement défendue, et il n'en pouvait être autrement. Durando, sentant sa faiblesse, avait demandé plusieurs fois des secours à Charles-Albert, en lui déclarant fermement que seul il pourrait bien tenir Nugent en échec quelque temps et retarder sa réunion avec Radetzky, mais qu'il ne pourrait ni le

vaincre ni défendre longtemps la Vénétie. Les capitaines piémontais n'avaient pas cru qu'on pût, sans danger, affaiblir l'armée pour secourir Durando et la Vénétie; par conséquent, bien que les demandes de secours eussent été pressantes, et que le duc de Savoie eût eu le noble désir de les conduire lui-même, les Romains étaient restés seuls à défendre les terres vénitiennes. Quand la Vénétie fut complétement perdue, les albertistes s'excusèrent de ne l'avoir pas secourue, en disant qu'ils avaient fondé leurs espérances sur l'arrivée des Napolitains. Ce corps de 16,000 soldats aurait changé entièrement la condition des pontificaux qui combattaient contre Nugent; ceux-ci, inférieurs alors en nombre aux Autrichiens qui étaient devant eux, les auraient surpassés en force, et auraient formé une armée de 34,000 combattants, assez forte non-seulement pour battre Nugent, mais pour aider l'armée piémontaise à vaincre Radetzky. Il arriva donc que ces albertistes remplirent le ciel et la terre de leurs récriminations contre Ferdinand de Bourbon, qui avait rappelé à Naples ses soldats; ils affirmèrent que l'on considérait comme certaine la promesse que ces soldats seraient envoyés au secours des Romains, et que les capitaines piémontais baseraient leur plan sur cette certitude, ce qui fit négliger à Charles-Albert d'envoyer des renforts à Durando. La retraite inopinée des Napolitains fut donc, selon eux, l'unique et véritable cause des revers des soldats pontificaux et de la perte de la Vénétie. Mais ce ne sont là que des mensonges. Ferdinand de Bourbon, en rappelant ses troupes, donna sans doute un coup fatal à la cause italienne, et aida puissamment le triomphe de l'Autriche. Mais Charles-Albert pouvait faire et faisait si peu de fondement sur les troupes napolitaines pour secourir Durando, que celles-ci, vers la fin d'avril, se trouvaient encore sur les confins de leur royaume, alors que Nugent passait l'Isonzo, prenait le Frioul et arrivait à Conegliano. C'est à ce moment que Charles-Albert aurait dû accourir pour repousser les Autrichiens; mais le roi sarde était si peu disposé à défendre la Vénétie, qu'au lieu de songer aux Napolitains, nous savons qu'il ne se soucia d'y envoyer, après de grandes hésitations, Durando et Ferrari avec les Romains, que

lorsque les Autrichiens se furent déjà rendus maîtres du Trévisan. Enfin, quand la Vénétie fut complétement perdue, les Napolitains commençaient à peine à paraître derrière les rives du Pô. Qu'on trahisse les peuples, si on le veut, mais qu'on ose l'avouer; ce n'est pas plus méchant et c'est moins lâche. Qu'on dise qu'on n'a pas voulu empêcher les Autrichiens de faire la conquête des provinces vénitiennes, et ce sera la vérité.

Les choses se trouvant désormais réduites à ce point qu'on n'avait pas su empêcher la réunion de Nugent avec Radetzky, la position de Durando à Vicence était devenue dangereuse. Isolé et avec des forces insuffisantes, il était destiné un jour ou l'autre à se laisser faire prisonnier avec tout son petit corps d'armée. Durando vit le péril, et le fit connaître au roi dans plusieurs de ses rapports. Charles-Albert lui ordonna de se retirer sur le Mincio et sur le Pô, à la droite de l'armée piémontaise. Les villes de la Vénétie se plaignirent vivement de cet abandon; il y eut plusieurs citoyens qui osèrent accuser Charles-Albert, Durando, d'Azeglio et tous les capitaines du roi, de vouloir laisser le pays exposé aux coups de l'ennemi, pour le punir d'avoir proclamé la république sur les lagunes et d'avoir refusé de *se fondre* promptement avec le Piémont. Les clameurs s'élevèrent si haut, que Durando sollicita et obtint du roi l'autorisation de rester auprès des Vicentins avec ses 10,000 combattants. Ce fut une nouvelle faute. Durando, avec des forces si faibles, ne pouvait plus servir à la défense de la Vénétie; il ne pouvait que se compromettre lui-même, et priver en attendant l'armée piémontaise d'un renfort de 10,000 hommes. Il n'y avait que deux partis à prendre: ou retirer résolument Durando sur le Mincio, ou, ce qui aurait mieux valu, le renforcer à Vicence d'une division piémontaise et lui constituer une armée de 24,000 hommes, avec laquelle il aurait pu prendre l'offensive, couper à l'armée autrichienne toutes les communications avec le Frioul et le Tyrol, la battre sur le flanc pendant que le roi l'aurait attaquée sur les autres côtés, l'entourer, l'affamer, et rendre la condition de Radetzky tellement affreuse après sa jonction avec Nugent, que le maréchal se serait vu obligé de se partager en plusieurs corps pour

résister aux attaques dirigées contre lui de tous côtés, ou bien de demander qu'une troisième armée autrichienne vînt le dégager. Mais on avait décidé, dans les calculs de la politique albertiste, que les Piémontais ne devaient pas guerroyer dans les provinces vénitiennes. Les généraux du roi devaient attendre que leur propre armée fût défaite pour avouer tardivement, dans leurs écrits, que « la ruine des pontificaux dans la Vénétie *prépara* la ruine de la première campagne de l'indépendance italienne. »

Charles-Albert ne se souciait alors que d'une seule chose, c'était d'obtenir la soumission de la Lombardie.

CHAPITRE III.

Question de l'annexion de la Lombardie au Piémont. Charles-Albert et Mazzini. Mesures adoptées par le gouvernement provisoire de Milan, afin de favoriser l'ambition du roi sarde. Gioberti à Milan; son caractère. Intrigues et violences qui accompagnent le vote pour l'annexion; jugement sur cet acte, et ses conséquences déplorables. Mazzini est en butte aux accusations les plus opposées de tous les partis; il les mérite toutes en même temps.

Charles-Albert n'avait pas agréé le conseil d'être généreux avec un peuple généreux, conseil que les patriotes milanais lui avaient fait parvenir du milieu de leurs barricades. Plus les conditions de la guerre empiraient pour lui, plus il s'acharnait à demander d'avance le prix de la victoire. Ses partisans, du Mincio au Tessin, ne parlaient que de *fusion;* ceux qui ne voulaient pas se fusionner, étaient déclarés les ennemis de la patrie; et si quelqu'un se plaignait de l'inaction du roi, on osait répondre que le roi n'accomplirait jamais un fait de guerre décisif avant que le problème de la *fusion* ne fût résolu. Il semblait que la victoire, pour se déclarer, attendait qu'un décret royal lui en donnât l'autorisation.

Mazzini était alors à Milan; il venait de Paris, où il se trouvait depuis la révolution de février, travaillant à amener l'émigration italienne à substituer à la *Jeune Italie* une nouvelle *Association nationale* qui aurait eu la mission de seconder le mouvement et d'aider l'Italie à conquérir son indépendance, en mettant de côté toute question relative à sa forme de gouvernement à venir. Pour donner des preuves de son esprit de conciliation, Mazzini avait admis dans l'association les émigrés qu'on connaissait comme partisans des monarchies constitutionnelles, et, entre autres, l'illustre Canuti en avait été nommé président. Le 5 mars, il avait publié à Paris un programme où on lisait: « L'association nationale n'a pas pour but de faire triompher une forme déterminée de gouvernement, mais elle consacre tous ses efforts à suivre le développement

du sentiment national, tel qu'il se manifestera progressivement chez le peuple italien. » Cet homme, accusé d'avoir soutenu en Italie, en 1848, les doctrines les plus radicales, donnait, au contraire, le conseil et l'exemple de la concorde et de la modération.

A son arrivée à Milan, Mazzini se trouva naturellement au milieu de ce parti qui avait pour chefs Cattaneo, Terzaghi, Cernuschi, Crivelli et d'autres citoyens distingués. Mais, bien que républicain de cœur, il se fit un devoir de ne pas troubler par des discussions politiques *la concorde fraternelle* dont on parlait si haut en Italie. Il arriva, par suite, que Casati et les autres membres du gouvernement provisoire, le voyant si docile, le crurent changé et commencèrent à le flatter, pensant le mettre de leur parti; mais ce fut en vain. Mazzini consentit à ne pas gêner les espérances communes, mais il exigea que le gouvernement provisoire s'obligeât de son côté à observer la promesse qu'il avait faite de ne songer à la constitution définitive de l'Italie *que lorsque la guerre serait finie.* Mazzini tint sa parole; toutes ses démarches tendirent à écarter les dissensions politiques qui auraient pu détourner les Italiens de la guerre contre l'ennemi. Voici les paroles qu'il prononça dans une réunion : « J'ai juré de me taire et de rester neutre tant que je croirais à la bonne foi de l'union entre les royalistes et mes frères républicains, et cela pour ne pas m'attirer des reproches, je ne dis pas des hommes, dont je me soucie peu, mais de ma conscience. Je ne veux pas nuire, par des opinions et des vues qui me sont personnelles, à la concorde et à la patrie. »

Ce qu'on peut reprocher à Mazzini, ce n'est pas d'avoir hâté la ruine de l'Italie dans le courant des mois de mars et d'avril 1848 par ce qu'on appelle ses utopies républicaines, mais plutôt d'avoir participé, malgré *ses vues personnelles,* au rêve des modérés italiens, et d'avoir cru que l'indépendance de l'Italie pouvait s'obtenir par la vertu du Pape et par la valeur de Charles-Albert. Qu'au sujet du roi de Sardaigne, ses vues aient été trop courtes, qu'elles se soient réduites plutôt à des doutes qu'à une conviction, cela était le résultat de cette lettre adressée par Mazzini à son ami de Boni : « Malgré toute mon aversion pour Charles-Albert,... mal-

gré toutes les tendances populaires qui fermentent en moi, si j'estimais assez le roi de Sardaigne pour le croire un ambitieux aspirant à réunir l'Italie pour son propre avantage, je dirais amen. » Quant à ce qui regarde Pie IX, on sait que Mazzini commença à mettre en lui toute sa confiance, et qu'il lui écrivit une lettre dans ce style mystique qui lui est propre, lettre dans laquelle, après avoir encouragé le Pape à poursuivre l'œuvre de la régénération italienne, il semble que l'auteur voulût lui faire entendre qu'il prétendait en faire le chef d'une armée et le prince d'une république italienne. Mazzini terminait en engageant Pie IX *à avoir foi,* comme s'il eût voulu que le Pape, après avoir changé de politique, changeât aussi d'apostolat. Je m'étonne que Mazzini ait pu croire à la sincérité et à la spontanéité de Pie IX dans tous les changements apportés au pouvoir temporel de l'Église, et qu'il ait cherché à procurer à l'indépendance de l'Italie la protection de la papauté et à convertir le Pape à la foi républicaine.

L'accord établi entre le parti mazzinien et le parti albertiste fut respecté des deux côtés pendant quelque temps. Le gouvernement provisoire de Milan avait dit, le 29 mars, au peuple : « Attendez que toutes les contrées italiennes soient libres; quand nous serons tous libres, nous parlerons tous. » Il avait dit encore aux Vénitiens : « Lorsque notre cause sera gagnée, la nation décidera. » Il avait écrit aux Génois : « Préparons-nous à décider tranquillement, après la victoire, des destinées de la patrie italienne. » Il avait aussi promis à Pie IX, que « lorsque notre cause serait gagnée, la nation déciderait. » Le 8 avril, le même gouvernement, nommant une commission pour étudier un projet de loi sur les assemblées populaires, s'était expliqué ainsi : « Nous sommes déterminés à convoquer le plus tôt possible *une assemblée nationale*, afin qu'un vote libre, expression véritable du pouvoir populaire, décide des destinées à venir de la patrie. » Et Charles-Albert, en déclarant la guerre, avait dit aux Lombards et aux Vénitiens : « Mes armes viennent vous donner l'aide qu'un frère doit à son frère, un ami à son ami. » Ayant mis le pied sur la terre lombarde, il lança de Lodi ce généreux manifeste : « Je viens au milieu de vous sans chercher à fixer d'avance aucune

condition; je viens seulement accomplir la grande œuvre commencée par votre valeur. Mes armes, abrégeant la lutte, ramèneront au milieu de vous cette sécurité qui vous permettra de vous appliquer avec un esprit serein et tranquille à fixer *la forme de votre régime intérieur.* »

Mais, enchaîné sur le Mincio par un but politique, comment Charles-Albert aurait-il pu jamais espérer dire aux Lombards : *La cause a été gagnée,* et leur demander en récompense la couronne de fer? Il traitait diplomatiquement et comptait obtenir de l'Autriche, par ce moyen plutôt que par les armes, la cession de la Lombardie. Pour faciliter le succès de ses traités, il lui importait que les Lombards lui fissent un acte de soumission qui eût l'apparence de la spontanéité, afin que l'acquisition de la Lombardie parût aux yeux des puissances européennes le résultat de la libre volonté d'un peuple, plutôt que celui de l'ambition d'un roi; et il lui importait que cela eût lieu de suite, avant que la guerre faiblement conduite, l'immobilité de l'armée et le malheur des villes vénitiennes, ne fissent voir aux populations qu'elles étaient cruellement trompées. Charles-Albert laissa agir pour lui le gouvernement provisoire. Celui-ci ne tarda pas à violer les promesses déjà faites, et à inviter les Lombards à déclarer, par un vote secret, *s'ils voulaient se livrer immédiatement à Charles-Albert, ou attendre la fin de la guerre* (1). Ce fut alors que les

(1) Mazzini eut-il réellement confiance dans l'italianisme de Charles-Albert et de Pie IX, ou faut-il croire que, voyant dominer en Italie le parti des modérés, et n'espérant pas d'y faire triompher de si tôt ses idées radicales, il les cacha pour les reproduire plus tard, lorsque la lutte contre l'étranger aurait heureusement cessé? Ne pourrait-on pas croire que sa modeste résolution de respecter la *concorde fraternelle* des Italiens n'ait été qu'une déclaration de son impuissance du moment et une réserve pour l'avenir? Ne voulant pas, par des discussions politiques, détourner les esprits de la guerre, et exigeant qu'on pourvût à la constitution définitive de l'Italie après la victoire, est-ce qu'il serait impossible que Mazzini ait voulu faire de Charles-Albert son avant-coureur et attendre le succès de ses armes pour en profiter à l'avantage de la république? Ne devrait-on pas admettre, dans ce cas, que Charles-Albert, pénétrant cette ruse, ait cherché à la déjouer, en s'assurant avant le temps de l'établissement de la monarchie en Lombardie? Je ne saurais résoudre ces problèmes. Ce que je puis assurer, c'est que le rôle joué par le roi sarde et par Mazzini fut déplorable et faux.

Si celui-ci avait assez de force pour réunir une armée et proclamer la république, comme on l'avait fait à Venise, il devait exécuter son projet; s'il ne le pouvait

patriotes protestèrent contre cette manœuvre déloyale; les albertistes s'en offensèrent. « Quand bien même, disaient-ils, les royalistes ne consulteraient ni la prudence ni la délicatesse, cela ne peut dispenser du devoir imposé à chacun de s'abstenir, par sentiment de charité envers la patrie, de toute démarche tendant à provoquer la discorde; » ou, en d'autres termes, l'Italie appartenant à ceux qui, malgré toute prudence, savaient s'en emparer sans aucune délicatesse, les citoyens devaient être d'accord par un sentiment de charité envers la patrie, et s'en laisser dépouiller.

Le gouvernement provisoire, engagé dans cette voie, mit tout en œuvre pour arriver à ses fins. Je vais dire comment les factions font bon marché du peuple quand elles arrivent au pouvoir.

Les expédients financiers furent le principal moyen dont se servit le gouvernement de Milan. Je dois rappeler qu'il s'était obligé de fournir des vivres à l'armée royale. Un décret du 1er avril avait autorisé, sans réserve, les communes à pourvoir à la subsistance des troupes de garnison ou de passage, à emprunter de l'argent sans avoir égard au taux de l'intérêt, et à faire des réquisitions pour obtenir les denrées nécessaires; il suffisait que les livraisons faites à l'armée fussent justifiées par les quittances

pas, il devait s'abstenir de faire de l'avènement de la république un épouvantail vis-à-vis de ceux qui avaient la force de soustraire l'Italie à l'étranger. Il aurait mieux valu, dans ce cas, laisser libre le chemin devant les pas de Charles-Albert, et obtenir de l'ambition d'un roi ce qu'on ne pouvait attendre de la vertu des peuples. Mazzini devait remplacer le roi sarde, ou s'y soumettre. Au contraire, il préféra soutenir contre le roi une petite guerre qui suffit à agiter les esprits, à diviser les populations, à augmenter les dangers du pays, et à rendre impossible la formation d'une armée auxiliaire. Dès que les Lombards se refusaient à combattre comme soldats du roi, pourquoi les refuser comme soldats du peuple? Cette guerre lente, sourde, mal déguisée, ne fut pas une lutte, mais une conspiration qui, sans pouvoir donner à Mazzini le succès, empêcha que d'autres l'obtinssent. Charles-Albert, de son côté, heurta imprudemment l'esprit d'autonomie qui dominait chez les Italiens, se défia trop des populations, refusa leur concours à la guerre, sous le drapeau, quel qu'il fût, qui aurait pu le mieux exciter leur courage et les entraîner à combattre pour la libération de l'Italie; il eut peur de la diversité des éléments qu'il avait sous la main et qu'il aurait dû diriger vers le même but, ne pouvant les assimiler sans détruire leur force; il méconnut une vérité dont il s'aperçut plus tard, sur le lit de mort, dans l'exil : c'est que la minorité républicaine, impuissante déjà à le supplanter avant la guerre, l'eût été davantage encore après le succès; de sorte qu'il n'avait qu'à combattre et à vaincre, puisque la victoire ne pouvait manquer de lui donner l'Italie.

des chefs; la nation aurait remboursé les communes. Une promesse large, faite sans nécessité, sans réflexion, à l'insu des citoyens, sans pouvoirs suffisants chez des magistrats municipaux d'une seule ville de l'État, sans qu'on eût fixé le nombre des soldats, fut la cause de la misère publique dans un pays riche, et de cette impuissance de la Lombardie qui parut aux citoyens un mystère inexplicable et qui contribua au plus haut degré à les avilir. Sans parler des sommes immenses que les communes fournirent, cette promesse coûta directement au trésor, en quatre mois, plus de quinze millions de livres, c'est-à-dire la totalité du revenu public tel qu'il se trouvait réduit par les obstacles que la guerre mettait au commerce et par la présence des Autrichiens, qui occupaient encore une grande partie du pays et ravageaient l'autre. En peu de temps, il n'y eut plus de ressources pour les dépenses ordinaires du gouvernement.

Le gouvernement ne tarda pas à se déclarer en banqueroute en arrêtant le paiement des intérêts du *Mont de l'État*. Il n'y avait rien de plus ruineux. Il ne s'agissait pas d'une valeur de bourse créée par un emprunt à des conditions usuraires : le gouvernement autrichien, afin de soutenir son crédit chancelant, avait imposé ce genre de placement aux institutions charitables, aux mineurs, à tous ceux qui avaient à donner des garanties ou à faire des dépôts. Le paiement des intérêts suspendu, beaucoup de familles restaient sans moyens d'existence, les établissements charitables se trouvaient dans le dénûment le plus cruel, le crédit du gouvernement était ébranlé, et avec lui tombait l'espoir de contracter un emprunt sans lequel le pays ne pouvait se soutenir.

L'alliance des princes italiens n'était plus réalisable; la moitié du royaume lombard-vénitien se trouvait occupée par l'ennemi; la guerre prenait de jour en jour de plus grandes proportions; le gouvernement de Milan, placé dans ces conditions, entouré de besoins, sans armée, sans argent ni moyens de s'en procurer, semblait prendre à tâche d'aggraver sa situation, en abolissant la taxe personnelle, la loterie, les droits sur la navigation des canaux, sur les vins de Piémont, sur le papier timbré, le

sel, le sucre et d'autres denrées. Voulait-on ainsi capter la faveur du peuple et le détacher des véritables amis du pays? Par son décret du 29 mars, le gouvernement avait promis de diminuer les charges publiques; mais n'aurait-il pas suffi de promettre au peuple cet allégement au moment de la paix? Cependant, on ne tarda pas à s'apercevoir que les hommes du gouvernement provisoire n'avaient voulu qu'envelopper les Lombards dans un réseau de difficultés inextricables pour les forcer à se donner au roi.

L'opinion publique tout entière voulait que le gouvernement négociât un emprunt. On rendit cet emprunt impossible en mettant pour condition qu'il devait être sans intérêt. On écarta ainsi toutes les offres sérieuses des étrangers et des citoyens, on transforma l'emprunt en une aumône à la patrie. On lui donna, enfin, la forme la plus décriée, celle de papier-monnaie, divisé en petits billets, qu'on promettait d'accepter comme de l'argent en paiement des impôts. On ne songeait pas que ces billets, une fois rentrés dans les caisses publiques, trouveraient difficilement à en sortir; de sorte que l'emprunt se réduisait à une simple anticipation d'impôts. Le remboursement devait commencer au bout d'un an, et être achevé dans les deux années suivantes, promesse qui ne pouvait être que vaine, et, par suite, la source d'un discrédit plus grand pour l'avenir.

En outre, on accepta comme de l'argent toutes sortes d'objets précieux; on vit la jeune fille offrir ses boucles d'oreille, la vieille femme son bénitier d'argent; on invita l'archevêque à demander aux églises, à titre d'emprunt, une partie de leur argenterie. Pour envoyer un bataillon au secours de Venise, on fit une quête de fusils; pour acheter deux mille fusils, on fonda une société anonyme; enfin, on voulut savoir combien de couverts d'argent chaque famille possédait. « Que les personnes de toute condition, disait une proclamation du gouvernement, accourent pour déposer leur obole sur l'autel de la patrie. Des femmes pieuses donnent l'exemple en se dépouillant déjà de leurs ornements précieux..... Que tous ceux auxquels la Providence a accordé des richesses veuillent donc se hâter de soutenir, par leurs libéralités, la plus juste, la plus sainte des causes..... On

prie les citoyens d'offrir leurs chevaux pour la cause très-sainte... Nous avons confiance dans la générosité des citoyens riches, et nous les exhortons à donner, ou du moins *à prêter* des selles pour les chevaux... Nous implorons de la charité des femmes quelques fournitures de toile... » On ne vit jamais un gouvernement se mettre ainsi à genoux pour régner. Ceux qui considéraient la terrible gravité des circonstances, ne pouvaient que s'indigner en voyant les gouvernants se jouer d'une manière aussi indigne de tout un peuple plein de loyauté et disposé à tous les sacrifices : de toutes ces bribes, on ne pouvait composer le dixième des 24 millions qu'on avait demandés. Les importunités qui accompagnaient ces demandes, la liste des offrandes reçues qu'on étalait tous les jours, les remercîments du gouvernement suivis toujours d'une demande d'aumônes plus abondantes, constituaient un nouveau système de finances et de guerre qui donnait aux gouvernants le caractère de moines quêteurs.

Les Lombards en étaient fatigués et avilis. Ils avaient toujours eu une haute opinion de leur opulence. Pour les faire tomber davantage dans le discrédit, le gouvernement suspendit la liquidation des dettes anciennes de l'État, et commença à demander chaque jour de misérables avances d'un mois ou de deux mois sur les impôts fonciers, ce qui embarrassait les familles, sans soulager l'État d'une manière efficace et durable : au bout de quelques jours, il fallait répéter les mêmes demandes. Les choses en vinrent au point que lorsque le gouvernement voulut faire valoir l'emprunt en promettant le paiement de l'intérêt, il ne trouva personne qui voulût confier ses capitaux à l'État : le crédit n'existait plus.

Au moment de faire voter l'annexion au Piémont, le gouvernement voulut faire sentir aux citoyens tout le poids de charges inusitées. Un décret du 13 mai ordonna le paiement d'une avance sur l'impôt territorial, l'augmentation de cet impôt, des taxes sur les arts, sur le commerce, sur les professions libérales, sur les créances hypothécaires. On y ajouta bientôt, pour les employés, une diminution de pensions et de traitements, en les

réduisant dans certains cas à la moitié. L'impôt sur les créances hypothécaires rompant la foi des contrats, et préparant une altération dans le taux des intérêts, troubla le crédit privé, provoqua un déluge de doutes, de litiges, d'afflictions dans les familles. L'augmentation de l'impôt territorial, établie proportionnellement à la fortune, enleva à l'aristocratie une partie du superflu, écrasa les petits propriétaires. L'aristocratie, qui se trouvait à la tête du gouvernement, consulta aussi ses intérêts dans la réforme de la loi sur le timbre, taxant les petits patrimoines à un franc pour mille, et les grandes propriétés à un franc pour dix mille. Enfin, au moyen des offrandes volontaires, elle échappa aux taxes proportionnelles; des familles dont le revenu était de trois cent mille francs, et qu'on aurait pu imposer à cent mille francs sans les gêner dans leurs habitudes de luxe, en étaient quittes en donnant une couple de chevaux ou un canon; et le peuple ignorant les admirait, les bénissait.

L'énigme de toutes ces vexations financières fut résolue par un décret du 14 mai, où le gouvernement provisoire ordonna au peuple *de se livrer absolument et sur-le-champ au roi Charles-Albert,* et lui prouva la nécessité *de ce cruel sacrifice* en mettant en avant la guerre devenue plus menaçante, les vivres dus aux alliés, les finances qui avaient besoin d'un remède prompt et efficace, les influences hostiles de la diplomatie, les provinces vénitiennes occupées en grande partie *par les barbares;* et les partisans du gouvernement, soit par mission reçue, soit par leur propre zèle, se mirent en mouvement, tantôt répandant la crainte, tantôt cherchant à gagner les sots par de fausses espérances. Ils disaient aux commerçants, qu'un emprunt de 60 millions était tout prêt; mais que les capitalistes, pour la plupart Génois, posaient par avance la condition que Milan se livrât à Charles-Albert; après quoi, non-seulement des ruisseaux d'or couleraient dans le pays et raviveraient le commerce, mais qu'on verrait bientôt la fin de la guerre, parce que le roi, attendri par cette marque de confiance et d'amour, ferait promptement venir du Piémont toutes ses réserves, et, saisissant avec résolution l'épée, *la grande épée de l'Italie,* exterminerait tous ses ennemis.

On ne s'apercevait même pas que ces misérables, en parlant ainsi, avouaient implicitement que le roi faisait la guerre à contre-cœur.

La prévoyance des gouvernants ne se borna pas à dominer la population par la détresse des finances, elle employa aussi dans ce but des moyens plus directs. Le 27 mars, ils avaient déclaré que « les espions autrichiens n'existaient plus et ne pourraient plus exister. » Cette déclaration était un mensonge, puisqu'ils conservèrent la vieille police sous le nom de *vigilance publique,* et en créèrent une autre sous le nom de *sûreté publique,* dont il y eut plusieurs ramifications dans chaque province, district ou commune, et un décret du 13 avril ajouta trois mille nouveaux fonctionnaires à cette institution. Elle fut partout greffée sur la souche de l'ancienne police, puisque le décret autorisait « à utiliser le personnel des agents de police supprimés, qui recevraient pour cela un salaire. » Quand il eut été nécessaire, en avril, d'envoyer vers Vérone et Mantoue, dans le Tyrol et le Frioul, tous les hommes propres aux armes, et de confier l'ordre intérieur aux gardes nationaux et à ce noble enthousiasme populaire qui avait fait presque cesser les crimes, le gouvernement provisoire appliqua aux fonctions de la police le régiment des gendarmes, l'augmenta en appelant dans ses rangs huit cents nouveaux volontaires, et infligea à ce corps une humiliation que l'Autriche lui avait épargnée, celle de le soustraire au commandement militaire et de le placer sous la dépendance de la police. Ces gouvernants-là voulaient plutôt se garder des Lombards que des Autrichiens.

On voulut aussi avilir la garde nationale en choisissant dans son sein un corps de mille hommes pour former *une garde de sûreté publique.* Fava, chef de la nouvelle police, devait en être le colonel, et ses employés en devaient composer l'état-major. Chacun de ces mille hommes devait être « de principes politiques bien connus, d'une grande probité, et digne en tout de servir dans la garde de sûreté publique, » c'est-à-dire dans la vieille police autrichienne, dont on désirait la résurrection. Mais à cette occasion on alla trop loin; les citoyens de la garde natio-

nale ne tolérèrent pas que le président de la police vînt faire à leur propos l'insolent examen *des principes politiques et de la grande probité.*

La faction qui dominait, en dégoûtant les bons citoyens, cherchait à s'attirer la sympathie des mauvais et exerçait son influence jusque dans les prisons. On créa une *commission de grâce,* qui devait « délivrer les malheureuses victimes des mauvaises lois et d'une procédure arbitraire. » Le redresseur des lois et de la procédure fut le même Fava, Piémontais et chirurgien ; ce qui fit que l'avocat Carcano profita de l'occasion pour se moquer des membres du gouvernement provisoire, en leur demandant de le nommer directeur d'une maison d'accouchements.

Enfin, le gouvernement élimina peu à peu du corps *des officiers de paix* tout ce qu'il y avait d'hommes indépendants, y compris même Cattaneo. Plaçant aussi ce corps sous les ordres de Fava, il parvint à en faire un instrument dans les mains de la faction.

Tout cet apparat de vigilance ne tendait qu'à épouvanter les adversaires du gouvernement, c'est-à-dire les amis de la liberté. La délation, qui sous l'Autriche coulait par des canaux immondes, commença, sous les auspices des jésuites turinois, à s'infiltrer dans les veines de la société. D'éminents personnages y prirent part, soit par bassesse d'âme, soit par fureur de parti, et ils apprenaient à leurs serviteurs ou aux serviteurs mêmes des libéraux à espionner ceux-ci. Des hommes distingués ne rougissaient pas de poursuivre les voyageurs français ou suisses dans les hôtels, à la promenade, à table. On ouvrit les lettres à la poste, même celles adressées aux consuls étrangers. On alla un jour chez le chanoine Ambrosoli visiter ses papiers; on se rendit pendant la nuit arrêter une fois Terzaghi, deux fois Cernuschi, ce qui fit dire par Cattaneo aux gouvernants : « Cette fois-ci vous régénérez vraiment le peuple, puisque vous ennoblissez le métier d'espion. » La diffamation accompagna la délation; des hommes légers ou déloyaux, associés à la nouvelle police, répandirent les bruits les plus odieux au milieu d'un peuple naïf et crédule; des lettres anonymes, menaçant d'exil ou de mort,

troublèrent la paix des familles; on trouvait inscrits sur les murs les noms des meilleurs patriotes, que l'on destinait à la mort ou à l'exil, et les patriotes répondirent à cette guerre de lâches, faite à l'ombre des armes piémontaises, en écrivant aussi sur les murs : « Serfs, servez! » C'était leur seule réponse, insoucieux qu'ils étaient de tout, hormis de la guerre; car plusieurs milliers d'entre eux combattaient dans le Tyrol ou sous Mantoue, à Vicence ou à Trévise, et les autres regardaient avec pitié ce jeu téméraire qu'on hasardait avec le peuple lombard. La faction dominante était moins philosophe; la première opposition faite à ses œuvres fut réprimée par une violente saisie de l'imprimerie du *Lombard,* qui ne put continuer sa publication; plusieurs jeunes gens distingués furent poursuivis par des sbires armés de bâtons et de stylets; les hommes qui vendaient dans les rues les journaux libéraux furent frappés et dispersés. Mais la liberté animait les esprits, et la presse libérale se multipliait chaque jour, tandis que la presse servile tombait. En attendant, la guerre languissait; les barbares, au lieu de fuir, s'approchaient de toutes parts : il était donc évident que Charles-Albert n'aurait jamais obtenu la cession de la Lombardie s'il eût dû l'attendre *après la victoire.*

Cependant, ce qu'on voulait, c'est que Charles-Albert parût sollicité par les peuples mêmes à prendre la couronne de fer, et que le gouvernement de Milan parût contraint par le vœu public à la lui offrir. Des hommes fanatiques, ou des intrigants intéressés, agirent pour servir ce dessein. On commença à travailler de loin. Salvagnoli et Ricasoli, à Florence, sous le prétexte d'offrir à Casati et à Borromeo le droit de citoyens florentins pour « avoir dirigé la valeur milanaise dans la grande lutte!!! » écrivirent : « Tous les véritables Italiens désirent ardemment qu'on forme derrière les Alpes un boulevard bien solide, opposant *pour toujours* aux Autrichiens un grand et fort État qui soit le vrai gardien de l'indépendance et de la liberté de l'Italie. » Salvagnoli ignorait que les forts États se forment plutôt par les forces morales que par un encombrement de forces militaires. D'autres intrigants, Léopold Bixio, Paul Farina, Pareto, Doria,

parlaient au nom du peuple génois, et priaient Milan de se déclarer sujette de ce roi que Gênes ne voulait pas pour elle-même; ils promettaient faussement de reconnaître Milan comme la capitale du nouvel État. « Notre cœur, écrivaient-ils aux Lombards, s'élance vers vous. Réunis aux frères de la Sardaigne, du Piémont et de la Savoie, nous vous tendons nos bras, impatients de donner l'accolade fraternelle à votre ville, devenue la capitale d'un royaume très-florissant, libre et constitutionnel. » Et la garde civique de Gênes promettait aux Lombards les royaumes du monde, en place de la liberté, et elle leur écrivait ainsi : « Deux voies sont ouvertes devant vous : l'une vous donne la suprématie sur tous les peuples de la Péninsule, et vous guide vers une source très-abondante de richesse et de force; l'autre vous conduit inévitablement à la guerre civile et ouvre de nouveau aux barbares le chemin de l'Italie. »

Ce désir des Génois d'exalter Milan ne venait que de leur haine contre Turin, et sentait la guerre civile plus que ce que les patriotes milanais faisaient et voulaient, c'est-à-dire respecter la promesse faite et acceptée, chasser les Autrichiens de la Vénétie. Le parti albertiste lui-même qui, dans le courant d'avril, se donnait tant de peine *pour fondre* la Lombardie dans le Piémont, ne se souciait pas de pacifier la Sicile avec le roi de Naples, et d'engager ainsi ce roi dans la guerre italienne; au contraire, soufflant la haine et favorisant la division, il exaltait le patriotisme de la Sicile, et, pour résoudre les Milanais à se donner à Charles-Albert, invoquait l'exemple des Siciliens, qui lui demandaient un roi de sa race. Il semblait que la question italienne se réduisît à savoir quel serait le roi d'Italie; les patriotes, qui voulaient d'abord combattre et puis pourvoir aux besoins du pays, étaient ceux qui causaient des discordes civiles; ils étaient seuls les grands coupables.

D'ailleurs, comment savait-on que l'unique alternative pour les Lombards et pour les Vénitiens était d'avoir la république ou de se soumettre à Charles-Albert? Nul n'empêchait qu'ils formassent deux principautés ou une seule, ou qu'ils s'unissent à la Toscane. « Ce dernier dessein, écrit Cattaneo, aurait dissipé

plusieurs difficultés diplomatiques, parce que la maison d'Autriche ne serait pas restée dépossédée, mais elle n'aurait fait que distribuer d'une autre manière ses possessions. Par conséquent, on aurait eu moins à combattre d'abord, et moins à craindre ensuite; et huit millions d'habitants de Venise jusqu'à l'Elbe auraient composé un royaume suffisamment fort par terre et par mer, et certainement moins jésuitique, moins féodal, plus libre et même plus italien. » Cattaneo conclut en disant que ses paroles ne contiennent pas un conseil à suivre, mais qu'elles suffisent à prouver la fausseté et la déloyauté du dilemme posé pour les Lombards entre la république ou Charles-Albert. Enfin la plus grande impulsion à la fusion fut donnée par la ville de Brescia; sans ses incroyables instances, le gouvernement provisoire aurait peut-être mis plus de pudeur à violer ses promesses.

Après avoir ainsi préparé les choses, tous les solliciteurs du roi se donnèrent un rendez-vous à Milan dans les premiers jours de mai, et, avec l'aide du gouvernement, convoquèrent leurs partisans à une séance publique dans le cercle constitutionnel de Sainte-Radegonde. Ils firent offrir de là des emplois aux pauvres, des titres de noblesse et des épaulettes d'or aux riches, aux titrés des titres plus sonores et plus beaux; quant aux adversaires, on ne formula contre eux que des accusations et des menaces. On ne négligea pas les flatteries à l'armée piémontaise. Pendant qu'elle dormait, en avril, sur le Mincio, le gouvernement avait publié à Milan une proclamation, où on lisait ces paroles : « Officiers et soldats! Votre guerrier enthousiasme, votre admirable discipline, *votre héroïsme* et celui du roi qui vous conduit à la victoire, nous remplissent de joie et d'orgueil, car les gloires, de même que les espérances et les victoires de tous les enfants de l'Italie, nous sont communes! Nous nous appliquons à consolider, par la concorde, par *l'union,* par les vertus civiques, l'œuvre de vos bras puissants, de vos redoutables épées. Gloire immortelle à l'armée d'Italie et à son grand capitaine! » Depuis, lorsque la nouvelle de la catastrophe de Sainte-Lucie arriva, les journaux du gouvernement élevèrent au ciel

cette éclatante victoire, disant que les Autrichiens, *poursuivis comme des lièvres, n'eurent de repos que lorsqu'ils purent s'abriter sous les canons de Vérone.* Comme on était alors au 11 mai, et qu'on voulait publier le jour suivant le décret de la *fusion,* le gouvernement provisoire engagea ses affiliés à faire, à cause de cette victoire, une démonstration magnifique. L'aveuglement de la multitude fut tel, que les femmes mêmes de Milan faisaient naïvement écho à ces joies insensées, et écrivaient ainsi aux femmes piémontaises : « Gloire à ces *guerriers* dont nous avons admiré les splendides devises, l'aspect martialement sévère (les malheureuses ignoraient qu'ils avaient fui ou caché leurs épaulettes à Santa Lucia), ces guerriers courageux qui ont déjà affronté sur le Mincio les balles des Autrichiens, et auxquels est due la place d'honneur dans la grande bataille de l'indépendance italienne... » Celui qui eût voulu douter de la victoire, et qui, voyant imminent, terrible le danger de la patrie, eût tenté de dissiper la vanité de ces flatteries, aurait vu son nom écrit sur les murs et aurait été poursuivi comme un espion de l'Autriche. Ce peuple italien, accusé d'indocilité et d'intempérance, ne fut jamais égalé par d'autres peuples dans son aveugle confiance, conservée même sur le bord du précipice. Le désir de sa propre ruine fut en lui si ardent, qu'il aurait repoussé comme un traître celui qui aurait voulu le sauver.

Il fallait donner une dernière impulsion aux Milanais, et cette mission était réservée à l'abbé Gioberti. Rien ne prouve mieux l'incapacité politique des Italiens et l'ivresse dans laquelle ils vivaient à cette époque, que d'avoir fait de cet abbé un grand homme d'État, le troisième envoyé du ciel pour sauver l'Italie, après Pie IX et Charles-Albert. Exilé comme républicain, flagellateur des Jésuites, ces titres l'auraient recommandé à l'opinion publique s'il ne les avait pas détruits lui-même par son ouvrage de *la Primauté,* où ses idées peu libérales relatives à l'Italie et la suprématie accordée à la papauté, auraient dû prouver que le pays n'avait rien à attendre de ce grand rêveur. Néanmoins, son nom avait tellement grandi, surtout par l'œuvre des prêtres, que tout l'encens du monde ne suffisait pas pour le glorifier.

Les uns l'appelaient le grand philosophe, les autres l'incomparable publiciste, d'autres encore le citoyen par excellence; on alla jusqu'à le nommer le précurseur inspiré ou le céleste prophète. A son arrivée à Turin, le 30 avril, on lui avait fait un accueil qu'on n'aurait pas pu rendre plus splendide; après avoir reçu les hommages de la ville de Turin, il voulut se rendre à Milan pour y cueillir de nouveaux lauriers.

Gioberti était un homme vaporeux, auquel les flatteries populaires avaient donné le vertige. Il ne se serait pas cru le sauveur de la patrie si tout le monde ne l'eût acclamé tel; il ne se serait point regardé comme savant si tous ceux qui l'entouraient ne le lui avaient pas répété sans cesse; il aurait cru accomplir naturellement de bonnes actions si on ne les avait pas exaltées par-dessus les toits. Comédien, il se donnait en spectacle; vaniteux, il attendait les applaudissements et en donnait le signal; intolérant, il aurait frappé ceux de ses auditeurs qui ne l'auraient pas encensé. Il s'était attaché à lui un certain Massari, un de ces hommes ineptes, remuants, qui, désireux de se créer un rôle en s'attachant aux idoles momentanées de la multitude, se résignent à paraître tout, excepté ce qu'ils sont réellement, des nullités.

Gioberti, suivi de Massari, arriva donc à Milan, déterminé à faire décider l'annexion de la Lombardie au Piémont. Après avoir vainement tenté d'attirer à lui Mazzini et ses partisans, il harangua les Milanais du haut du balcon de son hôtel; il défendit le roi et l'armée des accusations qu'on dirigeait contre eux, lança l'anathème contre les républicains et les amis de l'alliance française, conseilla vivement la *fusion* immédiate, et conclut en disant qu'on jetterait ainsi le fondement d'un nouveau royaume d'Italie, dont Milan serait la capitale. Les Milanais se moquèrent de l'orateur, qui s'éloigna bientôt de leur ville et alla au camp, où l'on dit que sa présence fut peu agréable à Charles-Albert; de sorte que, sans s'y arrêter beaucoup, Gioberti poursuivit son voyage vers le centre de l'Italie, dans l'espérance de rencontrer à Florence et à Rome de plus grands triomphes.

Puisqu'on avait voulu soulever la question de l'annexion dans

un moment où il aurait mieux valu la différer pour ne pas provoquer des discordes intestines tant qu'on aurait eu à combattre l'Autriche, il aurait fallu au moins réfléchir qu'une annexion des deux États ne pouvait être résolue par la simple émission d'un *oui* ou d'un *non*. Pour rendre cet acte régulier, il fallait avant tout savoir si les citoyens consentaient à l'accomplir immédiatement ou s'ils voulaient le différer jusqu'après la victoire; il fallait leur faire déclarer la forme de gouvernement qu'ils préféraient, et si cette forme eût été la principauté, ils devaient s'expliquer s'ils désiraient une principauté séparée comme en Sicile, ou réunie avec d'autres États, et avec quels États, avec quels pactes de réunion et surtout avec quelles réserves pour le congrès général d'Italie et pour l'unité nationale. Il pouvait arriver que le Piémont ne consentirait pas à ces conventions, ou que ses propositions ne seraient pas acceptées par les Lombards. Il restait enfin le choix du prince. Ce n'est qu'à ces conditions que la détermination des Lombards aurait pu être appelée consciencieuse et légale. Mais tout cela ne pouvait pas être l'œuvre d'un vote tumultueux. Les graves questions qu'on avait à discuter rendaient donc nécessaire un congrès des représentants que la nation aurait élus, ce qui ne pouvait s'effectuer au sein des préoccupations de la guerre et lorsque la moitié du pays était occupée par l'ennemi. Mais il n'y avait rien que les albertistes craignissent autant que de voir porter la question devant une assemblée dont les membres, choisis dans les classes les plus instruites de la population, leur eussent été sans doute hostiles. Ils avaient donc besoin de s'en tenir au suffrage universel, qui, étouffant les capacités sous le poids du nombre, devait être le meilleur auxiliaire du despotisme. Ils pouvaient par ce moyen et à force d'intrigues présenter un simulacre de vote; les patriotes, par haine contre l'ennemi, par pitié pour la patrie, et surtout par confiance dans le courant irrésistible du siècle, pouvaient se taire un moment et souffrir. Mais aussitôt que la pression de la guerre aurait cessé et que la victoire se serait déclarée, le peuple lombard, en possession de toute sa puissance, ne devait ni ratifier ni respecter la détermination qu'on lui arrachait par surprise. Le vote auquel le

gouvernement provisoire contraignait les Lombards, si l'épée de Radetzky ne l'eût pas annulé, n'aurait donc été qu'une cause de guerre civile.

Le jour du vote arrivé, le gouvernement se livra à une nouvelle série d'intrigues qui donnèrent à l'expression du vœu public un caractère d'escamotage ([1]). On appela à voter par suffrage universel dans les mains des curés tous les paysans qui n'avaient jamais pensé à s'occuper de politique. On laissa voter des Suisses, des Français, des Génois, des Piémontais, les soldats du roi en présence des officiers : l'ordre du ministère de la guerre était si grossièrement impérieux qu'on dut le changer. On admit au scrutin les mendiants avec des promesses d'aumônes abondantes ou d'admission dans les hôpitaux; les condamnés, sous les yeux de leurs geôliers, en les flattant d'être bientôt grâciés. Dans certaines paroisses, on menaça du haut de la chaire les dévots de l'enfer; on fit peur aux avares, en les menaçant de confiscation; on promit aux ambitieux des emplois; on épouvanta les lâches en écrivant sur les murs de leurs maisons des menaces de mort. Il y eut des hommes si ardents en faveur de l'annexion, qu'ils couraient voter dans la paroisse de leur maison et dans celle de leur boutique, en ville et au village voisin. D'autres enlevèrent aux curés les registres et allèrent par les maisons recueillir des signatures, signant eux-mêmes pour ceux qui ne voulaient pas

([1]) L'appel fait aux Lombards pour se prononcer sur l'annexion de leur pays au Piémont fut une profonde ironie du suffrage universel. Ce fut un premier exemple qui enseigna comment peut se faire, de nos jours, un État politique moyennant l'œuvre de quelques intrigants payés pour parodier une votation populaire. Promesses équivoques, concessions frauduleuses, brigues, séductions, perfidies, art de s'en remettre à la conscience des hommes pour la mieux étouffer, voilà le fondement qu'on assigne quelquefois à la légitimité du pouvoir. Des milliers de votes, arrangés, façonnés, enlevés par surprise dans l'intrigue d'un petit nombre de meneurs, en exprimant la volonté de tous, n'expriment presque jamais la volonté de personne. Et on ne s'étonnerait pas que ces édifices politiques, basés sur tant de piéges, croulassent subitement, si la violence ne venait à leur aide pour les tenir debout! Quelle foi dans la vertu de l'humanité résisterait à un pareil spectacle! Et quel monstre n'est-elle pas, prise dans son ensemble, si pour lui nuire il suffit de mettre dans ses mains sa propre destinée? La masse donne la majorité aux doctrines de celui qui l'achète, ou la flatte, ou l'effraie; aussi, le principe de l'absolutisme se fonde dans le peuple : c'est aujourd'hui l'idéal du despotisme.

ou ne pouvaient pas signer, de sorte qu'on vit des centaines de noms ignorés ou écrits de la même main.

Les conditions du scrutin étaient de voter la fusion sur-le-champ ou après la victoire. Or, on ne peut concevoir ni croire les choses étranges que les intrigants répandaient sur cette singulière alternative. Ils disaient qu'il y avait dans une page le royaume, dans l'autre la république, dans la première Pie IX, dans la seconde les Autrichiens, là la religion, ici l'athéisme. Au contraire, on expliqua aux partisans de la liberté, que la future monarchie ne serait qu'un moyen transitoire pour arriver plus vite à la république, que le roi ne serait qu'un instrument de guerre que l'on briserait après la victoire, quitte à reconstruire des barricades. On ne manqua pas en même temps d'épouvanter l'opposition. On menaça de mort tous les chefs, Vignati de Lodi, Campana de Brescia, Scalini de Côme, Rota de Bergamo, plusieurs de Milan. A Calcio, sous le prétexte d'incendie, on souleva le peuple au son des cloches, et cela pour intimider l'archiprêtre Lombardini, qui ne voulait pas permettre à un nommé Scotti de porter les registres au dehors du presbytère; et, chose inouïe, ce ne fut pas Scotti qui fut arrêté, mais l'archiprêtre, que l'évêque de Crémone voulut interdire de ses fonctions. Les actes arbitraires de cette espèce furent innombrables, et leur effet fut d'apporter le dégoût et l'indignation dans le cœur des citoyens honnêtes. La révolution lombarde avait éclaté comme le cri d'un peuple qui veut se sauver de l'immensité d'un danger; l'amour de l'indépendance parlait plus haut que les rivalités communales; les petites jalousies avaient cédé à la haine contre l'étranger. C'est dans ce moment et à ce peuple qu'on vient demander : Qui sera ton maître? et que Charles-Albert répond : « Ce sera moi; choisissez entre moi et les Autrichiens. » Aussitôt, le premier enthousiasme des Lombards tombe. Dès lors il n'y a plus que des marques de découragement, de lassitude, de division! Les rapports des officiers piémontais ne contiennent plus que leurs plaintes de se voir mal reçus dans les villes mêmes où on leur avait fait, un mois auparavant, l'accueil le plus gracieux; et ces rapports déposent aussi qu'à Crémone et ailleurs « tout l'appareil militaire et

belliqueux du mois d'avril avait disparu pour faire place à la tristesse et à la résignation; » ce qui contribua plus que toute autre chose à faciliter le triomphe de l'ennemi.

C'est ainsi qu'on obtint des milliers de suffrages et que l'annexion de la Lombardie fut proclamée. Les patriotes firent preuve plutôt de longanimité que d'énergie. Il n'y eut que quelques jeunes gens plus entreprenants qui tentèrent un coup d'État populaire. Un juif, nommé Urbin, suivi d'un petit nombre de personnes, entra de force dans le palais du gouvernement, porta la main sur Casati et le contraignit à paraître au balcon pour se démettre publiquement de ses hautes fonctions; puis il proclama un nouveau gouvernement, dont il nomma Mazzini président et lui-même secrétaire. Ce coup de main trouva la population si peu préparée, qu'il n'aboutit qu'au ridicule. On dit que ceux qui soutenaient Urbin étaient partisans de l'Autriche; d'autres voulurent voir en eux des partisans de Mazzini. Il faut pourtant dire que les personnes préposées par Urbin à ce nouveau gouvernement ne le connaissaient pas, car il était depuis peu arrivé de Paris; il se trouva pour cela isolé. Si les patriotes eussent voulu recourir à la violence, ils l'auraient pu faire énergiquement; une foule d'étudiants, de militaires et de gardes nationaux, désirant abattre par un coup de main le gouvernement provisoire, s'étaient offerts, mais on les avait dissuadés de ce dessein. Le mal était profond; la multitude ne savait ce qu'elle faisait; il fallait la laisser aller jusqu'à ce qu'elle eût appris à mieux apprécier la liberté après l'avoir perdue. En attendant, le gouvernement provisoire dut à cette folie d'Urbin un retour de popularité.

Néanmoins, les adversaires du Piémont y gagnèrent quelque chose : ils obtinrent que l'on imposerait des conditions à Charles-Albert. Il fut donc décidé que le statut piémontais serait réformé par une assemblée constituante du royaume de la haute Italie; que cette assemblée serait élue par le suffrage universel; que l'union définitive n'aurait lieu qu'après cette révision du statut; que jusque-là une consulte lombarde gouvernerait; que la presse jouirait d'une liberté absolue, et les citoyens du droit de réunion; enfin que le roi ne pourrait pas dissoudre la garde nationale.

Toutes ces stipulations furent acceptées par Charles-Albert.

En attendant, les Autrichiens se fortifiaient, se montraient partout, interceptaient les routes, s'avançaient jusque sous les murs de Brescia; le général Daspre assaillait avec des troupes légères la cavalerie du roi, qui ne bougeait pas *de son campement*, et Charles-Albert faisait l'accueil le plus cordial à Casati, qui lui apportait l'extrait des registres du scrutin. Quelques semaines après, les désastres de la guerre commencèrent, et comme l'annexion, qui devait soi-disant faire sortir de terre des légions innombrables et donner à Charles-Albert la force de disperser les ennemis de l'Italie, ne fut suivie, au contraire, que de ruines et de déroutes, les albertistes n'eurent d'autre moyen, pour justifier ces désastres, que de se plaindre de l'annexion même, en disant « qu'on avait trop tergiversé, trop hésité; qu'on avait voulu et fait des pactes rigoureux avec celui qui prodiguait son sang et ses trésors pour la Lombardie; qu'on avait différé l'union jusqu'à ce que le cœur des officiers et des soldats piémontais fût gangrené, que leur enthousiasme fût refroidi, qu'une main de plomb eût comprimé l'élan de tous ceux qui avaient, dans le Piémont, consacré leurs pensées et leur vie à la cause italienne. » Cette cause était bien à plaindre, si elle devait être soutenue par des hommes d'État et des soldats dont l'ardeur était tombée uniquement parce que les Lombards avaient tardé deux semaines à se déclarer sujets de Charles-Albert!

L'annexion votée, le gouvernement, qui avait atteint son but, déclara, par décret du 1er juin, que les taxes imposées le 13 mai seraient un emprunt sur lequel il accorderait un intérêt. Il se hâta en même temps de jeter le masque, et s'appliqua à introduire dans la Lombardie les priviléges et les inégalités civiles que le gouvernement piémontais a traînés avec lui depuis le moyen âge jusqu'à nos jours (1). Les patriciens milanais, dès le

(1) Le gouvernement du Piémont a été, jusqu'en 1848, une aristocratie baronniale et cléricale sous un seul chef. La condition du pays se ressentait de la barbarie du moyen âge. Ce n'a été qu'en vertu de la constitution octroyée en 1848, que le roi, assujéti jusque-là aux ordres privilégiés, a commencé à lever la tête, et, fort de l'assentiment du peuple renaissant, a osé revendiquer la plupart des droits de la couronne et constituer en quelque sorte l'autorité civile. Dans

premier jour de leur arrivée au pouvoir, avaient aboli les *délégations*, c'est-à-dire les gouvernements provinciaux, et les avaient concentrées dans les *congrégations*, c'est-à-dire qu'ils avaient mis tous les habitants sous la dépendance des représentants de l'aristocratie. Le 1er juin, ils foulèrent aux pieds l'indépendance et l'inamovibilité des juges, en dissolvant d'un seul coup tous les tribunaux pour qu'ils fussent reconstitués au gré du président Guicciardi et d'autres anciens chefs de la faction autrichienne. On autorisa les congrégations et les nouveaux présidents à destituer, sans autre forme de procès, tous les employés qui leur *paraîtraient* ne pas remplir les conditions nécessaires *à leur confirmation*. On aurait dit que c'était un parti pris de faire regretter le régime autrichien, qui avait rendu très-rares et presque sans exemple les destitutions. Et l'on ne tarda pas beaucoup à créer une nouvelle police d'État, une espèce de conseil des Dix. On y appela le comte François Arese et Alphonse Litta Modignani. Elle devait « découvrir les correspondances que les ennemis extérieurs pourraient avoir dans le pays. » En réalité, elle tendait uniquement à vexer les patriotes, contre lesquels on ne découvrit jamais rien. Quand la guerre finit par un désastre, on devait découvrir à Milan que les seuls qui eussent entretenu des correspondances avec les Autrichiens étaient quelques généraux du roi.

On fit le procès d'Urbin, et le gouvernement en profita pour donner à l'affaire la tournure d'un grand danger public, de manière à intéresser la partie la plus faible et la plus craintive des citoyens. On raconta qu'Urbin avait d'une main arraché à Casati la bande tricolore, et avait de l'autre soulevé un poignard : le malheureux n'avait qu'une seule main. On l'accusa d'avoir

cette transformation, bien qu'imparfaite, le peuple a gagné beaucoup, mais la monarchie bien davantage. La liberté, en créant le peuple, a créé dans le Piémont le monarque. Par son union avec les autres États italiens, jouissant d'une meilleure condition sociale, le Piémont va acquérir ce qui lui manque encore : des lois plus équitables, une administration mieux organisée, des institutions plus rationnelles. On peut donc dire que le pays le plus arriéré de l'Italie en a été le plus heureux. En garantissant aux Italiens la liberté et l'indépendance nationale, il a gagné leurs cœurs ; les Italiens vont lui payer leur dette, en lui communiquant les bienfaits de la civilisation.

voulu abattre le gouvernement provisoire, à l'exception de quelques membres, tels que Pompée Litta, Anelli et Guerrieri : ils étaient les seuls qui eussent montré de la répugnance à enfreindre ce qu'on avait promis aux Lombards. On ajouta qu'il avait voulu confier le gouvernement à d'autres citoyens : il avait préféré à ceux qui conseillaient la soumission au roi ceux qui voulaient la guerre contre l'étranger. Fava fit imprimer qu'il avait la consolation d'annoncer que les fils du complot étaient brisés. « Espérons, disait-il, que le procès éclaircira quels sont les hommes trompés, et quels sont ceux achetés par l'or autrichien, qui a été cette fois si inutilement jeté. » Radetzky devait être bien insensé pour accorder de l'or à ceux qui l'avaient chassé de Milan. Enfin, le gouvernement publia une proclamation, qui mérite d'être rapportée comme monument d'une prodigieuse extravagance. « Indépendance, liberté, union de l'Italie, noms très-chers et dons du ciel! Depuis des siècles, vous êtes le constant soupir des plus nobles cœurs et des esprits italiens les plus élevés. Mais l'homme, fils de la douleur, pour arriver jusqu'à vous, doit parcourir un chemin de douleur! Cependant, nous avions cru que, l'étranger expulsé, le soleil de la liberté eût lui sur cette terre sans nuages orageux.... Mais nous avons eu encore un moment de terrible douleur, de cette douleur qui jette la défaillance dans les âmes. Nous avons vu les amis les plus sincères de la liberté tombés dans l'angoisse et dans la défiance. Nous avons vu couler dans leurs yeux les larmes de la douleur. Et nous avons cru pour un moment que l'anarchie était venue visiter notre patrie; et derrière l'anarchie se présentait déjà à l'imagination étonnée la funeste lueur des baïonnettes autrichiennes...., etc. » Les Autrichiens revinrent, c'est vrai; mais ce ne fut pas l'anarchie qui leur livra les portes de Milan; ce fut l'œuvre de la monarchie. En fin de compte, le procès d'Urbin, commencé et recommencé plusieurs fois, fut anéanti par l'honnêteté des juges; et le président Guicciardi, magistrat autrichien, qui y avait impliqué des hommes très-honorables, ne réussit qu'à se déshonorer lui-même.

Le excès des patriciens et les désastres de la guerre produisi-

rent enfin leurs fruits dans le courant de juin; les plus aveugles ne tardèrent pas à entrevoir que les destinées de la patrie se trouvaient dans des mains infidèles, et l'opposition, si molle, si inefficace, en obtenant par degrés l'approbation, la confiance des citoyens, et en dissipant les calomnies des adversaires, parut une œuvre de sagesse et de vertu. En attendant, la presse put élever librement sa voix, et la garde nationale la fit respecter par le gouvernement, dont les membres, perdant chaque jour de leur popularité, eurent besoin de recourir aux rigueurs des anciennes polices. Ils commencèrent alors à prêcher d'autres principes, en n'épargnant pas les menaces. Ils dirent que l'annexion ayant été proclamée par le suffrage universel, toute démarche qui lui serait contraire serait punie comme une rébellion contre la volonté du peuple souverain. L'abbé Gioberti, pour épouvanter les villes libres de l'Italie, présenta dans ses discours, comme un exemple, les villes de la Vénétie, *qui, par leurs caprices républicains, avaient été livrées à Radetzky*.

Cette dissension fut immensément nuisible à la cause italienne. On voulut, et l'on veut encore, en rejeter toute la responsabilité sur Mazzini. Qu'est-ce qu'on n'a pas dit et qu'est-ce qu'on ne répète pas de nos jours contre lui? On a prétendu, et ce fut le moins qu'on ait dit, que Mazzini, ne voulant pas qu'on songeât à la constitution de l'Italie avant la fin de la guerre, s'opposa à la concorde des esprits, que l'annexion de la Lombardie au Piémont tendait à établir; qu'il empêcha que les peuples réunis poursuivissent un même but; qu'il suscita la guerre civile de front avec la guerre étrangère. On a dit qu'après que l'annexion eut été résolue, il ne mit pas de bornes à sa haine et à ses offenses contre Charles-Albert, contre le Piémont, et même contre cette armée sur laquelle se fondaient toutes les espérances de l'Italie; que, vénérant dans sa personne le créateur de la nouvelle Italie, lui, simple chef d'un parti, sans trésor, sans armée, prétendit se comparer au grand roi, capitaine de l'armée d'Italie; qu'il confondit l'amour de la patrie avec l'amour-propre, et même avec son propre orgueil, et qu'il laissa brûler le temple d'Italie, puisqu'on n'y voulait pas consacrer pour lui le premier autel; que,

se croyant un homme prédestiné à délivrer l'Italie, il ne put supporter qu'on conclût un pacte italien s'il ne devait pas y apposer son sceau, et si les peuples, les armées, les princes et les pontifes ne devaient pas s'incliner devant sa nouvelle majesté et sa sainteté.

Mazzini n'eut pas à supporter moins de reproches de la part de ses amis. Cattaneo s'exprime ainsi : « Les libéraux firent des déclarations et des protestations; mais ces démarches politiques ne furent pas faites avec suite et avec énergie : la guerre absorbait toutes leurs pensées. Ils ne voyaient les rétrogrades et les barbares qu'en Autriche, et ne s'inquiétaient pas de ceux qui existaient en Italie. Il n'y avait que Charles-Albert et son parti qui s'occupassent sérieusement d'intrigues politiques. En outre, les bons citoyens craignirent trop délicatement d'être appelés des artisans de discordes en présence de l'ennemi, et ils ne s'aperçurent pas que l'arme la plus redoutée par l'ennemi était cette parole de liberté qu'ils se laissaient étouffer dans la gorge. Jadis l'Italie a été perdue par l'esprit de discorde : cette fois-ci elle a été perdue par une manie d'union à tout prix!

» On peut reprocher aux libéraux d'avoir songé trop tard à une résistance quelconque, de ne pas s'être organisés en sociétés nombreuses et populaires, d'avoir trop longtemps toléré que les renégats de leur foi restassent les intercesseurs et les intermédiaires entre eux et un gouvernement qui manquait à sa promesse, d'avoir laissé aux rétrogrades le temps d'engourdir et d'avilir les citoyens en prêchant l'opportunité d'une soumission dont le premier bruit avait paru fabuleux et avait provoqué de la répugnance et de la colère. On peut leur reprocher de n'avoir pas sur-le-champ proclamé la ligue italienne et l'assentiment au congrès de Rome, qui aurait été le gardien de notre souveraineté et de notre liberté, de ne s'être pas adressés en temps opportun à la république française, qui aurait admonesté notre allié infidèle et l'aurait forcé à respecter le pacte en vertu duquel il avait été reçu chez nous. On peut leur reprocher d'avoir consenti à sacrifier une liberté acquise en vue de l'espérance de la victoire, de n'avoir pas cherché à gagner l'indépendance par le chemin

direct de la liberté, de n'avoir pas dit publiquement toute la vérité, de n'avoir pas appelé le peuple des faubourgs et des campagnes à l'exercice des armes, à l'étude de la défense dans les montagnes, dans les forêts, dans les fossés, derrière les murailles, d'avoir permis qu'on lui fit un mystère de la guerre, de son gouvernement, de ses finances, de ne lui avoir pas parlé immédiatement et toujours dans les journaux avec le style patriarcal de Franklin, ou avec des expressions simples et fortes comme ses barricades, mais d'avoir entortillé leurs discours de formules métaphysiques, de circonlocutions mystiques, de feuilles, de fumée et de ténèbres, de sorte qu'après cette avalanche de papier, les pauvres et les riches restaient dans une déplorable ignorance de leurs intérêts, et prêts à tomber éternellement dans les mêmes lacets. Oui, on devait tous les jours répéter à la nation italienne l'histoire des trahisons passées, et effacer la folle confiance qu'on plaçait dans les traîtres. On devait murmurer et protester tous les jours contre la guerre qu'on faisait semblant de soutenir, et ne pas permettre que toute escarmouche, toute reconnaissance sans but et sans fruit, fussent célébrées comme des batailles napoléoniennes, ni qu'on glorifiât autant une épée qui ne voulait pas sortir de son fourreau, une épée qui, à la première bataille rangée, tomba brisée. Les prophètes de la liberté ne devaient pas rester assis et se taire comme des hommes neutres ou étrangers, permettant que l'ambition des courtisans foulât aux pieds sans opposition la gloire et le salut de la patrie. Mais ces prophètes se rendirent déjà trop coupables du péché de fornication avec la puissance royale; ils espérèrent réellement plus de celle-ci que de la force du peuple, dans laquelle ils paraissaient se confier uniquement. Ils trahirent les principes éternels pour un plat de lentilles que la force matérielle leur avait promis. Ils étaient disposés à souffrir que par l'invasion de la Lombardie, par la désertion de la Vénétie, du Tyrol, de l'Istrie, et par le vol de la Sicile, recommençât un nouveau démembrement de la terre italienne. Ils laissèrent placer sur la sainte bannière la poudreuse toile d'araignée des barons de Savoie, et consentirent au pacte qui mettait la guerre du peuple sous la protection

d'une cour, payant le soldat mercenaire avec le diamant de la liberté. »

Voilà les reproches dont Mazzini fut le but : toujours traître à l'Italie, tantôt comme ennemi de Charles-Albert, tantôt comme partisan acheté par le roi. Ces reproches s'excluent les uns les autres; cependant Mazzini les mérita tous également. Milan était encombré de républicains; ce ne fut pas certainement Mazzini qui alla y fonder le parti opposé au dessein de réunir au Piémont la Lombardie. Les patriotes lombards avaient décidé, d'accord avec le gouvernement provisoire, de différer la question relative à la constitution définitive de l'Italie après que la guerre eût eu un terme glorieux; Charles-Albert avait ratifié cette condition. Mazzini, qui exagérait son oubli des anciens torts du roi sarde, n'allait pas pourtant jusqu'à vouloir lui confier le sort de l'Italie. Cette république qu'il effaçait de devant les yeux de Charles-Albert pour ne lui laisser voir que les Autrichiens, il la plaçait aux aguets sur les derrières du roi, prête à lui disputer le fruit de sa victoire. L'union des esprits, qu'il voulait maintenir comme profitable à l'Italie, cachait donc la révolte. Chef d'un parti sans conscience de sa force, Mazzini espérait se faire un instrument de la force de son adversaire; par conséquent, sa modération, mélange de faiblesse et d'intrigue, ne pouvait être appréciée de personne : ses amis l'appelèrent un courtisan, les royalistes un conspirateur. Si Charles-Albert eût été un esprit supérieur, il se serait moqué de cette ruse d'enfant. Mettant de côté, lui aussi, la question politique, sur laquelle les esprits étaient partagés, il ne restait que la question de la guerre, sur laquelle tous étaient d'accord. L'union aurait existé, elle était resserrée par le commun désir de liberté et d'indépendance nationale. L'Italie avait sur le champ de bataille des espérances et des intérêts communs; c'est dans la communauté des espérances et des intérêts qu'on trouve les éléments de vie et de force d'un peuple, car c'est par des besoins et non par des noms que les peuples se liguent. On pouvait donc s'occuper uniquement de combattre et de vaincre. Les nécessités de la guerre exigeaient l'unité du commandement; tout ce que Charles-Albert aurait dû raisonnablement réclamer, sans

crainte de rencontrer de l'opposition, aurait été, pendant la guerre, une dictature militaire et civile. Que les États italiens eussent à se constituer en royaumes confédérés ou à s'annexer au Piémont, lesquels d'entre eux seraient réduits à la condition de provinces? quelle ville resterait le siége du gouvernement? c'étaient des débats qu'on ne pouvait provoquer dans ce moment sans nuire à l'union des Italiens et au succès de la guerre. Charles-Albert ne sut pas s'élever jusqu'à l'idée que ses succès pouvaient seuls faire absoudre son ambition; il ne comprit pas que quand même les Italiens, après la victoire, devraient se déchirer entre eux, il valait mieux que la guerre civile éclatât après que pendant la guerre étrangère. Or, qui voulut que le problème fût résolu dans ce dernier sens? Qui brisa l'accord et provoqua la fureur des partis? Charles-Albert n'admettait pas que lui, roi et capitaine d'une armée royaliste, dût défendre la Lombardie contre l'Autriche si cette terre ne devait pas lui appartenir. Il n'avait tourné les yeux vers l'Italie et n'avait tiré son épée que pour se procurer un agrandissement de territoire; c'est en cela qu'il voyait l'indépendance d'un peuple dans lequel il ne reconnaissait que le droit de se livrer à lui. On lui avait fait espérer qu'après la victoire la reconnaissance publique lui décernerait la couronne de fer; mais il ne crut pas avoir un plus grand tort de compter peu sur les promesses du peuple, que ce peuple en avait eu en d'autres temps de compter sur les siennes. D'ailleurs, ce n'était pas de la victoire qu'il attendait la Lombardie; il traitait avec l'Autriche : un vote des Lombards favorable à sa couronne aurait facilité les négociations. Par conséquent, il marchanda son secours et demanda par avance le salaire; il suscita ainsi les haines et provoqua la guerre civile. On pourrait toujours reprocher aux Lombards de ne s'être pas courbés devant le démon de l'ambition et de n'avoir pas accepté ce qu'ils pouvaient espérer d'un roi, s'il était vrai que ce démon et ce roi étaient les seuls qui pussent les soustraire à la domination autrichienne. Mais non; Charles-Albert n'avait ni le génie ni la force de sauver par lui seul l'Italie. Ceux qui plaçaient entièrement en lui le salut de la patrie, s'ils le faisaient par

l'effet d'une confiance sincère, étaient aveugles; s'ils obéissaient à des intérêts qui les faisaient agir contre leur conscience, ils étaient traîtres. Se jeter dans une guerre agressive contre l'Autriche, cela n'aurait été de la part de Charles-Albert qu'une folle témérité, si l'on ne pouvait pas dire qu'il comptait sur le concours de tout le peuple italien. Or, quel prince d'Italie aurait jamais voulu concourir à son agrandissement? Et quant à la Lombardie, où se trouvaient les hommes qui auraient pu l'aider? Ils étaient là aux pieds des barricades de Milan, où ils avaient combattu. Les patriotes seuls savaient mourir pour la patrie; les patriciens ne savaient que s'incliner devant les marches d'un trône. Charles-Albert s'aliéna les Lombards, qui auraient pu être ses soldats sur l'Adige; il caressa ceux qui devaient peupler la cour de Turin de nouveaux chambellans. Au milieu de ce désordre, Mazzini ne sut que protester. Il fut dominé par le scrupule de ne pas vouloir propager des divisions. Il manqua à lui-même en se tenant à l'écart et en se bornant à faire de la polémique, tandis que c'était le moment d'agir. Il mécontenta ses amis sans servir ses adversaires. Il fit trop et trop peu en même temps : double faute au milieu des révolutions.

CHAPITRE IV.

Discorde qui s'envenime chaque jour davantage entre le Pape et son ministre Mamiani. Médiation pacifique de Pie IX près l'empereur d'Autriche; accueil que son légat reçoit à Inspruck et à Vienne. L'ambassadeur autrichien à Rome reçoit ses passeports malgré le Pape, qui veut le retenir. Pénible position de Mamiani entre les exigences du peuple et la résistance de Pie IX. Le roi de Naples rappelle ses troupes des rives du Pô; faiblesse du général Pepe. La révolution italienne change de caractère; le mot de *République* se fait entendre. Quels sont les éléments du parti républicain? Réunion des chambres législatives à Rome. Débat entre Pie IX et Mamiani sur le discours d'ouverture. Mauvais effet des sermons de Gioberti à Rome. Travaux des chambres législatives. Pie IX veut se défaire de Mamiani. Réponse des chambres au discours de la couronne. Dur accueil que la députation des chambres reçoit du Pape. Réflexions sur la position des choses à Rome et dans toute l'Italie.

Le débat de l'annexion de la Lombardie au Piémont cessait à peine, vers la fin de mai, que le roi de Naples rappelait le corps d'armée qu'il avait envoyé sur le Pô, et que Pie IX soulevait de nouvelles discordes par sa médiation interposée entre l'Italie et l'Autriche en vue de la paix. Je vais profiter du repos de Charles-Albert sur le théâtre de la guerre pour exposer les faits survenus à cette époque au centre de l'Italie.

Mamiani, mis à la tête d'un nouveau ministère, ne jouissait d'aucune faveur auprès du Pape. Toute sa vie était un témoignage de la sincérité de son libéralisme; bien que ses opinions fussent modérées, tout le parti avancé ne lui en faisait pas moins sa cour, car il s'en était fait aimer en pourvoyant aux besoins de la guerre et à l'élection des députés à la Chambre : son ministère répondait à l'unique préoccupation des libéraux. Cette même raison le rendait odieux à la cour, où il était ministre et non pas conseiller. Ses collègues, si l'on en excepte le duc de Rignano, étaient des hommes sans vigueur, peu éclairés, incapables de résister aux volontés de l'homme savant et de l'orateur éminent qui représentait tout le ministère. Le cardinal Orioli

prenait peu de part au gouvernement; il faisait semblant d'approuver, mais espionnait en secret.

Pie IX et Mamiani marchaient par des voies opposées. Le ministre, arrivé au pouvoir, se hâta d'ordonner la levée de 6,000 hommes de réserve, à cause des exigences de la guerre nationale; un article de la Gazette du gouvernement exprima clairement que les idées des nouveaux gouvernants relativement à la guerre d'indépendance n'étaient pas d'accord avec l'esprit de l'allocution du 29 avril. Du reste, Mamiani ne cachait pas qu'il était plus avancé que le prince, qu'il se flattait d'entraîner dans une voie où celui-ci se refusait de le suivre. En effet, Pie IX ne s'occupait, de son côté, que de la paix, qu'il voulait conclure avec l'empereur d'Autriche. Il résolut d'envoyer deux légats à Inspruck, où l'empereur s'était retiré à cause des tumultes de Vienne; il voulut que l'un des légats fût ecclésiastique et l'autre laïque, et qu'ils soutinssent énergiquement la médiation. Mais les laïques, bien qu'ils se plaignissent de n'avoir aucune part dans la diplomatie, refusèrent de se charger de cette mission : le projet de la médiation était mal vu par les libéraux; la pensée qu'eut le Pape de couvrir l'impopularité de cette mesure en appelant l'élément laïque à la soutenir, détermina les laïques à décliner un premier honneur diplomatique qui avait pour but de nuire à leur réputation. Pie IX se plaignit amèrement d'être mal secondé dans ses projets de paix, et fut contraint enfin de confier l'ambassade à M[gr] Morichini seul.

Le Pape se tenait ainsi continuellement en défiance; il agissait sans l'intervention constitutionnellement nécessaire de ses ministres, ou même contre eux; il en avait deux pour les affaires étrangères, et néanmoins il écrivait dans le sens de la paix à l'empereur d'Autriche, dans le sens de la guerre au roi sarde, en ne se servant que de l'intermédiaire illégal du cardinal Antonelli.

Morichini, de passage en Lombardie, eut une conférence avec Charles-Albert et trouva dans le roi peu de bienveillance. Quand il arriva à Inspruck, l'empereur le reçut froidement, en donnant pour excuses les infirmités physiques et morales qui l'accablaient; l'impératrice se montra sévère et même incivile. Le jour suivant,

on fit signifier à M[gr] Morichini qu'il eût à se rendre à la cour impériale de Vienne pour y traiter avec les ministres. Ceux-ci entretinrent d'abord l'ambassadeur pontifical de questions sans portée; puis, ils lui firent comprendre que la qualité de sa personne et de sa mission était odieuse au peuple, de sorte qu'il pouvait se trouver exposé à quelque danger. Morichini eut ainsi la permission de s'éloigner, et à son départ il fut en butte à quelques injures.

Quelques-uns soupçonnèrent alors que Rome n'était pas sincère dans ses démarches pacifiques, et que M[gr] Morichini avait une mission secrète, différente de celle qu'on lui attribuait. On se trompait; Pie IX adopta le parti de proposer la paix, parce que la paix pouvait seule le sauver du plus grave des embarras dont il était entouré. La médiation ne réussit pas, non à cause de la conduite ambiguë du légat pontifical, mais parce qu'elle était une démarche insensée : les temps où, à un signe parti du Vatican, les princes étaient investis ou dépouillés des royaumes étaient passés. Le ministre Pisseldorf, qui, en 1849, fit imprimer une brochure sur les événements d'Autriche, parle ainsi de la mission de M[gr] Morichini : « Pendant que l'Angleterre et la France approuvaient nos tentatives de conciliation, et qu'elles se montraient disposées à les appuyer, un légat de la cour romaine, un prélat auquel nous donnions communication de ces dépêches, nous proposa avec indifférence, et sans aucun égard, de renoncer à toutes les provinces italiennes, en disant froidement que c'était le seul moyen pour l'Autriche d'éviter de plus grands dangers. Et lorsque le ministre autrichien rappela au légat pontifical les traités solennels en vertu desquels l'Autriche possédait les provinces italiennes, il répondit résolument que ces traités n'avaient plus de valeur : réponse d'autant plus étrange sur les lèvres d'un légat pontifical, que le gouvernement romain n'avait d'autre base d'existence légale que dans les mêmes traités, et qu'il fallait se souvenir des soins particuliers que l'Autriche s'était donnés pour favoriser Rome quand ils furent stipulés. »

Aussitôt qu'on sut à Rome le triste résultat de l'ambassade,

les récriminations et les déclamations populaires furent immenses; Lutzow, ambassadeur autrichien, demanda au cardinal président des ministres, si Sa Sainteté voulait le faire partir de Rome? Le cardinal Orioli en informa les ministres, et leur communiqua une lettre de réponse, dans laquelle on disait *que le Saint-Père frémissait à la pensée de congédier de sa cour l'ambassadeur d'une puissance catholique si bien-aimée de l'Église.* Le légat pontifical avait été expulsé et insulté à Inspruck et à Vienne, les sujets romains combattaient contre Nugent dans la Vénétie, et le Pape voulait retenir Lutzow à Rome! Les ministres déclarèrent au cardinal Orioli, que si Pie IX voulait faire une réponse de cette nature, elle ne devait pas avoir le caractère d'un acte politique, et qu'en conséquence elle ne pourrait être signée que par le secrétaire d'État pour les affaires ecclésiastiques, sur lequel les ministres n'avaient aucune autorité. On ne sut pas ensuite si Orioli répondit dans ces termes ou autrement; les ministres tâchèrent de faire entendre à l'ambassadeur d'Autriche que sa présence à Rome aigrissait les esprits et pouvait être la cause d'un tumulte; ils lui envoyèrent ses passeports.

Pendant que Morichini avait, au nom de Pie IX, parlé de paix à Vienne, Farini, autre légat pontifical au camp de Charles-Albert, avait parlé de guerre avec ce roi, en lui offrant le commandement des troupes romaines. Le Pape aurait été très-satisfait de se débarrasser de ses troupes en les cédant au roi sarde, afin d'éviter qu'on crût qu'elles combattissent par son ordre. Mais les ministres conçurent des soupçons sur la mission confiée à Farini, et comme ils n'approuvaient pas la politique albertiste et ne voulaient pas concourir à l'agrandissement du Piémont, ils écrivirent au légat pontifical : « Nous vous faisons connaître que la pensée bien arrêtée du conseil des ministres tout entier, malgré les précédentes instructions qu'on vous aura transmises, est que les troupes pontificales ne doivent pas être soumises au commandement de Charles-Albert, au point d'avoir à changer la bannière du Pape, ou de faire perdre à notre gouvernement le pouvoir d'en disposer à son gré. » Après quoi, Farini fut rappelé à Rome; le ministère envoya Bellini avec la qualité de

commissaire au camp, et le Pape s'abstint d'y expédier d'autres légats.

Le Pape traitait donc à Vienne pour la paix, pendant que les ministres faisaient à Rome de nouvelles levées de soldats; l'un voulait conserver près de lui l'ambassadeur autrichien, les autres le chassaient; le premier voulait céder ses troupes à Charles-Albert, les seconds révoquaient les instructions qu'il avait données à son légat; et le même Pontife qui, dans son allocution, avait déclaré inique et injuste la guerre contre l'Autriche, appelait inique et injuste, dans sa lettre à l'empereur, la domination autrichienne en Italie. Il n'y avait plus de gouvernement à Rome. Toute confiance réciproque manquait entre le Pape et le ministère. Le désaccord était tel, que les courtisans et Pie IX lui-même ne pouvaient s'empêcher de le déclarer dans leurs écrits et dans leurs discours. Dans cet état de choses, l'autorité du gouvernement déclinait chaque jour davantage, et les cercles, les comités de guerre, les journaux, exaltaient l'autorité populaire. Mamiani aurait voulu relever les forces du gouvernement en se constituant médiateur entre Pie IX et le peuple; mais toute transaction était désormais impossible : le peuple aurait dû renoncer à être libre et indépendant pour plaire à Pie IX, ou celui-ci aurait dû cesser d'être Pape pour plaire au peuple. Mamiani n'avait donc aucune chance de succès : le prince n'agréait pas son œuvre; le peuple l'acceptait, en tant qu'il la croyait favorable à son triomphe.

Les discordes entre Pie IX et ses ministres ne s'arrêtèrent pas là. Le cardinal Orioli désirait renoncer à la présidence du conseil des ministres, et le cardinal Ciacchi ne voulait pas s'en charger; le Pape la conférait, sans consulter son ministère, au cardinal Soglia, homme qui lui était dévoué au point qu'on était sûr qu'il lui obéirait comme ministre avec autant d'aveuglement qu'il lui obéissait comme évêque. D'un autre côté, les ministres enlevaient au cardinal président du conseil le commandement de la garde civique, et plaçaient celle-ci sous la dépendance du ministre des affaires intérieures; en outre, ils envoyaient comme gouverneur de Pérouse le comte Rota, à la place de M[gr] Consolini, nommé par le Pape. Cette lutte dans le choix des gouver-

neurs de province se renouvelait chaque jour : Pie IX, se défiant de Mamiani, n'accordait jamais d'emplois à ceux qui lui étaient proposés ou recommandés par le ministre; il était inébranlable dans la résolution de maintenir en place tous ses gouverneurs ecclésiastiques. Ceux-ci, placés entre les conseils et les ordres contradictoires du Pontife et du ministère, obéissaient au premier, méprisaient le second. Les ministres ordonnaient qu'on jugeât et qu'on punît tous ceux qui, après les malheureux combats soutenus dans la Vénétie, avaient déserté; la cour compatissait à la lâcheté des déserteurs et commandait qu'on les laissât tranquilles. Les ministres envoyaient au camp de Durando le comte Pepoli, avec la qualité de commissaire et la mission de raviver dans les troupes le sentiment de l'honneur et du devoir militaire; on y expédiait d'autre part des lettres qui circulaient dans le camp et qui fomentaient chez les soldats le désordre et la désertion. Les villes mêmes de la Romagne étaient le théâtre de mille bruits et de graves scandales; d'un côté, on avait la loi, la volonté du ministère, l'honneur militaire, les consciences indignées à la vue des déserteurs impunis; de l'autre, l'allocution du Pape, les encouragements de la cour, les menées des rétrogrades; les magistrats voulaient procéder contre les lâches et les perfides qui avaient jeté leurs armes, et ceux-ci, en se glorifiant d'avoir obéi aux ordres du Pape, se montraient si arrogants, que, selon eux, ils étaient les héros, et les coupables tous ceux qui n'avaient pas imité leur honteuse désertion.

Mamiani, philosophe et poète, avait des idées magnifiques, mais aucune connaissance pratique des affaires. Il croyait facile la combinaison de la liberté politique avec le vieux despotisme papal; il subissait en cela le sort de tous ceux qui hasardent de se placer au milieu de deux ennemis irréconciliables. Il se proposait de séparer dans la personne du Pontife l'autorité spirituelle de l'autorité temporelle, et en lui laissant l'exercice indépendant de la première, de confier la seconde à des magistrats laïques et aux chambres législatives, comme on le voit dans les États constitutionnels. Il aurait dû se souvenir que les efforts des savants et des gouvernements n'ont jamais été suffisants pour marquer

avec précision les bornes des deux autorités. Ceux qui aujourd'hui se flattent, dans les pays du monde les mieux gouvernés, d'avoir complétement délié ce nœud, se trompent; il est, surtout à Rome, absolument inextricable, et on ne pourra un jour que le trancher. Quand même, par hypothèse, on eût réglé les limites des deux autorités, il restait à définir celles du pouvoir temporel du prince; en outre, entre le prince-pontife et le laïque appelé au gouvernement, il y avait le collége des cardinaux, qui, en vertu du statut, confondait en soi la double autorité, puisqu'il était en même temps la suprême hiérarchie ecclésiastique et le suprême sénat politique; et derrière tout cela, se trouvait toute la caste privilégiée, qui craignait de perdre ses prérogatives, fondées sur des abus.

Mamiani entreprenait donc une œuvre impossible, d'autant plus qu'il n'était soutenu que par le parti avancé, qui conspirait contre les cléricaux de la même manière que les cléricaux conspiraient contre le peuple, et qu'il ne gouvernait qu'au nom du Pape, qui laissait faire et murmurait. C'est une leçon qui ne devrait pas être perdue pour les Italiens : le gouvernement établi à Rome depuis des siècles est tel, qu'il faut ne pas y toucher ou le renverser de fond en comble; car, se flatter qu'on puisse, au moyen de transactions, le changer en gouvernement représentatif, quelles que soient jamais la patience et la modération chez le peuple et la loyauté chez le Pape, c'est un rêve irréalisable.

Dans les derniers jours de mai, un officier napolitain traversa la Romagne et alla à Bologne, où se trouvaient les troupes de Ferdinand. On répandit immédiatement le bruit que le roi rappelait dans le royaume ses soldats et les navires qu'il avait expédiés dans l'Adriatique. L'ordre du roi fut signifié au général Pepe, qui donna dans cette occasion une preuve de sa faiblesse. Comme sujet et soldat, il devait obéir à son roi; mais comme Italien, il était résolu de lui désobéir. S'il voulait donc se donner le caractère d'un rebelle, il devait en avoir l'audace : au contraire, il se rendit coupable envers Ferdinand sans rendre un grand service à l'Italie. Il était le commandant en chef de ce corps d'armée, et plusieurs officiers se rangèrent de son côté; d'autres entouraient

le général Statella, qui voulait qu'on se mît sur-le-champ en marche pour rentrer dans le royaume. Un homme énergique, et Pepe ne l'était pas, aurait fait arrêter Statella et ses partisans les plus zélés; par un acte de prompte rigueur contre quelques-uns, il aurait entraîné tous les autres au-delà du Pô. Au contraire, Pepe céda le commandement au général Statella. Il était un de ces hommes qui se piquent de légalité au milieu des mouvements révolutionnaires qu'ils cherchent à diriger, se fondant plus sur leur sincère désir de les voir triompher que sur leur aptitude à en amener le triomphe. Mais aussitôt que le bruit de sa retraite se répandit dans la ville de Bologne, les habitants, pleins de colère, firent ce que Pepe n'avait pas osé : ils se soulevèrent, s'opposèrent de vive force à la retraite des troupes, menacèrent de tuer Statella s'il s'obstinait à vouloir obéir au roi, le chassèrent de la ville, le renvoyèrent à Naples par la route de la Toscane, et supplièrent Pepe de reprendre le commandement des troupes pour les conduire au-delà du Pô. Pepe s'occupa, d'abord à Bologne, puis à Ferrare, des préparatifs nécessaires au passage de la rivière; mais il laissa par sa faiblesse ourdir mille intrigues dans le camp et pratiquer toutes les séductions capables d'influencer les soldats et de les détacher de leur commandant; en sorte que quand il voulut ordonner le passage du Pô, quelques milliers de soldats seulement le suivirent; tous les autres lui tournèrent le dos pour rentrer dans le royaume. Les populations des États romains les couvrirent alors d'outrages, autant qu'elles les avaient acclamés à leur arrivée. Un officier mourut subitement de douleur; le colonel Lahalla, soldat dévoué à son roi, mais jaloux de l'honneur des armes napolitaines, se brûla la cervelle sur le pont du Senio.

Ferdinand justifia le rappel de ses troupes en prétextant le besoin qu'il en avait pour réprimer un soulèvement que le député Ricciardi, après la catastrophe du 15 mai, avait provoqué dans les Calabres, ce qui offrit à quelques-uns l'occasion de renouveler les déclamations ordinaires contre les entreprises insensées des exaltés, entreprises qui avaient admirablement servi à Naples le triomphe d'un gouvernement déloyal; et si le soulèvement

des Calabres n'eût pas existé, tout le monde peut croire que ce gouvernement n'aurait pas manqué d'autres prétextes pour déserter la cause italienne. Le rappel inopiné des troupes napolitaines fut sans doute le coup le plus fatal qu'on pouvait porter à l'Italie; car si l'on veut juger de ce que l'Italie était en droit d'attendre de ces soldats par l'admirable valeur du petit nombre d'entre eux qui prirent part à la guerre, on restera convaincu que ce corps de 18,000 hommes aurait donné une tout autre issue à la campagne de 1848.

Cet événement, funeste à la cause de l'indépendance nationale, fut également fatal à la cause de la monarchie constitutionnelle. Dès cette époque, la révolution italienne prit un autre caractère. On avait cherché jusque-là à adapter aux vieilles monarchies des formes libérales; dès ce moment, on travaille pour les renverser. Le parti républicain, qui avait formé une minorité imperceptible, soulève la tête et domine au sein des populations. Voilà donc deux époques bien distinctes dans le progrès de la révolution en Italie : les Italiens se flattent jusqu'au mois de mai 1848 de marcher avec leurs princes à la conquête de l'indépendance nationale; lorsque les princes désertent, les peuples y marchent seuls. L'allocution du 29 avril, l'annexion votée à Milan, la retraite des troupes napolitaines, décrient dans l'opinion les princes et les principautés; les Italiens commencent à les maudire et à les regarder comme un obstacle à leur salut. Ils ont été dans le passé des chevaliers errants, poursuivant, à travers monts et vaux, un mirage enchanté qui s'éloigne à mesure qu'ils s'en approchent; ils s'arrêtent çà et là ébahis, et demandent à leurs princes le sentier qu'ils doivent suivre; puis ils reprennent leur course vers le but mystérieux qui ne se laisse jamais saisir. Enfin, leur illusion s'est dissipée; le mot de *République,* qui fait battre leurs cœurs par le souvenir des gloires anciennes qu'il réveille, est prononcé. Ce n'est que dans les colléges qu'on explique froidement les saines doctrines; ce n'est que là où l'on apprend à distinguer les hommes des institutions, à ne pas mépriser ces dernières à cause des fautes commises par les premiers, en un mot à ne pas perdre confiance dans les insti-

tutions, quelle que soit la perfidie des hommes qui s'identifient en elles. Ce n'est que là qu'on propage ces principes qui disent que les mauvais souverains, les mauvais républicains, les mauvais prêtres, ne prouvent rien contre la monarchie, la république et la religion. Ces distinctions sont trop scolastiques, trop abstraites pour un peuple qui s'agite au sein d'une révolution. Trahis chez eux, menacés au dehors par l'étranger, les Italiens pouvaient-ils se livrer tranquillement à ces recherches? Un pape sacrifiait l'Italie à son amour pour l'Autriche catholique, un roi refusait de combattre la domination étrangère à moins d'en être l'héritier, un autre roi se déclarait l'ennemi de la liberté dans son État et de l'indépendance italienne sur le Pô : était-il possible que les Italiens, esprits bouillants, ne reversassent pas sur la papauté et la monarchie la haine dont ils se sentaient enflammés contre le Pape et contre leurs rois? Pie IX, Charles-Albert et Ferdinand II furent donc ceux qui créèrent la force du parti républicain en Italie. La révolution italienne suivit le même cours que la première révolution française : on passa là aussi à la république après que toute conciliation entre la monarchie et la nation fut prouvée impossible. Tout se serait arrêté en France, au moins pour lòngtemps, à la forme primitive du gouvernement mixte qu'on y avait établi, si la cour n'eût pas conspiré contre les libertés publiques, et si les étrangers ne les eussent pas menacées. Ainsi, les princes, incapables de se détacher de leur passé, provoquent toujours eux-mêmes, par haine contre le présent, le mécontentement et l'intempérance populaires, dont ils profitent ensuite pour légitimer la restauration de leur absolutisme.

L'idée de république commença donc, dès cette époque, à dominer, non-seulement dans la pensée des jeunes gens généreux, mais aussi dans celle des hommes cupides, ou turbulents, ou bassement ambitieux, auxquels les bouleversements publics promettaient des affaires, des honneurs, des gains; on entendit presque partout parler de la fin des monarchies, et principalement de la papauté. La promesse de fidélité faite par les peuples n'était pas plus respectée par eux que ne l'avait été celle qu'ils

avaient reçue de leurs gouvernants : dans un siècle corrompu, les serments, toujours hypocrites, durent tant qu'ils sont utiles, cessent avec leur utilité, et l'on est d'autant plus glorieux d'y avoir manqué qu'on les a foulés aux pieds plus avantageusement. Vers la fin de mai, on insulta à Rome les princes, les magistrats, les modérés; on éleva le peuple aux nues, on célébra sa vertu, sa force; on dit, on imprima même que seul il aurait pu se sauver et sauver l'Italie. Il y en eut qui présentèrent les républicains français comme des modèles, ne se doutant pas alors qu'il y aurait des républiques liberticides et des républicains si acharnés contre l'Italie, qu'ils devaient disputer à l'Autriche et au roi de Naples la gloire de restaurer la servitude italienne.

Le parti républicain se composait en Italie de différentes sectes, où la forme du gouvernement républicain n'est acceptée que par ce désespoir dans lequel un peuple tombe après s'être vu trompé par toutes les conciliations tentées entre des éléments politiques contraires. Il y avait des hommes éclairés et de grand cœur, sincèrement dévoués et préparés à une large liberté. Il y en avait d'autres pour lesquels la liberté complète n'était pas un sentiment, mais une doctrine qu'ils professaient parce qu'ils l'avaient apprise : c'étaient des gens sans vigueur, sans bras ni cœur, puisque, en politique, la première condition de force est que les principes qu'on suit résident dans la conscience bien plus que dans l'esprit. Il y avait aussi des républicains qui, ayant été toujours partisans de la monarchie modérée, se jetaient alors sans conviction dans les bras de la république. Enfin, on voyait la phalange des indifférents, des sceptiques, qui se donnaient le titre de républicains modérés, modérés dans l'absolutisme, modérés dans le libéralisme, et en réalité disposés à se ranger de tous les côtés, selon que la fortune ou la peur le commanderaient : ce sont ces hommes qui gâtent tous les partis, sans en aider aucun. La grande masse se composait de ceux qui surtout et avant tout voulaient abaisser le clergé et se seraient résignés à n'importe quelle forme de gouvernement, même à la république, plutôt que de supporter son retour au pouvoir.

Il était donc évident que la révolution faisait des progrès ra-

pides. Pie IX, Charles-Albert et Ferdinand II avaient travaillé pour donner à Mazzini un plus grand nombre de partisans en Italie, et Mazzini faisait propager le cri de quelques républiques italiennes qui allaient surgir. De son côté, la cour pontificale calculait ses avantages sur les progrès de ces folies; elle espérait faire triompher les vieilles idées, et ne négligeait rien pour agrandir les dangers et les excès de l'ordre de choses actuel. En attendant, Mamiani avait un ennemi secret à la cour, un ennemi déclaré dans la rue; et il ne pouvait désarmer la haine du premier, ni s'éloigner du second, dont la faveur constituait toute sa force. Ses amis n'étaient, auprès des deux factions extrêmes, qu'une minorité. Il était donc obligé de s'appuyer sur le parti populaire, auquel Mazzini avait donné pour mot d'ordre de le soutenir provisoirement. L'agitation augmentait, et la police, administrée par Galletti, n'exerçait aucune répression. Contre qui l'aurait-on exercée? Contre le peuple? Il aurait donc fallu se suicider pour ne pas être tué de la main d'un adversaire implacable.

Lorsqu'on dut réaliser ce que le statut avait promis, on se trouva à Rome dans cette position dangereuse de ne pouvoir sortir d'un abîme sans se précipiter dans un autre. La consulte d'État cessait, puisque les chambres législatives allaient se réunir. Cette consulte avait été considérée comme un bienfait quand on l'avait obtenue; en effet, l'admission des laïques dans son sein, et la faculté de contrôler l'administration du gouvernement avaient été des réformes très-précieuses. Composée d'hommes respectables, amis de l'égalité civile et d'une liberté tempérée, elle proposa des projets de libre-échange, la fin des privilèges, la construction des chemins de fer, une loi sur l'administration des communes, prépara les matières pour la formation des codes, pourvut à la réorganisation de l'armée, censura quelques actes du ministre de la guerre Mgr Rusconi, reprocha certains abus à Mgr Amici, ministre de l'intérieur. Le gouvernement l'avait d'abord encouragée dans les mesures économiques, en l'empêchant de trop s'occuper des réformes politiques; puis, la consulte éveilla les soupçons du Pape, ce qui ne lui permit pas

d'accomplir tout le bien que le pays pouvait attendre d'elle. A la publication du statut, la consulte approchait de sa fin, et après avoir duré encore quelque temps sans être d'aucune utilité au gouvernement, elle céda sa place au conseil d'État.

Le 31 mai, le Pape nomma les conseillers d'État sans consulter ses ministres. Il y en avait dix ordinaires et cinq extraordinaires, en dehors de vingt-quatre auditeurs nommés également par le prince. Le ministre de grâce et de justice présidait le conseil d'État, qui pouvait être consulté sur les projets de loi, et être chargé de les formuler; il avait le droit de donner son avis sur les règlements administratifs. Les conseillers étaient inamovibles, et leurs attributions incompatibles avec les emplois rétribués, administratifs ou judiciaires.

Le même jour, le Pape nomma les membres de cette chambre que le statut appelait *haut conseil*. Le ministère avait proposé les personnes qu'il avait jugé les plus dignes, et parmi elles se trouvait le P. Vico, jésuite et savant astronome. Pie IX voulut faire toute chose par lui-même, et il raya le nom de Vico, prétendant qu'on ne l'avait proposé que pour faire croire au monde que les jésuites n'étaient pas persécutés à Rome : tenait-il donc à ce que son gouvernement passât pour tyrannique?

Le 18, on avait déjà réuni les colléges pour l'élection des députés, et les élections avaient été faites sans esprit de parti et avec beaucoup de sagesse, la population n'ayant d'autre préoccupation que celle d'envoyer au parlement des citoyens capables d'affermir le nouvel ordre de choses et de restaurer les finances. En effet, la majorité des députés élus se composa de citoyens remarquables par leur intégrité ou par leurs talents.

La population attendait beaucoup des chambres législatives; le ministère espérait se soutenir par leur suffrage en face du prince, et de son côté le prince pensait y trouver des défenseurs contre le ministère et le peuple.

Le 5 juin approchait, et le ministère, selon la coutume des gouvernements constitutionnels, préparait le discours d'ouverture que le prince devait faire lire par son légat. Lorsque ce discours, rédigé dans un sens à la fois libéral et modéré, fut

soumis au Saint-Père, celui-ci éleva plusieurs objections, que je rapporterai ici, parce qu'elles suffiront pour caractériser les hommes et la condition des choses publiques à Rome.

Le paragraphe 2 était ainsi conçu : « Le Saint-Père veut que je vous fasse connaître que cet acte souverain de l'ouverture des conseils législatifs le remplit d'un vif et très-pur contentement. » Le Pape n'agréa pas qu'on parlât de son *vif et très-pur contentement;* il n'était nullement satisfait. Mamiani y substitua : *une haute confiance.*

En parlant des réformes politiques de l'État adaptées aux idées du temps, le paragraphe 3 concluait ainsi : « Maintenant, Messieurs, c'est à vous de raffermir le statut et d'élever jusqu'au faîte le grand monument. » Cette dernière phrase parut équivoque au Pape, comme si elle eût voulu énoncer un élargissement des libertés politiques; il trouvait le monument déjà bien assez élevé. Mamiani effaça la phrase.

Le paragraphe 4 commençait en ces termes : « Le Saint-Père ne cessera de prier l'Auteur de toutes les lumières pour qu'il dote vos esprits de la véritable sagesse civique..., etc. » Le Pape ne permit pas qu'on ajoutât la qualification de *civique* au mot *sagesse,* puisque la véritable sagesse était celle que le Saint-Esprit devait communiquer aux députés : Mamiani fit disparaître cet adjectif si mal agréé.

Le paragraphe 5 disait : « Le Saint-Père a l'entière confiance que votre coopération l'aidera à prouver au monde que Rome ne ferme pas les portes aux réformes et aux nouveautés fécondes assurant un bien durable à la société. » Le Pape s'offensa qu'on parlât d'une manière si absolue de ces portes ouvertes aux réformes et aux nouveautés. Mamiani modifia la phrase, annonçant que Rome ouvrait seulement les portes *aux réformes fécondes en biens certains et durables.*

Le paragraphe 6 était ainsi conçu : « La science moderne tend à améliorer la condition et à diminuer les misères du bas peuple. Sa Béatitude ne peut que vous recommander instamment une œuvre assez difficile, mais salutaire et charitable, qui est ordonnée aux hommes dans toutes les pages de l'Évangile. » Le

Pape s'étonna qu'il fallût recommander l'amélioration de la condition du peuple, *œuvre qui*, selon lui, *avait été en tous temps accomplie avec la voix et avec l'exemple par les pontifes*. Mamiani modifia le paragraphe, en disant que Sa Béatitude recommandait qu'on cherchât à améliorer la condition du peuple, *amélioration signalée dans l'Évangile et accomplie en tous temps avec la voix et avec l'exemple par les pontifes*.

Le paragraphe 8 commençait par ces paroles : « L'âme paternelle et italienne de Sa Sainteté a ressenti une vive consolation en voyant l'Italie renaître graduellement et avec calme à la vie publique et au rang de nation..., etc. » Le Pape ne voulut pas qu'on parlât *de son âme italienne*, et beaucoup moins de la renaissance de l'Italie à la vie publique accomplie avec calme. Mamiani effaça ces deux phrases.

Enfin, le paragraphe 10 s'exprimait ainsi : « Dieu, par la différence des langues et du sol, des races et des mœurs, a établi sur la terre les nations afin qu'elles jouissent d'une vie propre et glorieuse, et Dieu a accordé à l'Italie tous ces signes en caractères ineffaçables..., etc. » Le Pape déclara avec fermeté que lui, pontife de tous les catholiques, ne pouvait admettre cette distinction de nationalité entre les peuples comme dérivant d'un droit divin, tandis qu'elle n'était qu'un fait arbitraire et capricieux. Et parce qu'on lui fit observer que lui-même, pontife, avait, dans sa lettre adressée à l'empereur d'Autriche, reconnu et presque consacré le principe et le droit de la nationalité italienne, il répondit qu'il le savait bien, mais qu'il ne pouvait lancer cette doctrine au milieu des populations catholiques et leur apprendre à se distinguer par leurs nationalités, tandis qu'elles étaient obligées de se confondre comme un seul peuple pour adorer le Christ et son Vicaire sur la terre. Le paragraphe fut ainsi modifié : « Dieu, marquant aux peuples italiens leurs confins naturels, et leur accordant la même langue et les mêmes mœurs, a trop clairement manifesté qu'ils devaient former une seule nation qui, vivant d'une vie propre et glorieuse, pût répondre aux fins visibles et aux décrets de la Providence..., etc. »

Mais après s'être donné beaucoup de peine pour ces corrections, Pie IX crut qu'il ne pouvait s'en tenir là. Il déchira le discours des ministres et s'appliqua à en écrire lui-même un autre. Le 4 juin, veille de l'ouverture du parlement, le Saint-Père n'avait pas fini de composer son allocution; il prenait conseil du cardinal Altieri et de Mgr Bedini, à l'insu de ses ministres responsables. J'ai dit ailleurs que Pie IX, accordant le statut, n'avait pas cru innover dans les institutions de l'État; il persistait dans la même opinion, et le prince constitutionnel ne renonçait pas aux habitudes du prince absolu. Il fit de même pour la nouvelle loi sur la presse, qu'il n'avait demandée ni à ses ministres ni au conseil d'État, mais qu'il faisait élaborer par le dominicain Buttoni, maître du sacré palais, et par d'autres prélats. Les ministres en étaient indignés; aussi, lorsqu'on vint la leur présenter pour qu'ils n'eussent plus qu'à la signer et à la publier, ils répondirent que le prince, ayant fait de cette loi une œuvre de sa pensée, devait également la sanctionner et la publier comme un acte de sa volonté. C'était une loi monstrueuse, qui n'établissait pas la juridiction du jury et conservait la censure préventive ecclésiastique pour tous les ouvrages de théologie, de philosophie, de morale et de toutes les autres matières qui pouvaient avoir un rapport avec la religion.

Le 5 au matin, la ville était en fête, le municipe et le peuple ayant fait de grands préparatifs pour donner le plus grand éclat à l'ouverture du parlement. La rue du Corso était entièrement décorée; les députés et les membres du haut conseil, rassemblés dans une salle sur la place du Peuple et ceints d'écharpes tricolores, attendaient les carrosses de la cour pour se transporter, musique en tête, au palais de la Chancellerie, où devait se rendre en grande pompe le cardinal Altieri, légat du Pontife chargé d'ouvrir le parlement, dans la salle disposée pour les séances du conseil des députés. La procession était déjà en marche, lorsque les ministres connurent le discours que le Pape avait rédigé. Ce discours était une répétition, plus violente encore, de l'allocution du 29 avril, et de plus, on y méconnaissait non-seulement la cause italienne, mais la réunion même des

chambres législatives, en la déclarant une œuvre d'anarchie, un sacrilége. Il était évident que la pensée de Ferdinand II, qui avait fait provoquer à Naples la catastrophe du 15 mai, était passée dans l'esprit de Pie IX, lequel, ne pouvant bouleverser le pays avec les armes, voulait le faire au moyen d'un discours tout aussi provocateur.

Pendant que la procession s'avançait dans la rue du Corso, les ministres s'approchèrent du Pape et lui déclarèrent résolument qu'ils ne consentaient pas à la lecture de ce discours, qui ferait soulever toute la population; ils lui proposèrent de faire lire par son légat quelques paroles sans signification politique, en laissant aux ministres le soin de prononcer pour leur compte, à la séance suivante, un discours à leur gré. Pie IX entra alors dans une grande colère : il se plaignit qu'on le prît à l'improviste, qu'on exerçât sur lui une sorte de contrainte morale. Il prononça des paroles injurieuses, menaçantes, parla même de trahison, et chassa ses ministres sans vouloir rien entendre; les ministres déposèrent à ses pieds leurs portefeuilles avant de se retirer. Mais le danger était grand; le Pape n'avait pas le temps de nommer de nouveaux ministres; il aurait fallu pour cela gagner du temps et suspendre l'ouverture des chambres, lorsque leurs membres se trouvaient déjà rassemblés. Pie IX hésita; puis vint la réflexion : ses ministres furent rappelés; il fallut se rendre à leur proposition : le cardinal Altieri ouvrit le parlement sans dire un mot de politique.

Pie IX ayant obtenu à ce prix que les ministres restassent à leurs places tant qu'il n'aurait pas le temps de constituer un nouveau ministère et que le parlement n'aurait pas manifesté ses intentions, permit à Mamiani de refaire le discours qu'il prononcerait devant les chambres, en l'engageant à le soumettre d'abord à son approbation. Le discours fut écrit, et le Pape y trouva beaucoup à changer; il obtint quelques corrections insignifiantes. Je le rapporte tel qu'il fut conçu par Mamiani; mais ne pouvant le trancrire tout entier, à cause de sa longueur, j'y choisis les morceaux qui peuvent le mieux donner au lecteur une idée de ce chef-d'œuvre d'éloquence et de sagesse politique.

« Il faut, Messieurs, que les premières paroles qu'on entende prononcer dans cette salle soient des paroles de dévouement et de gratitude envers le prince immortel qui nous a accordé le statut. Pie IX a senti dans son cœur généreux que la charité chrétienne doit être capable de choisir le plus grand bien et le répandre spontanément, et que le choix spontané du bien n'est pas possible là où la liberté n'existe pas. Par conséquent, notre prince proclame enfin, après un long cours de siècles, dans cette très-noble contrée d'Italie, le règne de la liberté vraie et légale. Les garanties publiques qu'il nous a accordées reçoivent aujourd'hui leur complète réalisation; l'empire de la loi et les conseils de la raison publique succèdent à l'arbitraire, aux priviléges et à une tutelle gouvernementale très-restreinte et sans contrôle.

» La grandeur d'un peuple ne se mesure pas toujours d'après l'étendue de son territoire et de la puissance de ses armes, puisque toute grandeur vraie et solide vient de l'esprit et de l'âme. Or, quoique cette province italienne ne soit ni vaste ni formidable, nous pouvons nous montrer dignes d'accomplir de grandes œuvres; nous devons, avec courage et sans présomption, tenter par un effort magnanime de ne pas rester trop inférieurs aux souvenirs de Rome et à la hauteur auguste du pontificat.

» On a commencé ici une œuvre vaste et féconde, dont le résultat mettra un sceau ineffaçable à la civilisation de nos temps. Notre prince, dans la qualité de père de tous les fidèles, demeure dans la haute sphère de sa céleste autorité, vit dans la paix sévère des dogmes, dispense au monde la Parole de Dieu, prie, bénit et pardonne.

» En sa qualité de prince constitutionnel de ses peuples, il laisse à votre sagesse le soin de pourvoir à la plus grande part des affaires temporelles. Le statut, ajoutant sa propre sanction politique à la sanction catholique, déclare que les actes du prince sont saints et irresponsables; qu'il est l'auteur du bien seul; qu'il ne peut d'aucune manière prendre part au mal. Si l'on regarde la chose de ce côté, il est certain que lors même que le gouvernement représentatif n'existerait nulle part, il faudrait l'inventer pour les provinces romaines.

» Vous êtes donc appelés, Messieurs, à accomplir une grande œuvre profitable à tous les peuples, en aidant le souverain à élever jusqu'au faîte le nouvel édifice constitutionnel; et, outre cela, vous rendrez encore à tout le monde civil deux autres bienfaits très-notables : le premier consiste à donner à la liberté et aux garanties de la vie sociale et politique cette sagesse, cette moralité, l'élévation, la pureté et la durée que la religion seule imprime aux choses humaines, et dont les vertus et l'âme du Pontife sont un vif miroir et un modèle. Le second bienfait sera que la religion même fleurira désormais et grandira au sein de la liberté vraie et bien réglée; elle attirera ainsi les hommes beaucoup plus efficacement par la force suave de la persuasion et de la spontanéité, que ne pourraient le faire les moyens illusoires et extérieurs de la force temporelle. »

Puis Mamiani exposait ce que le ministère avait accompli depuis qu'il se trouvait au pouvoir; il parlait du rétablissement de l'ordre et de la tranquillité intérieure, de l'impulsion donnée à la guerre extérieure, du commandement des troupes pontificales confié à Charles-Albert. « Du reste, s'écriait-il à l'égard de la guerre, nous pouvons dire que nous avons suivi à peine et de loin l'ardeur impatiente de nos villes. Il y a dans l'histoire des peuples des moments suprêmes où l'esprit de nationalité les saisit et les émeut si profondément, que toute force opposée et adverse non-seulement se brise, mais sert au contraire à exciter et à grandir son antagoniste. Dans ces moments solennels, un seul sentiment, une seule résolution enflamme tous les cœurs et les domine; et cette unanimité puissante et spontanée, paraissant merveilleuse à ceux mêmes qui y participent, leur fait prononcer avec un enthousiasme sacré ce mot plein de vie et de force : *Dieu le veut!* »

A l'égard des rapports avec les États étrangers, Mamiani s'exprimait ainsi : « Les relations avec les peuples ultramontains, relations qui sont nécessairement très-étendues dans les mains du grand *Gérarque,* ne peuvent qu'être restreintes dans nos mains; ce qui, eu égard au moment actuel, est pour nous une joie, car notre plus grand désir, commun à tous les bons

Italiens, est que les autres peuples nous laissent agir, et que nous puissions par nous-mêmes pourvoir à nos destinées. Le plus grand malheur qui pourrait de nos jours tomber sur la nation italienne, ce serait l'amitié trop chaleureuse et trop active de quelque potentat étranger.

» Quant à l'Autriche et à la nation allemande, nous répétons avec plaisir en votre présence ce que nous avons affirmé ailleurs, c'est-à-dire que nous ne nourrissons point de haine, mais au contraire de l'estime et de l'amour pour la vertueuse et savante nation allemande; que nous serons prompts et préparés à offrir notre amitié aux Autrichiens mêmes le jour et à l'heure où le dernier de leurs soldats aura abandonné le dernier coin de la terre italienne. Et comme l'Italie n'a aucune ambition de conquêtes et ne veut pas dépasser ses confins naturels, elle désire lier le plus de rapports de bonne amitié qu'il lui sera possible avec les peuples qui l'environnent. »

Enfin, après avoir annoncé les lois qu'on allait soumettre à l'examen des chambres, Mamiani concluait en ces termes : « Messieurs, les temps sont plus que jamais orageux. Il y a dans les peuples trop d'impatience de changer l'ordre, et même les principes et les fondements des choses publiques. Tout ce que les siècles élevèrent lentement et avec effort est menacé de s'écrouler subitement. Mais après avoir détruit, il faut reconstruire avec beaucoup de solidité et de bonheur, et c'est en cela qu'on pourra seulement juger de la valeur de la sagesse civile moderne. Le ministère a pleine confiance que, rassemblés dans la ville éternelle à côté du siége indestructible du christianisme, vous voudrez accomplir l'œuvre si difficile de la reconstruction; et que, dans ces actes de paix et de civilisation, vous saurez égaler la gloire de nos frères qui, sur les rives du Mincio et de l'Adige, répondent par leurs armes et avec une bravoure héroïque, à l'étranger insolent qui lançait sur nos têtes l'accusation imméritée de déloyauté, de paresse et de lâcheté. »

Le discours ministériel fut lu le 9, et les sentiments italiens dont il contenait l'expression modérée furent fort applaudis. Cependant, les uns disaient que le ministère n'avait pas obtenu

l'approbation du Pape; d'autres assuraient que cette approbation avait été extorquée. Le député Charles Bonaparte, prince de Canino, mit le doigt sur la plaie, et demanda si ce discours était l'expression de la pensée du ministère amovible ou le programme du prince même. Mamiani répondit que le discours était l'expression de la pensée unanime du ministère, approuvée par Sa Sainteté. Chacun feignit de croire que cette approbation ne cachait aucun mécontentement. Grâce à la fiction constitutionnelle, les choses auraient pu marcher quelque temps ainsi; mais l'*Univers religieux,* journal de Paris, vint donner le signal d'alarme, auquel répondirent tous les journaux cléricaux d'Europe. Reléguer le Pape *dans la haute sphère de sa céleste autorité,* plutôt que le laisser au mileu de sa puissance temporelle; le réduire à vivre *dans la sereine paix des dogmes,* en l'éloignant de l'arène orageuse des affaires politiques; lui faire *dispenser au monde la Parole de Dieu,* et lui ravir la faculté de se servir de la Parole de Dieu pour s'emparer du monde; l'occuper *à prier, à bénir, à pardonner,* en le faisant cesser de commander et de punir: c'était assez pour faire crier à l'hérésie. L'*Univers* et les autres journaux attaquèrent le discours et le ministère, déclarant très-haut que Rome était gouvernée par les ennemis du Pape et de l'Église. Pie IX fut déclaré tantôt une victime, tantôt un complice de ses ministres; et sa position était si fausse, qu'on ne peut dire si son cœur était plus blessé par ceux qui le défendaient que par ceux qui l'accusaient.

Une dernière nouvelle vint augmenter sa douleur : les journaux annoncèrent l'annexion de la Lombardie au Piémont, déjà proclamée à Milan, et répétèrent les flatteries des partisans de Charles-Albert, ce qui mettait les autres princes italiens dans la crainte de voir leurs États aussi *fusionnés* dans la monarchie piémontaise. Dès lors, Naples et Rome commencèrent à redouter bien plus la fortune des armes italiennes que les trames des républicains.

Comme si Pie IX n'avait pas assez de motifs d'angoisse et de soupçons, Gioberti voulut y ajouter sa visite à Rome, où sa présence parut au Pape une menace. Gioberti était allé à Gênes, et

il arrivait à Rome, comme il disait, pour rendre hommage au pontife libéral qu'il avait été le premier à souhaiter à l'Italie. Il obtint à Rome plus d'encens encore que dans les autres villes : une garde d'honneur fut mise à sa porte; il reçut le droit de cité; la rue où il habitait fut appelée de son nom. Il fut entouré de personnages de tout rang, nobles et prélats, prêtres et moines, libéraux et rétrogrades; on l'appelait le maître de Pie IX; et lui, satisfait de planer sur un monde qui chantait ses louanges, fut assez bénin pour lui faire entendre sa voix et pour lui ouvrir ses oracles, en célébrant dans les cercles, sur les places publiques, les vertus de Pie IX, la valeur de l'armée sarde, les avantages de l'union de tous les peuples italiens. A l'égard de Charles-Albert, il s'abandonna à de tels éloges, que le parti clérical ne tarda pas à murmurer dans la ville contre lui, et à dire qu'il était arrivé à Rome pour conspirer contre les États de l'Église, contre la domination temporelle du Pape, en ajoutant que le roi sarde lui avait remis des sommes considérables pour étendre le nombre de ses partisans et pour détrôner tous les princes italiens. Pie IX, qui avait d'abord agréé une visite de Gioberti, eut lui aussi quelque soupçon, se plaignit des honneurs qu'on rendait à l'abbé piémontais, s'indigna de quelques phrases qu'il avait prononcées dans ses discours, désira son éloignement des États romains. Les prélats de la cour, la diplomatie, profitèrent des imprudences de Gioberti pour entretenir dans l'esprit du Pape les germes de la défiance et pour lui faire croire positivement que Charles-Albert conspirait contre lui. Pie IX fut confirmé dans ses idées par la délibération prise en Sicile de nommer roi le duc de Gênes. Voilà les fruits de l'ambition du roi sarde et des sermons de Gioberti ! On ne peut douter que la haine dont Léopold II, Pie IX et Ferdinand II étaient animés contre la cause italienne, ne fût fortifiée et jusqu'à un certain point justifiée par les intrigues du parti albertiste. Parmi les autres plaintes qui devaient plus tard se faire entendre sur le rocher de Gaëte, on ne manqua pas de rappeler que Charles-Albert visait à usurper tous les trônes italiens, et on en donna comme une des preuves principales le voyage de Gioberti.

En attendant, le conseil des députés et le haut conseil se constituaient, nommant leurs présidents et leurs vice-présidents. Ensuite, chacun des deux conseils nommait une commission pour faire une réponse aux discours du légat pontifical et du ministère. D'autres commissions étaient chargées de rédiger le règlement des chambres. Les premières séances n'offrirent pas d'intérêt. On perdait le temps en discussions oiseuses, comme celle où le prince de Canino invectiva violemment le député Mariani, qui devait être plus tard un des triumvirs de la république expirante, et qui avait alors déclaré les républicains indignes du nom d'Italiens, affirmant que l'on ne devait placer sa confiance que *dans les amis de la souveraineté pontificale*. Un autre jour, on parla de la guerre, et ceux qui prononcèrent des paroles généreuses, ou qui firent le plus de bruit, furent les seuls à obtenir les applaudissements des tribunes. Le ministre sarde, présent à la séance, se crut insulté par Canino, qui, bien qu'admonesté par le président, méconnut son autorité au point qu'il n'y eut plus moyen de le faire taire. Toutes ces discussions ne servaient qu'à laisser prendre de la prépondérance aux députés du parti avancé, dont la force était dans les tribunes plutôt que dans l'assemblée même.

Le jour de l'anniversaire de l'élection de Pie IX, les députations des deux chambres allèrent lui présenter leurs félicitations. Le peuple aussi voulut dans cette occasion renouveler une de ses processions ordinaires au Quirinal; mais elle fut peu nombreuse, peu gaie, et ce fut la dernière.

Dans la séance du conseil des députés du 23 juin, Lunati, ministre des finances, parla de la condition du Trésor public. Il constata dans le budget ordinaire de l'année courante un déficit d'environ trois millions d'écus; outre cela, le ministre de la guerre demandait un subside extraordinaire de deux millions d'écus. L'État avait besoin de se procurer de nouvelles ressources, et le ministre proposait de nouvelles taxes sur les rentes, sur les échanges, sur les crédits produisant des intérêts, sur les appointements des employés du gouvernement et des communes, et enfin la création de certains bons du Trésor qu'il fallait

mettre en circulation comme monnaie légale. Cette proposition, qui impliquait une création de papier-monnaie sans bornes, donna l'occasion au député Canino de s'écrier, au milieu des applaudissements des galeries, qu'il fallait plutôt imposer des taxes somptuaires, frapper le luxe, grever les riches! Ses paroles furent accueillies par ses collègues comme *des stupidités économiques!* Le conseil renvoya la proposition du ministre à une commission de finances. Après quoi, le député Cicognani critiqua cette manière de proposer des lois sous la forme d'ordonnances ministérielles, et demanda que la proposition en fût faite au nom du Pontife, comme cela se pratiquait dans tous les États constitutionnels. En outre, le haut conseil avait approuvé que le vote serait secret; cette mesure avait été décriée par tous les journaux et approuvée par le Pape. Quelques députés interpellèrent les ministres, blâmant la délibération du haut conseil et en reversant la faute sur Mamiani; Mamiani, tout en protestant de son respect envers le haut conseil, ne s'abstint pas de réprouver, lui aussi, la mesure adoptée, et il expliqua son opinion, favorable à la publicité du scrutin. Enfin, la chambre accorda un vote de confiance au ministère, qui le demandait pour se faire fort, disait-il, contre l'insubordination du peuple. Ce n'était qu'une partie de son but; l'autre partie, qu'il taisait, était de se faire fort contre l'insubordination du Pape.

Si l'on avait eu seulement à résister à la pression des députés les plus avancés, des tribunes et de la place, le ministère n'aurait pas eu trop d'un parfait accord entre lui et le Pape; mais les ministres, voulant rester sur le terrain constitutionnel, se trouvaient placés entre deux ennemis, dont l'un voulait marcher en avant, l'autre rétrograder vers le passé. Malheureusement, Pie IX et Mamiani ne faisaient que s'éloigner l'un de l'autre chaque jour davantage; on commettait des fautes des deux côtés.

Le Pape s'entretenait volontiers avec les députés et les nobles membres du haut conseil, auxquels il parlait ouvertement de vouloir changer son ministère, parce qu'il n'avait en lui aucune confiance. Les membres des conseils législatifs ayant connu la volonté du prince, se partagèrent en deux factions, dont l'une

favorisait le Pape, l'autre Mamiani. Les journaux prirent parti, eux aussi, les uns contre Mamiani et les libéraux outrés, les autres en faveur du ministère. Au dehors de l'Italie, l'*Univers* imprimait à Paris des lettres insolentes contre les ministres, lettres qu'on traduisait, qu'on imprimait en secret, et qu'on répandait dans les provinces de la Romagne. On saisit une de ces feuilles clandestines, et il fut prouvé qu'on l'avait répandue avec le consentement du Pape. Un autre jour, on saisit une lettre du cardinal Soglia, écrite en chiffres, et adressée aux nonces; les journaux en firent l'objet de polémiques violentes; la malignité des interprétations qu'on donnait à ces chiffres força Pie IX à choisir, comme le moindre des maux, le parti de donner lui-même des explications à Mamiani : la lettre ordonnait aux nonces d'obéir au secrétaire du Pontife et non au ministère. Cette correspondance en chiffres et la presse clandestine, admises et pratiquées à la cour, firent perdre à Pie IX jusqu'au dernier reste de la confiance publique. De même, cette habitude de parler toujours de sa volonté de changer de ministère sans le faire, n'était qu'une déclaration de son impuissance : Pourquoi parler de ce qu'on n'ose exécuter? Cette faiblesse de Pie IX, l'incertitude du ministère, la division introduite parmi les représentants de la nation, ne pouvaient qu'aider les manœuvres de tous ceux qui avaient de sinistres projets, et ceux-ci attisaient le feu, les rétrogrades à la cour, les républicains sur la place, les uns visant à troubler l'esprit du Pape, les autres à se servir de Mamiani comme d'un instrument qu'ils se réservaient de briser.

De son côté, le cabinet refusait au Pape la réunion des deux portefeuilles des affaires étrangères ecclésiastiques et laïques, réunion que Pie IX souhaita ardemment dès qu'on eut saisi les lettres en chiffres du cardinal Soglia. L'esprit qui animait ce souhait n'était pas un mystère : le Pape ne voulait être ni gêné ni contraint à recourir à des artifices dans les relations qu'il lui aurait plu d'entretenir avec les puissances étrangères. Mamiani ne put consentir à la réunion des deux portefeuilles. On voulut établir au moins que les deux charges resteraient séparées, mais qu'elles seraient également confiées à des prélats. Mamiani

refusa. On pourra dire qu'il était insensé de vouloir maintenir malgré le prince cette séparation de portefeuilles; que tous les nonces étaient des ecclésiastiques, et pour cela dévoués au Pape; que l'institution d'un ministre laïque pour les affaires extérieures laïques dans lesquelles on ne voulait pas que le clergé eût à se mêler, était une sottise, puisqu'il fallait s'attendre à ce que les nonces désobéiraient à ce ministre désavoué par le Pape; que les ambassadéurs étrangers à Rome faisaient semblant de correspondre avec le ministre laïque, mais qu'ils n'étaient réellement d'intelligence qu'avec le cardinal secrétaire d'État; que les puissances étrangères, pour qui Pie IX était le Pape plutôt qu'un prince italien, ne voudraient avoir de rapports qu'avec le chef du catholicisme et avec le ministre qui était seul en possession de sa confiance; que cette obstination à vouloir maintenir, malgré la volonté du Pape, la séparation des deux portefeuilles, ne faisait donc que nuire à la concorde et à la tranquillité intérieure sans produire au dehors aucun avantage. Mais qu'était devenue la concorde? Où existait la tranquillité intérieure? Le masque était tombé, la guerre déclarée : tout le monde savait où les partis extrêmes voulaient en venir. Mamiani eut le courage de s'interposer entre deux conspirateurs; il voulut rendre possible, par son énergie, la conservation des institutions constitutionnelles. Devait-il consentir à la réunion demandée? Mais dans quel gouvernement constitutionnel du monde a-t-on vu un ministère décapité gouverner l'État, tandis que le prince a le monopole et le secret des affaires extérieures? Un ministre de cette sorte, ignorant la nature des rapports que le pays entretient avec les puissances étrangères, peut-il répondre de la tranquillité et de la liberté de ce pays? Mamiani pouvait-il se reposer sur ce que lui en aurait dit un secrétaire non responsable et obéissant à un prince qui ne se cachait plus d'être l'ennemi de l'état actuel de la chose publique? D'ailleurs, qui rendait impossible la séparation des affaires étrangères concernant l'Église, de celles qui intéressaient l'État? N'était-ce pas l'insubordination des nonces? N'était-ce pas la conspiration permanente de la diplomatie étrangère contre les libertés italiennes? C'était tout cela. Mais de ce

mal, Mamiani en était-il la cause? Qu'aurait-il fait en cédant? Pas moins que capituler avec les ennemis de l'Italie. La source principale de tous les obstacles au maintien de la séparation des deux charges se trouvait dans le mauvais vouloir du Pape envers les institutions constitutionnelles, qu'il ne comprenait pas, et qu'il repoussait si elles devaient être un empêchement au pouvoir nécessairement absolu dans un prince-prêtre. Tout cela indiquait que le Pape ne voulait pas, ne savait pas se résigner à une des premières nécessités du temps : la séparation des deux pouvoirs spirituel et temporel. Ce qu'il voulait, nous le verrons plus tard lorsque le ministère Mamiani sera tombé.

Vinrent ensuite les adresses en réponse au discours de la couronne. Celle du conseil des députés, après les remercîments ordinaires faits au Pape pour avoir appelé le peuple à l'exercice de la vie politique, exprimait le désir que le gouvernement prît le soin de restaurer les finances, de fortifier le crédit, d'améliorer toutes les branches de l'administration publique, de réformer la police conformément à la civilisation des temps, en lui donnant la force de garantir l'ordre, et en lui refusant celle d'épier les pensées, de vexer, d'enlacer de mille manières la liberté individuelle. On désirait des lois et des tribunaux conformes à ceux qui existaient dans les autres États italiens; le débat public en langue italienne, sans aucun privilége de forum; l'abolition de la confiscation et de la peine de mort. Après avoir assuré la vie et l'honneur, on espérait que la propriété serait dégagée de tout lien, qu'on pourvoirait à l'instruction et à l'éducation civile du peuple, que les communes auraient des administrateurs élus sur place par le suffrage public, que la juridiction et les rentes des communes seraient séparées de celles de l'État; enfin, on s'attachait à montrer qu'il fallait pourvoir à l'amélioration de la condition de toute cette partie du peuple qui vit de son travail, rendre moins dur le système pénitentiaire, organiser la garde nationale. Après cela, on arrivait à faire entendre au Pontife des choses qui devaient lui être très-désagréables, puisqu'on venait lui déclarer que le conseil sympathisait avec les idées politiques de Mamiani. En effet, on remerciait le

Pontife *d'avoir accompli une œuvre mémorable et digne de son nom, en distinguant dans sa personne l'autorité de chef de l'Église, de la juste puissance d'un monarque;* par conséquent, l'amour pour la foi qu'il gardait et enseignait donnait à tous une garantie qu'il consoliderait la paix et la félicité publiques *en transmettant aux ministres responsables l'exercice du pouvoir temporel.* De cette manière, disait-on, les représentants du peuple, d'accord avec les ministres, *pourront pourvoir le mieux et le plus tôt qu'il sera possible à l'autonomie et à l'unité de la nation italienne, but des communs désirs.* Et on poursuivait en adressant au Pape ces paroles : « Nous n'avons pas besoin de vous animer à former la ligue italienne, que vous avez été le premier à concevoir et à désirer; au contraire, nous nous promettons de la voir bientôt conclue, principalement entre les deux soutiens sur lesquels l'Italie s'appuie, l'épée de Charles-Albert et l'autorité de la papauté. Mais puisque cette ligue ne peut avoir d'autre lien qu'une Diète nationale, nous faisons des vœux très-ardents pour que vous-même en soyez à Rome le principe et le centre. » Relativement à la politique étrangère, on exhortait le Pape à demander compte au roi de Naples de l'injure qu'il avait faite à l'Italie en rappelant ses troupes du Pô; à pourvoir immédiatement aux besoins de la guerre, puisqu'il était digne de lui que son peuple ne posât pas les armes avant que la patrie commune n'eût conquis ses frontières naturelles. L'Allemagne ne pouvait vouloir refuser à d'autres peuples cette nationalité qu'elle réclamait pour elle-même. Si elle eût voulu, au contraire, se faire le champion de ceux qui refusaient à l'Italie le droit de s'appartenir, on engageait le Pape à se donner de nouveaux alliés, en acceptant les offres que faisaient aux Italiens les valeureux Hongrois. Il y avait enfin une allusion au dissentiment relatif au ministère des affaires étrangères, et en se prononçant en faveur de Mamiani, on s'exprimait ainsi : « Ce serait une présomption insensée de vouloir répondre de la tranquillité, de l'ordre, de la liberté intérieure, sans examiner et connaître à fond les rapports existant avec les puissances étrangères, par le moyen d'un ministre responsable. »

Le haut conseil, bien que composé de prélats et de princes ennemis de la liberté, suivait par nécessité le courant de la multitude. Par conséquent, son adresse en réponse au discours de la couronne ne fut pas différente de celle de la Chambre des députés, et il réclama lui aussi les mêmes réformes : la ligue italienne, la séparation des deux portefeuilles des affaires étrangères, la guerre contre l'Autriche, l'alliance avec les Hongrois.

Le Pape, sachant à quoi s'en tenir sur la portée des paroles qu'il avait convenu à ses amis du haut conseil de lui adresser, se borna à leur répondre en peu de mots, qu'ils connaissaient déjà ses volontés ; que, quoique les temps fussent très-difficiles, il se sentait fortifié par l'entourage de personnes qui savaient *que l'élément religieux était le seul digne de mériter un plus large développement, le seul efficace pour rendre heureux le pays.*

La réponse que Pie IX fit aux députés de la nation fut beaucoup plus incisive et plus âcre. J'en rapporterai les principaux passages. « Nous recevons, disait le Pape, la réponse au discours prononcé en notre nom par le cardinal que nous avons expressément délégué à l'ouverture des deux conseils, déclarant en accueillir uniquement cette partie qui ne s'éloigne pas des prescriptions du statut. — Si le Pontife prie, bénit et pardonne, il a aussi le devoir de dissoudre et de lier. Et s'il appelle, comme prince et en vue d'améliorer l'État, les deux conseils à délibérer avec lui, le prince-prêtre a besoin de toute sa liberté afin qu'on ne puisse paralyser son action dans le soin des intérêts de la religion et de l'État. — Si les désirs pour la grandeur de la nation italienne s'augmentent, il est nécessaire que tout le monde sache de nouveau que le moyen de l'atteindre n'est pas, quant à nous, la guerre. Notre nom a été béni sur toute la terre, à cause des premières paroles de paix qui sortirent de nos lèvres ; il ne le serait plus si nous prononcions des paroles de guerre. Nous avons donc été bien étonné d'entendre le conseil exprimer des vœux sur un sujet désapprouvé par les déclarations que nous avons déjà faites. — L'union entre les princes, la bonne harmonie entre les peuples de la Péninsule, voilà ce qu'il faut pour procurer la félicité désirée. Cette concorde exige que nous em-

brassions tous également les dominateurs de l'Italie, l'Autriche et le roi de Naples les premiers, car l'harmonie qui doit conduire à l'accomplissement des vœux publics ne peut naître que de notre étreinte paternelle. — J'espère que dans vos délibérations vous serez guidés par la conviction que la grandeur de cet État dépend du respect envers les biens, les droits, les priviléges et les lois de l'Église, et de l'indépendance du souverain Pontife.— Des réformes sont indispensables au pays : on y songera. L'ordre public réclame les premières sollicitudes, et il est temps que les ministres commencent à y consacrer leurs pensées. Quant à l'instruction et à l'éducation du peuple, sachez que le Seigneur n'a accordé le droit et le devoir d'enseigner qu'à l'Église et à ses apôtres.— Soyez d'accord entre vous, avec le haut conseil, avec nous, avec les ministres. Souvenez-vous que Rome n'est pas grande par son domaine temporel, mais parce qu'elle est le siége de la religion catholique. Respectez donc cette suprématie universelle, sans vous laisser égarer par certaines théories très-bornées. Celui qui est profondément pénétré de la religion ne peut pas s'occuper d'autre chose. »

En considérant le discours des députés et la réponse du Pape, on voit clairement dans ces documents un signe de la grande confusion qui régnait dans les esprits. Les députés s'étaient laissé trop dominer par le désir du bien, sans songer à ce qu'il était possible d'obtenir de Pie IX. Exprimer des vœux de réformes à un souverain qui se plaignait de celles qu'il avait déjà faites, toucher à la discorde allumée entre le prince et le ministère, préconiser le parti de la guerre que le Pape avait solennellement condamné, vouloir qu'il formât aussi une ligue avec les Hongrois, c'étaient des choses qui devaient inévitablement provoquer la colère de Pie IX. Il plaçait l'État dans l'Église; la grandeur de l'État, le bonheur du peuple, dans le respect envers les priviléges du clergé. Il expliquait l'indépendance de l'Italie par l'indépendance du souverain Pontife. Il ne connaissait pas d'Italiens : il ne connaissait que des fidèles. Il cessait d'être prince en prenant le caractère de pontife, et cessait d'être pontife en prenant le caractère de prince. Il devenait ainsi insaisissable.

D'un autre côté, le prince écrivait et lisait son discours de réponse sans que les ministres en eussent connaissance. Il commençait par dire qu'il acceptait l'adresse des députés seulement comme réponse aux paroles de son légat; il exprimait un blâme formel pour le fameux programme du ministère, auquel les députés avaient principalement répondu; il condamnait même ce programme, et non satisfait de répondre aux députés, il critiquait ce que Mamiani avait dit sur les attributions du Pontife et revendiquait aussi pour lui celles de dissoudre et de lier, comme si Celui qui a dit que son royaume n'était pas de ce monde, ait jamais voulu par ces paroles constituer ses apôtres les maîtres du monde; comme si le pouvoir temporel des pontifes n'a pas été principalement l'œuvre de Charlemagne, qui voulut ainsi récompenser Léon de l'avoir aidé à usurper le trône de France. Ensuite, Pie IX affirmait que le prince-prêtre avait besoin de toute sa liberté pour la direction des intérêts de la religion et *de l'État,* de sorte qu'il était impossible de comprendre sa doctrine constitutionnelle. Puis il condamnait de nouveau la guerre, confondant les paroles de paix relatives à l'amnistie et la paix avec l'Autriche. Sa manière d'expliquer l'Évangile n'était pas moins étrange, lorsqu'il revendiquait pour l'Église le droit absolu d'enseigner, comme si expliquer la Parole de Dieu et apprendre à lire étaient une seule et même chose. Enfin, il recommandait la concorde avec les ministres, qu'il censurait doublement en les engageant à pourvoir désormais à l'ordre public.

L'aspect des choses commençait donc à se troubler sérieusement en Italie vers la fin de mai. Les manifestations de défiance des princes italiens envers Charles-Albert augmentaient chaque jour. Le roi de Naples, après avoir mitraillé la liberté dans les rues de sa capitale, rappelait ses soldats du Pô. La Sicile, appliquée à défendre son existence municipale, déchirée par des factions intestines inutiles à elle-même et à l'Italie, approchait de sa ruine. Pie IX priait Dieu pour nuire à Charles-Albert, et après avoir été le mobile involontaire de la révolution italienne, il préparait ses funérailles. Le grand-duc de Toscane, se souve-

nant qu'il était prince autrichien, attendait impatiemment le moment du parjure et de la vengeance. La Vénétie était livrée à l'ennemi, par haine contre la république; la Lombardie, placée entre deux ambitieux qui se disputaient sa conquête, n'avait plus cette énergie qui s'y était développée lorsque son peuple combattait pour s'appartenir. Le Piémont restait seul sur le champ de bataille avec une armée de 80,000 hommes. Il n'avait avec lui ni les princes, ni les peuples italiens, ni la diplomatie étrangère. Tout le mouvement italien allait aboutir à une catastrophe. Il avait manqué aux Italiens un grand citoyen pour les réunir autour de lui; il manquait à l'armée sarde un grand capitaine pour la conduire à la victoire.

CHAPITRE V.

Siége de Peschiera. Plan de campagne de Radetzky. Combat du Caffaro. Combat héroïque de Curtatone et Montanara. Combats de Colmasino, de Cisano et de Novene. Reddition de la forteresse de Peschiera. Bataille de Goito. Fautes de Charles-Albert. Il cherche sous Mantoue l'armée autrichienne, qui s'est retirée à Legnago.

Après avoir exposé les événements qui eurent lieu dans le mois de mai à Naples et à Milan, et après avoir mené mon récit jusqu'à juin pour ce qui regarde Rome, j'ai besoin de retourner sur mes pas pour rejoindre les Piémontais sous Peschiera. On avait résolu de commencer les opérations par la prise du fort Mandello, ouvrage extérieur, et puis d'ouvrir des tranchées pour battre le corps de la place. Jusqu'au 18 mai, comme je l'ai dit ailleurs, on avait travaillé à construire quatre batteries sur les points les plus avantageux; les pluies torrentielles en avaient rendu l'armement très-difficile; les chars et les canons s'enfonçaient profondément dans la terre, et tout l'effort des chevaux ne suffisait pas à les tirer de là; la nuit du 16 au 17 avait à peine suffi pour mettre en place un seul canon. On avait substitué aux chevaux les bras des artilleurs et des soldats, et il n'en fallait pas moins de deux cents pour traîner un canon.

Le 18, on ouvrit le feu. Deux compagnies servaient les quatre batteries placées sur la gauche du Mincio; une troisième, commandée par le capitaine Avogadro, occupait la batterie élevée sur la rive droite, et avait l'ordre de soutenir le feu en même temps que celles de la rive gauche, afin de distraire l'attention de l'ennemi du point principal de l'attaque. Charles-Albert arriva au camp, et, de la colline de Saint-Lorenzino, observa le feu de ses batteries et les défenses de la place. Les artilleurs autrichiens s'aperçurent de sa présence et lui envoyèrent une salve si bien dirigée, que plusieurs officiers tombèrent morts à ses côtés; le

roi, impassible, se borna à dire que l'ennemi commençait à mieux tirer. Mais la pluie, qui ne cessait de tomber avec violence, enfonçait les plate-formes des batteries piémontaises; le feu vigoureux de la place tuait peu de monde, mais rompait, abattait les parapets des assiégeants. Après deux heures, on dut suspendre l'attaque.

La pluie cessa, on répara les dégâts des batteries, et le 21 les Piémontais purent reprendre le feu avec beaucoup de vivacité; vers le soir, la poudrière du fort Mandello sauta, et presque tous ses canons furent démontés. Le 22, on ouvrit sans opposition la tranchée à 600 mètres de la place. Le 23, les Autrichiens, ayant remplacé tous les canons démontés, recommencèrent le feu, qui continua des deux côtés jusqu'au 25. Plusieurs maisons prirent feu dans la place. Les Piémontais auraient voulu donner l'assaut au fort Mandello; mais, à la suite d'une reconnaissance, on s'aperçut que ce fort se composait de trois parties distinctes, dont les deux premières, n'ayant pas de crépi, pouvaient être escaladées, et la troisième était couverte de murailles des deux côtés et entourée d'un fossé avec de l'eau, mais sans réduit: il était donc évident que, même en s'en emparant, on n'aurait pas pu s'y maintenir sous le feu de la place. Peschiera était plus forte qu'on ne l'avait cru. On augmenta donc le nombre des batteries, on fit venir d'autres canons, et on continua les travaux d'un siége régulier.

Un corps d'Autrichiens s'étant montré à proximité de Peschiera pour secourir la place, le général Passalacqua commanda aux capitaines de Biller et Pralormo de faire une reconnaissance avec une compagnie de bersaglieri et un escadron de cavalerie. Arrivés tout près de Dossobono, ils surent qu'il y avait dans le bourg un détachement ennemi. Ils disposèrent les bersaglieri à droite et à gauche du bourg, et Pralormo y entra avec la cavalerie. Mais il y trouva les Autrichiens plus forts qu'il ne l'avait pensé; une ligne de chasseurs tyroliens couvrait un camp formé d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie. Le petit corps des Piémontais aurait été fait prisonnier sans le courage du capitaine Pralormo, qui ordonna sur-le-champ la charge. Ce premier choc

impétueux fit rétrograder l'ennemi et le mit en désordre. Pendant ce temps, de Biller et lui eurent le temps de battre en retraite sans être molestés.

Le même jour, 26, les forts de Peschiera ne tirèrent que quelques coups, tandis que les batteries de siége continuèrent à battre vivement la place; on poussa en avant les tranchées. On vit s'élever au-dedans de Peschiera un vaste incendie. Quelques déserteurs dirent que la garnison, se trouvant réduite à un quart de ration, ne pouvait plus résister à la faim; que les artilleurs manquaient, puisqu'ils avaient été toujours en petit nombre et que plusieurs étaient morts; il y en restait à peine 600 pour servir 127 canons. Les Croates, qui composaient la garnison, avaient volé à Milan, à Lodi, à Creme, à Peschiera même, une quantité immense de monnaie, d'argenterie, de diamants, et désiraient surtout mettre leur butin en sûreté; aussi faisaient-ils le service à contre-cœur et parlaient-ils de leur désir de s'éloigner pour défendre leur pays contre les Hongrois. On racontait aussi qu'ils avaient jeté dans le Mincio, pendant la nuit, les vivres qui restaient dans la place. Charles-Albert, considérant la détresse qui affligeait l'ennemi, et sachant d'autre part que Radetzky, grâce au renfort qu'il avait reçu, pourrait tenter quelque entreprise hardie, envoya le major Lamarmora féliciter le général Ratt de sa belle défense et lui proposer une honorable capitulation. Ratt répondit qu'il fallait d'abord lui permettre de prendre des renseignements sur la position des deux armées et d'expédier à Vérone un de ses aides-de-camp pour en conférer avec le maréchal Radetzky. Mais le roi refusa tout cela; il fit savoir au général quelle était la position des deux armées, en l'assurant sur sa parole d'honneur de la véracité de son rapport. Ratt demanda alors vingt-quatre heures de réflexion, et le jour suivant, il réclama encore quatre jours de délai. Charles-Albert comprit que le général se fondait sur l'espérance d'être secouru par Radetzky; néanmoins, les tranchées se trouvant alors à peine terminées, il réfléchit qu'il fallait encore cinq jours pour établir les batteries de brèche avant de commencer le feu; puis il fallait donner l'assaut, qui était très-difficile dans un large fossé pourvu

d'eau courante : ces motifs le décidèrent à consentir à la demande du général, à la condition cependant qu'on lui donnerait pour quatre jours en ôtage le commandant des Croates. Ratt refusa. Le 28, il fallut donc recommencer le feu avec une vigueur redoublée; les assiégés y répondirent avec fermeté, malgré leur détresse, ayant toujours en vue le secours qu'ils espéraient de Radetzky.

Radetzky, ayant eu deux mois pour réunir une armée considérable, songeait non-seulement à secourir Peschiera, mais, certain de l'incapacité militaire de Charles-Albert, il préparait contre lui un plan très-hardi : il se proposait d'attaquer avec toutes ses forces la droite de l'armée royale, placée sur le Mincio. Pour diminuer la résistance, il avait commandé des diversions sur la gauche et sur les frontières du Tyrol, afin de forcer Charles-Albert à détacher des troupes pour accourir à la défense des points menacés. A cet effet, le 20 mai, il avait fait tenter par quelques régiments le passage du Stelvio et du Tonal; la bravoure des Italiens, aidée par les localités, avait repoussé cette attaque. Mais la diversion la plus importante était réservée aux lignes du Caffaro, attendu que, ces lignes enlevées, la province de Brescia eût été menacée, et le roi sarde aurait été obligé d'y envoyer une brigade pour défendre Brescia et couvrir le siége de Peschiera.

La position du Caffaro était défendue par les volontaires italiens, parmi lesquels le général Durando avait introduit un peu d'ordre. Ces jeunes gens frémissaient de rester depuis un mois et demi campés et immobiles sur de hautes montagnes couvertes de neige, mal vêtus, exposés à toutes les privations, attendant toujours l'ennemi, et ne pouvant le chercher et le provoquer. Le 22, ils se réjouirent de se voir attaqués. La position qu'ils occupaient, dominant le pont sur la route qui conduit directement à Brescia, pouvait être attaquée de front ou être tournée sur la gauche par la route qui va de Lodrone à Bagolino; cette dernière attaque, vu les difficultés du terrain, ne pouvait être que secondaire. Les Italiens occupaient le pont du Caffaro, qui est protégé par le château des comtes de Lodrone; ils avaient

placé dans les jardins du château deux canons, et un troisième sur la droite de la rivière, d'où l'on domine la plaine. En outre un détachement de Lombards occupait Bagolino, pour parer à une diversion de l'ennemi. Mais la position des Italiens était défectueuse, parce qu'elle était sur la gauche dominée par le mont Tonolo, qui n'avait pas de défenseurs et qui s'élève à une demi-portée de fusil du Caffaro et du château de Lodrone. On a dit que Durando se proposait de changer la position de ses troupes; mais le 22 il n'était pas au camp, et il faut ajouter que les différents corps de volontaires n'y étaient pas tous rassemblés.

Les Autrichiens s'avançaient forts de 3,000 hommes, avec trois canons de campagne et une batterie de raquettes. Ils se présentèrent, le matin du 22, devant le pont, résolus à le forcer, et un de leurs bataillons détachés se dirigea par la route de Lodrone vers Bagolino. Les Italiens opposèrent pendant quelque temps une vive résistance; mais leur position ne fut plus tenable dès que l'ennemi, ayant occupé le Tonolo, les domina et les foudroya de cette hauteur. Ils se retirèrent en deçà de la rivière, continuant le combat bien plus pour se garantir et pour sauver leurs canons que pour conserver la position qu'ils occupaient. Les Autrichiens ayant occupé le château de Lodrone, les écrasaient. Quant à eux, complétement abandonnés, puisque leur général était absent, au lieu de se rejeter sur le mont Suelo par la route qui conduit à Bagolino et qui domine entièrement le pont, ils prirent la direction de la route d'Anfo et abandonnèrent ainsi, avec beaucoup de pertes en morts et en prisonniers, le pont qui était la clef de défense de toute la ligne.

Ce fut alors que le général Durando arriva sur les lieux. Il n'y avait pas de temps à perdre. Il fallait rebrousser chemin, se précipiter sur le Caffaro et chasser l'ennemi au-delà de la rivière ou tâcher d'occuper le mont Suelo, d'où les Autrichiens, se trouvant attaqués par derrière, auraient dû rétrograder et perdre ainsi le fruit de la victoire. Vu l'état et la qualité de ses troupes, Durando choisit ce second parti; mais pour réussir, il fallait être secondé par la négligence de l'ennemi, qui n'aurait pas songé à occuper le mont Suelo avant de s'avancer vers Anfo. Après avoir

réuni ses soldats et avoir expédié un de ses aides-de-camp à Salò pour commander à Manara de le rejoindre promptement avec son bataillon, Durando se mit en marche vers le mont Suelo. C'était une marche de deux heures au moins qu'il fallait faire pour y arriver, tandis que les Autrichiens, maîtres du pont du Caffaro qui s'appuie à ce mont, n'avaient qu'à y monter pour s'en emparer. Mais les Autrichiens, enivrés par la victoire, avaient oublié les règles les plus simples de la guerre. Sans se donner aucun souci du mont Suelo qui les tournait, ils ne songeaient qu'à saccager le château de Lodrone et les maisons du Caffaro avant de passer la rivière et de poursuivre les Italiens. Ceux-ci purent donc occuper sans difficulté le mont, et commencer de là un feu violent contre l'ennemi, qui, s'étant aperçu trop tard de sa faute, s'efforça vainement de chasser les Italiens de leur position : toutes ses tentatives furent repoussées. Pendant qu'on combattait de ce côté, la colonne autrichienne qui avait été dirigée sur Bagolino pour tenter une diversion vers ce point, poursuivait sa marche, lorsqu'elle s'arrêta et hésita à la vue du combat engagé sur le mont Suelo, combat que les Autrichiens ne pouvaient s'expliquer, car ils ne pouvaient supposer que ces mêmes troupes italiennes qu'ils avaient forcées quelques heures auparavant à reculer devant eux, les attaquassent maintenant sur leurs derrières. Durando, qui voyait du haut du mont Suelo l'hésitation de cette colonne ennemie, envoya l'ordre à un bataillon de Brescia, qui avait été placé à Bagolino, de s'avancer et d'attaquer les Autrichiens. La rencontre eut lieu à Ricco-Massimo, et le combat fut très-acharné. Les Bressans se battaient vigoureusement, et leurs compatriotes, qui les regardaient du haut du mont Suelo, les encourageaient par des cris et des battements de mains. Enfin, les Autrichiens furent refoulés vers Lodrone. Sur ces entrefaites, deux canons arrivaient sur le mont Suelo, et leur feu foudroya le château de Lodrone et le pont du Caffaro : ce qui déconcerta complétement les Autrichiens et les obligea à se retirer. Une erreur grossière qu'ils avaient commise, et dont le général italien sut habilement profiter, changea ainsi leur premier succès en déroute, sauva la province de Brescia, et

laissa un libre cours au siége de Peschiera et aux opérations de l'armée piémontaise.

Cette armée occupait toute la ligne depuis Mantoue jusqu'à Peschiera; ses masses principales étaient à Sainte-Justine, à Sona, à Sommacampagna, à Villefranche et sous les murs de Peschiera. Les communications de l'ennemi étant libres entre les garnisons de Vérone et de Mantoue, on pouvait présager que Radetzky, au besoin, profiterait d'une de ces garnisons pour défendre l'autre, ou qu'il les réunirait pour prendre l'offensive. Quelques lettres interceptées aux Autrichiens avaient révélé que c'était là le dessein du maréchal. Le 28 mai, le major-général Passalacqua, qui se trouvait à Villefranche, fit parvenir au général Bava l'avis qu'un corps ennemi, suivi d'artillerie et de cavalerie, était sorti de Vérone la veille au soir et était arrivé le matin même à Isola della Scala, d'où il marchait sur Mantoue. Le même jour, vers trois heures de l'après-midi, Passalacqua reçut de nouveaux rapports qui confirmèrent que le maréchal Radetzky et plusieurs princes et archiducs marchaient à la tête d'une armée vers Mantoue. En effet, la veille, Radetzky était sorti de Vérone avec 35,000 hommes, une nombreuse artillerie et le matériel nécessaire au passage des rivières; il était arrivé le lendemain au soir sous Mantoue, et s'était campé à Saint-George. Il y avait à Mantoue 12,000 hommes de garnison; de sorte que le maréchal pouvait ranger en bataille 40,000 soldats au moins.

Près de Mantoue il n'y avait qu'une brigade de volontaires toscans et napolitains, et de jeunes étudiants de l'université de Pise commandés par leurs professeurs; la seule troupe de ligne qu'il y eût consistait en un bataillon du 10e régiment napolitain : tous ensemble formaient à peine 6,000 hommes avec 7 canons. Cette brigade, sous les ordres du général De Laugier, avait déjà repoussé deux fois, les 9 et 13 mai, les sorties de la garnison de Mantoue. Elle ne se liait à l'armée piémontaise que par les positions de Goito, commandées par le général Bava.

Radetzky, à qui on avait laissé l'avantage de prendre l'offensive, avait conçu et exécuté un grand dessein. Après être des-

cendu hardiment avec 35,000 hommes vers Mantoue, il voulait se joindre à la garnison de cette place, tomber sur les volontaires commandés par De Laugier, les écraser, remonter le Mincio sur la droite, s'étendre le long de la rivière sur les derrières des Piémontais, saccager les magasins, détruire les ponts, pendant qu'un convoi qu'il avait fait avancer sur Rivoli aurait tenté de ravitailler Peschiera. La brigade De Laugier détruite, Peschiera ravitaillée, l'armée piémontaise, resserrée entre le Mincio et l'Adige, entre l'armée et les forteresses de l'Autriche, aurait été contrainte ou à déposer les armes ou à accepter la bataille en des lieux désavantageux pour elle; la Lombardie et les duchés se seraient trouvés à la disposition de Radetzky.

La brigade de De Laugier était campée à Montanara, entre Goito et Mantoue, et elle avait un de ses détachements sous les ordres du colonel Campia, au camp très-peu éloigné de Curtatone. Campia avait été averti, dans la soirée du 28, qu'une armée autrichienne était entrée à Mantoue, ce qui lui avait fait supposer qu'il serait attaqué le lendemain dans son camp de Curtatone. Il prit les dispositions nécessaires, et, vu la faiblesse de ses forces, qui ne lui permettaient pas de résister à celles de l'ennemi, il se borna à établir son camp pour le défendre autant qu'il lui serait possible. Le 29, il commanda une reconnaissance, enjoignant de sonder attentivement le terrain et de lui procurer des renseignements certains sur les mouvements de l'ennemi. Cette colonne rentra immédiatement au camp, rapportant qu'elle avait vu les Autrichiens traverser en grandes masses les campagnes qui longent le lac. Sur ces entrefaites, De Laugier envoyait de Montanara l'avis que l'armée autrichienne s'approchait avec une formidable artillerie, et qu'on allait être d'un instant à l'autre attaqué sur tous les points. On pourvut à la défense, et on attendit courageusement l'ennemi.

Le général Bava, qui ne se trouvait pas loin, au camp de Custoza, bien qu'il avoue, dans ses Mémoires, avoir été prévenu, le 28 au matin, par le général Passalacqua, du mouvement des Autrichiens; bien qu'il déclare avoir prévu leurs desseins et le danger auquel se trouvaient exposés les défenseurs des posi-

tions retranchées de Montanara et de Curtatone, le général Bava, dis-je, ne prit pendant toute cette journée aucune disposition, et n'envoya à De Laugier ni instructions ni un seul soldat à son secours. Vers le soir, le roi arriva à Custoza et ordonna au général Bava de se diriger sur Volta avec la division du général Ferrere, laquelle aurait été rejointe en chemin par la brigade Cuneo, détachée du siége de Peschiera, et d'accourir à l'aide de De Laugier avec ses forces et avec celles qu'il aurait rencontrées dans sa marche. Mais les Piémontais étaient si mal organisés et si mal commandés, que vingt heures ne suffirent pas au général Bava pour arriver à Volta afin de secourir les camps retranchés de Montanara et de Curtatone, qui formaient son extrême droite; ce qu'on ne pourra croire, lorsqu'on saura qu'il n'y a que 9 kilomètres de Volta à Goito, et 15 de Goito à Curtatone. A l'aube du 29, Bava était enfin à Volta avec deux régiments de cavalerie, un d'infanterie, quatre bataillons de la brigade Acqui, deux compagnies de bersaglieri, et quelques batteries de canons. Là, les troupes se reposèrent, et pendant ce temps l'avis arriva que l'armée autrichienne se trouvait déjà devant Montanara et Curtatone, dont les défenseurs demandaient de prompts secours. Bava, suivi de la cavalerie, des bersaglieri et d'une seule batterie légère précéda les autres troupes à Goito, où il n'arriva qu'à midi. Il sut à Goito que le combat était engagé depuis deux heures, à Curtatone et à Montanara. En effet, vers dix heures du matin, les Autrichiens s'étaient présentés en grande force sur le front des deux camps retranchés, et malgré les efforts des Italiens qui les défendaient, avaient établi trois batteries, l'une derrière une maison où ils avaient leur avant-garde sur la gauche, la seconde sur la route, la troisième dans les campagnes sur la droite, formant un angle rentrant dont le sommet occupait la route. Les Italiens, comme je l'ai dit, n'avaient que sept canons, trois placés en batterie à Montanara, trois à Curtatone, et le dernier posté vis-à-vis d'un pont, par lequel on s'attendait que l'ennemi ferait irruption. Vers dix heures un quart, l'attaque avait commencé sur tout le front du camp entre Curtatone, Montanara et Saint-Sauvestre, et malgré la disproportion des forces

et les feux croisés des trois batteries ennemies, qui lançaient des fusées, des grenades, des balles et de la mitraille, les Italiens s'étaient soutenus vaillamment. Il était midi, et Bava se trouvait alors à Goito, à deux lieues du champ de bataille. « Je fis part, dit-il dans ses Mémoires, au général De Laugier de mon arrivée à Goito, en lui annonçant *le prompt secours* de ma cavalerie et de mon infanterie; et après avoir convenablement disposé mes bersaglieri, les régiments de cavalerie et l'artillerie légère, je retournai à Volta à la rencontre des autres troupes. » En un mot, Bava, répondant aux chaleureuses instances.de De Laugier, promit un prompt secours; ce qui ne servit à rien, puisqu'au lieu de faire avancer ses soldats, il les arrêta, au contraire, devant Goito, où il faut ajouter que se trouvait aussi dans ce moment le 1er bataillon du 10e régiment de ligne napolitain, impatient de courir à l'aide du 2e bataillon engagé dans la lutte à Curtatone; mais Bava, avant de retourner à Volta pour se joindre aux autres troupes qu'il y avait laissées le matin se reposer, commanda au colonel napolitain Rodriguez, qui était à la tête de son 1er bataillon, de ne pas bouger de Goito, de se borner à la défense de cette position, et de se retirer sur Volta, protégé par la cavalerie piémontaise, dans le cas où il serait assailli par des forces supérieures. Bava n'avait donc voulu que pourvoir à la défense de l'importante position de Goito; et puisque l'armée piémontaise se trouvait dispersée, il avait fait promettre à De Laugier un prompt secours uniquement pour encourager, en les trompant ainsi, cette poignée de vaillants citoyens et les pousser à une résistance opiniâtre, calculant qu'en les sacrifiant on gagnerait le reste de la journée, nécessaire pour opérer un mouvement de concentration des différents corps piémontais, qui se seraient trouvés prêts, le jour suivant, à soutenir une bataille inévitable.

Charles-Albert, qui, dans la soirée du 28, avait envoyé le général Bava de Custoza à Volta et de là à Goito pour secourir De Laugier, voulut lui-même se rendre à Volta à l'aube du 29. Avant d'arriver à Valeggio, il avait rencontré quelques déserteurs italiens qui avaient abandonné sous Mantoue les colonnes autrichiennes. Leurs rapports lui avaient fait à peu près connaître

que le but de Radetzky était de tourner l'armée piémontaise, de secourir Peschiera et de s'emparer d'un seul coup de la Lombardie. Dans le camp des Autrichiens, on disait qu'avant dix jours ils se trouveraient à Milan. Le roi s'aperçut alors qu'il lui fallait pourvoir à son salut plutôt que secourir De Laugier. Lorsqu'il arriva à Volta, il monta sur la place de l'église qui est en haut du village et d'où la vue s'étend jusqu'à Mantoue; de là, il vit de loin la fumée, qui lui annonçait que le bûcher des volontaires italiens brûlait à Montanara et à Curtatone. Cette vue ne l'engagea pas à voler à leur secours, mais à rétrograder jusqu'à Valeggio. Lui et le général Franzini, ministre de la guerre, s'occupèrent d'expédier immédiatement des ordres afin qu'on dirigeât sur Volta la brigade des Gardes, celle d'Acqui, dont un bataillon se trouvait à Custoza, et les autres campées ailleurs; on rappela de Villefranche un régiment de la brigade Casale. La brigade Cuneo, détachée le jour précédent du camp de Peschiera pour suivre le général Bava à Goito, n'y étant pas arrivée, on envoya un aide-de-camp pour hâter sa marche, et en même temps on ordonna à deux autres bataillons de la même brigade, restés à Peschiera, de s'avancer aussi : on dirigea également des ordres sur d'autres points, afin d'obtenir la concentration à Volta de la brigade de cavalerie du général Gazzelli, de celle du général Sainte-Marie, et de toutes les brigades dont on pouvait disposer, suivies toutes de leurs batteries de canons.

Après avoir pris ces dispositions, Charles-Albert, vers deux heures de l'après-midi, se rendait de nouveau à Volta, où il arrivait en même temps que Bava, qui, comme on l'a vu, avait tourné le dos à Goito. On vit dans ce moment entrer aussi à Volta quatre bataillons de Cuneo, le régiment de Gênes (cavalerie) et d'autres corps d'infanterie. Il faut ajouter que le roi s'était fait suivre par deux batteries de canons. Voici les paroles de Bava : « Sa Majesté et moi, montant sur la magnifique position de Volta, dirigeâmes nos lunettes vers Mantoue, où l'on découvrait une maison qui brûlait et le feu de l'artillerie qui semblait s'approcher de nous. Un officier de De Laugier arriva en même temps et dit au roi que *toute* l'armée autrichienne avait

attaqué les redoutes de Curtatone et de Montanara, et que son général, *ne pouvant espérer de les défendre plus longtemps,* demandait qu'on protégeât avec un corps de cavalerie sa retraite sur Goito. » Protéger sa retraite sur Goito ! Mais cela aurait attiré le jour même sur Goito l'armée ennemie : voilà ce que Charles-Albert voulait éviter à tout prix, même en sacrifiant tous les volontaires de l'Italie. Bava poursuit ainsi : « Le roi congédia l'officier de De Laugier, en l'assurant qu'il allait se mettre lui-même en marche pour arriver à leur secours, et lui recommandant de tenir ferme à tout prix jusqu'à son arrivée. Après quoi, Sa Majesté crut *prudent* de ne pas abandonner la position de Volta, qu'il fit garder *par les neuf bataillons* que nous avions avec nous. Cela fait, il retourna à son quartier général de Valeggio. » Avant de partir, il ordonna à Bava de lui transmettre de prompts avis sur tous les mouvements de l'ennemi, afin qu'il pût le joindre dans le cas d'une attaque contre les postes occupés par ses soldats.

Ainsi, Charles-Albert et le général Bava laissèrent massacrer les jeunes soldats de De Laugier. Puis on voulut faire croire qu'on ne les avait pas secourus parce qu'il n'y avait pas de forces suffisantes, et même parce qu'il n'était plus temps de le faire. Dix-huit bataillons, réunis à Volta et à Goito, étaient suffisants, sinon pour vaincre, du moins pour couvrir la retraite de De Laugier. Qu'on dise plutôt que celui-ci fut sacrifié parce qu'il n'avait avec lui qu'un corps accusé de républicanisme; qu'on ajoute que pour faciliter la concentration des corps piémontais, dispersés partout, on calcula sur la bravoure héroïque d'une poignée de jeunes étudiants, résolus, comme les Spartiates aux Thermopyles, à mourir tous avant d'abandonner leur poste, et que, par suite, le roi trouva utile de les laisser massacrer au moment même où il leur promettait son secours immédiat. Quelle honte cette conduite ne faisait-elle pas rejaillir sur Charles-Albert! Et quand les Italiens n'auraient à montrer aux yeux du monde que leur défense des redoutes de Curtatone et de Montanara, elle suffirait seule à les couvrir de gloire!

Ainsi abandonnée, une phalange d'étudiants qui avait ses

professeurs pour capitaines, et qui ne pouvait opposer que 6,000 hommes et 7 canons à une armée de 42,000 Autrichiens avec 80 canons, comprit que toute résistance était téméraire; mais ces héros ne purent se résoudre à reculer. S'attendant à chaque instant à se voir secourus, et toujours déçus dans leur attente, ils ne se découragèrent point. La victoire était pour eux impossible, et à vrai dire ils n'y songeaient pas : ce qu'ils voulaient, c'était démentir au prix de leur sang l'opinion peu favorable qu'avait l'Europe de leur aptitude militaire. Depuis quatre heures ils se battaient un contre sept; ils se seraient battus un contre mille. Leur résolution était le produit de la réflexion autant que de l'héroïsme.

Le camp de Montanara se trouvait à gauche de celui de Curtatone. Le colonel Giovannetti, qui s'était distingué dans les guerres de Napoléon, commandait le premier, et il avait avec lui 2,200 hommes, trois canons et le bataillon de ligne napolitain. Quelques compagnies de ce bataillon s'étaient éparpillées en tirailleurs, pendant que les autres défendaient les tranchées du centre et de la droite. Ces compagnies avaient été souvent relevées par d'autres. L'ennemi s'étant jeté en grande force sur la droite des Italiens pour les écraser, ceux-ci avaient dû soutenir pendant plusieurs heures et à découvert un feu de file très-meurtrier; contraints plusieurs fois à reculer, et disputant pas à pas le terrain à l'ennemi, ils avaient regagné chaque fois leurs positions.

On combattait à Curtatone avec le même acharnement. On vit se renouveler dans cette journée ces preuves de valeur que des citoyens libres savent seuls donner en défendant leur patrie. Là tomba mort le napolitain Pilla, professeur de géologie à l'université de Pise, qui, après avoir rempli l'Italie de la renommée de sa science, étonna tout le monde sur le champ de bataille par sa valeur. Là, le professeur Montanelli, blessé grièvement, demanda à un voisin où il était blessé, et celui-ci, ne voyant que le trou par où la balle était sortie, lui répondit : « Derrière l'épaule. » On accourt, on veut l'emmener; il résiste, se croyant encore assez de force pour poursuivre le combat; mais ses

yeux se voilent, il tombe, et dit à Malenchini qui est près de lui : « Tu témoigneras que je suis tombé en regardant l'ennemi. » Là, le professeur Ghigi, toujours à la tête de ses élèves au plus fort du combat, les soutint, les encouragea, jusqu'à ce qu'une balle lui eût emporté la main gauche. Et qui pourrait nommer tous les savants italiens qui furent tués sur ce champ de carnage! Nicolini, qui a abandonné ses livres, dirige maintenant le feu d'une batterie de trois canons, lorsqu'une balle ennemie l'étend raide mort; Pekliner, qui n'a jamais cultivé que les lettres, voyant tomber Nicolini, le remplace spontanément, pointe les canons, commande le feu; les deux frères Cipriani, exposés toujours aux plus grands dangers, raniment par leurs paroles et par leur exemple le courage des combattants : l'un d'eux, Joseph, ayant le visage et les vêtements brûlés par l'éclat d'une grenade, change à la hâte de vêtements, et sans même se panser, reparaît à la tête de sa légion; Camminati, traversant continuellement toute la ligne des combattants, donne des secours, distribue des munitions, combat lui-même; Cialdini, engagé avec sa compagnie sur la gauche, où l'ennemi concentre le feu de ses batteries, résiste seul et attend la mort au milieu des cadavres qui l'entourent; le général De Laugier, blessé aussi, renversé de cheval plusieurs fois, ne cesse de se montrer partout où le combat est le plus meurtrier; enfin, le docteur Boncinelli parcourt seul le camp entier durant la bataille, et donne les soins les plus prompts et les plus fraternels aux blessés.

Mais la mitraille ennemie écrase les défenseurs de Curtatone et les oblige à reculer; ceux qui résistent encore à Montanara sont aussi contraints avec douleur d'abandonner leurs remparts. Les Italiens reculent, mais ils combattent toujours. Arrivés à peine à l'arc de Montanara, les masses autrichiennes les serrent à gauche et sur le front de la route de Saint-Laurent. Leurs canons soutiennent encore le feu, lorsqu'une bombe ennemie tombe sur un caisson de poudre, dont l'éclat tue plusieurs artilleurs et met en désordre les troupes de ligne napolitaines, qui se battaient vaillamment. Mais elles ne tardent pas à se rassembler; Gaspari, seul artilleur resté vivant, mais dont les vêtements

ont pris feu, les arrache au plus vite, déchire sa chemise, et, presque nu, continue seul, pendant une demi-heure, à servir ses trois canons. Un petit nombre d'hommes valeureux, que la mort n'a pas encore atteints, osent avec un courage et une fermeté extraordinaires faire face à toutes les forces de Radetzky, et se font mettre en pièces plutôt que de déposer les armes. Plus loin, le reste de la phalange universitaire combat en avant-garde et ne demande qu'à mourir. Pendant six heures on ne cessse de se battre; les parapets sont détruits, quatre canons renversés, les munitions épuisées; les Italiens, entourés de toutes parts, font alors une dernière décharge de leurs fusils, et, formés en colonne serrée, s'ouvrent avec leurs baïonnettes un passage à travers les masses compactes des Autrichiens, sans oublier leurs trois canons. Pekliner attache les chevaux qui ne sont pas blessés à un obusier et l'enlève; Camminati s'avance sous la mitraille jusqu'à la batterie abandonnée, où se trouvent deux autres canons, et les enlève avec l'aide de ses compagnons, à force de bras; le brave Malenchini, commandant des volontaires bersaglieri, après avoir soutenu et repoussé dans une auberge une attaque des Autrichiens, en sort avec les restes de sa compagnie, se fraie un chemin jusqu'à un moulin où l'ennemi veut pénétrer, le repousse en se prenant corps à corps avec les Croates, et donne le temps à Camminati de mettre en sûreté ses deux canons.

Aussitôt que les Italiens, en se retirant, sont arrivés à la Rocca des Grâces, ils aperçoivent un bataillon piémontais qui s'avance vers eux, au son de la musique et avec le drapeau tricolore, en criant : « Nous venons à votre secours! Vive l'Italie! » De Laugier commande d'accueillir ces soldats comme des frères; mais ceux-ci, à peine entrés dans les rangs des Italiens, commencent à bout portant un feu très-meurtrier. Les Italiens s'aperçoivent de la trahison, s'élancent comme des lions sur les Croates déguisés en soldats piémontais ([1]), et les massacrent sans pitié. Dans ce moment, ils sont assaillis par un corps de cavalerie

([1]) Les Autrichiens employèrent plusieurs fois cet artifice. On confectionnait à Vérone des *habits à la piémontaise* pour les troupes autrichiennes qu'on envoyait en avant-garde.

hongroise, qui les force à se débander, et ils seraient tous foulés aux pieds des chevaux si les Hongrois, ainsi que je l'ai entendu raconter par quelques-uns de mes amis échappés à ce massacre, ne se montraient pas plus empressés à les prier de se sauver qu'à les poursuivre.

Tel fut le combat de Montanara et de Curtatone, déplorable autant que glorieux. Parmi les Italiens, 1,200 hommes furent faits prisonniers, et 1,800 se sauvèrent, 600 à Goito, 1,200 à Marcaria; quant aux 3,000 autres, ils furent tués ou blessés. Les Autrichiens perdirent 800 hommes, perte considérable si l'on considère la faiblesse numérique du corps qu'ils avaient eu à combattre. Le colonel Giovannetti, après avoir passé la nuit du 29 à Marcaria, se retira le jour suivant à Bozzolo, afin d'y attendre la réunion de ses soldats dispersés et de les réorganiser. Là, il fut rejoint par 500 hommes de sa colonne; les autres s'étaient éparpillés à Casalmaggiore, à Gazzuolo, à Viadano; de sorte que le général De Laugier indiqua Montechiaro et Brescia comme centres de réunion, et se dirigea de ce côté. Ceux qui s'étaient portés sur Goito, reçurent à leur arrivée, par le général piémontais Olivieri, l'ordre de se rendre à Brescia; et cet ordre avait été donné par le général Bava, qui, comme il l'écrit, « avait commandé d'éloigner ces troupes en désordre, afin que les soldats piémontais ne les vissent pas, et pour éviter ainsi *le mauvais effet* qu'elles auraient produit dans le camp. » Il voulut plutôt éviter que ces troupes ne lui jetassent à la face le nom de traître. Chacun de ces vaillants Italiens aurait mérité d'être mis à la tête des Piémontais comme un modèle de valeur. Mais il n'avait pas suffi de les trahir : Bava trouva le moyen d'être doublement lâche, en foulant aux pieds l'héroïsme malheureux.

Radetzky n'avait pu supposer qu'une poignée *d'enfants,* comme il les appelait, lui auraient fait perdre toute la journée du 29 sous les redoutes de Curtatone et de Montanara. Ce retard sauva l'armée de Charles-Albert, et dérangea le plan du vieux maréchal, qui, bien sûr de n'avoir qu'à passer sur les cadavres des défenseurs de ces deux postes avancés, et d'attaquer immé-

diatement sur tous les points l'armée piémontaise, éparpillée et non préparée à cette attaque vigoureuse, avait combiné les choses de manière à ce que, le même jour 29, pendant que les troupes royales seraient accourues de toutes parts pour lui résister, d'autres corps autrichiens se seraient avancés derrière les Piémontais, et, trouvant les routes libres, auraient facilement ravitaillé Peschiera. Son plan manqua, parce que, ayant dû lui-même s'arrêter jusqu'au soir devant Curtatone et Montanara, il laissa à Charles-Albert le temps de réunir son armée : les colonnes autrichiennes qui descendirent sur Peschiera trouvèrent les Piémontais prêts à les repousser.

En effet, pendant que Radetzky, sorti de Mantoue, voulait surmonter promptement le faible obstacle de Curtatone, il avait envoyé le général Daspre sur la gauche, pour se porter dans la plaine et arriver par de longs circuits aux collines situées derrière Peschiera, en même temps qu'une colonne descendue de l'Adige marchait sur le front de cette place. Enfin, 800 Tyroliens, arrivés le 28 sur le lac de Garde, avaient ruiné le village de Bardolino. L'attaque avait commencé à cette extrémité éloignée, afin de retenir de ce côté les troupes royales et de les séparer du Mincio.

Le 29, le général Daspre, suivi de 5 à 6,000 hommes, avec quatre canons et un convoi de vivres qu'il espérait introduire à Peschiera, parut en vue de cette place, en s'arrêtant à Cavaione et en s'étendant jusqu'à Bardolino. Le général piémontais Bes avait envoyé deux bataillons, qu'il avait avec lui, occuper les fortes positions qui s'étendent depuis Calmasino jusqu'au lac de Garde; et lui-même, avec une compagnie de volontaires de Pavie et une autre d'étudiants turinois, était monté sur les hauteurs près de Calmasino, afin de découvrir de là les mouvements de l'ennemi. A une heure de l'après-midi, trois fortes colonnes autrichiennes, soutenues par un escadron de cavalerie, s'avancèrent hardiment et firent replier les avant-postes italiens; mais lorsqu'elles furent arrivées à une portée de fusil, elles essuyèrent de la part des Piémontais placés sur les monts Pilla et Gervasoni un feu de mousqueterie si bien nourri, qu'elles se jetèrent à

droite et à gauche dans les vignobles, pour se réunir bientôt de nouveau et recommencer leur feu. Le nombre des Autrichiens augmentant à chaque instant, les Piémontais se virent en danger d'être entourés; ils durent donc abandonner les monts Pilla et Gervasoni, et aller se retrancher plus en arrière dans quelques maisons d'où ils soutinrent avantageusement le combat. Le général Bes, qui s'aperçut que l'ennemi cherchait à le tourner du côté de Calmasino, fit alors avancer ses compagnies de réserve avec quelques canons qui venaient de lui arriver. Ces troupes, pleines d'ardeur et de bravoure, repoussèrent les Autrichiens au-delà du mont Gervasoni, et réussirent à les mettre en fuite. Les Piémontais perdirent peu de monde; les Autrichiens eurent hors de combat 200 hommes, parmi lesquels un colonel et cinq officiers furent tués. La légère résistance faite par eux, malgré leurs forces, prouve clairement qu'ils attendaient le mouvement de Radetzky sur Goito; ce mouvement ayant manqué, tout le plan d'attaque des Autrichiens en fut dérangé.

Pendant que Bes combattait à Calmasino, le général Federici, avec quelques compagnies de la brigade Piémont et une de volontaires modenais, dut s'opposer à cette colonne autrichienne, qui, après être descendue du haut Adige sur les rives du lac, avait attaqué Cisano. Trop faibles, les Piémontais furent obligés, après une longue escarmouche, d'appeler à leur secours d'autres compagnies de volontaires qui se trouvaient en réserve au bourg de la Pergolana; alors, le major Capriglio fit charger les Autrichiens à la baïonnette, et les dispersa en leur causant une perte de 25 morts et de 80 blessés.

Enfin, une autre colonne de 800 Tyroliens était descendue du mont Tempête sur Novene, en se dirigeant vers Malvesine; les bateaux à vapeur du lac, armés de canons et d'un détachement du royal Navi, s'approchèrent de Novene pour interdire à l'ennemi le passage vers Malvesine, et après une demi-heure de feu très-vif, ils l'obligèrent à se retirer sur la cime du mont.

Ces diversions auraient pu devenir fatales aux Piémontais si Radetzky eût réussi dans son attaque principale sur Goito. Toute chose avait été admirablement calculée par ce vieux soldat. Dans

la position hardie et menaçante qu'il allait prendre en face de Goito, il aurait eu à droite et à gauche ses forteresses de Mantoue et de Peschiera, au dos les routes de Crémone et de Brescia. Il fortifiait celle de Crémone, et il avait chargé Daspre d'occuper celle de Brescia. Rien ne pouvait empêcher que Daspre ne réussît à ravitailler Peschiera, d'où, se faisant suivre d'une partie de la garnison, il pouvait facilement se joindre aux corps qui occupaient Cisano et Novene. Cela accompli, l'armée royale aurait été interceptée sur le Mincio, serrée à droite et à gauche par les forteresses, menacée sur ses derrières. Elle aurait dû s'ouvrir alors un passage par les ponts du Goito et de Valeggio, et vaincre tous les obstacles pour regagner les routes de Crémone et de Brescia; mais elle se trouvait dispersée, et il aurait été facile de l'écraser. Dans le cas d'une défaite, l'armée serait donc restée à la merci des ennemis et sans vivres. Dans le cas d'une victoire, elle devait payer si cher son triomphe sur les tranchées construites par ordre de Radetzky et défendues par toute l'armée ennemie, qu'elle se serait trouvée dans l'impossibilité de tenir longtemps la campagne. Le noble sacrifice des Italiens à Curtatone et à Montanara déconcerta le plan du maréchal autrichien; par suite, les diversions qu'il avait commandées devinrent inopportunes, et Daspre fit peu d'efforts pour les soutenir.

Après les escarmouches de Calmasino, de Cisano et de Novene, la garnison de Peschiera ayant perdu tout espoir d'être ravitaillée, son commandant Ratt hissa le drapeau blanc, et, le matin du 30, envoya le major Ettingshausen pour rendre la forteresse. Le major ne retrouva pas les adversaires obstinés avec lesquels il avait cherché en vain à traiter sur les barricades de Milan, et il put convenir que les Croates seraient escortés jusqu'à Ancône, emportant avec eux les dépouilles des Lombards; là, on leur rendrait les armes et ils seraient embarqués, à la condition qu'ils ne serviraient plus contre l'Italie pendant la guerre; condition qu'ils n'observèrent pas, de même qu'elle n'avait pas été observée par d'autres corps faits prisonniers, et surtout par ceux qui avaient été renvoyés de Venise. Ces gens-là ne devaient être reçus qu'à discrétion; mais, il faut le dire, il n'y avait pas

de temps à perdre : l'armée piémontaise s'attendait ce jour-là à une bataille rangée, et si l'on avait tardé une heure de plus, Peschiera ne se serait peut-être pas rendue.

La place avait peu souffert; l'enceinte des bastions était intacte. Peschiera ne tomba pas d'ailleurs par la force ou par la bonne direction d'un siége de quelques jours. Lorsque le général Chasseloup, en décembre 1800 et en janvier 1801, dirigea le siége de cette place, il n'avait commencé, après un mois de travail, qu'à ouvrir les tranchées, sans établir encore les batteries de brèche, et la place ne se rendit aux Français qu'en vertu de l'armistice de Trévise; et Peschiera, à cette époque, n'avait pas les forts Salvi et Mandello, qui en doublent aujourd'hui la force. Les Piémontais y entrèrent le matin du 31. On dirigea sur Ancône 1,725 Croates et 30 hussards. Il y avait dans la place 150 canons, dont 118 en bronze, et une grande quantité de munitions.

Nous savons les motifs qui empêchèrent Radetzky de se présenter devant Goito le matin du 29, comme il l'avait calculé. Il n'y arriva que le 30, à trois heures de l'après-midi, lorsque Charles-Albert avait eu le loisir de réunir 24,000 hommes et quarante-quatre canons dans cette position préparée et forte. Ces troupes, qu'il avait rappelées de différents points, n'étaient arrivées à Goito que successivement et bien tard dans la matinée du 30; elles étaient très-fatiguées. A mesure qu'elles se présentaient, Bava, qui avait le commandement général, les avait rangées en bataille. A droite, en dehors de la vallée du Mincio, la brigade Cuneo occupa la route de Vasto, là où les routes de Brescia et de Volta se réunissent; la brigade Aosta forma la seconde ligne, et la brigade des Gardes la troisième; un régiment de cette dernière brigade fut disposé plus en arrière et en échelons, pour soutenir l'extrémité de la ligne, que l'ennemi aurait pu contourner. Plusieurs compagnies de bersaglieri, dont l'une occupait deux maisons très-rapprochées, soutenaient ces troupes, formant la droite de la ligne de bataille, pendant qu'un régiment de cavalerie gardait les routes de Solarolo et de Ceresala, par où un corps ennemi aurait pu se présenter. Deux autres régiments

de cavalerie et deux batteries de canons vinrent bientôt renforcer ce côté droit. A gauche, Bava plaça sur les hauteurs de Sommenzari deux régiments, l'un après l'autre, et plus en arrière trois régiments de cavalerie et une forte réserve d'artillerie. Goito, occupé par deux bataillons piémontais et par le bataillon napolitain sous les ordres du colonel Rodriguez, protégé par de nombreux canons, formait l'extrême gauche, qui venait s'appuyer à la rivière. L'ordre de bataille présentait une ligne brisée dont Goito était le point saillant, et de ce côté les attaques de front auraient été difficiles; mais la droite se trouvait mal reliée à la gauche, et sur une partie de son front il y avait des obstacles de terrain qui pouvaient entraver les mouvements.

Avant midi, Charles-Albert arriva à Goito, et envoya des reconnaissances vers Gazzoldo et Sacca pour s'assurer si les Autrichiens s'avançaient; mais on ne les rencontra nulle part. A une heure de l'après-midi, l'armée se trouvait rangée en bataille; il semblait que l'ennemi n'eût pas l'intention de venir l'engager; de sorte que Bava ordonna à une partie de ses troupes de poser les armes et de se reposer sur place, à une autre de s'acheminer vers Volta, où les Autrichiens auraient pu se rendre. Le roi se mit lui-même en marche pour retourner à son quartier général de Valeggio. Mais il n'avait pas fait le quart du chemin vers Volta, qu'il entendit un feu de tirailleurs qui allait s'étendant peu à peu sur toute la ligne de bataille, et bientôt après le bruit du canon. Il ne croyait pas possible que les Autrichiens eussent pu se trouver alors à Goito; néanmoins, il retourna en toute hâte au camp, en ramenant les troupes qui s'en étaient éloignées.

Radetzky arrivait sous Goito avec 25,000 hommes. Son dessein était de s'emparer de cette position, et en même temps de tourner la droite des Piémontais et de les refouler sur le Mincio. A cet effet, il avait placé sa droite vers la route de Sacca, vis-à-vis de Goito et du centre ennemi, et sa gauche de manière à pouvoir tourner la droite des Piémontais et l'attaquer par derrière; en outre, il avait placé un corps de 10 à 12,000 hommes vers Ceresara pour intercepter les routes de ce côté. Le total de ses forces montait donc à 37,000 hommes.

A trois heures, l'attaque commença contre Goito, dont Radetzky voulait s'emparer à tout prix. Les batteries piémontaises répondirent au feu très-vif de l'artillerie autrichienne par un feu plus vigoureux et mieux dirigé. Néanmoins, le plus grand effort des forces ennemies étant concentré sur ce point, l'avantage ne tarda pas à se déclarer en faveur de Radetzky. Bava fit alors avancer sur sa gauche une partie des troupes du centre, et envoya sur la rive gauche du Mincio un bataillon avec quatre canons, dont le feu frappa les colonnes autrichiennes sur leur flanc droit. Ce fut un mouvement très-habile, qui neutralisa tous les efforts de l'ennemi, et quoique Radetzky eût renouvelé cinq fois l'assaut, les assaillants furent cinq fois repoussés complétement avec beaucoup de pertes.

Mais la situation n'était pas sur la droite aussi avantageuse pour les Piémontais. Après une petite canonnade sur le front de la ligne, les bersaglieri engagèrent leur feu; ils furent bientôt contraints de se replier avec confusion, et mirent ainsi en désordre un bataillon de la brigade Cuneo qui se trouvait en première ligne; l'ennemi s'avança, attaqua sur le flanc le reste de la brigade, qui ne tint pas ferme et céda bientôt le terrain. Les Autrichiens se déployant alors vers l'extrême droite dans le but de la tourner, la brigade Aosta, qui était en seconde ligne, s'avança pour remplacer la brigade Cuneo, mais ne tarda pas à reculer elle-même. Il ne restait désormais que la troisième ligne, formée par la brigade des Gardes, qui entra en bataille. Sur ces entrefaites, on répandit le bruit que Radetzky jetait un pont sur le Mincio, au-dessus de Goito, pour attaquer par derrière les lignes piémontaises. Bava se laissa tromper par cette fausse démonstration du maréchal autrichien, qui tendait à attirer de ce côté les principales forces des Piémontais et à les empêcher d'accourir au secours de leur droite, où la seule brigade des Gardes, engagée dans le combat, n'aurait pu longtemps se soutenir. Bava eut un moment d'hésitation, et ne sut pas d'abord s'il devait commander la retraite, ce qui aurait été le parti le plus funeste, ou accourir pour repousser l'attaque dont il était menacé du côté du Mincio, ce qui aurait été tomber dans le piège et s'exposer

certainement, sa droite ne pouvant manquer d'être bientôt écrasée, en se trouvant entourée et acculée contre la rivière, selon le plan de Radetzky. Il fut heureusement détrompé bien vite par un de ses aides-de-camp; et s'étant convaincu que le passage du Mincio sur sa gauche n'était de la part de l'ennemi qu'une fausse démonstration, il accourut soutenir sa droite, où la brigade des Gardes se trouvait déjà en danger. Les Piémontais, auxquels un grand fossé et les marais qu'ils avaient devant eux, et qui étaient très-avantageux aux Autrichiens, empêchaient l'action de l'artillerie et les manœuvres de la défense, mitraillés sur le front et sur le flanc, commençaient à plier; les officiers se précipitant en avant avec bravoure, rétablirent l'ordre dans leurs lignes, qui, trois fois brisées et trois fois reformées, étaient enfin sur le point de se débander tout à fait; les Autrichiens, qui s'étaient ainsi emparés des maisons sur lesquelles s'appuyait l'extrême droite, croyaient leur victoire assurée. Mais dans ce moment l'artillerie piémontaise parvint à se placer avantageusement pour soutenir la brigade des Gardes, et donna des preuves extraordinaires de son activité et de son intelligence. Le major Mollard arriva lui aussi à côté des Gardes avec un bataillon de la brigade Aoste, qu'il avait pu ramasser. Toutes ces forces réunies arrêtèrent alors les progrès des Autrichiens, et les Piémontais reprirent vaillamment l'offensive. Peu d'instants après, arriva le duc de Savoie avec une partie de la brigade Cuneo, qu'il ramenait au combat. Les conditions de la bataille changèrent alors. Ce vaillant jeune homme s'élança dans la mêlée avec une telle impétuosité, que la victoire ne pouvait rester incertaine. L'artillerie autrichienne lançait la mitraille d'un groupe de maisons très-rapprochées; le général d'Arvillars, voulant déloger de là l'ennemi, ordonna au major Jaillet de diriger de ce côté le feu de ses canons. Le major, malgré les obstacles du terrain, fit immédiatement avancer la section d'artillerie commandée par le capitaine Bocca, et puis une autre, pour battre l'ennemi. Ce mouvement fut couronné d'un plein succès. Mais afin de rendre décisive la bataille, qui paraissait encore incertaine, d'Arvillars proposa à Bava d'ordonner une charge de cavalerie contre la

gauche de l'ennemi. Les deux régiments de cavalerie d'Aosta et de Nice furent envoyés en avant et s'élancèrent vigoureusement sur les Autrichiens. En même temps, toute la ligne de l'infanterie piémontaise les chargea à la baïonnette avec un entrain et une valeur admirables, les mit en désordre et les força à reculer; le général Olivieri, à la tête des régiments de cavalerie Savoie, faisant lui aussi une charge vigoureuse, décida la victoire : les Autrichiens, mis en déroute sur toute la ligne, prirent la fuite.

Il était sept heures du soir; Radetzky fut obligé de suivre la fuite désordonnée de ses soldats. Son étoile voulut que les Piémontais ne le poursuivissent que mollement et avec peu de forces. Il laissa sur le terrain 3,000 hommes, tant morts que blessés ou prisonniers, et au nombre de ces derniers le prince de Bentheim et deux autres officiers supérieurs. Les Piémontais perdirent un peu plus de 1,000 hommes. Les généraux Bava, d'Arvillars, Sommariva, Olivieri, et surtout le duc de Savoie, qui reçut deux légères blessures, méritèrent des éloges. L'artillerie fit, comme toujours, des merveilles. Le bataillon napolitain sous les ordres de Rodriguez, et aussi le petit nombre des volontaires toscans et napolitains, au nombre de 400, échappés au massacre de Curtatone et accourus spontanément pour prendre part à la bataille, se signalèrent en défendant Goito. On déplora la mort de plusieurs officiers de mérite, et surtout celle de Rovareto, de Lajolo et de Cavour; ce dernier, blessé mortellement, s'était écrié avant de mourir : « Dites au roi que ma blessure est légère; qu'avant trois jours je serai de nouveau à la tête de mes grenadiers. » Charles-Albert prit part au combat, toujours à l'avant-garde, et reçut une contusion à la tête.

Les Piémontais se trouvaient encore sous les armes, couverts de sang, et le cri de la victoire s'élevait dans le camp, lorsqu'il arriva au roi une lettre du général Franzini, qui lui annonçait que le duc de Gênes était arrivé à Valeggio pour lui demander la ratification de la capitulation de Peschiera. Le roi annonça cette heureuse nouvelle à l'armée, qui avec des cris d'enthousiasme acclama Charles-Albert et l'Italie. Le ciel couvert de nuages noirs avant-coureurs de l'ouragan, le terrain jonché de

cadavres, les gémissements des blessés confondus avec les cris de joie des vainqueurs, donnaient à ce camp un aspect de terrible grandeur. A voir Peschiera tombée, une armée autrichienne mise en fuite, il semblait que le sort des armes italiennes dût se décider complétement dans ce jour.

Peut-être la liberté de l'Italie aurait-elle été ce jour-là assurée pour toujours, si Charles-Albert, comme il l'avait fait à Pastrengo, n'eût donné l'ordre d'arrêter la poursuite de l'ennemi, et ne se fût montré singulièrement embarrassé de la victoire. Les hommes de guerre ont observé que la bataille même aurait été plus avantageuse si Bava n'en eût pas laissé presque tout le poids à l'aile droite, s'il se fût mieux servi de sa gauche, et eût mieux tiré parti des réserves d'artillerie et de la cavalerie. Mais ce qu'on ne pourra jamais pardonner, c'est d'avoir abandonné les bénéfices de la victoire en cessant de poursuivre l'ennemi avec ces réserves. Un officier piémontais a écrit : « Un cri de joie et d'enthousiasme s'éleva de toutes parts ; la double victoire de Goito et de Peschiera pouvait faire croire à un succès définitif, et l'armée acclama Charles-Albert *roi d'Italie!* Mais pour justifier cette joie et cet enthousiasme, il fallait profiter de la victoire. Une bataille gagnée n'a d'importance que par ses résultats. Le roi, avec une armée valeureuse, animée d'une ardeur incomparable, ne parut jamais plus embarrassé qu'après le triomphe ; et il ne sut rien faire à Goito, comme à Pastrengo. La reddition de Peschiera mettait à sa disposition la division qui avait fait le siége ; il pouvait l'appeler à Goito pendant la nuit, et s'élancer avec ces renforts à la poursuite de l'ennemi ; mais il n'y songea même pas. Le jour suivant, une pluie torrentielle, qui semblait devoir durer, lui fit croire qu'aucun fait important ne pourrait arriver avant quelques jours ; par conséquent, il laissa les troupes campées à Goito, et s'en alla visiter sa conquête de Peschiera. Il y entra solennellement le 1er juin, jour de l'Ascension, et passa son temps à l'église, où l'on chanta le *Te Deum*. »

Pendant que les Piémontais se reposaient sur leurs lauriers en s'arrêtant à Goito et à Valeggio, Radetzky, auquel, après la défaite, on accordait trop de loisirs, plaçait son camp dans une

position menaçante entre Goito et Mantoue. Il ne s'était pas éloigné de plus de deux milles de Goito. Ses desseins n'étaient pas un secret dans le camp piémontais, puisque Bava écrit : « Bien que la pluie tombât par torrents, la nuit du 30, nos avant-postes annonçaient avoir entendu, derrière les avant-postes de l'ennemi et vers Sacca, un bruit très-distinct semblable à celui d'arbres que l'on abat et de maisons que l'on démolit. » En effet, les Autrichiens passèrent la nuit à pratiquer des ouvertures pour la mousqueterie dans les maisons de Sacca, de Cagliara, de Caigole, de Sainte-Marie et des campagnes environnantes; ils coupaient les routes, abattaient des arbres, formaient sur leur front des barricades. Bava ajoute : « Le jour venu, on constata qu'ils avaient abattu plus de *trente mille* arbres, et formé des barricades sur tous les points pour couvrir leur artillerie; toutes les maisons des villages avaient été préparées pour la mousqueterie. » Pendant ce temps, les généraux piémontais évitaient la pluie, et Charles-Albert chantait un *Te Deum* dans une église.

Ce n'était pas que les soldats piémontais n'eussent le plus vif désir de marcher et de couronner le succès de la journée par de nouveaux faits d'armes : tous demandaient à poursuivre l'ennemi, et il n'y a pas de doute que si une partie au moins de l'armée eût donné un prompt et heureux choc aux troupes démoralisées de Radetzky, elle les aurait séparées de l'Adige. Mais le roi croyait n'avoir plus rien à accomplir; selon lui, tout était fait. Le général Bava, de son côté, lorsqu'on lui proposait de rejeter Radetzky vers la Lombardie, afin de le séparer de l'Adige, qui était sa base d'opérations, s'excusait en alléguant l'heure avancée, la crainte de dégarnir Goito où étaient les bagages, et surtout les difficultés du terrain, devenu marécageux par l'effet des pluies. En attendant, les soldats, auxquels on épargnait la peine de fouler un sol marécageux, étaient laissés, pendant deux nuits, sur le terrain où ils avaient combattu, exposés à la pluie et sans pouvoir se reposer.

L'ennemi, avec moins d'incommodité peut-être, continuait, sous les intempéries du ciel, à travailler pour se fortifier dans ses positions; il réunissait à Sacca vingt-six barques pour y éta-

blir un pont, envoyait le 31 une colonne de 2,000 hommes avec des canons saccager les villages de Ceresara et de Birbio, poussait le 1er juin un corps de hulans et de dragons sur Castel-Goffredo, Piubega, et jusqu'à Guidozzolo, pillant, dévastant villages et campagnes entre le Mincio et l'Ollio, jetant l'effroi à Brescia même, répandant partout la terreur et la désolation au milieu des habitants, et consommant les plus atroces barbaries. La pluie diluvienne de deux jours ne rendait le terrain impraticable qu'à la cavalerie seule et aux canons du général Bava, qui, cédant enfin aux cris des populations abandonnées à la féroce rapacité de l'ennemi, se hasarda d'envoyer contre les Autrichiens la légion des volontaires commandée par Griffini, et deux compagnies, l'une de bersaglieri et l'autre des chasseurs de la brigade Acqui : ces troupes étaient peut-être les seules dans le camp piémontais qui ne craignissent pas la pluie; elles suffirent à chasser les Autrichiens de Ceresara et des environs.

Enfin, le 3 juin, le soleil parut, et Charles-Albert trouva qu'on pouvait alors mettre l'armée en mouvement. Il avait eu le temps de s'assurer que l'ennemi n'avait pas de forces du côté de Vérone, et aussi de faire venir à lui la brigade de Savoie et les autres qui se trouvaient çà et là au-delà du Mincio. Il ordonna donc de réunir toutes ses troupes à Goito et à Volta. Le 3 juin au soir, il se trouva à la tête de 40,000 hommes avec quatre-vingt-dix canons. Il aurait pu, avec ces forces imposantes, tenter toute entreprise, et avant tout il aurait dû songer à séparer Radetzky de l'Adige. Peschiera lui assurait le passage sûr d'une rive du Mincio à l'autre; il pouvait faire une tentative sur Vérone, pendant que Radetzky ne pouvait y accourir que par le long circuit de Mantoue : tout le plan de l'ennemi avait été détruit par le sacrifice généreux des volontaires italiens à Curtatone et par les Croates qui avaient rendu Peschiera. « Radetzky, écrit Cattaneo, avait perdu Peschiera parce qu'il avait permis que ses soldats fussent des voleurs, de même qu'il avait perdu Milan parce qu'il les avait tolérés assassins. Si Charles-Albert eût été un simple guerrier, et non un roi et un jésuite, il aurait volé au secours de ces braves jeunes gens qui combattaient à Curtatone; et,

refoulant Radetzky au dedans de Mantoue, il aurait pu intercepter Daspre sur la route de Brescia; puis, traversant rapidement le Mincio, il serait peut-être arrivé à temps pour s'emparer de Vérone, où l'ennemi avait laissé peu de soldats. » Après la bataille de Goito, il aurait pu encore mieux se porter sur Vérone, en la faisant assaillir par derrière par les Romains et les Vicentins, et au dedans par le peuple soulevé au bruit de sa victoire. Et que l'on ne croie pas que j'émets cet avis parce que j'écris dix ans après que les événements se sont accomplis, car il avait été conçu par les officiers de Charles-Albert pendant qu'ils étaient à Goito, et l'un d'eux a écrit ce que je vais rapporter ici : « Deux jours de pluie continuelle, dit-il, mirent obstacle à la poursuite de l'ennemi; du moins l'on objecta au quartier général qu'il était impossible de conduire l'artillerie à travers des chemins fangeux et des terres détrempées. Cependant, c'est à travers ces mêmes chemins que l'ennemi vaincu avait sauvé la sienne. Aussitôt après la bataille, on aurait donc pu couper la retraite aux Autrichiens, et par le moyen d'émissaires, instruire les habitants de Véronne, où Radetzky n'avait laissé qu'une faible garnison. »

Mais Charles-Albert, aussitôt qu'il eut réuni, dans la soirée du 3, son armée à Goito, manifesta le désir de délivrer de la présence des Autrichiens cette même province qu'il avait laissé impunément saccager et dévaster pendant quatre longs jours. Par conséquent, il décida d'attaquer de front, le jour suivant, l'armée ennemie; ce qui ne pouvait avoir d'autre résultat que de la faire rentrer à Mantoue. On prit des dispositions pour la bataille qu'on croyait avoir à soutenir le jour suivant. Tout le fruit de la victoire de Goito se réduisait donc à la nécessité d'engager une nouvelle bataille contre l'ennemi qu'on avait vaincu, et qui était de nouveau à craindre puisqu'on l'avait laissé se fortifier à son aise.

Le 4, à l'aube, toute l'armée piémontaise s'ébranla, le roi en tête, et marcha vers Curtatone, qu'on trouva avec étonnement abandonnée par les Autrichiens. Les Piémontais s'avançaient, comme toujours, sans rien savoir de la situation de l'ennemi qu'ils allaient combattre. Au contraire, Radetzky était bien servi

dans le camp même du roi, et il avait été informé, dans la nuit précédente, de la concentration des troupes royales et de l'attaque fixée pour le jour suivant. Il s'était éloigné dans la nuit même, et avait regagné Mantoue, d'où il ne tarda pas à poursuivre son chemin vers Legnago. Charles-Albert aurait dû alors passer sur la rive gauche du Mincio, et se jeter sur la route de Legnago, où il aurait rejoint l'ennemi et l'aurait forcé à accepter la bataille. Mais le roi ignorait toujours les mouvements de l'ennemi, ou peut-être ne voulait-il pas les déranger cette fois encore. Il persista dans son dessein de se rendre sous Mantoue, dessein qui n'avait plus de but : c'était une promenade militaire. Le roi était fier de ce que l'ennemi, ayant peur de lui, *s'échappait si promptement, qu'il ne lui était pas possible de le rejoindre.* Lorsqu'il arriva à Rivalta, un nouveau triomphe l'attendait : il s'empara, dans la maison que Radetzky et le général Wratislaw avaient habitée, de quelques papiers abandonnés, parmi lesquels se trouvait un ordre du jour du maréchal, qui commandait aux troupes de rentrer à Mantoue après avoir pillé le plus de vivres qu'il serait possible. Assuré, en conséquence, de trouver là toute l'armée autrichienne réunie, il continua sa marche jusqu'en vue de Mantoue; il n'y trouva pas Radetzky. Il s'avança encore, et n'eut que la gloire de faire quelques prisonniers. Enfin, il ordonna de revenir au lieu d'où l'on était parti.

Dans cette marche, Charles-Albert put se convaincre que les renseignements reçus sur la condition du pays étaient au-dessous de la vérité : les campagnes étaient dévastées, les villages fortifiés, les maisons percées pour servir à la mousqueterie, les meubles brisés ou brûlés pour réchauffer les troupes, les églises profanées et saccagées; un grand nombre de jeunes filles avaient été entraînées de vive force pour servir aux plaisirs des soldats autrichiens. Les habitants, dépouillés de tout ce qu'ils possédaient de plus précieux, en proie à la faim, pleins d'épouvante, refusaient de donner le moindre renseignement sur les mouvements des Autrichiens; ils tremblaient à l'approche des Piémontais et maudissaient la cause italienne. Néanmoins, les généraux du roi allaient se consolant eux-mêmes et se justifiant auprès de leurs

soldats, auxquels ils disaient que le but de cette marche avait été de délivrer le pays de la présence des Autrichiens qui le dévastaient; qu'on ne combattait pas par cela seul que l'ennemi, averti de leur arrivée, avait précipité sa fuite; que, par suite, leur mouvement était glorieux autant et plus que la bataille de Goito, puisqu'on obtenait tous les fruits de la victoire sans effusion de sang. Vanteries stupides et lâches! Le mouvement des Piémontais avait hâté la retraite de Radetzky; mais cette retraite était conseillée par la perte de Peschiera et de la bataille de Goito, par les nouvelles arrivées de Vienne et par l'ordre que le maréchal avait reçu de s'assurer de la possession de la Vénétie. Il accéléra surtout sa marche parce qu'il était accompagné des archiducs et du jeune François-Joseph, empereur actuel d'Autriche, auxquels il avait voulu donner le spectacle d'une grande victoire, et qui maintenant avaient hâte de se mettre en sûreté. D'ailleurs, Radetzky, se reportant sur Legnago et dans la Vénétie, enlevait d'un seul coup à Charles-Albert tous les avantages que celui-ci aurait pu tirer de sa victoire de Goito.

Le 4, Charles-Albert passa la nuit à Rivalta; et le jour suivant, convaincu lui-même que Radetzky n'avait fait que se sauver avec les archiducs, il ordonna aux troupes de retourner à Goito pour y reprendre leurs campements.

Ainsi, l'incapacité des chefs neutralisa la valeur incontestable des soldats piémontais; Radetzky le savait, et fondait sur cela ses projets. Plus tard, pour expliquer ces projets, Bava raconta que le maréchal n'était sorti de Vérone et ne s'était avancé sur Goito que parce qu'il était d'accord avec les patriotes de Milan et qu'il espérait qu'une réaction se déclarerait en sa faveur de la part des Lombards. Dans les derniers jours de mai, époque où avait lieu le vote pour l'annexion de la Lombardie au Piémont, il y eut en effet quelque tumulte à Milan. Mais quoique ceux qui voulurent par ce moyen défendre leur liberté pussent avoir tort dans la forme, ils étaient bien loin de se vendre à l'ennemi. On connut plus tard avec quels individus Radetzky fut d'accord, et ce ne fut certes pas avec les républicains. D'ailleurs, les généraux du roi, qui, connaissant les renforts arrivés à Vérone

et la possibilité pour Radetzky de prendre l'offensive, ne prévoyaient rien et laissaient leurs troupes campées sur cent points différents; ce Bava, qui, étant au courant des mouvements et des desseins de l'ennemi, laisse décimer les volontaires de De Laugier, et au lieu de les aider avec ses dix-huit bataillons de cavalerie et d'artillerie, va sur la hauteur du Volta contempler avec sang-froid les flammes qui dévorent ceux qu'il a trahis; ce Bava qui laisse le roi retourner tranquillement à Valeggio sans briser devant lui son épée; ce ministre de la guerre Collegno, qui, entendant le bruit du canon autrichien s'approcher de Milan, n'élève aucune barrière entre l'armée ennemie et la capitale, ne mine pas un pont, ne creuse pas un fossé, ne réunit pas deux canons, deux soldats, pour que la cavalerie de Daspre ne se répande pas sur les rives du bas Ollio et du Clisio, ne se montre pas impunément à Asola, à Castel-Gandolfo, à Mesole, pour ruiner les campagnes, saccager les villages et renouveler dans les terres de Brescia et de Crémone la terreur oubliée du nom autrichien; ce roi, enfin, qui prie dans l'église au lieu de combattre, et qui se laisse humilier par l'ennemi que ses soldats ont vaincu : tous ces personnages, je le dis hautement, n'ont point le droit de se constituer les accusateurs d'autrui.

CHAPITRE VI.

Radetzky marche sur Vicence. Position de cette ville. Conduite de Charles-Albert; au lieu de secourir Vicence, il entreprend une expédition sur Rivoli et la Corona, et cherche à s'emparer de Vérone. Défense héroïque de Vicence; sa capitulation. Effet que la chute de Vicence produit en Italie. Charles-Albert se retire sur la ligne du Mincio. Padoue, Trévise et Palmanova tombent aux mains des Autrichiens. Toute la Vénétie est perdue.

On a vu que Radetzky, refusant la bataille, était rentré à Mantoue dans la nuit du 3 juin, et de là s'était dirigé sur Legnago. Puisqu'on n'avait pas voulu l'enfermer en Lombardie, on aurait pu du moins passer l'Adige derrière lui, comme le proposait le ministre de la guerre Franzini; mais le conseil des généraux s'était déclaré d'un avis contraire. On ne savait quel parti prendre. Un jour on s'opposait à ce que le duc de Savoie passât dans la Vénétie, même avec sa division seule, comme il l'avait demandé. Le lendemain, le roi se montrait disposé à suivre le conseil de Franzini. On perdit ainsi en délibérations des moments précieux, et pendant ce temps, Radetzky, ayant su que le général Welden descendait du Tyrol avec une nouvelle colonne de 15 à 16,000 hommes, profita de ce secours pour tenter une entreprise importante. Il voulait se joindre rapidement à Welden, tomber de nouveau sur Vicence et écraser Durando. Il savait que Vérone et presque toute la ligne de l'Adige resteraient découvertes; mais il espérait beaucoup dans l'incapacité de Charles-Albert, et pensait revenir avant que celui-ci eût su profiter de son absence.

Le maréchal laissa donc quelques troupes à Legnago pour cacher son mouvement, dirigea une colonne sur Saint-Boniface et marcha avec le corps principal sur Montagnana.

Le 8 juin, le corps du général Daspre, suivi de celui du général Wratislaw, parut sur la route de Vicence, et le jour suivant

Welden arriva. Cette fois 43,000 hommes avec 110 canons attaquaient la courageuse cité.

Durando, commandant de Vicence, avait reçu quelques jours avant un ordre du général Franzini, ministre de la guerre, ainsi conçu : « *Je vous prescris* de vous retirer à Venise, car Vicence ne peut être sauvée d'aucune manière; par conséquent, *il vaut mieux la livrer à l'ennemi dans l'état où elle se trouve.* » Cet ordre cruel prouve évidemment que les généraux piémontais faisaient la guerre au profit du roi. S'ils eussent compris que c'était une guerre populaire et insurrectionnelle, ils auraient rougi, dit Cattaneo, de considérer les villes qui avaient à craindre de féroces vengeances comme des positions militaires qu'on avait à conquérir et à abandonner. Durando se disposait à obéir quand il vit arriver sur lui toute l'armée autrichienne. Ne pouvant plus se retirer, il se résigna à combattre et pourvut à la hâte à la défense de la ville.

Vicence est placée au nord d'un groupe de collines appelées monts Berici, au confluent de deux petites rivières, le Bacchiglione et le Retrone. Elle est divisée en deux parties, la vieille et la nouvelle ville; la première est entourée de murs, la seconde n'est fermée que d'un côté. Au-delà des portes, il y a des faubourgs très-étendus, et les collines environnantes dominent la position et en sont la clef. Durando plaça sur les monts Berici deux bataillons de Suisses et les volontaires vicentins, soutenus par 1,300 hommes de la légion Gallieno, en tout 3,000 hommes. Maxime d'Azeglio eut l'honneur de les commander, et le colonel Henri Cialdini en eut la charge. A gauche des monts Berici, sur la route de Barberano, on établit le bataillon des volontaires de Faenza, commandé par Pasi, et le bataillon des étudiants de Rome, sous les ordres de Ceccarini; au faubourg et à la porte de Padoue, la légion de del Grande, composée de deux bataillons des volontaires du Bas-Rhin, sous les ordres de Rossi; à la porte Saint-Bartolo et à Sainte-Croix, le sixième bataillon des fusiliers de ligne pontificaux, commandés par Mellara; à la porte Castello, les chasseurs de ligne. La réserve se composait de deux bataillons suisses, des carabiniers, de la cavalerie, de l'ar-

tillerie suisse et d'une partie de l'artillerie italienne. Les hauteurs étaient retranchées, les portes fortifiées et les rues barricadées. Enfin, personne ne doutait qu'on allait recevoir le secours des Piémontais, qui ne devaient pas tarder à marcher sur Vérone, à attaquer les derrières de Radetzky et à le placer entre deux feux. Durando envoyait à Charles-Albert un aide-de-camp pour lui faire connaître l'état des choses.

Charles-Albert connaissait depuis le 7 le mouvement de Radetzky, et cependant il ne traversa point l'Adige, laissé sans défense par le vieux maréchal, pour secourir Vicence. Il ne marcha pas davantage sur Vérone, d'où les citoyens lui envoyaient continuellement des messages pour lui dire que la place n'avait qu'une faible garnison et l'engager à profiter de l'occasion pour s'en emparer. Ses soldats mêmes, les populations et surtout les Milanais murmuraient de son incertitude. Les patriotes de Milan, évitant toujours de faire acte de discorde, demandaient instamment au gouvernement provisoire qu'on se servît de l'élément populaire pour pousser la guerre avec vigueur; le gouvernement se troublait et envoyait une députation au roi. Voici les paroles de Bava : « Vicence allait tomber, lorsqu'une députation du gouvernement provisoire vint déclarer que tout irait mal si l'on ne marchait pas en avant; que si l'on ne voulait pas voir triompher le parti républicain, il fallait donner des victoires à la nation. » Un peu plus loin le général s'exprime ainsi : « Sa Majesté m'annonça que la députation lombarde désirait absolument *une marche* en avant. » Charles-Albert n'avait donc pas le dessein de bouger, et le gouvernement de Milan ne lui demandait qu'*une marche,* pour qu'il parût vouloir agir. Et il ne s'agissait pas de sauver Vicence en danger, mais de faire illusion aux républicains! « Qu'on voie, s'écrie Cattaneo, si la mansuétude des Italiens ne fut pas l'une des grandes causes de leur perte. »

Charles-Albert, invité à s'avancer, se porta de sa personne, le 10, à Garde, sur les bords du lac de ce nom. Vers le soir, il reçut là une nouvelle dépêche de Durando, qui renouvelait avec la plus vive instance la demande qu'on courût à son aide. Si le roi,

sans se diriger sur Vicence, eût visé à assaillir Vérone, il aurait fait repentir Radetzky d'avoir, en cette occasion, oublié toute prudence militaire en abandonnant sa base d'opérations. Radetzky aurait été rappelé à défendre Vérone, et l'on aurait détourné de Vicence la tempête qui la menaçait. « Notre arrivée sur l'Adige, avoua Franzini, ministre de la guerre, devant les chambres de Turin, aurait eu sans aucun doute pour résultat de délivrer Durando, en attirant Radetzky sur l'Adige. » Ce mouvement était de la plus grande importance : contraindre Radetzky à rompre le cercle dont il entourait Vicence, c'était laisser une issue à Durando et conserver à l'Italie un corps de dix-sept mille soldats, vicentins, suisses et romains, qui malheureusement devaient être écrasés. Mais Vicence était une ville qui *ne pouvait être sauvée en aucune manière,* et les troupes de Durando se composaient de volontaires qui, de même qu'au Tyrol, à Curtatone et partout, étaient destinés à périr; se délivrer de ces dangereux alliés, c'était tout gain pour le roi.

Charles-Albert ne prit donc aucun souci de Vicence. Il tourna les yeux vers les hauteurs de Rivoli. Là débouche la seule bonne route qui descende du Tyrol, entre le lac et le fleuve. Le roi voulut s'emparer de cette position, disant qu'il protégerait ainsi la gauche de son armée, qui pouvait facilement être molestée par l'ennemi, maître de la chaîne des monts Baldo, chaîne qui occupe tout l'espace compris entre le lac et l'Adige. Cependant, si la conquête de cette position pouvait être utile, ce n'en était pas moins une faute d'étendre davantage ses lignes, prolongées déjà démesurément; et c'était une double faute de se porter à gauche, lorsqu'une extrême nécessité appelait l'armée piémontaise à opérer au centre. En voulant s'approcher de l'Adige, il était inutile de le faire à Rivoli, beaucoup trop au-dessous de Vérone, et si loin de l'ennemi. Il semblait que le roi ne voulût qu'éviter Radetzky. Le seul mouvement que l'art de la guerre prescrivît à Charles-Albert était celui de s'avancer sous Vérone, près de l'embouchure de l'Alpone et le plus près possible de Vicence, pour faire craindre à Radetzky qu'on n'empêchât son retour dans cette ville. On avait là, en face, la digue d'Arcole et la colline de

Caldiero. Les Piémontais, en s'arrêtant derrière l'Alpone, auraient obligé Radetzky à revenir sur ses pas pour les attaquer avec toutes ses forces, qui, le 10, étaient inférieures en nombre à celles de Charles-Albert. Qu'on ajoute que les soldats italiens étaient alors pleins de confiance, à cause de la récente victoire de Goito. Charles-Albert, assailli par l'ennemi, aurait pu renouveler au pont de l'Adige la défense qu'il avait déjà faite au pont de Goito; et il aurait eu un avantage qui lui manquait à Goito : celui de se trouver sur sa véritable base, avec le Mincio et Peschiera derrière lui. Radetzky aurait été forcé d'accepter le combat dans des conditions défavorables; car sans une victoire soudaine et complète, il ne serait pas rentré à Vérone. Vérone perdue, il lui aurait été impossible de rester en Italie, attendu que Mantoue, dans la saison où l'on se trouvait, aurait consumé son armée en peu de mois.

Néanmoins, Charles-Albert voulut agir contre Rivoli, croyant ou feignant de croire qu'avant de s'avancer il lui fallait débarrasser son flanc gauche, menacé de graves dangers vers sa pointe extrême. Deux divisions marchèrent contre Rivoli, l'une de Garde, l'autre de Pastrengo. Il n'y avait à Rivoli que 4,000 Autrichiens qui s'y étaient fortifiés; à l'approche de l'ennemi, ils se hâtèrent d'abandonner leur position. Les Piémontais, en arrivant sur la hauteur, s'aperçurent de leur retraite, qui avait toute l'apparence d'une fuite. L'artillerie et l'infanterie de la brigade Bes faisaient un feu terrible, comme si on eût voulu engager les Autrichiens à s'arrêter et à accepter la bataille; ce n'était que s'amuser à tirer en l'air : les Autrichiens ne s'arrêtaient pas, et, ne pouvant passer l'Adige et se diriger sur Vérone, car la pluie torrentielle des jours passés avait tellement grossi la rivière qu'elle avait emporté le pont de barques, ils se retirèrent vers le Tyrol. On aurait pu peut-être les tourner et les cerner de toutes parts, mais les Piémontais n'y songèrent pas.

Le jour suivant, 11 juin, on fit partir deux colonnes pour s'assurer de la nouvelle position occupée par les Autrichiens; la première colonne était aussi chargée d'examiner la position très-importante de la Corona; en arrivant à cette position, elle

rencontra l'ennemi, qui, sans combattre, se sauva promptement. La seconde colonne découvrit les Autrichiens à Dolce, faisant mine de vouloir s'y maintenir; mais après un feu d'artillerie de deux heures, ils s'éloignèrent et occupèrent d'autres positions en dehors du bourg. Un bataillon piémontais resta à la Corona, une brigade à Rivoli; toutes les autres troupes eurent l'ordre de rentrer à Garde. Cette facile et insignifiante expédition de Rivoli fut exaltée par les albertistes comme on aurait pu le faire de la prise de Vérone; l'esprit de cour alla jusqu'à indiquer comme une heureuse coïncidence, que de même qu'à la fin de la bataille de Goito Charles-Albert reçut la nouvelle de la reddition de Peschiera, de même, au retour de Rivoli et en arrivant à Garde, le roi vit se présenter devant lui les députés du gouvernement provisoire de Milan avec le comte Casati, pour lui faire humblement *la demande,* au nom du peuple lombard, de vouloir bien agréer l'annexion de leur patrie aux anciens États de la maison de Savoie.

Cet événement, qu'il avait provoqué et si vivement souhaité, aurait dû enhardir le roi et le pousser au secours de Durando, qui, le 11, défendait encore Vicence. Il donna des ordres à cet effet. A Rivoli, on lui avait assuré que Vérone n'avait qu'une très-faible garnison. Il résolut donc d'attaquer cette place; mais la lenteur inexplicable qu'il mit à prendre ses dispositions ne rend pas téméraire la supposition qu'ayant l'air de marcher sur Vérone pour délivrer Vicence, il ne voulut réellement que donner le temps à Radetzky de prendre cette ville. On ne pourrait l'absoudre de cette accusation qu'en avouant qu'il avait perdu la tête. En effet, le dernier aide-de-camp de Durando, qu'il avait reçu à Garde le 10, étant parti de Vicence le 9, lui avait déclaré que la ville n'était pas en état de pouvoir résister. Le 10 s'était écoulé, et c'est le 11 seulement que Charles-Albert « ordonnait à ses troupes, écrit le général Bava, de se réunir le jour suivant, 12, entre Roverbella, Valeggio et Sona, afin de se concentrer, le 13, près de Villafranca, pour marcher de là sur Vérone et tenter un coup de main sur cette place en profitant de l'absence de l'ennemi. » Il fallut donc trois jours pour réunir l'armée à

Villafranca, c'est-à-dire pour faire quatre ou cinq lieues. Quand l'armée fut concentrée aux environs de Villafranca, il fallut cinq heures pour traverser la ville, à cause des barricades dont elle était couverte; l'armée ne fut en ordre que le 13 à midi. Dans ce moment, un citoyen de Vérone qui inspirait de la confiance, se présenta au roi, et lui dit que son frère avait réuni à Vérone 600 hommes prêts à se soulever dans la ville aussitôt que l'armée piémontaise se serait avancée pour l'attaquer. Le roi ne douta plus du succès, et, ayant laissé un corps de troupes à Goito pour couvrir la droite du Mincio, un bataillon à Valeggio, un autre à Peschiera, et deux à Villafranca, il marcha vers Vérone à la tête de deux divisions. Il se proposait de tenter une vigoureuse attaque contre les retranchements extérieurs de la place, afin de faciliter aux conjurés les moyens de se soulever et de lui ouvrir une des portes de Vérone; ses troupes, une fois introduites dans la ville, en auraient chassé facilement la faible garnison; et puis elles seraient sorties pour offrir la bataille à Radetzky au-delà de l'Adige. Mais voyez la fatalité! Le 13, le ciel était nuageux, et les flatteurs de Charles-Albert ont écrit qu'à son arrivée en vue de Vérone, *la pluie commença et ne lui permit pas d'attaquer la ville; il lui fallut différer l'attaque jusqu'au lendemain, et même rétrograder pour s'arrêter à quelque distance, afin de ne pas s'exposer à tomber dans un guet-apens pendant la nuit*. Mais Radetzky, qui ne craignait pas la pluie, eut le temps de rentrer à Vérone dans la nuit même du 13.

Radetzky avait pu accomplir, sans être troublé, le voyage de cent milles de Mantoue à Legnago et de Legnago à Vicence, comme s'il eût eu à traverser un pays ami. Le 8 au matin, le corps sous les ordres du général Daspre, qui avait marché sur la droite, passé le Bacchiglione et rompu le chemin de fer, s'était placé à l'est de Vicence. A gauche, le corps du général Wratislaw s'était étendu derrière les monts Berici, qui s'élèvent au midi entre le Bacchiglione et la route de Vérone; ce corps avait ainsi donné la main à la brigade qui arrivait par cette route. Le 9, Welden avait fermé le cercle qui retirait à Vicence toute communication avec les autres villes de la Vénétie et toute retraite.

L'ennemi s'était préparé à l'assaillir le lendemain avec 43,000 hommes et 110 canons. Durando n'avait que 12,000 hommes, prêts à une défense intrépide.

Radetzky jugea judicieusement que Vicence était prise s'il venait à s'emparer des hauteurs qui la dominent. A l'aube du 10, il fit ouvrir le feu contre les monts Berici, et l'attaque s'étendit si rapidement, que, vers onze heures, on combattait avec fureur de tous les côtés. Les Italiens se tenaient fermes dans leurs positions; les Autrichiens, malgré leur supériorité de forces et d'armes, ne parvenaient pas à avancer d'un pas. Radetzky voulut s'emparer à tout prix des collines, qui étaient la clef de la ville. Il envoya de ce côté un renfort de 12,000 hommes avec 24 canons; la bataille devint alors très-sanglante. D'Azeglio n'avait pas fait occuper une hauteur qui dominait la colline qu'il défendait; quelques centaines de Croates se montrèrent sur cette éminence, mais ils étaient tenus en respect par quelques pièces d'artillerie, placées avantageusement par le colonel Cialdini, qui dans ce moment tombait blessé. D'Azeglio s'aperçut un peu tard de sa faute, et fit avancer un certain nombre de Suisses pour chasser de là les Croates, qui, arrivés par centaines, surgirent bientôt par milliers. L'artillerie italienne, pour ne pas atteindre les derrières des alliés, dut se taire; et la colonne suisse, misérablement écrasée, ne put se retirer qu'avec d'immenses pertes.

Le général Durando fut informé de ces événements pendant qu'il encourageait de sa présence les volontaires romains, anconitains et bolognais, qui, réunis aux carabiniers, combattaient vaillamment. Le général ordonna au colonel Latour d'accourir avec la réserve des Suisses au secours de ceux qui perdaient du terrain sur les monts Berici, et de fortifier la défense des portes Monte et Lupia, exposées immédiatement aux assauts de l'ennemi; il ordonna aussi au colonel Weber de secourir d'Azeglio, marchant au pas de charge à la tête de deux compagnies; après cela, il marcha lui-même avec le reste de la réserve sur le côté opposé des monts, pour y attaquer les Autrichiens. Tous ces corps de la réserve, en arrivant sur le terrain, attaquèrent l'en-

nemi sur le flanc et par derrière. La résistance fut héroïque; mais les Autrichiens étaient si supérieurs en nombre, qu'ils eurent le dessus et débordèrent de toutes parts; de sorte qu'il fallut enfin battre en retraite. Les jeunes officiers et soldats italiens avaient donné des preuves éclatantes de valeur; les Suisses avaient payé un large tribut de sang à la cause de la liberté. Outre Cialdini, qui fut grièvement blessé, on eut à déplorer la mort du major Gentiloni de Fillottrano, jeune homme d'un courage étonnant. Les Italiens se repliaient en ordre, et d'Azeglio, à la tête des hommes les plus intrépides, couvrait la retraite, lorsqu'il voulut, en arrivant à l'Église du Mont, tenter un dernier effort; mais ce fut en vain : il fut blessé, et un grand nombre d'officiers et de soldats tombèrent morts à ses pieds. Le terrain était jonché de cadavres. Radetzky fut enfin maître des hauteurs. Ceccarini, commandant des étudiants de Rome, et Pasi, colonel des volontaires de Faenza, qui avaient été placés à gauche des monts Berici, sur la route de Barberano, avaient défendu avec une valeur admirable la Rotonda de Palladio et les autres positions le long de la route; ils avaient été cependant contraints de céder le terrain devant la division Schwartzemberg; de sorte que, vers six heures du soir, la défense se trouva restreinte à l'intérieur de la ville.

Une fois les hauteurs occupées, Vicence était perdue. Elle ne recevait de secours ni des Piémontais, qui, dans cette journée, marchant sur Rivoli, semblaient chercher un ennemi qui fuyait pour éviter un ennemi qui combattait, ni des volontaires épars à Padoue, à Trévise et dans les environs, qui, après le départ du général Ferrari, rappelé à Rome, étaient livrés à eux-mêmes. Les Autrichiens garnirent les hauteurs de nombreuses batteries d'obusiers et de canons, de sorte qu'à la fin du jour et au commencement de la nuit une grêle de projectiles de toute sorte tomba sur Vicence. Les citoyens, placés derrière les barricades, étaient inexpugnables; les soldats déployaient une valeur à toute épreuve; les morts étaient en grand nombre, et en plus grand nombre encore les blessés. Le colonel romain del Grande tombait mort; plusieurs maisons brûlaient; l'horreur des ténèbres était

augmentée par toutes les horreurs du combat le plus acharné. Les citoyens, sous les armes depuis trente-six heures, étaient épuisés par l'insomnie de la nuit précédente, par la fatigue d'une bataille si longue, si sanglante, sans avoir eu le temps de renouveler leurs forces par quelques aliments. Le découragement ne s'était cependant pas emparé d'eux; ils se préparaient à veiller et à combattre pendant cette nuit, attendant pour le jour suivant de nouveaux et de plus meurtriers assauts. Les moyens de défense, à cause de la perte énorme d'hommes, de chefs et de matériel, étaient diminués de beaucoup; une partie de l'artillerie, qui, dirigée par le Suisse Lentulus et par le Romain Calandrelli, avait admirablement servi, se trouvait démontée. Tout cela cependant ne détournait pas les vaillants défenseurs de leur généreuse résolution de s'ensevelir sous les ruines de la ville. Les capitaines des valeureux bataillons suisses envoyaient leurs drapeaux à la maison du général Durando en disant : « Général, en tout cas, votre maison sera la plus respectée et les ennemis n'auront pas à se moquer de nos drapeaux. » Le peuple tout entier était enflammé de courage. La municipalité même, qu'en de semblables circonstances la prudence rend partout timide, la municipalité de Vicence prenait la résolution héroïque de laisser détruire la ville plutôt que de cesser le combat. Tous étaient déterminés à mourir les armes à la main! On ne peut fixer les yeux sur ce tableau sans se laisser dominer par une profonde émotion et sans que le cœur saigne en pensant que l'armée piémontaise laissait immoler ces légions de braves par un retard lâchement calculé. Charles-Albert devait-il se plaindre encore que les Italiens l'abandonnaient?

Un seul homme dans Vicence n'était pas rempli de cet enthousiasme qui honore les guerres nationales : cet homme était Durando. Se voyant décidément abandonné de son roi, il comprit que cette ville devait être livrée à l'ennemi. C'était un capitaine et non un citoyen, et, ne voyant les choses qu'au point de vue militaire, il considérait avec calme que la résistance pourrait continuer encore un jour, avec une perte plus sensible de la part des défenseurs et en exposant la ville à tous les maux extrêmes

d'une prise d'assaut. C'est là que les considérations des amis de l'humanité, qui, par horreur du sang inutilement répandu, se hâtent de prêcher la résignation et la reddition, auraient trouvé leur plus heureuse application. Cependant, si la nation espagnole eût écouté ces conseils, aurait-elle résisté six ans aux armées françaises? Et pourquoi sa défense est-elle appelée glorieuse? C'est uniquement parce qu'elle fut enfin légitimée par le succès, et l'on ne réfléchit pas que ce succès fut l'œuvre de sacrifices et de destructions que les amis de l'humanité n'auraient pas su approuver. Les populations italiennes étaient disposées même à surpasser les Espagnols; et si leur enthousiasme n'eût pas été partout entravé, qui peut dire quel eût été le succès de la guerre? Une résistance d'un jour! Mais Durando savait-il si dans ce jour Vicence ne serait pas secourue? Durando, comme tous les généraux du roi, aimait plutôt les capitulations que les résistances opiniâtres des peuples; pouvant encore défendre la ville, il préférait *la sauver* malgré elle. Par conséquent, ayant réuni un conseil d'officiers, il proposa d'offrir à l'ennemi la reddition de Vicence. Un drapeau blanc fut hissé sur la tour de la ville. On vit alors éclater toutes les fureurs qui, dans les villes trahies, succèdent à une trop aveugle confiance. Ce fut un moment terrible. Vicentins et Romains ne toléraient pas qu'on parlât de reddition, maudissaient le général qui en avait eu la pensée, jetaient à bas le drapeau de paix. Cette émeute éclatant dans la ville ralentit la défense; les citoyens, abandonnés à eux-mêmes par un chef qui se refusait à combattre, se trouvèrent en peu de temps dans l'impossibilité de se soutenir davantage. En un mot, la défection de Durando força la garnison et la population à céder à la nécessité.

Durando envoya Casanova, colonel piémontais, et Belletta, major suisse, parlementer avec le général Wratislaw; il y envoya également l'auditeur militaire Alberi, piémontais, et le prince de Ruspoli, romain : ainsi, l'honneur d'ouvrir les portes de Vicence à l'ennemi fut accordé à des officiers du roi. Radetzky était trop inquiet sur le sort de Vérone pour n'avoir pas hâte de conclure les négociations de Vicence. Il accorda une

honorable capitulation, en se réservant de la fouler aux pieds : la garnison, qui, comme le vainqueur lui-même le déclara, *avait combattu vaillamment pendant vingt heures de suite contre une puissante armée,* devait sortir avec armes et bagages et tous les honneurs militaires, à la condition de ne pas combattre pendant trois mois contre l'Autriche ; les habitants avaient la faculté de la suivre, et s'ils restaient, ils devaient être respectés dans leurs personnes et dans leurs biens, en vertu d'une amnistie générale.

Le jour suivant, la garnison sortit, et les citoyens qui s'étaient séparés de Venise pour *se fondre* dans le royaume *très-fort,* voulurent émigrer en masse, avec leurs femmes, leurs enfants et les blessés, avant de voir leurs maisons souillées et pillées par les barbares.

Radetzky ne tint pas sa parole, et sévit cruellement contre ceux qui s'y étaient fiés. Au bout de quelques jours, on ordonna à tous ceux qui s'étaient éloignés de rentrer en ville, en les menaçant de la confiscation de leurs biens. A cette nouvelle, le gouvernement provisoire de Milan rendit un décret qui annula la capitulation et déchargea la garnison de l'engagement de ne pas servir contre l'Autriche pendant trois mois.

Il serait difficile de décrire le trouble, la douleur, la colère que la nouvelle de la chute de Vicence causa à Rome. On entendit dans les rues proférer mille injures contre Durando, demander la levée en masse, se récrier contre le Pape, exiger des chambres des résolutions énergiques pour la guerre. La confusion n'était pas moindre dans le conseil des députés. Sterbini proposait de voter un emprunt impossible de plusieurs millions d'écus pour continuer la guerre. Le prince de Canino prononçait des paroles injurieuses contre Durando, irrévérencieuses contre le Pape. L'un demandait une enquête sur les événements de Vicence, l'autre désirait qu'on accordât la qualité de citoyens romains aux Suisses qui avaient vaillamment combattu ; d'autres voulaient qu'on distribuât des insignes d'honneur aux plus valeureux des combattants de Vicence et des subsides aux familles des morts. Ces deux dernières propositions furent adoptées à l'unanimité. On demandait aussi que la capitulation,

ayant été enfreinte par Radetzky, ne fût pas respectée à Rome; mais Pie IX, qui avait cédé à Charles-Albert le commandement de ses troupes pour ne pas avoir l'air de faire directement la guerre à l'Autriche, remit ses soldats sous ses ordres aussitôt qu'il s'agit de leur faire respecter une capitulation dont cependant les Autrichiens les avaient dégagés.

Maître de Vicence, Radetzky voulut accomplir son œuvre. Il expédia une partie de ses troupes vers Padoue et Trévise, et lui-même se mit en marche vers Vérone, où il rentra, comme j'ai dit, le soir du 13, avec 8,000 hommes.

La reddition de Vicence avait mis le gouvernement provisoire de Milan dans le plus grave embarras. Jamais il n'eut une plus grande peur du peuple. Pour atténuer la triste impression que l'attaque de Vicence, sous les yeux de toute l'armée piémontaise, avait produite, les gouvernants de Milan avaient divulgué qu'il s'agissait *d'une fausse attaque tendant à couvrir la retraite de l'ennemi vers la Piave et l'Allemagne*. Lorsqu'on sut que Vicence était tombée sans avoir même été secourue, le gouvernement milanais se hâta de publier une proclamation où on lisait ces paroles : « La chute de Vicence est un grand malheur, mais c'est un malheur réparable. L'armée du roi Charles-Albert *tient encore* ses fortes positions, *qu'elle ne pouvait, ni ne devait abandonner*. Le roi *n'a pas jugé opportun pour le moment* de sauver Vicence, parce que tout le nerf de la guerre est à Vérone. Vérone sera *bientôt* conquise, et alors toutes les villes de la Vénétie seront à nous. »

En attendant, le roi, le 13 au soir, tandis que Radetzky rentrait à Vérone, renvoyait, comme on l'a vu, à cause de la pluie, son attaque au lendemain. Il apprit bientôt, le soir même, que le maréchal se trouvait déjà dans la place, et il ne se reprocha pas pour cela la lenteur qui lui avait fait échapper des mains un triomphe si sûr; au contraire, on n'entendit dans tout le camp que des plaintes contre les défenseurs de Vicence, qui seuls étaient les coupables, puisqu'*on les aurait sauvés s'ils s'étaient soutenus plus longtemps*. Ces plaintes n'auraient dû tout au plus s'élever que contre Durando. Cependant les événe-

ments déjà accomplis déterminèrent le roi à changer le plan de ses opérations. Mais les conjurés de Vérone ne lui en donnèrent pas le temps; ils étaient si bouillants, que, malgré l'arrivée de Radetzky, ils envoyèrent un messager à Charles-Albert pour lui faire entendre qu'ils attaqueraient, le jour suivant, les Autrichiens dans la place, et mettraient tout en œuvre pour ouvrir une des portes. « Si nous eussions assailli la place avec des forces considérables, écrit Bava, nous aurions pu, le lendemain, nous en emparer. Sa Majesté partagea cette espérance, et m'ordonna de prendre les dispositions nécessaires pour l'attaque. »

On appela alors le citoyen véronais qui se trouvait au camp et qui correspondait avec les conjurés de la ville. On lui dit que l'attaque aurait lieu à la pointe du jour, et on le chargea d'en donner avis au moyen de feux et de fusées lancées de Villafranca, comme il avait été convenu, afin que les citoyens pussent se préparer au soulèvement. Le Véronais se rendit à Villafranca, parla au colonel qui y commandait deux bataillons piémontais, et lui demanda la permission de faire les signaux, ce que le colonel, malgré les raisons expliquées et les plus vives instances, refusa obstinément de permettre. Voilà ce qui fit manquer une révolte dont les conséquences auraient été incalculables. « Vers deux heures du matin, écrit Bava, je fus de nouveau appelé par le roi. Il y avait là le Véronais, qui me dit que le commandant de place de Villafranca n'avait pas voulu lui permettre de faire les signaux convenus. En vue de ce malheureux contre-temps, le roi me dit d'ordonner la retraite de l'armée dans *ses logements* (1). »

L'armée du roi s'éloigna de Vérone : la division de réserve qui occupait Tromba, presque sous les murs de la place, fut la première à se retirer; les autres divisions la suivirent, non sans

(1) Si cette affaire n'eût pas été une comédie qui se jouait au camp, aurait-on envoyé le Véronais à Villafranca sans un ordre du roi ou de Bava? Il était facile de prévoir que le commandant ne permettrait pas qu'on fît des signaux avec la place de Vérone. Un fait plus grave, horrible même, c'est le langage perfide des royalistes, qui firent connaître à l'ennemi, par la voie de la presse, *la conspiration des sept cents Véronais,* comme si ces malheureux eussent été hors des atteintes de l'ennemi et que cette révélation ne dût pas les soumettre aux tortures.

quelque désordre dans l'arrière-garde, molestée par la cavalerie des hulans. Dans cette honteuse retraite, les albertistes voulurent se donner une satisfaction d'amour-propre, en écrivant avec une vanterie puérile que *tant que le roi fut sous Vérone, les Autrichiens n'osèrent tenter aucune sortie; mais que, lorsque la division Broglia fut tout près de Sommacampagna, elle se vit attaquée par un corps de hulans, qui, après un court mais terrible engagement, dans lequel le colonel Maffei reçut cinq blessures, furent mis en fuite par le régiment de cavalerie Novare.* Quand on commet des lâchetés, il faudrait au moins avoir la pudeur de se taire. Est-ce que ce petit engagement de cavalerie effaçait la honte de la retraite? Ce ne fut pas une sortie que Radetzky voulut tenter : Radetzky ne put se persuader que l'armée piémontaise opérât réellement une retraite. Charles-Albert pouvait encore, avec les 40,000 hommes qu'il avait sous la main, plus que le double de ce que possédait Radetzky à Vérone, passer l'Adige, secourir Palmanova, et grâce à la faute que le maréchal autrichien avait commise de disséminer ses troupes du Pô jusqu'à l'Isonzo, couper toute communication entre les différents corps ennemis, les battre l'un après l'autre, et reprendre Vicence, Padoue et Trévise. Radetzky crut que le roi sarde avait ce dessein, et, dominé par la crainte, il fit suivre l'armée piémontaise par un corps de hulans, pour s'assurer de la direction qu'elle prenait, en même temps qu'il faisait sortir de Vérone un autre corps de 4,000 soldats pour occuper quelques points de passage. Précautions inutiles. Le découragement s'était joint désormais au caractère irrésolu et à l'inexpérience militaire de Charles-Albert. Il ne cessait de se plaindre de la triste position que les princes et les peuples italiens lui faisaient, comme si ce n'était pas lui qui se l'était faite. Il recueillait les fruits de sa fausse politique. Il avait souffert que l'armée autrichienne devînt de nouveau maîtresse de la Vénétie, fût libre dans ses communications avec Vienne, et s'enorgueillit de ses succès, tandis qu'il n'avait que les lauriers déjà flétris de Goito et de Peschiera, pour remonter le moral de ses soldats. Le Pape et le roi de Naples ne cachaient plus leur antipathie pour lui et pour sa cause. Milan ne lui avait en-

voyé que 8,000 pères de famille, dépourvus de tout, et plus soucieux de leurs enfants qu'animés du désir de combattre. Ses partisans étaient ses ennemis les plus cruels; Gioberti ne rougissait pas d'indiquer le sort de Vicence, livrée aux Autrichiens, comme le sort assigné à toutes les populations qui ne se déclareraient pas sujettes du roi sarde. La trahison devenait ainsi manifeste. Toute la jeunesse italienne ne faisait que maudire Charles-Albert. Toute la presse libre d'Italie, par les injures méritées qu'elle lui jetait au moindre revers, décourageait davantage ses troupes déjà démoralisées. Ces troupes étaient aussi diminuées en nombre. « Je mis sous les yeux du roi, écrit Bava, l'état réel de nos combattants, qui ne dépassaient pas 45,000 hommes, puisque l'armée avait dans ce moment beaucoup de blessés et de malades. Je lui fis observer qu'il fallait retourner sur la ligne du Mincio, et y attendre des secours. » Charles-Albert, découragé aussi par les conseils de ses généraux, ne voulut pas tenter d'autre entreprise. Il perdit ainsi la plus belle occasion de combattre avec la plus grande probabilité de vaincre; de sorte que s'il ne vainquit pas, on peut dire que ce ne fut pas la fortune qui manqua aux hommes, mais que ce furent les hommes qui manquèrent à la fortune. Aussitôt que Radetzky fut assuré que l'armée piémontaise était réellement en retraite, il s'en réjouit et ne fut pas peu satisfait de pouvoir attendre en paix les nouveaux renforts de troupes qui lui venaient de l'Allemagne. Il profita de ce repos auquel il ne s'attendait pas, pour soumettre tout le reste de la Vénétie et pour tenter une petite expédition à la Corona.

Nous savons que Charles-Albert avait laissé des troupes pour garder les positions de Rivoli et de la Corona. Un bataillon de ligne et une compagnie de bersaglieri des étudiants de Turin occupaient ce dernier point. Le 18 juin, à l'aube, le cri d'alarme des avant-postes fit savoir qu'une colonne autrichienne d'environ trois mille hommes s'approchait. Elle s'arrêta sur le mont Baldo, et s'y rangea en bataille, tandis que deux autres colonnes s'avançaient par les collines environnantes. Le major S. Vitale, qui commandait les Piémontais, déploya alors ses troupes en

bersaglieri, qui, après un feu vigoureux de trois heures, en s'avançant toujours, forcèrent les Autrichiens à se replier vers une autre position, où il était difficile de les attaquer. Néanmoins, deux compagnies, sous les ordres du capitaine de Roland et du lieutenant Bessone, s'élancèrent à l'assaut, rejoignirent l'ennemi, le chargèrent à la baïonnette et l'obligèrent à abandonner cette position. S. Vitale fit occuper par une centaine d'hommes le bord du mont Baldo, afin d'empêcher l'ennemi de tourner sa gauche. On combattit encore pendant une heure; les Autrichiens furent enfin repoussés au-delà de Ferrara, laissant sur le terrain un major, deux capitaines et à peu près 400 soldats morts ou blessés. Du côté des Piémontais, les pertes les plus graves furent supportées par les étudiants, qui avaient combattu toujours en tête de la colonne.

Depuis ce jour, on resta des deux côtés en repos, repos qui devait être fatal et tout-à-fait contraire aux destinées de l'Italie.

La prise de Vicence avait été la perte de la Vénétie. J'ai dit que Radetzki avait fait marcher de Vicence des troupes sur Padoue et sur Trévise. Le général Pepe était sorti de Venise avec 6,000 hommes, et s'était avancé jusqu'à Padoue, espérant servir d'aide à l'armée de Charles-Albert qui viendrait délivrer Vicence. Quand il sut que cette ville était tombée, que les Piémontais ne se montraient pas, et que les Autrichiens marchaient sur Padoue, réduit à ses propres forces et justement convaincu qu'il ne pouvait certainement sauver cette ville et qu'il compromettrait Venise, Pepe se retira dans les lagunes. Les Padouans, renonçant à une résistance impossible, avaient ouvert les portes de la ville à l'ennemi.

Trévise était défendue par 4,000 volontaires. Le 12 juin, un parlementaire autrichien arriva pour y annoncer la reddition de Vicence et offrir les mêmes conditions aux Trévisiens. Zambeccari, commandant de la place, répondit qu'il était résolu à se défendre. Il recevait en même temps un ordre d'Armandi, ministre à Venise, qui lui prescrivait de se replier avec toute la garnison dans les lagunes. Zambeccari présidait un conseil qui,

étourdi par les cris de la population, demandant la guerre, ne prenait aucune résolution. La nuit venue, les hostilités commencèrent; la ville était illuminée comme en un jour de fête. Au matin du 13, l'ennemi commençait le bombardement de toutes parts; les volontaires romains et milanais et les Trévisiens répondaient énergiquement avec leur artillerie. A midi, on recevait la nouvelle de la reddition de Padoue. La confusion ne tarda pas alors à se manifester à Trévise : les uns désiraient capituler, les autres voulaient combattre et menaçaient de décharger leurs armes sur ceux qui sortiraient de la ville. Zambeccari perdait la tête : il contremandait ce qu'il venait d'ordonner quelques instants auparavant. On rassembla un nouveau conseil de guerre, et la majorité se déclara pour la capitulation à des conditions honorables, qui furent rejetées par l'ennemi. Alors Zambeccari ordonna à la garnison de se réunir près la porte Altimia, d'abattre les barricades qui empêchaient la sortie, et de se préparer à s'ouvrir un passage à la baïonnette pour gagner la route de Mestre, qu'on disait être libre. Tous se trouvaient sous les armes depuis plusieurs heures, et attendaient en frémissant le signal de l'attaque, lorsqu'un aide-de-camp de Zambeccari vint annoncer que la capitulation venait d'être signée avec les honneurs militaires; on refusait seulement à la garnison l'autorisation de se retirer à Venise; on lui faisait prendre l'engagement de ne pas servir contre les Autrichiens avant trois mois. Les volontaires sortirent de Trévise et se dirigèrent sur Ferrara, où le cardinal Ciacchi mit tout en œuvre pour les dissoudre.

Le dernier malheur devait être la perte de Palmanova. Palmanova, comme je l'ai dit ailleurs, est une place importante peu éloignée de l'Isonzo. Elle couvre l'extrémité orientale de la Vénétie, entre la mer et les Alpes, et domine la plaine du Frioul. Nous savons que le général Zucchi y avait le commandement de 1,800 soldats, parmi lesquels on comptait des volontaires et des déserteurs de l'armée autrichienne. Charles-Albert y avait envoyé le faible secours de quelques officiers et de cent artilleurs. Les Autrichiens, depuis qu'ils étaient arrivés sous

la place, vers la fin d'avril, n'avaient cessé de la canonner et de tenter de temps à autre quelque coup de main, qui s'était toujours tourné à leur désavantage. Ils n'avaient pu faire plus, n'ayant pas assez de forces pour établir un siége régulier.

Zucchi aurait pu résister longtemps; mais il n'avait pas amassé de vivres quand il en était temps; par conséquent, on souffrait de la faim; la viande et le vin manquaient complétement. L'argent aussi allait finir; après avoir épuisé la caisse de la ville, on avait pris l'argent du mont-de-piété, de l'hôpital; on avait eu recours à un emprunt; et puis, la ville avait été obligée de mettre en circulation du papier-monnaie. La troupe était payée avec du papier qui n'avait pas de crédit sur la place, et ce papier était devenu une source continuelle de désordres que le gouvernement était impuissant à réprimer. Zucchi ne pouvait rien; on n'avait pu, dans une place forte, établir un gouvernement militaire : la troupe était insuffisante par le nombre, faible par la discipline. Le commandement se trouvait concentré dans les mains du comité de la ville.

Telle était la situation des choses lorsque les Autrichiens communiquèrent la reddition de Vicence. Ce fut un coup terrible auquel personne ne s'attendait : la ville s'était flattée pendant trois mois d'être secourue par l'armée piémontaise. Alors, la consternation s'empara des habitants, qui commencèrent à manifester l'intention de se rendre. Zucchi ne faisait aucun effort pour les encourager; lui-même se montrait prêt à céder, sans même attendre qu'une brèche fût ouverte. On n'aurait jamais prévu cela de la part du vieux soldat de Raab, du capitaine qui dans la campagne de Saxe avait toujours accepté le périlleux honneur d'être de l'avant-garde ou de l'arrière-garde. On l'accusa de craindre, en sa qualité de déserteur de l'Autriche et de criminel d'État, que le droit de la guerre et des gens ne fût pas respecté à son égard par les Autrichiens, qui fusillaient comme des brigands les prisonniers milanais et vénitiens, et de ne viser qu'à sortir de Palmanova. Je ne saurais dire si ce reproche était fondé. Pourtant il est certain, d'après une déclaration imprimée

des habitants de Palmanova, que les officiers piémontais, et surtout Cuggia, capitaine des artilleurs sardes, *abusant de la vieillesse de Zucchi, se montraient en toute occasion les plus bouillants et les plus intrigants conseillers d'une prompte reddition.*

Depuis quelques jours, les Autrichiens bombardaient la ville. Le général Mittich, voulant pousser la garnison à faire une sortie pour avoir l'occasion de l'écraser, fit semblant d'avoir les derrières de son armée attaqués par les Piémontais. Il exécuta donc une retraite précipitée, et soutint un simulacre de bataille. Mais le stratagème fut si mal conduit, que Zucchi ne se laissa pas tromper et ne se risqua pas à sortir de la place. L'ennemi recommença alors le bombardement avec une fureur redoublée.

Le 23 juin, le colonel Kerpan, commandant les avant-postes sous les ordres du maréchal Welden, fit entendre aux défenseurs de la place que désormais toute résistance serait inutile; qu'un parc de siége était sur le point d'arriver; qu'il était sûr dans quelques jours d'entrer en ville de vive force; qu'il avait l'ordre, en attendant, de lancer encore 800 bombes en 48 heures. On assembla alors dans la place un conseil de guerre, et l'on décida que l'on demanderait à l'ennemi des conditions honorables. Zucchi refusa fièrement d'approuver cette délibération, et le colonel Kerpan, de son côté, témoignant la plus grande estime pour les Piémontais, fit dire qu'il ne voulait avoir rien à faire avec Zucchi et avec la garnison des rebelles. On confia donc au capitaine Cuggia le triste honneur de traiter avec l'ennemi.

On convint d'une suspension d'armes pendant les conférences. Mais la guerre, qui cessait au dehors, éclata au dedans de la place. La garnison ne voulait pas capituler, et, continuant le feu contre les avant-postes autrichiens, compromettait la suspension d'armes. Ansaldi, major piémontais, *pour empêcher un tel scandale,* commanda à ses artilleurs de décharger leurs canons. Les volontaires, voyant cela, les appelèrent traîtres et tirèrent sur eux quelques coups de fusil. La confusion était à son comble. Enfin, Cuggia rentra triomphant en ville, avec le traité de reddition déjà conclu et signé par lui, sans que Zucchi, comman-

dant de la place, voulût y prendre part. Le traité indiquait que la place se rendait trop tôt et sans nécessité : les Piémontais se faisaient un mérite de cette honteuse déclaration. Le § 4 était ainsi conçu : « La compagnie des artilleurs sardes pourra rentrer en Piémont, en conservant ses armes, et avec les honneurs militaires. » Le § 17 disait : « La ville, ayant conscience de sa rébellion, se soumet, *quoiqu'elle ait des moyens de défense et des vivres,* et cède la citadelle à l'autorité de Sa Majesté, *implorant la clémence* de Sa Majesté afin que la dette publique contractée durant le siége *soit répartie dans toute la province.* »

Le matin du 25, Palmanova était livrée aux Autrichiens. Les artilleurs piémontais sortirent avec tous les honneurs militaires, et leurs officiers se glorifièrent dans leurs rapports d'*avoir passé devant les troupes autrichiennes rangées en bataille, d'avoir tous reçu individuellement les marques les plus distinguées d'estime, et d'avoir vu les officiers autrichiens leur prodiguer les mêmes honneurs dans toutes les autres villes de la Vénétie où ils avaient passé la nuit.* C'était justice. Ils avaient cédé une place qu'ils auraient pu défendre; ils avaient capitulé à des conditions honorables pour eux, et livré la ville à la *clémence* de l'empereur, qui aurait la bonté de punir toute la province *pour les actes de rébellion* commis par une seule ville. Les Piémontais s'étaient rendus à Palmanova pour protéger et défendre les habitants, et en traitant avec l'ennemi, ils convenaient que leurs protégés étaient des rebelles. Ils avaient bien raison d'être fiers des marques de considération que l'ennemi leur prodiguait; désormais, ils ne pouvaient en recevoir que des Autrichiens.

Les volontaires de Palmanova se retirèrent dans les lagunes. Ainsi, de toute la Vénétie, il n'y avait plus de libres que la capitale, entourée de ses marais, et le château d'Osopo, au pied des Alpes, qui devait longtemps encore soutenir intrépidement le drapeau tricolore. Vingt mille valeureux Italiens, des forteresses en état de se défendre, des villes populeuses et avides de combats, avaient été en quinze jours sacrifiés à l'ennemi; et Charles-Albert se plaignait que l'Italie ne faisait rien pour lui! Voilà le lendemain qu'il donna à la bataille de Goito.

CHAPITRE VII.

Charles-Albert, après avoir livré la Vénétie à l'ennemi, sollicite l'annexion de Venise avec le Piémont. Intrigues des albertistes, qui triomphent de l'opposition de Manin. Dans quel moment Venise se donne à Charles-Albert; historique des négociations de paix entre le Piémont et l'Autriche, soutenues par la médiation de la France et de l'Angleterre; mauvaise foi de Charles-Albert envers Venise. Dispute soulevée entre Turin et Milan sur la question de savoir laquelle des deux villes serait la capitale; à qui la faute. Débats déplorables soutenus dans les chambres de Turin. Démission du ministère piémontais.

Pendant que Radetzky attendait de nouveaux renforts pour frapper un coup décisif contre l'armée sarde, Charles-Albert se consolait de ses pertes en renouant des intrigues politiques. Il songeait à obtenir un vote d'annexion à ses États de la part de cette même Vénétie qu'il venait de livrer sans défense au pouvoir de l'ennemi. Plus l'Italie lui échappait des mains, plus il s'imaginait que la formation du royaume de la haute Italie approchait de son terme.

J'ai exposé ailleurs que dès que Nugent, en s'avançant sur l'Isonzo, eut menacé d'envahir la Vénétie, le gouvernement de Venise, accueillant les ouvertures indirectes qui lui étaient faites par les agents du roi sarde, envoya au camp le ministre Paleocapa, avec mission d'accepter la flotte et les troupes sardes qu'on lui avait fait espérer, mais de réserver à l'assemblée constituante, dont on croyait la convocation prochaine, la question de savoir si Venise, renonçant à la république, consentirait à faire partie du royaume de la haute Italie, avec Milan pour capitale. Charles-Albert avait feint de se montrer satisfait.

Venise n'avait pas joué cartes sur table avec Charles-Albert. L'appel à la constituante n'eût été que le respect du droit populaire, s'il n'y avait eu au fond, dans l'esprit de ceux qui l'invoquaient, l'intention bien arrêtée d'en retarder le plus possible la réunion, et de tout faire pour amener le rejet de l'annexion.

Manin était à la tête de l'opposition. Il avait vu, dans le cours des mois de mai et de juin, empirer l'état de l'armée sarde; il avait vu les provinces menacées qui s'étaient données au Piémont, abandonnées à elles-mêmes et livrées à l'ennemi l'une après l'autre. Son éloignement pour Charles-Albert ne fit qu'augmenter. Se défiant de lui, il s'était adressé à tous les peuples italiens, et avait fait appel à leurs secours. Mais les Italiens n'avaient pu lui donner qu'un peu d'argent et quelques bataillons de volontaires. Pepe s'était joint à lui avec un certain nombre de soldats et de volontaires napolitains. On ne pouvait rien espérer de la France. La position de Venise n'était pas heureuse.

Ce fut dans ces circonstances qu'un bruit se répandit à Rome annonçant que Venise s'était jetée dans les bras de la France. Quelques-uns en étaient contents, d'autres s'en affligeaient. Dans une séance du conseil des députés, on interpella le ministère pour qu'il s'expliquât sur ce bruit, et Mamiani dit que les Vénitiens avaient demandé des secours aux gouvernements italiens, en laissant entendre que si ces secours venaient à leur manquer, ils s'adresseraient à la France. Mamiani conclut en souhaitant que la noble Venise pût affronter toutes les calamités avant d'appeler des étrangers à son aide. Le député Potenziani reprocha à Mamiani d'avoir parlé ainsi de l'intervention française, et parla avec enthousiasme de la générosité de la France. Le député Farini prit alors la parole et retraça les maux que les armes étrangères avaient toujours faits à l'Italie; en se bornant aux derniers événements, il dit que les Français, appelés, désirés en 1832, étaient descendus à Ancône pour y apporter tout autre chose que la liberté. Le prince de Canino monta, fort ému, à la tribune pour prouver que *la magnanime république ne pouvait être comparée aux gouvernements bourbonniens*.

Manin ne désespérait pas. Ce qui le pressait le plus, c'était de faire échouer le projet d'annexion de sa patrie au Piémont. A cet effet, il avait suspendu jusqu'au 21 juin la convocation de l'assemblée; il la prorogea encore jusqu'au 3 juillet, ce qui fit beaucoup murmurer les *fusionnistes,* dont Venise était alors remplie. Le gouvernement provisoire de Milan et le ministère

piémontais s'étaient alarmés de l'énergique résolution de Venise à soulever toute seule le drapeau républicain, et avaient immédiatement mis en œuvre toutes les intrigues qui leur avaient si bien réussi dans les villes de la Lombardie. Ils avaient pu avec peu d'efforts détacher de Venise ses villes principales de la terre ferme, et Venise n'avait pas bronché. Alors, les plus adroits et les plus intrépides manipulateurs de *fusion* se réunirent sur la place Saint-Marc. Les discordes municipales, les ambitions déçues, les convoitises excitées, produisirent leurs effets ordinaires auprès des chefs de parti; le peuple fut facilement gagné par des flatteries, des promesses, de l'or. Avesani, qui avait pris une part glorieuse dans le soulèvement républicain de Venise, devint le partisan le plus ardent de la monarchie. Paleocapa harangua sur les places en faveur de l'annexion, et démontra qu'il n'y avait de salut que dans les bras de Charles-Albert. La perte des provinces était le principal argument contre Manin et les autres chefs de la révolution vénitienne : secourues à temps, disait-on, elles ne seraient pas retombées sous le joug de l'étranger. Cet argument aurait pu se tourner contre ceux qui s'en servaient : est-ce que Charles-Albert n'avait pas laissé retomber ces provinces sous le joug de l'étranger, sans les défendre, après qu'elles se furent séparées de la capitale? Mais cette fièvre que l'air des cours communique, et la peur des Autrichiens, donnaient peu de place à la réflexion. On était passé des murmures aux menaces; on commençait à crier dans les rues de Venise : *Mort à Manin et à Tommaseo!*

Manin et Tommaseo, insensibles à ces clameurs, pourvoyaient à la défense de la ville. Neuf mille Autrichiens campaient déjà au bord des lagunes et empêchaient de recevoir des provisions autrement qu'à la faveur de la nuit. Ce n'était pas d'ailleurs une petite affaire que d'organiser la défense d'une ville bloquée par mer et par terre, formée de 138 îles, partagée en deux parties presque égales par un grand canal où viennent aboutir 157 petits canaux. Venise aurait eu besoin d'un chef militaire éminent. Manin s'était empressé de substituer dans le commandement de la garnison le général Pepe au général Lamarmora. Pepe avait

pourtant dix ans de plus que son prédécesseur, et ne rachetait pas ce désavantage par des talents supérieurs; mais il avait, aux yeux du parti républicain, le mérite de n'être pas Piémontais: on savait désormais à quoi s'en tenir sur le compte des généraux du roi sarde; ils aimaient mieux capituler que se défendre. Pepe inspirait la plus juste confiance. En effet, il devait tirer le dernier coup de canon pour la liberté de l'Italie. A défaut de grands talents, il y eut en lui du dévouement, et il fut puissamment aidé par Ulloa et d'autres vaillants officiers napolitains. Depuis la chute de Palmanova et des autres villes de terre ferme, Venise avait 19,000 hommes sous les armes, composés de troupes de ligne napolitaines et de volontaires napolitains, vénitiens, lombards et toscans. Toute l'Italie était représentée dans ses murs.

Le 3 juillet, Venise recevait ses représentants. Sur 192 qui avaient été élus, 133 seulement étaient présents; l'occupation autrichienne retenait les autres dans leurs provinces. Une pensée unique occupait tous les esprits: Venise se donnerait-elle au Piémont? C'est pourquoi l'assemblée écouta avec quelque impatience le rapport que fit Manin sur son administration, jusqu'au moment où il dit qu'ayant refusé de demander à la France, suivant le conseil de quelques-uns, des secours qu'il savait bien qu'elle n'accorderait pas, il s'était borné à solliciter ceux du Pape, du grand-duc de Toscane et du roi de Piémont. Les deux premiers, ajouta-t-il, ont refusé; le dernier ne s'est pas encore prononcé. C'était assez dire ce qu'attendait Charles-Albert : le roi ne voulait que des sujets, de même que le Pape ne voulait que des fidèles. Après Manin, le chef du parti fusionniste, Castelli, membre du gouvernement, prit à son tour la parole pour rendre compte de la gestion financière. Il montra toutes les ressources épuisées, même les dons volontaires, ce qui était une manière détournée de faire toucher du doigt la nécessité où était Venise de se soumettre à Charles-Albert; ce roi ferait couler jusqu'à Venise ces mêmes flots d'or dont il avait déjà inondé la Lombardie!

Justement, le bruit venait de se répandre fort à propos, trop à propos peut-être, que le comte Martini, arrivé à Venise, annon-

çait l'acceptation par le parlement piémontais de l'acte d'union de la Lombardie et des provinces vénètes, ainsi que l'ordre donné par le roi à 2,000 soldats de marcher au secours de Venise. Charles-Albert semblait ainsi faire entendre qu'il croyait la capitale d'accord avec les autres villes de la Vénétie, ce qui ne pouvait être pour le parti piémontais qu'un stimulant nouveau.

Manin voyait que la partie était perdue pour la république; il tenta cependant un dernier effort et pria Tommaseo de prendre cette cause sous le patronage de son éloquence. Le poète y consentit, et prononça un remarquable discours sur ce thème à peu près unique : « C'est faire injure au roi que de supposer qu'il met ses services à prix; nous n'avons donc pas besoin de nous presser. » Ce raisonnement eût été juste si l'on devait faire état du désintéressement d'un monarque et de l'esprit italien du roi sarde; or, il est certain que ce roi mettait ses services à prix. Un seul des arguments de Tommaseo semblait tiré de la situation et avoir quelque valeur : « Alors même que vous vous donneriez au Piémont, dit-il, vous ne pourriez être secourus sur-le-champ; restez donc provisoirement en république; nous verrons plus tard. » Paleocapa répondait, assurant que les secours arriveraient immédiatement. Moins éloquent que son adversaire, il eut cependant plus de succès que lui : il parlait dans le sens d'une majorité passionnée.

Tommaseo, après avoir protesté avec une fierté et une force surprenantes, se retira ; Manin se résigna trop facilement à céder la place à ses adversaires. « Je m'adresse à vous, dit-il, comme député, non comme président. Je professe toujours la même opinion que le 22 mars, lorsque dans l'arsenal et sur la place Saint-Marc, je proclamai la république. Beaucoup qui avaient alors cette opinion comme moi ne l'ont plus aujourd'hui. La mienne n'a pas changé, ne changera jamais. Mais la situation est autre, l'ennemi est à nos portes, il souhaite notre désunion : je ne veux prononcer que des paroles de concorde. Un des partis doit prendre une résolution dans l'intérêt de Venise en danger : ce parti sera le mien, et c'est pour cela que je m'adresse de préférence à mes frères politiques, aux républicains, en leur disant :

Je réclame de vous un suprême sacrifice; oubliez qu'il y a dans cette enceinte des royalistes et des démocrates, et soyons tous Italiens. Tout ce qui a été fait jusqu'à présent et tout ce qu'on fait en ce moment n'est que provisoire; l'avenir nous appartient, et l'assemblée constituante décidera d'une manière définitive à Rome (1). » Ces paroles, Manin les prononça avec tant d'émotion, qu'on l'emporta sans connaissance. L'enthousiasme fut à son comble, Castelli s'élança à la tribune : « Maintenant, dit-il, la patrie est sauvée. Vive Manin ! » Rien n'était sauvé.

Une petite minorité soutint en vain le drapeau républicain : 123 voix sur 133 prononcèrent l'annexion immédiate au Piémont. Le 4 juillet au soir, on promulgua au son des trompettes cette annexion qui devait compléter et rendre indestructible le grand royaume de la haute Italie. Charles-Albert se tenait toujours derrière le Mincio !

Le soir même, Manin et Tommaseo se démirent de leurs fonctions. Le lendemain, 5 juillet, il fallut donc reconstituer le pouvoir exécutif pour gouverner jusqu'au moment où Charles-Albert pourrait prendre possession de Venise. Au premier tour de scrutin, Manin obtint une immense majorité. Il refusa d'accepter de nouveau la présidence. « Hier, dit-il, j'ai fait un sacrifice, je n'ai point renié un principe. » Il voyait bien, d'ailleurs, que, suspect au parti piémontais dès ses premiers actes, et grâce à ses antécédents, il ne pourrait s'appuyer pour gouverner que sur une majorité insuffisante. Dans la retraite, au contraire, il était sûr de retremper sa popularité. Ne pouvant lui témoigner autrement leur reconnaissance, les députés décrétèrent qu'il avait bien mérité de la patrie. Ils mirent ensuite à la tête du nouveau gouvernement les deux chefs du parti fusionniste, Castelli et Paleocapa. La joie fut grande à Venise, mais elle devait être de courte durée.

(1) On pourrait croire que l'exil ait fait fléchir l'âme de ce grand Italien, et qu'en confiant avant sa mort à la maison de Savoie le sort de l'Italie, il ait renié un principe. Cela n'est pas. Il obéissait à une nécessité des temps, et répétait à Paris le même sacrifice qu'il avait fait à Venise. S'il pouvait soulever la tête de son tombeau, on l'entendrait dire aujourd'hui encore aux Italiens : « Tout ce qu'on fait en ce moment n'est que provisoire : l'avenir nous appartient ! »

Le drapeau républicain ayant disparu de Saint-Marc, tous croyaient que Charles-Albert ne tarderait pas à passer l'Adige pour secourir la nouvelle province de son vaste royaume. Mais il ne bougeait pas de ses quartiers. On attendit quelque temps; ceux qui avaient parlé de prompts secours, de flots d'or, de patrie sauvée, commencèrent à rougir. Bientôt après, le cri de trahison s'éleva de toutes parts : ce cri trouvait sa justification dans les négociations que l'on sut engagées entre les cours de Turin et de Vienne, sous les auspices de Londres et de Paris. C'est le moment de dire quelques mots sur ces négociations.

La France et l'Angleterre ne voyaient pas favorablement l'union italienne qui aurait donné naissance à un État de premier ordre. En effet, nous savons que l'ambassadeur anglais à Turin s'était opposé à l'intervention de Charles-Albert dans l'insurrection lombarde. Nous savons aussi les précautions prises par Lamartine dans le cas où le Piémont se serait agrandi de la Lombardie et de la Vénétie. La guerre ayant éclaté, et la victoire, pendant les mois d'avril et de mai, ayant favorisé les armes italiennes, tout changea d'aspect. Au moment où Mgr Morichini se trouvait à Vienne, envoyé par Pie IX afin d'intercéder en faveur de la paix, l'Autriche fit demander au cabinet britannique, par l'intermédiaire du baron Hummelauer, sa médiation dans les affaires de l'Italie, et le 23 mai elle offrit de reconnaître l'indépendance de la Lombardie, libre de se gouverner à son gré ou de s'unir à un autre État italien, à la condition qu'elle s'obligeât de payer une partie de la dette publique autrichienne. L'Autriche permettait aussi aux duchés de s'unir à la Lombardie, et s'engageait à accorder à la Vénétie une administration à part, avec une armée à elle, sous la domination de l'empereur. Voilà les propositions de l'Autriche. Mais en vue des progrès de l'armée piémontaise, et en entendant déjà acclamer Charles-Albert roi d'Italie, la France et l'Angleterre allèrent beaucoup plus loin que l'Autriche; une crainte en chassant une autre, elles ne désirèrent rien plus qu'une paix prompte et à tout prix, qui éloignât le danger de voir réunir toute l'Italie sous le sceptre de Charles-Albert. Par conséquent, lord Palmerston déclara, le 5 juin, au baron Hum-

melauer, qu'il ne pouvait se charger de la médiation si l'Autriche ne consentait à céder aussi la Vénétie; et il écrivit au comte Ponsomby, ministre à Vicence, qui se trouvait avec la cour impériale à Inspruch, en le chargeant de faire entendre à l'empereur que le désir de l'Angleterre aurait été que l'Autriche, moyennant une indemnité de quelques millions, se fût retirée derrière l'Isonzo. Bastide et Cavaignac déclarèrent de leur côté à Normanby, envoyé britannique auprès de la république française, que le conseil des ministres avait résolu *de ne pas faire d'objections et de ne soulever de questions d'aucune sorte, quand même toute la Vénétie s'unirait aux domaines du roi de Sardaigne* (1).

Il fallait ne pas connaître l'Autriche et avoir oublié tout son passé, pour se flatter qu'elle aurait jamais consenti à céder un pouce de ses États italiens. Les Autrichiens se montraient résignés à la perte de la Lombardie, sans en avoir même la pensée; ils se faisaient passer dans les journaux allemands et anglais pour des gens déterminés à obtenir la paix au prix de quelques

(1) L'empereur Napoléon III, fidèle à la politique de son oncle, ne sait pas approuver la formation d'un grand État italien, représenté comme un danger pour la France. Poursuivant l'idée d'une fédération que les Italiens repoussent, il demandait, après la paix de Villafranca, le rappel des princes expulsés du centre de l'Italie; ensuite, il a cru raffermir le règne du Pape et celui de François II à Naples, en conseillant au premier des réformes qu'on n'a pas obtenues, et au second la concession d'une constitution qui a aidé, au contraire, à le renverser. D'un autre côté, l'Angleterre, sans avoir répandu pour l'Italie une seule goutte de sang, a puissamment favorisé, par son appui moral et par son or, l'union des États itatiens. Et il ne faut pas croire que l'Angleterre ait agi ainsi par sympathie envers l'Italie : son mobile a été la jalousie de l'influence que la France avait acquise par ses victoires dans la Péninsule. Elle craint, et avec raison, qu'une fédération des États italiens, dont les uns seraient soumis à des princes autrichiens, obligerait les autres États, le Piément en tête, à s'abriter sous le protectorat français. Voilà donc l'Italie dominée tour à tour par l'Autriche et par la France, toujours faible, sans politique propre, et contrainte à chercher un point d'appui en dehors d'elle-même. Il n'y avait qu'une manière de soustraire l'Italie à ce double servage : c'était d'en former une grande nation, assez forte pour soutenir son indépendance contre tous. C'est le but que l'Angleterre veut atteindre. Cependant, elle ne va pas jusqu'à permettre que l'annexion de la Vénétie se réalise aux mêmes conditions que celle de Naples et des États du centre. Quant à la Vénétie, il faut la racheter à prix d'or, et il y a une raison pour qu'il en soit ainsi : le prix du rachat de la Vénétie améliorerait la position financière de l'Autriche, à laquelle le commerce anglais est fortement intéressé.

sacrifices; mais ce qu'ils se proposaient, c'était d'entretenir chez le roi sarde une fausse sécurité, afin de gagner du temps jusqu'à ce qu'ils eussent réuni en Italie des forces suffisantes pour écraser l'armée piémontaise. Et ils atteignirent complétement leur but, car nous savons que Charles-Albert se laissa berner jusqu'au point de se montrer plus soucieux de protocoles que de batailles, ce qui explique le mystère de son refus d'agir dans la Vénétie et ses longs repos sur les rives du Mincio. L'Autriche voulut même doubler le bandeau qui couvrait sa vue, et, sans s'arrêter à la médiation anglaise, elle ouvrit directement des négociations avec le roi. Après la chute de Vicence, lorsque Radetzky fut rentré à Vérone et que l'armée piémontaise eut occupé ses campements du Mincio, le maréchal, qui désirait avoir quelques semaines de repos pour attendre d'autres renforts, envoya, le 14 juin, deux parlementaires à Sommacampagna : c'étaient deux artistes de mérite, ajoutés à la troupe qui jouait, Charles-Albert à sa tête, la comédie politique. L'un des parlementaires remercia le roi des égards qu'il avait eus pour le prince de Bentheim, fait prisonnier et renvoyé en liberté à Vérone; en échange de cette courtoisie, Radetzky rendait deux de ses prisonniers italiens, le major Trotti et un officier toscan. L'autre parlementaire apporta une dépêche du feld-maréchal Lignousky et une autre du comte Hartig, qui prenaient le titre de commissaires, munis de pleins pouvoirs pour la pacification du royaume lombard-vénitien. Charles-Albert fit répondre qu'il ne pouvait s'occuper de questions politiques, et que les commissaires devaient aller traiter avec ses ministres. Ces conférences eurent lieu à Milan en présence même des membres du gouvernement milanais, et les commissaires autrichiens offrirent de la part de leur gouvernement de reconnaître l'indépendance de la Lombardie jusqu'à l'Adige.

Comment donc exiger de Charles-Albert des marches en avant tandis qu'il pouvait rester les mains dans les poches. Ce niais de Radetzky avait bien tort de se donner la peine de soumettre par les armes des provinces italiennes, puisque ses victoires lui faisaient peur et qu'il offrait de rendre ce qu'il avait conquis!

Tel était l'état des choses lorsqu'une effroyable guerre civile éclata à Paris et que le gouvernement vint aux mains du général Cavaignac. Ce général manifesta des vues nouvelles à l'égard de l'Italie; il se rangea du côté de l'Autriche. De plus, dans les premiers jours de juillet, on avait pris du courage à Vienne à cause de la conquête complète de la Vénétie et de l'assurance de pouvoir disposer de forces supérieures à celles des Italiens. Alors, le gouvernement autrichien fit semblant d'être contrarié dans ses dispositions libérales et pacifiques par des hommes de guerre qui le forçaient à tirer l'épée. Aussi, non-seulement il se montra froid devant les propositions de l'Angleterre, mais il ne parut plus agréer celles que lui-même avait fait proposer à Londres et à Milan par Hummelauer et par ses commissaires. Le baron Wessemberg, ambassadeur autrichien à Paris, disait à Ponsomby, ministre anglais, *que la France, gouvernée alors par le général Cavaignac, commençait à s'occuper sérieusement des affaires d'Italie, et qu'on aurait manqué à toute convenance en continuant à traiter sans son consentement; qu'il était donc prudent de ne pas aventurer pour le moment de nouvelles conférences.*

L'Autriche, se confiant désormais dans la force de son sabre pour trancher en sa faveur la question italienne, louvoyait donc avec la France et l'Angleterre. Ces puissances, qui, un mois auparavant, lorsque l'Italie triomphait, avaient voulu outrepasser les propositions primitives de l'Autriche, se montrèrent satisfaites de ces propositions aussitôt que la résistance de l'Autriche leur montra l'augmentation de ses forces et sa confiance dans le succès de la guerre. Le gouvernement français surtout, dominé plus que jamais par le vif désir d'éviter la guerre en Italie et ailleurs, comme lord Normanby en donnait l'assurance à lord Palmerston dans une lettre du 22 juillet, désirait un *cordial accord* avec l'Angleterre pour recommander à l'Autriche la paix, et le ministre Bastide était d'avis qu'il fallait la recommander aux conditions suivantes : La Lombardie serait indépendante, en se chargeant d'une partie de la dette publique; les ducs recevraient une compensation; la Vénétie serait constituée en principauté constitu-

tionnelle sous un archiduc autrichien. C'étaient les propositions mêmes de l'Autriche.

Dans les premiers jours de juillet, les conférences diplomatiques avaient donc changé d'aspect : l'Autriche se raidissait et cherchait à y mettre un terme pour se confier de nouveau au sort des armes; la France et l'Angleterre s'adoucissaient et reprenaient pour leur compte les propositions autrichiennes, qu'elles avaient trouvées insuffisantes un mois plus tôt. Charles-Albert perdait l'espoir de porter son royaume jusqu'au bord de l'Isonzo. Ce désappointement lui arrivait précisément alors que Venise se donnait à lui, c'est-à-dire au moment où l'espérance d'obtenir la Vénétie lui échappait. Ce fut la raison pour laquelle, après avoir sollicité et obtenu la soumission des Vénitiens, il ne se décida pas à courir à leur aide. Ce refus de passer l'Adige donnait cependant naissance aux bruits de trahison qui, comme on l'a vu, commençaient à s'élever dans Venise. On soupçonna Charles-Albert d'avoir l'idée de conclure la paix au prix du sacrifice de Venise; on parla d'un nouveau traité de Campoformio; on dit que le roi sarde y était amené par la promesse qu'on lui conserverait les duchés et la Lombardie; on conclut que, son but ne pouvant manquer d'être atteint un jour ou l'autre, il ne profitait pas de la victoire et ralentissait la guerre.

Les Vénitiens étaient dans le vrai. Pour qu'on ne croie pas que ces réflexions sont de ma part de simples conjectures sans fondement, voici l'extrait d'une lettre du 10 juillet 1848, écrite par le ministre Abercromby à lord Palmerston: « Ce matin, dit-il, on m'a communiqué une lettre écrite entièrement de la main de Sa Majesté sarde. Dans cette lettre, datée de Reverbella, le 7 courant, Sa Majesté déclare qu'elle accepterait la proposition d'avoir l'Adige pour frontière orientale de son État, auquel la Lombardie et les duchés de Parme et de Modène seraient annexés. Par conséquent, Sa Majesté déclare que si le gouvernement autrichien est disposé à lui faire des propositions directes de paix sur les bases indiquées ci-dessus, ou si elle les reçoit du gouvernement anglais comme médiateur, ou de moi-même par mission reçue du gouvernement de la reine, elle n'hésitera pas à les

accueillir. Elle désire que les sentiments du cabinet britannique me soient confidentiellement communiqués. Sa Majesté termine sa lettre, que j'*ai lue,* en disant qu'*on pourrait donner à la chambre de Turin et à la nation des motifs plausibles et suffisants à l'appui de la sagesse qui a dirigé l'acceptation d'une paix qui, eu égard à la puissance relative de la Sardaigne et de l'Autriche, doit être justement regardée comme profitable et glorieuse au Piémont.* »

Mais le jour même où le roi sarde consentait à traiter sur les bases primitivement posées, le vicomte Ponsomby écrivait à lord Palmerston et lui donnait avis que Vienne avait résolu de tenter la fortune des armes, et concluait en disant que les Autrichiens parlaient de Charles-Albert comme d'un prince qui avait à craindre de graves embarras *de toute autre part,* en dehors de ceux que l'armée autrichienne lui créait. Les Autrichiens faisaient allusion à la proclamation de la république en Italie; c'était l'épouvantail dont l'Autriche se servait pour éloigner de Charles-Albert l'intérêt que l'Angleterre lui portait, et pour prouver la nécessité d'un triomphe de ses armes, seules propres à dompter l'Italie et à assurer la paix du monde.

Pour comprendre toute l'importance des négociations diplomatiques de Charles-Albert, il suffit de réfléchir que l'annexion de Venise au Piémont avait lieu le 4 juillet ; que la nouvelle en arrivait au camp sarde le 5; que, le 6, Colli et Cibrario allaient prendre possession de Venise au nom du roi; que, le 7, le roi proposait la paix, à la condition d'avoir l'Adige pour confins, c'est-à-dire au prix de la cession de Venise à l'Autriche. Venise, abandonnée pendant la guerre, n'avait donc été sollicitée de se donner à Charles-Albert que pour être vendue par lui au prix de la paix. La promesse de l'indépendance de l'Italie, faite par le roi dans ses proclamations, avait formé un pacte d'alliance entre lui et les peuples; l'annexion de la Lombardie et de la Vénétie au Piémont, demandée et obtenue, avait resserré un lien sacré entre le prince et ses nouveaux sujets. Tout-à-coup le pacte est dissous, le lien est brisé. La guerre allait se terminer en conservant son vrai caractère, celui qu'elle avait eu à son commencement, le

caractère d'une guerre de conquête et non de liberté, d'une guerre qui trahissait le but de l'indépendance italienne, pour atteindre celui d'un agrandissement territorial. Comment pouvait-on donner le change à l'opinion publique et faire paraître glorieux ce nouveau traité de Campoformio, qu'au mépris de toutes promesses antérieures Charles-Albert désirait si ardemment signer? Charles-Albert indiquait lui-même la manière de tromper les chambres de Turin et la nation. Un vieil exemple d'insigne trahison servait de modèle au roi sarde, et n'attendait que le succès pour être appelé habileté, vertu politique.

Comme on le voit, dans le camp piémontais on faisait plus de politique que de guerre; on y était dans un état de fourberie armée. Sous chaque mouvement de Charles-Albert, dans ses retraites, dans ses repos, dans ses intrigues, sous tous ses mots, et surtout sous son silence, se cachait un manque de foi indigne. Nous verrons à quel résultat tout cela devait le conduire. En attendant, l'ambition de ce roi, en divisant les Italiens au moment où ils avaient plus que jamais besoin d'être réunis par le lien unique qui pût faire d'eux un peuple homogène, le désir commun de l'indépendance nationale, avait préparé de nouvelles douleurs à l'Italie.

Les membres du gouvernement provisoire de Milan, sacrifiant le principe de fédération à celui d'annexion, s'étaient réjouis d'avoir transféré à Milan le trône de Savoie. Ils n'avaient pas prévu les difficultés dans lesquelles ils se seraient trouvés enveloppés. La translation de la cour à Milan aurait privé Turin de tout le lustre et de tous les avantages de la ville capitale d'un État, et l'aurait réduite à la condition d'une ville de province. Charles-Albert aurait-il immolé à Milan ce siége ancien d'une cour qui, entourée de l'obéissance absolue du peuple, avait pu et osé tout? Aurait-il oublié ses intérêts de roi, dit Cattaneo, jusqu'à sortir de ce solide château de la féodalité, pour aller construire un palais sur un sable mobile? Aurait-il abandonné un peuple élevé dans un dévouement héréditaire, pour s'entourer d'un peuple incrédule et raisonneur, qui, victime de tromperies de tout genre, n'a besoin que de l'aide du siècle et du temps

pour faire naître dans son sein une puissante démocratie? Non; Charles-Albert n'aurait pas déraciné de la terre du Piémont l'arbre séculaire de la monarchie, pour en faire à Milan un poteau sans racines.

Si Turin devait rester au rang de capitale de l'État, la difficulté de réduire Milan à l'état de ville provinciale n'aurait pas été moindre. « Quelques villes, s'écrie justement Cattaneo, ont un temps de prospérité; puis elles déchoient pour ne plus se relever. D'autres villes, après bien des malheurs, renaissent à une grandeur nouvelle. C'est parce que leur puissance ne dérive pas de l'action humaine, mais du fait de la nature et de causes matérielles. Tel est Milan. Dès l'époque des Celtes, c'était une ville principale de la haute Italie : *Mediulanum Gallorum caput.* Ensuite, elle devint le siége de la civilisation romaine; Virgile y faisait ses études : *Œmula Romœ.* Au moyen âge, l'église ambroisienne fut la seule qui resta à Rome; elle conserva longtemps le mariage des prêtres; et même aujourd'hui elle a un monument de liberté apostolique dans son rituel oriental. A l'époque de la renaissance, le peuple de Milan fut le premier en Europe à se serrer en bataillons d'infanterie contre la cavalerie féodale; il annula par des lois écrites les coutumes arbitraires des barons, *libri feudorum;* il défit l'empereur en bataille rangée, démolit les châteaux, refoula la féodalité dans un étroit espace de terre, le long des monts du Frioul, du Tyrol, du Piémont, du Monferrat, de l'Apennin. Lorsque l'Italie passa aux mains des dictateurs gibelins, le seigneur de Milan fut sur le point de se faire couronner roi d'Italie. Restée sans État, la ville de Milan fut jugée par Bonaparte la seule ville qu'il pût mettre à la tête de sa république, de son royaume, tandis qu'il faisait sans obstacle de Turin un département français. Au retour de la domination autrichienne, Milan fut le siége des lettres, des sciences et de la pensée nationale; à son soulèvement, toute l'Italie prit les armes. »

Outre cela, l'existence d'un royaume de la haute Italie étant admise, Milan en aurait été le centre. Là se concentrent les grandes routes commerciales; là, la navigation de l'Adriatique et du Pô se relie à celle des grands lacs; de là, on domine

l'Adriatique et la Méditerranée, les passages des Alpes et des Apennins. Turin aurait été une forteresse placée à l'extrême frontière occidentale.

Qu'on suppose que l'on eût voulu sacrifier Milan, quelles en auraient été les conséquences? Personne ne les indique mieux que Cattaneo. « L'intérêt, dit-il, qu'a toute ville de ne pas devenir une ville de province, les habitudes d'indépendance que les familles mêmes des courtisans acquièrent en vivant loin de la cour, l'esprit démocratique du peuple et du siècle, l'air de liberté qui vient si souvent de la France, tout, en un mot, aurait contribué à faire de Milan la ville de l'opposition. Dans ces circonstances, les yeux des agents de police, les bras des soldats n'auraient pas rassuré Charles-Albert, s'il ne fût parvenu à détourner de Milan les sources naturelles de sa puissance. Il aurait fallu la soumettre à une oppression calculée et inexorable, accomplissant l'exécution de ce décret de décadence artificielle que l'empereur François, pour la rendre docile à Vienne, avait en vain rendu, lorsqu'il dit : *Milan doit déchoir*. Il est facile de prévoir le résultat de ce conflit. Les provinces piémontaises de nouvelle acquisition auraient pris parti pour Milan, en se soulevant contre la domination piémontaise. Alors, en même temps que les soldats du roi, les familles téméraires qui, pendant cette occupation militaire, auraient cherché à satisfaire leur ambition, auraient été en danger d'être chassées. La guerre civile aurait peut-être remplacé immédiatement la guerre étrangère. Et ce mouvement ne se serait sans doute pas limité aux nouvelles provinces lombardes, puisque beaucoup des anciennes terres du Piémont ont appartenu encore plus anciennement à l'État de Milan, et qu'elles se souviennent toujours de ces liens héréditaires et sympathiques. En effet, dès les premiers jours du soulèvement lombard, toutes les villes de frontière avaient adressé aux Milanais des encouragements pleins de cordialité; Alexandrie leur avait rappelé *qu'elle était une fille des Milanais*, et Valence *qu'elle avait pris part au serment de Pontida;* Vercelli s'était fait *une gloire d'avoir appartenu à l'Insubria;* Gênes n'avait pas caché son désir de se faire de Milan un appui

contre l'odieux Turin. Les Milanais, occupés alors de la guerre de l'indépendance, et ne soupçonnant pas qu'ils eussent jamais à craindre la suprématie du Piémont, n'avaient pas pris note de ces déclarations; mais l'on sait que Charles-Albert s'en était alarmé, et qu'il avait souvent prononcé cette phrase : « *Milan me donne beaucoup à penser!* »

Il faut convenir, d'un autre côté, que Turin avait aussi à sauvegarder ses intérêts. Mais, indépendamment des intérêts, dois-je dire que, sur la question de la capitale, les raisons abondaient en faveur de Milan autant que les prétentions en faveur de Turin. Cette ville disait qu'elle était la ville *du roi conquérant,* et, par suite, destinée à devenir *le siége du nouveau royaume très-fort*. Depuis qu'on avait commencé à parler de l'annexion de la Lombardie au Piémont, les Turinois, animés plutôt de l'orgueil municipal que de l'esprit italien, n'avaient fait que solliciter ardemment cette annexion. Un seul citoyen avait osé résister à ce vœu général. Brofferio, dans un article sur *l'unité italienne,* concluait ainsi : « L'Italie possède huit villes capitales qui ne le cèdent en rien aux grandes métropoles de l'univers, mais elles les surpassent toutes par leur faste, leur beauté, leur antiquité, leur grandeur historique, leur majesté monumentale, leur enchantement poétique. Laquelle de ces huit merveilles du monde doit détruire les autres? Prononcez et prenez le marteau. L'histoire d'un peuple ne s'efface pas d'un trait de plume, surtout lorsqu'elle est écrite sur tous ses palais, sur tous ses temples, sur tous ses monuments, et l'on dirait même qu'elle murmure dans les flots des mers, qu'elle reluit dans les rayons du soleil, qu'elle s'exhale du parfum des fleurs, qu'elle parle dans les plantes, dans les rochers, dans les ruines, dans les tombeaux. L'union des Italiens doit être telle, qu'elle ne soit resserrée que par un lien de fraternité nationale, sans briser l'autre nœud encore plus fort de corporation municipale. En un mot, les Italiens doivent se donner la main pour former un peuple confédéré, qui soit, avec des villes distinctes, une seule ville; avec des États distincts, un seul État; un peuple qui, libre dans l'organisation intérieure de ses provinces, soit uni par un pacte

commun pour maintenir entières, contre les étrangers, sa nationalité et son indépendance. Unité donc, mais unité telle que Dieu a voulu l'accorder aux peuples de cette terre privilégiée : unité fédérative. Ainsi l'Italie se trouvera réunie comme nation, et libre comme famille; ainsi les Italiens acquerront de la force sans subir de la violence; ainsi les nouvelles lois et la nouvelle ère ne coûteront pas de sacrifices d'affections, d'espérances, de souvenirs, de gloires, auxquels un peuple ne peut se soumettre impunément. »

Le croirait-on? cet article avait fait tomber sur la tête de Brofferio un déluge de calomnies et de malédictions. L'appeler un ennemi de la concorde, du roi, de la patrie, du statut; l'accuser d'avoir été corrompu par l'or de l'Autriche, ce fut peu : sur tous les murs de Turin, on écrivit son nom en réclamant sa mort; à Novare, son article fut publiquement brûlé par la main du bourreau.

Lorsqu'ensuite des délégués du gouvernement provisoire de Milan apportèrent à Turin le vœu de l'union lombarde, et qu'ils sollicitèrent la sanction de la chambre, toutes les classes du peuple eurent horreur de ce qu'elles avaient jusque-là souhaité. Gioberti, Bixio, Farina, Pareto, Doria, et tous ceux qui avaient patronné *la fusion,* l'avaient fait en donnant aux Milanais l'assurance que leur ville serait la capitale du nouveau royaume de la haute Italie. Les Turinois étaient restés indifférents à ces paroles; mais au moment d'en venir aux faits, les propriétaires de palais, les possesseurs de maisons de campagne, les professeurs et les artisans, les commerçants, les capitalistes, les industriels, tous poussèrent de hauts cris pour la perte des affaires, des gains, du travail, dont ils étaient menacés. Ceux qui, sans être dominés par des considérations personnelles, aimaient l'ancienne nationalité et les anciennes traditions, ne purent que s'affliger profondément et qu'élever un cri de réprobation contre l'abaissement de leur ville. *Eh quoi!* s'écriait-on de toutes parts, *serions-nous les sujets de Milan après l'avoir sauvée?* Les sauveurs de l'Italie n'aspiraient qu'à la domination sur *leurs frères* italiens!...

Cette discorde, cette dispute soulevée entre deux villes dont l'une était appelée à s'immoler à l'autre, a attiré alors et attire encore aujourd'hui sur les Italiens des sarcasmes et le reproche d'avoir trahi leur cause commune par un esprit exagéré de rivalité municipale. Ceux qui parlent ainsi manquent de bon sens et ignorent l'histoire. Il y a trop d'injustice à accuser deux illustres capitales parce qu'ayant le poignard sur le cœur, elles s'arrêtent un instant et en regardent la pointe avec frisson avant de se suicider. La nationalité italienne ne surgira jamais de la destruction des nationalités vénitienne, piémontaise, ligurienne, lombarde, toscane, romaine, napolitaine et sicilienne, nationalités qui ont existé toujours et qui ne pourraient être effacées que par l'œuvre violente d'un conquérant étranger. Tant que les Italiens pourront librement suivre leurs penchants, ils ne se rapprocheront qu'au point de vue des intérêts seuls qu'ils peuvent avoir en commun; la tâche de les confondre et de les mêler pour en former un seul peuple, ne peut être accomplie qu'à la condition de broyer leur existence réelle; cette tâche exige la puissance d'un Attila ou de quelque despote à venir (1). Sans doute, on ne peut assez déplorer une dispute soulevée dans les villes italiennes, sous les yeux de l'ennemi, qui seul en profitait. Mais ceux qui en font encore un reproche aux Milanais ignorent

(1) Cette page, écrite depuis plusieurs années, loin d'être démentie, est confirmée par ce qu'on voit arriver aujourd'hui en Italie, c'est-à-dire par l'enthousiasme avec lequel on proclame, sur tous les points de la Péninsule, l'unité italienne sous le sceptre de Victor-Emmanuel. L'indépendance est le premier besoin du pays, la seule garantie de la conservation des institutions libérales qu'il peut se donner. L'indépendance n'existe qu'à la condition de posséder la force nécessaire pour la faire respecter. Cette force, l'Italie ne l'aura jamais tant qu'elle ne formera pas une seule et grande nation. Voilà donc les Italiens suivant librement leurs penchants, en se rapprochant au point de vue de l'indépendance, qui est le grand intérêt de tous. Cela accompli, j'affirme que si la constitution qu'on appliquera à l'Italie voulait confondre et mêler les populations de ses différentes provinces pour en faire une masse uniforme; si cette constitution ne respectait pas autant que possible l'autonomie de chacune de ces provinces, ne lui accordait pas une juste liberté dans son administration propre, et ne présentait pas l'image d'un État fédératif, les Italiens, une fois affranchis de toute domination étrangère, ne tarderaient pas à désirer le retour aux conditions de leur vie traditionnelle. Ils s'abandonneraient à des discordes intestines : les étouffer, ce serait l'œuvre d'un despote.

l'histoire jusqu'à méconnaître que les partisans mêmes de Charles-Albert, pour amener les Lombards à s'annexer au Piémont, leur promirent formellement que Milan deviendrait la capitale de l'État. L'opposition ne vint que de Turin. D'ailleurs, si dans cette malheureusé affaire on veut trouver un coupable, pourquoi ne pas le reconnaître dans la personne du roi, qui suscita le premier la discorde, en mettant, par ambition, les peuples italiens dans le cas d'avoir à débattre lequel d'entre eux dominerait sur les autres, pendant qu'ils avaient tous besoin de s'unir pour se soustraire à la domination de l'étranger?

Le jour arriva où la chambre dut se prononcer. Elle était partagée entre deux partis d'égale force. Les fusionnistes disaient : « A quoi bon parler de la capitale? il faut en abandonner le choix à l'assemblée constituante. » Mais les conservateurs, voyant que, dans cette assemblée, le Piémont se trouverait en minorité de suffrages vis-à-vis des nombreuses provinces formant la ligue lombarde, persistaient à demander qu'une clause, dans le pacte d'annexion, assurât les Piémontais contre le danger de perdre leur suprématie. Le ministre Ricci proposa la loi dans les termes suivants : « L'assemblée constituante n'a d'autre mandat que celui de discuter les bases et la forme de la monarchie; tout autre de ses actes serait nul; le siége du pouvoir exécutif ne peut être changé que par décision du Parlement. » Cette motion eut des défenseurs et des opposants. Le ministre de l'intérieur parla de la ruine qui frapperait Turin si elle cessait d'être la capitale. Pinelli vit dans la conservation de Turin pour capitale *une garantie d'ordre et de stabilité.* Le député Ruffini proposa de sanctionner l'annexion de la Lombardie sans conditions, *comme un acheminement à l'annexion à venir de toute l'Italie.* Brofferio repoussa cette manifestation imprudente, uniquement propre à alarmer tous les peuples et les princes italiens. Le ministre Pareto, voulant concilier les partis, soutint qu'il fallait prononcer l'annexion et conférer à l'assemblée constituante la faculté de discuter et d'établir les bases de la nouvelle monarchie, en ajoutant que c'était sa seule mission. La chambre, de guerre lasse, approuva la loi proposée dans ces termes.

Pendant que la chambre sanctionnait la conquête de la Lombardie, cette province courait le danger de retomber sous le joug de l'Autriche, et les nouvelles les plus sinistres arrivaient du camp à Turin. Les députés demandaient des explications au ministère, qui répondait qu'il garderait le silence sur la guerre tant qu'elle durerait. Les uns voulaient qu'on envoyât au camp une députation, les autres annonçaient l'arrivée imprévue à Turin du général Franzini. On décida alors que Franzini serait invité à se présenter le jour suivant à la chambre, pour répondre aux interpellations du député Brofferio.

Balbo, président du conseil des ministres, fit son possible pour détourner Brofferio des interpellations dont il menaçait le gouvernement. Il lui dit que le roi se trouvait dans une position si désespérée, qu'il en était à regarder comme un bonheur de recevoir une balle dans la tête; que les interpellations n'auraient d'autre résultat que la retraite immédiate de l'armée. Brofferio promit d'employer la plus grande prudence dans ses demandes; mais il ne consentit pas à s'en abstenir.

Le jour suivant, les interpellations eurent lieu. Franzini évita de répondre aux demandes qu'on lui adressa sur le peu de cas qu'on avait fait des volontaires et sur les causes qui avaient fait négliger de s'opposer à la réunion de Nugent et de Welden avec Radetzky. Quant au combat de Santa Lucia, il avoua que les corps mis en mouvement sur Vérone n'avaient pas reçu d'ordres uniformes, et que les généraux n'avaient pas fait explorer le terrain. Il rejeta sur Durando la faute de la perte de Vicence, disant que cet officier en avait trop vite abandonné la défense. Quant aux généraux et à lui-même, il déclara naïvement que tous étaient ignorants dans l'art de la guerre.

Ces réponses désolantes n'apprirent à la chambre rien de plus que ce qu'elle connaissait déjà. Sans force elle-même, elle ne prit aucune de ces résolutions énergiques par lesquelles on aurait peut-être obvié aux désastres de la guerre. L'esprit de modération, et non, comme on le croit, l'intempérance des opinions, corrodait toutes les fibres de la nation italienne. La chambre de Turin parut imiter le sénat romain après la bataille de Cannes,

et ne fit que le parodier en accueillant les réponses de Franzini par de vifs applaudissements. C'était une manière de déclarer à l'armée, représentée par Franzini, que, malgré ses revers, la nation se confiait dans sa valeur. Il aurait été plus opportun de rendre efficace cette valeur, au lieu de la flatter. Après ces interpellations, la chambre, pleine d'une peur qui se cachait sous les apparences de la tranquillité, passa à la question de l'annexion de la Lombardie au Piémont. On proposa d'établir à Milan une consulte lombarde, investie d'un pouvoir souverain, jusqu'à ce qu'on eût réuni l'assemblée constituante. Par cette mesure, l'union de la Lombardie et du Piémont, au lieu d'être immédiate, se trouvait suspendue; elle existait en droit, et non en fait. Tous les Lombards, qui détestaient la domination piémontaise, appuyaient cette motion; le gouvernement la repoussait, et le ministère menaçait de se retirer dans le cas où elle serait approuvée. Soumise au scrutin, la motion passa; les ministres rendirent leurs portefeuilles.

CHAPITRE VIII.

État de la Toscane. État de Naples après le massacre du 15 mai. Note du prince Cariati, qui rend compte de cet événement à la diplomatie étrangère. Insurrection dans les Calabres. Édit du roi qui promet de conserver au pays la constitution et convoque les chambres. Nouvelles élections; caractère énergique du peuple. Réunion des chambres. L'insurrection perd des forces dans les Calabres; un corps de Siciliens vient la raviver. Événements de la Sicile; le duc de Gênes est proclamé roi. Dans les Calabres, les insurgés sont obligés de se dissoudre. Le corps des Siciliens, fait prisonnier, est conduit à Naples. Cruautés de Ferdinand. La Sicile, abandonnée par la diplomatie anglaise et française, est livrée à la vengeance du roi.

Profitant du repos que Radetzky et Charles-Albert donnent à leurs armées, en attendant réciproquement leurs renforts, j'ai pu exposer les événements qui avaient lieu, vers cette époque, à Venise et dans le Piémont. Puisque le bruit des armes ne me rappelle pas encore en Lombardie, je m'occuperai de la Toscane et du royaume des Deux-Siciles.

J'ai peu à dire de la Toscane. Pendant la guerre, le cabinet toscan n'avait montré ni habileté ni ardeur; néanmoins, poussé par la nécessité, il avait fait quelques efforts : il avait ordonné une levée de 12,000 hommes; il avait augmenté d'un tiers une partie des impôts; il avait fait même une retenue sur les appointements des fonctionnaires; il avait enfin ouvert un emprunt volontaire de 60,000 écus. Mais ces mesures étaient bien insuffisantes pour soutenir une si grande guerre.

Au moment où les Autrichiens écrasaient à Curtatone le petit corps de soldats et de volontaires toscans, la Toscane s'essayait aux institutions parlementaires. On était à la fin de juin, et l'Autriche, aux prises avec la Hongrie et vaincue à Goito, semblait peu à craindre. Le grand-duc de Toscane, sentant le besoin de se faire passer pour animé de sentiments et d'intérêts purement italiens, se laissait attribuer des projets d'agrandissement en

Italie : ambitionner d'en conquérir une partie, c'était la manière princière de prouver qu'on l'aimait. Aussi Léopold II ne vit-il pas de mauvais œil qu'on lui prêtât de secrètes convoitises sur les Légations, qu'il aurait voulu, disait-on, détacher des États romains à son profit; on lui faisait même rêver pour son second fils la couronne de Sicile. Tout le monde acceptait ces mensonges comme des vérités, oubliant que Léopold était dévoué à Rome et beau-frère du roi de Naples. Le 26 juin, le langage belliqueux qu'il tint à l'ouverture des chambres nouvellement élues, sembla confirmer les projets ambitieux qu'on lui attribuait. Il parla de guerre à soutenir, de ligue italienne à resserrer; il donna aux Siciliens révoltés le nom de frères. A ce prix, il espéra passer pour sincère; mais il ne réussit pas à désarmer l'opposition.

La tâche de la chambre des députés aurait dû être de réprimer les désordres locaux, les menées du parti rétrograde, d'apaiser le mécontentement des paysans, et, pour cela, de rendre au pouvoir une force qu'il ne pouvait plus puiser dans la police, puis de coopérer vigoureusement à la guerre nationale. Elle ne sut prendre aucune décision, et le mois dans lequel se décidaient les destinées de l'Italie, elle le perdit en vains bavardages.

Mais de plus graves événements me rappellent dans les Deux-Siciles.

Nous avons laissé Naples au moment où la réaction du 15 mai la couvrait de sang. Le roi ne tarda pas à former un ministère à son gré. Ses nouveaux ministres furent les mêmes hommes qu'on avait vus à ses côtés le jour du carnage. Le prince de Cariati, Ruggiero, Bozzelli, anciens patriotes, anciens traîtres, rentraient au pouvoir animés d'un esprit de vengeance contre les libéraux qui les avaient renversés du siége ministériel. Perdus à jamais auprès de ce parti, ils se jetaient dans les bras de celui qui seul consentait encore à les accueillir. L'amour du pouvoir et des dignités acheva de les attacher à leur nouvelle position et de les mettre en paix avec eux-mêmes.

Les premiers actes du nouveau ministère furent la mise du royaume en état de siége, la suppression de la liberté de la

presse, du droit de réunion, le désarmement de la garde nationale, enfin l'ordre donné à la police d'opérer de nombreuses arrestations. Après ces mesures de circonstance, vinrent des actes par lesquels se fit mieux connaître la pensée intime du gouvernement : le rappel de l'armée expéditionnaire, la dissolution du parlement.

Le 17 mai, le prince de Cariati, voulant rendre compte aux agents diplomatiques de Naples et à la diplomatie étrangère des événements du 15 mai, publia une note qui jette une vive lumière sur les causes et sur les auteurs de la catastrophe napolitaine. On y disait que *le gouvernement avait été provoqué par un petit nombre de factieux, et que, obligé de prendre des dispositions rigoureuses et sévères, il avait obéi au devoir de sa propre conservation, et avait usé des droits de légitime défense pour sauver l'ordre social menacé!* Pourquoi donc le gouvernement ne fit-il rien, absolument rien pour comprimer l'anarchie; et de plus, pourquoi s'opposa-t-il à toutes les mesures que les bons patriotes lui proposèrent dans ce but? Est-ce qu'il fut le complice des provocateurs du désordre? Dans ce cas, la réaction fut provoquée par lui. Est-ce qu'il fut plus imprévoyant qu'il n'est possible de le croire? Il ne pouvait donc s'en prendre à autrui des malheurs dont son extrême incapacité avait été la cause. Quel bon sens y avait-il, en outre, à avouer qu'il avait été provoqué *par un petit nombre de factieux?* Puisqu'ils étaient en si petit nombre, pourquoi le gouvernement ne les avait-il pas dispersés? Pourquoi se réduire à la cruelle extrémité de la guerre civile, quand il aurait suffi de montrer quelques soldats et un peu de vigueur pour conserver l'ordre public et la liberté au pays? En affirmant qu'un petit nombre de factieux avait causé tant de calamités, le gouvernement mentait, ou s'accusait d'incapacité.

La faction fut fortifiée par un petit nombre d'énergumènes qu'il y avait au milieu des députés, et qui imposèrent silence à la majorité modérée. Le gouvernement reconnaissait donc la prudence, la modération de la majorité des députés; les énergumènes n'avaient été qu'en petit nombre. Pourquoi dissoudre alors un parlement si sage, un parlement non encore constitué?

pourquoi annuler les élections, mesure subversive de tout régime constitutionnel? Et après quelques mois, comment arriva-t-il que les événements du 15 mai servirent de prétexte pour traîner en prison, condamner aux galères, non le petit nombre d'énergumènes, mais tous les députés qui n'avaient pas réussi à prendre la fuite?

Enfin, les factieux se mêlèrent à la garde nationale, et réussirent à séduire plusieurs jeunes gens inconsidérés, en les traînant à un combat insensé qui devait les sacrifier. Ici le gouvernement avouait la vérité : la garde nationale, comme on l'a vu, n'avait pris aucune part à l'insurrection. Si la chose est ainsi, si quelques *séducteurs* se montrent dans les rues, entraînent *des jeunes gens inconsidérés* à élever des barricades, à prendre les armes, et après cela s'ils sont défaits, comment se fait-il que le premier acte du vainqueur soit de dissoudre non-seulement la garde nationale de la capitale, mais celle aussi de toutes les provinces du royaume? Si les coupables ne sont qu'en petit nombre, pourquoi donc une si grande fureur de persécutions, un si grand exemple de sévérité, un si grand appareil de force? Faut-il croire que le roi voulut se donner, sans motif, le plaisir de faire de la tyrannie? ou bien plutôt faut-il convenir que depuis longtemps, par son propre instinct, par de méchants conseils, il avait pris la résolution d'étouffer par la force des armes le désir des réformes; qu'il avait attendu des événements extrêmes pour légitimer l'excès de cette sanglante répression; que les dissentiments avec les députés et les tumultes du 15 mai ne furent qu'une occasion provoquée par lui-même et habilement mise à profit pour exécuter ses desseins réactionnaires?

Le gouvernement toléra ces démonstrations, espérant que les députés réussiraient à calmer l'effervescence des malveillants. Quel aveu! Le gouvernement pouvait donc empêcher la construction des barricades; pourquoi alors permit-il qu'elles s'élevassent?

En effet, le matin du 15 mai, une proclamation des députés signifiait au peuple que les difficultés entre le gouvernement et la chambre avaient été aplanies, et l'invitait à défaire les bar-

ricades pour laisser la place libre au cortége royal, afin qu'il pût se rendre au parlement et en faire l'ouverture. L'invitation de défaire les barricades venait donc de cette chambre à laquelle le gouvernement fit ensuite un crime de leur construction.

Le roi ordonnait en même temps aux troupes de rentrer dans leurs quartiers. Les troupes dépendaient donc immédiatement du roi. Comment, dans ce cas, n'obéirent-elles pas, et restèrent-elles rangées en bataille sur les places? Pourquoi *leur désobéissance* fut-elle ensuite récompensée?

Deux coups de fusil partirent d'une barricade. Il ne fut plus possible alors de contenir la colère des soldats, qui, sourds à la voix de leurs supérieurs, commencèrent le feu. Il est bien connu que ces coups de fusil ne furent pas tirés par le peuple, et que le roi récompensa celui qui les tira. Maintenant, on apprend que le combat s'engagea par l'effet de *l'insubordination des soldats aux ordres de leurs supérieurs.* Néanmoins, les colonels suisses déclarèrent aux commissaires envoyés par le conseil fédéral qu'ils avaient reçu les ordres de la bouche du roi lui-même.

La ferme et loyale résolution du roi est de maintenir intégralement la constitution qu'il a accordée et jurée. N'est-ce pas une audace sacrilége pour les Bourbons de Naples, que de parler de leurs serments? Pourquoi donc l'état de siége et la suspension des lois? Pourquoi l'annulation des concessions si précieuses faites au peuple le 3 avril? Pourquoi, quelques jours après, une loi électorale nouvelle et arbitraire, et puis une autre sur la presse, suivies de cent autres, publiées sans l'approbation du parlement? Enfin, pourquoi ce mépris insolent pour la chambre réélue? Pourquoi ce système oppressif croissant de jour en jour, de visites domiciliaires, de procès, d'espions, de destitutions, et en dernier lieu l'oubli manifeste de la constitution jurée, l'autorité royale devenue dans son exercice beaucoup plus despotique que jamais, et la religion devenant un objet de moquerie de la part d'un pouvoir non-seulement parjure, mais violent jusqu'à contraindre à se parjurer les fonctionnaires publics, l'armée, les

magistrats, les prêtres, tous ceux, en un mot, qui, par ordre du roi, avaient prêté serment d'observer et de défendre la constitution?

Sans vouloir pénétrer plus avant, je demanderai : Une insurrection *de quelques jeunes gens inconsidérés et séduits,* suffisait-elle pour justifier le rappel *immédiat* de l'armée envoyée en Lombardie, le rappel de l'escadre des eaux de Venise, le rappel même des restes très-nobles de ce 10e régiment de ligne qui avait laissé sur les champs de Curtatone et de Goito les *deux tiers* de ses valeureux soldats?

Qu'on avoue que Ferdinand eut l'intention de revenir à l'absolutisme le plus rigoureux. Cet aveu donne une certaine dignité à la tyrannie. On n'est pas pour cela moins infâme, mais on y gagne d'être moins lâche.

Cependant, le roi n'eut pas le courage d'arriver à son but d'un seul coup. Il était retenu, après le 15 mai, par la crainte de donner des forces et un trop légitime prétexte à l'insurrection qui éclatait de toutes parts dans le royaume. Les provinces étaient en proie à une agitation extrême. On ne considérait que la majesté nationale outragée par la dispersion du parlement et l'annulation des élections. Dans la ville d'Ariano, les officiers royaux furent expulsés; à Fóggia, dans les Abruzzes, dans la Basilicate, on essaya un soulèvement; mais toutes ces tentatives échouèrent. Le Cilento et les Calabres prirent plus sérieusement les armes; mais ce fut sans accord, tant la surprise causée par les événements avait été grande. Les chefs naturels de la révolte étaient absents. Forcés, le 15 mai, de se réfugier à bord des vaisseaux français, les députés n'avaient pu obtenir qu'on les débarquât sur la côte. Conduits à Malte ou en Sicile, il leur fallut du temps pour revenir dans les provinces insurgées. Cependant, Ricciardi, Musolini, Mauro, Petruccelli, Mileti, d'autres encore, parvinrent jusqu'à Catanzaro, jusqu'à Cosenza, dans les Calabres, et y organisèrent des comités insurrectionnels. Ils répandirent dans le pays des proclamations foudroyantes; l'une d'elles, écrite par Petruccelli, disait entre autres choses très-véhémentes celles-ci : « Citoyens, Ferdinand II, par les odieux

massacres du 15 mai, a creusé le sépulcre de la dynastie de Bourbon. N'entendez-vous pas les malédictions de toute l'Italie? N'entendez-vous pas le cri de vengeance qui s'élève dans tout ce pays? Ne comprenez-vous pas que les heures de ce monstre sont comptées? Courage, citoyens! il est encore temps; vous pouvez encore vous soulever comme un seul homme, et crier à la face du Bourbon : Mort à toi, infâme! mort à toi, qui as bu le sang des peuples que Dieu t'avait donnés en garde! Mort à toi, vil assassin! qui, derrière des murailles de bronze, oses seul faire attaquer des femmes et des enfants! Mort à toi, instrument odieux, lâche complice du voleur autrichien! Mort à toi, qui t'es fait le compagnon d'un Nunziante, d'un Pronio, d'un Bozzelli, toi qui as tendu la main à des lazzaroni! Dieu l'a abandonné, l'Italie l'a abandonné. Que tous le condamnent à errer solitaire comme Caïn. Aux armes! aux armes! les députés à la chambre, les citoyens sur le champ de bataille! »

Le roi, les ministres, tremblaient en apprenant ces mouvements. Ils n'étaient pas fâchés de gouverner selon leur bon plaisir en conservant les apparences du régime constitutionnel. C'est ainsi qu'il faut en juger, si l'on rapproche des actes du ministère et des événements qui suivirent l'édit royal du 24 mai, où se lisait ce qui suit : « Notre ferme et immuable volonté est de maintenir la constitution du 10 février, en la préservant de tout excès. Seule compatible avec les vrais besoins de cette partie de l'Italie, elle sera l'arche sainte qui conservera les droits de nos peuples bien-aimés et de notre couronne. Reprenez donc vos occupations habituelles, et ayez confiance avec toute l'effusion de votre cœur dans notre loyauté, dans notre religion, dans le serment sacré que nous avons volontairement prêté. » La loyauté, la religion, le serment du roi n'étaient que sa peur.

L'effet suivit de près les paroles. Pour ramener le statut à son texte primitif et à l'idéal qu'il avait rêvé, Ferdinand abrogea la loi électorale que le peuple lui avait arrachée le 3 avril, et rétablit la précédente, qui fixait le cens au taux élevé de 240 ducats; on convoqua les colléges pour le 15 juin; le parlement devait s'ouvrir le 1er juillet. S'il espéra ainsi obtenir des cham-

bres un esprit différent, ses prévisions furent cruellement trompées. La nation était vivement irritée; au lieu de se plaindre ou de s'abandonner à des violences qui auraient été promptement réprimées, elle était, dans la plus grande partie, déterminée à se servir des voies légales pour sauvegarder ses libertés. Plusieurs électeurs étaient d'avis qu'il ne fallait pas reconnaître la légalité de l'acte ministériel, et que, par suite, on ne devait pas procéder à de nouvelles élections; d'autres, au contraire, considérant quel parti aurait tiré le gouvernement de cette abstention des électeurs pour différer indéfiniment la convocation du parlement, conseillaient de sauver les droits du pays au moyen d'une noble protestation, et de procéder en même temps aux nouvelles élections en confirmant le mandat des anciens députés.

Le 14 juin, un décret royal avait réorganisé provisoirement la garde nationale de la capitale, dont l'effectif avait été fixé à douze compagnies de 200 hommes. Mesure dérisoire ! Dans une ville d'un demi-million d'âmes, Ferdinand n'avait trouvé que 2,400 personnes à qui il osât confier des armes. Que d'autres peuples soient justement fiers de leur puissance et des faveurs de la fortune, aucun d'eux ne disputera aux Italiens le don d'une énergie morale qui ignore ce que c'est que transiger ou plier. Le peuple napolitain en donna une preuve éclatante. Encore saignant et sous le coup de la hache, il dicta, pour défendre ses droits, une protestation solennelle, et la lança à la face de l'homme terrible qui s'entourait de canons et de bourreaux. Puis, par son vote, il renvoya au parlement précisément les mêmes députés que les troupes royales avaient dispersés, y compris Petruccelli et tous les autres qui se trouvaient alors dans les provinces à la tête des révoltés.

Le 1er juillet, le gouvernement se hâta d'ouvrir la session. Il avait besoin du concours au moins apparent du pays, car jamais sa position n'avait été plus difficile : la Sicile se donnait un roi, les Calabres étaient en feu, les autres provinces conservaient une attitude menaçante. Le roi, ne sortant plus de son palais entouré de canons, avait chargé le duc Serra Capriola, vice-président du conseil d'État, de le remplacer. Il ne fut plus ques-

tion de serment. Sur le passage du cortége, les magasins se fermaient, les rues devenaient désertes. Le discours d'ouverture fut lu par Bozzelli; il contenait de nouvelles protestations de la sincérité du gouvernement et de son désir de conserver le statut. Le ministre paraissait embarrassé de son rôle : les souvenirs du passé le gênaient. Il fut accueilli par un sombre silence. Aussitôt après cette lecture, qui ne dura pas plus de huit à dix minutes, le duc de Serra-Capriola, visiblement déconcerté, reprit le chemin du palais. Les députés furent eux-mêmes forcés de se séparer : ils n'étaient pas en nombre pour délibérer. La loi exigeait la présence de cent soixante-quatre députés; soixante-dix seulement assistaient à la séance; beaucoup étaient en fuite ou à la tête des révoltés.

Au bout de huit jours, la chambre se trouvant à peu près en nombre par suite de l'arrivée tardive de quelques députés, les interpellations aux ministres commencèrent sur les événements des Calabres, sur la situation du royaume. Les demandes des députés étaient conçues dans un langage vif, souvent peu mesuré; les réponses de Bozzelli étaient acerbes et insolentes. Le parlement poursuivait deux buts différents : aider l'Italie, affermir le régime constitutionnel; les députés auraient pardonné tout aux ministres, pourvu qu'ils eussent senti en Italiens. Le gouvernement n'avait qu'un seul et ferme dessein : abuser du pouvoir. Selon lui, l'amour pour l'Italie n'était que le rêve d'une tête folle ou la perfidie d'un conspirateur albertiste.

Les députés exprimèrent leurs pensées au roi dans leur adresse en réponse au discours ministériel. Cette adresse, votée à l'unanimité, exprimait le vœu d'un changement de ministère, d'une participation sérieuse et immédiate à la guerre de l'indépendance, et d'un retour sincère aux pratiques constitutionnelles. Les demandes étaient justes en elles-mêmes; néanmoins, eu égard aux événements accomplis ou à craindre, on pouvait les trouver imprudentes; mais si l'on veut des exemples de résignation devant le despotisme triomphant, il ne faut pas aller en Italie. Le roi refusa de recevoir l'adresse; les ministres s'abstinrent de venir aux séances.

Dans les Calabres, l'insurrection perdait de sa force. Les députés durent se rendre à leur poste, et leur présence au parlement impliquait l'immobilité des provinces qu'ils représentaient. On ne s'était pas soulevé pour introduire dans le pays une autre dynastie; on n'avait pas pris les armes pour proclamer une république : il n'y avait dans le royaume qu'un petit nombre de républicains. Ce qu'on avait voulu, c'était sauvegarder les libertés constitutionnelles. Or, en voyant que le roi et ses ministres paraissaient respecter encore le statut, même après l'événement qui aurait permis de le supprimer, les désertions furent nombreuses dans les rangs des révoltés. L'inaction de la plupart des provinces, le retour des troupes de la haute Italie, l'armée portée à 100,000 hommes sans l'intervention du pouvoir législatif, tout cela fit comprendre aux chefs que leur tentative était désespérée, qu'elle ne trouverait point un appui suffisant dans la nation, enfin qu'elle pouvait servir de prétexte à un prompt retour au régime absolu.

Ricciardi et ses amis ne voulurent pas pour cela renoncer à leur entreprise. Ils surent donner au mouvement des Calabres le caractère d'une simple protestation armée en faveur de la liberté constitutionnelle; de sorte qu'ils exigèrent que rien ne fût changé, ni dans les villes, ni dans les campagnes. Sur leur invitation, les tribunaux continuèrent à rendre la justice au nom du roi, les commerçants durent vaquer à leurs affaires, les paysans aux travaux des champs. L'armée insurrectionnelle ne comptait plus que 8,000 hommes, chiffre encore considérable à tout prendre, puisqu'elle ne s'était recrutée que dans une province. Cependant, c'était trop peu pour tenir la campagne. On comptait beaucoup sur le concours des Siciliens.

Le parlement général de Sicile ayant reçu la nouvelle du carnage fait à Naples le 15 mai, avait décrété que tout le peuple sicilien prendrait le deuil pour trois jours, *afin de manifester solennellement sa douleur pour les victimes tombées à Naples en défendant la liberté*. Les Siciliens ne s'étaient pas bornés à cela : guidés par leurs chefs révolutionnaires, ils avaient demandé au parlement qu'on envoyât des gens armés au secours

des Napolitains; le parlement avait donné au pouvoir exécutif la faculté de faire partir, sous les ordres d'un capitaine expérimenté, un corps de volontaires avec des canons et des munitions de guerre.

Le gouvernement sicilien, en ordonnant cette expédition, n'avait pas plus en vue d'aider les Napolitains dans les Calabres, qu'il ne s'était soucié d'aider les Italiens dans la Lombardie. Il avait déclaré dans un acte officiel ce qui suit : « Nous voulions atteindre deux buts : faire diversion aux troupes du roi de Naples, lesquelles, après le 15 mai, auraient pu se diriger sur la Sicile, et parvenir à forcer les positions des bourbonniens à Reggio, afin de pouvoir plus facilement chasser les troupes de la citadelle de Messine.» L'occasion de faire la guerre était propice à la Sicile; mais ce qu'il y avait de prodigieux, c'était les desseins magnifiques que cette île se proposait d'accomplir, en y employant une déplorable pauvreté de moyens. Le 10 juin, une armée de 600 volontaires partit de Palerme sous les ordres du colonel Ribotti; on avait des canons, mais sans munitions; la caisse militaire contenait 500,000 fr. Ayant reçu à Messine un renfort de cent autres volontaires, et s'étant pourvue de munitions pour trois jours, cette armée débarqua le 13 à Paola, dans les Calabres.

On a lieu de s'étonner que la Sicile n'ait pas secondé avec plus d'énergie et d'ardeur une insurrection où elle-même surtout devait trouver son avantage. Mais ce ne fut pas entièrement la faute du peuple. Le pouvoir exécutif et le parlement avaient secondé l'impulsion donnée par les patriotes, bien plutôt pour se débarrasser d'eux comme d'un obstacle à leurs desseins, qu'en vue de l'utilité de l'entreprise. D'ailleurs, que pouvait faire le gouvernement, puisque, en trois mois d'armistice, il n'avait pas formé un seul soldat de ligne; qu'il maintenait trois ou quatre mille recrues désarmées, nues, sans discipline, et cela toujours par la crainte de fortifier le principe révolutionnaire?

Cette colonne de 700 Siciliens passa de Paola à Cosenza, où ils ne trouvèrent ni cette révolution qu'ils auraient voulue, ni des hommes tels qu'ils étaient eux-mêmes. On respectait l'auto-

rité du roi. On ne publiait pas un décret de déchéance. Le comte Ricciardi harangua les troupes calabro-siciliennes, et les Siciliens, comme ils l'ont écrit plus tard, *furent surpris d'entendre recommander la modération et le pardon envers les frères égarés, et surtout demander qu'on s'abstînt de toucher à la propriété des partisans du Bourbon, tandis que les insurgés avaient besoin d'argent*. Le 18 juin, les colonnes calabro-siciliennes sortirent de Cosenza pour occuper avant les royalistes Castrovillari, ville placée dans une forte position. Mais on avait perdu à Cosenza trois jours précieux : Castrovillari avait été déjà occupée par les troupes du roi. Les insurgés se replièrent, le 19, sur Spezzano, autre position importante, et s'y établirent. Le 24, ils furent attaqués par les royalistes, qui, après une heure de combat, furent mis en fuite et poursuivis jusqu'à sept milles de distance. Ranimés par le succès, les insurgés résolurent de retourner sous Castrovillari et de l'assaillir avant que les troupes n'eussent reçu le renfort d'une autre colonne de 1,500 soldats qui s'avançaient par les gorges du Campotenese; le citoyen Mauro fut en même temps envoyé avec 2,000 Calabrais dans ces gorges, pour en défendre le passage. Le 26, on se mit en marche vers Castrovillari. On avait décidé que l'attaque aurait lieu le jour suivant, 27, afin de donner le temps à Mileto, qui avait avec lui 400 Calabrais, de traverser les montagnes, de gagner les derrières de Castrovillari, et de mettre ainsi l'ennemi entre deux feux. Mais les chefs ne s'entendirent pas; ils agirent séparément. Les capitaines, inexpérimentés, calculèrent mal leur temps, et ne vinrent au secours des troupes compromises qu'une fois le combat fini et la défaite consommée. Le matin du 26, le colonel Longo, qui guidait l'avant-garde, en arrivant au pont de la Vertu, sous Castrovillari, rencontra les avant-postes ennemis, les assaillit et les repoussa. Peu content de cela, il s'avança jusqu'aux barricades de Castrovillari, où il trouva concentré et en ordre de bataille le corps principal des troupes royales. On engagea un feu très-vif. Heureusement survint le colonel Ribotti avec de plus grandes forces; les barricades furent enlevées d'assaut; les royalistes furent refoulés sous les murs de Castrovillari. Le soir

venu, les insurgés s'attendaient à camper près de la ville, pour l'assaillir le lendemain au moment où Mileto arrivait pour faciliter et compléter la victoire. Mais Ribotti, qui avait le commandement supérieur de l'expédition, se croyant en présence d'un ennemi très-supérieur en nombre, ordonna de se replier sur Cassano. Le 27 au matin, Mileto arriva avec ses 400 montagnards, et attaqua Castrovillari par derrière, croyant que Ribotti l'attaquait sur le front : Ribotti se trouvait alors à Cassano. Mileto, après trois heures de combat, dut se retirer.

La retraite sur Cassano des insurgés, dont on avait annoncé le jour précédent la victoire, parut être une déroute, et l'alarme des populations fut grande. Le comité de Cosenza fit d'amers reproches à Ribotti; la querelle s'aigrit; les Calabrais faillirent en venir aux mains avec les Siciliens. Le découragement fut général. Mauro, qui défendait les gorges du Campotenese, avait envoyé demander des munitions et de l'argent à Ribotti, qui n'avait expédié qu'un peu de munitions, et si tard, qu'elles n'arrivèrent pas à temps. Par conséquent, privé de tout secours, Mauro, après s'être battu vaillamment pendant trois jours, fut contraint d'abandonner des positions si énergiquement disputées. A cette nouvelle, Ribotti ne se crut pas sûr à Cassano, et rétrograda jusqu'à Spezzano.

La conduite du colonel Ribotti serait inexplicable si on laissait ignorer que plusieurs jours avant l'attaque combinée contre Castrovillari, c'est-à-dire dès le 24 juin, il avait pris des dispositions pour son retour en Sicile. Cette résolution, que rien ne justifiait alors, ne pourrait être attribuée à sa lâcheté, car c'était un officier qui jouissait d'une réputation de bravoure acquise en Espagne, en Portugal, dans les Romagnes, partout où l'on avait combattu pour la liberté. On doit admettre qu'il céda au vœu des Siciliens qu'il commandait. La guerre de Calabre n'offrait à ceux-ci que privations, fatigues et dangers, sans aucune de ces compensations qu'ils avaient trouvées en assaillant le palais des finances et le palais royal de Palerme. Il est certain que dès le 24 on avait fait partir pour Palerme un jeune homme, Scalia, chargé de présenter au gouvernement une lettre dans laquelle, après avoir parlé

des difficultés que la guerre présentait, on disait ceci : « Il nous reste un seul parti, celui de nous embarquer au port de Corigliano, près de notre position. Pendant que deux bateaux à vapeur, faisant le tour de la Sicile, viendront nous prendre sur les plages du Ionio, nous ferons tout ce qui sera possible pour nous avancer sur Castrovillari. Dans un cas d'attaque, nous saurons donner des preuves éclatantes de la valeur sicilienne; mais en dernier lieu, nous songerons à nous sauver dans le bois de la Sila et à rester là toujours à portée de nous embarquer à Corigliaño. Qu'on cache le mouvement des bateaux, que l'on soit prompt, et nous sommes sûrs de la réussite de notre projet. » C'était un projet de fuite, dont le succès leur était nécessaire pour n'être pas obligés de donner de grandes preuves de leur valeur. Voilà quel était l'esprit des volontaires siciliens le jour même où les insurgés venaient de remporter une victoire, de chasser de Spezzano les royalistes et de les poursuivre pendant sept milles.

Les ministres palermitains se firent rendre compte par Scalia de la condition réelle des choses dans les Calabres. Ce jeune homme bouillant ne sut pas cacher les succès que le soulèvement avait obtenus jusque-là; il assura aussi que les logements et les vivres ne manquaient pas aux volontaires siciliens. Les ministres s'aperçurent que la retraite de Ribotti avait toute autre cause que la nécessité, et lui écrivirent dans ces termes : « ... Aucun malheur n'est arrivé... Les royalistes ont été jusqu'ici battus sur tous les points. Cette situation ne peut conseiller une retraite comme vous la proposez, une retraite qui serait très-pernicieuse parce qu'elle découragerait les Calabrais et donnerait du courage aux bourbonniens... Deux bateaux à vapeur ont reçu l'ordre de se rendre dans le lieu que vous avez indiqué, en vous apportant des munitions, de l'argent et 200 hommes de plus... Si vous avez besoin d'autres secours, nous ferons tous nos efforts pour vous les fournir... Nous vous offrons le moyen de vous fortifier ou de vous retirer; si vous préférez la retraite, songez que cette résolution prématurée restera entièrement sous votre responsabilité. » Mais les Siciliens qui étaient à Spezzano auraient voulu

avoir des ailes pour rentrer plus vite dans leur patrie. Quelques heures après le départ de Scalia, ils avaient envoyé à Palerme un second messager pour presser le gouvernement de favoriser leur retraite. De sorte que les ministres avaient à peine fini d'écrire leur dépêche en réponse à celle de Ribotti, qu'ils virent paraître devant eux Maltesse, le second messager, avec de nouvelles instances pour le prompt envoi des bateaux destinés à embarquer ses compagnons d'armes. Tant que les deux bateaux ne furent pas prêts à partir, les ministres imposèrent à Scalia et à Maltesse le silence le plus rigoureux, afin de ne pas nuire avec leurs fâcheuses nouvelles à la joie que devait causer l'élection du roi. En effet, la Sicile se donnait un roi en ce jour.

Le parlement sicilien avait travaillé trois mois pour réformer la constitution de 1812. Ferdinand II parlait de droits et de traités; mais ces traités, qui lui avaient accordé la couronne, l'avaient soumis à des pactes qu'il n'avait pas observés. Les Siciliens avaient eux aussi des droits, car les rois ne peuvent pas plus que les autres hommes enfreindre les pactes et les serments, parjurer Dieu et tromper les peuples; et lorsqu'ils fondent leurs raisons sur l'épée, ils doivent reconnaître en autrui la raison de l'épée. Dès que le parlement eut terminé son travail, on s'aperçut que la forme constitutionnelle avait été conservée : il s'agissait de choisir un roi. Le parti républicain s'agitait pour empêcher qu'on élevât un nouveau trône sur les ruines du trône des Bourbons; mais ce parti n'avait pas de force, bien qu'aidé par le père Ventura, Sicilien, qui se trouvait alors à Rome en qualité d'envoyé de la Sicile. Ce moine avait des hallucinations, des visions, qu'il chercha à communiquer à ses compatriotes dans une lettre dont je rapporterai quelques passages : « Je croirais trahir mon pays, disait-il, si je lui cachais la vraie position de l'Italie. D'après les rapports que je reçois de toutes parts, je déclare qu'on ne peut d'aucune manière éviter la république en Italie. Je ne désire pas la république, je la crains; je ne la crois pas utile, mais funeste. Malgré cela, je dis qu'elle sera infailliblement proclamée, non par l'effet de la force des partis, ni de la volonté des populations, mais par l'effet de la mauvaise foi des

souverains, qui, toujours despotes et portés à l'arbitraire, font tomber en discrédit et haïr la monarchie, même sous la forme constitutionnelle... La république proclamée, elle ne pourra peut-être pas s'établir, ou, s'établissant, elle ne pourra durer. Elle nous mènera peut-être à l'anarchie et inondera de sang l'Italie : tout cela n'empêchera pas que la république succède aux monarchies constitutionnelles en Italie. Or, qu'est-ce qu'il en sera, si ce grand événement italien vient surprendre la Sicile avec un roi? Les républicains de Sicile pourront-ils s'abstenir d'imiter leurs frères du continent? Chassera-t-on, sans qu'il ait commis aucun crime, le roi que nous nous serons donné nous-mêmes? Nous voilà dans la condition fâcheuse de ne pouvoir ni conserver le nouveau roi, ni nous en défaire. Y a-t-il donc du bon sens dans tout ce qu'on est entraîné à faire? Nous fonderions un gouvernement sans stabilité et sans avenir. Nous mettrions le pays dans une fausse position, d'où il ne pourrait sortir sans une nouvelle révolution. Si l'on me répond que l'élection d'un roi pour la Sicile est aujourd'hui un besoin, un désir du peuple, je dis que le problème politique que le parlement a à résoudre est le suivant : trouver le moyen de donner au pays un roi qui, nous apaisant quant au présent, ne nous lie pas quant à l'avenir; un roi sans descendance, un roi provisoire, un roi qui, tout en constituant un nouveau gouvernement capable d'être reconnu en droit et en fait, laisse libre le peuple dans ses futures résolutions, qui pourront changer avec la situation des choses en Italie. La solution de ce problème est déjà trouvée : qu'on élise roi de Sicile Roggiero Settimo. »

Ce moine, très-docile à se plier sous le souffle de tous les vents, *craignait* la république, la croyait *funeste* à l'Italie, et, en attendant, il conseillait à ses concitoyens d'aplanir le chemin à son établissement en élisant provisoirement un roi sans descendance et très-vieux. Ses paroles, accueillies seulement par ceux qui aimaient le gouvernement populaire, eurent pour effet de confirmer les hommes qui se trouvaient au pouvoir dans l'idée de hâter, par crainte de la république, l'élection d'un roi jeune et viril.

Le gouvernement sicilien était invité par les diplomates français et anglais à procéder le plus tôt possible à cette élection. Je dirai plus tard quel rôle jouèrent en Sicile la France et l'Angleterre. En me bornant ici à un simple exposé des faits, je dis que Lamartine et Bastide déclaraient, dès le 26 mai, aux commissaires siciliens à Paris, que la république française reconnaissait officiellement et de fait le nouveau gouvernement de la Sicile; mais que, quant à la reconnaissance diplomatique et de droit, elle promettait de l'accorder *aussitôt qu'on aurait élu le roi.* Le consul anglais à Palerme déclarait aussi, le 9 juin, au ministre Stabile, que l'Angleterre, ayant épuisé tous les moyens de conciliation, considérait désormais comme inévitable la séparation de la Sicile de Naples; par conséquent, elle reconnaîtrait le gouvernement sicilien *aussitôt que le parlement l'aurait consolidé en élisant le nouveau roi* dans la personne d'un prince italien choisi parmi les familles régnantes en Italie.

Il ne se présentait de candidats admissibles qu'un fils du grand-duc de Toscane et un fils du roi du Piémont. La France eût préféré le premier; le second avait les sympathies de l'Angleterre. On disait en faveur du fils de Léopold II, qu'on engagerait un prince autrichien dans la révolution; que le grand-duc avait déclaré formellement qu'il acceptait cette candidature pour son fils. De l'autre côté, le duc de Gênes, à la fleur de l'âge, et qui venait de se distinguer dans la guerre de Lombardie, semblait plus propre à prendre les rênes d'un État nouveau. Cependant, pour Charles-Albert, le trône de Sicile n'était qu'un rêve, une vague convoitise que le plus simple bon sens politique devait dissiper. Ce prince avait assez de la guerre contre l'Autriche; irait-il en chercher, comme à plaisir, une autre avec le roi de Naples, armé d'un nouveau prétexte pour accuser l'ambition insatiable du Piémont? Mais le grand-duc de Toscane pouvait-il mieux aller déclarer la guerre au roi de Naples, lui le beau-frère de ce roi? Précisément parce qu'il demandait la couronne de Sicile pour son fils, ne fallait-il pas soupçonner qu'il jouait une comédie? D'ailleurs, parlait-on sérieusement lorsqu'on exprimait l'idée d'engager un prince autrichien dans

la révolution d'Italie? Au surplus, le fils de Léopold II, tout jeune encore, aurait amené avec lui les inconvénients d'une régence. Mais ce qu'il y avait à dire sur cette question ne fut vraiment conçu ni exprimé par personne : c'était que l'élection d'un roi ne pouvait s'appeler qu'une nouvelle erreur des Siciliens, après celle d'avoir décrété la déchéance des Bourbons; c'était que la question de la Sicile allait se décider en Lombardie, et non à Palerme. Du reste, ce que je tiens surtout à faire remarquer, c'est que le gouvernement sicilien était encouragé à cette démarche insensée par la France et par l'Angleterre. On aura bientôt une preuve nouvelle de l'influence pernicieuse que la diplomatie étrangère ne cessa d'exercer sur les événements d'Italie.

Le 10 juillet, le parlement réuni élut à l'unanimité roi de Sicile le duc de Gênes, qui fut proclamé sous le nom d'Albert-Amédée Ier. Le vénérable Settimo, qui, malgré l'expérience de son âge, ne montra, dans tout le cours de la révolution, aucun tact des choses politiques, vint donner son adhésion. Le parlement le nomma aussitôt président honoraire et à vie de la chambre des sénateurs, et lui donna la franchise postale, honneur accordé à Washington aux États-Unis. L'opinion publique, en Sicile, se montra favorable à l'élection du duc de Gênes. A deux heures du matin, la séance étant levée, le canon retentit, la ville s'illumina, et le jour nouveau se leva au bruit des démonstrations de la joie universelle. Les navires français et anglais mouillés devant Palerme arborèrent le pavillon sicilien et le saluèrent de vingt et un coups de canon. La France était battue; elle en prit son parti de si bonne grâce, que l'amiral Baudin prêta l'un des vaisseaux de son escadre pour porter la députation chargée d'aller offrir la couronne au duc de Gênes.

Les ministres siciliens, distraits par de si graves occupations, avaient presque perdu de vue la colonne des volontaires qui demandaient avec instance à se retirer. On avait donné l'ordre à deux bateaux de partir pour les plages de la Calabre; mais le meilleur des bateaux, le *Palerme,* était destiné à suivre l'ambassade qu'on envoyait au nouveau roi, et l'on dépensait

250,000 francs pour l'orner. Le *Vésuve* se trouvait en réparation; il ne put partir que le 9 juillet avec le *Giglio delle Onde*, qui perdit aussi du temps à Syracuse pour prendre du charbon.

En attendant, la position des insurgés dans les Calabres n'avait fait qu'empirer. Il y avait eu néanmoins de brillants combats. Le général Nunziante, à la tête de 2,000 hommes, avait vu 350 Calabrais lui résister pendant onze heures. Quant aux Siciliens, ils avaient les yeux toujours tournés vers la plage de Corigliano, et voyant que les bateaux qui devaient les embarquer n'arrivaient pas, ils craignaient qu'ils ne fussent tombés sous le canon des navires du roi. Enfin, on en vint à un tel point, que les insurgés, convaincus que leur cause était perdue, se dispersèrent tous. Quatre mille hommes environ se réfugièrent dans les bois et les montagnes. Ricciardi et quinze autres chefs se jetèrent dans une barque, et, après mille efforts pour s'éloigner du rivage, après avoir essuyé une violente tempête, ils arrivèrent le 12 juillet à Corfou. Les Siciliens, voyant que rien n'arrivait de leur pays et qu'ils risquaient d'être pris s'ils attendaient davantage, montèrent sur de petits navires qu'ils trouvèrent sur le rivage de Catanzaro, et le 7 s'embarquèrent avec leur artillerie pour Corfou, accompagnés d'une centaine de Calabrais. Après quatre jours, les bateaux à vapeur qu'on avait expédiés de Palerme arrivèrent à Corigliano, et, ayant su que les volontaires siciliens s'étaient déjà embarqués pour Corfou, ils s'éloignèrent pour rentrer dans les ports de la Sicile [1]. En attendant, ces malheureux,

[1] Je ne peux passer sous silence un fait qui révèle le caractère du peuple des Calabres. Les bateaux siciliens s'étant approchés de Balzano, sept jeunes Calabrais vinrent à bord, priant de les sauver en les y accueillant. On les reçut, et on leur dit que s'ils avaient d'autres compagnons, on les recevrait également. Deux d'entre eux descendirent pour aller appeler leurs amis. Mais la nuit arrivée, personne ne revenait, lorsqu'on entendit tout-à-coup une voix qui appelait de la rive les Calabrais restés sur le bateau. On invita cet homme inconnu à monter à bord; il répondit qu'il ne le pouvait, parce que lui et douze autres individus, qui venaient pour s'embarquer, se trouvaient dans les mains de la troupe royale; il ajouta que les deux jeunes hommes qui étaient descendus et qui avaient laissé des frères à bord, ayant voulu opposer quelque résistance, avaient été massacrés. Alors, les cinq Calabrais qui se trouvaient sur le bateau dirent au capitaine sicilien : *Nous vous remercions de votre bon accueil. Quant à nous, ce n'est plus le moment de nous sauver, mais de nous venger*. Ils embrassèrent le capitaine et descendirent à terre.

qui avaient fait voile vers Corfou, se virent bientôt suivis par un bateau à vapeur. Est-ce un ami qui les escorte ou un ennemi qui leur donne la chasse? Le navire inconnu arbore le pavillon anglais; les Siciliens, pleins de confiance, se laissent aborder. En un instant ils deviennent prisonniers d'un équipage napolitain, qui les ramène à Naples et les jette dans les souterrains du fort Saint-Elme.

En apprenant l'abus qu'on avait fait de son pavillon, l'Angleterre demanda à grand bruit des explications qui n'aboutirent à rien; je dirai plus tard pourquoi. On craignait que les Siciliens tombés captifs ne fussent mis à mort sur-le-champ. Tout ce qu'on put obtenir, ce fut qu'ils seraient considérés comme prisonniers de guerre. On fit leur procès. Poerio présenta leur défense, mais ne put les empêcher d'être condamnés à mort. Heureusement l'amiral Parker obtint que ces condamnations fussent commuées : Ribotti et les autres chefs siciliens virent changer leur peine en une détention à perpétuité. Les chefs napolitains de l'insurrection, qui n'avaient pu s'enfuir, périrent misérablement : Mileto à coups de pieux; Carducci, colonel de la garde nationale et député, attiré dans un guet-apens par le prêtre Peluso, et poignardé de sa main. Peluso porta la tête de sa victime à Naples, dans un panier, fut présenté au roi et reçut une pension. L'Europe s'en émut. On voulut faire croire, pour expliquer ce fait atroce, que le meurtrier était interdit depuis longtemps des fonctions ecclésiastiques, et que la tête de Carducci ayant été mise à prix, la pension qui lui fut allouée n'était autre chose que la récompense promise. La première assertion était absolument fausse; quant à la seconde, il était si impossible de l'admettre, que le juge d'instruction Clemente, indigné, commença d'instruire le procès de Peluso, ce qu'il n'eût pas fait évidemment si la tête de Carducci eût été mise à prix. Ajoutons que pour avoir voulu commencer ce procès, le juge Clemente, trois de ses collègues qui l'assistaient, et le procureur-général Scura, qui avait approuvé l'instruction, furent immédiatement destitués.

Pendant ce temps, les membres du gouvernement de la Sicile s'extasiaient en songeant qu'ils avaient, par l'élection d'un roi,

fortement consolidé leur révolution. Le ministre Torrearsa, en rendant compte au parlement de l'heureux accueil que Charles-Albert et le duc de Gênes avaient fait à la députation sicilienne, prenait occasion de féliciter la patrie de ce qu'elle s'était confiée à la diplomatie étrangère comme à la seule ancre de salut qu'elle possédât. Charles-Albert avait prononcé des paroles de sympathie pour la Sicile, de gratitude pour l'honneur accordé à la maison de Savoie, et il avait conclu que, comme roi constitutionnel, il ne pouvait répondre sans avoir d'abord consulté son ministère. Le duc avait exprimé sa reconnaissance pour l'offre que les valeureux Siciliens lui faisaient de la couronne, en ajoutant que, comme prince piémontais, comme soldat italien, et comme fils, il ne pouvait se décider sans avoir mûrement réfléchi, et qu'il obéirait, en tout cas, à la volonté de son père. Les commissaires siciliens s'étaient rendus à Turin pour y attendre la réponse.

Les nouvelles couronnes pleuvaient en Italie sur la tête de Charles-Albert. N'ayant pas assez de son temps pour les recueillir, il n'avait pu et ne pouvait s'occuper sérieusement de la guerre. Et puisqu'un si grand bonheur n'était pas le résultat de ses victoires, mais des négociations diplomatiques, il continuait à cultiver celles-ci, et à avoir la plus grande commisération pour Radetzky, qui faisait descendre d'Allemagne en Italie d'autres armées, et se flattait de pouvoir avec elles se rendre maître des destinées de la Péninsule.

L'indécision de Charles-Albert vis-à-vis des députés siciliens et la réception qu'il leur avait faite, en même temps amicale et réservée, n'exprimant ni acceptation ni refus, provenaient de ce qu'il faisait sonder la France et l'Angleterre sur la question de savoir si elles le soutiendraient dans le cas où il accepterait, et quelle nature de secours il pouvait espérer. C'est le moment d'expliquer la politique suivie par la France et par l'Angleterre par rapport à la Sicile, politique qui, interprétée de mille manières, n'a pas été encore, je crois, exposée sous son vrai jour.

Dans le temps, lord Palmerston avait déclaré à la tribune que la Sicile semblait définitivement perdue pour Ferdinand II,

même aux yeux de ce prince. L'Angleterre, qui n'a jamais vu dans les soulèvememts politiques de l'Europe qu'un moyen d'augmenter ses possessions ou son influence commerciale, devait sans doute donner son appui à l'Italie révoltée; aussi lord Minto, suivant le discours de lord Cochrane au Parlement, *eut l'ordre de révolutionner Rome, Naples et la Toscane*. Mais c'était surtout vers la Sicile que se portaient les espérances de l'Angleterre. Depuis cinquante ans, elle la couvait de ses regards envieux. On avait introduit dans le langage diplomatique de l'Europe le mot *protection*. Dans toutes les querelles intérieures qui s'élevaient dans les États faibles, il y avait toujours un puissant *protecteur*, qui prenait parti, au nom de l'humanité ou de la civilisation, ou même de la liberté, pour les opprimés contre les oppresseurs. En résumé, on visait à morceler les États qu'on ne pouvait engloutir sur-le-champ sans éveiller la jalousie des autres puissances; et le mot de *protection* était bien commode pour dominer les provinces détachées, sans les occuper. Ainsi, on avait vu l'Angleterre, en 1812, protéger, soutenir énergiquement les prétentions des Siciliens contre leur roi. Le même zèle de protection s'éveilla dès que la nouvelle insurrection de la Sicile fut connue; les Anglais intervinrent, et l'on sait quelle peine ils se donnèrent pour séparer l'île du continent. Mais la politique anglaise est aujourd'hui tellement percée à jour, que la France ne pouvait s'y laisser tromper.

Le gouvernement français avait, lui aussi, montré de vives sympathies pour la Sicile. Le chargé d'affaires sicilien avait été accueilli avec une franche cordialité par les ministres français. Le rapport de la cour des comptes sur les dépenses de l'année 1848 nous révèle que la Sicile avait reçu pour 204,000 francs d'armes et de munitions; on y lit aussi que le consul de France à Gênes *avait ordonné l'embarquement gratuit, avec rations, des détachements d'une légion polonaise, se rendant en Italie pour y défendre la cause des libertés nationales*. Cette légion se rendait à Catane. Mais tous ces actes ne prouvaient qu'une reconnaissance de fait de la révolution sicilienne, et je n'ai aucune raison de croire que le cabinet français ait eu en cela aucune arrière-

pensée d'ambition. De même, il ne faut pas supposer qu'il ait été animé par le désir de favoriser la révolution sicilienne, qui se confondait et formait une seule et même chose avec la révolution italienne. Comment pourrait-on autrement expliquer que le même cabinet, si enclin *à défendre les libertés nationales en Italie,* ait abandonné la Lombardie, et n'ait jamais consenti à vendre à Manin, malgré ses vives instances, ni un navire, ni un fusil pour la défense de l'héroïque Venise? En réalité, la France était trop agitée à l'intérieur pour pouvoir prêter beaucoup d'attention à l'insurrection italienne. Elle aurait pu peut-être sauver sa révolution par la guerre; mais ce n'est pas là une question qui doive m'occuper. La France était donc déterminée à rester fidèle aux principes de la politique honnête que Lamartine avait proclamés. Cependant, elle ne pouvait permettre à l'Angleterre d'agir seule dans la Sicile et d'y étendre son influence; elle prêta donc également des secours aux Siciliens et intervint dans leurs affaires, ainsi qu'elle l'avait fait dans le temps à Ancône, ainsi qu'elle devait le faire plus tard à Rome, c'est-à-dire sans amour, sans haine, avec un grand désintéressement pour elle-même, avec une égale indifférence pour le bien ou pour le mal que son intervention devait apporter à l'Italie, mais poussée uniquement par l'idée de contre-carrer tantôt les progrès de la domination autrichienne, tantôt les convoitises de l'Angleterre. Elle intervint en faveur de la liberté de la Sicile comme elle y serait intervenue si elle eût dû disputer à d'autres puissances le privilége de l'asservir. Ne voulant donc que contre-balancer l'influence anglaise, le gouvernement français, pressé de se prononcer, promit la reconnaissance officielle après l'élection du nouveau roi, élection qui aurait arraché l'île à l'Angleterre; et s'il soutint la candidature du fils du grand-duc de Toscane, ce ne fut que pour ne pas favoriser l'odieux agrandissement du roi de Piémont.

De son côté, l'Angleterre comptait sur la reconnaissance des Siciliens et sur le parti très-nombreux qu'elle avait chez eux; elle ne craignait pas d'être oubliée dans l'arrangement définitif de leurs affaires gouvernementales. Mais le parlement sicilien avait parfaitement compris le mobile qui poussait l'Angleterre à lui

accorder des secours; il savait par expérience ce que coûte le désintéressement anglais. D'ailleurs, il voulait que la révolution restât purement sicilienne. Aussi, dès qu'il crut s'être assuré la protection française, laissa-t-il voir à l'Angleterre qu'il n'était pas sa dupe, et qu'il tenait fort peu à une protection qu'elle voulait vendre trop cher.

Le cabinet de Londres ne tarda pas à s'apercevoir que l'intervention française avait dérangé ses affaires. Dès lors, sa parole fut encore pour la Sicile, mais son esprit était ailleurs. Il ne s'agissait plus pour lui de soutenir la révolution sicilienne, mais d'en sortir avec honneur. Craignant que les Siciliens, pour se rapprocher davantage de la France, ne proclamassent la république, le ministère anglais les pressa de se donner un roi, promettant de le reconnaître aussitôt, et il soutint l'élection du duc de Gênes uniquement parce qu'elle était antipathique à la France.

La France et l'Angleterre, qui, par cette élection, n'avaient voulu que se tenir réciproquement en échec, virent alors qu'elles n'avaient plus aucun intérêt à la soutenir; elles se montrèrent aussi froides l'une que l'autre envers la Sicile. Elles avaient donné des armes aux Siciliens; elles avaient conseillé l'élection d'un roi et avaient promis de reconnaître ensuite officiellement le gouvernement sicilien; elles avaient salué de vingt et un coups de canon la proclamation d'Albert-Amédée, roi de Sicile, et avaient arboré le pavillon sicilien; la France avait prêté ses vaisseaux aux commissaires qui allaient présenter la couronne au duc de Gênes; les Siciliens se réjouissaient d'avoir conquis leur indépendance : tout cela n'était que dérisoire et nul; la destinée d'un peuple n'avait été que le point de mire dont la diplomatie s'était servie pour s'exercer au tir.

L'Angleterre n'eut plus envie de soutenir la Sicile dès qu'elle vit ses aspirations à la *protection* de l'île *indépendante* complétement évanouies; elle revint alors au respect des traités de Vienne, et se piqua elle aussi d'une politique *honnête*. Elle manifesta même la crainte que cette violation des traités en faveur de la Sicile n'en amenât quelque autre plus grave de la part de

la France et de Charles-Albert. Comme la Sicile lui échappait, elle commença à reconnaître dans le roi de Naples *le droit* de la reconquérir. De son côté, la France avait évincé sa rivale; son coup avait porté. Aurait-elle maintenant soutenu l'élection du duc de Gênes? En s'engageant à soutenir le fils en Sicile, aurait-elle pu abandonner le père sur l'Adige ou le Tessin? Quand une politique timide, hésitante et, pour tout dire, honnête, faisait craindre au cabinet républicain de la France de s'engager dans les plaines lombardes, pouvait-on s'étonner qu'il ne voulût pas accroître ses embarras à propos d'une île où les destinées de l'Italie ne se décidaient pas?

La Sicile fut donc abandonnée par ses protecteurs : elle l'avait mérité. Charles-Albert, n'ayant reçu de la France et de l'Angleterre que des réponses vagues à ses demandes si nettes et si précises, recula et se tut. Le duc de Gênes, soit spontanément, soit qu'il eût reçu des instructions, fut plus explicite, et il déclina l'honneur que lui faisait la Sicile, en disant qu'il ne se croyait pas capable de gouverner un royaume, et qu'il ne voulait pas abandonner les drapeaux piémontais ni mettre son pays en guerre avec le roi de Naples.

En attendant, à Naples, la nouvelle de l'élection d'un nouveau roi à Palerme avait produit une indicible sensation. C'était à la fois de la joie et de la douleur, surtout de l'envie pour cet heureux peuple qui, échappé au joug despotique des Bourbons, allait enfin être gouverné suivant ses désirs. Ferdinand II avait fait signifier au corps diplomatique et à Charles-Albert une protestation en forme. Mais bientôt il se rassura; la Sicile lui était livrée. Lord Russell écrivait à M. Urquhard, qu'*il n'avait voulu en aucune façon lier ou engager le gouvernement anglais pour l'avenir, et qu'il n'avait donné aucun ordre d'empêcher l'expédition napolitaine contre la Sicile.* Lord Palmerston, dans une conférence tenue à Londres le 11 août, donna enfin au gouvernement napolitain l'*assurance formelle que le ministère britannique ne mettrait aucune espèce d'obstacles à l'expédition de Sicile.* D'autre part, la France resta complétement neutre. Rassuré de tous côtés, le roi de Naples fit des préparatifs d'autant plus me-

naçants que la Sicile n'était pas en état de se défendre contre une expédition sérieuse. Elle avait trouvé commode de rester désarmée et de se reposer sur la diplomatie étrangère : à l'heure du danger, elle payait cher son aveugle confiance.

Que l'Italie apprenne enfin à ne pas attendre d'au-delà des Alpes ses sauveurs, sous quelque drapeau qu'ils doivent s'avancer; qu'elle apprenne aussi à ne pas se plaindre des gouvernements étrangers, s'ils l'abandonnent à son sort déplorable. Leur protection ne peut être un lien resserré par l'amour, mais par l'intérêt, et le faible ne l'acquiert qu'au prix de son humiliation et de son servage. Toute distinction entre princes absolus et nations républicaines est une chimère : l'étranger ne peut être qu'un maître. Le peuple qui, pour briser ses chaînes, espère en d'autres qu'en lui-même, mérite de rester éternellement esclave.

CHAPITRE IX.

Triste situation de l'armée de Charles-Albert; quels secours d'armes lui fournit la Lombardie. L'Allemagne envoie des soldats contre l'Italie. Charles-Albert, forcé d'agir, entreprend le blocus de Mantoue; ce mouvement est une nouvelle faute. Adresse de Radetzky. Combat de Governolo. Positions respectives des deux armées le 20 juillet. Radetzky se résout à prendre l'offensive; son plan de guerre. Combats de la Corona et de Rivoli le 21. Le 22, toute la ligne des Piémontais, depuis Santa Giustina jusqu'à Sommacampagna, tombe au pouvoir de l'ennemi. Retraite du général de Sonnaz. Le 23, les Autrichiens passent sur la droite du Mincio.

Naples avait déserté; les Pontificaux avaient dû repasser le Pô; les Toscans se trouvaient réduits à un petit nombre; l'alliance de la France, de la Suisse, de la Hongrie, n'avait pas été agréée; le 19 juin, le général Bava put écrire à Charles-Albert ces paroles : « Maintenant, nous sommes seuls; tous les alliés ont disparu. »

L'armée piémontaise avait reçu, pendant les premiers jours de juillet, les derniers renforts qu'elle pouvait attendre. Elle était partagée en cinq divisions, de la force totale de 78,000 hommes, dont il fallait soustraire 8,000 hommes malades, blessés ou déserteurs. Deux de ses divisions, l'une composée de Lombards, de Toscans et de Parmesans, sous les ordres du général Perrone, et l'autre, partie de Piémontais et partie de Lombards, commandée par le général Visconti, en tout 15,000 hommes, ne pouvaient être considérées comme formées de bons soldats. En outre, l'artillerie était insuffisante : 120 canons!

Après ce que j'ai exposé ailleurs, on ne fera plus aux Lombards le reproche d'avoir faiblement contribué à la guerre. Nous savons combien Charles-Albert aima peu les volontaires italiens, comment il s'en débarrassa sur tous les points. Il y avait plusieurs milliers de soldats, déserteurs de l'armée autrichienne ou congédiés : on repoussa les premiers, on n'appela pas les seconds

sous les armes, tandis qu'on fatiguait les populations en demandant de nouveaux conscrits. Lorsque les gardes nationaux de Milan s'offrirent à marcher en toute hâte au secours de la Vénétie, Durini et Correnti, membres du gouvernement, déclarèrent accepter leurs services à la condition *qu'ils feraient la guerre sans être à la charge de l'État;* ils devaient donc se pourvoir à leurs frais d'habillements, de munitions et d'armes. Quoique la misère des finances fût grande, on ne peut admettre qu'elle fût la vraie ou la seule cause de cet accueil ingrat fait à des jeunes gens disposés à sacrifier leur vie à la patrie. On obéissait à des ordres supérieurs et ténébreux; il n'est pas possible d'en douter lorsqu'on voit qu'on ne permit jamais d'armer les gardes nationaux de fusils de munition. On avait peur du peuple.

Les journaux libéraux signalaient le danger de la patrie, accusaient le gouvernement, qui craignait leurs invectives plus que la perte de la Vénétie. Enfin, le 25 juin, les conditions de la guerre ayant empiré, les patriciens qui se trouvaient au pouvoir commencèrent à s'agiter sérieusement et ordonnèrent la formation d'une armée de réserve (comme s'ils en eussent eu une autre), une levée extraordinaire de conscrits, et le rappel des vétérans sous les armes; ils promirent de démolir le château de Milan, demandèrent aux curés le prêt de l'argenterie des églises, jurèrent au nom du roi qu'il était faux qu'on traitât sur le Mincio pour un armistice, chassèrent Collegno, ministre de la guerre, et mirent à sa place Salasco, également Piémontais et nul autant que son prédécesseur; ils consentirent à créer un comité d'armement *sans y mêler les gens du roi,* et firent une pitoyable amende honorable du passé, en s'écriant dans une proclamation : « L'inexpérience politique et les illusions de la fortune ont pu nous jeter dans l'erreur; mais, en invoquant paix et concorde, nous demandons conseil et secours à tous les bons citoyens. »

Il était trop tard. Ces mesures auraient dû être adoptées trois mois avant; on n'improvise pas une armée. On appelait les vétérans sous les armes lorsque les désastres de la Vénétie ayant

relevé la force de l'ennemi, devaient faire naître en eux la crainte d'être fusillés s'ils tombaient en son pouvoir. Pour comble de stupidité, on les habilla à l'autrichienne, c'est-à-dire avec des uniformes hongrois restés dans les magasins de Milan; il semblait qu'on voulait les signaler aux coups de l'ennemi. Quant aux nouveaux conscrits, on les fit partir avec des tuniques de toile, des sacs de toile, des gibecières de toile, quelques-uns avec des bonnets, d'autres avec des chapeaux de feutre ou de paille, quelques dragons sans casque, d'autres sans chevaux, commandés par des officiers improvisés, désignés soit par la faveur, soit par leurs vertus civiques, tous sans expérience de la guerre. On les vit marcher sans ordre, sans canons, sans état-major, sans vivres, sans fourgons, sans drapeaux. Ces jeunes gens persistaient, en outre, dans la répugnance de se déclarer sujets d'un roi inconnu; de sorte que, *en arrivant au camp,* dit Bava, *ils ne voulurent pas prêter serment; outre cela, ils déclarèrent ouvertement qu'ils ne se battraient que lorsqu'on les aurait habillés et instruits, pour que l'ennemi ne les traitât pas comme des insurgés et qu'ils ne fussent pas exposés à être fusillés.* Mais on ne se donna pas cette peine, et ces conscrits furent incorporés tels quels dans chaque bataillon, au nombre de 500 avec 300 soldats piémontais, *faibles soldats eux aussi,* s'écrie Bava, *puisqu'ils appartenaient à d'anciennes classes désaccoutumées du maniement des armes.*

Les forces de Charles-Albert ne lui permettaient donc pas de prendre l'offensive, surtout depuis qu'on avait laissé à Radetzky le loisir de recevoir des renforts et de réunir une armée formidable. Qu'on ajoute, enfin, que les bataillons piémontais engagés dans la guerre depuis quelques mois, ne conservaient plus leur ardeur primitive. Les plaintes et même les injures qu'on avait lancées dans les journaux et dans la chambre de Turin contre quelques généraux et contre un certain nombre d'officiers, avaient profondément irrité ceux-ci, inspiré aux soldats du mépris pour leurs chefs. Tout frein de discipline était rompu; la guerre n'inspirait que du dégoût; le désir de rentrer dans le Piémont était général. Les officiers se récriaient contre des

institutions libres à la faveur desquelles il était permis de les offenser; les soldats, qui croyaient toujours combattre pour la cause des Lombards, accusaient les Milanais d'ingratitude envers leur roi. Bref, la dépression morale était si grande dans toute l'armée, qu'on pouvait prévoir qu'au premier jour de désastre elle se débanderait.

Pour tous ces motifs, le général Bava conseilla au roi de se tenir pendant trois ou quatre mois derrière le Mincio sur la défensive, afin d'aguerrir les recrues, d'en faire des soldats, et de remonter ainsi le moral des troupes. Charles-Albert aurait pu dans ce moment s'apercevoir de la faute qu'il avait commise lorsqu'il avait empêché la formation d'une armée lombarde, sacrifié les volontaires, rejeté les auxiliaires étrangers, abandonné sans secours la Vénétie. Mais quand même il eût compris son erreur, il n'était plus temps de la réparer. Dans sa détresse actuelle, le conseil de s'arrêter quelques mois derrière le Mincio aurait été le plus sage, si l'impatience qui agitait tous les esprits en Italie, et la détermination de Radetzky d'en venir promptement à une bataille décisive, eussent pu permettre à l'armée piémontaise un si long repos.

Radetzky avait reçu des renforts, non de l'Autriche, mais de la confédération germanique. L'Allemagne, qui depuis longtemps s'agitait, conspirait, rêvait pour arriver à former un seul corps de nation, s'était enfin soulevée. On avait rassemblé à Francfort une constituante populaire. La diversité des religions, les rivalités municipales, les intrigues de l'Autriche et de la Prusse, l'avarice et l'ambition des différentes dynasties, le charlatanisme des avocats, les fantaisies des poètes, les abstractions des philosophes, les utopies des démagogues, avaient rempli de désordre cette assemblée. Et voilà des hommes réclamant leur nationalité qui se déclarent les ennemis les plus acharnés de la nationalité italienne et dirigent des soldats contre l'Italie, ayant assez peu lu leur Bible pour ignorer que celui qui tue avec l'épée sera tué par l'épée! Mais nous étions à une époque où les républiques ne devaient surgir en Europe que pour s'entr'égorger!

Radetzky menaçait de prendre l'offensive. Les Autrichiens

paraissaient vouloir descendre à droite et à gauche des positions occupées par les troupes piémontaises, s'approchaient du Pô pour interrompre la navigation vers Venise, soulevaient dans le Modenais les partisans du duc, tentaient à chaque instant de passer du Tyrol dans les vallées italiennes, en se concentrant sur le lac d'Idro. En présence de ces mouvements, l'immobilité que la prudence recommandait à Charles-Albert ne pouvait se conserver. De Milan, de Venise, de toute l'Italie arrivaient des exhortations au roi pour qu'il tentât quelque coup hardi; les journaux l'accusaient de mollesse, de lâcheté, de trahison. On a voulu plus tard reprocher aux Italiens d'avoir imprudemment forcé Charles-Albert à prendre les armes. Mais quand même les Italiens se seraient tu, le roi aurait-il pu rester un jour de plus en repos lorsque l'armée ennemie s'avançait de tous côtés contre lui? Si les excitations qu'il recevait étaient justes, il aurait dû prévenir l'impatience générale; si elles étaient injustes, il aurait dû mépriser les calomnies et avoir la force de consentir momentanément au sacrifice de sa réputation, pour que l'honneur de l'armée et le sort de l'Italie fussent sauvés. Charles-Albert, menacé devant lui par l'ennemi, derrière par les populations, perdit la tête. Le général Visconti lui déclarait qu'il ne pouvait le suivre avant l'arrivée de toutes les recrues lombardes qu'on lui avait promises. Le général Perrone lui demandait un mois et demi pour organiser sa division. Mais le roi résolut de s'avancer à tout prix avec les bataillons qui se trouvaient le mieux en ordre. S'avancer, mais de quel côté? Il ne le savait pas lui-même. Il se proposa d'abord d'attaquer Vérone; puis, changeant d'idée, il voulut marcher à l'attaque de Legnaco; enfin, ayant écarté ce projet, il se décida à s'avancer contre Mantoue.

Le 13 juillet, sans que les chefs eussent aucun plan de guerre, l'armée sarde commença à prolonger sa droite jusqu'à l'embouchure du Mincio. La division Ferrero, le corps franc où l'on comptait deux bataillons d'étudiants, les bersaglieri et les deux légions de volontaires commandées par Griffini et par Longoni, reçurent l'ordre de repousser les corps autrichiens qui occupaient les positions de Curtatone et le Montanara, et de s'avancer sous

la place de Mantoue pour en entreprendre le siége. La division Perrone, dont les bataillons étaient éparpillés à Bozzolo, à Marcaria et dans les environs, dut aussi marcher en avant jusqu'à San Silvestro et à Montanara, et former une seconde ligne. Voilà pour la droite. A gauche, l'armée royale entreprit aussi de s'étendre. On savait que Radetzky était en force à Vérone; il parut au roi que l'importante position de Rivoli pouvait être en danger. Il fit donc avancer sur les hauteurs de Sona et de Sommacampagna trois régiments, pour y être prêts, au besoin, à se porter rapidement en aide, soit vers Villafranca, soit vers d'autres positions. Une brigade de cavalerie fut envoyée près de Villafranca, où, réunie à la brigade Gazelly, elle devait former la division du général Olivieri; on plaça à Villafranca la brigade toscane, qui avait été réorganisée à Brescia et rappelée au camp, et un régiment de la brigade Cuneo, sous les ordres du général Bes; Valeggio fut occupée par trois bataillons de la division Visconti; un autre bataillon fut placé à Goïto; un régiment de cavalerie s'arrêta entre Villafranca et Marengo. C'est de cette manière que la première division et celle de réserve furent distribuées en échelons. En un mot, 70,000 hommes furent éparpillés et étendus sur une ligne de quatre-vingt-dix milles, du mont Baldo jusqu'au Pô; cette ligne ne pouvait qu'être faible partout. Outre cela, on entourait Mantoue, entreprise qui avait l'inconvénient d'enfermer pour longtemps et dans une saison dangereuse une partie de l'armée dans des marais insalubres, et on assiégeait cette place très-forte lorsque l'ennemi avait eu trois mois pour la pourvoir abondamment de vivres et de munitions, et qu'une garnison de 20,000 Autrichiens la défendait. Et ce prolongement de ligne et l'investissement d'une place forte avaient lieu en face d'un ennemi qui avait 80,000 hommes concentrés sur trois points très-rapprochés. Cependant, on se plaignait des journaux qui révélaient cette ignorance complète de la guerre, et faisaient remonter la responsabilité des revers jusqu'aux chefs, dont les fautes rendaient inutile l'incontestable valeur des soldats.

Je ne m'arrêterai pas à décrire la position de Mantoue. On sait que cette place est entourée, d'un côté par un lac formé par

les eaux du Mincio, et de l'autre par des marais; le corps de la forteresse est vieux et irrégulier, mais solide: deux forts, dont chacun fait tête à une digue, s'élèvent au-delà du lac; deux autres forts, avec un double camp retranché, sont placés sur la rive gauche. Charles-Albert ordonna aux deux divisions Ferrero et Perrone de s'avancer sur la rive droite et de s'y retrancher; cela fait, la première division devait passer sur la rive gauche: on voulut éviter que la division Perrone, composée entièrement de recrues, restât seule et exposée à une sortie de l'ennemi avant qu'elle fût couverte par des tranchées. D'autres troupes s'étendaient en même temps depuis Sacca jusqu'à Castellaro, pour accomplir le blocus, et l'on jetait un pont sur le premier de ces points pour mettre en communication les deux rives.

Ces dispositions étaient incomplètes, puisque le corps placé sur la gauche était faiblement relié au gros de l'armée, s'étendant de Sommacampagna à Marmirolo, par quelques régiments placés à Villafranca et à Roverbella. Le général Bigliani, en arrivant avec son corps sous Mantoue, fut aussi envoyé sur la gauche, partie de l'investissement la plus importante. Les sapeurs du génie coupèrent la route et commencèrent à travailler aux tranchées. Pour achever de ce côté l'investissement, le général Passalacqua reçut l'ordre de se réunir à la division Perrone, dont on attendait à chaque instant le passage sur la rive gauche, et de s'avancer avec elle au-delà des positions déjà occupées par le général Bigliani; mais le général Perrone n'arrivant pas, Passalacqua dut seul se mettre en marche, lorsque survint une pluie qui semblait prendre à tâche d'arrêter toujours les mouvements des généraux piémontais, et Passalacqua n'alla pas au-delà de Ceresa. L'investissement ne put donc être accompli dans la journée du 13. Il était cinq heures du soir, et Charles-Albert retournait à son quartier général, lorsqu'il rencontra les premiers bataillons du général Perrone, qui s'excusa du retard en affirmant que les vivres lui avaient manqué.

Le 14, on continua à travailler aux tranchées sur toute la ligne, depuis l'extrême gauche jusqu'au poste de la Parma, vis-à-vis du fort Pietole. Les Autrichiens, qui, le jour précédent,

avaient fait jouer leur artillerie pour empêcher les travaux, tentèrent, le 14, une sortie du fort Pietole; les compagnies des étudiants lombards s'élancèrent contre eux avec bravoure et les forcèrent à se retirer sous le canon de la place. Le 15, les Autrichiens firent une autre sortie, en se dirigeant vers la Virgiliana, que les Piémontais n'avaient pas encore occupée, et, après avoir mis le feu à quelques maisons, se retirèrent.

Sur ces entrefaites, on rapporta à Charles-Albert qu'une colonne autrichienne, s'avançant sur la gauche du Mincio, avait occupé Governolo et abattu le pont. Pour expliquer le mouvement de ce corps ennemi, il faut savoir que Radetzky s'était réjoui des dispositions de guerre adoptées par le roi de Sardaigne et n'avait pas cherché à les troubler. Au contraire, afin que le roi mît le comble à ses fautes et éparpillât davantage son armée, le vieux maréchal avait simulé de craindre pour Mantoue, même pour Ferrare, et aussi quelque tentative des Piémontais sur sa gauche. Il avait donc envoyé Lichtenstein avec une division du côté de Ferrare, faisant répandre le bruit qu'il devait ravitailler cette place et puis se jeter dans Mantoue.

En vérité, Radetzky craignait peu pour ses forteresses. Lichtenstein devait laisser un corps à Governolo, sur les derrières des tranchées que les Piémontais ouvraient sous Mantoue, puis passer le Pô et soulever le Modenais, où les scandales de la *fusion* avaient découragé les hommes généreux et donné de la force aux partisans du duc. Cette diversion aurait contraint Charles-Albert à ralentir le blocus de Mantoue, à diriger une partie de ses troupes vers Ferrare et vers Modène, prolongeant ainsi infiniment sa ligne. C'est ce qui arriva. Le 14, Lichtenstein fit occuper Governolo, et vers le soir entra à Ferrare, où sa présence causa dans les populations de ces contrées et de celles voisines de Modène un tumulte épouvantable. Charles-Albert en reçut l'avis, et, inquiet pour Modène et pour Bologne, il détacha contre Lichtenstein le général Bava avec 5,000 hommes d'infanterie, 500 chevaux et 16 canons. C'était ce que Radetzky avait prévu.

En attendant, d'autres sorties avaient eu lieu sous Mantoue:

le 16, du fort Pietole, le 17, d'un autre fort, et l'ennemi avait toujours été refoulé dans la place, là par les étudiants lombards, ici par les volontaires mantouans. Néanmoins, le feu de la place, pendant ces quelques jours, n'ayant pas cessé un instant, avait causé de graves dommages à ceux qui travaillaient aux tranchées.

Dans le camp, on avait remarqué avec regret que le roi épargnait ses soldats et n'avait en avant-garde, pour repousser les sorties, que les recrues lombardes et les volontaires italiens. Dans un conseil de guerre, le général Perrone déclara que, n'ayant encore ni colonels, ni officiers d'état-major, ni artillerie, ni ambulances, ni argent pour payer ses soldats, il ne voulait pas être placé en première ligne tant qu'on n'aurait pas achevé les tranchées. On apprit en même temps que le colonel Griffini, qui s'était distingué dans tous les faits d'armes de la campagne, ayant dû s'éloigner du camp pour se guérir des fièvres, toute sa légion s'était dissoute. Les journaux libéraux relevèrent ces circonstances et accusèrent le roi de perfidie envers les volontaires italiens.

Le 18, on poursuivit les travaux des tranchées, même sur la droite du Mincio, en s'approchant de la place pour en resserrer aussi le blocus de ce côté du lac. Le roi établit alors son quartier général à Marmirolo, point central, ayant avec lui en réserve la brigade des Gardes. Il ordonna que la brigade Piémont, restée à Sommacampagna, s'avançât jusqu'à Mozzecane. La brigade Cuneo fut placée à Canedola, et la brigade Aoste à Castellaro, qui ferme la route de Legnaco et de Vérone vers Mantoue. Ces quatre brigades furent ainsi sûrement campées derrière le grand canal de la Molinella, et distribuées de manière à pouvoir s'entr'aider dans un cas d'attaque. Le même jour, on occupa la Virgiliana, et l'investissement de Mantoue put se dire accompli. Enfin, pour faciliter les communications entre les deux corps qui formaient le blocus, on jeta un pont sur le Mincio sous Sacca. Dans ces positions, on attendait au camp des nouvelles du général Bava, qui avait marché vers le Modenais avec la brigade Reine et un régiment de cavalerie de Gênes.

Bava, qui était parti le 17, en arrivant à Borgoforte, étudiait

le moyen de jeter un pont sur la rivière, lorsqu'il apprit que Lichtenstein était sorti de Ferrare, avait repassé le Pô et s'était campé à Ostiglia, derrière Governolo, où il avait placé en avant-garde une colonne de 1,500 soldats. Governolo, se trouvant entre Ostiglia et Borgoforte, séparait donc Lichtenstein de Bava. Ce général, voyant que son expédition dans le Modenais n'avait plus d'objet, voulut se diriger sur Governolo et s'emparer de cette position, indispensable pour assurer la ligne du Mincio jusqu'à son embouchure dans le Pô et achever le blocus de Mantoue.

Bava fit descendre le Pô à la compagnie des bersaglieri du capitaine Lions, cachée dans des barques couvertes de toile, avec ordre de dépasser l'embouchure du Mincio de manière à se trouver prête à assaillir l'ennemi sur la rive gauche de ce fleuve lorsqu'elle entendrait commencer l'attaque sur la droite. Cela fait, il marcha le long de la berge avec trois bataillons, suivi à peu de distance par le général Trotti, à la tête d'un régiment. Les Autrichiens, voyant l'ennemi, repassèrent le Mincio, enlevèrent le pont et se retirèrent dans le village. En arrivant sur le Mincio, l'infanterie et l'artillerie piémontaise ouvrirent un feu si violent, que les Autrichiens essuyèrent de grandes pertes. Dans ce moment, le capitaine Lions et ses bersaglieri débarquèrent à l'improviste derrière le pont, où l'ennemi se croyait en sûreté, et, en l'attaquant vigoureusement, répandirent dans ses rangs la confusion. Les bersaglieri ne tardèrent pas à remettre le pont en état, et lorsque l'infanterie et la cavalerie du général Bava purent aussi passer sur l'autre rive, les Autrichiens, entourés de toutes parts et mis dans l'impossibilité de se retirer à Ostiglia, près de Lichtenstein, se mirent à fuir en grand désordre vers Mantoue, laissant le terrain couvert de leurs morts, et au pouvoir de leurs ennemis 150 prisonniers. En se dirigeant vers Mantoue, ils furent attaqués par le régiment du général Trotti, que Bava avait caché sur la rive droite du Mincio. En même temps, le général Avogadro, à la tête de trois escadrons du régiment de Gênes, passa le pont et les assaillit par derrière. Les Autrichiens abandonnèrent sur le champ de bataille canons, armes, chevaux et

un drapeau du régiment Rukavina, eurent 400 prisonniers, et ne purent se sauver qu'en petit nombre, grâce aux marais et à la nature du sol, encombré d'arbres et de fossés. Ce fut sans contredit le fait d'armes le mieux conçu et le plus habilement conduit de toute la campagne, et pour les Piémontais le dernier sourire de la fortune.

Bava prouva à Governolo, comme il l'avait prouvé à Goito, qu'il savait quelquefois déployer le talent d'un général de brigade; mais il montra, dans les deux occasions, qu'il n'en savait pas davantage. Il laissa échapper un triomphe complet en s'abstenant de marcher rapidement de Governolo sur Ostiglia, et d'y assaillir avec des forces supérieures Lichtenstein, qui s'en retirait après n'avoir pu secourir à Governolo son avant-garde, attaquée à l'improviste et mise en déroute dans une heure et demie de combat. Bava se borna à mettre à Governolo une garnison; les troupes qu'il y laissa affaiblirent le camp du roi et firent défaut dans des circonstances impérieuses.

Voici quelles étaient, le 20 juillet, les positions et les forces des deux armées. La droite des Piémontais se trouvait sur les deux rives du bas Mincio; le centre, dans la plaine de Roverbella; la gauche, sur les hauteurs, jusqu'à Rivoli. Une seconde ligne, si on pouvait l'appeler de la sorte, reposait sur le Mincio, depuis Peschiera jusqu'à Goito. Soixante mille hommes étaient ainsi distribués : 5,000 à Governolo, 5,000 à Castellaro, 20,000 près de Mantoue sur la rive droite, 10,000 à Marmirolo et à Villanova, 4,000 à Villafranca et à Castelforte, 16,000 depuis Sommacampagna jusqu'à Rivoli; en tout 60,000 hommes sur une ligne de 120 kilomètres, coupée par une rivière et mal reliée dans ses parties. Qu'on y ajoute 8 à 9,000 hommes qui, entre Peschiera et Goito, étaient préposés à la garde des magasins et des parcs. Radetzky en avait 40,000 à Vérone, 20,000 à Roveredo, 20,000 partagés entre Mantoue et Legnaco. Ainsi, sa masse principale se trouvait en face de la gauche très-faible des Piémontais, dont les plus grandes forces, s'allongeant sur l'extrême droite, s'occupaient du blocus de Mantoue, pendant que le simple bon sens aurait dû faire comprendre que le sort de la

guerre allait se décider d'un jour à l'autre dans une bataille rangée sur un point opposé, sur la gauche, vers Vérone.

En effet, pendant que Charles-Albert, imaginant peut-être que Radetzky dormait avec son armée à Vérone, parcourait, pendant les journées des 20, 21 et 22, les lignes formées sous Mantoue, hâtait le travail des batteries et échangeait avec la garnison quelques coups de canon, le maréchal autrichien pensa que le moment était favorable pour exécuter ses desseins. Il se proposait d'attaquer avec la plus grande partie de ses troupes le côté faible de l'ennemi, en tombant avec les 40,000 hommes qu'il avait dans Vérone ou aux environs sur l'aile gauche des Piémontais, de les refouler, les séparer du centre et de la droite de l'armée royale, et avec les 20,000 hommes qui composaient les garnisons de Legnaco et de Mantoue et les 60,000 qu'il aurait conduits lui-même de Roveredo et de Vérone, tomber sur le corps principal de la droite piémontaise. L'armée de Charles-Albert, battue à gauche, enfoncée au centre, entourée sous Mantoue par des forces supérieures, aurait été complétement détruite.

Le 21 juillet, Radetzky ordonna au corps du général Thurn de prendre l'offensive, en descendant de Roveredo en deux colonnes, dont l'une devrait, le 22, attaquer le Corona, et l'autre s'avancer sur Rivoli du côté d'Incanale. Les positions de la Corona et de Rivoli, qui ferment le passage à l'ennemi qui voudrait venir du Tyrol dans les plaines de la Lombardie, sont de la plus grande importance. Les Piémontais avaient eu le bonheur de s'en emparer sans de grands sacrifices; mais leur expédition vers ces montagnes avait été une des folies de Charles-Albert, puisque pour lui assigner un but il aurait fallu que le roi se fût proposé de fermer ce passage aux Autrichiens, ce qu'on ne pouvait obtenir qu'en faisant occuper les deux positions par des forces suffisantes. Charles-Albert n'y avait placé, au contraire, qu'un petit nombre de soldats. Que faisaient-ils sur ces montagnes? Ils n'auraient pas pu les défendre. Qu'attendaient-ils donc? Persister à occuper le Corona et Rivoli avec de faibles forces, c'était une absurdité. Ces soldats attendaient qu'attaqués

un jour ou l'autre par des forces supérieures, il fussent facilement mis en déroute, et que leur retraite fût le commencement d'un désastre général de l'armée sarde. C'est ce qui arriva; néanmoins, malgré leur petit nombre, il ne devait pas être facile à l'ennemi de les défaire.

Nous savons que le major San Vittore commandait à la Corona. Le 21 au soir, il fut prévenu qu'un gros corps d'Autrichiens devait l'attaquer le lendemain. Il se prépara intrépidement à la défense. Le 22, à quatre heures du matin, on vit descendre du mont Baldo de fortes colonnes d'Autrichiens; le capitaine Cerale, qui commandait l'avant-garde piémontaise, commença à les mitrailler avec le seul canon qu'il avait; après quelques coups, ce canon fut mis hors de service par les boulets ennemis. Les Autrichiens déployèrent alors toutes leurs forces, qui s'élevaient à 7,000 hommes avec six canons. San Vittore sut prolonger avec un grand courage la résistance jusqu'à dix heures; accablé alors par le nombre, il rassembla ses équipages, ses blessés et ses deux canons, et se replia sur Rivoli, où l'ennemi ne tarda pas à le rejoindre. Là, le commandement était confié au major Danesio, qui avait avec lui un bataillon de la brigade Savone, une compagnie de bersaglieri sous les ordres du capitaine Prola, un régiment de la brigade Pignerol sous les ordres du colonel Damiano, et une demi-batterie de canons dirigée par le lieutenant de Roussy. Au moment même où le major San Vittore avec le reste de ses troupes arrivait à Rivoli, la colonne autrichienne qui avait occupé la Corona se montrait au pied de la colline, et l'on voyait déboucher par la route d'Incanale la seconde colonne ennemie, sous les ordres du général Thurn. Il y avait 3,200 Piémontais contre 12,000 Autrichiens. On ouvrit le feu, qui fut longtemps soutenu des deux côtés avec une vigueur extrême. Les bersaglieri et l'artillerie piémontaise donnèrent des preuves de valeur et d'une admirable intelligence. Les deux batteries construites à la Rocca et au Monumento, plusieurs fois abattues par le feu de l'ennemi, furent autant de fois relevées et armées. Un canon commandé par le comte Balbo avait été abandonné par les artilleurs, que le feu de dix pièces autrichiennes avait

terrifiés; de Roussy accourt, arme lui-même le canon, et les artilleurs, ranimés par cet exemple, retournent à leur pièce. Les bersaglieri aussi se distinguent. Les Autrichiens montent trois fois à l'assaut en nombre infiniment supérieur, et ils sont chaque fois repoussés et poursuivis par les bersaglieri. Dans un quatrième assaut, les chasseurs tyroliens cherchent à s'emparer d'une position importante, et ils sont également précipités au pied de la colline : à chaque charge que font les bersaglieri, ils sont vivement acclamés par la troupe. Mais les munitions viennent à leur manquer; leur capitaine, Prola, tombe blessé à mort. A la vue du danger imminent d'être entourés par les nombreuses colonnes de l'ennemi, les Piémontais commencent à reculer, disputant intrépidement et pied à pied le terrain. Mais ils voient dans ce moment arriver à leur aide le général de Sonnaz. Le major Danesio, dès le commencement de l'attaque de Rivoli, avait fait avertir de Sonnaz que, pressé par le nombre, il avait dû évacuer la Corona et les postes de Ferrara et de Caprino, et qu'il ne pourrait se maintenir longtemps à Rivoli; le général avait aussitôt réuni à Piovezzani six compagnies du 16e régiment, deux compagnies de bersaglieri, l'une d'étudiants et l'autre de volontaires placentins, en tout 1,300 hommes à peu près, avec six canons, et était accouru à Rivoli. En y arrivant, vers trois heures, il voit que les troupes perdent du terrain de tous côtés et se retirent sans cesser le feu. Il fait placer en batterie ses six canons et distribuer des munitions qui manquaient au camp. Ce faible secours suffit pour doubler le courage des troupes italiennes, et bien qu'elles ne puissent opposer que 5,000 hommes à 12,000 Autrichiens, elles s'élancent sur eux avec fureur. Raconter tous les traits de leur éclatante bravoure, ce serait l'œuvre du poète plutôt que de l'historien. Leur avantage sur l'ennemi ne tarde pas à se manifester. Le major Danesio, suivi d'un bataillon de chasseurs, s'avance sur Caprino, enveloppe par un mouvement rapide un corps de chasseurs tyroliens, qu'il force à cesser leur feu, à céder une partie du terrain gagné, et enfin à prendre la fuite. Les Autrichiens battent en retraite sur tous les points. Vers cinq heures et demie, ils dirigent une forte colonne au fond

de la vallée de Caprino pour tourner les Italiens et les attaquer de nouveau; mais ce mouvement étant aperçu, un bataillon d'Italiens avec deux canons marche pour s'y opposer. Ces troupes, surmontant les obstacles qu'offre le terrain à une marche rapide, arrivent sur le col Montalto et réussissent à mettre en batterie leurs canons; frappant l'ennemi sur le flanc, par derrière, elles l'obligent à reculer en toute hâte, le poursuivant jusqu'au-delà de Caprino. Le combat, engagé à quatre heures du matin, n'avait pas encore cessé à neuf heures et demie du soir, lorsque les colonnes ennemies descendues du côté d'Incanale sont, elles aussi, repoussées et poursuivies. Les Italiens reprennent toutes les positions qu'ils avaient perdues.

De Sonnaz eut son jour de gloire; et sur ce même terrain où Alvinzi avait été battu, Thurn, à la tête de forces également supérieures, commit de grandes fautes. Mais bien que dans la nuit du 22 au 23 les troupes occupassent le camp de Rivoli et fussent en position de reprendre le combat le jour suivant, de Sonnaz ayant reçu l'avis que le second corps de l'armée sarde serait menacé le lendemain par les Autrichiens qui sortiraient de Vérone, et ayant entendu le bruit occasionné par le transport sur le mont Pastello d'une nombreuse artillerie destinée à battre ses positions, donna l'ordre d'abandonner sur-le-champ la position de Rivoli. A la faveur de la nuit, il dirigea une partie des troupes sur Cavaion, une autre sur Calmasino, et lui-même se mit en marche vers Sandrà.

En effet, dans la nuit, 24,000 Autrichiens sortaient silencieusement de Vérone pendant un furieux orage, et se dirigeaient en trois colonnes vers le Mincio. A l'aube du 23, ils arrivèrent au pied des collines de Sona et Sommacampagna; les Piémontais, qui n'avaient ni chevaux-légers ni avant-postes, ne les attendaient pas, et n'étaient forts que de 10,000 hommes, sous les ordres du général Broglia. Radetzky avait dirigé en même temps une brigade vers Santa Giustina pour y tenir en échec les Piémontais; et une autre brigade, sortie de Legnaco, s'approchait de Custoza pour se joindre aux troupes du maréchal. Quarante mille Autrichiens assaillaient à l'improviste 10,000 Piémontais.

Le maréchal avait fixé l'attaque à une heure du matin, moment où il était sûr de surprendre les généraux du roi, toujours négligents; mais le violent orage de la nuit empêchait les Autrichiens d'arriver sur les lieux avant six heures.

Toute la ligne, depuis Santa Giustina jusqu'à Sommacampagna, n'avait pas, comme je l'ai dit, des défenseurs en nombre suffisant; néanmoins, ils auraient pu se soutenir dans leurs positions si on les avait au moins fortifiées d'une manière quelconque. Mais *l'armée piémontaise,* écrit un officier sarde, *ne faisait consister la guerre que dans les coups de fusil et de canon, et ne songeait jamais à se fortifier dans les lieux mêmes qu'elle occupait depuis longtemps à proximité de l'ennemi.* Les Piémontais s'aperçurent de la présence de l'ennemi, qui dirigeait une colonne sur l'auberge du Bosco, une autre contre Sommacampagna; une troisième colonne restait au milieu, en réserve. Sona et Sommacampagna étaient gardées par deux bataillons du régiment de Savoie, les volontaires parmesans et une compagnie de bersaglieri, avec une batterie de canons; à l'auberge du Bosco se trouvaient un autre bataillon du même régiment Savoie et un régiment toscan, avec quelques canons de siége. Les Autrichiens se proposaient de chasser ces troupes de leurs postes et de couper leur retraite sur Peschiera, afin de les séparer entièrement du gros de l'armée. Vers 8 heures et demie, on entendit le bruit du canon du côté de Sommacampagna; et immédiatement après, la fusillade commença aux avant-postes. Le combat s'étendit bientôt sur toute la ligne, à Sona, à l'auberge du Bosco, à la Vierge du Mont; mais les plus grands efforts des Autrichiens étaient dirigés contre Sommacampagna et la Vierge du Mont. Malgré l'inégalité des forces, les Piémontais et les Toscans suffirent sur ces deux points pour arrêter longtemps les Autrichiens; mais après trois heures de feu, pressés par l'ennemi qui, s'avançant comme un torrent, avait déjà occupé les hauteurs des collines, ils furent contraints de les abandonner et de se replier sur San Giorgino. A Sona, dont la position était défendue par une tranchée munie de bastions, les Savoyards et les Parmesans, sous les ordres du brave général d'Aviernoz, avaient

confiance dans le plus heureux succès. Ils furent attaqués par un gros détachement de Tyroliens et de Hongrois, qui ne tardèrent pas à sentir la difficulté de s'emparer stratégiquement de la position, et recoururent au stratagème d'agiter des mouchoirs blancs au bout de leurs épées et de leurs fusils, en criant : *Vive les valeureux Italiens! Vive l'Italie! Vive le roi!* D'Aviernoz, croyant que ces troupes voulaient déserter, fit cesser le feu et les somma de se rendre. Un capitaine tyrolien s'approcha et lui serra la main, et dans ce moment même le général tomba blessé par une balle et deux coups de baïonnettes. Ses soldats, indignés de cette trahison, s'élancent sur l'ennemi; une lutte terrible s'engage corps à corps; mais, derrière cette bande de traîtres, d'autres plus nombreuses s'avancèrent avec de gros canons, et forcèrent enfin les Savoyards et les Parmesans, malgré leur résistance acharnée, à perdre peu à peu du terrain; les hauteurs de Sona furent immédiatement couronnées d'ennemis en nombre dix fois plus grand. Il n'y a pas de preuves d'un courage héroïque qui ne fut donnée alors par cette poignée de braves; on vit des blessés, étendus par terre, continuer à se battre; des officiers, mutilés d'une main, soulever l'épée avec l'autre; des soldats blessés retourner au combat après le pansement; d'autres lutter chacun contre deux ou trois ennemis; le chasseur Miege, blessé, désarmé, arrêté par trois Tyroliens, se débattre, se délivrer de leurs mains, en jeter deux dans un fossé, tuer le troisième avec son propre sabre. Que de valeur prodiguée pour une cause trahie par ceux qui avaient le commandement de tels soldats! L'artillerie placée à l'auberge du Bosco couvrait la retraite des Savoyards et des Parmesans vers Sandrà. Ils avaient perdu, morts ou blessés, 5 officiers, 52 lieutenants, 342 soldats, c'est-à-dire la moitié de leurs forces; la perte de l'ennemi avait été du double. Enfin, l'auberge du Bosco ne put seule être défendue plus longtemps. Le général Broglia ordonna sur toute la ligne la retraite vers Castelnuovo. Dans ce moment, le général de Sonnaz, avec les troupes qui avaient combattu le jour précédent à la Corona et à Rivoli, se retirait en bon ordre, quoiqu'il laissât le long de la route des soldats accablés ou exténués par la

fatigue, par le jeûne et par la chaleur; Thurn, comme s'il n'osait pas s'avancer, le poursuivait à une grande distance. En entendant le bruit du canon du côté de Sona et Sommacampagna, de Sonnaz se dirigea vers ces positions et y arriva au moment où le général Broglia ordonnait la retraite sur Castelnuovo. La position des Piémontais n'était plus tenable; elle pouvait être tournée. De Sonnaz ordonna la retraite des troupes restées à Santa Giustina et à Colombara, lesquelles devaient se réunir aux autres et occuper Colà et Cavalcaselle: c'était une marche difficile, que Broglia exécuta avec habileté. De Sonnaz put aussi arriver avant la nuit sur les hauteurs de Cavalcaselle, qui couvrent Peschiera, et arrêter la marche de l'ennemi, qui touchait déjà le Mincio.

L'armée autrichienne occupait la ligne comprise entre Santa Giustina et Salionze, et elle s'étendait, par Sona, Sommacampagna et Custoza, vers Monzambano et Valeggio. De l'autre côté, le général de Sonnaz avait réuni ses troupes sur la hauteur de Cavalcaselle. La division Visconti, qui n'avait pas pris part aux combats des jours précédents, avait abandonné la rive gauche du Mincio et gardait les ponts. Le général Broglia, qui, suivant les ordres reçus par de Sonnaz, se retirait sur Colà et Cavalcaselle avec les troupes qui avaient combattu à Sona et sur les autres collines, se trouva en danger d'être attaqué sur le flanc et par derrière par les Autrichiens qui le poursuivaient. Les généraux autrichiens visaient à intercepter à toutes ces troupes, qui formaient l'aile gauche de l'armée piémontaise, la route par laquelle elles auraient pu se jeter sur leur droite et se réunir au corps principal de Charles-Albert. De Sonnaz s'aperçut de sa faute, mais il ne sut la réparer. Ne se croyant pas en sûreté à Cavalcaselle, il abandonna sa position, ordonnant à Broglia de le suivre. Tous les deux, à la faveur de la nuit, passèrent sur la rive droite du Mincio et s'abritèrent sous le canon de Peschiera. A deux heures du matin, ils placèrent leurs troupes à Ponti, Monzambano et Borghetto, pendant que le colonel Solaroli, avec quatre bataillons, couvrait le grand parc d'artillerie qui se trouvait à Pozzolengo, et, par un long détour du côté de Castiglione, réussissait à le conduire au camp.

De Sonnaz, Broglia et Visconti avaient sauvé d'une complète déroute l'aile gauche de l'armée. Mais ce ne fut pas moins une faute que de reculer sous Peschiera, au lieu de se jeter rapidement sur leur droite et de se joindre au reste de l'armée. De Sonnaz allégua pour sa défense que, pendant les deux journées du 22 et du 23 qu'il avait combattu, n'ayant aucune nouvelle du quartier général, il était convaincu que le roi ne pouvait rester si longtemps dans l'inaction; il avait même supposé que le roi avait investi l'aile gauche des Autrichiens, et il avait placé ses troupes à Colà et Cavalcaselle précisément pour le seconder dans cette attaque. Du reste, Radetzky fut lui-même censuré pour avoir laissé échapper de Sonnaz, ayant dirigé dans la soirée du 23 la plus grande partie de ses forces vers Salionze, afin de passer de là rapidement sur la rive droite du Mincio.

Le 24 au matin, le général Visconti, qui, le jour précédent, en se retirant de Valeggio, était passé sur la rive droite du fleuve et gardait Borghetto et Monzambano, d'où il avait fait enlever les ponts, tenta d'empêcher le passage de l'ennemi, avec ses deux seuls canons et deux bataillons de la réserve provisoire, qui, comme il l'a écrit, *n'avaient ni instruction ni habillements*. Connaissant les préparatifs des Autrichiens à Salionze pour le passage de la rivière, il plaça un bataillon en vue de ce village et mit en embuscade le long de la route une poignée de bersaglieri. L'ennemi avait concentré ses principales forces à Salionze et vis-à-vis de Monzambano, faisant semblant de vouloir attaquer ce dernier poste. De Sonnaz, prévenu par le général Visconti de l'attaque imminente, se laissa tromper sur le point que les Autrichiens se proposaient réellement d'assaillir, et ayant laissé un régiment à Ponti, n'envoya à Salionze qu'un bataillon de renfort avec quatre canons, et lui, avec le gros de ses troupes, s'arrêta à Monzambano, lieu qu'il croyait le plus menacé. Salionze n'eut donc pour sa défense que 1,200 étudiants ou recrues lombardes, et six canons, dont l'action, contrariée par un terrain peu favorable, devait rester inefficace. Il était huit heures du matin, et un épais brouillard cachait tout le fond de la vallée du Mincio, de telle sorte qu'on ne pouvait voir les mou-

vements de l'ennemi. Celui-ci, profitant de cette circonstance, heureuse pour lui, jeta un pont sur la rivière. Le brouillard se dissipant, on s'aperçut qu'il avait déjà 18 pièces en batterie dans une position favorable, et que ses premiers bataillons passaient le Mincio. Toute résistance devenait inutile. Les Autrichiens, en peu d'instants, balayèrent la rive opposée avec le feu de leur artillerie, passèrent le pont au nombre de 10,000, écrasèrent les deux bataillons d'étudiants lombards, s'emparèrent de Monzambano et de Ponti. Le régiment piémontais qui se trouvait à Ponti se rapprocha de Peschiera. De Sonnaz rassembla ses troupes et se dirigea vers Volta, afin de se joindre au centre de l'armée, dont il ignorait le sort, puisque les communications avaient été interceptées par l'ennemi, qui, vers midi, descendant des collines, s'était emparé de Valeggio.

CHAPITRE X.

Excès auxquels se livrent les Autrichiens sur les rives du Mincio. Charles-Albert détache du blocus de Mantoue une partie de ses troupes et marche sur Villafranca. Pitoyable condition des soldats. Conseil de guerre. Plan excellent de bataille qu'on y adopte ; il est mal exécuté : au lieu d'attaquer Valeggio, on se dirige sur l'Adige. Combat de Staffalo. Le jour suivant, Charles-Albert veut en vain réparer sa faute et assaillir Valeggio. Bataille de Custoza. Retraite des Piémontais à Goito. Trahisons dans le camp du roi. Sanglant et inutile combat de Volta. Demande d'un armistice. Charles-Albert refuse énergiquement les propositions offertes par Radetzky, et se retire sur l'Adda.

Les Autrichiens, maîtres désormais de cette rive du Mincio que l'armée sarde avait occupée pendant plusieurs mois, commencèrent à y exercer des vengeances et des cruautés dignes d'un peuple barbare. Ils imposèrent aux communes des taxes de guerre, requérirent des chevaux, des bœufs, des denrées, pillèrent les églises, les établissements de charité, les habitations des paysans, fusillèrent des gens qui leur paraissaient suspects, prirent des ôtages et même les femmes des fugitifs ou de ceux qui servaient dans l'armée sarde, brûlèrent des maisons, dévastèrent trois villas de la marquise Bevilacqua pour la punir de la charité avec laquelle elle soignait de ses mains les blessés italiens. Le souvenir de leurs atrocités ne s'effacera jamais de la mémoire des malheureux habitants des terres sillonnées par le Mincio.

Le 23, à l'aube, la nouvelle du combat et de la retraite de Rivoli et des engagements désastreux du jour suivant parvint au quartier général de Charles-Albert à Marmirolo. Le moment était décisif : en accourant en toute hâte avec des renforts au secours de ses troupes du centre, le roi aurait pu sauver Valeggio et Volta, et se réunir aux généraux de Sonnaz, Broglia et Visconti. Mais il y eut à cela plusieurs obstacles. Le premier fut que Charles-Albert, comprenant assez mal les desseins de Radetzky, crut qu'il ne voulait qu'écraser de Sonnaz ; et n'accordant pas

au mouvement des Autrichiens l'importance qu'il avait, il résolut de se jeter avec une partie seulement de ses troupes sur le flanc des ennemis qui pressaient son général; il ordonna donc aux régiments de cavalerie et aux quatre brigades qui bloquaient Mantoue du côté droit du Mincio, de marcher sur-le-champ vers Villafranca et Mozzecane. Le second obstacle fut que ce jour-là était un dimanche, et que le roi ne voulant pas faire perdre la messe à ses soldats, ils ne furent prêts à partir qu'à onze heures du matin. Pie IX prétendait que les Autrichiens étaient des catholiques plus fervents que les soldats du roi de Sardaigne! Ce n'était pas tout. Charles-Albert devait se mettre lui-même à la tête des troupes, et il allait partir, quand on vit arriver de Turin le comte Casati et le général Collegno, avec lesquels il dut s'entretenir pour la formation d'un nouveau ministère; puis il lui fallut encore recevoir une députation de trois Milanais, qui venaient lui offrir, au nom des femmes de Milan, un drapeau brodé par elles. Le roi s'en réjouit, admira le drapeau, et se fit une gloire de pouvoir montrer à son tour deux autres drapeaux, dont l'un avait été enlevé aux Autrichiens à Governolo, et l'autre lui avait été offert par la députation des Siciliens venus afin de lui demander le duc de Gênes pour roi de leur île.

Les troupes se mirent enfin en marche sous un soleil brûlant; le thermomètre marquait 35 degrés de chaleur; pas un souffle de vent n'agitait l'air; le ciel était d'une impitoyable sérénité. Plusieurs centaines de soldats restèrent sur la route, tués ou épuisés par le poids des armes et de la chaleur ou par les tortures de la faim ou d'une soif atroce; on en voyait se traîner la face contre terre jusqu'au bord des fossés, et chercher en vain une goutte d'eau ou un peu d'herbe pour rafraîchir leurs gosiers brûlants. Les soldats en rang passaient, regardant avec émotion leurs compagnons étendus sur le chemin, morts ou agonisants; et parmi ces infortunés, ceux qui n'avaient pas encore rendu le dernier soupir, dirigeaient un regard terne et douloureux vers les drapeaux, dernier souvenir d'une patrie qu'ils ne devaient plus revoir! En continuant ainsi leur pénible route, les soldats piémontais se trouvèrent, pendant la nuit du 24, réunis à Villa-

franca au nombre de 22,000. Ce mouvement fut exécuté sans que le roi en informât le général de Sonnaz, qui ignora, tant que la ruine ne fut pas complète, les résolutions du quartier général.

Charles-Albert, toujours incertain dans ses volontés, rassembla un conseil de guerre, et ce fut le dernier obstacle apporté à la promptitude des résolutions que les circonstances exigeaient; car quand il pressait d'agir, on ne perdit pas moins de six heures à discuter. En outre, la brigade qu'on attendait de Governolo ne pouvait arriver que le 25 très-tard, et la brigade Aosta, sortie de Castelnuovo, au-delà de Mantoue, et épuisée d'une si longue marche, s'était arrêtée à Mozzecane; les vivres commençaient à peine à arriver. Il aurait fallu pourtant se remettre en marche avant le jour, pour éviter cette chaleur meurtrière qui, le jour précédent, avait tué tant de soldats.

Le plan de bataille arrêté dans le conseil de guerre était cette fois très-bien conçu : il consistait à s'emparer de Valeggio, de Custoza, de Sommacampagna, puis à se jeter sur le Mincio, forcer l'ennemi à le passer et à se retirer sur la rive lombarde, le séparer par là de Vérone, et le battre, ou, mieux encore, le réduire à déposer les armes. Ce plan était magnifique et praticable; il s'agissait de faire à l'armée de Radetzky ce qu'il s'était proposé de faire à l'armée sarde; mais pour réussir dans son projet, Charles-Albert aurait eu besoin de disposer d'autres moyens et d'autres généraux.

Charles-Albert, sans tenir compte de l'éloignement d'une partie de ses troupes, de l'épuisement de celles qu'il avait avec lui, du manque de vivres, voulut faire agir sur-le-champ et isolément les trois brigades réunies à Villafranca. Au lieu de commencer, comme il devait le faire, par regagner Valeggio, afin de se joindre à de Sonaz et gagner le temps nécessaire à l'arrivée du reste de ses troupes, il voulut reprendre d'abord ses positions de Sommacampagna. Ce fut une erreur qui devait lui être fatale; il ne sut pas s'en garder, et Bava, auquel il avait confié le commandement, ne sut pas lui donner d'autres conseils. Il était deux heures et demie de l'après-midi, et les troupes qui avaient mar-

ché tout le jour précédent et une partie de la nuit, quelques-unes sans vivres, toutes sans repos, durent se remettre en marche. Les deux brigades des Gardes et de Cuneo, 9,000 hommes, sous les ordres du duc de Savoie, se dirigèrent par l'étroite vallée de Staffalo sur Custoza; la brigade Piémont, 5,000 hommes, commandée par le duc de Gênes, marcha contre Sommacampagna. La brigade Aosta, 5,000 hommes, resta en réserve à égale distance des deux colonnes précédentes. Deux bataillons de la brigade Pignerol et la légion toscane, 2,000 hommes, s'arrêtèrent à Villafranca, sous les ordres du général Manno, pour garder les équipages de l'armée. Le général Olivieri, à la tête d'une brigade de cavalerie, devait couvrir l'extrême droite, coupant à l'ennemi la retraite sur Vérone, pendant que le général Robilant, avec sa brigade de chevaux, protégerait l'extrême gauche, en s'étendant jusqu'à Valeggio. Le duc de Savoie devait faire attaquer par les Gardes les collines de Berettara et par les soldats de Cuneo la colline de Mondatore. Le duc de Gênes se serait élancé avec la brigade Piémont sur l'ennemi campé dans la plaine, à quelque distance de Sommacampagna.

A quatre heures, la brigade Olivieri engagea le combat, qui s'étendit immédiatement sur toute la ligne : les brigades piémontaises étaient appuyées par les bersaglieri et par une compagnie de chasseurs lombards. Les Autrichiens, qui ne s'attendaient pas à cette attaque et n'avaient plus que 6,000 hommes, assaillis à l'improviste par un ennemi si supérieur en nombre, ne tardèrent pas à être chassés de colline en colline, malgré leur résistance énergique. Ils s'arrêtèrent à l'entrée de la vallée de Staffalo et tentèrent encore de se défendre vaillamment. Le général Boyl, à la tête de la brigade Cuneo, s'avança contre eux : il tomba blessé; mais les Autrichiens ne purent longtemps soutenir le combat, et leur cavalerie fut mise complétement en déroute. Alors, la brigade des Gardes tourna à gauche et s'empara de Monte Torre; celle de Cuneo, au centre, gagna Ca del Sole; celle de Piémont, à droite, occupa le château de Sommacampagna. Il était huit heures et demie du soir et les Autrichiens fuyaient en désordre vers Oliosi, laissant sur le terrain 500 morts; ils perdi-

rent en outre 46 officiers, 1,800 soldats faits prisonniers et deux drapeaux. Ce furent les fruits de la victoire; mais ce qui réjouit davantage les Piémontais, ce fut de fouler ce même terrain dont l'ennemi avait chassé deux jours auparavant leurs frères d'armes.

Les soldats piémontais se virent punis par la faim de la valeur déployée sur le champ de bataille; les vivres manquaient complétement. J'ai dit ailleurs combien fut irrégulière dans le camp l'administration des subsistances. Mais ici l'impéritie des administrateurs peut n'être pas seule accusée. Un mouvement inopiné des troupes les porta sur des lieux où l'on ne prévoyait pas qu'elles se rendraient, et les vivres, dirigés sur les premiers campements, n'arrivèrent pas où ils étaient nécessaires. Les Autrichiens ne se trouvaient point dans cette fâcheuse condition. Avant de se mettre en campagne, ils se reposaient dans leurs forteresses et rien ne leur manquait; puis, aucun lien ne les attachant au pays où ils combattaient, ils n'étaient pas retenus par la crainte de nuire à des compatriotes; ils traitaient les provinces soumises en pays conquis; ils se nourrissaient à leurs dépens, leur imposaient des contributions, enlevaient plus de vivres qu'ils n'en avaient besoin, volaient l'argent des particuliers, dépouillaient les monts-de-piété, et ayant raison des récalcitrants par le sabre, intimidant les autres, appliqués uniquement à vaincre, ils étaient sourds aux plaintes et aux larmes des Italiens dans toutes les terres où ils passaient. Les Piémontais, au contraire, venus comme des frères et comme les libérateurs d'une patrie commune, devaient agir avec beaucoup d'égards, être le moins possible à charge aux habitants, s'abstenir de donner l'exemple de la dévastation, du pillage et de l'incendie dans des provinces qu'ils avaient pris l'engagement de protéger, éviter toute occasion de rancune entre eux et les Lombards, entre les soldats et les citoyens, et ne pas compromettre la fraternité naissante des deux peuples italiens. Ils perdaient en combattant sur leur propre terrain autant que les Autrichiens gagnaient en foulant aux pieds une terre étrangère.

Mais tout le mal n'était pas dans ces choses secondaires quoique essentielles : il se trouvait surtout dans la légèreté avec

laquelle on exécutait un plan de bataille bien conçu. Le jour précédent, Charles-Albert, ne visant pas à s'emparer de Valeggio; mais bien de Sommacampagna, avait voulu, avec des troupes mises en marche à l'improviste et sans ensemble et ne composant que le tiers de son armée, assaillir sur le flanc et écarter de leur base les colonnes compactes de l'ennemi, sorties en ordre deux jours auparavant de leurs commodes logements de Vérone. Ainsi, s'avançant trop à droite et trop peu à gauche, il s'éloignait toujours davantage du reste de ses troupes, et s'approchait de l'Adige et des forteresses ennemies, occupant une position qui ne pouvait lui permettre aucun repos, lui ôtait tout moyen de retraite dans son pays, le privait de ses communications et de la possibilité d'établir des hôpitaux et de pourvoir à l'alimentation de l'armée.

Plus il poursuivait sa victoire éphémère, plus il se mettait à la disposition de l'ennemi. S'il eût assailli Valeggio le jour précédent, il se serait réuni à de Sonnaz. Partant alors de Valeggio et de Peschiera, le roi et son général auraient attaqué sur les flancs et par derrière le corps des Autrichiens, qui s'était compromis en passant le Mincio. Tout au moins, ils se seraient trouvés sur les collines de Volta dans des lieux fortement situés, ayant la rivière devant eux, Brescia derrière, le lac et Peschiera à gauche; ils auraient pu communiquer de Brescia avec la ligne des volontaires, qui restaient inactifs et oubliés à garder la frontière du Tyrol, que personne ne menaçait. Les Autrichiens n'auraient pas osé s'étendre beaucoup dans la plaine, et, par crainte de Peschiera, ils seraient peut-être rentrés en toute hâte dans leurs quartiers. Il est vrai que les forces de l'ennemi étaient désormais supérieures, même en campagne ouverte; mais n'était-ce pas la faute du roi, qui allait au combat avec si peu de troupes? Le soir même du 24, lorsque l'engagement de Custoza et de Sommacampagna venait de cesser, il aurait pu réparer son erreur du matin; il aurait suffi que Bava se fût poussé hardiment en avant sur Valeggio et eût mis promptement à profit sa facile victoire en la complétant par l'occupation de cette place. Les Autrichiens étaient arrivés à Valeggio le même jour, et, occupés

à passer le Mincio, ignorant les mouvements des Piémontais, ils ne comptaient que 5,000 hommes. Mais Bava ne sut pas concevoir ce dessein, ou il ne put l'exécuter à cause de la fatigue de ses soldats : il se reposa la nuit du 24 sur ses lauriers. Le surlendemain le sort de l'Italie devait être fatalement décidé.

Charles-Albert n'eut pas conscience de l'étendue du danger qui le menaçait : voilà la cause de la ruine de son armée. Tant que la déroute complète de ses soldats ne fut pas un fait accompli, il persista dans l'opinion que l'ennemi s'était avancé avec des forces insuffisantes. Le succès des premiers engagements de Custoza et de Sommacampagna le confirma dans son erreur. Aussi, persuadé qu'il allait se trouver supérieur en nombre, il avait laissé inactive sous Mantoue une partie de ses troupes imprudemment engagées dans le marais, au lieu de les ramener toutes sur le véritable terrain de la lutte. Et la même illusion le fit s'arrêter jusqu'à la nuit du 25 à Sommacampagna, en se flattant qu'il aurait tout le temps d'accomplir, le jour suivant, sa victoire. Il sentit bien tard l'importance d'occuper Valeggio. Cette place reconquise, l'ennemi restait enveloppé et écarté de sa base. Charles-Albert envoya l'ordre au général de Sonnaz de sortir de Volta le lendemain et de coopérer à l'entreprise.

Mais l'ennemi ne laissa pas écouler le temps sans se préparer à la lutte. Radetzky connut, il s'exagéra même le danger. Ce fut aussi une erreur de sa part, mais une erreur qui devait lui être utile. Bien qu'il eût une juste opinion de l'incapacité militaire de Charles-Albert, il ne put admettre que celui-ci ait pu hasarder son mouvement avec peu de forces. Il était convaincu au contraire que le roi avait rappelé tous ses régiments. Par conséquent, Radetzky, avec une admirable célérité, changea son front de bataille pendant la nuit même du 25; il rappela les quatre brigades qui se trouvaient sur la rive droite du Mincio, conduisit sa gauche et son centre à la rencontre des Piémontais. D'autres troupes lui arrivaient de Vérone. A l'aube du 26, il se trouva ainsi avoir 50,000 hommes sous la main. Grâce aux retards habituels à l'armée piémontaise, il eut le temps de les établir à Valeggio, et de les envoyer à Custoza, à Sommacam-

pagna, dans toutes les positions qu'il jugea important d'occuper. Charles-Albert n'avait avec lui que 20,000 hommes, en ayant laissé 40,000 à Volta, à Goito et sous Mantoue.

Le 26 au matin, les Autrichiens occupaient les positions suivantes: Radetzky avait placé à droite le corps de Wratislaw, une division à Borghetto et à Valeggio, l'autre à San Zeno et à Fornelli; à gauche, entre Custoza et Sommacampagna, jusque près de San Giorgino, le corps de Daspre; la réserve, corps du centre destiné à soutenir la droite, à San Rocco et à Oliosi; le corps de Thurn, placé plus en arrière, près de Castelnuovo, veillait sur Peschiera. Le pont de Monzambano était gardé par deux bataillons, celui de Salionze par un bataillon.

Vers 9 heures du matin, Bava commença à descendre des collines vers le Mincio; on n'avait pu se mettre en marche plus tôt à cause du retard survenu dans l'arrivée des vivres. Il s'avançait avec peu de soldats et lentement vers Valeggio, dont on sentait trop tard la nécessité de s'emparer, pour ouvrir les communications avec le corps de de Sonnaz et recevoir les vivres et les munitions des parcs de réserve, sans lesquels on avouait qu'il n'était pas possible de rester dans les positions occupées. Le roi et Bava, avec la seule brigade d'Aosta, se proposaient d'attaquer Valeggio, combinant cette attaque avec celle des colonnes de Custoza et de Sommacampagna; le duc de Savoie devait s'avancer de Custoza sur Valeggio; le duc de Gênes devait s'avancer aussi, non-seulement pour prendre part à l'attaque de Valeggio, mais pour abattre le pont que l'ennemi avait jeté à Salionze. Un régiment de réserve se trouvait à Roverbella, et une réserve d'environ 4,000 hommes à Villafranca, qui, dans le cas de revers, aurait été le lieu de retraite.

Radetzky avait eu un jour entier pour réunir des forces et se retrancher à Valeggio. Les collines mêmes des environs étaient occupées par les Autrichiens, dont les lignes étaient à chaque instant renforcées par l'arrivée d'autres bataillons. Lorsque le roi et Bava arrivèrent en vue de Valeggio, voyant l'artillerie et les troupes nombreuses qui couvraient les collines, ils craignirent d'être attaqués sur le flanc et s'arrêtèrent. Ils décidèrent de se

borner à escarmoucher aux avant-postes avec les bersaglieri et l'artillerie, en attendant que les colonnes du duc de Savoie et du duc de Gênes s'approchassent. Mais ces colonnes n'arrivaient pas. L'ennemi avait lui-même attaqué les positions de Custoza et de Sommacampagna. Ainsi avorta le plan des Piémontais, qui, pendant qu'ils assaillaient Valeggio, étaient eux-mêmes assaillis dans leurs positions. Bava laissa deux bataillons devant Valeggio. et avec les quatre autres voulut donner l'assaut aux collines. Le combat s'engagea, et on expédia en même temps des aides-de-camp pour hâter l'arrivée du général de Sonnaz et des deux princes; on ignorait que les princes se trouvaient déjà aux prises avec l'ennemi.

En effet, le duc de Gênes, ayant dû laisser un bataillon et demi à Sommacampagna, n'avait avec lui que 4,000 hommes à peine, et il s'était vu attaquer à l'improviste par dix-neuf bataillons autrichiens, commandés par Radetzky en personne. Néanmoins, le duc, jeune soldat d'une valeur supérieure à tout éloge, s'était sagement concentré à la Berettara, où il put résister jusqu'au soir. Les Autrichiens tentèrent à trois reprises de l'assaillir; ils furent chaque fois culbutés. Au centre, le duc de Savoie, qui disposait de forces supérieures à celles de son frère, non-seulement résista à l'ennemi, mais gagna du terrain; les Piémontais, électrisés par le courage de leur chef, qui se montrait partout à leur tête, se battaient comme des lions.

Pendant ce temps, Charles-Albert et le général Bava ne faisaient aucun progrès sous Valeggio. Les Autrichiens les repoussaient des collines, les attaquaient sur le flanc, les menaçaient par derrière. *La chaleur était suffocante,* écrit Bava, *on respirait à peine; les soldats tombaient épuisés par la fatigue; le nombre des blessés s'augmentait démesurément.* Cependant, lui et le roi, avec peu de forces, consumaient leur temps dans de vaines et meurtrières tentatives, sans appeler la réserve et sans l'envoyer à l'aide des princes, qui la demandaient avec instance et qui l'auraient employée efficacement. Quatre heures de l'après-midi étaient sonnées; on comptait que le général de Sonnaz, partant en ce moment de Volta, serait arrivé à cinq heures au

bord de la rivière, en face de Valeggio, et pourrait aider à franchir l'obstacle qui séparait en deux l'armée. Mais de Sonnaz, *qui avait aussi des soldats fatigués,* fit annoncer qu'il n'arriverait pas avant six heures. Il fallut continuer une lutte désespérée. Sur ces entrefaites, le duc de Savoie, qui, non content de se défendre intrépidement contre des forces doubles des siennes et qu'il continuait à repousser et à maltraiter, eut l'audace de détacher un des meilleurs régiments des Gardes et de l'envoyer, par les collines de Custoza, Casetta et Feniletta, au secours de son père. Ce faible renfort suffit pour ranimer les Piémontais qui combattaient sous Valeggio; Charles-Albert ordonna de renouveler l'assaut des collines, et ses soldats s'élancèrent avec une telle impétuosité, que, surmontant tout obstacle, ils enlevèrent en peu de temps plusieurs positions, et il s'en fallut de peu qu'ils n'entrassent dans le village. Mais les Autrichiens avaient des forces tellement considérables, que de nouveaux régiments remplaçaient ceux qui avaient été refoulés, tandis que les Piémontais, ayant à combattre un ennemi si supérieur en nombre, étaient exténués par les marches forcées, par deux jours de combat, par la chaleur et par la faim, car ce jour-là les vivres manquèrent complétement. Quelle pitié n'inspirait pas la vue de ces vaillants mais malheureux soldats, réduits à un tel état d'épuisement que plusieurs en mouraient; d'autres tombaient évanouis ou suffoqués par l'excès de la chaleur et de la soif! On en voyait un grand nombre se jeter à terre en criant qu'ils voulaient être tués, car ils n'avaient pas la force de marcher plus longtemps. Ces souffrances si cruelles décimèrent tellement les troupes, qu'on ne put bientôt faire avancer en bataille que des compagnies de l'excellent régiment des Gardes, réduites à 40 hommes sur 200 qu'elles comptaient.

Radetzky s'était trompé : croyant que le roi sarde disposait de forces supérieures à celles qu'il avait réellement, il s'était jusqu'alors maintenu sur la défensive à Valeggio, et s'était lui-même avancé, à la tête d'un grand nombre de troupes, pour arrêter les princes piémontais à Custoza et à la Berettara. La valeur avec laquelle ces princes s'étaient battus l'avait entretenu

dans l'erreur qui lui faisait penser qu'il avait devant lui toute l'armée piémontaise. Mais il ne tarda pas à s'apercevoir de la faiblesse de ses ennemis. Il rappela alors le général Daspre et attaqua une dernière fois Custoza avec des forces considérables. Après des efforts inouis, et après avoir été plusieurs fois culbuté, il parvint enfin à s'emparer de cette position.

Le général Bava ordonna la retraite. Il dut abandonner les collines de Valeggio, inutilement conquises. Il fallut aussi pourvoir aux moyens de se retirer en deçà du Mincio, avant que l'ennemi le passât avec toutes ses forces. Il était donc indispensable de faire un détour de quinze milles, c'est-à-dire de se réunir d'abord à Villafranca en s'éloignant de la rivière, et puis de s'en approcher et la passer à Goito. Ces mouvements devaient s'opérer en vue d'un ennemi victorieux. Dans ce moment difficile, le duc de Savoie se couvrit de la plus grande gloire : il sauva l'armée. A la tête de son corps du centre, qui n'avait pu défendre plus longtemps Custoza, il ne recula qu'en disputant le terrain pied à pied, avec une extrême valeur, pour donner le temps à la droite et à la gauche de l'armée de se retirer sans pertes. L'artillerie et la cavalerie se distinguèrent aussi, en contraignant l'ennemi à se tenir à distance. Grâce à cette courageuse retraite, à huit heures du soir l'armée put se concentrer dans les environs de Villafranca.

On fit des deux côtés de grandes pertes. Celles des Autrichiens furent plus considérables : ils perdirent 2,000 hommes; les Piémontais eurent 1,500 morts ou blessés. Mais cette journée fut fatale à l'Italie, car l'armée sarde, après cette retraite, se désorganisa, et la campagne fut définitivement perdue.

Telle fut la bataille de Custoza, dont Radetzky fit tant ressortir le succès dans un bruyant ordre du jour. En vérité, il y avait chez lui bien de la présomption! Il aurait suffi que de Sonnaz eût accouru de Volta sur le champ de bataille, pour que le résultat de la journée fût au moins disputé. Radetzky, avec des forces plus que doubles, se battit mollement, n'eut l'avantage qu'après avoir combattu depuis neuf heures du matin jusqu'à huit heures du soir, et se trouva impuissant à fermer la retraite de Villa-

franca à une armée vaincue, écartée de sa base, sans vivres, et à laquelle un autre général aurait infailliblement fait déposer les armes. Si les suites de cette bataille n'avaient pas été fatales à l'Italie, tout homme impartial conviendrait que ce fait d'armes en lui-même ne fut honorable qu'aux Piémontais, et qu'il fut la honte de Radeztky. Quant à Charles-Albert, sa conduite peut être dépeinte en deux mots : à Custoza, comme ailleurs, il perdit une bataille que ses soldats bien commandés auraient gagnée. Il n'eut d'autre excuse que celle d'être toujours le premier à présenter sa poitrine à la mitraille : il ne savait être que roi ou soldat.

La perte matérielle n'avait pas été grave; mais Charles-Albert se trouvait dans une dangereuse position à Villafranca, séparé de sa base d'opérations, presque dépourvu de vivres et de munitions, en présence d'un ennemi victorieux et supérieur de beaucoup en nombre. De plus, ses troupes étaient fatiguées et découragées par l'inutilité de leurs efforts. Il ne restait donc qu'à se retirer à Goito. Mais cette retraite était très-difficile; il fallait se hâter et mettre les troupes en marche, sans leur accorder le temps de respirer. Vers minuit, on dirigea sur Goito les prisonniers, les blessés et les malheureux habitants de Villafranca, sous l'escorte des troupes les moins fatiguées, deux bataillons de Pignerol et un bataillon toscan; les bagages de l'armée fermaient la marche. A deux heures, les quatre brigades d'infanterie partirent : deux d'entre elles suivirent la route de Massinbuono, et les deux autres celle de Roverbella. Pour assurer la retraite, on plaça à Mozzecane la cavalerie et l'artillerie à cheval; devant Roverbella, le 17e régiment; entre Goito et Marengo, la brigade de la Reine, qui venait d'arriver de Governolo. Plusieurs soldats tombèrent morts en chemin; beaucoup d'autres marchaient en désordre devant leurs régiments. Il fut heureux que Radetzky, qui avait des troupes fraîches, ne tentât pas de fermer le passage ou d'attaquer le flanc gauche ou l'arrière-garde. On passa le Mincio à midi, et toute l'armée parvint à se concentrer à Goito. Les généraux de Sonnaz et Visconti y étaient arrivés le matin.

Le roi, en arrivant à Goito, fut fort étonné d'y trouver de Sonnaz, qui avait quitté sa forte position de Volta, dont les ennemis s'étaient emparés sans qu'elle leur fût disputée. Pour justifier ce mouvement, de Sonnaz dit à Charles-Albert qu'il avait quitté Volta sur un ordre écrit au crayon et signé par le colonel Cossato, de l'état-major. Cet ordre écrit fut montré, et telle était la confusion, qu'on ne put découvrir qui l'avait donné. Le roi interpella les généraux Bava et Salasco, qui nièrent l'authenticité de cet ordre, ainsi que le colonel Cossato. Le même embarras se présenta pour un autre ordre qu'avait reçu, pendant la bataille, le duc de Gênes; on ne sut qui avait pu lui écrire qu'il n'eût pas à bouger avant dix heures. Quelles influences occultes entravaient donc cette armée? Faut-il croire, cette fois du moins, que les patriotes lombards avaient raison lorsqu'ils s'écriaient que les traîtres ne se trouvaient pas à Milan, mais dans le camp du roi?

Le 27, les Autrichiens avaient passé la rivière à Valeggio, Monzambano et Salionze, de sorte que, vers le soir, les deux armées se trouvèrent placées sur la même ligne du Mincio, l'une de Peschiera à Volta, l'autre de Goito à Mantoue; toutes les deux avaient une forteresse à leur extrémité opposée.

Charles-Albert trouva que sa position à Goito n'était pas assurée sans la possession de Volta. Le long de la rive gauche du Mincio, entre Peschiera et Volta, il existe une chaîne de collines qui aboutit à Volta, lieu dominant. Le roi craignait que les Autrichiens ne réunissent de grandes forces à Volta pour l'attaquer. Par conséquent, il ordonna à de Sonnaz de marcher immédiatement sur Volta et de la reprendre. Il le fit suivre par la division du général Broglia et par deux bataillons de Parme. Il commanda en même temps au général Ferrero, qui était sous Mantoue, de rejoindre le gros de l'armée et d'envoyer le général Perrone avec sa division occuper la ligne de l'Ollio. Il était évident que Charles-Albert sentait déjà la nécessité d'abandonner la rive du Mincio et de reculer sur celle de l'Ollio. Dans quel but voulait-il donc la prise de Volta?

La division du général Broglia partait de Goito à quatre heures

et demie du soir, et se dirigeait sur Volta, que le général Daspre avait occupée le matin avec 12,000 hommes. Au coucher du soleil, les Piémontais arrivaient à une portée de canon de Volta après trois heures de marche, et y trouvaient les ennemis cachés derrière les arbres et les maisons. De Sonnaz plaça à droite le régiment Savone, et à gauche le régiment Savoie; celui-ci, divisé en trois colonnes, sous les ordres du colonel Mollard, marcha à l'assaut de la colline. Les Savoyards avançaient hardiment sur la pente, sans répondre d'abord au feu violent des chasseurs ennemis, parce qu'ils avaient reçu l'ordre de prendre la position à la baïonnette, arme que les Autrichiens craignaient et qui inspirait plus de courage aux Savoyards; et puis, dans l'obscurité de la nuit, l'emploi des armes à feu aurait été funeste, car elles auraient frappé indistinctement amis et ennemis. Aussitôt que les intrépides Savoyards furent arrivés sur la hauteur, ils ouvrirent le feu, et, combattant jusqu'à minuit, chassèrent l'ennemi de muraille en muraille, et s'emparèrent de tout le village de Volta, à l'exception d'une église, où s'étaient enfermés près de 300 Croates.

Pendant qu'on combattait sur la droite, à gauche le régiment Savone, soutenu par les deux compagnies de Parme, par une compagnie de bersaglieri et par un petit nombre de volontaires, avec dix-sept canons, assaillait également Volta du côté du Mincio. L'attaque, exécutée par ces troupes avec beaucoup de courage et d'intelligence, et soutenue par l'artillerie, eut bientôt pour résultat de faire taire les canons de l'ennemi et de repousser les bersaglieri tyroliens.

Tout le corps du général de Sonnaz se trouva alors réuni sur les hauteurs de Volta et maître du village, excepté de l'église. Il n'y a pas d'exemple d'une éclatante valeur qui ne fut donné par les soldats piémontais dans ce combat : un caporal et un soldat font prisonniers un officier avec douze soldats autrichiens; un lieutenant s'élance au milieu d'un groupe d'Allemands, et blessant les uns, tuant les autres, sauve de leurs mains son capitaine blessé; d'autres soldats en grand nombre, voyant leurs baïonnettes brisées, continuent à lutter corps à corps.

L'obscurité de la nuit cacha mille actes de courage dignes de l'histoire. Les hauteurs de Volta étaient couvertes de 500 cadavres autrichiens.

Mais les quelques centaines de Croates qui s'étaient retranchés dans l'église continuaient à résister vaillamment, et tous les efforts des Piémontais se brisèrent contre leur fermeté. Les ténèbres épaisses de la nuit ne permettaient pas de distinguer les amis des ennemis; ce fut la cause de plusieurs confusions déplorables. Les deux colonnes piémontaises, en se rencontrant sur la hauteur, crurent chacune voir dans l'autre un ennemi à combattre, et on répandit des deux côtés beaucoup de sang. Un régiment de cavalerie, au milieu des ténèbres et de la fumée, se précipita sur l'infanterie; ce fut dans cette rencontre que le général Broglia fut blessé et jeté dans un fossé. Un major autrichien recourut à une lâcheté, ordinaire parmi les siens. Il trompa les Savoyards, en criant : *A moi, Savoie!* et les conduisit sous la mitraille; mais le major tomba frappé de plus de cent balles, et les canonniers de la batterie ennemie furent tous massacrés.

Les Autrichiens, ayant enfin reçu des renforts considérables, s'avancèrent de toutes parts et renouvelèrent le combat, cette fois à leur avantage. Il arriva alors un fait digne d'admiration. Les Piémontais, qui se trouvaient tous depuis six heures engagés dans l'action, et qui étaient dans l'impossibilité de recevoir des secours, sans vivres, épuisés au point de ne plus avoir la force de se tenir debout, lorsqu'ils virent arriver contre eux les troupes fraîches et nombreuses de l'ennemi, prirent la résolution héroïque de ne pas cesser le combat; et les uns s'asseyant sur des rochers, les autres se mettant à genoux, ils continuèrent le feu en criant à leurs officiers qui commandaient la retraite : *Jamais! des cartouches! des cartouches!* Mais les munitions manquaient. Reconnaissant l'impossibilité de se soutenir plus longtemps sur les hauteurs de Volta, de Sonnaz dut faire les plus grands efforts pour en arracher les soldats et les contraindre, vers deux heures du matin, à se retirer au pied de la colline. Avant le jour, les Piémontais reçurent un renfort, la

brigade de la Reine et un régiment d'Acqui, qui, à peine arrivés du blocus de Mantoue au quartier général, avaient été dirigés sur Volta, sous les ordres du général Trotti, sans avoir eu une heure de repos. De Sonnaz voulut alors retourner à l'assaut. Les Piémontais s'avancèrent intrépidement sur la pente de la colline, et Trotti, avec sa brigade, réussit à gagner la hauteur et à reprendre le village de Volta. Mais les Autrichiens avaient aussi reçu des renforts, surtout en artillerie et en cavalerie, et malgré tous leurs efforts, les assaillants ne réussirent pas à les chasser de l'église et du château. De Sonnaz dut enfin cesser une attaque aussi difficile, laissant sur le terrain plus de mille morts ou blessés. La retraite fut protégée par la brigade de la Reine, qui donna de grandes preuves de valeur. Trotti et de Sonnaz reculèrent jusqu'à Cerlongo. Là, ils furent attaqués par un corps nombreux de cavalerie ennemie, soutenu par le feu de l'infanterie allemande. Un combat acharné s'engagea. Heureusement, les Piémontais virent arriver à leur aide la brigade de cavalerie de Savoie et de Gênes. Cette brigade, qui s'était admirablement battue pendant toute la campagne, eut encore à Cerlongo la gloire de repousser la cavalerie ennemie, en la refoulant sous le feu d'une batterie qui l'écrasa. L'infanterie allemande fut également fort maltraitée. Les Autrichiens hâtèrent leur retraite; mais ils furent poursuivis par le général Gazzelli, à la tête de quelques escadrons; aidé par l'artillerie à cheval, le général chargea si vigoureusement l'ennemi, qu'il l'obligea à une fuite précipitée. La perte des Autrichiens à Cerlongo fut considérable.

Ce combat de Volta fut le plus acharné de tous; il est resté l'un des plus honorables et des plus sanglants souvenirs de la campagne. En morts ou blessés, les Piémontais perdirent 3 officiers supérieurs, 3 lieutenants et 1,402 soldats; ils firent 200 prisonniers et tuèrent ou blessèrent 1,500 Autrichiens. Inutile effusion de sang! Le succès dédommagea l'ennemi de ses pertes, tandis que la gloire qui rejaillit sur les Italiens ne compensa pas le découragement produit par leur échec. Ils perdirent le peu de confiance qu'ils avaient encore dans leurs chefs, car en les engageant dans des combats sans but, ceux-ci semblaient user du

courage des soldats uniquement pour satisfaire la vanité de les conduire à une mort héroïque.

Et les vivres manquaient toujours à ces soldats épuisés de fatigue. « On vit à Goito, écrit Bava, plusieurs soldats débandés appartenant aux brigades de Savoie et de la Reine; on chercha à les ramener, mais en vain; ils demandaient tous à manger, et nous n'avions pas de vivres. » Après la campagne, la cause de cette pénurie fut imputée aux Lombards fournisseurs de subsistances, qui, craignant l'armée de Radetzky, avaient pris la fuite et emporté avec eux des troupeaux de bœufs; les paysans s'étant également échappés, avaient caché leurs provisions, et par un stupide égoïsme enlevé même les cordes des puits. A ces causes de désorganisation s'en joignaient d'autres. Le 27 était le sixième jour écoulé depuis que les différents corps de l'armée, quittant les positions éparses qu'ils occupaient, allaient l'un après l'autre, et sur des points divers, se briser contre les masses serrées des Autrichiens, qui, s'avançant avec la lente continuité d'une lave, avaient pu venir de l'Adige jusqu'à Volta. Les brigades d'Acqui et de la Reine n'avaient pu arriver au camp que le matin du 27, et on les avait immédiatement envoyées au combat de Volta. La brigade de Casale, avec les bataillons lombards et d'autres corps, se trouvait encore sous les murs de Mantoue. Les Lombards purent donc répondre aux plaintes des Piémontais, que les soldats, au milieu de cette grande confusion, étaient passés tout près des magasins, et n'avaient su ni pu en profiter; que les convois étaient restés sans escortes, et souvent sans charretiers et sans chevaux. Si l'on veut être impartial, on doit affirmer que les Piémontais et les Lombards disaient également la vérité, et que leurs accusations réciproques étaient fondées. En attendant, les vivres manquaient, les blessés ne trouvaient pas d'ambulances, les batteries n'avaient pas de munitions, l'armée se dissolvait.

Dans cette position critique, Charles-Albert réunit un conseil de généraux pour décider ce qu'il y avait à faire. A l'exception de Rossi, général d'artillerie, tous furent unanimes à déclarer que dans l'état où se trouvaient les troupes, on ne pouvait continuer

à combattre, et qu'il fallait demander à l'ennemi un armistice, premier pas vers une paix avantageuse. Plusieurs généraux étaient plus abattus que les soldats, car les officiers mêmes, quelque prix qu'ils pussent y mettre, ne parvenaient pas à pourvoir à leurs besoins. C'était un désordre grave, mais réparable, si le roi l'eût voulu, comme on put s'en assurer dans la journée même. Néanmoins, on envoya à Radetzky les généraux Bes et Rossi et le colonel Lamarmora pour lui demander un armistice. Lorsqu'ils furent arrivés aux avant-postes et qu'ils eurent fait connaître le but de leur mission, les hostilités furent des deux côtés suspendues.

En même temps, on pourvut à l'éventualité d'une bataille inévitable si l'ennemi rejetait la proposition de l'armistice. On mit l'armée en ordre de combat sur la route entre Volta et Goito, à la distance d'un mille de ce dernier village; les deux brigades des Gardes et de Cuneo tinrent la droite, en s'allongeant vers le Mincio; à gauche, on plaça les brigades Piémont et Pignerol; plus à gauche, fut rangée la brigade d'Aosta. Le général Ferrero reçut l'ordre d'aller vers Ceresara avec les trois régiments qui lui restaient de sa division, pour appuyer le corps de de Sonnaz qui occupait Cerlongo. Enfin, on fit partir pour Bozzolo, afin de se mettre en sûreté derrière l'Ollio, tous les blessés et les bagages de l'armée. Il était huit heures du matin, et tous les corps ayant occupé leurs positions, on attendit le retour des trois officiers envoyés à Radetzky. Mais les généraux de Charles-Albert avaient appris de lui *à faire par eux-mêmes*. Le général Sommariva, qui devait avec sa brigade d'Aosta se réunir à celle de Pignerol, sous le prétexte qu'*il n'avait pu retrouver ce dernier corps,* se mit en marche sans en donner avis, et conduisit sa brigade derrière l'Ollio. Le général Ferrero en fit autant avec les brigades d'Acqui et de Casale. Charles-Albert n'avait jamais livré à un conseil de guerre ni fait fusiller un seul des traîtres qui l'entouraient. Il avait même couvert d'un voile l'affaire des ordres écrits qui avaient été communiqués le jour précédent à de Sonnaz et au duc de Gênes sur le champ de bataille. Maintenant, Sommariva et Ferrero, à la tête des troupes les plus fraîches et les plus

intactes qu'on eût, l'abandonnaient, obéissant à des ordres mystérieux ou servant une lâche trahison : ils enlevaient cinq régiments sur les dix-neuf dont se composait alors l'armée. Devaient-ils être punis? Non.

On pourvut enfin à la subsistance des soldats, et on fit, par ordre du roi, une réquisition de vivres à Goito et dans les villages environnants. On pénétra dans les maisons, on visita les caves; on y trouva une quantité immense de vin et d'eau-de-vie; on réussit à extraire de leurs cachettes du pain, du fromage, du blé et d'autres provisions. On paya tout ce qu'on prit. Les soldats se restaurèrent.

Il était cinq heures du soir, et les parlementaires n'étaient pas de retour du camp ennemi : « En demandant un armistice, écrit Bava, nous voulions, même au prix de quelque condition onéreuse, gagner le temps de faire reposer les troupes, d'organiser un service plus régulier et plus exact pour les subsistances. » On voulait donc que Radetzky suspendît le cours de sa victoire et permît à l'ennemi de réparer ses forces. C'étaient les raisons pour lesquelles le maréchal avait plusieurs fois demandé un armistice aux Milanais, et c'est ce qui devait maintenant le lui faire refuser à ses ennemis. Les parlementaires, en arrivant à Valeggio, avaient été présentés aux généraux Daspre et Schwartzenberg, qui avaient envoyé les propositions du roi au maréchal à Vérone. Le roi demandait un armistice à la condition de se retirer derrière l'Ollio. Radetzky fit répondre qu'il déposerait les armes quand le roi se retirerait derrière l'Adda, rendrait Venise, Peschiera, Pizzighettone, la Rocca d'Anfo, délivrerait de la présence de ses soldats les deux duchés et rendrait les prisonniers; il accorda jusqu'à cinq heures du matin suivant pour qu'on prît une résolution et qu'on la lui communiquât.

Les parlementaires rentrèrent au camp vers six heures du soir, avec cette réponse, et le général Bes se rendit seul chez le roi. Charles-Albert ayant appris les propositions de l'ennemi, rassembla immédiatement à Goito un conseil de généraux, ne voulant pas leur parler au milieu des soldats de ce qui était déjà bien douloureux à être connu d'eux seuls. Le conseil réuni, il

ordonna au général Bava de lire les propositions de Radetzky, et après cette lecture, il ajouta rapidement ces mots : « Je ne vous ai pas appelés pour discuter. De semblables conditions ne peuvent être acceptées. Je préfère mourir avec les armes à la main. Vous êtes ici pour décider ce qu'il y a à faire. » Ces paroles énergiques et la lecture des propositions déterminèrent tous les généraux à suivre l'honorable résolution du roi. On décida qu'il fallait se retirer derrière l'Adda.

On a voulu plus tard reprocher à Charles-Albert d'avoir opéré sa retraite sur l'Adda au lieu de se soutenir dans ses positions du Mincio; on a dit qu'il en vint ainsi à exécuter lui-même les conditions imposées par Radetzky et qu'il avait rejetées. On a assez de torts à imputer à ce roi, sans l'accabler d'accusations injustes. Je ne veux pas décider ici si la ligne du Mincio pouvait encore être maintenue; mais si Charles-Albert se retira sur l'Adda, il le fit spontanément et non par ordre; il ne céda ni les prisonniers ni les places fortes, ni Venise, ni les duchés, ni tous les fruits de la campagne. En quoi donc vint-il à exécuter les propositions de Radetzky? Sa résolution et ses paroles énergiques furent dignes d'un prince de la race guerrière de Savoie.

CHAPITRE XI.

Retraite de l'armée piémontaise à Crémone. Résistance qu'on aurait pu opposer aux Autrichiens sur l'Ollio. La retraite sur l'Adda fut une faute de Charles-Albert. Parti qui, dans sa position, pouvait seul lui être favorable. But généreux qu'on a voulu attribuer à cette retraite insensée sur l'Adda; Charles-Albert ne pouvait pas se proposer de secourir Milan. Son véritable dessein, expliqué par tous les événements qui eurent lieu sur les rives de l'Adda. Dans quel moment et pourquoi le roi se résout à marcher sur Milan. État de la ville; enthousiasme du peuple; ses préparatifs de défense. Exploits du général Durando. Probabilités de succès que Milan aurait eu, si on lui eût permis de se défendre. Questions relatives au sujet très-contesté de l'intervention demandée au gouvernement français. Conduite de Charles-Albert.

Le 27 juillet au soir, Charles-Albert passa en revue les troupes qui lui restaient, et à minuit leva le camp, se dirigeant vers Bozzolo. Des bataillons entiers marchaient en désordre. On voyait des groupes de soldats précéder leurs corps; quelques-uns, favorisés par la nuit, jetaient leurs armes et se répandaient dans les campagnes; d'autres, exténués de fatigue, se laissaient tomber dans les fossés le long de la route, attendant que les armes des ennemis vinssent les délivrer de leurs misères. Les Autrichiens escortaient, plutôt qu'ils ne poursuivaient, ce convoi funèbre d'une armée. Lorsque la troisième division, arrivée sur la rive de l'Ollio, entendit gronder de loin le canon ennemi, elle commença à se débander; les officiers réussirent par leur exemple à ranimer les soldats, à les ramener autour de leurs drapeaux, et en les rangeant en ligne derrière la rivière, on put, avec l'aide de l'artillerie et de la cavalerie, obliger l'ennemi à se tenir à distance. Toute l'armée arriva à Bozzolo. Là, la désertion augmenta tellement, que le roi fut contraint de se remettre en marche pour reprendre les fugitifs et conduire ses troupes dans une bonne position où l'on pût leur donner des vivres et du repos. Il résolut de se diriger sur Crémone. L'armée, divisée en trois colonnes, suivit pendant deux jours les différentes routes qui condui-

sent à cette ville; l'ennemi ne mit aucune vigueur dans sa poursuite. Le 30, on arriva à Crémone; l'armée prit position dans les environs de la ville; Charles-Albert entra dans une église, et y resta deux heures avec son état-major, pour entendre une messe et réciter des litanies.

On n'avait pas cru pouvoir résister sur l'Ollio. « Les rivières n'avaient pas d'eau, écrit Bava, à cause de la saison; la défense de l'Ollio aurait été dangereuse pour ceux qui occupaient la rive droite; ce fleuve, parallèle au Pô, exposait ses défenseurs à être enfermés dans le cas d'un mouvement offensif du côté du haut Ollio. » Cattaneo, au contraire, fait observer que le général Bava n'aurait pas dû ignorer que la pauvreté des eaux de l'Ollio est artificielle, parce qu'elles sont livrées à l'irrigation. Il aurait été facile de fermer les aqueducs et de laisser à la rivière toutes ses eaux, qui sont abondantes, car l'Ollio peut avoir, dans cette saison, une masse d'eau supérieure à celle de la Seine à Paris. Un général français qui ne défendrait pas le passage de la Seine serait-il excusable? En outre, l'Ollio a vers Canneto, où il fallait établir un camp retranché, une largeur égale à celle du Mincio à Peschiera, ou du Pô à Turin. Il est vrai qu'une partie des aqueducs se trouvait sur la gauche, c'est-à-dire vers l'ennemi; mais les plus considérables passent en haut, près du lac d'Iseo, derrière Brescia, dans une vallée profonde où l'ennemi n'aurait pas pu s'établir si vite, ni entreprendre tranquillement de tels travaux. Les généraux sardes, surtout après l'excursion de Daspre dans le Bressan, auraient dû préparer la défense par des mouvements d'eaux et de terres, avec des mines, en plaçant des batteries à la tête des ponts et en formant des réunions de citoyens armés et appuyés de quelques soldats. Mais les citoyens qui annonçaient alors la possibilité d'un revers, étaient accusés d'offenser la grande épée de l'Italie et d'avoir été gagnés par l'or de l'Autriche.

Il ne faut pas dire que la position de l'Ollio était telle, que ses défenseurs s'exposaient à être enfermés entre deux rivières par un ennemi qui serait descendu des hauteurs. Pour occuper ces hauteurs à Pontevico et à Chiari, l'ennemi devait traverser

d'abord toute la province de Brescia, et laisser derrière lui Peschiera et Brescia, ou s'en emparer, ce qui n'était pas possible sans perte de temps et sans effusion de sang. Brescia, avec des murailles, un château et 40,000 habitants, munie alors de canons, de plusieurs milliers de volontaires et de ses valeureux montagnards, pouvait se défendre mieux que Vicence.

Si Charles-Albert, dont le gros de l'armée était encore en bon état, eût arrêté aux ponts de l'Ollio, au moyen des gendarmes et en leur promettant le repos et les vivres que le pays pouvait lui assurer, ceux de ses soldats qui s'étaient éloignés de leurs drapeaux; s'il eût dirigé sur Crémone et sur Casalmaggiore les soldats vraiment épuisés de fatigue; s'il se fût retranché sur le bas Ollio, en rappelant à lui les brigades intactes de Ferrero et de Sommariva, et en concentrant à Gavardo tous les hommes armés qui se trouvaient à Brescia, Bergamo et Côme, il est difficile de croire que Radetzky eût hasardé le passage de la rivière, car dans ces lieux, à cause de la hauteur généralement supérieure de la rive droite, il est aisé, avec quelques corps de cavalerie légère et d'artillerie, de s'opposer à l'ennemi. Le roi n'aurait pas eu seulement l'appui d'un fleuve navigable, mais il aurait eu, parallèlement à celui-ci et au Pô, la Delmona et les autres canaux profonds du Crémonèse. Il pouvait se servir des digues pour les communications et pour y établir des défenses; il pouvait facilement s'entourer d'inondations, au milieu desquelles l'ennemi n'aurait pas pu s'ouvrir un passage en y jetant des ponts. Crémone, devenue tête de pont, munie de bastions, entourée de fossés, de marais, de rives boisées, placée entre la forteresse de Pizzighettone et l'embouchure de l'Adda, peuplée d'hommes résolus et aidée par les populations environnantes de Parme, de Plaisance et de l'Apennin, pouvait se défendre sans le secours de l'armée. En tout cas, la retraite derrière le Pô était sûre. On ne peut imaginer que Radetzky, par impatience de revoir Milan, eût osé s'éloigner de cent milles de Vérone, en laissant derrière lui l'armée du roi; devant, les volontaires de la frontière du Tyrol; d'un côté, Venise, Peschiera et Brescia; de l'autre, Crémone. Puis, la plaine entre Peschiera et l'Ollio n'a

que vingt milles de largeur, et elle est encombrée d'obstacles ; une marche, soit d'un côté, soit de l'autre, aurait suffi pour intercepter à l'ennemi le passage. On ne pourra jamais se persuader que les officiers du roi, qui devaient plus tard écrire ceci : « Les grands lacs qui baignent le pied des Alpes, les rivières qui viennent se jeter dans le Pô, forment autant de lignes militaires. C'est une des contrées de l'Europe les plus faciles à défendre. De nombreux canaux, des fossés profonds bordent toutes les routes, et les champs sont palissadés d'arbres et de haies. La cavalerie ne peut manœuvrer sur un pareil terrain, et l'artillerie trouve des obstacles à chaque pas; » on ne pourra jamais se persuader, dis-je, que ces mêmes officiers, qui, pour excuser leurs retards ou leurs revers, parlèrent cent fois de terrain couvert de plantations qui ne laissaient pas voir à cinquante pas de distance, de fossés et de canaux qui rendaient impossible toute communication, n'aient pas su profiter une seule fois de ces obstacles pour retarder la marche de l'ennemi. Radetzky, en élevant, après la défaite de Goito, de fortes tranchées devant Curtatone, avait en vain montré aux officiers piémontais comment on pouvait, en une nuit, préserver une armée en déroute.

Il n'y eut donc pas nécessité pour Charles-Albert d'abandonner l'Ollio et de se retirer sur l'Adda. Cette retraite fut au contraire une faute immense. Si Charles-Albert eût été un homme de guerre, en arrivant à Bozzolo il n'aurait pas hésité un instant à prendre le parti qui lui était le plus favorable. Qu'on suppose la défense de l'Ollio tout-à-fait impossible, il y avait entre cette rivière et le Tessin deux autres rivières qui auraient pu opposer un fort obstacle aux progrès de l'ennemi : l'Adda et le Pô. La retraite sur le Pô était préférable. Pour arriver sur le bord de ce fleuve, on ne devait parcourir que quelques milles, et le roi aurait pu en peu d'instants se porter de Bozzolo à Casalmaggiore. De là, en passant le Pô, dont les deux rives étaient au pouvoir de l'armée royale, on aurait marché par Calorno, Parme et Firenzola, vers Plaisance; on aurait pu y arriver en trois ou quatre marches, sans craindre d'être attaqué par l'ennemi sur

les flancs et par derrière. Plaisance est dans une position plus avantageuse que Crémone, Lodi et Milan, soit pour l'attaque, soit pour la défense. On pouvait, par le pont de Pizzighettone, diriger aussi les mauvais soldats et les blessés sur Plaisance, d'où on les aurait envoyés à Alexandrie en quelques jours. Plaisance et Parme, villes encore intactes et assurées par le Pô, auraient offert à l'armée une hospitalité dont les ressources n'avaient pas été épuisées. En arrêtant là la marche, le désordre aurait cessé, et il n'aurait pas eu l'occasion de se renouveler.

Qu'on ajoute que Parme et Plaisance étaient des villes très-dévouées à Charles-Albert, et que cette dernière était si vaste, qu'elle pouvait contenir et même nourrir une armée de 50,000 hommes. Son territoire fertile offrait en abondance tout ce qu'il fallait pour pourvoir aux besoins des soldats piémontais. La route de Plaisance à Alexandrie, base naturelle d'opérations de l'armée royale, était courte et libre; de là, on aurait pu recevoir des renforts et menacer le flanc de Radetzky, dont les masses ne pouvaient être compactes, attendu la nécessité où il était de laisser des garnisons dans tous les lieux à partir de Mantoue, soit sur la route de Crémone, soit sur celle de Brescia, pour maintenir libres les communications avec ses forteresses. La position de Plaisance, qui forme un triangle avec Alexandrie et Milan, valait à elle seule mieux que Peschiera, Pizzighettone et Rocca d'Anfo, qu'on devait abattre et évacuer, parce que, éloignées du centre des opérations, isolées, ne pouvant être secourues dans un cas de revers, les garnisons qui s'y trouvaient, faibles et manquant de vivres, n'auraient pas empêché ces places de tomber bientôt au pouvoir de l'ennemi; si on eût voulu les renforcer, on ne l'aurait pu qu'en morcelant l'armée.

Plaisance, limitrophe d'Alexandrie, à côté de Milan, peu éloignée de Parme et de Modène, baignée par le principal fleuve de la Péninsule, placée sur les confins de la Lombardie, du Piémont et de Gênes, pouvait et devait être fortifiée, ou du moins recevoir une forte garnison, car sa position stratégique l'aurait mise à même de pouvoir appuyer la défense de l'Adda, et former le centre de la défense du Pô; il était facile de la secourir et de la

ravitailler par terre et par eau; elle aurait donné à Charles-Albert la même aide que Radetzky avait tirée de ses forteresses de Mantoue et de Vérone. Défendu par le Pô, le roi aurait pu, suivant le cas, ou se maintenir dans les duchés, ou reparaître en Lombardie, ou rentrer en Piémont par les routes de Gênes ou d'Alexandrie. C'est seulement ainsi qu'il aurait protégé Milan, contre lequel Radetzky, menacé sur le flanc et par derrière, n'aurait pas osé s'avancer. Enfin, quand on n'eût plus voulu ou pu faire la guerre, la possession de Plaisance aurait adouci les rigueurs de l'armistice, amélioré les conditions de la paix, et conservé peut-être au Piémont les duchés, qui lui étaient unis, non par le lien idéal d'une annexion décrétée par la loi et obtenue par des intrigues, mais par le lien puissant de l'uniformité des intérêts commerciaux et des coutumes. Il y a au contraire une telle différence entre les Piémontais et les Lombards, qu'opérer une union stable de ces deux peuples, si divers par caractère, ne pouvait être que l'œuvre de la violence. Mais pour exécuter tout cela, il aurait fallu que Charles-Albert eût eu des talents militaires à la hauteur de sa valeur personnelle.

Nous verrons plus tard que ce projet fut conçu et proposé sous les tentes du roi à Bozzolo. Néanmoins, Charles-Albert se retira sur la ligne de l'Adda. Cette rivière ne coule qu'autour de Pizzighettone et dans les environs de Lodi et de Cassano. Pour y arriver, il fallait se soumettre à une retraite dangereuse, qui exigeait trois ou quatre jours de marche, à travers une plaine sans aucune élévation de terrain à droite et à gauche, et, par suite, dépourvue de toute position défensive; on devait en outre exécuter cette retraite avec une armée en désordre, ayant dans les reins un ennemi enhardi par la victoire et pourvu d'une nombreuse cavalerie.

On a dit que Charles-Albert crut de son plus grand intérêt de ne pas perdre de vue Milan, afin de pouvoir, au besoin, accourir dans ses murs, d'autant plus que les citoyens l'appelaient, en disant être prêts à se défendre énergiquement. Me voici donc arrivé au point le plus contesté et le plus mystérieux de l'histoire que j'écris. On me permettra d'entrer dans quelques détails. On

verra que les observations stratégiques auxquelles je me suis livré jusqu'ici n'ont pas été des élucubrations oiseuses ou vaniteuses : elles serviront à éclaircir un grand événement, la reddition de Milan. Si je me bornais à présenter des résultats avec quelques réflexions, j'obligerais le lecteur à s'en rapporter à mon jugement. Je lui exposerai des faits qui pourront fixer le sien.

La première et la plus essentielle question qui se présente à tout esprit impartial est celle-ci : Charles-Albert pouvait-il prendre la résolution d'accourir à Milan avec la ferme intention de défendre cette ville? Milan était la ville ennemie du roi; elle était le centre de réunion de tous les républicains lombards; Mazzini s'y trouvait. C'étaient les motifs pour lesquels Charles-Albert s'était refusé, en avril, à la visiter. On se plaignait dans le camp que de Milan la correspondance avec Radetzky avait été continuée, qu'on y avait conspiré contre le succès de la campagne, que cette ville avait été le foyer de toutes les intrigues tendant à relâcher la discipline dans l'armée. Maintenant, les citoyens invitaient Charles-Albert à venir au milieu d'eux, en se disant prêts à une héroïque défense. Sans doute, ils voulaient héroïquement combattre; mais comment pouvaient-ils se défendre, si ce n'était en peuple insurgé? Milan allait se couvrir de nouveau de barricades. Le chef d'une armée, Charles-Albert surtout, pouvait-il vouloir ce mouvement populaire? D'ailleurs, Milan n'était pas une ville forte; Charles-Albert, en se dirigeant vers elle, aurait attiré derrière lui toute l'armée de Radetzky, très-heureux d'avoir à décider là définitivement du sort de la guerre. Charles-Albert, pour défendre sérieusement Milan, aurait fait mutiler ses nobles monuments et détruire la ville. Le voulait-il? Il est plus présumable qu'il l'eût rendue après deux ou trois jours de combat.

Si l'armée sarde ne devait pas défendre énergiquement Milan, elle y allait peut-être afin d'y chercher un chemin pour se retirer dans son pays? Mais pourquoi cette armée si fatiguée et ayant besoin de repos prenait-elle une aussi longue route? De Pizzighettone, où les Piémontais se trouvaient, et de Lodi jusqu'aux frontières de leur État, il n'y avait que vingt milles; en

passant par Milan, il y en avait soixante. Les généraux du roi préféraient-ils donc la route la plus longue?

Tout fait déjà pressentir que Charles-Albert ne pouvait aller à Milan pour combattre, mais pour obtenir une capitulation avantageuse pour lui en sacrifiant la ville.

Voici ce que les albertistes nous disent : Si la guerre eût été purement militaire, comme les guerres des derniers siècles, lorsque les provinces d'un même pays étaient considérées comme de simples champs de bataille, les populations comme des sources de vivres et d'argent, il aurait été évident qu'un seul mouvement convenait à l'armée piémontaise: c'était de se retirer derrière le Pô et le Tessin, et de là défendre les frontières de l'ancien État. Mais notre cas était bien différent; après être accourus à la défense de nos frères qui avaient secoué le joug de l'étranger, nous devions accomplir jusqu'au bout notre devoir. Nous ne pouvions nous retirer sur Plaisance et abandonner Milan sans un combat, sans une capitulation qui modérât la vengeance de l'ennemi. Comme Piémontais, notre intérêt et notre unique moyen de salut était de repasser le fleuve qui marque notre frontière; comme Italiens, nous devions sacrifier la partie au tout, la province à la nation. Placée entre l'intérêt et l'honneur, l'armée n'hésita pas un instant, le roi moins que personne. Charles-Albert, trop généreux pour ne pas embrasser sur-le-champ le parti de défendre Milan, se flatta que si l'ennemi lui en donnait le temps, il pourrait former devant la ville un camp retranché où il serait possible de retremper le moral et de rétablir la discipline des troupes : si l'ennemi ne cessait pas de le poursuivre, il voulait livrer une bataille; s'il la gagnait, le sort de l'Italie se relevait; s'il la perdait, nous pouvions du moins, ajoutent les albertistes, sauver la capitale par une capitulation.

Ce sont là des phrases, parées d'une fausse générosité, qu'on peut prononcer dans les salons d'un palais; mais l'histoire, pour se laisser tromper par elles, devrait être trop courtisane. On ne réussira point à faire croire que Charles-Albert ait conçu l'idée d'une guerre nationale, lui qui n'avait jusque-là voulu qu'une guerre royale; qu'il ait nourri des sentiments généreux, des

pensées de fraternité entre les peuples, lui qui n'avait consenti à défendre les Lombards qu'en les voulant pour sujets; qu'il se soit proposé, par une capitulation, de soustraire au moins la capitale lombarde à la vengeance des Autrichiens, lui qui, en effet, capitula, mais pour l'avantage de son armée, et livra les Milanais à la merci des Autrichiens.

Il faut chercher d'autres mobiles à la détermination que prit Charles-Albert de se rendre à Milan. Du reste, les écrivains qui lui sont le plus dévoués, et parmi eux ce même historien Farini qui est toujours à genoux devant les faits accomplis, constituant pour lui la raison et le droit; ce même homme qui, ne cessant d'avoir des éloges pour les maîtres que la fortune lui accorde, soit qu'ils lui enlèvent une patrie, soit qu'ils lui permettent d'en avoir une, n'aime la liberté que par obéissance et ne l'accepte que par instinct de servage, tous ces écrivains sont d'accord pour déclarer que *le roi ne prit la résolution d'aller à Milan que par des raisons et des considérations politiques qui avaient toujours prévalu dans la guerre.* Quelles furent ces considérations politiques? Il faut les connaître. Quand j'entends les mêmes hommes qui, le 2 août, jour où Charles-Albert entra à Milan, disaient : « Charles-Albert, dans son intérêt, aurait dû se retirer en Piémont, car sa ligne de défense s'étendait d'Alexandrie à Gênes : il ne voulut pas abandonner au vainqueur sans coup férir cette infortunée ville de Milan qui venait de se jeter dans ses bras. Il y revint par la route de Crémone, répondant ainsi par avance et d'une manière péremptoire à ceux qui devaient bientôt l'accuser de trahison; » quand les mêmes hommes, dis-je, qui le 2 août parlaient ainsi, prononcent, le 6 août, jour où Charles-Albert livre Milan à Radetzky sans le défendre, ces mots : « L'histoire nous apprend qu'une armée battue sur le Mincio ou sur le Tessin n'a pu jamais s'arrêter en Lombardie; ainsi Charles-Albert ne pouvait pas défendre Milan; » quand je vois, suivant le cas, aujourd'hui élever jusqu'au ciel la généreuse défense que le roi soutiendra en faveur de l'infortuné Milan, demain déclarer fous tous ceux qui avaient pu compter sur la possibilité de défendre cette ville, je suis dans une telle

confusion d'esprit, que ma plume me tombe de la main et que je ne puis plus que demander des explications aux faits.

Charles-Albert data de Bozzolo, le 28 juillet, deux proclamations. Il disait à ses soldats dans la première : « D'ici à quelques jours nous affronterons de nouveau l'ennemi que nous avons vu tant de fois fuir devant nous; d'ici à quelques jours, il aura à se repentir de son audace. Que le petit nombre des soldats qui se sont retirés en désordre rentrent sur-le-champ dans leurs rangs. Je compte aveuglément sur vous, enfants chéris de la patrie, qui versez votre sang pour la cause sacrée de l'indépendance italienne. » Dans la seconde proclamation, il adressait aux peuples de la haute Italie ces paroles : « *Armez-vous* et pourvoyez au danger avec cette énergie que le danger doit augmenter chez les forts héritiers de tant de gloires! Vous préférerez sans doute *le sacrifice extrême* à l'humiliation et à la perte de votre indépendance. L'armée, animée par l'amour de la patrie, est prête encore, malgré ses douleurs et ses revers, à verser pour la patrie la dernière goutte de son sang; et j'espère que la Providence ne nous abandonnera pas dans la défense de la cause sacrée à laquelle se dévoue ma vie et celle de mes enfants. »

Ces deux proclamations étaient-elles sincères? Quant à *l'aveugle confiance* du roi dans ses soldats, et surtout dans ses généraux, nous savons déjà qu'elle ne pouvait plus subsister qu'à l'état de folie. S'il nous reste quelque doute sur la condition de l'armée, voici d'autres renseignements que le général Bava nous donne : « On envoya en avant des officiers pour arrêter sur les rives de l'Ollio les bandes indisciplinées. Il ne fut pas possible de les arrêter; elles repoussaient tout obstacle mis *à leur marche furieuse, et elles s'enfuyaient avec une incroyable célérité dans le Piémont,* épouvantant par de mensongères nouvelles ses malheureux habitants. — Il s'était aussi manifesté un découragement insolite dans les corps les plus valeureux, qui n'avaient pas honte de se retirer sans combattre devant un ennemi inférieur en nombre et quelquefois imaginaire.—Pendant la retraite, on avait peur de rester en arrière-garde; on profitait d'un prétexte quelconque pour s'en exempter. Les soldats étaient devenus

si lâches, qu'ils craignaient même l'ombre du danger; et ils ne se croyaient en sûreté que lorsqu'ils se trouvaient réunis en grande masse, etc. » Nous avons vu comment, sur les bords du Mincio, les généraux désertaient le camp avec leurs brigades. Nous verrons bientôt ce qu'ils firent sur les bords de l'Adda.

Maintenant, je prouverai jusqu'à l'évidence que l'appel aux armes et l'invitation faite aux Lombards de se trouver prêts à mourir tous, au milieu de l'armée piémontaise, pour la cause sacrée de l'indépendance, ne furent qu'un épouvantail dont Charles-Albert voulut se servir contre Radetzky pour lui donner le change, lui faire craindre une guerre populaire que l'armée sarde aurait appuyée, et le déterminer à ne pas s'aventurer dans la Lombardie à la poursuite de cette armée dont, en réalité, Charles-Albert ne voulait que couvrir la retraite dans le Piémont; il n'eut pas d'autre dessein dès qu'il abandonna le Mincio.

Bava nous apprend ce qui suit : « Le roi, dit-il, poursuivait sa marche *étrange et insensée*. Le long de la route, il me demanda s'il y aurait moyen de défendre Crémone, point si important pour nous, *afin de pouvoir faire sortir de la Lombardie le reste de nos malades et de nos magasins*. Je crus de mon devoir de lui faire observer que la chose était fort dangereuse, ayant l'Adda derrière nous; que, si l'on eût jeté deux ponts, profité de celui de Pizzighettone, et occupé une bonne position dans le terrain boisé et coupé par des canaux sur l'autre bord de la rivière, on aurait pu tenter l'entreprise, peut-être avec succès, *pour quelques jours*. Je partis immédiatement pour Crémone, afin de choisir et d'établir les positions. Le matin, on avait déjà construit un pont à Grotta; on se proposait d'en jeter un autre plus haut; on en avait un troisième prêt à Pizzighettone, *place qui avait été mise à l'abri d'un coup de main*. Garantis ainsi sur nos derrières, dans un pays plein d'obstacles, il aurait été facile de se défendre vaillamment pendant quelques jours avec des soldats disciplinés; mais le découragement grandissait dans nos rangs de plus en plus. Je dus supplier le roi de permettre qu'on retirât les troupes de Crémone. Toutes les divisions de l'armée furent logées le même jour dans les villages sur la rive droite de

l'Adda, jusqu'au pont de Lodi, où se trouvait la division mixte de Lombards et de Toscans. »

Je lis dans un rapport d'un officier piémontais ce passage: « On fit jeter des ponts sur l'Adda, *afin de poursuivre notre retraite dans le Piémont.* Le 31, notre arrière-garde, placée deux milles avant Crémone, fut attaquée par l'ennemi; le général Broglia, malgré sa blessure, opposa une vive résistance et conserva ses positions. Pendant ce jour et la nuit suivante, on fit défiler vers la frontière piémontaise nos bagages et la plus grande partie de l'artillerie. A trois heures du matin, on retira les troupes qui se trouvaient devant Crémone; on vit alors des soldats se débander ou tomber comme des hommes accablés par les souffrances. Pizzighettone même était tellement encombrée de chars et de déserteurs, qu'on eut beaucoup de peine pour la traverser. En attendant, la retraite avait lieu sans dommage par les deux autres ponts. »

Tout cela nous prouve donc que l'armée n'était pas en état de continuer la guerre; que le passage de l'Adda n'avait pas ce but, mais celui d'effectuer la retraite dans le Piémont; que le roi se faisait précéder par les blessés, les bagages, les munitions, les canons, et ne demandait à se soutenir sur l'Adda que pour deux ou trois jours; que Pizzighettone, seule place forte sur cette rivière, n'avait été mise qu'à l'abri d'un coup de main. On ne voulait donc que couvrir la retraite de l'armée. Si l'on eût voulu choisir l'Adda pour en former un boulevard à l'armée et lui permettre de se réorganiser avant de reprendre les hostilités, Pizzighettone, soutenue par Plaisance, aurait dû former le pivot de la défense de l'Adda; mais puisque cette place n'avait pas de vivres, de munitions et de défenseurs, les deux côtés de la rivière n'avaient plus aucune importance stratégique. D'ailleurs, pourquoi aurait-on voulu se soutenir sur la ligne de l'Adda? On n'aurait jamais par là sauvé Milan, ce qu'on prétend avoir été l'intention de Charles-Albert. Radetzky, qui occupait les deux rives de l'Ollio, pouvait passer à Canneto ou à Orzinovi, et, franchissant aussi l'Adda à Cassano, où il n'aurait pas trouvé d'obstacles, parce que ce passage n'avait pas de défenseurs, il serait arrivé certai-

nement avec ses colones dans la capitale lombarde avant le roi, et il aurait pu l'envelopper de manière à lui fermer toute retraite vers le Tessin. Quand même on eût voulu opposer quelque résistance à Cassano, les Autrichiens auraient pu s'avancer de Brescia et de Bergamo sur Lecco, dans la haute Lombardie, et s'avancer de là sur Milan. Je conclus que Charles-Albert n'eut pas l'idée de défendre l'Adda, et qu'il n'aurait pu, en tout cas, empêcher de ce côté que Milan tombât au pouvoir de l'ennemi.

Ne perdons pas de vue les aveux de Bava. « La nuit du 31, dit-il, le général Sommariva m'écrivit que l'ennemi se trouvait sur la rive gauche de l'Adda. Le matin, 1er août, on entendit quelques coups de canon dans la direction de Grotta ; vers sept heures, je reçus une seconde lettre de Sommariva, qui me déclarait qu'il ne pouvait placer son artillerie à cause des obstacles du terrain ; que l'ennemi jetait déjà un pont ; qu'il recueillait, par suite, ses troupes, afin de se retirer sur Plaisance. Je partis sur-le-champ pour contremander cette retraite trop soudaine. Le long de la route, on m'apprit que l'ennemi avait déjà passé la rivière. Alors, je pris la direction de Pizzighettone, pour y donner l'ordre d'évacuer la place, *qui ne se trouvait pas avitaillée.* »

Quelques-uns ont accusé Sommariva de lâcheté. « Sans même essayer de défendre ses positions, écrit l'officier Ferrero, il se retira précipitamment sur Plaisance. » Je ne veux pas m'arrêter à discuter un fait secondaire, c'est-à-dire la question de savoir si la position de Grotta pouvait être défendue ou non. Sans pouvoir absoudre le général Sommariva, sinon de l'accusation de lâcheté, du moins de celle que lui valut le dégoût qu'il éprouvait à rester sous les armes, je crois de mon devoir de rétablir les faits dans leur vérité.

Sommariva avait fait entendre sans réticences, dans sa première lettre, *qu'il ne lui était pas possible de conserver sa position,* parce que les Autrichiens avaient l'avantage du terrain et parce que *la ligne de retraite sur Plaisance pouvait être compromise, l'ennemi ayant la facilité de jeter un pont sur le Pô et de prévenir son arrivée à Plaisance*. Par conséquent, afin

d'éviter de plus grands désastres, il démontrait *la nécessité de se retirer*, dans le but *d'arriver à Plaisance avant l'ennemi*. Cette lettre arrivait à Bava dans la nuit du 31; la retraite fut exécutée le jour suivant; Bava eut donc tout le temps de donner contre-ordre si on n'avait pas dans le quartier général le projet de reculer sur Plaisance, ou si le moment de le faire n'était pas opportun. D'ailleurs, les craintes exprimées par Sommariva n'étaient pas imaginaires, parce qu'on pouvait bien se douter que la tentative faite par les Autrichiens pour passer l'Adda à Grotta n'était qu'un stratagème de guerre de Radetzky pour tenir là les Piémontais en échec, tandis que, se trouvant déjà sous Crémone, séparée de Plaisance par la rivière seule, il aurait passé le Pô, occupé Plaisance, et fermé ainsi l'*unique voie de retraite qui fût ouverte et sûre*. Le matin suivant, 1er août, une seconde lettre de Sommariva annonçait au général que l'ennemi, ayant jeté un pont sur l'Adda, était passé sur la rive droite; que toute opposition avait été impossible; qu'il faisait à la hâte des préparatifs pour se retirer sur Plaisance, et qu'il avait fait prévenir le général Trotti, commandant une de ses brigades, pour qu'il eût à le suivre. Bava, comme il nous l'apprend, se mit en marche avec des troupes, à sept heures du matin, pour aller examiner lui-même l'état des choses, et, s'il était possible, pour contremander la retraite. Ayant été informé en chemin du passage effectif des Autrichiens sur la rive droite de l'Adda, Bava, sans pousser jusqu'à Grotta, et rencontrant à Cornovecchio le général Trotti, qui lui communiqua l'ordre donné par Sommariva d'avoir à le seconder dans son mouvement rétrograde sur Plaisance, répondit à ce général, comme il l'avoue dans ses Mémoires, qu'il pouvait exécuter cet ordre et signifier à Sommariva son approbation à ce mouvement de retraite. Cela fait, Bava se rendit à Pizzighettone pour faire évacuer aussi cette place. Il est donc hors de doute que le général Sommariva, qu'il ait pu défendre ou non la position de Grotta, ne s'en retira qu'avec le consentement de Bava.

On a prétendu soutenir aussi, mais en vain, que Bava n'évacua Pizzighettone que parce que la position de Grotta avait été aban-

donnée. Le passage que les Autrichiens avaient cherché à Grotta, ils pouvaient également le trouver de Crémone à Monticelli, de Brescia à Cassano, et même par Pizzighettone s'ils l'eussent voulu. Pizzighettone devait être évacuée, car sans munitions et sans vivres, cette place était comme un corps mort. On doit, au contraire, admettre que ce fut la cause principale pour laquelle la position de Grotta ne put et ne pouvait se maintenir.

Enfin, le général Sommariva, en se repliant en temps opportun sur Plaisance, crut servir le projet adopté par le quartier général de se retirer dans cette place. Le général ne pouvait prévoir que Charles-Albert devait, le jour suivant, changer tout-à-coup d'idée, comme on le verra. Nous avons dans les paroles suivantes de Bava une preuve que, même après la retraite de Sommariva, on persista au quartier général dans le dessein de reculer jusqu'à Plaisance : « Ayant appris au roi, dit-il, la retraite de Sommariva, je lui demandai quelle route il voulait suivre. Passant par Plaisance et Pavie sur la droite du Pô, l'armée aurait été de suite à l'abri derrière un grand obstacle. Nous nous serions trouvés sur le flanc gauche de l'ennemi s'il eût osé marcher sur Milan. Mais comme il ne pouvait y diriger qu'un détachement, il aurait probablement renoncé à cette entreprise et aurait été contraint à rester devant nous. » Maintenant, il faut savoir que le général Sommariva, en marche vers Plaisance, fut rejoint, près de Cornovecchio, par le duc de Dino, officier de l'état-major du général Bava; le duc communiqua à Sommariva l'ordre *de s'arrêter quelques heures à San Stefano,* qui est placé au point de réunion des routes de Plaisance et de Codogno, où se trouvait le roi, *afin de protéger le quartier général et le roi dans le cas où ils prendraient la direction de Plaisance.*

Personne ne douta jusqu'au dernier moment, dans le camp de Charles-Albert, qu'on devait suivre les pas du général Sommariva, en retraite sur Plaisance. Mais Charles-Albert changea d'idée et résolut de se jeter dans Milan. Cette résolution fut si soudaine, que, contrairement à sa coutume, le roi ne réunit pas de conseil et ne voulut pas écouter ses généraux. Ses flatteurs

ont écrit qu'il fut entraîné *par un élan chcvaleresque*. Nous allons le voir.

Charles-Albert était-il en position de se rendre à Milan et d'y établir un camp retranché, pour défendre la ville et lui-même contre l'armée ennemie? Mais nous savons dans quel état de découragement se trouvaient les 25,000 hommes qui lui restaient; ce découragement ne pouvait que s'augmenter, avec les privations, la fatigue, les désertions, pendant la marche précipitée et nocturne qu'il fallait effectuer pour arriver à Milan. On dira peut-être que Charles-Albert avait confiance dans la valeur des Milanais. Mais quel démenti ne recevra-t-on pas lorsqu'on vera que Charles-Albert, en arrivant à Milan, refusa au peuple de prendre part à la défense de la ville? Avant de se diriger vers Milan, il s'était défait de ses munitions et de ses parcs d'artillerie en les envoyant, par la route de Plaisance, en Piémont. A quoi se réduira donc *son élan chevaleresque* en faveur de Milan, lorsque le lendemain de son arrivée dans cette ville, on l'entendra déclarer qu'il ne pouvait la défendre parce qu'il n'avait avec lui ni munitions ni artillerie? Enfin, si Charles-Albert voulait sérieusement disputer Milan à l'ennemi, pourquoi ne rappela-t-il pas sur-le-champ près de lui les troupes fraîches avec lesquelles il permettait au général Sommariva de continuer sa marche vers Plaisance?

Si l'esprit de parti qui obscurcit la raison, si la bassesse qui vend aux puissants ses flatteries, si le respect dû à la mémoire d'un roi qui a été trois fois consacré par la défaite, par l'abdication et par la mort sur une terre étrangère, ont fait jusqu'ici de la reddition de Milan un mystère ténébreux et ont engagé plusieurs écrivains honnêtes à se borner à gémir intérieurement des fautes de Charles-Albert, dois-je aussi me taire? Il est temps désormais que l'histoire déchire sans ménagements un voile qui couvre l'une des plus déplorables catastrophes de l'Italie. C'est un pénible devoir qui m'est imposé. Cependant, lorsque j'entends partout accuser encore le peuple italien des erreurs qui furent l'œuvre d'un seul homme, je sens que le silence ne serait plus qu'une lâcheté.

Charles-Albert voulait retirer en Piémont son armée en déroute. On choisit la route de Plaisance, qui était la plus courte et couverte par le Pô. Il dirigea de ce côté ses blessés, les corps de l'armée les plus maltraités ou en désordre, l'artillerie, les munitions, les bagages. Il aurait dû et pu les suivre; mais, contrairement à l'avis de Bava, qui appelait étrange et insensé ce mouvement, il préféra s'arrêter *quelques jours* derrière l'Adda, afin d'attirer sur lui les Autrichiens et de les empêcher de poursuivre, en passant le Pô, les bandes désordonnées des soldats qui traversaient le Placentin, avant qu'elles fussent en lieu de sûreté avec les blessés et tous les équipages de guerre. Ce résultat obtenu, il aurait lui-même passé le Pô avec le reste de ses troupes mieux en ordre, et gagné rapidement la frontière piémontaise la plus rapprochée, ayant au moins pour un jour sa retraite couverte par le Pô et les deux places de Plaisance et de Pavie. En effet, il avait donné l'ordre au général Bricherasio d'occuper ces deux places.

Ce projet échoua par suite de plusieurs circonstances. En premier lieu, les Autrichiens, le 1er août, passèrent l'Adda à Grotta; ce n'était que pour faire une diversion au passage du Pô que Radetzky, avec le gros de ses troupes, tentait une attaque sous Crémone, afin de s'élancer sur Plaisance. Radetzky ne s'était pas laissé tromper par la tactique du roi sarde. Négligeant les divisions piémontaises placées derrière l'Adda et les tenant en échec au moyen de quelques corps de troupes, il se hâtait de passer dans le Placentin, où il savait pouvoir écraser l'armée piémontaise, enlever les bagages, les munitions, les canons, tourner les divisions que Charles-Albert avait avec lui, avant qu'elles pussent gagner leur pays, et les obliger à mettre bas les armes. Charles-Albert s'aperçut qu'il ne pouvait rester une heure de plus sur l'Adda. S'y arrêter davantage, c'était perdre toute l'armée; se jeter rapidement dans le Placentin, c'était attirer à lui Radetzky, qui n'aurait pas manqué de passer lui aussi le Pô en même temps. D'ailleurs, Charles-Albert ne pouvait plus se retirer par Plaisance pour d'autres motifs. Toute espérance d'arrêter pour quelques heures la poursuite de l'ennemi était perdue. On sut

que le général Bricherasio n'avait pas fait occuper Pavie. Quant à Plaisance, voici ce qui y était arrivé. Aussitôt que le général Sommariva se trouva en vue de Plaisance, les uns disent que Bricherasio, au lieu de l'envoyer occuper Pavie, lui ordonna de se diriger sur Stradella; les autres prétendent que Sommariva, sans s'arrêter à Plaisance, prit spontanément la route de Stradella. Quoi qu'il en soit, le général Sommariva s'était retiré dans le Piémont. La confusion était extrême à Plaisance; le général Bricherasio n'avait pas la volonté ou la possibilité de défendre cette place. Toutes les troupes qui s'y trouvaient n'avaient pas tardé à suivre l'exemple du général Sommariva. Sortant de la porte Borghetto, qui fait face à Stradella, les soldats, sans marcher en rang, mais confusément, par petites bandes, sans cavalerie, sans canons, s'étaient dirigés d'un côté et de l'autre, à leur gré; soldats de la ligne, bersaglieri, gardes et dragons, étaient mêlés ensemble. Cette désolante procession de fugitifs, commençant à Plaisance, se prolongeait jusqu'à Stradella. Les officiers n'avaient pas suivi leurs corps, ils s'étaient échappés d'avance dans des calèches. On voyait les grandes routes, les routes de traverse, les campagnes, les villages voisins, les fermes, les auberges, les vestibules des églises, encombrés de soldats qui fuyaient ou qui se reposaient un instant pour continuer leur fuite, entravée par l'artillerie qu'on envoyait dans le Piémont, par les nombreux fourgons d'objets de guerre et de munitions, qui portaient écrits en lettres colossales la quantité des effets qu'ils contenaient, l'indication du calibre des cartouches et de l'arme à laquelle ils devaient servir.

Comme on le voit, Charles-Albert ne pouvait se jeter lui aussi dans le Placentin avec le reste de ses troupes, sans se trouver mêlé à ce désordre et exposer toute l'armée à une ruine certaine et immense. Radetzky serait entré dans le Piémont en passant sur les cadavres des soldats sardes. Qui aurait alors empêché le maréchal d'occuper les États du roi, dont tous les jeunes gens étaient sortis pour grossir les rangs de l'armée? Qui aurait défendu Turin? Qui aurait préservé Alexandrie, principale forteresse de l'État, de tomber au pouvoir des Autrichiens? Le danger était

grand. Il fallait que Charles-Albert sauvât ses États, ses soldats qui fuyaient en désordre dans le Placentin, tous ses matériaux de guerre, le reste des troupes qu'il avait chez lui. Il fallait obliger Radetzky à s'éloigner du Pô, en l'attirant sur un point opposé; il fallait se jeter dans Milan et attirer ainsi après soi toute l'armée autrichienne. Voilà le dessein savamment conçu par Charles-Albert. Sa retraite dans la haute Lombardie devait lui valoir autant qu'une victoire dont Milan aurait payé les frais.

Le 1er août au soir, Charles-Albert réunit ses troupes, et, remontant l'Adda, se dirigea promptement par Pizzighettone sur Lodi. Ce fut dans ce moment qu'Abercromby, ministre anglais, alla lui offrir la médiation de la reine Victoria près de Radetzky pour obtenir un armistice qui ouvrît le chemin à des négociations de paix. Le roi agréa la proposition; mais l'espoir d'obtenir l'armistice ne lui fit pas suspendre sa marche sur Lodi. Il y arriva le 2, et là il revit Abercromby, très-peiné de n'avoir pu arracher à Radetzky aucune condition acceptable. Charles-Albert, qui attirait à lui l'armée autrichienne et avait ainsi atteint son but, attaqué à Pizzighettone, attaqué à Lodi, où ses troupes ne tinrent pas, monta à cheval, et voyant augmenter de tous les côtés les mouvements offensifs de l'ennemi, précipita sa course vers Milan.

Voyons quels événements avaient eu lieu à Milan avant l'arrivée du roi.

Dès que les revers de l'armée piémontaise commencèrent, les gouvernants de Milan n'eurent rien de plus pressé que d'endormir la population dans une fausse sécurité, pour éviter qu'elle pourvût par elle-même à sa défense. L'aile gauche de l'armée, les 22, 23 et 24 juillet, avait été battue et contrainte à se sauver derrière Peschiera; les Autrichiens passaient le Mincio le 24; pendant ce temps, à Milan, le général piémontais Salasco publiait une proclamation qui disait : « Ce corps d'ennemis n'est qu'une bande *égarée*. Les bataillons de Monzambano auront peu de peine à prendre pour s'emparer *aussi* de ces fugitifs. Ce qui pressait, c'était de *contraindre* le corps de Radetzky à sortir de Vérone; le battre et le faire prisonnier, c'est l'affaire *de demain*. »

Le 27, lorsque les généraux piémontais allaient demander en grâce un armistice à Radetzky, on lisait au coin des rues de Milan, sur une affiche : « L'armée conserve sa supériorité numérique ; une armée de 60,000 hommes *doit inspirer une grande confiance.* » Le soir même, une autre affiche disait : « L'armée est rangée à Goito dans un *parfait* ordre de bataille. » Tedesco, officier des volontaires milanais, voulut se rendre à Peschiera pour voir de près l'état des choses ; le commandant de cette place le fit arrêter. Quelque bruit des désastres de l'armée commença alors à se répandre dans Milan. On continua cependant à tromper la population, en publiant que *l'armée royale suffirait à tout, que les Autrichiens seraient bientôt forcés de se retirer, que les volontaires devaient rester à l'écart et attendre l'ennemi pour en anéantir les restes dans sa retraite.* Enfin, lorsqu'on ne put plus rien cacher, on voulut que le peuple tombât d'une aveugle confiance dans le plus profond découragement. On fut atrocement désabusé lorsqu'on vit arriver à Milan les premiers soldats fugitifs, le visage défait, ayant la tête couverte de mouchoirs, les vêtements déchirés, les pieds nus. Le peuple, douloureusement étonné de leur triste état, fut pénétré pour eux de pitié et d'une colère indicible pour l'infâme trahison.

Dès que la retraite de l'armée ne fut plus un mystère, les Milanais secouèrent la léthargie dans laquelle on les avait tenus. Ils demandèrent à leurs gouvernants qu'on nommât une magistrature dictatoriale pour pourvoir à la défense de la ville ; ceux-ci voulaient s'y refuser, mais on leur fit entendre que les citoyens étaient disposés à faire tout par eux-mêmes. Alors on se hâta de nommer un comité de défense publique, composé du général Fanti, de l'avocat Restelli et du docteur Maestri, qui aimaient plus ou moins la liberté, mais qui étaient tous honnêtes. Cependant, le gouvernement n'abdiqua pas, et le comité n'eut pas un pouvoir dictatorial ; on eut à le déplorer. On convoqua un conseil pour arrêter ce qu'il y avait à faire pour la défense de la ville ; on y vit réunis, avec deux généraux du roi, Mazzini, de Boni, Zucchi, Garibaldi et d'autres républicains, qui étaient fiers de se voir enfin recherchés ; on y avait invité aussi Cattaneo, qui,

en arrivant, s'étonna de ce mélange de gens de toutes les opinions, et, sans dire un mot, s'éloigna. De Boni voulut le rejoindre, et alors Cattaneo lui expliqua qu'il ne trouvait sa présence d'aucune utilité; que les généraux du roi se joignaient aux patriotes pour laisser croire dans la ville qu'on faisait tout avec le conseil de ceux-ci; que la première mesure à prendre était celle de renvoyer tous les généraux du roi au camp, où ils avaient beaucoup à faire; que si on les tolérait à Milan, ils déjoueraient tous les efforts des citoyens. On ne l'écouta pas, car les membres mêmes du comité ne comprenaient pas la nécessité où l'on était de faire un appel au peuple. En attendant, Fava, directeur de la police, travaillait secrètement pour écarter tout obstacle à l'exécution des projets de Charles-Albert; on arrêtait sans bruit dans la ville les patriotes les plus bouillants, au milieu desquels se trouva un certain Frattini, ami de Cattaneo. Cattaneo aborda Fava et l'apostropha vivement en présence de ses sbires, en l'appelant un instrument royal de diffamation, de discorde, de confusion. Frattini fut rendu à la liberté. Il était accusé *d'avoir parlé contre le gouvernement.* Si c'était la seule accusation qui pesât sur lui, il aurait fallu arrêter cent mille citoyens. Dès lors Fava modéra un peu son zèle.

De son côté, le comité ne faillit pas à son devoir et à l'attente de la patrie. Il décréta un emprunt forcé de 14 millions, principalement à la charge des familles riches; il appela aux armes tous les citoyens de 18 à 40 ans, mobilisa la plus grande partie de la garde nationale, ordonna des travaux de fortification dans la campagne et dans la ville, proclama la levée en masse dans toutes les communes, destinant au travail ceux qui avaient des instruments, et au combat ceux qui étaient pourvus d'armes. On voulut joindre ces citoyens, inhabiles au métier des armes, à de petits groupes de soldats pour rendre leur action plus efficace; mais Charles-Albert, qui était alors en marche sur l'Adda, refusa ce concours, en disant qu'il avait besoin de ses soldats pour continuer la guerre sur cette rivière. Le comité ordonna en outre qu'on apportât à Milan 20,000 sacs de blé, et fit construire au centre de la ville un nouveau moulin. Indépendamment de cela,

il y avait à Milan des vivres pour un mois, puisque le rapport de Pierre Molossi, magistrat municipal, signala l'existence de 4,500 sacs de riz, 12,400 de farine, 6,500 de maïs, du vin pour trois mois, et d'autres denrées. Les bouchers s'étaient pourvus de bétail pour un mois; puis, la crainte d'une invasion ennemie avait fait rentrer dans la ville des troupeaux de bœufs qui avaient pris dans les écuries des riches la place des chevaux, sortis pour favoriser la fuite de leurs nobles maîtres. Enfin, il y avait dans les greniers tout le foin de la dernière récolte, et les familles, prévoyant un siége, avaient fait chez elles de grandes provisions. Quant aux munitions de guerre, sans comprendre celles que l'armée aurait apportées et celles qui auraient pu arriver d'Alexandrie, les vingt quartiers de la garde nationale en étaient pourvus; le quartier du Dôme avait à lui seul 135 barriques de poudre, 12 caisses de cartouches et autant de capsules. On alla jusqu'à vouloir pourvoir de munitions toutes les rues, toutes les maisons, on distribua aux citoyens 600,000 cartouches; il y en avait 500,000 à la cour et 400,000 au ministère de la guerre; la poudrière contenait 9,000 kilogr. de poudre à canon et 45,000 de poudre à fusil. Les citoyens étaient largement munis de poudre étrangère.

Ce fut dans ce moment qu'arriva à Milan la proclamation émanée de Bozzolo, par laquelle Charles-Albert, en appelant aux armes les Milanais, les invitait tous à être prêts à mourir plutôt que de perdre leur indépendance, et assurait que ses soldats aussi verseraient pour la patrie jusqu'à la dernière goutte de leur sang. L'enthousiasme devint alors de la folie dans Milan: les pharmacies se changèrent en fabriques de coton fulminant, les hommes travaillèrent à faire des excavations souterraines, les femmes préparaient 350,000 cartouches par jour; le fer des serrures, le plomb des imprimeries furent fondus pour faire des balles; tous les citoyens payèrent de leur argent et de leurs personnes; ils travaillaient le jour et la nuit infatigablement, avec une abnégation, une activité, une ardeur inénarrables.

Toutes les classes du peuple, tous les partis se mêlèrent : appelés à défendre leurs foyers, tous prouvaient qu'ils n'étaient que des

Milanais. Cattaneo se jeta dans la foule; c'était son élément. Il conseilla d'obstruer, à l'approche de l'ennemi, le passage des eaux courantes aux alentours de la ville, et de former par ce moyen un vaste marais qui aurait empêché le mouvement de l'artillerie et des chevaux et la formation d'un siége. Il recommanda aussi de détruire le mauvais effet produit par l'annexion, en donnant à la garde nationale des chefs qui se fussent distingués dans la guerre, à la place de ceux qu'on avait nommés par esprit de parti; pour éloigner honorablement ces derniers, Cattaneo proposa de leur confier la garde des magasins en leur conservant leurs grades. Les patriotes sincères et courageux auraient ainsi joui de cette influence qu'on enlevait aux intrigants. On était au 29 juillet, et on attendait que le roi eût opposé une énergique résistance sur l'Ollio ou sur l'Adda. On envoya le général Zucchi de Milan à Brescia, avec la garde nationale mobilisée et 2,000 recrues. On dirigea Garibaldi avec des troupes sur Bergamo. Le colonel Griffini, qui s'était distingué dans la guerre, se trouvait déjà à Brescia avec sa légion. Peschiera avait une garnison de Piémontais et de volontaires italiens. Un corps assez nombreux de volontaires restait, depuis plusieurs mois, oublié et inactif sur le Caffaro, sous les ordres du général Durando; on décida de le rappeler : il ne s'agissait plus de couvrir les débouchés du Tyrol; l'ennemi était en Lombardie; il fallait sauver Milan; plus auraient été nombreux les volontaires pour le défendre, moins on aurait eu besoin des troupes du roi, qui auraient pu tenir la campagne et coopérer ainsi à la défense de la ville. Cependant, dégarnissant le Caffaro, on ne devait pas pour cela laisser libre le passage des vallées, et exposer les derrières de la ligne qui s'étendait depuis le Stelvio jusqu'à Peschiera. On résolut donc de couvrir tout le côté montagneux de la Lombardie, en établissant une ligne de postes fortifiés sur tous les débouchés des vallées dans la plaine, depuis Peschiera jusqu'aux confins suisses de Côme. Chacune de ces vallées devait être gardée par ses habitants; un corps de volontaires serait resté sur un lieu central pour accourir au secours des points menacés. On évitait ainsi l'inconvénient principal des levées en masse; tous les points au-

raient eu des défenseurs, qui, tout près de leurs maisons, n'auraient pas été contraints de se débander par défaut de vivres, de logements, et par la crainte des dangers que leurs familles abandonnées pouvaient courir. On donna immédiatement des ordres dans ce but. On assigna à chaque vallée un chef, un plan de défense, des lieux de retraite et de communication avec les autres positions. Bergamo, Brescia et Peschiera auraient été les trois points d'appui de la ligne. L'ennemi aurait hésité à s'engager sérieusement dans les vallées. Il y avait en outre une armée.

Le 1er août, le comité voulut s'assurer que ses ordres étaient exécutés. Cattaneo s'offrit à parcourir lui-même la ligne, et il partit sur-le-champ, suivi par un vieil officier du génie. En arrivant à Lecco, il vit que sa population valeureuse, avant de recevoir les ordres de Milan, avait commencé à pourvoir à sa défense; il y avait des sentinelles partout, comme dans une place de guerre; on avait posté quatre canons sur la place; dans les fabriques de fer, on confectionnait des lances en forme de dague et plusieurs milliers de fourches; on fortifiait par des murs et des mines la digue entre l'Adda et la montagne. Les habitants demandèrent des fusils et un autre canon; on les envoya chercher à Milan. A Bergamo, Cattaneo trouva un corps de volontaires de Pavie, et Garibaldi qui avait déjà réuni 3,000 montagnards. On avait barricadé les portes de la ville basse, et on était en train de fortifier la partie haute; mais il y avait peu de canons et de munitions, et seulement 500 fusils militaires. Cattaneo donna des ordres à cet égard, et descendit à Valcalepio, où il vit qu'on avait abattu le pont sur l'Ollio, et que le valeureux Berizzi avait réuni quelques milliers de montagnards, destinés à remplacer à Bergamo le corps de Garibaldi, qui aurait marché au secours de Milan. Enfin, à Brescia, on fortifiait les collines; mais le peuple se plaignait des albertistes, qui ne savaient que conseiller de se soumettre aux Autrichiens. On veillait dans tous les villages, le jour et la nuit, et tous étaient pleins de confiance dans leurs forces.

Je ne prétends pas qu'il y eût là tous les éléments d'une défense de la Lombardie; quelques jours ne suffisaient pas à les

préparer; il aurait fallu y pourvoir à l'avance et dès le premier jour de l'affranchissement de Milan, en mars. Je dis que les populations étaient toutes en mouvement et enflammées; qu'on travaillait comme les peuples seuls savent travailler pour leur propre cause; qu'une guerre nationale allait s'annoncer sous un aspect formidable, pourvu que les Lombards eussent à disposer de deux semaines; et ce temps, on ne doutait pas de l'avoir, grâce à l'aide d'une armée *qui était prête à verser pour la patrie jusqu'à la dernière goutte de son sang.*

On attendait que le corps placé sous les ordres de Durando, rappelé du Caffaro, arrivât à Bergamo. C'est le moment de faire une courte digression pour dire ce que Durando sut accomplir au milieu des Alpes pendant plusieurs mois, et comment il trompa les espérances des Italiens.

Le gouvernement de Milan avait décrété, en juin, une levée dans le but de former une division régulière qui, placée sous les ordres de Durando, se serait rendue au camp de Charles-Albert. On avait mis dans l'exécution de ce projet une telle lenteur, qu'on n'avait pas réussi avant les premiers jours de juillet à organiser dix bataillons qu'on pût appeler des troupes régulières. Un régiment de chasseurs s'était formé à Brescia; il y avait deux légions, l'une de Tyroliens, l'autre de Polonais, un bataillon de Crémonais, un bataillon de Toscans; d'autres petits corps s'y étaient joints. Toutes ces troupes montaient, en juillet, à 6,000 hommes avec 8 canons. Elles étaient assez nombreuses pour pouvoir prendre part à la guerre, ce que les soldats désiraient, car leur ardeur inquiète leur faisait croire qu'on ne pouvait nommer une guerre que celle qui procure tous les jours des combats. Mais Durando avait ses instructions secrètes, qui consistaient à rendre inutile ce corps de bouillants républicains, dont le gouvernement de Milan avait voulu se défaire en les envoyant, sous prétexte de guerre, dans les gorges des Alpes, éternellement couvertes de neige. Là, pensait-on, la bouillante ardeur de ces jeunes gens aurait eu le temps et le moyen de se refroidir. Durando s'était donc obstiné à ne pas sortir de ce qu'il appelait un système défensif. Pourtant, la défense se réduisait à

peu de chose, puisque les Autrichiens, qui étaient de ce côté en petit nombre, ne tentaient plus rien depuis le combat du 22 mai. Ils s'étaient montrés quelquefois en petites troupes vers le val de Notta, et le major Borra avec ses Lombards les avait toujours repoussés. D'autres escarmouches avaient eu lieu sur d'autres points. Cette inaction n'avait fait qu'irriter les soldats italiens; mais Durando les avait toujours calmés en leur faisant espérer que Charles-Albert passerait l'Adige d'un moment à l'autre, et qu'il les conduirait alors sur Trente, où ils pourraient rendre d'importants services à la cause italienne.

En attendant, les jours de deuil approchaient. Vers la moitié de juillet, les Autrichiens avaient inopinément disparu de devant la ligne de Durando; ils avaient fait un mouvement rétrograde, abandonnant Darzo, Storo et une grande partie de la vallée de Ledro. Le général piémontais sut que de grandes forces se concentraient à Roveredo, et il comprit que ce mouvement de concentration de l'ennemi sur l'Adige tendait à favoriser quelque plan d'opérations offensives sur le Mincio. Dans ce moment, quel général n'aurait pas fait épier les pas de l'ennemi? Durando, sachant que le corps réuni à Roveredo descendait en effet sur le Mincio, s'il eût descendu après lui et s'il eût attaqué les Autrichiens par derrière dans les combats de la Corona et de Rivoli, le 22 juillet, ceux-ci, qui, même sans cette attaque, avaient dû reculer, placés entre deux feux, auraient été détruits. Les forces auraient été égales des deux côtés, et l'avantage des positions appartenait aux Piémontais. Il faut donc convenir que si l'aile gauche de l'armée royale, pendant les journées des 22, 23 et 24, fut chassée de Rivoli, de Sona et de toutes les collines placées sur la gauche du Mincio, ce fut principalement la faute de Durando, qui devait dire plus tard qu'il n'avait pas cru *prudent* de marcher en avant, parce que ses troupes, en laissant le Caffaro pour s'approcher de la Sarca, n'auraient pu que difficilement se retirer de ces gorges de montagnes dans le cas où l'armée eût été battue sur le Mincio ou forcée de reculer. Une prudence qui fait assister l'arme au bras à la ruine d'une armée lorsqu'on peut assurer sa victoire, est une vertu guerrière assez

équivoque. En outre, la nouvelle des désastres survenus sur l'Adige parvint à Durando le 25. Profitant des bateaux à vapeur qu'on avait mis sur le lac de Garde, il aurait pu voler à Peschiera, s'unir à de Sonnaz, Broglia, Visconti, et reprendre l'offensive; il aurait sauvé l'armée du roi. Mais ses instructions portaient qu'il devait prendre le frais au Caffaro. Par conséquent, afin d'empêcher que ses troupes eussent le malin désir d'accourir au secours de l'armée menacée sur le Mincio et qu'elles l'entraînassent cette fois au-delà des bornes de la prudence, il eut l'adresse de leur cacher les fâcheuses nouvelles de l'armée. Il s'éleva plus tard contre lui en Italie un cri général de réprobation pour ce fait : il se défendit en disant que les soldats, le 25, célébraient sa fête, et qu'il se tut *pour ne pas troubler la joie avec laquelle ils s'honoraient eux-mêmes en rendant hommage à leur chef*. Durando était le digne général de ce roi qui manquait l'occasion d'attaquer favorablement l'ennemi pour ne pas laisser perdre la messe à ses soldats; mais ce qui était dans le roi un excès de bigotisme, était dans le général, selon ses propres paroles, *une politique militaire!!!*

Trois jours après, les combats de Custoza et de Volta ne purent arrêter l'armée autrichienne; Charles-Albert commença sa retraite sur l'Ollio et puis sur l'Adda. Brescia et toutes les vallées de sa province restèrent découvertes. Le comité rassemblé à Milan concevait ce plan de défense dont j'ai parlé, bien simple et adapté aux circonstances. Tous les volontaires déjà éprouvés dans la guerre, qu'on aurait pu concentrer à Brescia et à Bergamo, montaient à 13,000 hommes, sans tenir compte des nouveaux corps qu'on rassemblait partout et des populations soulevées. On aurait pu avec ces forces s'attacher aux flancs et à l'arrière-garde de l'armée autrichienne quand elle aurait voulu marcher sur Milan; et cette ville offrant de la résistance, une telle diversion, combinée avec celle de l'armée royale, aurait pu produire de bons résultats. Il fallait que Durando abandonnât le Caffaro pour ne pas exposer sa division isolée au milieu des montagnes à n'être d'aucune aide à l'Italie et à devenir la proie certaine de l'ennemi. Durando avait reçu l'ordre de se mettre

d'accord avec les commandants de Bergamo et de Brescia. S'il lui parvenait des instructions par Garibaldi, qui se trouvait à Bergamo, il ne pouvait rien résoudre, puisqu'il lui manquait celles de Griffini, qui commandait à Brescia ; et lorsqu'il recevait les instructions de Griffini, il ne pouvait non plus rien résoudre, puisqu'il ne reconnaissait pas à ce colonel le droit de se placer au niveau de lui, qui était investi depuis quatre mois du commandement général du Bressan. Outre cela, le général Lecchi lui écrivait de Côme, le comité lui écrivait de Milan, et lui, ne comprenant rien aux ordres qu'on lui donnait, envoyait le major Gradi au quartier général du roi à Crémone pour avoir des instructions sur ce qu'il avait à faire. Charles-Albert lui répondait en style d'oracle, *qu'il eût à se régler suivant les circonstances;* et Durando jugeait que les circonstances l'obligeaient à garder l'immobilité : les glaces des Alpes l'avaient fixé au Caffaro, comme l'est un navire dans les glaces de l'océan Arctique. Je dirai plus tard quels furent là ses derniers exploits.

En rentrant à Milan, nous voyons la population continuant toujours avec la même ardeur à travailler à la défense de la ville. Le 2 juillet, on sut que Charles-Albert était arrivé à Lodi. Le comité y envoya Restelli, un de ses membres, et le général Fanti pour présenter ses hommages au roi et prendre ses ordres. Charles-Albert ne voulut pas les recevoir; néanmoins, il leur fit entendre par la bouche de ses généraux, *qu'il se proposait de se rendre à Milan pour le défendre, faisant fondement sur le courage des citoyens*. Les Milanais, en recevant cette assurance que leur ville serait défendue, continuèrent avec une activité plus grande à fortifier la partie la plus faible de la ville au moyen de travaux de terre et d'autres constructions.

On se demandera si Milan, après tous ces préparatifs, aurait pu résister sérieusement à Radetzky. Il est du moins certain que le maréchal n'y aurait pas trouvé une victoire facile. Si Charles-Albert eût voulu sincèrement le défendre, s'il eût détaché de son corps de 25,000 hommes seulement les six régiments de cavalerie pour les réunir aux volontaires établis à Brescia et à Bergamo, et former ainsi un corps d'armée qui, aidé par les

campagnards soulevés, eût molesté l'ennemi sur ses derrières; si en se jetant lui-même dans la ville avec le reste de ses troupes et en s'y soutenant seulement quinze jours, il eût donné le temps de réorganiser dans ses États ceux de ses soldats qui y étaient rentrés le moins démoralisés et qui se seraient trouvés mieux disposés à accourir à son aide, il n'aurait pas été absolument impossible de vaincre. Radetzky n'aurait pu assiéger une ville aussi vaste que Milan, entourée d'un terrain coupé en tous sens par des plantations et des canaux, avec une armée et un peuple soulevé au dehors, avec une armée et un peuple soulevé au dedans, sans exposer ses positions à être attaquées de tous les côtés. En tout cas, il aurait eu à obtenir une victoire si sanglante, qu'il aurait peut-être préféré traiter aux conditions les moins rigoureuses pour l'Italie.

D'ailleurs, Charles-Albert et les Milanais, chacun de leur côté, ne se reposaient pas sur un succès de leurs armes. Quant au premier, j'ai dit que sa retraite sur Milan lui valait autant qu'une victoire. Il attirait sur ses pas toute l'armée de Radetzky. En l'éloignant du Pô, il avait sauvé ses parcs d'artillerie, tout son matériel de guerre, et 30,000 de ses soldats qui étaient en fuite dans le Placentin; il avait sauvé, en se jetant dans Milan, le corps d'armée dont il était suivi, et qui, Plaisance et Pavie ayant été abandonnées, ne pouvait effectuer une autre retraite propre à le soustraire à la honte de mettre bas les armes; il avait sauvé d'une prompte invasion ses États dépourvus de défense. Maintenant, il allait s'enfermer dans les murs de Milan. Il avait excité le courage de ses habitants; il ne se proposait pas de profiter de leur ardeur pour arriver à une victoire; il ne voulait que faire craindre à Radetzky une résistance énergique de la ville et une guerre nationale, de façon que le maréchal sentît qu'il était de son intérêt de permettre au roi une tranquille retraite et de ne pas porter atteinte à l'inviolabilité de ses États, à la condition que Milan et la Lombardie lui fussent livrées sans coup férir.

De l'autre côté, les chefs du peuple milanais ne demandaient pas à gagner des batailles rangées; ils ne songeaient qu'à arrêter

l'ennemi jusqu'à ce qu'une armée ou l'intervention des puissances étrangères vînt les sauver. Il reste désormais avéré que quinze jours seulement de résistance auraient suffi à Milan pour jouir de l'avantage d'une intervention française et anglaise. A cet égard, je dois dire que dès qu'on connut la défaite de l'armée piémontaise, les Lombards conçurent l'idée de demander du secours au peuple français; c'est ce qu'ils auraient fait en mars si Charles-Albert ne l'eût pas empêché. Il devait aussi l'empêcher dans les circonstances actuelles, et c'est un autre point de l'histoire qui veut être dépouillé de tous les mensonges dont on a cherché à l'envelopper.

Nous savons que Charles-Albert avait opposé en mars, à l'intervention française, son grand mot : *L'Italie fera par elle-même.* Nous savons que ce ne fut pas ce mot qui arrêta le gouvernement français, résolu à s'abstenir de la guerre, de même qu'à ne pas permettre que rien fût changé sur la frontière de la France; de sorte que M. de Lamartine ayant reçu l'assurance que les Italiens ne verraient pas volontiers les Français occuper la place abandonnée par les Autrichiens, n'avait fait réunir une armée à Dijon que pour arrêter dans le Piémont la marche de Radetzky s'il eût écrasé les troupes sardes, ou pour occuper la Savoie et Nice dans le cas où Charles-Albert victorieux eût agrandi son État par l'annexion de la Lombardie. Maintenant, je dois ajouter que dans le mois de juillet, dès que les premiers désastres de l'armée sarde commencèrent, et lorsqu'on élevait de grands cris en Italie et dans les rangs mêmes des soldats contre l'incapacité militaire du roi et de ses généraux, Charles-Albert envoya à Paris Lamarmora, chef d'état-major, pour y chercher un général. Cavaignac, président d'une république, se piqua de diplomatie, et ne voulut pas entrer en relations avec Lamarmora parce qu'il n'avait pas de lettres de créance. Ces lettres ne purent arriver que huit jours après. Alors Lamarmora se présenta une seconde fois au général Cavaignac, et lui demanda le maréchal Bugeaud, qui paraissait disposé à se rendre en Italie; mais Cavaignac lui répondit : « Vous ne l'aurez pas, et je vous préviens qu'il est gardé à vue. » Lamarmora nomma d'autres

généraux français, et Cavaignac lui dit à leur sujet : « S'ils veulent partir, ils en sont les maîtres; conférez-en avec eux. » Lamarmora se mit en rapport avec plusieurs généraux, dont l'un lui demanda beaucoup de renseignements et écouta volontiers les explications qu'on lui donna; mais, après quelques jours de réflexion, ce général refusa nettement son concours, en disant qu'il avait lu un rapport adressé au général Cavaignac, où on disait que l'armée piémontaise n'avait pas plus de 10 à 12,000 hommes. On ignore qui avait pu écrire ce mensonge; l'armée piémontaise avait alors 60 à 70,000 bons soldats. Mais le mystère eut une explication définitive, car Lamarmora ayant obtenu une dernière audience, Cavaignac lui dit, après beaucoup de détours : « Enfin, nous ne voulons pas nous brouiller avec l'Autriche pour vous faire plaisir. »

Après cela, on comprendra facilement que Charles-Albert ne pouvait pas espérer que ce même gouvernement français qui *pour ne pas se brouiller avec l'Autriche* lui avait refusé un général, voulût maintenant lut accorder une armée. Néanmoins, ayant su que les Milanais se proposaient de recourir directement à la France, et craignant que Cavaignac n'accordât à un peuple ce qu'il avait refusé à un roi, Charles-Albert se hâta de prévenir cet appel des Milanais au gouvernement français. Le 31 juillet, il fit informer les citoyens de Milan, par l'intermédiaire de leur gouvernement provisoire, *que l'armée italienne recevrait bientôt l'aide d'une armée française, que le ministère piémontais avait formellement demandée*. En effet, on avait fait partir de Turin pour Paris le ministre Ricci. Les Milanais, croyant avoir atteint leur but, s'abstinrent de toute demande directe; néanmoins, ils envoyèrent à Paris les citoyens Guerrieri et Frapolli, mais pour se mettre d'accord avec Ricci et appuyer ses démarches. Les deux envoyés de Milan eurent à Paris l'ingénuité de se placer sous la dépendance du ministre piémontais, qui sut admirablement se jouer d'eux.

Ricci n'avait pas réellement la mission de demander l'intervention française. Voici une lettre que le ministre anglais Abercromby écrivait de Turin, le 29 juillet, à lord Palmerston:

« ... Le marquis Ricci est chargé d'exposer au gouvernement de la république française l'état actuel des choses dans ce pays, et le danger dont il est menacé par le succès des armes autrichiennes. Il est chargé aussi de tâcher de savoir quelle résolution prendrait le gouvernement républicain dans le cas où la Sardaigne aurait besoin de son secours pour repousser les Autrichiens; mais ses instructions, que le ministre Pareto m'a franchement communiquées, lui interdisent d'adresser au gouvernement français une demande directe de secours. Le ministre Pareto m'a aussi confié qu'il a prié M. Reiset, chargé d'affaires de France, d'écrire à son gouvernement que la mission donnée aux citoyens Guerrieri et Frapolli, milanais, n'avait pas obtenu l'approbation du gouvernement de S. M. ni celle de la majorité du gouvernement provisoire de Milan, etc. » On pourrait croire que le ministre Pareto ne fut pas sincère avec Abercromby, parce que l'Angleterre alors ne craignait rien tant que l'intervention française en Italie, et usait pour l'empêcher de toutes ses ressources diplomatiques à Paris et à Turin. Mais que devra-t-on en penser lorsqu'on verra les renseignements donnés par Abercromby confirmés par les faits qui se succédèrent?

Que tous ceux qui en ont la fantaisie ajoutent foi au désir attribué à Cavaignac d'être appelé au secours de la nationalité italienne, et à ce bruit qu'il voulut, le 7 août, faire agir le télégraphe pour ordonner à l'armée française d'entrer en Italie. Plusieurs Italiens ont assuré ces choses. D'autres ont prétendu qu'on avait refusé l'intervention à Charles-Albert parce qu'il voulait que les Français n'intervinssent qu'en qualité de ses alliés, et l'on a mis dans la bouche de Cavaignac ces paroles: « S'il s'agit de secourir l'Italie, nous sommes prêts; s'il s'agit de combattre avec les soldats piémontais, nous sommes prêts aussi. Mais marcher dans l'intérêt du roi de Sardaigne, mettre le drapeau de la république française à côté de celui de la maison de Savoie, jamais! » Lorsque l'armée autrichienne se trouvait déjà sous les murs de Milan, est-ce que l'intérêt de l'Italie ne se confondait pas avec l'intérêt du roi de Sardaigne? Cavaignac n'a pas pu prononcer ces mots absurdes, ou s'il l'a fait, je dis

qu'il faut revenir aux temps de l'âge d'or pour pouvoir expliquer les actes des hommes par leurs paroles. Quant à moi, mon opinion est que ces choses et d'autres semblables ont été de pures illusions de la part de ceux qui ont voulu en France exalter l'italianisme du gouvernement républicain, comme de ceux qui ont voulu en Italie attribuer à Charles-Albert seul l'avortement de l'intervention française. Ce qu'on peut dire de positif et d'authentique, c'est que l'envoyé milanais Guerrieri ne se décida pas à briser les liens avec lesquels Ricci l'avait lié, et qu'il ne fit à Cavaignac une demande directe d'intervention que le 6 août, jour où Charles-Albert livrait Milan aux Autrichiens. Il n'est pas moins positif et authentique, que le marquis de Brigole, ministre piémontais, ne demanda pas le secours de la France avant le 7 août, c'est-à-dire lorsque le télégraphe avait annoncé à Paris la reddition de Milan : il ne s'agissait plus alors de sauver l'Italie, mais le Piémont. Enfin, s'il y a encore une chose positive et authentique, c'est qu'on trouva Cavaignac si peu belliqueux et si éloigné de l'idée de faire jouer le télégraphe pour envoyer l'armée française en Italie, qu'il était depuis quelque temps pleinement d'accord avec lord Palmerston sur les bases d'une médiation à offrir au Piémont et à l'Autriche pour arranger amiablement les affaires de l'Italie.

Charles-Albert ne se proposait donc pas de défendre Milan, et il le promettait; il ne voulait point d'intervention française, et il faisait semblant de la demander; il donnait des espérances aux Milanais, et il se rapprochait de Radetzky. Il allait se présenter au milieu des Milanais pour les charmer avec une double imposture : la promesse de son aide et de l'aide de la France. Comment ne pas désespérer de l'humanité, lorsqu'on la voit, capable du seul entraînement des passions, se laisser éternellement fouler aux pieds par ceux qui savent froidement calculer sa ruine?

Plusieurs impossibilités, écrit Cattaneo, entouraient alors Charles-Albert. Défendre Milan contre un ennemi supérieur en nombre et exalté par la victoire, le défendre avec une armée découragée et en dissolution, ce n'était pas possible. Associer à

sa défense les habitants, l'était encore moins. Il aurait fallu se jeter dans les bras des patriotes, leur délier les mains et la parole, faire dresser au milieu de l'armée le spectre de la force populaire, ravivé par Mazzini. Charles-Albert ne pouvait vouloir cela; il était roi. Demander le secours de la France, c'était une troisième impossibilité. Celui qui s'était vanté d'être très-fort, ne pouvait dans le malheur s'adresser au peuple français sans s'humilier, sans inféoder la monarchie à la république. D'ailleurs, il ne se faisait pas illusion jusqu'à compter obtenir l'intervention française, même à la condition de s'humilier et de se compromettre, surtout après la réaction qui suivit à Paris le 24 juin. Charles-Albert ne pouvait donc défendre Milan avec sa seule armée, ni se joindre au peuple, ni appeler des alliés. Pouvait-il enfin pourvoir à sa retraite en abandonnant Milan à lui-même? Aurait-il fui et laissé les Milanais aux prises avec l'ennemi? Si les Milanais avaient succombé, et si leur ville avait été détruite par les mines, incendiée, pillée, quel cri de malédiction ne se serait pas élevé contre le roi qui aurait laissé s'accomplir une si vaste ruine? Qu'on suppose, au contraire, que les Milanais eussent une seconde fois repoussé l'armée de Radetzky, ce qui n'était pas tout à fait impossible, puisque l'armée qui venait assaillir la ville, bien que trois fois plus nombreuse que celle vaincue en mars, trouvait un peuple livré à la terrible excitation que fait naître la crainte de la vengeance de l'ennemi et d'une honte inévitable; un peuple qui avait vaincu lorsqu'il était sans armes et sans chefs, en face de nombreux soldats maîtres des portes, des places, du château; un peuple qui maintenant se trouvait puissamment armé, aidé au dehors par de nombreux volontaires exercés aux combats, certain d'être secouru par la Suisse et peut-être par la France, certain au moins, en prolongeant sa résistance, d'une médiation étrangère en faveur de son indépendance; un peuple, enfin, qui avait à combattre contre un ennemi placé hors les murs de la ville, au milieu d'un labyrinthe de fossés et de prairies qu'on aurait inondés, battu de tous côtés par le feu des insurgés et ayant sur sa tête le soleil brûlant du mois d'août; qu'on suppose, dis-je, que, parla force

des armes ou par une intervention diplomatique, les Milanais eussent vaincu et que la cause populaire eût triomphé : Charles-Albert aurait vu se déchirer le pacte de l'annexion, s'évanouir même la réserve de son droit à la couronne de fer, réserve que la cession de la Lombardie aux Autrichiens, comme conséquence de leur victoire, n'aurait pas annulée, puisqu'on peut toujours faire revivre un droit par cela seul qu'on ne l'a laissé tomber que devant la force. Alors, que la Lombardie eût établi un gouvernement républicain ou monarchique, Charles-Albert aurait eu à côté de ses États un État lombard, assez gênant pour lui, qui aurait été son ennemi, et dangereux surtout en ce que les provinces anciennement lombardes et devenues ensuite sujettes du Piémont, auraient désiré s'en détacher, et menacé ainsi l'intégrité de son royaume.

De quelque côté qu'on regarde la position des choses, conclut Cattaneo, on trouvera que Charles-Albert n'avait d'autre alternative que de conserver Milan ou de le céder à Radetzky. Le premier parti ne pouvait être embrassé, il devait nécessairement s'en tenir au second. S'il faisait le sacrifice de son ambition en traitant avec l'Autriche, il ne faisait pas celui de la majesté royale. D'ailleurs, on ne pouvait pas craindre que Radetzky ne fût pas accommodant. Le roi, malgré lui, l'avait bien servi, en altérant le caractère de la révolution italienne, en dégoûtant les princes et les peuples, en empêchant la guerre dans le Tyrol et l'alliance avec les Hongrois, en le laissant faire à Udine, à Belluno, à Palmanova, à Vicence, à Trévise, à Padoue, à Curtatone, à Vérone. Il ne lui avait enlevé que Peschiera; mais il pouvait maintenant lui rendre tout. Radetzky, pressé de s'affermir promptement en Lombardie, ne pouvait être à Milan moins généreux envers les Piémontais qu'il ne l'avait été à Palmanova. Le roi de Sardaigne et le maréchal autrichien devaient se serrer la main devant la porte de Milan, en déclarant qu'ils avaient servi *un intérêt commun.*

CHAPITRE XII.

Charles-Albert prend possession de Milan. Accueil fait par les habitants à l'armée piémontaise, et leur enthousiasme. Les généraux du roi refusent le concours du peuple à la défense de la ville. Combat du 4 août devant les portes de Milan. Préparatifs militaires du peuple, que le roi encourage, en même temps qu'il traite avec Radetzky pour la reddition de la ville. Dissimulation guerrière de Charles-Albert pour tenir en échec les Milanais, au moment où il signe la capitulation conclue avec l'ennemi. La capitulation est notifiée aux membres de la municipalité et du comité de la guerre. Tumulte populaire. La vie du roi est en danger. Il se voit obligé de promettre au peuple qu'il continuera la guerre. Sa fuite nocturne. Désolante situation de la population de Milan; son émigration en masse. Jugements divers portés sur la conduite de Charles-Albert.

Les Milanais n'avaient pas voulu suivre le conseil que Cattaneo leur avait donné de fermer leurs portes à l'armée du roi et de la laisser agir dans la campagne. Le 3 août, Charles-Albert, suivi de 25,000 hommes, reste d'une armée florissante, arrivait, avec une résignation ascétique, sous les murs de Milan, où il avait dit ne vouloir entrer qu'avec la victoire. Le jour précédent, le gouvernement provisoire avait cédé tous ses pouvoirs au général Olivieri et au marquis Montezemolo, commissaires du roi. *Le roi,* dit Cattaneo, *devait prendre parce qu'il devait donner.* Les gouvernants de Milan, restés au pouvoir depuis la sortie jusqu'au retour de Radetzky, après avoir commencé par les tentatives d'armistice, devaient finir par être complices de la trahison. C'est à ces mérites que leur chef, Casati, et les principaux partisans de l'annexion, tels que Paleocapa et d'autres, durent plus tard la faveur de présider à Turin des ministères et d'occuper de hauts emplois.

Olivieri et Montezemolo n'étaient arrivés de Turin à Milan que depuis un jour. Ils avaient été chargés de présenter au roi un décret rendu par le ministère et approuvé par les chambres, qui lui accordait les pleins pouvoirs de la dictature! Il paraîtrait ridicule qu'on eût investi Charles-Albert d'une telle puissance, si

je ne disais que la proposition en avait été faite aux chambres par les hommes de la banque et de l'aristocratie, qui, encouragés par les malheurs publics à donner satisfaction à leur haine pour les institutions libres, avaient espéré qu'en conférant au roi un pouvoir dictatorial, ils lui auraient permis de restaurer promptement, et les Autrichiens en Lombardie, et l'absolutisme en Piémont. L'opposition dans les chambres l'avait compris; mais ses faibles efforts n'eurent pour résultat que d'obtenir que la création d'un dictateur ne portât pas atteinte aux institutions constitutionnelles et à la responsabilité des ministres.

L'infanterie piémontaise était campée hors de la ville, depuis le canal de Pavie jusqu'à celui de l'Adda; la cavalerie était en ville, sur la place d'armes. Comme on avait parlé souvent de leurs souffrances, causées par l'absence des vivres, le comité les réconforta avec du pain blanc, une double ration de viande, du fromage, du vin, des cigares, et leur fit distribuer 40,000 chemises offertes par les citoyens. « Les troupes, écrit un officier piémontais, étaient émues de cet accueil fraternel; et lorsque des gardes nationaux et des citoyens entrèrent dans leurs rangs pour les embrasser et les encourager, ces braves soldats répondirent qu'ils voulaient énergiquement défendre la ville, vaincre ou mourir avec le peuple. » Les soldats étaient sincères.

Les volontaires lombards les plus aguerris se trouvaient au Caffaro, à Brescia, à Bergamo, à Venise et sur d'autres points. A Milan, les généraux du roi ne tardèrent pas à répandre avec adresse le découragement parmi le peuple. Sobrero, pour vider les caisses, payait dans un jour un demi-million de francs d'arriéré. Les fils du roi, en causant familièrement avec les chefs de la garde nationale, parlaient de l'opportunité de la reddition. Olivieri, passant en revue la garde, fit des éloges de sa valeur, l'exhorta à la discipline; puis il parla aux citoyens comme d'un grand malheur de l'obligation où ils pourraient se trouver de combattre en rase campagne; mais il se troubla lorsque les citoyens lui répondirent qu'au lieu d'être épouvantés par l'idée d'une bataille, ils promettaient de mourir au poste qui leur serait assigné.

Les Milanais invitèrent le roi à entrer dans la ville; il préféra rester dans une ferme en dehors de la porte Romaine. Dans ce moment, on vit paraître devant Charles-Albert les généraux Chiodo et Rossi et le major Lafleche, qui avaient été chargés de visiter les environs de Milan et de choisir la place la plus avantageuse pour établir un camp retranché. Mais, voyez le malheur! le terrain, partout coupé par des canaux, des fossés et couvert d'arbres et de fermes, ne se prêtait pas, dans les environs de la ville, à l'établissement d'un camp. On résolut de s'arrêter sous les murs de Milan, où l'on dit qu'on créerait un système de défense en utilisant les canaux et en élevant quelques travaux de campagne.

Les Milanais voyant qu'il ne s'agissait que de défendre les murailles de la ville, la proximité du danger les exalta davantage, et ils crièrent qu'ils voulaient construire des barricades; on commença à y travailler dans les quartiers habités par les classes populaires, qui étaient plus enflammées que jamais. Le comité donna des ordres à cet égard, et convint avec les ingénieurs qu'on laisserait des passages libres pour les voitures de vivres et les canons. Le bruit en parvint au général Olivieri, qui se plaignit très-amèrement et déclara qu'il allait se servir de ses pouvoirs suprêmes pour obliger les membres du comité à se renfermer dans les limites de leurs attributions. « Les barricades, dit-il, seraient un obstacle à l'armée et au plan de défense adopté par les généraux. »

En attendant, dans la matinée du 4, on entendit tonner le canon en dehors des portes. Il ne fut plus possible d'arrêter l'élan du peuple, qui demandait furieusement des barricades. Les gardes nationaux, ceux de la réserve même, s'offrirent pour accourir promptement où le canon les appelait. Fanti et Restelli, membres du comité, se rendirent chez le général Olivieri pour obtenir qu'il permît la construction des barricades, ce qui aurait au moins occupé les citoyens et donné une satisfaction à leur ardeur pleine d'anxiété. Le général répondit qu'il ne fallait pas exciter dans le peuple de fausses craintes, et que couvrir la ville de barricades, c'était faire honte à 25,000 soldats qui la défen-

daient. Mais après de plus vives instances, il finit par dire : « Je dois aujourd'hui dîner avec le roi et je lui en dirai un mot. » Peuple malheureux, s'écrie Cattaneo, qui implorait sous la table du roi la permission de défendre ses foyers!

Radetzky avait laissé 3,000 hommes à Crémone, en avait envoyé 10,000 à Pavie, et, avec le corps principal de 35,000 soldats, il arrivait le même jour en vue de Milan. A huit heures du matin, le feu des bersaglieri commençait lentement aux avant-postes près la Gamboloita. Les Piémontais, défendus par des travaux de terre qu'on avait exécutés à la hâte sur la route de Lodi, arrêtèrent un instant un ennemi supérieur en nombre et qui profitait des canaux et des champs de maïs pour se cacher, de sorte que ses chasseurs s'approchaient sans être vus jusqu'à quelques pas des bataillons et des batteries piémontaises. Par des attaques inattendues et dirigées à l'improviste sur les flancs de leurs adversaires, les Autrichiens parvinrent à s'emparer de trois canons sur une batterie, de deux sur une autre, sans qu'un régiment de cavalerie de la brigade Casale, qui devait protéger ces pièces, pût se dégager et se ranger assez vite pour les défendre. Voyant le danger de perdre aussi les autres canons restés en batterie, les artilleurs piémontais reçurent l'ordre de les sauver en se retirant sous les murs de la ville; ce qu'on ne put faire sans de graves difficultés et des pertes.

Vers midi, le combat avait acquis plus d'étendue et de vigueur. Les Autrichiens, assaillant faiblement l'extrémité de la ligne des Piémontais sur la route de Lodi, réunissaient leurs plus grands efforts contre le centre, placé devant la porte Romaine. Là, l'engagement fut plus vif. Le général Broglia, qui commandait de ce côté, voyant les impériaux augmenter toujours en force, dépêcha le major Marazzani au général Conti pour l'inviter à soutenir sa droite avec les brigades de Savone et de Parme, ce qui aurait fortifié le centre et permis d'attaquer l'ennemi sur le flanc; mais Conti, qui s'était lui aussi retiré sous Milan, ne reçut pas cet ordre. Alors Broglia fit reculer ses troupes jusqu'à la ferme de Casola, et envoya demander des instructions et des renforts au commandant général Bava. Malheureusement, les ordres, ce

jour-là, n'arrivaient à personne, et les aides-de-camp ne pouvaient se hâter, puisque, à en croire leurs rapports, ils avaient besoin de faire des détours longs et pénibles afin d'éviter les canaux et les fossés très-nombreux qui interceptaient le passage. L'ordre de se retirer sous les murs de la ville et d'occuper les tranchées ouvertes devant les portes ne put ainsi arriver au général Broglia qu'à cinq heures du soir.

En arrivant sous la ville, Broglia reçut du général Bava l'ordre d'arrêter les progrès de l'ennemi sur la route de Lodi, en marchant de ce côté avec un bataillon des Gardes et quelques canons. Le combat continua et dura jusqu'à huit heures du soir. La pluie tombait à torrents, la pluie qui avait toujours fait peur aux généraux du roi; au bruit du canon se mêlait celui du tonnerre. Les Piémontais entrèrent dans la ville et campèrent sur les boulevards. Les soldats s'étaient battus avec une valeur qu'on ne leur aurait pas supposée après tant de désastres. Les citoyens de Milan les plus résolus avaient, eux aussi, montré du courage, pendant que dans la ville on ne cessait de faire retentir les cloches et que le peuple travaillait aux barricades. Charles-Albert avait pris part, comme toujours, au combat, et il s'était trouvé si près des chasseurs et de l'artillerie des Autrichiens, que la mitraille avait tué ou blessé à ses côtés trois officiers et plusieurs carabiniers. Mais les généraux avaient assez prouvé qu'ils étaient fatigués de la guerre. Ils n'avaient pas profité d'un terrain en tout sens coupé et encombré de plantations, pour y élever des travaux de défense; l'ennemi avait librement agi là où ils n'avaient pas su déployer leurs régiments; ils avaient laissé leurs soldats sur la route de Lodi, réduits à soutenir un semblant de bataille, n'avaient pas envoyé de secours aux combattants, les avaient laissé assaillir sur le flanc sans les secourir, avaient permis qu'on enlevât les canons, et s'étaient retirés par la seule crainte de perdre les autres. Il semblait qu'on eût cherché dans ce combat le moyen d'arriver à un but qui n'était certainement pas celui de vaincre. Lorsque le combat eut cessé, le roi entra dans la ville et occupa la maison Greppi.

En présence de ces nouveaux désastres, le comité, sans s'a-

dresser au commissaire du roi, ordonna de battre le rappel, de sonner toutes les cloches dans et hors la ville, et fit distribuer aux citoyens des armes, que le général Sobrero conservait avec soin dans les magasins. Les gardes nationaux s'assemblèrent; les vieillards, les femmes, les enfants, continuèrent à construire des barricades; à minuit, toute la ville était dans un chaos inextricable. Toute tristesse s'était dissipée; la torpeur qui avait envahi les esprits après la malencontreuse affaire de l'annexion, avait cédé la place à une activité fébrile; il semblait que ce jour-là n'était pour les Milanais que le sixième jour du combat qu'on avait interrompu en mars.

De son côté, Charles-Albert crut que le moment de traiter avec Radetzky était arrivé. A la fin du combat, et avant de se rendre à la maison Greppi, il avait parcouru et observé toute cette partie des murailles qui était défendue par les troupes lombardes et par les gardes nationaux de Milan. Les écrivains dévoués au roi assurent qu'il n'y trouva pas de troupes de ligne ni de gardes nationaux prêts à se battre, mais seulement *un petit nombre de plébéiens* armés de fusils et épars de tous côtés comme des sentinelles; qu'il vit qu'on commençait à peine à fortifier les autres portes; qu'en arrivant au château, il rencontra un bataillon régulier de Lombards, *vêtus de toile;* qu'il examina les barricades et s'aperçut qu'elles ne pourraient résister au canon; qu'en entrant en ville, il remarqua que *toutes les maisons des riches* étaient fermées, signe évident que leurs maîtres étaient sortis de Milan par horreur de la guerre; qu'il vit tout le reste de la population *tranquille et indifférent au sort de la ville;* qu'enfin, arrivé au palais Greppi, il fut demandé au roi s'il consentirait à avoir près de lui des gardes nationaux, et que le roi ayant consenti, on reçut l'avis que, *dès le matin*, la garde nationale s'*était dissoute;* qu'on n'assigna, par conséquent, au roi d'autre garde qu'une poignée *des plus redoutables républicains;* qu'il parut alors évident à Charles-Albert que si les Autrichiens eussent attaqué la ville pendant cette nuit, ils y seraient entrés facilement et que l'armée *et les citoyens tranquilles* auraient été exposés à une ruine complète.

Qui peut dire les efforts incroyables, les mensonges effrontés, les invraisemblances et les contradictions les plus téméraires que des écrivains, panégyristes de tous les hommes qui peuvent les récompenser de leurs bassesses, accumulent audacieusement pour laisser croire que la reddition de Milan fut une nécessité à laquelle Charles-Albert dut obéir! Attendons encore un peu, et nous les verrons changer de langage avec l'à-propos de la flatterie. L'esprit de parti peut être profitable, mais il est un voile trop léger pour qu'on puisse, de nos jours, en couvrir la vérité. Ici surtout la vérité est trop évidente : le roi avait tenu sa promesse; il avait dit vouloir défendre Milan et il l'avait fait. L'escarmouche que nous venons de raconter, voilà sa défense de la ville. Maintenant, il ne devait plus rien aux Milanais; il pouvait les livrer à l'ennemi pour garantir le salut de son armée; seulement, il fallait exécuter cela tout doucement, très-adroitement, avec la ruse d'un homme formé à l'école des Jésuites.

Mais ne perdons pas encore de vue les partisans du roi. *Ayant reconnu l'impossibilité,* disent-ils, *de défendre la ville,* le roi réunit, dans la nuit, ses généraux en conseil pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire. Nous avons un témoignage irrécusable qui déchire ce voile d'imposture; voici ce que le général Bava nous fait connaître : « Appelé au palais, écrit-il, je m'y rendis immédiatement, en passant à travers *mille barricades* que les habitants construisaient *joyeusement,* et auxquelles on travaillait *avec une ardeur qui m'étonna*. Je vis *une foule* de citoyens apporter des vivres à nos soldats, les consoler, leur verser de l'eau-de-vie et leur apprêter du feu pour sécher leurs habits mouillés par la pluie. Les soldats, bien que fatigués et entièrement trempés d'eau, étaient néanmoins contents et pleins d'enthousiasme pour la défense de la ville. » Voilà donc les préparatifs militaires du peuple et la sympathie réciproque des Milanais et des soldats piémontais. Cette sainte ardeur n'animait pas les chefs de l'armée, qui se tenaient à l'écart, ni les riches de Milan, qui avaient fui et avaient ainsi prouvé combien ils préféraient la conservation de leurs richesses à l'honneur de la patrie commune : le roi, protecteur de l'aristocratie milanaise,

n'avait plus personne à défendre à Milan, puisqu'il n'y était resté que des bourgeois. « Le conseil se réunit, poursuit Bava, et l'on entendit dire que nous n'avions plus notre grand parc d'artillerie, *dirigé par nous-mêmes sur Plaisance, avant de nous rendre à Milan;* que nos troupes avaient consumé dans le combat de ce jour *le peu de munitions qu'elles avaient apportées avec elles;* qu'il y avait dans la ville *quelques* provisions de poudre, mais sans projectiles, surtout pour les canons; que, quant aux vivres, il n'y en avait que pour *peu de jours;* que le Trésor ne possédait que 120,000 francs. Ces rapports fâcheux firent sentir à tous l'impossibilité d'une défense longue et honorable. Les généraux n'hésitèrent pas alors à déclarer unanimement qu'il fallait, dans ces circonstances, se mettre *le plus tôt possible* en communication avec le maréchal Radetzky, et *lui proposer* la reddition de la ville, le roi s'engageant à rentrer *sur-le-champ* avec l'armée dans ses États. En effet, on envoya les généraux Lazzari et Rossi, qui rencontrèrent le maréchal à Sandonato, et ils tombèrent *facilement* d'accord avec lui, *puisqu'on avait à la reddition de la ville un intérêt réciproque.* »

Ces mensonges devaient plus tard servir à anéantir le crédit du Piémont, la dignité de la monarchie, l'autorité de Charles-Albert. Par eux, les peuples devaient envenimer leurs haines, les partis se diviser davantage, et l'on devait entendre d'un côté élever au ciel l'héroïsme du roi de Sardaigne, de l'autre flétrir sa trahison. Dans ce conseil de guerre rassemblé à Milan, personne ne se trompait sur la fausseté des rapports, mais il y avait un acquiescement commun à se laisser croire trompés. Tous étaient incertains et inquiets. Charles-Albert, vacillant entre une couronne qui lui échappait et une couronne qui lui tremblait sur la tête, entre des espérances vainement nourries et des craintes nouvellement soulevées, était agité par des doutes et des regrets; ses conseillers couronnaient par une lâcheté l'incapacité militaire qu'ils avaient constamment déployée dans la guerre. Fuir, c'était le désir commun et surtout le désir secret, quoiqu'il dût avoir des conséquences ruineuses. L'ennemi se trouvait arrêté par un château, par des soldats et un peuple

immense qui étaient également prêts à périr, par le soulèvement des campagnes et par de nombreuses légions qui s'approchaient de toutes parts; les Autrichiens ne possédaient pas plus de terrain qu'en occupait leur camp. Il n'y avait pas de raison pour fuir; mais les traîtres étaient chassés par leur conscience.

Le peuple, les gardes nationaux et les soldats piémontais s'encourageaient les uns les autres à la défense; l'enthousiasme les avait tous gagnés, et, s'embrassant, se serrant les mains, ils remplissaient la ville de ce cri : *Mort aux Croates!* Dans ce moment même, ils étaient vendus. Cela ne suffit pas; on en vint à une coupable dissimulation. Charles-Albert fit informer le comité de la guerre que la défense des boulevards était empêchée par quelques maisons de campagne qu'il fallait brûler : ses généraux traitaient alors avec Radetzky. La réponse des membres du comité fut qu'ils s'étonnaient que le roi pût douter de l'acquiescement des citoyens à tout sacrifice. Alors, on mit le feu à quelques bâtiments. Les citoyens, ne pensant pas que ce fût un acte de vandalisme, mais une mesure énergique de défense, acclamèrent l'incendie au cri de : *Vive l'Italie!* et l'on en vit quelques-uns mettre le feu à leurs propres maisons, sans prendre le temps d'en enlever le mobilier.

Les albertistes prétendent que l'incendie de quelques bâtiments *fut proposé* au roi comme utile à la défense des boulevards, et que le roi, tout en approuvant la mesure, ne voulut pas en prendre la responsabilité, et fit demander la permission du comité. Ils ajoutent que le roi, bientôt après, voyant la défense impossible, désapprouva les incendies, qui, néanmoins, continuèrent par l'œuvre *de quelques exaltés qui voulaient entraîner le peuple à une résistance désespérée, de quelques espions de l'Autriche, et d'un certain nombre de malfaiteurs qui, en causant cette ruine, espéraient obtenir de Radetzky le pardon de leurs crimes.*

Mais les incendies continuèrent pendant toute la nuit et le matin suivant; et Charles-Albert les désapprouva si peu, que ses officiers mêmes, jusqu'au dernier moment, furent à la tête des incendiaires. Qu'on remarque, en outre, que cette œuvre de

destruction ne pouvait être accomplie en vue de la défense des boulevards, parce que les bourg contigus à la ville n'étaient pas construits en bois comme les maisons de Moscou, mais en pierre très-solide, et l'on ne pourrait expliquer de quelle manière l'embrasement des portes, des fenêtres, du mobilier et du toit devait empêcher l'ennemi de se cacher derrière les murs restés debout et d'y pratiquer des meurtrières. En réalité, il ne s'agissait pas d'enlever tout abri à un ennemi avec lequel on traitait pour la paix, mais de lui faire toujours craindre une résistance énergique de la ville, afin de faciliter cette paix; d'un autre côté, il s'agissait d'intimider dans la ville tous ceux qui tenaient à leurs propriétés. Ah! voudrait-on laisser croire que des incendies dirigés par les officiers du roi étaient l'œuvre des espions de l'Autriche, ou que les Milanais brûlaient leurs maisons pour se faire pardonner par Radetzky?

La vue des flammes et le son incessant des cloches mirent, en effet, en grande appréhension Radetzky et ses généraux. Ils virent en cela une confirmation de ce qu'ils avaient craint, c'est-à-dire que la marche de Charles-Albert sur Milan n'avait été qu'un mouvement stratégique tendant à les éloigner de leurs forteresses et à les attirer au milieu d'un vaste soulèvement. Il est certain que le maréchal fit parcourir le pays pour savoir si l'on entendait les cloches dans les villes placées sur ses derrières. Pendant cette nuit, Garibaldi et Mazzini, suivis de 5,000 volontaires et d'une troupe de montagnards armés, étaient arrivés à Monza; Brescia, Peschiera et toutes les collines du Bressan envoyaient des secours à Milan; de nombreuses colonnes prenaient aussi la campagne, sortant de Venise et de Bologne; même le comté de Crémone, gardé par 3,000 Autrichiens seulement, se remuait; à Milan, le peuple et les soldats ne rêvaient que de la bataille du lendemain : le moment semblait venu de prouver ce qu'une nation peut accomplir. L'arrivée des parlementaires du roi vint opportunément effacer tous les soucis de Radetzky.

Enfin, dans le cours de cette même nuit, les soldats piémontais défilaient dans la ville, entouraient les murs, prenaient

possession de toutes les portes. Il semblait que c'était des préparatifs de bataille; les soldats le croyaient, et les citoyens aussi. Quoi encore! Le roi se présentait en personne au milieu des citoyens et les excitait à prendre confiance en lui. Lorsqu'il rentra au palais Greppi, vers six heures du matin, le 5 juin, les généraux Lazzari et Rossi arrivaient en disant que le vieux maréchal avait agréé les propositions du roi quant à ses troupes; mais qu'à l'égard des Milanais, Radetsky *ne pouvait rien leur promettre,* si ce n'est qu'il les traiterait favorablement s'ils ne préféraient pas se retirer avec l'armée piémontaise. Enfin, il avait conclu en disant ne pouvoir faire davantage sans le consentement de son gouvernement, *qui le désavouerait probablement pour ce qu'il venait de faire.* Le roi jugea ces conditions acceptables! Cela suffit pour définir la situation.

Le 5 au matin, la ville était préparée à un assaut; les citoyens se trouvaient sous les armes, on avait pris des mesures pour les soins à donner aux blessés. L'incendie fumait encore autour de la ville. Mais le canon se taisait, et une agitation triste et morne se manifestait dans les rangs des bataillons du roi. A 9 heures, on invita les membres de la municipalité à se rendre au palais Greppi, et, quelques instants après, on y appela aussi les membres du comité de la guerre et les chefs de la garde nationale. Ceux-ci rencontrèrent dans l'antichambre le comte Resta, qui, les larmes aux yeux, leur annonça vaguement de grands malheurs; mais, introduits dans un salon où se trouvaient réunis Salasco, Pareto, Bava, Olivieri et d'autres généraux, ils y furent reçus avec une cordialité inusitée, des sourires et des serrements de main. Puis, Olivieri commença avec placidité à dire que la ville n'avait pas de vivres, de munitions, de défenseurs, puisque la plupart de ses soldats volontaires étaient ailleurs; qu'elle n'avait pas de fortifications, puisqu'il n'y avait que des boulevards et quelques tranchées devant les portes; qu'une place sans fortifications et sans armée ne s'était jamais défendue contre un ennemi redoutable qui voulait s'en emparer à tout prix; que l'armée piémontaise, dépourvue de munitions, privée du grand parc d'artillerie, et *vaincue avant même de*

combattre, ne pouvait que s'exposer à une ruine complète, *ce qui priverait l'Italie de l'unique soutien de ses espérances.* Il conclut que, dans le but unique *de sauver Milan,* le roi s'était obligé à la rendre à l'ennemi. Par conséquent, il fit entendre que l'armée royale se retirerait au-delà du Tessin; que, *une heure avant* de quitter Millan, *elle* mettrait l'ennemi en possession d'une des portes de la ville; que, quant aux citoyens, le maréchal *ne garantissait rien;* qu'il promettait de les traiter *avec équité,* mais qu'il craignait *d'être désavoué* par son gouvernement; qu'il accordait pourtant aux citoyens la permission, *jusqu'à six heures du soir,* de suivre, *par la route de Magenta,* l'armée du roi.

L'étonnement et la colère arrêtèrent la parole sur les lèvres des auditeurs. Ce signe d'improbation fit perdre patience au ministre Pareto, qui dit : « Mais vous voyez bien qu'il est inutile de lutter contre la nécessité; l'intervention française même, que vous attendez, n'est pas certaine, et, en tout cas, l'armée française ne pourrait arriver ici avant un mois. » Restelli, membre du comité, s'efforça de prouver que la ville était suffisamment pourvue de vivres, de munitions et d'argent, et qu'elle devait se défendre, soutenue ou non soutenue, ne fût-ce que pour sauver son honneur. Mais Pareto lui coupa la parole, en disant : « Je vous répète que Milan n'a pas de munitions. Une ville qui voulait être défendue devait-elle rester dépourvue de munitions? — Maintenant, je vous demanderai, à mon tour, s'écria Paul Bassi, comment un roi qui promet de s'enfermer dans une ville pour la défendre, y arrive sans munitions et envoie ailleurs son parc d'artillerie? »

Restelli s'adressa alors au général Zucchi, qui avait le commandement des gardes nationaux, et lui dit : « Je m'aperçois qu'il s'agit d'un fait accompli et que nous n'avons rien à attendre du roi et de ses généraux. Mais puisque Milan a donné le premier exemple de patriotisme dans cette guerre, il en donnera le dernier, et ses cendres couvriront nos cadavres. Zucchi, vous êtes notre commandant; nous abandonnerez-vous? » Zucchi, secouant froidement la tête, répondit : « Qu'aurez-vous gagné

lorsque les cendres de cette belle ville auront couvert vos cadavres? » Voilà l'égoïsme qui cherche à étouffer tout sentiment généreux, toute dignité humaine ou nationale, en les rabaissant au niveau d'un calcul de banque. Olivieri et Pareto approuvèrent les paroles de Zucchi; Maestri, Besana et Bonetti, membres du comité, se mirent du côté de Restelli. Mais Pierre Bassi, qui était maire de Milan, déclara qu'on ne pouvait rien sans l'armée, et qu'il ne fallait pas, par un vain héroïsme, permettre qu'une si belle cité fût mise à feu et à sang. Malheureuse Italie, qui a de *si belle cités,* et des maires qui rejettent l'héroïsme pour sauver des œuvres d'art! L'art, c'est la seconde papauté de l'Italie; c'est par lui aussi qu'elle appartient à tout le monde. Pourquoi ne ferait-on pas du Colisée un grenier, si l'Italie pouvait à ce prix briser ses chaînes? Et ses monuments ne sont inviolables que pour ses enfants : ils n'ont pas arrêté l'étranger qui est venu asservir le pays.

L'opinion de la première autorité de la ville fit pencher la balance du côté des généraux.

Capretti, major de la garde nationale, demanda alors pourquoi on les avait appelés. Ce n'était pas pour tenir un conseil, puisqu'il s'agissait d'une chose déjà faite. Était-ce parce que le roi n'osait prendre sur lui la honte de la capitulation, et voulait en reverser sur eux la responsabilité en face du peuple? Il soutint que le roi devait lui seul s'en déclarer l'auteur. Tous les autres citoyens acclamèrent ces paroles, et Pareto dit qu'il allait sur-le-champ en parler au roi. Sur ces entrefaites, on demanda au général Olivieri pourquoi on n'avait pas mis un mot dans la capitulation pour garantir les soldats lombards, les gardes nationaux et les citoyens compromis. Olivieri, après de longs détours, finit par dire que les Lombards pourraient suivre l'armée en qualité de particuliers. Capretti lui répondit : « L'annexion étant acceptée, nous avons le funeste privilége, dont personne à coup sûr ne voudra se prévaloir, de considérer nos soldats et nos gardes nationaux comme une seule et même chose avec l'armée piémontaise. Quant aux citoyens, ne sont-ils pas les sujets du roi? Le roi livrerait-il ainsi à l'ennemi ses

Turinois? » Olivieri ne put qu'assurer qu'il diviserait l'armée en trois colonnes, en plaçant au milieu les gardes nationaux qui voudraient partir. Capretti répondit que si la majorité de son bataillon consentait à émigrer en Piémont, il la suivrait; dans le cas contraire, il prendrait une direction plus favorable à sa sûreté et à l'intérêt de la patrie. Mais Olivieri, s'adressant aux autres généraux, leur dit : « Voilà un cas nouveau. Le major prétend que les Lombards pourront se rendre où il leur plaira, par exemple en France. Je crois qu'il n'en est pas ainsi. La retraite de notre armée nous a été accordée à la condition que les Lombards nous suivraient par la route de Magenta. Qu'en pensez-vous? » Les généraux répondirent que cela n'admettait pas de doute.

On s'impatientait d'attendre le ministre Pareto, qui ne revenait pas avec la décision du roi. On sut que le roi allait partir. Tous se séparèrent à la hâte.

Un bruit sourd de la capitulation circulait déjà dans la ville; ceux qui en savaient quelque chose n'y ajoutaient pas foi. Pour faire paraître faux ce bruit, trois officiers du génie piémontais, suivis par dix soldats et par le citoyen qui commandait la garde nationale à Porta Nova, mettaient le feu, à midi, à la maison de Scotti, et voulaient aussi brûler tout près de là le bureau d'un négociant, lorsqu'un autre citoyen, qui savait parfaitement que la reddition était déjà conclue, s'interposa en disant qu'ils devaient au moins épargner les registres d'une honnête négociant, et que ces ruses militaires étaient infâmes, puisque le roi avait capitulé. Les officiers s'éloignèrent et allèrent ailleurs brûler les maisons de Regazzoni, de Castiglioni, de Bellezza. Ces incendies conservaient l'illusion dans la multitude, et l'on était si loin de croire à la reddition, que ceux qui voulurent les premiers en parler furent tués comme des traîtres et des espions de l'Autriche. Montignani, directeur d'un journal, pour avoir annoncé comme possible la reddition, fut arrêté, et quoiqu'il demandât avec instance à être transporté sur le boulevard, où il serait au moins tué par l'ennemi, on allait le fusiller lorsqu'un capitaine des gardes arriva à propos pour le sauver. La multitude laissait

faire, ne comprenant rien. Quelques-uns de ceux qui avaient eu le plus de confiance étaient en proie à une rage désespérée. Lorsqu'on fut certain que la nouvelle était vraie, *les cris de trahison,* s'écrie l'historien Farina, toujours serviteur dévoué, *s'élevèrent jusqu'au ciel! Ce fut le moment propice aux républicains, amis de Radetzky, pour exciter un peuple généreux contre le roi, qu'on osait appeler traître, etc.* Peut-on plus lâchement railler la juste douleur d'un peuple trahi! Lorsque le roi disait aux Milanais : *Armez-vous, il vaut mieux mourir que de céder!* combien n'auraient-ils pas été coupables, si, en se jetant sur leurs armes, ils n'avaient pas été prêts à mourir! Mais il plaît au roi de capituler secrètement : cet acte courageux des citoyens est une rébellion, ce désir de mourir en face de l'ennemi est un crime! Pour ces gens abjects qui servent et qui s'indignent contre ceux qui refusent de se vautrer dans la même fange qu'eux, les vertus du peuple sont presque toujours la résignation et la patience; ce sont aussi quelquefois l'amour de la patrie et l'héroïsme, mais c'est quand ils sont commandés.

Les Milanais protestèrent énergiquement contre l'acte de reddition; ils couraient comme des furieux par la ville, avec les larmes aux yeux et le désespoir dans l'âme. *Nous voulons mourir,* s'écriaient-ils; *mille fois la mort plutôt que de revoir les Autrichiens!* Quelques soldats piémontais, ne croyant pas à la capitulation, se mêlaient au peuple et le priaient de se tranquilliser. Mais on vit des officiers qui arrachaient avec colère leurs épaulettes, en criant qu'ils voulaient mourir avec le peuple. Dès ce moment on n'entendit plus sur tous les points de la ville que ce cri : *Vive les Piémontais! Malédiction à Charles-Albert!* Anelli, Litta, membres de l'ex-gouvernement provisoire, et Cantù, essayèrent de calmer les esprits, en disant aux citoyens que, pour sauvegarder leur honneur, il leur fallait protester contre la reddition; mais qu'ensuite se soumettre c'était leur gloire. Ils publièrent une proclamation ainsi conçue : « La protestation est digne des héros des cinq journées. L'honneur a été sauf. Maintenant, il faut envelopper d'un voile le drapeau tricolore et baisser humblement la tête devant le destin. On fait espérer à

ceux qui voudront rester à Milan qu'ils seront épargnés. Dieu veuille que la promesse ne soit pas menteuse! Mais vous, jeunes gens robustes qui pouvez manier un fusil, sachez que la patrie n'est pas perdue avec la ville. Fuyons tous avec nos armes; fuyons sur les pas de cette armée piémontaise qui s'éloigne avec regret d'un pays qu'elle avait juré de rendre libre. L'Europe sera étonnée de notre héroïque résolution. Nous tiendrons élevé, sur la terre de l'exil, le drapeau que nous plantâmes sur les barricades... A six heures, trouvez-vous tous réunis sur la place d'armes, pourvus de fusils et de courage. En donnant le dernier adieu à cette terre sacrée, nous crierons : *Vive l'Italie libre et indépendante!* »

On serait disposé à croire que cette proclamation, pour ne pas être ridicule, n'exprime qu'une amère ironie contre ce roi qui ne tient pas ce qu'il a juré, contre ces jeunes gens robustes qui ne doivent avoir la force de manier un fusil que pour fuir courageusement, et surtout contre l'Italie qu'on raille indignement en l'appelant libre et indépendante, au moment où on la laissait trahir et tomber dans l'esclavage. Cette proclamation, digne des eunuques du modérantisme italien, excita davantage la colère généreuse des Milanais. Ils accourent au palais Greppi, renversent, brisent les voitures préparées pour le départ du roi, veillent autour des portes du palais, barricadent les rues, font retentir les airs de leurs menaces et de leurs cris furieux. En ce moment se fait entendre une terrible explosion qui fait trembler la terre : ce sont les poudrières de la ville qui viennent de sauter. On a voulu enlever au peuple la dernière ressource qu'il eût pour se défendre. « On dut à un traître, écrit un officier piémontais, la perte des munitions qui se trouvaient dans les poudrières. *Du reste, la capitulation était signée.* » Mais cela ne suffit pas pour intimider la multitude furieuse, qui se presse autour du palais Greppi en jetant l'anathème sur le nom du roi. Quelques généraux veulent se montrer au balcon pour calmer les esprits; on les accueille à coups de fusil. On a prétendu qu'une balle toucha le roi à la gorge. Ce tumulte affreux était un déplorable excès; mais on l'avait voulu.

Le peuple secoue violemment les portes du palais et réussit à abattre la principale : une foule immense, poussant des hurlements frénétiques, se précipite dans la cour, dans les escaliers, et veut pénétrer dans les appartements du roi; mais la garde nationale, les carabiniers et quelques citoyens opposent une si vive résistance, qu'on en vient enfin à un accord en vertu duquel deux citoyens seulement devaient entrer et parler à Charles-Albert. Une députation est donc introduite auprès de lui; après la première, il en vient d'autres : tous expriment avec une extrême animation, mais avec respect, leur désir d'indépendance, leur résolution de s'ensevelir sous les ruines de Milan. Le roi, après avoir hésité et consulté le général Bava, se tourne vers les députations et leur dit : « Eh bien, soit! je vous défendrai si vous promettez de vous battre. — Vous aurez cent mille hommes, lui est-il répondu d'une voix unanime. — Pas de phrases, reprend Charles-Albert; mais battez-vous. »

Quand ces paroles furent rapportées au peuple rassemblé sur la place, ceux qui étaient à portée de les entendre se calmèrent. Mais la résolution prise trouvait des incrédules, et surtout elle n'était pas connue du plus grand nombre. En attendant, les troupes placées sur les boulevards demandaient leur souverain et vomissaient des imprécations contre les Milanais. Ailleurs, quelques citoyens proposaient de garder le roi et ses généraux comme ôtages, jusqu'au moment de la bataille qu'ils auraient engagée contre les Autrichiens; d'autres voulaient que le roi confirmât de sa bouche la promesse de les défendre. Charles-Albert se vit obligé de se montrer au balcon. Malheureusement, tous ceux qui l'y voient ne savent pas pourquoi il y vient; de là des insultes mêlées aux applaudissements. La voix de Charles-Albert étant naturellement faible, il fait crier par le général Bava, que, admirant le courage des citoyens, il est résolu à verser avec eux tout son sang et celui de ses fils. Cette déclaration verbale ne paraît pas suffisante au peuple, et l'on demande l'impression de la promesse royale. On imprime et on publie en quelques instants la proclamation suivante : « L'énergie avec laquelle *toute la population* se déclare opposée à toute idée de

transaction avec l'ennemi, m'a déterminé à poursuivre la lutte malgré la difficulté des circonstances. Je reste au milieu de vous avec mes fils. » Le peuple se tranquillisa.

Les Milanais étaient décidés à une lutte désespérée, et la présence de 25,000 soldats au milieu d'eux n'avait pu qu'augmenter leur résolution. On pouvait donc tenter ce dernier moyen de salut. Mais c'était s'éloigner du but que Charles-Albert voulait atteindre. D'ailleurs, la guerre stratégique était finie; il ne restait plus qu'à faire une guerre nationale, dans laquelle il ne convenait peut-être pas à un roi de s'engager. Charles-Albert pouvait donc se refuser à y prendre part; mais à quel titre se permettait-il de livrer de sa main Milan à Radetzky? On a dit que l'âme si tendre du roi ne put supporter que les habitants, bien qu'ils fussent résolus à se défendre, défiassent seuls la colère et la vengeance d'un ennemi barbare; mais qu'y a-t-il de plus barbare et de plus égoïste que de traiter une capitulation en faveur de l'armée sarde, sans stipuler un mot de garantie pour la population et les soldats lombards?

Les nouvelles promesses de Charles-Albert n'avaient été qu'une nouvelle dissimulation. Voulant profiter de l'effet produit par ses paroles, prononcées dans le but d'apaiser le peuple pour faciliter son départ, il en hâta les préparatifs secrets comme ceux d'une fuite, et ordonna au général Bava d'aller chercher une escorte de soldats pour sa sûreté personnelle. Bava vit sur la place que le peuple ne voulait livrer passage à personne; il sut habilement lui faire croire que le roi se disposait à exterminer l'ennemi; *qu'il allait prendre des dispositions pour la bataille, et qu'on ne pourrait pas la livrer si on le retenait prisonnier*. Le peuple, toujours enclin à la confiance, acclama vivement Charles-Albert. « Je fus alors embrassé, écrit Bava, par des centaines de citoyens, parce que je criais que j'allais faire reprendre les hostilités; ceux qui au contraire ne connaissaient rien de ma mission, me lançaient toutes sortes d'injures. »

On vit bientôt défiler les soldats sur les boulevards, traînant avec eux les fourgons, les canons, les munitions, les équipages du roi. On avait enlevé de l'hôtel de la monnaie quatre millions

de métal fondu, et tout l'or et les objets d'argent que la population avait offerts pour la défense de la ville. Il ne paraissait pas aux Milanais que ce fût là des préparatifs de bataille; un affreux soupçon s'empara des esprits. Quelques citoyens impatients s'élancèrent hors des murs et ouvrirent le feu contre les Autrichiens, qui occupaient lentement les postes laissés libres par les soldats du roi. « Je dus faire les plus grands efforts, dit Bava, pour faire cesser *des bravades aussi inutiles*. » Le général suppliait les citoyens de cesser leur feu, parce qu'ils dérangeaient ainsi le plan de bataille qu'il avait conçu. Les Milanais ignoraient que dans ce moment même les membres de la municipalité et l'archevêque, tombés d'accord avec le roi, et convaincus que l'armée partie, les poudrières sautées, la ruine de Milan aurait été certaine si on persistait dans une défense désormais impossible, allaient chez Radetzky pour demander le maintien de la capitulation stipulée, et un plus long délai pour ceux qui voudraient émigrer. Radetzky, auquel ce délai convenait aussi, puisqu'il donnait au désordre le temps de s'augmenter à Milan et permettait à la terreur de se propager en Lombardie, promit que les Autrichiens n'entreraient dans la ville que le lendemain 6 août, à midi. Il exigea que le roi leur livrât la porte Romaine à huit heures du matin.

Les chefs de la municipalité, rentrés en ville, s'avancèrent sur le balcon du palais Greppi pour déclarer que la capitulation avait été confirmée et que Radetzky donnait jusqu'au lendemain matin à tous les citoyens pour sortir de la ville. Cette nouvelle, qui annonçait à la population la ruine définitive de ses espérances, poussa sa colère jusqu'au paroxysme. Le roi foulait aux pieds une seconde fois ses promesses. La foule, maudissant son nom, se jette avec une terrible impétuosité sur le palais Greppi, tire des coups de fusil, et cherche par la violence à y pénétrer. On met le feu aux portes, on applique des échelles contre les murs. On a dit qu'on avait voulu attenter à la vie du roi. On ne peut douter, en effet, que si le peuple l'eût eu en ce moment dans ses mains, il l'aurait mis en lambeaux. Charles-Albert aurait pu se dégager en appelant à lui ses soldats. Devait-il se

couvrir aussi de cette gloire? Du reste, un combat engagé dans les rues de Milan, pendant la nuit, aurait été probablement fatal aux soldats. Le roi n'aurait eu alors d'autre ressource que celle d'appeler Radetzky à son aide, et Radetzky y serait accouru.

Charles-Albert ne voulut pas qu'on répandît de sang. En ce moment, le général Bava avait rejoint les troupes, qui, sachant le roi en danger, voulaient entrer à toute force dans la ville pour le sauver. « Quel spectacle, s'écrie Bava, aurions-nous présenté à l'Europe, si Radetzky fût arrivé avec son armée, au milieu d'un combat fratricide, *pour rétablir l'union* dans une famille *composée d'éléments si contraires?* » Charles-Albert, au milieu du danger, se montrait résigné et tranquille; ses courtisans pâlissaient. Deux officiers des plus hardis, Losio et Arrivabene, résolurent de s'ouvrir à tout prix un passage. L'officier Doria s'unit à eux. Se traînant sur le mur du jardin Greppi, ils parvinrent à pénétrer dans la maison Stanrenghi, qui donnait sur la place Saint-Jean. Le roi et sa suite réussirent par le même chemin à sortir sans être vus de la place; un certain nombre de gardes et de carabiniers protégeaient la fuite de Charles-Albert.

Il était dix heures du soir. Le général Bava, qui se trouvait sur les boulevards avec des troupes, avait fait explorer la direction que le roi avait prise. Puis il alla lui-même furtivement jusqu'à la place Belgioso; là, voyant qu'il y avait peu de citoyens, il courut à la porte Orientale pour prendre des soldats; à son retour, il rencontra le roi qui fuyait à pied par des rues obscures et silencieuses. Charles-Albert était habillé en gendarme et guidait par la main un cheval. Il rejoignit ainsi les Gardes, qui l'attendaient en se cachant du peuple. Il lui fallut de la sorte marcher un mille jusqu'au collége Calchi, près la porte Romaine, où il aurait pu, au besoin, recevoir des secours de Radetzky. « Au moment fixé, poursuit Bava, les troupes se mirent en marche, excepté le bataillon *qui devait livrer à l'ennemi la porte Romaine*. A deux heures, je partis du collége avec Sa Majesté, à pied, et nous nous dirigeâmes vers la porte Vercellina, escortés par les cris de gens furieux qui appelaient le peuple du côté de la même porte pour empêcher la sortie du roi. Nous dûmes

parcourir deux milles le long des boulevards, affrontant les coups de fusils qu'on nous tirait de toutes parts, au bruit de toutes les cloches de la ville, et entourés de ténèbres épaisses, interrompues seulement par les flammes de plusieurs maisons qu'on avait incendiées le matin *par esprit de méchanceté et de rapine.* » Le général, en parlant de sa fuite, oubliait que quelques pages avant, lorsqu'il parle des mesures de défense adoptées le matin, il avait écrit ces paroles : « D'accord avec la municipalité, j'ordonnai l'incendie de plusieurs maisons, afin d'ôter à l'ennemi la possibilité de s'y abriter. » Mais il en est toujours ainsi : appeler sa victime un brigand, c'est la manière ordinaire de justifier un crime.

Le drame ne finit pas devant les portes de la ville. Les paysans, qui ne savaient rien encore de la reddition, accouraient en foule pour défendre Milan. « Nos soldats, écrit Bava, rencontrant *des tourbes* de paysans armés, et ils l'étaient *tous,* et leur nombre était *assez grand,* ne voyaient en eux que des sicaires prêts à égorger le roi; par conséquent, sans dire un mot, ils les attaquaient, les fusillaient, les désarmaient, les terrassaient et les tenaient cloués sous leurs pieds jusqu'à ce que le roi eût passé. »

Les Milanais, placés entre deux ennemis qui avaient avoué qu'ils agissaient par un mobile *d'intérêt réciproque,* acquirent alors la triste conviction qu'il leur était matériellement impossible de résister. Ceux qui avaient fait bon marché de la liberté en vue de l'indépendance, et qui avaient, par suite, fondé leurs espérances sur la force matérielle, restèrent comme des hommes pétrifiés de stupeur. Dans cette horrible nuit, l'anxiété, la rage, le désespoir, et chez plusieurs le repentir, firent perdre la raison à une centaine de citoyens. Toute espérance étant désormais évanouie, on vit dominer dans la multitude la pitié pour les enfants et les femmes et la pensée de son propre salut.

Le 6 août, pendant que Charles-Albert marchait avec son armée vers le Piémont, Radetzky et ses soldats, ayant le myrthe sur leurs casques, prenaient possession de la porte Romaine. Le bataillon piémontais qui y était de garde la rendit; puis, les

officiers des deux armées se donnèrent la main et convinrent de fêter la fin de la guerre dans un banquet commun.

Il régnait dans la ville un silence sombre et farouche. Pendant les dernières heures de la nuit, des citoyens éperdus, pâles, le désespoir dans le cœur, n'avaient fait que courir par la ville sans savoir ce qu'ils faisaient. La pensée de voir une ville si glorieuse tomber dans un état aussi affreux, arrachait des cris, des menaces, des larmes. On se sentait surtout l'âme déchirée par le spectacle qu'offraient les malheureux qui avaient perdu la raison, et qui, les yeux égarés, les habits en désordre, erraient furieux par les rues, poussant des hurlements ou des rires insensés; les uns se félicitant de la victoire, les autres accusant leurs femmes de trahison. Tous les citoyens se hâtaient d'accourir chez eux pour prendre leurs familles tremblantes et se diriger avec elles vers le chemin de l'exil. Pour se soustraire à la vue de l'ennemi, des femmes prirent la fuite en portant leurs enfants au cou, des hommes en portant leurs vieux pères sur leurs épaules, de vieilles mères en versant des pleurs et pouvant à peine suivre les pas de leurs enfants pour aller partager leurs souffrances : 120,000 personnes, les deux tiers de la population, abandonnèrent la ville en prenant à pied, les unes la route du Piémont, les autres celle de la Suisse. Depuis les portes de Milan jusqu'aux Alpes et aux rives du Tessin, une multitude de gens de tout âge et de tout sexe couraient, se pressaient, se lamentaient, pleuraient, criaient, frémissaient, blasphémaient : c'était un spectacle épouvantable. Les soldats mêmes en furent émus; leur colère tombant à la vue d'un si grand nombre de malheureux, ils cherchèrent à les consoler, placèrent sur leurs voitures les femmes et les malades, aidèrent les mères à porter leurs enfants. On ne vit jamais une émigration plus désolante. Et les douleurs des Lombards ne s'arrêtèrent pas là, car ceux qui allèrent en Piémont, en arrivant sur la frontière, se trouvèrent en présence d'autres Croates plus cruels que ceux qu'on avait voulu éviter. Les officiers du roi, pour se soustraire à la haine que les fautes commises pendant la guerre avaient excitée contre eux dans les populations, rejetèrent toute responsabilité sur les trahisons des Lombards;

ils racontèrent les dangers courus par le roi à Milan : les fugitifs lombards furent partout repoussés comme des traîtres à l'Italie et au roi ; à Novare, on alla jusqu'à les frapper.

Voilà l'histoire de la reddition de Milan. Cet événement, enflammant le zèle de l'historien Farini, et lui faisant fouler aux pieds tout un peuple pour arriver à son maître, lui a fait écrire la page suivante, que je transcris uniquement parce qu'elle prouve parfaitement quel a été en Italie le grand parti des modérés : « Le roi se sauva des mains des assassins qui voulaient attenter à sa vie. Cette race, dont les actes abominables fatiguaient la patience de Dieu, mérite d'être marquée du sceau de l'infamie, qu'elle soit ou la fille des sectes républicaines ou d'un groupe de sicaires payés par l'Autriche. Comment appeler autrement ceux qui, au sein des calamités de l'Italie vaincue, attiraient sur elle la malédiction de Dieu en dirigeant leurs armes contre les poitrines de leurs frères qui étaient venus en Lombardie verser leur sang pour la cause de la liberté commune, et en demandant la mort du premier roi qui, dans le cours des siècles, ait fait à cette terre malheureuse le sacrifice de sa vie, de sa gloire, de son trône, de ses enfants? Il faut espérer qu'aucun parti, aucune secte n'a été coupable de ces méfaits, et qu'on doit, pour l'honneur de l'Italie, les attribuer à la fureur aveugle d'une poignée d'hommes sans aveu, rassemblés par la peur, par la cupidité, par l'or de l'ennemi. »

Cependant, on n'avait pas élevé dans Milan un seul cri politique. Tous n'avaient demandé que la guerre, et Charles-Albert l'avait deux fois promise ; et les sicaires achetés par l'or autrichien ne voulaient que verser le sang autrichien ; et cette poignée d'hommes sans aveu se composait de 120,000 habitants, qui, n'ayant pas trouvé la mort dans leur ville, préférèrent la quitter plutôt que d'y vivre sous la domination étrangère. Je pourrais bien admettre que la défense de Milan était impossible ; mais la ville appartenait aux citoyens, et Charles-Albert ne devait pas la livrer à l'ennemi pour n'assurer que sa retraite. Les Milanais n'avaient pas eu besoin de Charles-Albert pour secouer le joug étranger ; ils n'avaient pas besoin de lui pour trouver la mort

sur le sol de leur patrie. Leur enthousiasme, dira-t-on, était aveugle? Mais pourquoi flétrir ainsi l'enthousiasme d'un peuple, ce fort et ardent amour de la patrie qui a signé dans les pages de l'histoire les noms immortels de Sagunte, de Saragosse, de Missolonghi? D'ailleurs, Charles-Albert devait-il accompagner sa capitulation de tant de fausses promesses et de dissimulations, qui seules suffiraient à la rendre indigne, quand même elle aurait été inévitable? Cependant, Farini ne trouve pas un mot de blâme pour ce tas de mensonges et de lâchetés. En revanche, il ne voit qu'un acte de scélératesse dans l'enthousiasme qui pouvait au moins sauver l'honneur de l'Italie; il ne craint pas d'employer les injures les plus grossières pour frapper de honte un peuple qu'on a empêché de mourir avec héroïsme. Cet historien devait-il, pour défendre son idole, ravir aux Lombards, après qu'on leur avait déjà ravi leur patrie, jusqu'à la partie du monde qui pouvait les consoler dans l'exil? Il est vraiment dommage que Farini n'ait pas été au service d'Ali-Tebelen : il aurait eu aussi une page à écrire contre ces autres scélérats de Pargagnotti.

CHAPITRE XIII.

Situation du Piémont au moment où Charles-Albert y rentre avec son armée. Débats dans les chambres; mouvements populaires; menées des réactionnaires; indiscipline des soldats. Proclamation du roi qui assure la conservation du statut. Armistice Salasco et ses conséquences. Projets guerriers d'un comité républicain, présidé par Mazzini à Lugano. Reddition de Peschiera et de Brescia. Célèbre retraite du général Durando. Exploits de Garibaldi. Venise; le peuple chasse les commissaires du roi et rappelle Manin au pouvoir. Les soldats et les navires sardes abandonnent Venise. Jugement sur la campagne de 1848.

Voyons quelle était la situation du Piémont au moment où Charles-Albert y rentrait avec son armée en désordre.

Lorsque nous avons abandonné Turin, le ministère donnait sa démission à cause du vote de la chambre, favorable à la création d'une consulte lombarde qui devait siéger jusqu'à ce qu'on eût rassemblé la constituante. Nous avons vu aussi que, lorsque Charles-Albert se trouvait sous Mantoue, le 23 juillet, une députation lui fut envoyée pour l'entretenir de la formation d'un nouveau cabinet. Ce nouveau ministère fut composé de telle sorte, que tous ceux qui avaient le plus travaillé dans la haute Italie au triomphe de la politique du roi, y eurent une première récompense. Le célèbre Casati de Milan eut la présidence, Durini de Milan, Paleocapa de Venise, Pareto et Rici de Gênes, Gioja de Plaisance, Rezza, Lisio, Ratazzi et Collegno du Piémont, furent faits ministres. Gioberti fut nommé ministre sans portefeuille.

Ce cabinet hétérogène devait employer ses forces à se combattre lui-même. Les nouveaux sujets du roi, qui n'avaient pas entendu se donner sans conditions, comptaient sur la convocation de la constituante du royaume de la haute Italie; ils avaient de leur côté les députés piémontais du parti avancé, c'est-à-dire la minorité de la chambre. La majorité municipale, représentée par Pinelli, ne voulait pas d'une constituante qui pouvait tout

remettre en question. La formation d'une constituante était un acte révolutionnaire, et les anciens sujets de Charles-Albert n'admettaient pas que les nouveaux venus pussent les mettre en révolution. Cependant, la constituante était l'œuvre de Charles-Albert; il y avait consenti pour obtenir l'annexion de la Lombardie et de la Vénétie. La responsabilité de cet acte révolutionnaire remontait donc jusqu'à lui, et ses anciens sujets, en s'y opposant, venaient se déclarer rebelles pour ne vouloir pas être des révolutionnaires. Voilà comment Charles-Albert, par son ambition inopportune, avait apporté la confusion et la guerre dans ses propres États.

Dans ce moment, la nouvelle des désastres de l'armée arrivait à Turin. Le peuple s'agitait, et, se rassemblant dans les rues, sur les places, demandait des mesures énergiques; sous les balcons du ministère on criait : *Aux armes! Au combat!* On élevait des imprécations et des menaces devant les maisons des aristocrates dévoués à l'Autriche. On sut que le comte de Castagneto, secrétaire du roi, était arrivé à Turin; le peuple, qui le haïssait en sa qualité de réactionnaire, courut sous ses balcons pour lui lancer des injures. Les députés, les citoyens se réunissaient pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire dans des circonstances aussi graves. Le cercle National, présidé par Brofferio, envoya aux ministres une députation pour demander la convocation immédiate de la garde nationale, une levée du peuple en masse, la séquestration de l'or et de l'argenterie des confréries et des églises, afin de subvenir aux besoins de la guerre. Le comte Casati, qui avait si bien dirigé le soulèvement de Milan, ne pouvait que favoriser celui de Turin : il reçut honorablement les députés du cercle, et il fit des promesses d'autant plus facilement qu'il était moins disposé à les tenir.

Sur ces entrefaites, l'armée piémontaise, qui avait abandonné Milan, arrivait sur le Tessin et s'arrêtait derrière la rivière; le roi fixait à Vigevano son quartier général. Les routes étaient encombrées de déserteurs; les blessés, les malades répandaient la consternation dans les villes; les troupes en petit nombre qui étaient restées sur le Tessin, aigries par les malheurs et les pri-

vations de tout genre, excitées par les agents de la réaction, maudissaient la chambre, la presse, le statut, et déclaraient à haute voix qu'elles ne voulaient plus combattre pour la cause italienne; le roi, voyant ses soldats si mal disposés, et voulant éviter une attaque de l'ennemi, rendue possible par l'expiration des deux jours de trêve, faisait demander à Radetzky un armistice, et il en donnait pour motif la nécessité de procéder à l'échange des prisonniers. Les choses se trouvaient dans cet état déplorable lorsque le ministre Rezza décréta fièrement la levée en masse. Il ne fut pas obéi; le parti aristocrate et le clergé conspiraient secrètement pour amortir l'enthousiasme national et pour empêcher le peu de bien que les ministres auraient voulu faire. On nomma une commission de sûreté publique, présidée par le marquis Robert d'Azeglio; elle était généralement composée d'hommes enclins plutôt à réprimer qu'à soulever le peuple. Maffei, général de la garde nationale, recommandait à des hommes armés la résignation chrétienne, et, condamnant le décret belliqueux du ministre de l'intérieur, disait que si les Autrichiens s'avançaient, il ne restait qu'à les accueillir fraternellement. Les autres ministres, résolus et craintifs, ne savaient faire rien de mieux que de renoncer à leurs portefeuilles.

Le bruit circulait que le roi était déterminé à poursuivre la guerre, mais qu'il rencontrait de l'opposition de la part des officiers. Le cercle de Turin rédigea une adresse chaleureuse à Charles-Albert, pour l'inviter à poursuivre *la guerre sainte* et à se confier au peuple, qui était très-disposé à prendre les armes pour la défense de la liberté italienne. On nomma une députation, ayant Brofferio à sa tête, qui fut chargée de transmettre au roi le vœu du peuple de Turin. Les députés partirent le 8 août. « Depuis Turin jusqu'à Vercelli, écrit Brofferio, on avait devant les yeux le spectacle d'une fuite désordonnée, d'une désolation, d'une épouvante inexprimables; des familles proscrites, des soldats déserteurs, celles-là ayant les joues pâles et le désespoir empreint sur le front, ceux-ci, déchirés, épuisés, ressemblant plutôt à des spectres sortis d'un sépulcre qu'à des hommes qui avaient plusieurs fois combattu vaillamment. » A Vercelli, les

députés apprirent d'une manière certaine que l'armée, irritée contre les Lombards, sans confiance dans ses chefs, fatiguée de tant de souffrances inutiles, ne voulait plus se battre. A Novare, on chercha vainement à les détourner de leur voyage, en leur disant que le ministre Gioberti, le jour précédent, se trouvant dans un café et ayant voulu prononcer quelques mots en faveur de la guerre, avait été gravement insulté par un caporal. Mais rien ne put arrêter la députation des idéologues, qui ne se souciaient pas d'examiner si la guerre était possible quand elle était belle et glorieuse. Enfin, ils arrivèrent à Vigevano, où les gestes menaçants et quelques mots d'insulte qu'ils virent diriger contre eux par des officiers, leur firent comprendre qu'on les attendait. Brofferio fut assailli par une foule d'officiers qui, en lui adressant toutes sortes d'injures, l'accusèrent d'avoir provoqué la concession du statut, d'avoir excité à la guerre, d'avoir offensé dans la presse et dans la chambre les généraux; et ils tiraient déjà leurs épées, lorsque d'autres officiers et quelques citoyens vinrent opportunément s'interposer et sauvèrent Brofferio d'une mort inévitable, en le replaçant avec ses collègues dans la voiture et en les escortant jusqu'à ce qu'ils fussent loin de la ville. Brofferio, au milieu de ce danger, trouva une grande satisfaction d'amour-propre, parce qu'il vit en effet que la guerre était encore possible, au moins contre lui.

Le découragement de l'armée, réuni à la puissance réelle du parti rétrograde en Piémont, faisait craindre que les libres institutions accordées par le roi quelques mois auparavant se trouvassent bientôt en danger. Cette crainte fut dissipée par une proclamation de Charles-Albert. Après quelques justifications au sujet des derniers événements de Milan, le roi s'exprimait ainsi : « L'amour pour l'indépendance de la terre italienne me poussa à la guerre contre notre ennemi. Grâce à la valeur de l'armée, la victoire sourit d'abord à nos armes. Moi et mes fils, nous n'avons pas reculé devant le danger : la sainteté de la cause doublait notre courage. — Mes peuples très-aimés, l'armée, sur laquelle reposent vos espérances, revient au milieu de vous. Si un destin contraire l'a empêchée d'atteindre le but élevé de sa mission

généreuse, elle revient néanmoins décorée des titres de forte et de guerrière, titres qu'elle a su mériter par ses souffrances et par son héroïsme; elle revient toujours en état de se faire craindre et de vous défendre contre tout attentat de l'ennemi. Recevez-la, vous avez votre part de la renommée qu'elle a acquise, et rendez-lui moins poignante la douleur de ses malheurs par votre accueil fraternel. — Une trêve de six semaines a été convenue avec l'ennemi; si dans cet intervalle nous n'obtenons pas des conditions honorables de paix, nous reprendrons les armes. — L'indépendance italienne a été toujours le vœu de mon cœur; mais l'Italie n'a pas encore fait connaître au monde ce qu'elle peut faire par elle-même. — Peuples! montrez-vous forts dans une première adversité. Développez les libres institutions que vous possédez depuis quelques mois. Si, connaissant vos besoins, je vous les ai spontanément accordées, je saurai en tout temps fidèlement les observer. — Je me souviens de l'enthousiasme avec lequel vous avez acclamé mon nom; vos applaudissements résonnaient à mon oreille au milieu du bruit de la bataille. Confiez-vous à votre roi. La cause de l'indépendance italienne n'est pas encore perdue. »

Ces paroles réjouirent le peuple, mais non l'aristocratie parce qu'elles étaient libérales, et non l'armée parce qu'elles étaient belliqueuses. Malheureusement, elles étaient comme le prélude de la publication de l'armistice que le général Salasco avait souscrit, et qui établissait que chaque État rentrerait dans les conditions primitives; que les Piémontais sortiraient des États de Modène, de Parme et de Plaisance, et rendraient les forteresses de Peschiera, de Rocca d'Anfo et d'Ozopo, et que Venise serait aussi rendue à l'Autriche. L'armistice devait durer six semaines, pendant lesquelles on traiterait pour la conclusion de la paix; il pouvait être prolongé, et il fallait le dénoncer huit jours avant de reprendre les armes.

Cet armistice provoqua en Piémont et dans toute l'Italie un cri d'indignation. Charles-Albert s'en offensa et voulut se justifier en faisant imprimer des Mémoires sur la guerre. Après avoir prouvé que l'armée se trouvait dans un état de dissolution

complète, le roi concluait ainsi : « En s'obstinant alors à combattre, on n'aurait fait qu'affronter certainement une dernière déroute et détruire pour toujours les espérances de l'Italie... Les insurrections sont faites par les peuples; mais il faut avoir des soldats pour soutenir une guerre. Et nous avions sur les bras une guerre. Par conséquent, les peuples ne se levant pas et ne faisant pas signe de vouloir se lever, les soldats se montrant découragés et indisciplinés, il n'y avait de salut que dans une suspension d'armes. » Sans doute, désirer la continuation de la guerre dans ces conditions-là, c'était donner une preuve de folie. Mais Charles-Albert aurait été plus juste en reconnaissant qu'on avait, il est vrai, à soutenir une guerre, mais une guerre nationale, dans laquelle les citoyens sont aussi utiles derrière les murailles de leurs villes que les soldats en rase campagne. Puis il n'était pas exact de dire que les peuples ne se levèrent pas; le roi n'avait méprisé et craint rien tant que leur intervention dans la guerre; il avait rendu Milan malgré les Lombards, et avait fait des assassins de ces hommes qui ne demandaient qu'à combattre à ses côtés.

L'armistice amena la composition d'un nouveau ministère, auquel furent appelés Revel, Pinelli, Merlo et d'autres, tous plus ou moins accusés d'appartenir à la faction rétrograde. Gioberti, qui s'était flatté d'être appelé à former le nouveau cabinet et d'en avoir la présidence, fut mis de côté. Vaniteux comme une femme, colère comme un abbé, on l'avait trop appelé l'envoyé du ciel pour qu'il se résignât à n'être rien. Se voyant tombé du pouvoir, il se releva pour lutter contre le pouvoir. Il fonda alors à côté du cercle politique un autre club, qu'il intitula Confédération italienne; là, divulgant les intrigues de la cour et dénonçant l'existence d'un gouvernement occulte à côté du gouvernement connu, il commença son opposition démocratique. Le voilà donc devenu républicain parce qu'il désespérait de pouvoir dominer.

Une partie de l'émigration lombarde s'était dirigée vers le Piémont, et l'autre vers la Suisse. Tous ceux qui, après l'essai malheureux de la guerre du roi, mettaient leur espoir dans la

guerre nationale, se trouvaient réunis dans le canton du Tessin. On avait établi à Lugano un comité, présidé par Mazzini, qui encourageait tous les chefs militaires dont l'autorité était émanée de l'insurrection lombarde, à continuer la guerre sous le drapeau de Dieu et du peuple. Folle pensée d'hommes qui attribuent à l'idée le pouvoir de diriger et de dominer le monde, lorsque l'idée n'est qu'une conception de l'esprit, incapable de faire mouvoir le bras tant que les intérêts ne viennent pas se joindre à elle pour en faire un puissant mobile. Or, ces chefs militaires manquaient de forces suffisantes et n'avaient pas la volonté de se livrer à une guerre populaire. Quelques-uns d'entre eux étaient des officiers du roi, d'autres avaient respiré l'air de la cour sous les tentes royales. Nous savons que Charles-Albert ne s'était pas inquiété, dans la capitulation, de tous les corps lombards épars de différents côtés. Il n'y avait pas parlé de Peschiera, où il avait laissé une garnison piémontaise qui ne tarda pas à être assiégée par les Autrichiens. La proximité de Vérone avait permis à ceux-ci d'en tirer un parc considérable d'artillerie et d'élever sous Peschiera onze batteries. Deux de ces batteries croisaient leur feu sur l'entrée du port, ce qui enleva à la garnison, commandée par le général Federici, la possibilité de profiter du secours que les bateaux à vapeur lui offraient. Pendant ce temps, le colonel Griffini se trouvait à Brescia, où les habitants, résolus à se défendre, lui avaient confié le commandement de la ville. Sur la ligne du Stelvio, le général d'Apice, qui avait avec lui un corps de volontaires, s'était détaché du général Durando lorsque celui-ci se fut enfin déraciné du Caffaro, le 29 juillet, en abandonnant ses fortes positions, que les Autrichiens avaient immédiatement occupées. Pour couronner dignement sa conduite, Durando avait, dans sa retraite, confié la garde de la Rocca d'Anfo à 300 douaniers, sans vivres et isolés; c'était une proie offerte à l'ennemi. Enfin, Garibaldi restait encore à Bergamo, et il devait être le seul chef qui, secondant de son courage téméraire les desseins du comité de Lugano, accomplirait une glorieuse folie.

Le général autrichien, en arrivant sous Peschiera, avait intimé à Federici l'ordre de rendre la place; ayant reçu un refus éner-

gique, il avait fait ouvrir le feu. En deux jours, le feu de onze batteries avait endommagé gravement la ville, détruit quelques casernes et fait sauter une poudrière. Les assiégés avaient tenté deux sorties; à la seconde, ils avaient été refoulés dans la forteresse. Durando, qui se trouvait à Salò, pouvait aider Peschiera; il devait être enfin disposé à sortir de l'inertie dans laquelle il était plongé depuis quatre mois, puisqu'il avait cette fois à secourir une garnison composée de soldats du roi. Federici l'avait fait inviter à s'approcher de la place, en lui indiquant la position des batteries de l'ennemi et les points où la diversion aurait pu produire le plus grand effet. Durando s'était enfin décidé, le 7 août, à diriger sur Peschiera deux légions lombardes, sous les ordres de Manara et de Borra, et une légion polonaise commandée par Kamienski, en tout 1,500 hommes, qui, impuissants à obliger l'ennemi, fort de 5,000 hommes, à lever le siége, ne pouvaient produire d'autre résultat que celui d'attirer sous la place de nouvelles forces autrichiennes. Ce détachement de volontaires avait combattu vaillamment à Lonato, d'où il avait chassé les Autrichiens; il les avait également chassés des positions qu'ils occupaient derrière Lonato, ce qui avait suffi pour éveiller l'attention de Radetzky. L'ennemi reçut un renfort considérable d'infanterie et d'artillerie. Après un troisième combat très-acharné, dans lequel Kamienski fut grièvement blessé, les volontaires, inférieurs de beaucoup en nombre, avaient été obligés de se retirer. Le jour suivant, le général autrichien avait donné connaissance à Federici de la convention de Milan, en en garantissant la véracité sur son honneur; le général piémontais lui avait répondu qu'il ne céderait la place que sur un ordre écrit de son roi. Le feu allait recommencer lorsqu'arriva de Milan le colonel piémontais Cossato avec un exemplaire de l'armistice; les Autrichiens furent alors mis en possession de la forteresse.

Le même Cossato se rendit de Peschiera à Brescia pour commander au nom du roi l'évacuation de la ville. Brescia n'avait pas de soldats du roi. La ville se trouvait en état de résister; la population était résolue à se battre. Mais le commandant Griffini

avait assez de la guerre, quoiqu'il ne l'avouât pas. Il parlait de la nécessité de se rendre; cependant, si les habitants voulaient résister, il se disait prêt à combattre, sans vouloir prendre sur lui la responsabilité de cette résolution dans le cas où la ville serait réduite en un monceau de ruines comme Missolonghi. Ce courage *décourageant* fit pâlir les membres de la municipalité, qui, craignant là comme partout pour leurs monuments et leurs tableaux, prièrent le commandant de s'en aller de suite avec sa légion lombarde. La population protestait énergiquement contre cette détermination. Griffini fit dire alors aux chefs de la ville qu'il ne partirait point si on ne lui donnait de l'argent ainsi qu'à ses troupes pour les récompenser de ce qu'ils consentaient généreusement à s'abstenir d'une ruineuse défense. Il obtint 50,000 livres autrichiennes. Cela fait, il se mit en rapport avec Durando et l'invita à se rapprocher de Brescia, pour se retirer avec lui, par le lac d'Iseo, dans la Suisse. Durando ne voulait pas entendre parler de la Suisse; il préférait le Piémont, où il trouverait son roi. Il est vrai que pour prendre cette direction il fallait traverser la Lombardie, occupée déjà par l'ennemi; mais Durando songeait à se donner des titres qui ne lui feraient pas craindre la présence des Autrichiens. Griffini se retirait en Suisse avec ses troupes en surmontant de graves obstacles. Pendant sa marche par le lac d'Iseo, il sut que le général d'Apice, abandonné de ses troupes à cause du manque de vivres, s'était retiré à Lugano; les malades et les blessés, qui se trouvaient avec lui au Stelvio, avaient dû aussi se traîner péniblement en Suisse.

Quant à Durando, nous avons hâte de dire de que sa retraite répondit à la part glorieuse qu'il avait prise à la campagne. Après avoir appris la capitulation de Milan, il ordonna à ses troupes, le 11 août, de passer le Melle et de se concentrer vers Adro et Iseo, et, suivi par le colonel Monti, il se dirigea sur Brescia. Durando apprit dans cette ville que la capitulation ne comprenait que les troupes piémontaises. Il n'avait avec lui que des Lombards, des Toscans, des Polonais! Se réfugier lui aussi en Suisse, c'était renforcer le parti républicain de tous ses sol-

dats, qui ne demandaient pas mieux. Faire passer ses troupes pour piémontaises, c'était un stratagème dont l'ennemi n'aurait probablement pas été dupe. Il cherchait donc le moyen de rendre aux Autrichiens un service quelconque, afin de les déterminer à fermer les yeux sur le passage de ses troupes. Mais quel que fût le parti auquel il s'arrêterait, il lui fallait de l'argent, et la ville de Brescia dut encore payer 30,000 livres autrichiennes pour obtenir l'avantage d'être abandonnée par Durando. Ce n'était pas une grande somme, mais Durando avait à visiter d'autres villes lombardes. En sortant de Brescia, son premier soin fut d'ordonner à la garnison de la Rocca d'Anfo de livrer le fort aux Autrichiens. Cette reddition aurait été bientôt une nécessité; mais dans ce moment l'armistice Salasco n'avait pas été signé, la cession des places fortes à l'Autriche n'avait pas été convenue, et Durando ne devait pas ouvrir à l'ennemi les portes de la Rocca d'Anfo lorsqu'on ne savait pas encore si le roi continuerait la guerre. Ce fut donc un acte de libéralité de la part du général Durando, qui s'attendait à mériter ainsi d'être traité courtoisement par les Autrichiens pendant sa retraite.

Dans la soirée du 13, il se décidait à se rendre en Piémont par la route de Bergamo et de Côme. Dans cette marche, un régiment de chasseurs bressans et une batterie d'artillerie désertèrent. Au moment où Durando entrait à Bergamo, les Autrichiens, sous les ordres de Schwartzenberg, y entraient aussi du côté opposé. Dans le premier moment, les habitants crurent que ces troupes italiennes venaient les défendre contre l'ennemi, et les acclamèrent en criant : *Vive l'Italie! Vive Durando!* Mais bientôt les Autrichiens parurent et l'illusion cessa. Schwartzenberg ayant demandé compte de la présence de ces soldats italiens, Durando lui fit entendre que c'étaient des soldats sardes qui avaient abandonné le Caffaro et rendu la Rocca d'Anfo, et qui, conformément aux conditions de la reddition, se retiraient en Piémont. Le général autrichien, trompé ou faisant semblant de l'être parce qu'il n'était pas assez fort pour soutenir un combat contre des troupes désespérées auxquelles toute la population se serait réunie, leur accorda le passage et convint qu'elles

sortiraient de Bergamo le lendemain, à dix heures du matin. Durando se dirigea ensuite vers l'hôtel de ville, où les chefs de la municipalité étaient en grand mouvement pour aller recevoir l'ennemi victorieux qui venait occuper la ville. Ils ne furent pas peu étonnés à la vue du général piémontais, qui ne pouvait qu'augmenter leur embarras; mais ils eurent à s'étonner davantage des reproches violents que Durando leur adressa pour *la complaisance trop facile avec laquelle ils se disposaient à accueillir l'oppresseur étranger*. Voulant *les punir de ce crime,* Durando leur imposa une amende de 50,000 livres et une fourniture de souliers pour ses soldats, *qui allaient en exil pour la cause de la patrie*. Les membres de la municipalité protestèrent contre cet acte de violence; Durando tint ferme; ils en appelèrent au général autrichien. Schwartzenberg intervint dans le débat et s'indigna d'une spoliation qu'on voulait commettre dans un pays qui, selon lui, appartenait à l'empire. Durando fut contraint de se retirer avec honte. Puis, dans la nuit, il envoya prier Schwartzenberg de lui faire accorder les rations nécessaires jusqu'à la frontière du Tessin, et il les obtint.

Il est bon de savoir que lorsque Durando marchait sur Bergamo, Cernuschi s'était présenté à lui pour l'inviter, au nom du comité de Lugano, à se diriger avec ses troupes vers la Suisse, d'où l'on aurait continué la guerre contre les Autrichiens. Après la retraite de l'armée piémontaise, ce mouvement insurrectionnel était insensé. Durando sentait cela; mais il était encore plus retenu par l'idée que cette entreprise, tendant à faire prévaloir le principe républicain sur le principe monarchique dans l'œuvre de la régénération italienne, aurait été un acte d'hostilité contre son roi. Il n'y avait plus rien à faire pour l'Italie; mais eût-il été possible de faire quelque chose, Durando pensait que son roi ne se trouvant plus en état de servir la cause italienne, tout le monde devait s'abstenir. Il rejeta les propositions de Cernuschi. Ses soldats ne partageaient pas son opinion, et ils voulaient à tout prix continuer la guerre, quand même elle n'aurait dû aboutir qu'à une protestation solennelle contre la domination étrangère. Le général ne céda pas, les troupes se plaignirent, la

discorde s'envenima, la désertion augmenta. Tel était l'état des choses lorsque Durando entra à Bergamo.

Or, le matin du 14, Durando sortait de Bergamo, rangeait ses troupes sur la grande place extérieure de la porte Monza, et donnait l'ordre de marcher, lorsque tous les chefs de bataillon lui déclarèrent qu'ils ne pouvaient admettre ni pacte ni trêve avec l'ennemi, et qu'ils voulaient aller en Suisse pour se réunir au corps du général Garibaldi. Cette manifestation inopinée, faite presque en présence des Autrichiens, troubla Durando: comme Piémontais, il voulait rejoindre son roi en Piémont; comme soldat, il ne voulait pas manquer aux engagements pris envers Schwartzenberg. Il refusa donc nettement de se placer à la tête de l'entreprise projetée; et ses officiers continuant à le presser, il finit par leur déclarer que s'ils ne lui obéissaient pas, il ne lui restait qu'à les livrer comme soldats italiens à l'ennemi, qui se trouvait là tout près, et à déposer lui-même son épée aux pieds de Schwartzenberg. Cette énergique déclaration produisit son effet : les troupes le suivirent. On passa la première nuit à Merate, la seconde à Monza. La route de Monza, si proche de Milan, avait paru préférable à Durando, parce que tout autre chemin l'aurait rapproché des montagnes et de Garibaldi. Pendant qu'il était à Monza, une foule de Milanais vinrent embrasser leurs amis, leurs parents, dont se composaient ces légions. Radetzky eut quelques soupçons, et fit interrompre le départ des convois sur le chemin de fer entre Milan et Monza. Il envoya aussi à Durando trois de ses officiers, qui donnèrent à leur visite différents prétextes, mais qui étaient réellement chargés de s'assurer si les troupes de passage étaient composées de Piémontais. Il y eut des discussions entre ces officiers et Durando : les premiers soutenaient que les soldats parlaient le patois lombard, et que, comme rebelles à leur souverain légitime, ils devaient être exclus de la capitulation; l'autre répondait que les soldats étaient des Piémontais, et qu'ils parlaient ce patois parce qu'ils appartenaient à la Lomelline, province du Piémont détachée autrefois de la Lombardie. Les Autrichiens ne se montraient pas convaincus, et la querelle devenait grave, lorsque Durando leur

imposa silence au moyen de son grand talisman : il avait rendu la Rocca d'Anfo! et se trouvait à Monza en vertu d'une convention faite avec Schwartzenberg. Il obtint alors un sauf-conduit jusqu'à la frontière piémontaise, et s'étant arrêté encore un jour à Monza, il en profita pour visiter la cathédrale, les bijoux de la reine Teodolinda, et un *fac-simile* de cette couronne de fer qui avait arraché tant de soupirs à son roi. Quatre jours de marche jusqu'à Oleggio coûtèrent à Durando la désertion de la plupart de ses soldats. Le 19, il passa le Tessin, et dès lors il obtenait des Italiens, à cause de cette fameuse retraite, le surnom de *général de la Rocca d'Anfo*.

Garibaldi restait seul à soutenir la guerre projetée par Mazzini. Ce vaillant chef d'une légion italienne à Montevideo méconnaissait l'armistice et commençait la guerre nationale avec un petit nombre de volontaires. En eût-il eu beaucoup, dans la situation des choses, qu'il n'aurait pu qu'aggraver les misères de l'Italie. Sans artillerie, sans chevaux, avec un millier de jeunes gens choisis, mais dépourvus de vivres et de munitions, il campait sur les bords du Verbano, surprenait les Autrichiens à Luino et les dispersait, les surprenait de nouveau à Laveno et les mettait en fuite, jusqu'à ce que, entouré de toutes parts par de nombreuses colonnes ennemies, il se jetait sur elles avec la témérité du désespoir, et s'ouvrait un passage vers la Suisse. Cette expédition, courageuse mais folle, ne servit qu'à donner aux albertistes une première occasion de railler *ces républicains qui, pour faire honte à la guerre du roi, avaient toujours prôné les miracles de la guerre du peuple.* Leurs sarcasmes auraient été justes si Garibaldi eût été à la tête des cent mille hommes qui avaient combattu dans la guerre du roi.

La domination autrichienne se trouva alors rétablie dans toute la Lombardie et dans les duchés.

Il ne restait que Venise. Nous savons dans quel moment le parti de l'annexion avait triomphé dans cette ville. La joie en avait été grande à Venise; mais elle devait être de courte durée. Manin et Tommaseo l'avaient prévu; cédant à l'illusion de la multitude, qui plaçait son salut dans la formation *du royaume*

très-fort de la haute Italie, ils avaient donné leur démission et s'étaient abstenus de tout ce qui aurait pu enflammer les esprits et aigrir les partis.

De même que Charles-Albert avait envoyé, le 6 juillet, prendre possession de Venise, pendant qu'il demandait, le 7, la paix à l'Autriche avec l'Adige pour limite, de même il expédia des troupes pour défendre Venise, comme il l'avait promis, le jour même où il repassait le Tessin et allait signer l'armistice de Salasco qui cédait Venise. Si le général piémontais qui venait d'entrer dans cette ville eût été le plus fort, il aurait sans doute secondé la pensée secrète du roi, qui ne visait pas à défendre Venise, mais à dominer sa situation pour faire respecter l'armistice; Venise, comme la Rocca d'Anfo, aurait été livrée à l'ennemi. Mais il n'y avait dans la place que 2,000 soldats piémontais, et aussitôt que la douloureuse nouvelle de l'armistice y fut arrivée, le peuple se souleva furieusement. On cria de toutes parts : *Vive Manin! Mort aux commissaires du roi! Nous sommes vendus! Nous voulons Manin!* Les commissaires du roi se trouvaient en grand danger. Castelli donna aussitôt sa démission. L'un des commissaires piémontais, le général Colli, qui avait perdu une jambe sur les champs de bataille, refusait de suivre cet exemple et de céder à l'intimidation; mais ceux qui l'entouraient vainquirent son opposition. Se montrant alors au balcon, il demanda au peuple : « Peuple de Venise, est-ce que nous devons donner notre démission? » *Oui, oui!* cria-t-on de toutes parts : *A bas le gouvernement royal! Vive Manin!*

On alla arracher de chez lui cet homme pour lequel le peuple, au moment du danger, sentit renouveler son amour. Il parut à son tour au balcon, et le calme se rétablit; tous firent silence pour entendre sa voix. Manin dit que l'autorité des commissaires était annulée; que l'armistice ne pouvait être appliqué à Venise, puisque le roi n'avait pas le droit de céder des villes qui s'étaient rapprochées de lui pour être défendues et non livrées, et encore moins pour devenir le prix de sa retraite; que l'armée royale s'étant retirée, les villes italiennes qui s'étaient soulevées par elles-mêmes avaient le droit de se défendre par elles-mêmes. Il

annonça donc que le lendemain les représentants du peuple se rassembleraient pour fixer la forme de gouvernement à établir. Puis il dit de sa voix énergique: « D'ici là, pendant quarante-huit heures, c'est moi qui gouvernerai! » Un moment après, il reparut au balcon. « Tout-à-l'heure, dit-il, on battra la générale; des hommes d'élite, choisis dans chaque bataillon, se mettront en marche cette nuit même pour la forteresse de Malghera, menacée d'une attaque de l'ennemi. — Nous irons tous! répond la foule; des armes! — Vous en aurez, reprend Manin, car tout sert d'armes à une nation qui veut se défendre. Pensez au 22 mars, et souvenez-vous avec quelles armes nous avons chassé les Autrichiens! Maintenant, évacuez la place; le silence et le repos sont nécessaires. » Et tout le monde se dispersa aussitôt.

Comme il est admirable cet homme qui rétablit à Venise la république en conservant une telle modération; qui maintient l'ordre public et le défend jusqu'à chasser de la ville le prêtre Dall'Ongaro et d'autres énergumènes qui ne trouvaient dans la liberté qu'un moyen de scandale; cet homme qui inspire une confiance si aveugle et si méritée, que le peuple en tumulte lui obéit avec la docilité d'une troupe d'enfants, et que le général Colli, auquel on vient donner l'avis que la multitude irritée menace de brûler les vaisseaux sardes, n'hésite pas à répondre: « Nous nous sommes entendu avec Manin; il nous a donné sa parole, nous n'avons rien à craindre. » Quelques étrangers ont voulu voir dans cette docilité du peuple de Venise à la voix de Manin une preuve de son inaptitude à vivre de la vie politique, à se mouvoir par lui-même; ils ont dit que, partout ailleurs, on ne concevrait pas qu'un homme pût exercer sur ses concitoyens cette autorité absolue; que la multitude ferait peut-être des sottises, mais qu'elle ferait, à coup sûr, quelque chose. Je dis qu'on a bien peu raison d'envier cette prétendue aptitude politique qui consiste à vivre et à se mouvoir par soi-même pour faire des sottises. Partout où l'on a vu une multitude si bien douée, elle a fait, il est vrai, quelque chose: elle s'est replacée sous le joug.

Le départ des 2,000 soldats que Charles-Albert avait envoyés à Venise fut un dommage bien faible relativement à celui que

causa le départ de sa flotte, qui eut pour conséquence la levée du blocus de Trieste. Manin ne négligea rien pour l'empêcher. Le même colonel Cossato, qui s'était rendu à Peschiera et à Brescia pour notifier l'armistice et céder les places, vint pour remplir la même mission à Venise. Il se présenta à Manin, qui, comme s'il eût été un parlementaire ennemi, le fit reconduire sur la terre ferme, sans lui permettre de parler au général Lamarmora et aux autres officiers piémontais. En même temps, le général Pepe tentait de profiter de l'ardeur des soldats du roi pour les faire participer à la défense de Venise; il les invitait à déserter leur drapeau plutôt que d'obéir à un ordre de départ. Il croyait avoir affaire à des Italiens, tandis qu'il avait devant lui des soldats: ceux-ci rejetèrent toutes ses propositions, ne voulant pas manquer à l'honneur militaire, qui d'ailleurs secondait bien à propos leur désir de se retirer de la guerre. Les fièvres de Venise les avaient fatigués tout autant que les pluies de la Lombardie. Quelques bruits avaient couru et les journaux leur avaient appris quelque chose des dispositions de l'armistice relatives à Venise, et ils demandèrent instamment à partir. Mais le général Lamarmora n'avait reçu aucun ordre à cet égard. Albini, contre-amiral de la flotte piémontaise, connaissait tout, puisque Cossato, chassé de Venise, s'était retiré à bord de la flotte et avait communiqué au contre-amiral les ordres qu'il apportait. Albini, qui était génois et vraiment italien, avait répondu que les ordres n'étaient ni clairs ni authentiques, et qu'il attendrait, avant d'obéir, que son gouvernement lui ordonnât officiellement de se retirer. Le 18 août, un parlementaire autrichien remit aux avant-postes de Brondolo une lettre pour le général Lamarmora; cette lettre ne portait pas les marques extérieures qui distinguent une dépêche officielle; Lamarmora ne put l'ouvrir sans la permission du gouvernement. Manin ayant compris qu'il s'agissait de récriminations du général autrichien au sujet de l'inexécution de l'armistice de la part des troupes et des navires piémontais, fit dire qu'il ne pouvait permettre à l'ennemi d'avoir des correspondances avec les officiers de la place, toute communication des parlementaires devant avoir lieu directement avec le gouvernement; que la lettre ayant

la forme d'une lettre privée, devait être rendue à l'ennemi sans qu'elle fût ouverte. Mais Lamarmora et Albini ne tardèrent pas à recevoir des ordres officiels; on ne put plus alors empêcher que l'embarquement des soldats eût lieu. Le 4 septembre, les Vénitiens virent avec douleur partir leurs alliés; et les officiers piémontais, pour les railler, je crois, plutôt que parce qu'ils se faisaient eux-mêmes illusion, leur disaient au moment du départ, qu'ils devaient se tenir pour satisfaits, car tant que l'armistice conclu par le roi durerait, Venise n'aurait à craindre aucune hostilité de la part des Autrichiens, ni par terre, ni par mer.

Dans toute l'Italie, il ne restait plus aux Autrichiens qu'à s'emparer du fort d'Osopo, placé sur une roche au pied des Alpes, dans la vallée élevée du Tagliamento, à l'endroit où débouche la route qui conduit d'Allemagne, par le col de Tarvis, en Italie. Mais là l'armistice ne fut pas accepté, et le fort se défendit encore pendant deux mois; il n'y avait pas, du reste, une garnison de Piémontais : il y avait des volontaires de la Vénétie.

Après quatre mois de lutte, la trêve est désormais générale sur le continent et sur la mer. La guerre avait éclaté dans un moment où l'Autriche devait nécessairement succomber. L'armée autrichienne, faible, composée d'hommes appartenant à différents peuples ennemis entre eux, déconcertée par l'insurrection de Vienne, sans espérance d'être promptement secourue, battue à Milan, se traîne comme un blessé pour s'abriter derrière ses forteresses. Charles-Albert a passé le Tessin; il ne profite pas de la victoire des peuples soulevés, ne poursuit pas les fugitifs, ne coupe pas les routes, n'inonde pas la plaine et n'accomplit pas en trois jours la campagne; au contraire, il s'arrête sur le Mincio, il va à tâtons, il ne sait ni où ni comment faire la guerre; il s'abandonne aux conseils d'une tactique vieillie. La fortune est là devant lui : il s'en défie, il la laisse échapper. Partout où l'avantage se déclare pour lui, il se fait un scrupule d'en profiter. Les populations sont en ébullition à ses côtés; il craint leur enthousiasme; il les humilie, il les immole. La politique l'occupe de préférence à la guerre; il se confie dans

les traités plus que dans les armes; il songe à recueillir les fruits de la victoire avant d'avoir vaincu. Les alliances étrangères sont méprisées; il rend impossible l'alliance des princes italiens. Le Pape maudit la guerre de l'indépendance, le roi de Naples déserte le champ de bataille, le grand-duc de Toscane fait retentir fièrement la trompette guerrière et se cache, le gouvernement de Milan travaille à se construire un trône plutôt qu'à se donner une patrie. Des légions de volontaires italiens se présentent de toutes parts; Charles-Albert les accepte à la seule condition qu'ils se déclarent ses sujets. S'ils s'y refusent, il rend leurs forces inutiles, il les laisse tailler en pièces sous ses yeux. Il est désormais seul avec son armée contre un ennemi qui voit chaque jour augmenter ses forces, seul par sa faute, et il en accuse les Italiens. Le théâtre de la guerre est dans la Vénétie; mais les négociations diplomatiques déjà engagées empêchent le roi de s'avancer sur les terres vénitiennes. Il ne passe donc pas l'Adige, ne ferme pas le passage des Alpes aux nouvelles armées qui descendent de ce côté. Si Radetzky ne prend pas lui-même l'offensive, nul n'ose l'attaquer. Immobile sur le Mincio, le roi sarde attend que la France et l'Angleterre lui procurent une conquête qu'il ne sait pas obtenir par la force des armes, une conquête qu'il désire au moment même où il l'abandonne à l'ennemi.

En attendant, l'Allemagne ne reconnaît pas à l'Italie ce droit de nationalité qu'elle réclame pour elle-même. L'Angleterre, désirant la paix, craignant une guerre générale, favorisant l'Autriche, ne pense qu'à éloigner de l'Italie les secours de la France. La France s'agite convulsivement dans les bras de la république; Lamartine n'a que des phrases italiennes, Oudinot parle à ses soldats de glorieux combats à soutenir : ce sont ceux sans doute qu'il livrera à Rome. Puis survient Cavaignac, qui jette un voile sur la liberté pour rétablir l'ordre dans le pays. Quant à l'Italie, si ce général peut lui être utile par des moyens pacifiques, il ne songe pas à l'aider par les armes. Et Charles-Albert se fait encore illusion; il traite avec l'Autriche, et, pourvu qu'un lambeau de l'Italie lui appartienne, il ne s'oppose pas à ce que l'ennemi

prenne tout le reste. Pour faciliter le partage, il lui offre encore Venise, qu'il vient d'obliger à le reconnaître pour son maître. Il se pose au milieu des Italiens pour les acheter ou pour les vendre. Il perd ainsi sa force et son temps. Les peuples attendent, doutent et murmurent; les sectes grandissent, la discorde lève la tête, l'enthousiasme des soldats s'évanouit.

D'autre part, Radetzky peut toujours choisir en liberté son temps, son chemin, sortir des forteresses sans obstacles, passer les rivières, tomber à l'improviste sur les Italiens, sans qu'on sache ni le prévenir ni l'arrêter. A un moment donné, il passe sur les cadavres des défenseurs de Curtatone, se jette sur Goito, où il est battu. Mais ici comme partout les vaincus enchaînent les vainqueurs. Battu, ruiné, Radetzky se dérobe dans ses forteresses pour se refaire et se préparer à une nouvelle campagne. Bientôt il se relève et tombe sur Vicence, sur Trévise, sur Padoue, sur Palmanova : il rentre à Vérone. Tous les fruits de la victoire de Goito s'effacent. Radetzky se prépare à de nouvelles batailles, et pendant que la valeur des soldats piémontais va inutilement se briser contre les murs d'une forteresse, il attaque leur aile gauche et l'écrase; il s'élance sur le centre, il combat à Custoza... En vain la bravoure des soldats a voulu jusqu'ici suppléer à l'incapacité militaire des chefs : exténués, affamés, ils refusent alors de combattre; ils se débandent. Une armée qui a toujours vu rejeter par ses chefs la victoire qu'elle remportait, a constamment dégagé l'ennemi de tout danger. Au contraire, elle a été continuellement en danger, puisqu'en s'abstenant des hasards de l'attaque, et ne se croyant que le droit de se tenir sur la défensive, elle s'est exposée à tous les maux de la guerre, sans pouvoir en recueillir les avantages; dans ces conditions, elle devait nécessairement périr. Charles-Albert, pour soustraire ses États à une invasion de l'ennemi, va s'enfermer dans Milan. Il est déjà habitué à livrer tous ceux qu'il promet de défendre. Un armistice fait poser les armes; et ce roi qui a voulu s'isoler en disant : Je me suffis! élève maintenant de Vigevano ce cri : « L'Italie n'a pas encore fait connaître au monde qu'elle peut se suffire! »

CHAPITRE XIV.

Désaccord entre les chambres et le roi à Naples. Multiplicité des procès politiques. Le roi proroge les chambres. Démonstration réactionnaire et contre-démonstration constitutionnelle des lazzaroni; conduite du gouvernement en cette occasion. Affaires de la Sicile au moment où le roi prépare une expédition contre l'île. Cinq jours de combat et de bombardement à Messine. Catastrophe de cette ville héroïque. Intervention de la France et de l'Angleterre; armistice imposé au roi. Les chambres, d'abord prorogées à Naples, sont dissoutes; nouvelles élections; convocation pour le 30 novembre; nouvelle prorogation au 1er février.

Pour exposer avec suite les derniers faits de la campagne de 1848 dans la haute Italie, j'ai négligé de parler des événements qui se passèrent dans le même temps au midi et au centre de la Péninsule. C'est le moment de réparer cette omission.

Pendant que le parlement napolitain poursuivait ses travaux, une partie de l'armée, après avoir maîtrisé le soulèvement des Calabres, assouvissait la vengeance du roi en arrosant ces provinces du sang de leurs habitants. Les ministres dédaignaient de paraître à la chambre. Abandonnés à eux-mêmes, et dans l'impossibilité de s'occuper des affaires, les députés se livraient à des discussions qui ne pouvaient aboutir; leurs propositions, leurs pétitions, transmises au cabinet, étaient mises de côté; on n'en tenait aucun compte. Ce n'était pas que les députés se montrassent hostiles au roi ni à sa dynastie : l'opposition entre eux et le gouvernement avait sa source dans la position même des choses. Il n'était plus possible de s'entendre : les députés demandaient plus que ce qu'ils pouvaient obtenir; le roi ne savait rien leur accorder.

Un jour, le député Massari, demandant qu'une partie de l'armée fût envoyée en Lombardie, disait aux ministres : « A ce prix, tout votre passé sera oublié, et l'Italie, qui maintenant vous maudit, vous placera au nombre de ses fils de prédilec-

tion. » Massari s'imaginait peut-être continuer dans la chambre napolitaine un de ces discours de tribun qu'il n'avait pas achevé, à côté de Gioberti, sur les places de Milan ou de Rome. Sa demande était certainement fondée sur le vœu de toute la nation, mais il la formulait avec des paroles telles, qu'elles ne pouvaient qu'irriter le gouvernement. D'ailleurs, ce n'était pas après la réaction sanglante du 15 mai, quand le roi venait de rappeler son corps d'armée de la haute Italie, pour l'envoyer en partie en Sicile, en partie en Calabre, afin de réprimer l'insurrection sur tous les points, que l'on pouvait se flatter qu'il irait combattre en Lombardie pour la cause italienne. On aurait pu croire que l'opposition dans la chambre n'était pas une preuve de courage civique, mais un acte de licence. On aurait dit que la chambre n'avait d'autre rôle à jouer que celui de rendre possible la durée du statut par sa modération, et de profiter du peu de liberté qui restait pour s'employer à soigner les plaies du pays, s'il était vrai que la liberté ne pouvait avoir à Naples qu'une ombre d'existence, et pour peu de temps encore; de telle sorte que les députés, convaincus de cette vérité, ne visaient pas à vivre, mais à mourir constitutionnellement.

De son côté, le roi tenait à prouver que l'existence d'une représentation nationale n'était pour lui d'aucun obstacle à l'exercice du pouvoir absolu. Il se moquait de ce fantôme, qu'il laissait subsister parce que les circonstances actuelles de l'Italie lui en imposaient la nécessité, mais auquel il avait montré par quels moyens et avec quelle facilité il pouvait le dissiper. Ses ministres ne craignaient donc pas, en toute occasion, d'insulter les députés. Bozzelli, d'un caractère acrimonieux et amer, était moins que tout autre disposé à les ménager. Aussi se bornait-il à répondre laconiquement à l'interpellation de Massari, qu'il ne pouvait intervenir dans de semblables discussions, pour des raisons de prudence politique. A Poerio, qui lui soumettait un doute grave, il se contentait pour toute réplique de lui reprocher de vivre dans le monde de Saturne. Quoique ministre, il se fit rappeler à l'ordre. Un jour, l'ex-ministre Dragonetti l'interpellait au sujet des événements des Calabres. Il répondit en injuriant le

parlement et les électeurs. Dans la chaleur de son invective, le pied lui manqua sur l'escalier de la tribune et le fit tomber. Le public ne se borna pas à rire d'une pareille aventure : il applaudit de bon cœur. Le président eut beau rappeler les perturbateurs à l'ordre; le coup était porté. Le ministre, furieux, remonte à la tribune, et insulte de nouveau l'assemblée de la façon la plus grave. Le tumulte fut alors si grand, que le président dut se couvrir et suspendre la séance. Quand elle fut reprise, Bozzelli voulut en vain poursuivre son discours : son trouble le força d'y renoncer. Poerio prit alors la parole. La gauche le reconnaissait pour son chef. Il faisait preuve, dans les discussions, d'une grande habileté à découvrir le côté faible de son adversaire et à le frapper d'un de ces coups dont on ne se relève pas. Il avait peu recours à la passion. Sa parole était froide, mais pénétrante et compréhensible pour tous. Nul ne montra dans cette courte session plus de véritable aptitude à conduire la discussion et les affaires au sein d'une assemblée. Il raconta les atrocités qui se commettaient en Calabre, et, renonçant à tout ménagement envers le pouvoir, il montra que tous les actes du ministère étaient contraires au statut, à la justice, aux lois de l'humanité. Le général Nunziante voulut réfuter ces allégations dans une lettre adressée au ministre de la guerre, et qui contenait un démenti sans preuves, accompagné d'injures personnelles. Poerio ne pouvait rester sous le coup de ce démenti. Dans un des plus éloquents discours qu'il ait prononcés, il affirma de nouveau la vérité de tout ce qu'il avait dit. On proposa ensuite un ordre du jour motivé, qui fut voté à l'appel nominal par cinquante-sept voix contre vingt-quatre : c'était tout au plus le chiffre auquel s'élevait le parti ministériel.

En attendant, les cours pénales, dans toutes les provinces du royaume, laissaient tranquilles les voleurs et les assassins, pour ne s'occuper que des accusés politiques. On commençait déjà à instruire ces procès innombrables qui, s'augmentant de jour en jour, devaient enfin couvrir le pays de martyrs et de bourreaux. Pour en donner une idée, je me bornerai à dire qu'on fit le procès de quelques habitants d'Aversa qui, le soir du 15 mai,

voulant abattre un télégraphe, avaient demandé au gardien la clef de la tour; celui-ci s'y était refusé, avait appelé des soldats, et l'affaire s'était arrêtée là. Le procès du 15 mai occupa les cours pénales de onze provinces du royaume. On ouvrit un autre procès contre quelques individus accusés d'avoir appartenu à une secte dont le but était de favoriser l'union de l'Italie. A Molfetta, après le 15 mai, on avait formé un comité composé des meilleurs citoyens afin de préserver la tranquillité publique et de défendre les lois constitutionnelles : ces citoyens, déclarés ennemis du trône parce qu'ils avaient empêché la réaction d'ensanglanter la ville, furent soumis à un procès. A Potenza, l'archevêque, l'ex-intendant de la province et le baron Coppola avaient fait tous les efforts possibles, après le 15 mai, pour calmer les ressentiments, pour éviter l'effusion du sang : ils subirent un procès. On agit de même envers quelques jeunes gens de Cosenza, qui, à la mort de Rodolphe Mazzei, leur ami, emprisonné pour délit politique, et brisé par les tortures qu'il avait subies dans la prison, avaient voulu, en versant des larmes, suivre sa dépouille au cimetière. A Boiano, où était mort Niccolò Tiberio, ex-commandant de la garde nationale de la ville, tous ses amis qui voulurent lui rendre les honneurs funèbres furent égalcment attaqués devant les tribunaux, et la lugubre cérémonie fut qualifiée de démonstration démagogique, de complot contre la sûreté de l'État. Entre mille autres faits, j'en choisirai encore un qui paraîtra incroyable à quiconque n'a jamais visité les prisons de Naples : l'archiprêtre Musitano, emprisonné pour cause politique, venait de mourir à Reggio; c'était un homme que ses vertus évangéliques rendaient vénérable au peuple. Les prêtres voulurent lui faire à leurs frais des funérailles solennelles et préparèrent dans ce but un superbe catafalque, où l'on mit le corps du défunt en habit sacerdotal. Mais Morelli, intendant de la province, ordonna qu'on dépouillât le cadavre de son habit sacerdotal, qu'on le plaçât en chemise et en culottes sur un grabat, et qu'on le couvrît d'un linceul noir; puis il le fit transporter ainsi jusqu'au cimetière dans le char destiné à conduire les assassins à l'échafaud. Le lendemain, un bon prêtre

qui célébra une messe de *requiem* à la petite église du cimetière pour le repos de l'âme du défunt, fut arrêté et soumis à un procès. Mais qui peut raconter toutes les atrocités que l'on vit alors et qui n'ont plus eu de trève jusqu'à aujourd'hui! On ne persécutait pas seulement les personnes: si elles avaient de l'argent, l'argent était confisqué *comme objet criminel*. Enfin, la colère même du ciel ne désarmait pas celle du gouvernement: un tremblement de terre abat les villes de Melfi, Rapolla, Rionero, etc.; si le gouvernement oublie de secourir les victimes, il n'oublie pas de veiller à la garde des prisonniers politiques: trois citoyens, par exemple, sont retirés vivants de dessous les décombres à Melfi : on les traîne dans les prisons de Potenza.

Ces cruautés n'étaient propres qu'à éloigner encore davantage les représentants de la nation du ministère; les premiers devinrent plus véhéments dans leur opposition, le second plus arrogant et plus disposé à abreuver d'outrages les députés. Les deux députés Lanza et Leopardi revenaient l'un de Rome, l'autre de Turin, pour prendre possession de leur siége au parlement; on les arrêta à la frontière, on les chassa du royaume, au mépris de leur inviolabilité. La session était déjà ouverte depuis deux mois lorsque le ministère demanda la révision des élections, sous prétexte qu'un certain nombre de députés ne payaient pas le cens exigé par la nouvelle loi électorale; l'assemblée repoussa cette prétention à l'unanimité des voix : les partisans mêmes du gouvernement s'indignèrent de cette offense faite à la chambre.

On continua à prodiguer aux corps délibérants l'insulte et le mépris, avant-coureurs de leur suppression; cet événement aurait eu lieu déjà, car les ministres avaient plusieurs fois demandé au roi la permission de dissoudre les chambres, si Ferdinand, en s'y refusant, n'eût trouvé plus digne de son autorité de se maintenir par la force contre le vœu de l'opinion. Il prodiguait toutes ses faveurs à l'armée. Le député Massari l'avait invité *à faire donner le baptême italien à la race des Bourbons en la faisant combattre pour l'indépendance de la patrie;* Ferdinand y répondait en rappelant de la Lombardie les restes du 10ᵉ de ligne, qui, après avoir perdu la moitié de ses hommes à

Curtatone, s'était couvert de gloire le lendemain à la bataille de Goito. Aussitôt que ces soldats valeureux furent arrivés à Naples, le roi les dissémina dans d'autres corps, pour effacer jusqu'à la dernière trace du sentiment national qui avait pu les pénétrer dans les plaines de la haute Italie.

Désormais on pouvait dire que le soulèvement des Calabres était complétement étouffé dans le sang. Encouragé par ce succès, Ferdinand se décidait alors à faire servir contre la Sicile les préparatifs commencés en mai pour la guerre de l'indépendance italienne. Il fallait faire en sorte que cette nouvelle expédition ne vînt à échouer. Le roi avait un double but : reconquérir l'île et assouvir la vengeance qu'il avait jusque-là comprimée dans son cœur; sa politique et sa haine marchaient de front. Par conséquent, cinquante navires à voile et à vapeur se trouvaient prêts à partir avec 24,000 hommes. Mais la flotte restait dans la rade de Naples, parce qu'à cette époque, vers la fin de juillet, Ferdinand n'avait pas encore été délivré de la crainte d'une intervention de la France et de l'Angleterre, qui avaient encouragé la Sicile à la révolte. Pour éloigner cet obstacle, le roi n'avait rien négligé. Le comte Ludolf, son ministre à Rome, qui, sous l'influence de la peur, s'était jadis montré libéral très-ardent, partait pour Paris et pour Londres, où il déclarait qu'*il était impossible de laisser plus longtemps la majorité des Siciliens en proie à la terreur à laquelle le gouvernement insurrectionnel avait recours pour maintenir son autorité.* Selon lui, les Siciliens attendaient une démonstration de la part des soldats napolitains *pour se jeter dans les bras de leur souverain très-aimé.*

Pendant qu'on travaillait ainsi au dehors de l'État, au dedans Ferdinand se réjouissait de voir ses troupes pleines d'ardeur à l'idée de marcher contre la Sicile. Quoi qu'on en dise, elles étaient composées de bons soldats, disciplinés et bien commandés. Ils étaient dévoués à leur roi, qui avait toujours eu les plus grands soins de l'armée. En janvier, ils avaient refusé de se battre contre le peuple à Naples; en Sicile, ils avaient mollement combattu. Au moment de la guerre en Lombardie, le corps même de la gendarmerie, qui sert ordinairement à la police, avait de-

mandé instamment au gouvernement qu'on l'envoyât dans la haute Italie. La politique du roi n'avait permis de franchir la frontière qu'à 18,000 hommes. Si on eût laissé à ces troupes l'occasion de prendre part à la guerre, il est bien probable qu'elles y auraient déployé la même valeur qu'on admira dans le petit nombre de leurs bataillons qui combattirent à Curtatone, à Goito, à Venise. Elles furent rappelées, et, ce que toute autre armée régulière aurait fait, elles obéirent. Dès lors, il n'y eut pas d'injures et d'infamies que la presse libre d'Italie n'adressât aux troupes napolitaines. Même avant cette époque, avant la catastrophe du 15 mai, les ministres libéraux du 3 avril et la presse libérale de toute l'Italie avaient rendu au roi de Naples le service de pousser l'irritation de ses soldats contre les formes constitutionnelles jusqu'au délire, et de doubler leur valeur. Le peuple avait réussi à se créer dans l'armée un ennemi avide de vengeance; le roi sut profiter de cet antagonisme. Quand on veut mériter le nom d'historien et non de pamphlétaire, on doit convenir que les soldats napolitains, appelés, dans tous les pays et dans toute l'Italie, lâches, poltrons, sbires, ne demandaient à aller en Sicile que pour se venger des libéraux, et pour prouver, les armes à la main, qu'ils savaient se battre.

On a vivement reproché à la chambre des députés l'opposition acharnée qu'elle fit au gouvernement pour cette expédition contre la Sicile. Devait-on s'étonner que Ferdinand se refusât à perdre une partie si importante de ses États? Combien de concessions n'avait-il pas faites aux Siciliens, qui les avaient toutes refusées? Il voulait en venir maintenant à la preuve des armes. Les députés napolitains devaient-ils fermer les yeux ou s'y opposer? Lorsque, en avril, la guerre commençait en Lombardie, et qu'en vue d'y concourir, un rapprochement entre le peuple et le roi à Naples était nécessaire et avait encore des chances de réussite, la conduite du ministère Troya, opposé aux desseins du roi sur la Sicile, avait été impolitique. Mais en août tout était changé. Ferdinand avait retiré ses troupes de la Lombardie; Charles-Albert était rentré dans ses États; les Calabres inondées de sang laissaient prévoir ce qu'on ferait en Sicile. Les Napolitains n'é-

taient-il pas très-fondés à croire que la révolution de Sicile était le seul motif qui engageât le roi à maintenir debout à Naples cette ombre de statut? Ne devaient-ils pas craindre qu'en permettant au roi d'écraser un peuple qui aspirait à la liberté, une réaction despotique triomphant dans l'île, amènerait une réaction semblable sur le continent? La position était très-délicate ; le patriotisme des députés se trouvait en opposition avec la prudence politique, et prévalut sur elle. Mais le roi était décidé à passer outre, et l'existence de la chambre fut de plus en plus menacée.

Le 13 août, une foule de soldats, de sbires, de lazzaroni parcourait les rues de Naples et criait avec fureur : *A bas le statut! A bas la nation! Vive le Roi!* Le 3 septembre, un journal, l'*Araldo*, se faisant l'interprète des sentiments de l'armée, assimilait Poerio à Caïus Gracchus; disait que le pays était las d'une assemblée de factieux, qu'il en demandait la suppression, et que si le gouvernement ne s'exécutait pas, l'armée saurait bien faire cette besogne elle-même. On prétend que dans les mystérieuses réunions d'un comité dit militaire, présidé par le prince Torchiarolo, il fut question de se défaire de Poerio et de ses collègues Imbriani, Spaventa, Conforti, Scialoia, qui étaient avec lui les députés les plus influents.

Le flot montait toujours. Les ministres obtinrent enfin du roi la permission de fermer la chambre. Le 5 septembre, en se rendant à leur poste, les députés furent insultés dans la rue. La séance s'ouvre, le ministre Ruggiero monte à la tribune et donne lecture d'un décret qui proroge le parlement au 30 novembre. Aussitôt les députés se lèvent et se retirent sans proférer un mot, ne voulant pas protester contre un acte autorisé par le droit constitutionnel. Dès que ce fait fut connu en ville, une populace sale et déguenillée, commandée par des agents de police, portant des bannières blanches, se mit en marche de la place du palais le long de la rue de Tolède, en criant : *Vive le Roi! A bas la Constitution! Mort à la nation!* A la tête de cette bande de misérables, marchait le curé de Sainte-Lucie, qui les exhortait à en finir avec des libéraux impies, ennemis du prince et, par suite, ennemis de Dieu. On se serait cru en 1799. Sur leur pas-

sage, les boutiques se ferment, la population attristée s'attend aux plus graves désordres. Les troupes sont sous les armes et n'opposent pas de résistance à la démonstration factieuse; cependant, la constitution est toujours la loi fondamentale du pays, le drapeau tricolore est toujours le drapeau légal de l'État, le roi est celui-là même qui doit un jour proclamer qu'il n'a jamais voulu attenter au statut qu'il avait juré. Mais, contrairement à ce qu'on croit généralement, et bien à tort, de la populace napolitaine, elle n'est pas dévouée tout entière à la monarchie absolue. On ignore à l'étranger que les lazzaroni ont fourni à Ferdinand un nombre très-considérable de victimes. Il faut même dire que ces quelques mois d'apprentissage constitutionnel n'avaient pas été perdus pour eux. En effet, aussitôt que la tourbe immonde des Luciens arrive tout près du quartier de Montecalvario, on voit du fond de ce quartier populeux se lever une foule de lazzaroni, qui, au grand étonnement de tout le monde, font une contre-démonstration. Le drapeau tricolore en tête, et aux cris de *Vive le Roi ! Vive le statut!* ils s'avancent à la rencontre de leurs adversaires; une lutte s'engage, les factieux de Sainte-Lucie sont dispersés en un instant. Alors, seulement alors, la troupe intervient. On croira peut-être que, comme il arrive dans tous les pays du monde, la troupe se soit chargée de défendre les lois, de réprimer les tentatives anarchiques. Non; elle rencontre les défenseurs de la constitution, qui, repoussant l'agression odieuse des Luciens, ont donné preuve de leur dévouement au trône, aux lois, à l'ordre public, et ont fait ce que la troupe aurait dû faire; elle fait feu contre eux, en tue un grand nombre, s'empare des autres et les traîne dans les prisons. En d'autres quartiers de la ville se répètent des faits semblables: partout les lazzaroni libéraux mettent en déroute les lazzaroni réactionnaires, partout la troupe protége ces derniers et fait feu contre les premiers.

Les quartiers soulevés sont mis aussitôt en état de siége; personne ne peut ni y entrer ni en sortir sans être minutieusement fouillé. Le roi s'empresse de destituer le directeur de la police et le préfet, relègue Bozelli au ministère de l'instruction publique et confie l'intérieur à Longobardi, ami du célèbre Delcarretto.

Un procès s'instruit [1]. Ces actes semblent être une preuve du dépit que ce prince a éprouvé de voir échouer le mouvement anti-libéral. Cette accusation n'est pas fondée sur des preuves, mais elle n'est pas téméraire. Ce qu'on doit croire de préférence, c'est que Bozelli fut puni de n'avoir rien su prévoir. Ce devait être, en effet, aux yeux du gouvernement, un symptôme grave que de voir les classes de la population qui n'avaient jusqu'alors connu et aimé que leur souverain, ces classes abjectes dont le dévouement acheté passait aux yeux de l'Europe pour l'expression de la volonté nationale, se relever tout-à-coup et produire une manifestation assez puissante pour faire reculer la manifestation contraire et rester maîtresses du terrain. Y a-t-il donc des lazzaroni libéraux? Comment les a-t-on laissé s'organiser? Que faisait donc le ministère en laissant éclater ce scandale?

Ferdinand n'avait plus alors personne à ménager. La France

[1] Le procès pour l'affaire dite *du 5 septembre* fut un de ces assassinats juridiques dont le gouvernement napolitain ne cesse encore de se glorifier. Il présenta des particularités si remarquables, que je crois devoir les raconter. Il serait superflu de rapporter toutes les caresses dont le gouvernement combla les Luciens, qui s'étaient docilement prêtés à la tentative réactionnaire, et combien de rigueurs on fit peser sur les lazzaroni, qui rendaient compte dans les prisons du crime d'avoir pris la défense des lois. La police voulut profiter de leur emprisonnement pour les exciter contre les bourgeois qui, pour cause politique, se trouvaient dans les mêmes prisons. Ce qu'on désirait, c'était un nouveau massacre de Tarnou. La police parvint à corrompre l'un de ces lazzaroni, appelé *l'Aversano;* celui-ci, s'aidant de l'irritation que l'emprisonnement causait à ses compagnons, commença à leur murmurer à l'oreille ces paroles: « Nous souffrons pour une cause dans laquelle nous ne pouvons rien gagner; les bourgeois se servent de nous pour nous sacrifier à leurs vues ambitieuses : il est temps d'en finir avec eux. C'est le roi qui a toujours été le protecteur du peuple. » Un jour, les excitations de l'Aversano devinrent plus pressantes, et il voulait sur-le-champ se faire suivre de ses compagnons pour massacrer tous les bourgeois qui étaient dans la même prison, au cri de *Vive le Roi!* Mais, dans ce moment, les voûtes obscures de la prison retentirent d'un seul cri unanime, par lequel les lazzaroni répondaient à l'Aversano : *Vive la Constitution!* La tentative d'une tuerie échoua. Le lendemain, un comité de trois commissaires de police se rassembla dans la prison; les lazzaroni constitutionnels furent condamnés à recevoir *cent* coups de bâton; un jeune homme, appelé De Panfilis, expira au 25e coup; les autres, encore saignants, furent dispersés dans d'autres prisons et jetés dans les souterrains.

Le jour du débat, l'acte d'accusation du ministère public parlait *de la conspiration du 5 septembre, tendant à changer la forme du gouvernement*. Il n'y avait que neuf témoins à charge, qui déclarèrent *ne savoir rien de ce que contenaient leurs dépositions écrites*. Le président Navarro se fit un devoir de leur lire ces dépositions, et les témoins se bornèrent à les confirmer par un *oui*. La défense

et l'Angleterre venaient de lui livrer la Sicile, disant qu'elles ne contesteraient pas au roi le droit de reconquérir l'île. La flotte était déjà sortie de la rade de Naples.

Les préparatifs de Ferdinand étaient d'autant plus formidables que la Sicile n'était pas en état de se défendre. Les villes les plus importantes étaient situées sur la côte, et n'avaient pas de flotte. La Sicile avait trouvé commode de se reposer sur la diplomatie étrangère pour s'affranchir de la nécessité de s'armer. Elle ne pouvait opposer à l'ennemi qu'un millier de mauvais soldats et quelques bandes de paysans. Lamasa arrivait en ce moment à Palerme avec les 100 volontaires qu'il avait ramenés de la Lombardie, et disait dans une proclamation : « Frères! me voici avec *vos compagnons de gloire*, que je vous ramène *sains et saufs*. Notre mission consistait *à représenter* avec honneur les armes siciliennes dans la guerre pour l'indépendance de l'Italie... Nous aurions

essaya en vain de s'opposer à cette illégalité. Il est même à remarquer que deux témoins étaient des agents de la police, et deux autres des petits enfants que la police avait achetés; ces enfants, en guenilles et pieds nus, eurent l'audace de déclarer devant les juges la somme qu'ils avaient reçue pour faire leurs dépositions. Envoyés en prison, et rappelés devant la Cour deux jours après, ils eurent la constance de confirmer leurs paroles. Navarro devint furieux, et voyant qu'il ne pouvait réussir à faire rétracter ces pauvres enfants, il les envoya de nouveau en prison. Un autre témoin dit qu'il avait aperçu dans l'émeute l'accusé Raphaël Valerio. Celui-ci se lève de son banc, et prouve au moyen des registres de la prison qu'il se trouvait déjà emprisonné le 5 septembre pour d'autres motifs. Le faux témoin et le président Navarro se troublent; mais celui-ci ne tarde pas à se remettre, à encourager le témoin, à lui suggérer le nom d'un autre accusé, en lui disant : « Vous avez peut-être entendu parler de celui-ci, » et il oblige l'accusé qu'il vient de nommer à se lever pour se faire reconnaître. Le témoin, heureux de sortir d'embarras à ce prix, affirme qu'il avait en effet entendu parler de celui-là. La défense réclame vivement : le président répond avec un air de menace : « Lorsqu'un magistrat commande, il doit être obéi. » Et les avocats répondent avec dignité : « Un magistrat ne peut rien commander de contraire à la loi. »

Les accusés sont condamnés les uns à dix-neuf, vingt, ou vingt-quatre ans de galères, les autres à vingt-cinq ans. Navarro et le juge Morelli avaient voté pour la mort. Qu'on remarque qu'il y avait dans le nombre des accusés plusieurs jeunes filles.

Les condamnés, rentrés dans leur prison, se hâtèrent de faire eux-mêmes leur toilette de galériens, en disant *que les mains infâmes des geôliers chargés de cet office n'étaient pas dignes de toucher leurs têtes*. « Nous sommes, ajoutaient-ils, des condamnés politiques, et nous devons nous montrer dignes de la cause pour laquelle nous souffrons. » On ne pourrait croire jusqu'à quel point les lazzaroni qui ont langui à Naples dans les bagnes croyaient s'ennoblir en s'appelant *condamnés politiques!*

continué à combattre contre les Autrichiens... Nous étions disposés à tenter *une formidable* invasion dans les Abruzzes..., lorsque nous avons appris que le roi bombardeur préparait de nouvelles bombes contre les plages de notre patrie; nous venons ici haletants pour défendre de nos bras l'île *divine!* Guerre et mort aux enfants parricides de l'Italie! Notre guerre sera une guerre populaire; chaque homme qui a une arme est essentiellement bon à détruire les rodomonts bourbonniens... Frères, souvenez-vous de vos bâtons armés de clous, de vos faux, de vos couteaux, de vos pieux. Reprenez-les; à leur vue, l'ennemi de notre liberté est accoutumé à fuir. » C'était toujours avec des fanfaronnades et de grands mots que les Siciliens s'illusionnaient sur la faiblesse de leurs forces.

Nous savons que ce n'était pas vraiment la faute du peuple. Les gouvernants avaient craint d'armer le peuple, et s'étaient flattés qu'en vue de leur modération, les deux grandes puissances qui avaient fourni à la révolution de Palerme leur appui moral, auraient compris jusqu'au bout le devoir qui leur était imposé de sauvegarder la liberté d'un pays faible. Après les discours des ministres dans la chambre des lords, le 7 août, et les assurances solennelles parties de la tribune française à l'adresse de tous les peuples, les Siciliens s'étaient crus assurés que l'Angleterre et la France ne permettraient pas la mise à exécution des féroces desseins du roi de Naples. Malheureusement, ils ignoraient que la faiblesse, aux yeux de la diplomatie, est la négation de tout droit. Leur surprise fut donc profonde, mais trop ingénue, lorsqu'ils surent que les escadres française et anglaise avaient vu avec indifférence partir de Naples la flotte du roi. Leur désanchantement n'arriva que bien tard, et lorsqu'ils avaient déjà le couteau sur la poitrine.

On a fait les plus grands éloges de Roger Settimo. C'était sans doute un homme d'une vertu rare, déterminé pour la défense du droit et de l'honneur, ami de la liberté autant qu'opposé à toute doctrine licencieuse, vénérable par son âge et par la noblesse de son âme; mais, mis à la tête d'une révolution, il n'était pas à sa place : c'était un bon citoyen, et non un homme politi-

que. Il n'avait pas compris que le salut de la Sicile ne pouvait venir que d'une victoire dans les champs de la Lombardie; en se restreignant dans son égoïsme municipal, il n'avait pas compris que le droit de la Sicile, soutenu par une bonne armée de 30,000 hommes, aurait paru à l'Europe un droit positif. Il y eut un moment où les Siciliens auraient fait osciller le trône du roi de Naples s'ils eussent débarqué dans les Calabres 20,000 soldats réguliers. La diplomatie serait alors intervenue, et l'île n'aurait pas été sacrifiée. Quelle monstrueuse erreur que d'attendre de la *sympathie* de l'étranger son existence politique! Il aurait fallu se vendre à l'étranger pour en être protégé. Maintenant, il ne restait plus qu'à tendre avec résignation la gorge au bourreau [1].

[1] Je m'aperçois que j'ai tracé dans ces lignes les deux points de vue sous lesquels Cavour et Garibaldi devaient plus tard considérer la question italienne.

Cette question a toujours été pour Cavour ce qu'elle avait été pour Balbo, c'est-à-dire une question d'agrandissement de la monarchie piémontaise. Le drapeau tricolore était pour lui le moyen d'arriver à une conquête; l'indépendance de l'Italie, sans être son but, aurait été le résultat de cette conquête : politique sans doute irréprochable au point de vue piémontais.

On attribue à Cavour le mérite d'avoir délivré l'Italie. Pendant dix ans, il en a soutenu et justifié la cause devant l'Europe; mais c'est tout. En intéressant la France dans la guerre contre l'Autriche, et en acceptant cet avantage au prix d'un sacrifice pour l'Italie, il n'a été rien de plus qu'un ministre du roi sarde. L'intervention française conduisit à la paix de Villafranca. N'est-ce pas le moindre des maux que Cavour devait prévoir? Cependant, on le vit reculer devant le résultat inévitable de sa politique. Compromis dans l'opinion publique, il crut se décharger de toute responsabilité en donnant sa démission. Au moment où il eut pu réparer sa faute, alors que son roi avait plus que jamais besoin de forts conseils, Cavour cède à Ratazzi l'honneur de relever l'Italie de sa chute. Est-ce Cavour qui a organisé la résistance des duchés et de la Romagne contre les suites de la paix de Villafranca? Nullement. Mais lorsque l'annexion de ces provinces avec le Piémont fut sur le point d'être votée, Cavour brigua le pouvoir; il voulut ainsi récolter là où d'autres avaient semé; il brigua le pouvoir aux dépens de l'honneur de son roi, en faisant répandre par ses partisans des doutes sur la conservation du statut constitutionnel, en faisant dire par ses journaux et ses créatures que Victor-Emmanuel s'obstinait à prolonger la dictature et à ne pas réunir les chambres. Il s'imposa par cette manœuvre à Victor-Emmanuel; et pourtant, après avoir repris son siége ministériel, le pouvoir dictatorial fut continué et les chambres ne se réunirent pas.

Nice et la Savoie sont cédées par lui à la France, afin d'obtenir licence d'annexer au Piémont les duchés et la Romagne. Cela fait, il s'arrête. Sujet docile de la protection étrangère, il ne se croit pas le droit de faire un nouveau pas en avant si la permission ne lui en est donnée de l'autre côté des Alpes.

Garibaldi, au contraire, croit qu'il n'y a pas de conquête là où des peuples de la même famille ne font que renouer les liens brisés de leur ancienne nationalité; que l'indépendance de l'Italie est le but auquel l'agrandissement du roi sarde ne

Le ministère qui avait maintenu le pays dans la plus heureuse illusion, devait, en restant ainsi dans l'inaction, disparaître avec elle. Le 13 août, Stabile et ses collègues déposèrent leurs portefeuilles. Torrearsa, président de la chambre des communes, fut appelé à recueillir leur héritage. Il s'adjoignit Lafarina et Cordova. On croyait que le nouveau ministère allait changer la mauvaise direction donnée jusqu'alors aux affaires et inaugurer une politique plus énergique. Malheureusement, le bandeau était trop épais. Lorsqu'on en vint à l'élection du nouveau président, on entendit murmurer de toutes parts qu'il fallait nommer Stabile, qui avait pu se tromper un peu, mais qui au moins avait fait beaucoup pour la révolution; l'opposition

sert que de moyen; que cette indépendance ne gagnera rien tant qu'on se mettra à genoux devant tout le monde; que le droit de l'Italie, pour qu'il soit reconnu et respecté, doit être une force qui s'impose et non une faiblesse qui cherche à se faire accepter.

Au moment où la récente annexion de quelques États italiens est menacée par la ligue puissante des trois armées de l'Autriche, du pape et du roi de Naples, Garibaldi ose se jeter sur cette ligue et la briser : il débarque en Sicile. Cette expédition de Garibaldi est la condamnation de la politique de Cavour. L'audace du premier fait un contraste frappant avec la servilité du second. Chacun d'eux prend une devise opposée : là, on lit : « Tout pour l'Italie et par l'Italie! » ici : « Rien sans l'étranger! » D'un côté, on se demande : Comment les Italiens osent-ils s'émanciper de leurs puissants protecteurs et envahir la Sicile sans y être autorisés? On répond de l'autre côté : Nous pouvons le faire, parce que pour toute autorisation notre patriotisme suffit. A ce moment décisif, personne ne doutait que si Garibaldi réussissait à porter heureusement la responsabilité assumée par lui de sauver l'Italie par elle-même, Cavour, par ce succès seul, se trouverait condamné. Il est vrai que le diplomate avait un bon espoir de voir le sabre du soldat se briser contre les difficultés d'une si rude entreprise; cet échec des patriotes italiens eût même été un triomphe pour le ministre conservateur du Piémont. Cavour attendit donc et laissa faire. Mais, après la prise de Palerme, suivie de celle de Messine, le coup était porté : Cavour semblait perdu, et il l'eût été réellement s'il n'avait su promptement arracher au libérateur de la Sicile le pouvoir dictatorial et le mettre dans l'impossibilité de poursuivre sa marche triomphale : pour cela, il fallait annexer tout de suite au Piémont l'île conquise. En vérité, ne semble-t-il pas que Cavour ait eu peur de voir l'Italie délivrée, et qu'il ait voulu se hâter de prendre la Sicile pour n'avoir pas bientôt à prendre aussi Naples? Mais ses émissaires, prêcheurs d'annexion, sont chassés de Palerme. Alors, il tâche d'empêcher que de l'Italie partent de nouveaux secours pour la Sicile; mais il doit reculer devant l'indignation publique. Il pousse le roi à écrire à Garibaldi pour que celui-ci consente à s'annuler. Cette démarche est respectueusement repoussée par Garibaldi, qui passe en Calabre, et bientôt entre à Naples. Cavour n'y tient plus : il ne lui reste qu'à décrier cet adversaire contre lequel il ne peut lutter, cet adversaire qui, par ses exploits, s'est entouré de l'admiration du monde entier, et

s'accommoda de ce parti par esprit de concorde. Il devait bientôt arriver que la concorde, entre des éléments contraires, fût, comme il en est toujours, un moyen terme d'autant plus dangereux, qu'il séduit les bons citoyens et les entraîne dans l'abîme par la force même de leurs vertus. Aussitôt que Torrearsa parut à la tribune, il parla ainsi : « Appelé à remplacer Stabile au ministère, pendant qu'il me remplace à la chambre, j'admire la sagesse civile de la représentation nationale, qui n'a voulu changer que les noms. En effet, l'indépendance sicilienne à tout prix (et on n'avait pas d'armes pour la défendre !), les rapports d'amitié avec les nations étrangères (et la France et l'Angleterre abandonnaient la Sicile à elle-même !), la restauration de la grande

dont le grand nom remplit tellement l'Italie, qu'il n'y a plus place pour d'autres. Il se lie donc aux cléricaux, et se fait l'écho de leurs mensonges pour flétrir la gloire la plus éclatante de nos temps. Il a des journaux qui jettent sur Garibaldi toutes sortes d'infamies. Aidé par ses partisans, il entreprend dans les contrées étrangères une propagande de diffamation : Garibaldi a laissé partout dérober les caisses publiques ; il a dépouillé de leurs propriétés les communes de la Sicile en les partageant entre ses soldats. Mazzini, Ledru-Rollin, Louis Blanc, sont avec lui. La république rouge va être proclamée avec le cortége du socialisme et du communisme. L'Italie et le monde sont perdus, si l'on n'abat pas ce monstre de l'Apocalypse. Garibaldi veut soulever la Hongrie ; il veut chasser l'Autriche de la Vénétie ! Quelle horreur ! Il veut marcher sur Rome pour provoquer en duel, avec ses quelques volontaires, toute la puissance de la France. Et ce ne sont pas des votes qu'il exprime en faveur de la délivrance de sa patrie, ce sont des projets en voie d'exécution. Comment s'y prendre ! Cavour commence par empêcher que Garibaldi n'aille dépouiller le Pape de ses États, et, pour cela, il fait avancer une armée et l'en dépouille lui-même. Cavour a tous les courages : il sait être tour à tour Piémontais et Italien, conservateur et patriote, diplomate et guerrier. Cependant il s'aperçoit que pour regagner ce qu'il a perdu dans l'opinion publique, pour conserver son siége ministériel, pour se placer au-dessus de l'enfant terrible de la révolution italienne, il lui faut devenir plus révolutionnaire que lui. Fier de ce titre, il réunit le parlement et y propose l'annexion de Naples et de la Sicile au reste de l'Italie. Mais il veut avant tout se venger ; c'est pourquoi il mêle sa personnalité à la cause générale. Et le parlement, faible comme toutes les assemblées, ne demande pas qu'on écarte la vengeance privée d'une question d'intérêt public : il vote l'annexion de Naples et de la Sicile, comme une honte infligée au héros qui a délivré ces deux provinces. On emprunte les lauriers de Garibaldi pour l'en frapper ensuite. Et cela ne suffit pas : les petits esprits, ne pouvant concevoir ce qui est au-dessus d'eux, mettent toute chose à leur niveau. Par conséquent, Cavour s'attend à une vengeance de la part de Garibaldi. N'ira-t-il pas empêcher ou influencer le vote des Napolitains et des Italiens ? Son armée ne pourra-t-elle pas se livrer à une manifestation républicaine ? Vite, vite, envoyons à Naples et à Palerme des garnisons de Piémontais, lesquels, sans prendre part aux combats qui se livrent près d'eux, rempliront l'office de gendarmes ! — Mais pourquoi

nationalité italienne sous la seule forme possible d'une confédération d'États indépendants (et les Siciliens n'avaient rien fait pour l'Italie! Charles-Albert avait été vaincu! Radetzky était le maître partout!), l'accord rigoureux de tous les intérêts siciliens pour assurer à un peuple généreux les institutions libres qu'il s'est acquises au prix de son sang, voilà le programme de la politique intérieure et extérieure aussi bien de l'ancien que du nouveau ministère. » Il était désormais évident que les Siciliens, même en tombant, ne s'apercevraient pas de leur chute.

Si l'on désire encore une preuve de l'incurable aveuglement des Siciliens, je dirai que Torrearsa eut peur que la démission de Stabile, dévoué à l'Angleterre, éloignât de la Sicile la protec-

Garibaldi s'est-il logé dans une chambre du palais royal de Caserta? Est-ce qu'il va se faire proclamer roi? Envoyons vite le chasser de là! Et un émissaire de Cavour a l'impudence de se charger de cette mission; ce qui donne à Garibaldi l'occasion de s'écrier, en le repoussant : — Dites à ceux qui vous ont envoyé, que je donne les royaumes que je conquiers. — Comment donc! il ne respecte plus les ordres du cabinet de Turin! Qui aura donc la force de museler cet ambitieux tombé en état de rage? Ce ne peut être que le roi lui-même. Poussons donc le roi en avant, à la tête d'une armée.

L'entrée de Victor-Emmanuel dans les terres napolitaines est le comble des outrages faits à Garibaldi. Si on voulait l'aider à chasser du pays François II, il suffisait d'envoyer sous ses ordres le corps d'armée de Cialdini. Si on voulait détruire les bataillons bourbonniens qui tenaient encore la campagne, ce n'était pas sur le Volturne, après un long détour, que les soldats piémontais eussent dû déboucher : ils devaient suivre rapidement, par Aquila, le chemin d'Avezzano, de Sora, et sortir sur la droite du Garigliano. L'armée bourbonnienne aurait eu difficilement le temps d'abandonner le pays et de se retirer sous Gaëte : enfermée entre deux rivières et les corps de Garibaldi et de Cialdini, elle eût été contrainte de déposer les armes sans combat; au moins, elle n'eût pu se réfugier sur le territoire du pape, mouvement qu'il fallait prévoir. Loin de là, Victor-Emmanuel traverse plusieurs provinces napolitaines; est-ce pour le plaisir de se montrer? Quel caractère avait-il dans un pays qui n'avait pas encore voté en sa faveur? Il perdait de sa dignité par cette démarche. Mais on lui a fait croire à des intrigues dans la prochaine votation; il va les déjouer : il envoie l'ordre à Garibaldi de ne pas bouger des positions qu'il occupe. C'est de Garibaldi que le roi veut d'abord s'assurer, et il tombe avec son armée sur le Volturne pour maîtriser les Garibaldiens, qu'il craint plus que les soldats de François II. Garibaldi, *le meilleur de ses amis,* est l'homme dont il s'est le plus méfié, l'homme qu'il a laissé flétrir de toutes manières! Est-ce qu'en soutenant par calcul ce système de diffamation contre le héros de Calatafimi, on a voulu user de ruse dans le but de légitimer aux yeux de l'Europe l'intervention du Piémont dans les États du pape et du roi de Naples? Mais on ne trompe personne avec ces moyens-là. Et, en tout cas, la diplomatie du cabinet du Turin avait-elle le droit de se faire un jouet de la réputation et de l'honneur du plus grand des Italiens? Il en est malheureusement ainsi.

tion de cette puissance. Il se hâta d'écrire à l'amiral Napier une lettre que je résume : « L'ancien ministère, disait-il, a voulu se démettre, afin de ne pas donner, pour des motifs personnels, la plus légère occasion de discorde. Mes collègues et moi, nous sommes les amis intimes des ministres passés, et les plus fermes appuis de leur politique, qui seule est sage et profitable à la Sicile. Vous savez qu'il n'a jamais existé chez nous d'opposition quelconque à la politique de l'ancien ministère, si l'on en excepte une toute petite fraction du peuple, guidée par des motifs personnels et repoussée par le bon sens des populations et par la modération du parlement (il parlait des patriotes, qui avaient fait la révolution, et qui seuls se montraient prêts à verser leur sang pour la patrie). Ce que je vous dis est prouvé par l'éclatante attestation que la chambre a donnée de sa confiance et de son

Maintenant, Garibaldi doit s'effacer comme pouvoir militaire et politique, et se contenter d'être simplement une gloire nationale. Il ne doit plus être rien sur ce sol conquis par lui, et qui va passer dans les mains d'autres chefs expressément choisis au double titre d'avoir été les premiers à l'offenser et de figurer parmi les courtisans de Cavour. C'est à ces conditions que Victor-Emmanuel veut offrir à ce grand Italien, qu'on a mortellement blessé, le cordon de l'Annonciade et le panache de maréchal. Heureusement, ce roi, au comble de sa grandeur, sera obligé de comprendre son impuissance à rien ajouter au nom glorieux de Garibaldi. La simple étoile que ses compagnons d'armes lui ont décernée sera toute la récompense du conquérant. Il pourrait se venger; il pourrait demander une réparation des injures dont on l'a accablé : il trouve lâche la vengeance; il en appelle à l'histoire contre la calomnie; il laisse ses ennemis se rouler dans la fange. Pour lui, qui a porté dans sa main les destinées de l'Italie, il va attendre dans l'île de Caprera que l'Italie ait de nouveau besoin de son épée. En attendant, on ne cesse pas de l'offenser et de le flétrir. Qu'on lise les journaux italiens qui sont dévoués à la politique du ministère : Pourquoi Garibaldi est-il parti pour Caprera? C'est par dépit de voir son ambition éconduite, répondent-ils. Les honneurs que Victor-Emmanuel a voulu lui conférer ne pouvaient le satisfaire. Garibaldi se pose en face du roi comme un égal, et veut lui imposer ses lois. — Le premier acte de Victor-Emmanuel en arrivant à Naples, est de dissoudre ce corps d'armée qui lui a donné Naples et la Sicile. Enfin, la guerre que le parti ministériel soutient contre Garibaldi, s'organise pour aller bientôt dans les colléges électoraux fermer à ce grand citoyen l'accès à la représentation nationale. Ne dirait-on pas que l'Italie est la victime d'une réaction soulevée contre ses libérateurs?

Une lutte, soulevée et soutenue par Cavour sans autre mobile que son ambition personnelle, et à laquelle Victor-Emmanuel s'est inconsidérément prêté, va réveiller et diviser en Italie des partis qui s'étaient confondus. Sous la pression de la crainte d'une guerre avec l'étranger, tout dissentiment pourra couver sourdement; mais que Dieu éloigne le jour où le roi d'Italie pourrait se repentir d'avoir laissé fouler aux pieds tout ce qu'il y a de plus généreux dans les affections du peuple italien!

adhésion à la politique suivie par l'éminent Marion Stabile, en l'appelant à la présidence avec une majorité de suffrages qu'on peut regarder comme une acclamation. Il n'est pas besoin d'ajouter que, par ce changement de ministère, vous ne devez considérer comme changée ni la condition ni la politique de ce gouvernement. Et je vous prie d'écrire tout cela à S. M. Britannique, et de vouloir accorder à mon ministère les bons offices et la protection dont vous avez honoré Marion Stabile. » On verra plus tard que ce langage n'était pas conseillé par la prudence, mais qu'il était, je le répète, l'effet d'un incurable aveuglement.

En attendant, Messine avait été choisie comme la première victime de la vengeance du roi. Depuis le mois de mars, la lutte n'avait pas cessé un seul jour entre les habitants et les défenseurs de la citadelle. Le colonel Orsini, nommé directeur de la guerre, commandait les Messinois; mais tous ses efforts étaient annulés par le commissaire général du pouvoir exécutif Piraino, qui avait des pouvoirs illimités. Dès le 7 juillet, Orsini avait écrit aux ministres, à Palerme, qu'il était prêt à attaquer la citadelle et certain de la contraindre à se rendre. Il avait expliqué que c'était le moment de le faire, car la guerre des Calabres occupait les royalistes, qui étaient fort découragés; que si on laissait échapper cette occasion, les troupes du roi pourraient remporter une victoire sur les Calabrais, se rapprocher du Phare et débarquer à Scaletta; que dans ce cas les Messinois, placés entre deux feux, combattraient avec désavantage. Les ministres répondirent qu'ils réfléchiraient avant d'envoyer leurs ordres : ces ordres ne vinrent jamais. Le moment était favorable pour les Siciliens. Les troupes du roi revenaient de Bologne, d'autres se trouvaient dispersées dans les provinces en insurrection, d'autres combattaient dans les Calabres. L'attaque de la citadelle de Messine pouvait avoir lieu sans qu'on pût craindre qu'elle reçût des secours. Mais à Palerme on redoutait de voir surgir la république de la victoire du peuple. Le 12 juillet, Orsini avait adressé au ministère de nouvelles instances pour avoir la permission d'ouvrir le feu. Son rapport avait été combattu par un rapport contraire de Piraino, qui concluait ainsi :

« L'élection du roi va changer l'aspect des choses. Si vous croyez que cet événement, nous procurant l'avantage d'être reconnus par les grandes puissances, peut déterminer les royalistes à sortir de bonne volonté de la citadelle, il ne faut pas, dans ce cas, l'attaquer. » En effet, on croyait alors à Palerme que l'élection du roi sauverait l'île. Les ministres donnèrent leur adhésion aux idées de leur haut commissaire. Enfin, sans se fatiguer de l'opposition qu'il rencontrait, Orsini avait écrit de nouveau à Palerme, le 12 août, lorsqu'on connaissait les préparatifs militaires du roi contre la Sicile; et, rendant un compte minutieux des nouvelles batteries construites par lui et du plan d'attaque qu'il devait suivre, il avait même indiqué combien de jours la citadelle pouvait résister. Le ministre de la guerre ne lui répondit pas avant le 22 août; il lui disait de faire dépendre l'attaque de la permission qui lui en serait donnée par le corps municipal de Messine. Indigné, Orsini s'écria que faire dépendre les opérations de la guerre des ordres de négociants et de propriétaires, gens peu disposés à se compromettre, c'était se condamner à l'inaction et se mettre à la merci des événements, qui pouvaient d'un moment à l'autre se déclarer contraires. Après avoir ainsi justifié sa conduite vis-à-vis de la nation, il avait demandé son rappel à Palerme. Le 26 août, jour où la flotte napolitaine sortait de la rade, le ministre répondait dans ces termes. « Si les conditions politiques de notre patrie exigeaient une attaque de la citadelle, je n'aurais aucune difficulté à le permettre; mais dans un moment où le triomphe peut être obtenu sans tirer l'épée, je ne crois pas devoir m'écarter d'une politique expectante. » Il ordonnait, par conséquent, à Orsini de rester à son poste et de ne pas brûler une amorce.

Tels étaient les hommes qui gouvernaient la Sicile. Le 26 août, les navires du roi partaient de Naples; le même jour, le ministre des affaires étrangères s'exprimait ainsi à la chambre, à Palerme: « Je puis assurer que la Sicile jouit toujours de la même sympathie de la part des puissances étrangères; aussi n'y a-t-il pas lieu de craindre une expédition du roi de Naples contre nous. » Il faut, il est vrai, avouer que les représentants de l'An-

gleterre firent tout ce qu'il était possible pour entretenir les Siciliens dans cette fatale sécurité.

On n'avait donc à Palerme pourvu en rien à la guerre. Lamasa avait demandé qu'on formât un camp à Castro Giovanni; le ministre s'y était opposé. Enfin, le 29 août, lord Napier envoya le bateau *Proserpine* à Messine et puis à Palerme, pour donner l'avis que le gouvernement napolitain *se déciderait probablement* à diriger une expédition contre la Sicile (la flotte napolitaine était presque en vue de Messine!); qu'il ne pouvait *garantir ce bruit,* puisque les préparatifs du roi avaient été faits *en grand secret* (on y avait travaillé un mois et demi, et lord Napier savait que son gouvernement avait permis à la flotte napolitaine de lever l'ancre!); qu'il se mettait à la disposition des ministres de Palerme dans le cas où ils auraient une négociation à ouvrir ou une proposition à faire au roi de Naples.

En même temps, une députation de Messine arrivait à Palerme demandant des secours. Les ministres chargèrent Lamasa de la défense de Messine; mais lorsqu'il demanda d'emmener avec lui le peu de troupes régulières, on lui répondit que ces troupes devaient servir de garnison à Palerme, et qu'il pouvait disposer des escadres et des gardes nationaux. Les escadres se trouvaient dispersées; cent hommes seulement répondirent à l'appel. Les gardes nationaux ne voulurent point abandonner Palerme, où ils avaient à défendre leurs propres familles. Enfin, on reçut la nouvelle que les royalistes avaient attaqué Messine; et le ministre de la guerre, avec une vanité toute sicilienne, se présentait à la chambre et disait : « *Des forces considérables* accourent de tous les districts voisins de Messine pour défendre cette ville héroïque; *nous ne pouvons douter de la victoire.* » Le ministre savait qu'il n'y avait pas de force armée dans les alentours de Messine; il s'extasiait en exagérant l'espérance de la victoire sans rien faire pour la remporter. On se trouvait à l'improviste engagé dans une guerre qui ne pouvait avoir, — la moindre réflexion l'aurait appris, — une issue favorable pour la Sicile, et les Palermitains, au lieu de prendre les armes, accueillaient la triste nouvelle du débarquement des royalistes à Messine avec

d'inexprimables transports de joie, et illuminaient la ville comme s'il se fût agi d'un triomphe. En attendant, les députés de Messine criaient comme des fous pour obtenir quelques fusils, des munitions, un peu d'argent, un bataillon de ligne. Le gouvernement fit embarquer pour Messine 1,400 fusils, des munitions et 182,000 francs. Quant à la troupe de ligne, qui se réduisait à 1,000 hommes, depuis peu de temps soldats et ignorant le maniement des armes, elle fut refusée. On accorda à Messine les légions palermitaines, qui n'étaient pas celles du 12 janvier : celles-là, après avoir combattu à Palerme, s'étaient dispersées avec leur butin. Les légions actuelles étaient mercenaires, et le gouvernement les avait composées en y enrôlant des galéottes et d'autres gens des plus vils. Pressé de partir, Lamasa ne put emmener avec lui que *trois cents* hommes!

L'escadre napolitaine, composée de plusieurs frégates, de bâtiments de transport et d'un certain nombre de chaloupes canonnières, avec 24,000 soldats à bord, s'avançait, sous les ordres de l'amiral Cavalcanti, contre Messine. La troupe était commandée par le général Filangieri. C'était un militaire de mérite, formé à l'école de l'Empire. Ayant commencé à servir comme sous-lieutenant dans une demi-brigade d'infanterie française, il avait gagné sur le champ de bataille tous ses grades, jusqu'à celui de lieutenant-général. A Maziarel, en Styrie, il s'était emparé d'un drapeau ennemi après avoir reçu deux coups de baïonnette. A la bataille d'Austerlitz, il avait emporté, à la tête de quelques pelotons de grenadiers, les redoutes du village de Telmitz, et avait été blessé à la tête. En 1814, au passage du Tanaro, il s'était élancé en avant sur le pont dans un assaut contre l'ennemi; le pont s'abat derrière lui, sa troupe ne peut le suivre; il se trouve seul, avec huit aides-de-camp, en face de toute l'armée autrichienne. Il combat; ses aides-de-camp tombent morts à ses côtés, et lui-même tombe sur eux avec vingt-quatre blessures.

Le général Filangieri se rendit d'abord à Reggio. Dès son arrivée, il prévint les consuls étrangers qu'ils devaient pourvoir à la sûreté de leurs nationaux. L'escadre mouilla devant Messine

le 2 septembre, et envoya aussitôt quelques compagnies dans la citadelle, dont les communications avec la mer étaient restées à peu près libres. Le général intima à la ville l'ordre de se rendre, faisant de larges promesses dans le cas de reddition, et de terribles menaces dans le cas contraire. On méprisa les promesses, on se moqua des menaces. Des deux côtés on se prépara au combat pour le lendemain.

Messine n'était pas prête à repousser une armée qui l'attaquait du dehors. La citadelle, dont la construction remonte à la fin du XVIIe siècle, et qui est située sur l'isthme qui relie la place de Terranuova à la presqu'île de San Raniera, était commandée par le général Pronio. Les Napolitains possédaient aussi le fort Salvadore, qui défend l'entrée du port. Les forts Gonzaga et Castellaccio, qui dominent la ville à une certaine distance vers l'ouest et le sud-ouest; la batterie du Real Alto, située à l'extrémité septentrionale du mur d'enceinte, au bout du quai; une autre batterie qu'on avait élevée sur la place de Maregrosso; le Noviciat des Jésuites, celui de Torre Vittoria; la tour de Mattagriffonne, qui occupe le sommet de la Rocca Guelfonia, étaient au pouvoir des Siciliens. Mais tous ces châteaux et ces batteries n'avaient été disposés par Orsini que pour battre la citadelle. Le solide mur d'enceinte qui ferme la ville avait été négligé. Les forts Gonzaga et Castellaccio, qui dominent la ville et en défendent les derrières et les débouchés, n'avaient ni canons ni défenseurs. Les ponts de la porte Impériale et de la porte Neuve, qui passent sur le fossé d'enceinte, étaient intacts et sans défense; la courtine et la batterie du Real Alto, qui défend le mur d'enceinte, avaient été oubliées aussi. Les faubourgs de Zaera et de San Leone, où il fallait craindre un débarquement, n'étaient aucunement préparés pour la défense. La batterie qu'on avait construite à Maregrosso l'avait été si mal, que le fossé se trouvait au dedans du parapet. Le Noviciat des Jésuites, celui de Torre Vittoria, la tour de Mattagriffone, étaient hérissés de bouches à feu; il y avait cent canons de siége et dix mortiers; mais, je le répète, tous ces préparatifs avaient eu pour but de battre la citadelle et le fort San Salvadore; de

plus, ces dernières batteries, hérissées de canons, se trouvaient éloignées de 1,500 et même de 2,000 mètres, et ne pouvaient battre les forteresses des royalistes qu'en lançant leurs projectiles par-dessus la ville, qui, se trouvant au milieu, devait en souffrir plus que les ennemis. La seule partie de la ville habilement fortifiée, était la ligne de Saint-Joseph à la rivière Sainte-Claire, et ce fut là qu'on repoussa toutes les attaques des Napolitains pendant cinq jours. On avait 20 canons de campagne, mais sans affûts. Seize barques canonnières se trouvaient dans la rade par ostentation plutôt que par utilité, car elles enlevaient à la ville 16 gros canons et 320 artilleurs. Le comité de Messine avait fait courir le bruit que la défense était confiée à 80,000 combattants, chiffre qui, en réalité, se réduisait à 16,000 citoyens, très-courageux sans doute, mais sans expérience militaire. Le cas imprévu d'un débarquement de royalistes rendait indispensable aux Siciliens le changement de tous leurs préparatifs, faits uniquement en vue de battre la citadelle; il n'en était plus temps. On contruisit des barricades à l'entrée des rues, les maisons furent casematées et crenelées, des mines furent pratiquées sur plusieurs points, et notamment autour de la citadelle. On décida qu'au moment du débarquement, les Messinois attaqueraient l'ennemi en rase campagne, et que les batteries foudroieraient la citadelle : ce fut un dessein imprudent, conçu évidemment sous l'influence d'un enthousiasme qui ne laissait pas douter de la victoire et des triomphes éclatants et faciles qu'on allait recueillir.

Le 3 septembre, avant le jour, six bateaux à vapeur napolitains et 20 barques canonnières se rangèrent en bataille devant la batterie sicilienne de Maregrosso. Vers l'aube, on ouvrit le feu, et en peu de temps la batterie fut complétement détruite. Les troupes royales purent alors débarquer librement, et, se réunissant à un autre corps sorti de la citadelle, attaquer la ville. La garnison de la citadelle, en s'avançant jusqu'aux Moselle, s'empara de la forte tranchée construite entre Saint-Joseph et Sainte-Claire. Là s'arrêtèrent les progrès des royalistes. Les batteries de la ville ouvrirent leur feu contre la citadelle, les deux

forts Don Blasco et San Salvadore et la place de Terranuova : la justesse de leur tir fit, après quelques heures, ralentir celui des forteresses ennemies. En même temps, la batterie 1er Septembre obligeait l'escadre napolitaine à prendre le large. Les deux seuls bataillons réguliers qu'on avait, soutenus par le feu de quatre canons qui étaient tombés dans les mains de l'ennemi et que l'on avait réussi à reprendre, s'emparèrent de nouveau de la tranchée des Moselle et forcèrent les Napolitains à rentrer dans la citadelle. De l'autre côté, les volontaires et les gardes nationaux repoussèrent impétueusement les troupes débarquées, et les poursuivirent jusqu'à ce qu'elles fussent à l'abri dans leurs chaloupes. Le feu des forts ne cessa pas pour cela; il s'accrut au contraire des deux côtés, et ne fut interrompu que par la nuit.

Cette première rencontre suffit pour annoncer qu'on aurait à soutenir une guerre d'extermination. Les royalistes, à mesure qu'ils avançaient, avaient mis le feu aux maisons et aux magasins, voulant que sur leurs pas la désolation accompagnât et accrût l'épouvante; les forts avaient tiré sur la ville des bombes et des fusées incendiaires. Les Messinois avaient fait de même contre les forts de l'ennemi, mais malheureusement plusieurs de leurs bombes étaient tombées sur la ville et en avaient augmenté la ruine.

Le 4, à l'aube, le feu recommença des deux côtés. Filangieri avait cru, le jour précédent, s'emparer facilement de la ville au moyen d'une attaque soudaine. Ayant rencontré une résistance à laquelle il ne s'attendait pas, il avait résolu de battre la cité pendant quelques jours avec son artillerie. Les batteries siciliennes tiraient avec une précision effrayante; leur tir était bien dirigé; il faut rendre justice à leur commandant. La citadelle, les deux forts Don Blasco et San Salvadore furent très-endommagés; mais le cruel bombardement et la grande quantité de fusées que les forteresses royales lançaient sur la ville y avaient développé des incendies. On vit alors le danger que le gouvernement palermitain avait accumulé sur la pauvre Messine, qui, attaquée au dehors, n'avait pas au dedans ses défenses libres, écrasée qu'elle était par ces forteresses qu'on n'avait pas voulu abattre et détruire lorsqu'on l'aurait pu. L'hôtel de ville était en

flammes; tantôt le feu prenait à une maison, tantôt à une église; là un couvent croulait, à ses côtés un bâtiment public, plus loin un monument d'antiquités. La grêle des balles, des bombes, des grenades qui tombaient sur Messine était si dense et si continue, qu'on n'avait jamais vu un spectacle aussi horrible. Il était dangereux de traverser les rues, obstruées par les flammes et les ruines; impossible de distinguer à travers la fumée les opérations de l'ennemi. Néanmoins, l'héroïque population messinoise, appliquée à défendre ses batteries, à arrêter l'incendie, à surmonter activement d'autres obstacles, ne pouvait être effrayée par ce qu'il y avait de plus terrible et de plus meurtrier. Les hommes, les femmes, les riches et les pauvres, les vieillards et les enfants, ne faisaient entendre aucune plainte, pas un mot de retraite ou de capitulation. Sans distinction de classe, ni d'âge, ni de sexe, au milieu des morts et des blessés, à la lueur des incendies, au bruit de l'artillerie, tous étaient résolus à s'ensevelir sous les ruines ardentes de leurs maisons. Messine était défendue par le peuple; Charles-Albert n'était pas là.

Mais, dira-t-on, dans quel but? Messine devait finir par être détruite, et l'ennemi devait fouler aux pieds ses ruines. Pourquoi donc une effusion inutile de sang? Mais ne réfléchit-on pas qu'avec cette même argumentation on aurait pu reprocher aux premiers martyrs de la foi chrétienne les horribles tortures auxquelles ils s'exposèrent pendant trois siècles? Qu'on respecte une fois enfin le sang des hommes généreux. C'est par ce sang que la religion du Christ a triomphé, c'est par ce sang qu'il faut laver les souillures d'un servage de dix-huit siècles dont nous sommes encore couverts, et nous rendre dignes de la liberté. Qu'on accuse plutôt l'ingratitude de la postérité, qui, recueillant jour par jour les fruits tardifs de la science et de la civilisation, ne songe pas aux martyrs qui pendant des siècles en ont arrosé les germes de leur sang; qu'on jette le blâme sur ces hommes qui, devant les grands buts que l'humanité a encore à atteindre, restent froidement utilitaires.

La nuit mit fin à cette seconde journée de combat. Il fut repris le jour suivant avec la même vivacité, avec la même ava-

lanche de bombes, de fusées, d'incendies, d'écroulement de maisons, de destruction de batteries, avec la même valeur du côté des Messinois et le même acharnement du côté des Napolitains.

Deux rues principales s'étendent dans la partie méridionale de Messine, la rue Austria, qui court de l'est à l'ouest, et la rue Giudeca, qui lui est à peu près perpendiculaire. Cette dernière conduit à l'une des portes de la ville, la porte Nuova. Plus loin, en se dirigeant toujours vers le sud, et après avoir dépassé le vaste monastère des Pères Bénédictins de la Madeleine, on rencontre le faubourg de Zaera, dont on sort par une porte solide d'ancienne construction. On traverse ensuite les villages de San Cosmo, de Gazzi et de Contessa; ces deux derniers villages, éloignés seulement d'une portée de fusil de la côte, sont situés à droite et à gauche de la route de Catane, et forment deux files de maisons interrompues seulement par les murs des jardins. C'est là que Filangieri résolut d'opérer le débarquement des troupes royales.

Le 6, à la pointe du jour, le feu des batteries commença des deux côtés avec une fureur redoublée. A huit heures, une escadre de treize bateaux à vapeur remorquant vingt-deux barques canonnières et trois frégates chargées de troupes et provenant de Reggio, s'approchèrent du point appelé le Dromo, fixé pour le débarquement. Protégés par le feu des navires, les soldats, au nombre de 6,000, opérèrent leur débarquement avec assez de facilité, parce qu'ils se trouvaient hors de portée des batteries siciliennes. Orsini, dès qu'il s'était aperçu des mouvements de l'escadre, en avait donné l'avis à Stefano Interdonato, qui avait 400 hommes au fort Saint-Placido et 150 à la marine de Scaletta, en lui ordonnant d'attaquer l'ennemi par derrière. Interdonato s'avança avec ses gens et quelques canons; en arrivant à Tremestieri, il reçut un renfort de 200 gardes nationaux des alentours et une foule de paysans armés de fusils, de fourches, de haches; mais aussitôt que les napolitains arrivèrent à la rivière de Contessa, Interdonato se retira précipitamment, en disant qu'il n'avait à défendre que le poste de la Scaletta. Sa défection découragea les miliciens, qui ne tardèrent pas à se

disperser. Orsini vit de loin que le Dromo venait d'être abandonné, et ordonna aux volontaires et aux gardes nationaux de la ville d'accourir de ce côté pour s'opposer à la marche de l'ennemi. Deux cents miliciens des plus alertes arrivèrent les premiers et s'enfermèrent dans les maisons du village Contessa. Ils engagèrent le combat avec les Napolitains. Deux bataillons réguliers survinrent et soutinrent pendant deux heures un feu bien nourri. Les royalistes, battus vigoureusement par des ennemis cachés dans les maisons du village, au lieu de gagner du terrain, eurent beaucoup de peine à se soutenir dans leurs positions. Enfin, une partie de la légion commandée par le courageux Pagnocco, arriva sur le lieu du combat, et alors les royalistes, assaillis à la baïonnette, durent reculer jusqu'à la plage. Dans ce moment, Pagnocco, qui combattait à la tête de ses gens, tomba mort; en même temps, le major de la troupe de ligne, Santantonio, fut gravement blessé : cette double perte troubla les Siciliens; les royalistes profitèrent de leur hésitation pour se frayer de nouveau un chemin jusqu'au village Contessa. Avant de gagner la route de Catane, il leur fallut s'emparer des maisons une à une, sous un feu meurtrier, et en s'en emparant ils y mettaient le feu. A mesure que les colonnes des assaillants s'avançaient, la résistance des Messinois, qui en reculant avaient reçu des renforts, devenait plus énergique. Lamasa, qui était arrivé le jour précédent à Messine avec ses Palermitains, prit part au combat. L'attaque des Siciliens fut si impétueuse, que les royalistes furent une seconde fois contraints de reculer; mais ayant reçu un renfort, ils ne tardèrent pas à regagner le terrain perdu. Dès lors, la fortune des armes changea à chaque instant; d'un côté et de l'autre on se battit furieusement à la baïonnette : on était tantôt victorieux, tantôt vaincu. Il y eut souvent à douter si la valeur des citoyens ne l'emporterait pas sur l'art des soldats. Enfin, les troupes du roi ayant reçu d'autres renforts, la lutte devint trop inégale. Orsini abandonna le champ de bataille et rentra en ville. Parcourant les quartiers, il ranima les citoyens, promit la victoire, réussit à se faire suivre d'une foule de gens, avec lesquels il rétablit le combat et le soutint

jusqu'à trois heures de l'après-midi, moment où les royalistes, repoussant définitivement leurs adversaires et formant en masse leurs colonnes, s'avancèrent vers la ville.

Filangieri fit alors un changement de front à droite, en étendant sa gauche sur le revers des collines, afin de couronner les hauteurs, et par là de cerner la ville, menacer le flanc droit des Messinois et prendre les forts par derrière. Ce mouvement réussit. Le commandant sicilien qui devait défendre les collines les abandonna honteusement sans combattre. Les troupes royales purent ainsi attaquer les faubourgs avec vigueur.

La position des défenseurs de la ville était devenue dangereuse. Le mouvement stratégique exécuté par Filangieri les obligeait à diviser leurs forces et les rendait faibles sur tous les points. La perte des collines exposait les principales batteries de la ville à être battues par derrière et dominées par le feu des royalistes. Les citoyens n'avaient donc plus de système de défense, et leur position offensive contre la citadelle et les troupes était anéantie. On était dans cette dure position lorsque les Messinois qui défendaient les faubourgs manquèrent de munitions. Orsini et Lamasa envoyèrent promptement dans la ville pour en demander au commissaire Piraino : la réponse fut que le commissaire s'était retiré à bord d'un navire anglais. Ils coururent alors eux-mêmes en ville pour prendre dans les magasins les munitions dont on avait besoin. Ils s'assurèrent que Piraino avait disparu. Le peuple criait : *Il nous a trahis!* Piraino soutint plus tard qu'ayant cru impossible que la ville pût se défendre plus longtemps, il se rendit à bord des navires étrangers pour obtenir, par l'intervention des capitaines anglais et français, une suspension d'armes de vingt-quatre heures. Sa résolution, eût-elle été sincère, fut imprudemment exécutée, puisqu'elle n'avait pas été communiquée au commandant Orsini. En attendant, Lamasa et Orsini, après avoir pourvu au défaut de munitions, firent un appel au peuple pour augmenter le nombre des défenseurs des faubourgs; ils ne rencontrèrent que des hommes désarmés ou mal armés, ou découragés par le bombardement et par la fuite de Piraino. Après avoir réuni cependant un certain

nombre de citoyens, ils se hâtaient de retourner au lieu du combat, lorsqu'on tira derrière eux des coups de fusil. Les partisans du roi de Naples qui habitaient Messine, encouragés par le succès des troupes royales, commençaient à se prononcer. On ne répondit pas à leur feu, Orsini et Lamasa ne voulant pas engager une guerre civile dans la ville. En même temps, les montagnards et les gens du littoral qui avaient pris part jusqu'alors au combat se dispersèrent. Les restes des deux bataillons réguliers, des gardes nationaux de Messine et de la légion palermitaine restèrent seuls à soutenir le choc des nombreuses colonnes des royalistes, et, loin de se décourager pour cela, ne firent que redoubler d'ardeur.

A l'arrivée des renforts d'Orsini et de Lamasa dans les faubourgs, les troupes du roi, qui gagnaient du terrain, furent contraintes de s'arrêter. Chaque maison fut une forteresse d'où les Messinois, armés d'espingards et cachés derrière des fenêtres matelassées, décimaient les rangs de la troupe. Néanmoins la troupe avançait, mais lentement, et trouvait à chaque pas, aux fenêtres, derrière les portes, jusque dans les buissons, de nouveaux ennemis. Elle avançait cependant, brûlant tout sur son passage, et ne faisant quartier à personne. Les Siciliens combattaient intrépidement, mais divisés, au hasard, sans direction, sans ensemble, sans savoir où ils pourraient transporter leurs blessés, car la ville était presque toute en flammes. Le bombardement n'avait pas discontinué, les incendies se propageaient dans tous les quartiers; les maisons, les églises, les couvents croulaient; les ruines, accumulées par l'éclat des bombes, obstruaient les rues et empêchaient les communications. Les familles terrifiées abandonnaient les quartiers les plus exposés, et répandaient la désolation partout. On ne pouvait s'arrêter dans les rues, ni les traverser, ni rester chez soi, ni se cacher dans les caves. Comment obtenir la promptitude des mouvements, la vivacité de l'esprit, les secours réciproques, les mille ressources qui rendent formidable une guerre populaire? Aussitôt qu'on connut l'immensité du danger et que le courage le plus désespéré, l'enthousiasme le plus bouillant ne purent empê-

cher de sentir qu'on luttait inutilement, une foule de prêtres, de moines, de femmes, se mêlèrent aux combattants, sans espérance de pouvoir sauver la patrie, mais résolus tous à chercher la mort comme le terme de leurs douleurs. Le combat continua jusqu'à la nuit. Les Messinois, serrés dans un cercle de flammes, suffoqués par la fumée, réussirent à arrêter l'ennemi au faubourg San Cosmo, et l'on peut dire sans exagération qu'ils barricadèrent de leurs cadavres les portes de la ville.

Pendant la nuit, on réunit à Messine un conseil de guerre. Piraino ne s'était plus montré en ville. Orsini alla le tirer du navire anglais le *Gladiator*, et l'amena avec lui dans le conseil. On résolut d'assaillir l'ennemi dans la nuit même et de le chasser des positions qu'il avait occupées. Mais, pour cela, on avait besoin d'un renfort de 600 à 1,000 hommes. On rentra dans la ville pour réunir de nouveaux combattants, et on ne tarda pas à s'apercevoir que c'était une démarche inutile. Il y avait bien 1,500 hommes arrivés déjà en vue de Messine, qui provenaient d'une seconde expédition de Palerme; Lamasa avait reçu l'avis de leur arrivée. Messine, avec ce secours, aurait pu résister un jour de plus; mais Lamasa, au lieu d'appeler en ville ses Palermitains, sortit lui-même à leur rencontre, se faisant suivre des restes de sa légion; on verra bientôt quel était son but. Vers minuit, Orsini, Piraino et les autres commandants des forces messinoises, voyant s'approcher leur ruine définitive, se rassemblèrent de nouveau; on discuta longuement dans le conseil, les uns proposant de mourir les armes à la main, Piraino et d'autres conseillant la capitulation. Enfin, le sentiment de la dignité nationale prévalut, et l'on résolut de recommencer le combat.

Le lendemain, aux premières lueurs du jour, le général Filangieri prit toutes les dispositions nécessaires pour diriger une attaque décisive contre les faubourgs. L'approche en était défendue par un retranchement d'une extrême solidité, armé de canons de gros calibre qui balayaient la chaussée. A droite s'élevaient les batteries du Noviciat; à gauche, celles de la Cecilia. Enfin, la formidable redout de la Madeleine, placée

près de la mer, prenait la route en travers. Filangieri, ne pouvant attaquer de front, donna l'ordre d'enlever les batteries de droite et de gauche pour tourner ensuite la porte Zaera. Ce double mouvement s'exécuta sous un feu terrible.

Pendant que les Messinois, à la pointe du jour, s'apprêtaient au combat, ils s'aperçurent que Lamasa et ses Palermitains ne se trouvaient pas dans leurs rangs. Nous savons qu'il était sorti de la ville pendant la nuit. Était-ce marche stratégique ou insubordination des soldats que le chef avait été obligé de suivre dans leur retraite inattendue? Lamasa affirma plus tard que la perte des collines environnantes constituant le principal danger de la ville, lui avait fait prendre la résolution de sortir de la place et de s'unir à la colonne des Palermitains qui l'attendaient à peu de distance; qu'avec ces forces réunies, il aurait, le lendemain, assailli les Napolitains par derrière et dégagé la ville, ou du moins frayé une retraite à ses défenseurs. Il ajouta que, en effet, traversant des monts et des précipices, il arriva le lendemain en vue de Messine, qui soutenait encore le combat; qu'il se mit sur-le-champ en marche pour assaillir les Napolitains; mais qu'alors il rencontra des citoyens qui lui apprirent que la ville était au pouvoir de l'ennemi; que les miliciens étaient en fuite; qu'Orsini et Piraino avaient trouvé un abri sur les navires étrangers; qu'entendant cela, il comprit qu'il irait inutilement s'exposer à un massacre. Il résolut alors de se diriger sur Melazzo, qu'on lui assura également être menacé d'un débarquement de Napolitains. Ces assertions n'ont pas les caractères de la vraisemblance : Lamasa, qui avait Messine sous ses yeux, ne pouvait se laisser tromper par quelques fugitifs, alors que le bruit du canon retentissait encore dans la ville.

La défection de Lamasa était bien propre à décourager les derniers défenseurs de Messine. Néanmoins, lorsqu'ils virent les Napolitains marcher à l'assaut de leurs retranchements, ils les accueillirent avec un feu terrible, leur disputant pas à pas le terrain, tantôt les repoussant, tantôt reculant eux-mêmes. La valeur était égale des deux côtés; mais les royalistes avaient pour eux le nombre et la bonne direction de leur vaillant géné-

ral. En même temps, la citadelle recommença le bombardement de la ville avec plus de violence que jamais. Au milieu du combat, le général Filangieri reçut une lettre de Robb et de Nonay, capitaines des escadres anglaise et française. « Général, écrivaient-ils, les navires français et anglais ne suffisent plus pour recevoir les familles messinoises qui fuient le sac et le pillage dont elles se croient menacées. C'est donc au nom du Dieu de miséricorde que nous venons faire appel aux sentiments d'humanité du représentant du roi de Naples; nous venons le supplier d'accorder une trêve pour arrêter l'effusion du sang, qui a déjà trop coulé, et pour établir les conditions d'une capitulation, lesquelles seraient débattues, à bord du bâtiment français l'*Hercule,* par des chargés de pouvoirs des deux parties belligérantes. »

Pendant cinq jours, la noble cité de Messine, avec ses 93,000 habitants, avait été brûlée, saccagée, détruite, anéantie. Tout cela s'était accompli en vue des flottes française et anglaise, qui avaient conservé la plus complète indifférence. Il ne s'agissait pas de châtier des sujets coupables; c'était un massacre organisé par le plus fort contre le plus faible, par un roi détesté contre un peuple libre et reconnu comme tel par la France et l'Angleterre. Les commandants des escadres de ces deux nations devant Messine pouvaient avoir des instructions pour ne pas intervenir dans la lutte; mais les instructions de leurs gouvernements n'avaient pu prévoir de telles horreurs. Ne pouvaient-ils s'autoriser des événements pour agir plus tôt et sans nouveaux ordres? Mais il était évident désormais que les flottes étrangères ne paraîtraient devant Messine, Palerme, Gênes, Livourne, Venise, comme elles avaient paru devant Naples, que pour assister aux funérailles des villes italiennes.

Filangieri chargea le colonel Picenna de se rendre à bord de l'*Hercule,* et de répondre que l'armée royale ne suspendrait les hostilités que lorsque Messine ferait sa complète soumission.

Vers l'aube, le commissaire Piraino et les autres membres du pouvoir exécutif s'étaient de nouveau réfugiés à bord de l'*Hercule.* Le commandant français les reçut poliment, et commença à les

sermonner, en leur retraçant avec une pitié recherchée un tableau de l'état déplorable de la ville, des mères désolées, des femmes en deuil, des jeunes filles et des enfants qu'il fallait sauver de la mort horrible qui les menaçait. Il semblait qu'il crût parler à des convers plutôt qu'à des Messinois qui voyaient mourir, depuis cinq jours, leurs mères, leurs femmes, leurs enfants, sans cesser de combattre. Piraino ayant répondu qu'il se résignerait à tout pourvu que l'honneur fut sauf, le commandant lui dit : « Est-ce que l'honneur n'est pas sauf déjà, après cinq jours de combat? » Ce fut alors qu'on envoya à Filangieri la lettre qui l'engageait à traiter à bord de l'*Hercule*. Aussitôt arrivé, le colonel Picenna adressa fièrement aux Messinois ces paroles : « Vous soumettez-vous donc? » Le citoyen Ignace Pompeiano, qui était là, lui répondit en frémissant : « Nous, monsieur, nous nous brûlerons tous. Aurions-nous fait de si grands sacrifices pour descendre si bas? Nous avons vu les ruines de nos palais, les cadavres de nos mères et de nos enfants, que nous reste-t-il à perdre? — Eh bien! reprit le commandant français, faites cesser le feu de vos batteries et les troupes en feront autant. — Soit, répondit Pompeiano, mais à la condition qu'on conservera des deux côtés les mêmes positions. »

L'ordre de suspendre le feu fut exécuté par les Messinois; la troupe continua son attaque. Pompeiano protesta contre cette infraction à l'accord fait; mais alors on lui fit entendre clairement que si l'on voulait sauver la ville, il fallait capituler sur-le-champ. Pompeiano demanda un délai de vingt-quatre heures pour en demander l'autorisation à Palerme; on lui accorda huit minutes. Le commissaire Piraino s'impatientait de l'obstination de ses collègues, et s'écriait : « Vous avez trop parlé jusqu'ici. Arrivons maintenant à une conclusion, quelle qu'elle soit. » Pressé de tous côtés, Pompeiano fixa ainsi à la hâte les bases de la capitulation : Les troupes royales seraient, de fait, maîtresses de la ville; le parlement serait appelé à décider la question du gouvernement; on respecterait, sans aucune exception, l'honneur, la liberté individuelle, les biens des citoyens; le gouvernement resterait entre les mains des autorités actuelles; échange

réciproque des prisonniers. Si ces conditions répondaient de tout point au caractère opiniâtre des Siciliens, on ne pouvait espérer qu'elles fussent acceptées par Filangieri. Les commandants français et anglais en firent la remarque. Le colonel Picenna alla communiquer ces conditions au général Filangieri, qui fit exprimer aux commandants Robb et Nonay son regret de ne pouvoir y accéder.

Pendant le cours de ces négociations, les troupes royales avaient gagné du terrain; la redoute de la Madeleine venait d'être emportée à la baïonnette. Les Messinois avaient abandonné la batterie de Santa Cecilia et le fort Gonzaga. Dès lors, la porte Zaera, découverte sur ses flancs, n'était plus un obstacle sérieux. Ceux qui la défendaient, se voyant attaqués par derrière, enclouèrent leurs canons, brûlèrent les munitions et se retirèrent : la porte fut enlevée sans beaucoup de difficulté. Le monastère de la Madeleine devait encore opposer aux troupes royales une vive résistance. Comme sur les autres points, on combattit pied à pied, se disputant chaque pilier, chaque pan de mur. Enfin, le feu des Messinois devint moins vif; vers midi, ils rentrèrent dans la ville. Là, la lutte recommença, et elle fut longue et acharnée. La citadelle, qui n'avait jamais interrompu le bombardement, paraissait vouloir détruire jusqu'aux ruines mêmes de la ville. L'incendie qui durait depuis cinq jours avait dévoré des quartiers entiers. Au moment où les royalistes entrèrent dans la ville, des colonnes immenses de fumée et de flammes s'élevaient sur onze points, et communiquaient l'incendie aux maisons que les bombes et les fusées avaient par hasard respectées. Qu'on ajoute à cela l'horrible spectacle des rues obstruées par des débris de toute espèce, des cadavres et des blessés de tout âge et de tout sexe étendus à terre, des bombes et des grenades qui continuaient sans cesse à tomber, des coups de fusil que des traîtres bourbonniens tiraient par derrière à leurs concitoyens engagés dans la lutte, et l'on comprendra difficilement comment ceux-ci, réduits à un si petit nombre, purent encore combattre, préférant la mort à une reddition honteuse. Cachés derrière leurs barricades, enveloppés de fumée, ils ne voyaient plus l'ennemi,

ils ne se voyaient même plus entre eux. Les troupes royales durent faire le siége des barricades l'une après l'autre, comme des forteresses. Il leur fallut triompher d'une résistance désespérée, et ce ne fut que vers cinq heures du soir que les Messinois abandonnèrent la défense. Le soir même, ce monceau de cendres qui représentait la place de Messine fut occupé militairement.

Plusieurs milliers d'habitants avaient trouvé un abri sur les navires étrangers; d'autres en plus grand nombre se dispersèrent dans les montagnes et dans les forêts. Les Napolitains avaient eu 3,000 hommes morts ou blessés; la perte des citoyens ne pouvait être calculée : elle fut immense.

C'est ainsi que s'accomplit le sacrifice de la reine héroïque du Phare. Messine tomba, mais l'honneur du peuple sicilien fut sauvé. L'Europe, qui l'avait abandonné, fut contrainte, après cela, de convenir que ce peuple était digne de la liberté. C'est par de semblables holocaustes que les nations opprimées arrivent à secouer l'inertie d'un monde égoïste, et à le convaincre qu'elles ont des droits; leurs dépouilles ensanglantées, déroulées à tous les yeux, parlent plus haut que la raison. C'est ainsi que les grandes catastrophes entrent dans l'ordre universel des choses; c'est ainsi que chaque chute de l'humanité marque un degré de son progrès. L'Italie compte ses villes détruites, sonde ses blessures, et puise dans l'immensité de ses sacrifices le sentiment de sa force.

La nouvelle de ce désastre fut annoncée aux Siciliens dans une proclamation dont la fière énergie tripla partout l'enthousiasme. La voici : « Siciliens! Messine a tenu la parole solennelle donnée par elle de s'ensevelir sous ses propres ruines plutôt que de courber le front sous le joug odieux du tyran; déjà la mitraille, les bombes et l'incendie ont presque effacé du sol la Varsovie, la Missolonghi sicilienne. Déjà le pied vandale des lâches soldats du Bourbon a profané le sol de l'héroïque cité. Pendant cinq jours entiers, les vils et féroces satellites de Ferdinand, battus dans chaque attaque, refoulés dans la citadelle avec des pertes énormes, ont fait pleuvoir des forts et de leurs vaisseaux une grêle de bombes, de grenades, de fusées, et nous

avons dû abandonner une ville que ces barbares, dans leur rage de ne pouvoir la vaincre, avaient convertie en un monceau de ruines fumantes. Devant une si terrible catastrophe, le premier devoir du gouvernement, interprète des sentiments du peuple, est de pousser un cri qui trouvera de l'écho dans toute la Sicile : Vengeance! vengeance! Oui, tout le pays est prêt à suivre le glorieux exemple de Messine. Mais nulle autre part comme à Messine il n'y a une citadelle inexpugnable qui permette à des lâches qui y sont renfermés, à l'abri de tout danger, de renverser et de réduire en cendres une ville tout entière, et dans un combat d'homme à homme, dix des nôtres valent cent des traîtres. Guerre donc! et guerre d'extermination contre le Bourbon! Messine! Messine! que tel soit notre cri de bataille; et qu'au souvenir de cette héroïque cité, qui a mieux aimé se faire réduire en cendres que de transiger avec l'ennemi, notre courage devienne une sainte fureur! Siciliens, Messine s'est posée en sentinelle avancée de toute la Sicile; elle est tombée pour nous, victime noble et volontaire. Montrons-nous dignes de son généreux dévouement; suivons son exemple, et nous pourrons la venger. Que nos demeures servent d'asiles aux valeureux enfants de la cité qui n'a pu être vaincue; partageons avec eux notre pain, et lorsque l'heure de l'expiation aura sonné, de nos mains nous rebâtirons Messine, et la ferons sortir plus belle et plus majestueuse de ses ruines. »

Le 8 au matin, les troupes du roi qui avaient passé la nuit aux avant-postes entrèrent dans Messine par la porte Zaera et la porte Neuve. Elles se composaient des 1er et 6e bataillons de chasseurs napolitains, de celui des pionniers et de quatre compagnies des deux bataillons suisses Hediger et Bucher. Un document des plus curieux est la notification suivante, émanée de la municipalité, le lendemain de la victoire : « Le maire de cette ville devant pourvoir aux logements militaires *dans le petit nombre d'habitations* dont on peut faire usage, *les autres étant incendiées ou détruites*, tous les citoyens absents et dont les maisons habitables sont fermées, sont priés de revenir en ville ou d'envoyer quelqu'un de confiance pour les ouvrir. » Filangieri

s'empressa de publier, de son côté, une proclamation dans laquelle il promit la vie sauve à tous les habitants et le respect des propriétés. On vit alors descendre des navires étrangers, où près de dix mille familles s'étaient réfugiées, les Messinois, qui durent chercher dans les décombres de la ville les cadavres de leurs parents et les débris de leur fortune. En même temps, le général fit procéder au désarmement de la population.

Les exactions violentes et les tortures ne se firent pas longtemps attendre. La correspondance des habitants avec le reste de la Sicile fut tolérée, sous la condition que les lettres seraient lues par l'autorité avant la distribution. Si la lettre renfermait quelque parole suspecte, le malheureux qui l'apportait recevait cinquante coups de bâton. A Santa Lucia, tous les habitants d'une maison où l'on avait trouvé un fusil furent égorgés. Les Messinois recommencèrent alors à émigrer en masse. Tous les fonctionnaires disparurent en une nuit. Filangieri ne put, ni par caresses ni par menaces, déterminer un seul habitant à accepter aucune espèce d'emploi. Beaucoup d'entre eux, chargés de famille et sans fortune, renoncèrent au traitement qui les aurait fait vivre, préférant une misère honorable à la honte de servir le gouvernement napolitain. L'intendant de Messine parcourut vainement le district en confirmant les dispositions du parlement sur le dégrèvement de l'impôt foncier et l'abolition du droit de mouture, et en engageant tous les employés à retourner à leur poste; ceux-ci s'enfuirent à Palerme. Si un officier napolitain entrait dans un café, tous les Messinois sortaient à l'instant même. Malgré le goût des Siciliens pour la musique et les parades militaires, les Napolitains eurent beau défiler au son des instruments dans les rues de Messine, il n'y eut pas une seule jalousie qui s'entr'ouvrît à leur passage, pas un gamin qui les suivît. Les étrangers domiciliés à Messine n'osaient ouvrir leurs fenêtres dans ces occasions, ni afficher aucune espèce de relations avec les Napolitains, par crainte du peuple. L'irritation des Napolitains arriva à son comble. A Melazzo, sous prétexte de détruire les fortifications à l'aide de la mine, ils firent sauter la moitié de la ville. A Meri, désespérant d'organiser un conseil

municipal; ils se vengèrent sur la fille de l'ancien maire. L'attitude des Messinois et des Napolitains fut en tout point semblable à celle des Milanais et des Autrichiens entre eux.

La prise de Messine était importante en ce qu'elle donnait une base d'opérations qui ne devaient plus permettre une longue résistance au reste de l'île. On s'attendait donc à voir le général Filangieri marcher sur Palerme, et tous étaient prêts; mais les massacres de Messine rappelèrent la France et l'Angleterre au respect du principe politique proclamé par l'une et des engagements pris par l'autre. Le 10 septembre, Filangieri s'apprêtait à parcourir l'île : les amiraux Baudin et Parker intervinrent, non point au nom des droits de la Sicile, mais de l'humanité; ils sommèrent le général Filangieri d'arrêter ses troupes, et imposèrent un armistice jusqu'à ce que la France et l'Angleterre eussent essayé leur médiation pour empêcher la guerre.

La nouvelle de la prise de Messine avait comblé de joie le roi de Naples; mais l'indignation s'empara de lui quand il sut que Baudin et Parker avaient arrêté le cours de ses vengeances. Il ne pouvait comprendre ce revirement des deux puissances. « Si les hostilités, lui écrivait M. Temple, ministre anglais, avaient été conduites conformément aux pratiques des nations civilisées, et si l'attaque avait été dirigée seulement contre une résistance armée, au lieu de prendre pour but l'extermination d'une population sans secours et prête à se rendre, les amiraux auraient conservé leur position de neutralité; mais les barbaries commises à Messine ont révolté les sentiments des deux amiraux, et ne leur ont pas permis de rester spectateurs impassibles de telles scènes, etc. » On reprochait donc au roi les massacres de Messine. Quant à lui, faisant abstraction complète des droits et de la volonté de son peuple, il ne voyait là que des révoltés qu'il avait châtiés. Tuer ses anciens sujets, bombarder, écraser, brûler, ce n'était pour lui qu'une question de politique intérieure dans laquelle personne n'avait rien à voir.

En vérité, les atrocités dont le roi de Naples était capable n'étaient pas un mystère pour l'Europe; il en avait donné un exemple à Naples en mai, un autre exemple plus terrible dans

les Calabres en juillet. Dans les deux occasions, les puissances européennes, au lieu de protester contre le roi, l'avaient aidé. Est-ce que la France et l'Angleterre, en permettant à Ferdinand de soumettre la Sicile, ne pouvaient prévoir de quelle manière il le ferait? Comment expliquer leur retour subit de tendresse pour la Sicile? Si les amiraux Baudin et Parker n'avaient rien prévu des barbaries qu'on allait commettre à Messine, ne les avaient-ils pas vu commettre pendant cinq jours, et n'étaient-ils pas restés impassibles devant Messine? Leurs sentiments d'humanité étaient trop tardifs pour qu'on les crût sincères. Il faut avouer que la chute héroïque de Messine avait provoqué dans toute l'Europe un frémissement de colère. Les puissances qui avaient protégé la révolution de Sicile, reconnu le gouvernement révolutionnaire, poussé à l'élection d'un roi, assuré aux ministres de Palerme, le jour même où les navires du roi de Naples allaient arriver en vue de Messine, que cette expédition était un faux bruit, ces puissances, dis-je, eurent quelques scrupules de conscience devant les ruines d'une ville trahie. On n'intervint pas alors par humanité, mais par pudeur.

Cet incident donna lieu à des débats que je ne puis passer sous silence, car ils jettent un grand jour sur la catastrophe de Messine. On dit que tous les incendies qui avaient détruit Messine n'avaient pas été l'effet des bombes; que les soldats napolitains avaient mis le feu de leur main, au moyen de certaines matières combustibles, qui étaient un des instruments de guerre employés par Filangieri. L'amiral Baudin ayant voulu visiter lui-même la ville, rapporta qu'il était évident pour lui que la principale perte d'hommes et de propriétés n'avait pas été causée par les moyens ordinaires de combat, mais par ceux qu'on avait employés dans l'intention d'exterminer les habitants, de brûler leurs maisons et de frapper la ville de terreur.

Filangieri repoussa cette accusation. « Il suffit de voir, dit-il, la position des batteries des rebelles pour se convaincre que leur feu, non moins que celui de la citadelle, devait inévitablement produire les désastres que Messine déplore aujourd'hui. Mais à qui la faute? Aux insurgés. Si les officiers qui dirigeaient les

travaux n'avaient eu pour but que de s'emparer de la forteresse sans ruiner la ville, ils auraient ouvert la tranchée dans la campagne, au sud; puis, s'approchant d'abord du bastion Don Blasco, traversant ensuite la plaine de Terranuova, ils seraient arrivés à couronner les glacis. Établies sur ce point, leurs batteries de brèche les auraient alors rendus maîtres des ouvrages extérieurs, et enfin du cœur de la place. »

On fit encore beaucoup de bruit des malades et des paralytiques qui avaient été arrachés des hôpitaux et tués; des femmes qui avaient cherché un refuge dans les églises et qui avaient été, dans ces mêmes églises, violées et tuées; des hommes pris dans la campagne et qui avaient reçu la mort sur les routes ou sur le bord de la mer. Le général Filangieri se défendit ainsi : « Aucun soldat n'a achevé, n'a tué, n'a mutilé un ennemi désarmé ou prisonnier; tous se sont battus avec audace, mais sans commettre de cruautés inutiles après le combat. Les prétendues barbaries de l'armée napolitaine rentrent dans la catégorie des barbaries de toutes les guerres, telles que j'en ai pu commettre moi-même à Austerlitz, à Iéna, à Burgos, à Saragosse. »

Il y eut aussi des gens qui assurèrent que les soldats royaux faits prisonniers avaient tous été mis à mort, leur tête tranchée et promenée au bout de baïonnettes. Ce fut ainsi que 200 soldats suisses avaient été égorgés jusqu'au dernier. On publia la lettre suivante, qui avait été interceptée à Messine : « *A M. le commandant de la Madeleine.* J'apprends que 200 Suisses environ viennent d'être faits prisonniers. Je vous prie de me faire parvenir un de ces gros barbus. Si les Suisses manquent, je me contenterai d'un Napolitain pour le mettre au pilori. *Le colonel, A. Miloro.* » La réponse, écrite en marge de la lettre, était celle-ci : « Tous les prisonniers ont été massacrés. *A. Savoie.* » On ajouta qu'on avait vu des combattants attacher à leurs boutonnières des oreilles et des morceaux de chair arrachés à des cadavres, que des enfants avaient couru les rues en offrant *des grillades napolitaines,* et que des insurgés avaient souillé leur bouche de cette nourriture infâme. Ce qu'on peut conclure de tout cela, sans crainte de se tromper, c'est que les accusations

étaient des deux côtés également fondées : des deux côtés l'acharnement avait été extrême, et on avait commis de part et d'autre toutes les atrocités qui accompagnent les guerres civiles. Seulement, comme les Napolitains avaient soutenu une cause odieuse au monde, ils devaient être déclarés les seuls coupables.

Le roi de Naples refusa la médiation anglo-française; mais cette fois on ne garda pas avec lui de grands ménagements : elle lui fut imposée. L'armistice était illimité; la reprise des hostilités devait être annoncée dix jours à l'avance. Messine et Melazzo, avec un rayon de quelques lieues, étaient assignées aux troupes napolitaines; pour éviter toute collision, les troupes siciliennes ne devaient pas camper en face des soldats du roi.

Un bateau à vapeur anglais fut envoyé à Palerme. Le commandant sut adoucir adroitement l'esprit aigri des ministres siciliens. Pour leur accorder une satisfaction, il donna lecture d'une note violente que l'amiral Parker avait adressée au gouvernement napolitain. Puis il ajouta que l'armistice n'était pas imposé, mais recommandé aux Siciliens, étant sous-entendu qu'on ne voulait nullement préjudicier aux droits de la Sicile. Ainsi flattés, les ministres eurent encore de la confiance dans la protection anglaise; mais elle fut moins aveugle, car ils s'appliquèrent immédiatement, bien qu'un peu tard, à disposer des armements pour la défense de l'île. Je raconterai ailleurs les suites funestes de cette médiation anglo-française.

Revenant à Naples, je vois que le roi, encouragé par la défaite de l'armée piémontaise en Lombardie et par la chute de Messine, dissout les chambres, qu'il avait simplement prorogées jusqu'au 30 novembre. C'est son premier pas pour arriver au but de détruire, soit par la ruse, soit par la force, les concessions que la peur lui avait arrachées. Jamais la police ne fut plus effrénée, jamais la presse ne fut soumise à une restriction plus arbitraire. La troupe prend une attitude menaçante, la populace se permet toute espèce d'insolence envers les citoyens, le roi joue le rôle d'un conquérant barbare dans un pays ennemi, et les agents du gouvernement savent si bien manœuvrer, que des adresses arrivent au roi pour le supplier de ne plus assembler les chambres.

Il est probable que ce vœu aurait été exaucé si, sur ces entrefaites, n'était arrivée à Naples la nouvelle des troubles sérieux dont Vienne avait été le théâtre. Il sembla un moment que la révolution pouvait encore espérer de grands jours. Ferdinand eut peur, et reprit comme par enchantement son rôle de prince constitutionnel. Il ne fut plus question de supprimer les chambres : on parla, au contraire, de changer le ministère. On convoqua immédiatement les colléges électoraux. « Les élections, a écrit un historien salarié par le roi de Naples, n'eurent pas le résultat qu'on en attendait. Les passions subversives, contenues mais non pas désarmées, ne pouvant se faire jour par la force des armes, s'efforcèrent de dénaturer la volonté populaire en apportant des entraves à la liberté des votes. Les factieux, à l'aide du mensonge, de la calomnie, des menaces et des violences, parvinrent à éloigner les électeurs de l'urne électorale. » Il était bien à plaindre ce roi qui, malgré ses soldats, ses sbires, les mille bras de l'administration, les cinq cent soixante prisons remplies de malheureux, la terreur qu'il semait et le sang qu'il répandait, ne réussissait pas à avoir dans le pays dix électeurs qui votassent pour lui, et se laissait battre par *une poignée de factieux*. On serait plutôt tenté de croire que ces factieux étaient la majorité de la nation, et que le roi, malgré la force de ses armes, n'arrivait pas à maîtriser un peuple dont l'énergie morale est indomptable. En effet, dans certains colléges, les électeurs déclarèrent la dissolution de la chambre précédente illégale et confirmèrent le mandat des anciens députés; dans d'autres, les noms des élus furent significatifs : Saliceti, le général Pepe, depuis longtemps à Venise et rebelle, l'ex-ministre Manna du cabinet Troya; enfin, pour prouver aux lazzaroni la sympathie qu'ils avaient inspirée à la nation pour ce qu'ils avaient fait le 5 septembre, on choisit un député dans leur classe.

Mais les choses changèrent entièrement aussitôt que l'on sut que l'émeute de Vienne avait été domptée : Ferdinand, délivré de la peur, jeta le masque. On ne parla plus de changement de ministres. La chambre, dont la réunion avait été d'abord fixée au 30 novembre, fut prorogée jusqu'au 1er février.

CHAPITRE XV.

Impossibilité de réduire Pie IX au rôle de prince constitutionnel. Anarchie irréparable dans le pays. Pie IX cherche à se défaire de Mamiani et n'y réussit pas. Violences des Autrichiens à Ferrare. Protestation du Pape. Les Romains se soulèvent ; les deux conseils exhortent le Pape à déclarer la guerre à l'Autriche : réponse de Pie IX. Le ministre Fabbri succède au cabinet Mamiani. Proclamation du Pape. Position du ministère Ridolfi en Toscane. Guerrazzi. Le ministère Gino Capponi succède au ministère Ridolfi. Invasion des Autrichiens dans les Romagnes. Protestation du Pape, qui révèle ses intelligences avec l'ennemi. Le peuple romain se soulève ; impassibilité du gouvernement. Les Allemands occupent Bologne. Les Bolonais prennent les armes et mettent en déroute l'ennemi. Situation fâcheuse que ce triomphe fait au Pape. Désordres à Bologne ; ils sont réprimés par les troupes pontificales. La réaction s'essaie à Rome ; Fabbri cède sa place au ministère Rossi. Embarras du ministère Capponi en Toscane. Troubles de Livourne. Montanelli ; envoyé gouverneur à Livourne, il y proclame la constituante italienne. Soulèvement populaire à Florence. Gino Capponi cède sa place au ministère dit démocratique formé par Montanelli et Guerrazzi.

Pour que mon récit des événements italiens, de juillet à octobre 1848, soit complet et se déroule avec un certain ordre, il me reste à parler des États pontificaux et de la Toscane.

Nous avons laissé Pie IX et Mamiani dans un complet désaccord ; il en résultait qu'on n'avait pas de gouvernement à Rome. Si le Pape eût pu se considérer comme un prince constitutionnel, aucun ministre ne lui aurait convenu plus que Mamiani. Médiateur entre le Pape et le peuple, Mamiani se proposait de modérer les tendances excessives de celui-ci, en amenant celui-là à consentir que le statut fût une réalité. Mais Pie IX tenait le statut pour une chimère qui ne pouvait lui enlever l'exercice du pouvoir absolu. L'État se trouvant confondu dans l'Église, il était convaincu qu'on ne pouvait fonder aucun droit en dehors de l'Église. Qu'est donc l'État pour lui ? L'État n'a pas une existence à part ; la vie sociale n'est que la vie religieuse elle-même. On a trop dit que Rome réunit deux pouvoirs distincts : le temporel et le spirituel. Rome ne comprend pas qu'il y ait là rien à dis-

tinguer. Ce sont deux choses qui sont nées ensemble, et qui se sont tellement identifiées qu'on ne pourrait y toucher sans qu'elles s'évanouissent en même temps. La conception du droit humain repose sur le sentiment permanent de l'autorité de l'Église; si on ébranle cette autorité, la notion elle-même du droit s'efface; la conscience ne sait plus à quoi se rattacher; la justice est bannie du monde, le monde est privé de sa base. Il suit de là que l'aveugle respect de la tradition a un intérêt non-seulement religieux, mais politique et civil. Les conquêtes de la science moderne ne peuvent être que des artifices criminels de l'esprit; tout ce qui tend à faire progresser les hommes est un attentat contre la doctrine immuable dont l'Église est dépositaire. Quand le présent et l'avenir seraient entièrement dévoilés, ils ne pénétreraient pas dans la conscience antique des prêtres : ceux-ci naissent et vivent dans un passé éternel. Ils n'admettent pas non plus l'existence de maux qui soient les maux du monde. Que la misère désole les populations, que les priviléges et le monopole accablent l'industrie et le commerce, qu'une administration barbare multiplie les douleurs, l'ignorance et les crimes : Rome ne saurait avouer que par surprise que la loi possède des remèdes pour ces désordes sociaux; elle les définit des fléaux par lesquels Dieu réveille la conscience assoupie des fidèles. On n'a alors qu'à passer la nuit en prières, à se prosterner devant les autels, à apaiser le ciel par des aumônes nombreuses. Toute réforme politique serait un sacrilége.

Aussi Pie IX n'a jamais pu considérer comme une chose sérieuse la constitution qu'on lui avait arrachée. Toute transaction lui paraissait inadmissible en politique, comme elle lui aurait été impossible en religion; en cessant d'être le maître, il aurait cru cesser d'être le Pape. Il agissait donc comme s'il n'y avait ni chambres ni ministres responsables; tous ses actes annonçaient le prince absolu, et ses aspirations, qu'il n'hésitait pas à manifester à tout le monde, étaient plus larges que ses actes. L'irritation du peuple et les menées des exaltés trouvaient là un aliment. Mamiani se voyait réduit à ne pouvoir plus servir son pays; loin d'être une force, il n'était qu'une barrière élevée

entre les forces des deux partis extrêmes, qui, à sa chute, devaient inévitablement se briser l'un contre l'autre : on pouvait déjà prévoir que ce choc amènerait ou la papauté de Grégoire XVI ou la république de Mazzini.

La discorde existait aussi dans les deux conseils. Quelques conseillers haïssaient Mamiani à cause de ses idées libérales, mais craignaient de lui faire une guerre ouverte et attendaient des temps meilleurs; d'autres le respectaient comme ministre, c'est-à-dire comme dépositaire de l'autorité du gouvernement, mais désiraient un ministère qui fût d'accord avec le Pape; la majorité, composée d'hommes sincèrement dévoués aux formes constitutionnelles, s'approchait étroitement de Mamiani, en le considérant comme le seul ministre capable de réfréner les idées réactionnaires du Pape et de modérer les passions populaires.

Les Romains s'apercevaient qu'en marchant derrière les traces de Pie IX, ils n'avaient fait jusque-là que s'avancer dans le vide. Tous commençaient à se convaincre qu'en suivant ces traces, ils ne rencontreraient ni la patrie ni l'Italie. A mesure que la force du gouvernement se paralysait, celle des clubs s'affermissait donc davantage. Des hommes agités par la crainte de perdre leurs libres institutions, étaient naturellement dans de continuelles appréhensions; la peur les excitait, et au milieu de cette excitation, il devait arriver que les masses se laisseraient dominer par ceux qui avaient le plus de malice ou les plus ardentes passions. Les troupes pontificales, après la capitulation de Vicence, étaient rentrées dans le pays. Durando avait dissous les corps que le mécontentement causé par la mauvaise conduite de la guerre rendait indociles à la voix d'un général accusé de trahison; ces jeunes soldats, qui étaient les patriotes les plus bouillants, en se répandant dans le pays, accrurent par leurs plaintes les occasions de désordre. Les réactionnaires ne restaient pas inactifs. Ils jetaient partout l'alarme, en criant que Mazzini, suivi des républicains les plus dangereux, allait arriver en Romagne. La police de Bologne excitait secrètement la populace à parcourir la ville, blasphémant contre la république et menaçant les partisans de cette forme de gouvernement. Sur d'autres points de l'État on

commettait en plein midi et avec une audace singulière de fréquents assassinats politiques, et leurs auteurs n'étaient ni arrêtés par les gouverneurs, ni accusés par les citoyens, ni punis par les magistrats, soit qu'ils ne l'osassent pas, soit que ces violences entrassent dans les vues des partis. Mamiani cherchait en vain à réparer une si grande anarchie en envoyant Pepoli dans les Légations avec la qualité de haut commissaire.

Cet état de violence était l'avilissement de la loi, premier fondement de toute liberté, de tout gouvernement civil. Mais où étaient ce gouvernement, cette liberté, cette loi? Tout était incertain, tout dépendait des éventualités d'une lutte acharnée. Après des siècles de domination cléricale, le génie de l'intolérance était passé dans l'esprit du peuple; la même violence qui dominait les croyances religieuses, éclatait dans les opinions politiques. Les partisans d'une Église immuable trouvaient le progrès social en contradiction avec la loi de leur conscience; les novateurs qui voulaient opérer un changement dans l'État ne pouvaient asseoir leur œuvre que sur la contrainte. Les uns et les autres, accoutumés dès l'enfance par le clergé au système de la crainte, méprisaient naturellement tout ce qui aurait cessé de faire peur et ne respectaient que ce qui opprimait. Dans ces conditions, la modération est la mort; celui qui le premier pose les armes est tué le premier. Mamiani n'avait aucun moyen de détourner du pays cet orage: pour réprimer l'illégalité des clubs populaires et les désordres qui en dérivaient, il lui aurait fallu ou contenter le peuple dans ce qu'il y avait de raisonnable dans ses vœux, ou l'écraser sans miséricorde; triompher par une juste liberté, ou par un despotisme complet. Malheureusement il ne pouvait pas accorder la première, et se serait cru déshonoré d'employer le second. Il n'était donc pas à la hauteur des circonstances; toutes ses intentions les plus équitables étaient paralysées par des nécessités impérieuses. Rome avait besoin de Joseph Mazzini ou de Pellegrino Rossi.

Au moment où le mal se trouvait arrivé à son comble, l'un ou l'autre de ces deux hommes extrêmes devait faire sentir la nécessité de son œuvre. Le peuple appelait Mazzini, Pie IX songeait

déjà à Rossi. La papauté venant à se rencontrer avec la liberté, avait produit une dissonance effroyable. Pie IX tremblait devant son œuvre. Comme il la voyait surgir, il aurait voulu fermer les yeux. Rossi était l'homme qui seul pouvait le débarrasser de ses terreurs et rétablir son autorité, atteinte par l'orgueil de la multitude, qui s'avançait confiante dans la puissance de sa force et de ses droits. Rossi, que le gouvernement républicain de France avait destitué en février, était resté à Rome comme simple citoyen. C'était un partisan de la monarchie constitutionnelle, suivant l'idée que lui en avait donnée M. Guizot, son protecteur. Les événements de la France et ceux de même nature qui allaient se développant en Italie avaient sensiblement modifié ses opinions; autant il avait d'abord senti la nécessité de favoriser les tendances libérales des Italiens, autant il lui semblait maintenant indispensable de réagir contre elles. Pie IX l'invita à former un ministère; mais le moment était mal choisi; le Pape donnait plutôt preuve d'impatience que de perspicacité. La guerre continuait encore en Lombardie, le sort de l'Italie était incertain, et ceux qui sympathisaient à Rome avec les desseins rigoureux du Pontife, ne trouvaient pas que l'heure de les réaliser fût sonnée. Outre cela, la prélature romaine haïssait Rossi, à cause de ses ouvrages et des emplois qu'il avait précédemment occupés, et l'accusait d'être un homme libéral en politique, tolérant en religion. Par conséquent, Rossi ne réussit à faire accepter ses propositions par aucun des prélats auxquels il s'adressa. Pie IX lui-même laissa bientôt tomber ces négociations, s'étant peut-être aperçu qu'elles étaient inopportunes. D'autre part, on avait commencé dans les clubs et sur les places par murmurer contre l'homme dont la sévérité faisait peur; puis on était passé aux menaces, et l'on entendait hautement déclarer que si l'ancien ministre de Louis-Philippe, l'ami de Guizot, osait se présenter devant les chambres comme ministre du Pape, on le lapiderait. Rossi n'était pas un homme à s'arrêter devant le flot de l'opinion; mais il fut contraint de renoncer à la mission qu'il avait acceptée, n'ayant pas trouvé de collègues dignes de le seconder dans le ministère.

Les patriotes, qui avaient eu à craindre Rossi, se crurent sauvés en conservant Mamiani. Celui-ci refit sa popularité. Les acclamations qu'il recevait de toutes parts déterminèrent même ses adversaires à lui donner quelques marques d'adhésion. Une foule immense de peuple entoura son habitation, comme elle faisait autrefois du Quirinal. Pie IX se vit oublié, et il en souffrit d'autant plus, que ce jour-là était l'anniversaire de l'amnistie.

A toutes ces excitations qui agitaient si profondément le peuple romain, les Autrichiens vinrent en ajouter d'autres. J'ai raconté ailleurs qu'au moment où Charles-Albert, vers la moitié de juillet, s'occupait follement d'assiéger Mantoue, Radetzky fit marcher le général Lischtenstein sur Ferrare pour soulever les populations du Bolonais et du Modenais sur les derrières de l'armée sarde, et pour obliger le roi à distraire de Mantoue une partie de ses forces. Lichtenstein, en arrivant sur le Pô, s'était emparé de quelques bateaux pontificaux, avait menacé et contraint les bateliers à transporter ses soldats sur l'autre rive. A Lagoscuro, il avait menacé les habitants, dans le cas de résistance, de réduire en cendres leur ville. A Ferrare il avait obligé le légat pontifical, en le menaçant, d'avitailler la forteresse et d'accorder à ses soldats tout ce qu'ils pourraient demander. Le comte Lovatelli, légat, s'y était refusé, et le général autrichien lui avait écrit dans ces termes : « D'après le refus que vous m'avez fait de me livrer l'approvisionnement de deux mois pour la citadelle, je me vois dans la nécessité de vous déclarer que j'attends incessamment une réponse décisive sur ce point, étant décidé, en cas de refus, à employer les mesures coërcitives et tous les moyens qui sont en mon pouvoir pour atteindre le but que je me propose. » Lovatelli finit par accorder tout ce que Lichtenstein lui demanda, et celui-ci s'éloigna bientôt après, suivant les ordres de Radetzky.

La nouvelle de cet acte de violence émut les provinces voisines, puis celles plus éloignées, enfin Rome, où elle arriva le 17 juillet. Pie IX avait toujours sous la main le remède héroïque d'une protestation. Le cardinal Soglia, secrétaire d'État, protesta donc. Les plaintes du Pape se basaient *sur l'ingratitude* avec

laquelle les troupes autrichiennes répondaient *à la déclaration qu'il avait faite de les embrasser comme la fleur des peuples catholiques, et à son refus de prendre part à la guerre contre elles, dans un moment où toute l'Europe était en révolution, et lorsque lui, négligeant sa sûreté personnelle, avait su résister à toute l'Italie enflammée de l'esprit de nationalité!* Voilà les titres de Pie IX à la bienveillance de l'Autriche.

Le 18, Mamiani exposa devant le conseil des députés les événements de Ferrare, parla de la protestation du Pape, et profita de cette occasion pour faire connaître qu'il avait fait les plus vives instances auprès du Saint-Père pour qu'il acceptât sa démission plutôt que de le maintenir à son poste dans l'impuissance de pourvoir par lui-même aux besoins du pays, comme un ministre en avait le devoir. Il fallait s'attendre à ce qu'il s'élèverait dans l'assemblée une foule d'interpellations et de récriminations : les uns grandissaient le danger d'une invasion autrichienne, les autres annonçaient aussi une prochaine invasion napolitaine ; le prince de Canino proposait de déclarer l'État en danger, de rester en permanence, d'inviter le Pape à déclarer la guerre, de proclamer la croisade, de convoquer à Rome la diète italienne. Mais on finit par suivre l'avis le plus modéré, celui d'adresser au Pape une pétition en l'exhortant à la guerre. La même résolution fut adoptée dans le haut conseil. La pétition du conseil des députés, conforme en tous points à celle de l'autre conseil, était ainsi conçue : « Nous exprimons à Votre Sainteté notre reconnaissance pour la protestation solennelle lancée contre l'invasion des troupes autrichiennes sur le territoire de l'Église. Les députés, comme catholiques et comme Italiens, frémissent doublement de cette violence; comme représentants du peuple, nous vous offrons le cœur et le bras du peuple. Nous n'avons pas oublié les crimes commis en tout temps par les Impériaux contre le Saint-Siége, et les récentes blessures faites par eux à l'Italie, qui ne peut plus être esclave, après que vous, Saint-Père, l'avez bénie. Nous vous prions, nous vous supplions donc d'autoriser le pays à prendre les armes et à se liguer avec les princes qui sont dignes de commander à des peuples italiens,

puisqu'ils combattent pour l'indépendance de l'Italie. Unis ainsi par des liens indissolubles à Votre Sainteté, au nom duquel l'Italie reprendra sa primauté, nous nous déclarons prêts à tout sacrifier pour défendre vos droits et les nôtres, et ceux imprescriptibles de l'Eglise, du peuple et de la nation. Saint-Père, appelez de nouveau sur l'Italie et sur nous la bénédiction de Dieu, et prononcez enfin la puissante parole qui relèvera les opprimés et abaissera les oppresseurs. »

Mais le Saint-Père avait épuisé toutes les bénédictions réservées pour l'Italie, et n'était pas disposé à ouvrir aux Autrichiens les portes de l'enfer pour quelques petits péchés qu'ils pouvaient de temps à autre se permettre. Pendant qu'on rédigeait la pétition et que les événements de Ferrare faisaient frémir les Romains, des prélats et des officiers de la secrétairerie d'État, formés à l'école du despotisme et qui prenaient part aux trames de la cour, donnaient des signes manifestes d'allégresse, et l'un d'eux s'écria *qu'il était bizarre que Rome pontificale dût se plaindre de l'arrivée des Autrichiens, qui étaient les meilleurs amis du Pontife*. Ces paroles furent rapportées à Pie IX, qui en fut fâché comme d'une imprudence; mais il ne voulut pas néanmoins punir des gens dont les discours, contraires aux institutions libérales du pays, irritaient les soupçons de la population et aigrissaient les esprits.

Le peuple romain, ému par tant d'indices de l'intelligence de la cour avec l'ennemi, ne prit la protestation du Pape et les pétitions des conseils que pour ce qu'elles étaient réellement, c'est-à-dire des mots donnés en réparation tardive de faits déjà accomplis. Il sentait que pour repousser des hommes armés, il fallait avoir des armes. Le 19, les présidents des cercles populaires présentèrent donc au président du conseil des députés une pétition dans laquelle ils demandaient qu'on déclarât la patrie en danger, qu'on armât le peuple, qu'on déclarât la guerre à l'Autriche. Le président nomma une commission pour faire un rapport sur la demande. Mais, considérant l'urgence, le prince de Canino insista pour qu'on mît de côté les règlements et qu'on délibérât immédiatement sur la pétition. Pendant qu'il parlait

ainsi, on entendait s'élever sur la place de grands cris : *Aux armes!* et tout-à-coup la cour, l'escalier et les salles du palais furent envahis par des hommes qui demandaient des armes. Le président se couvrit et leva la séance. Le tumulte cessa. Après quelques instants, la séance fut reprise, et Canino renouvela sa demande sans résultat, puisque le président était inébranlable dans son opposition. On passa à la discussion d'une autre loi.

Cette attitude en face d'un peuple soulevé n'avait-elle pas le caractère d'une provocation? En effet, le député Sterbini ne tarda pas à arriver, annonçant que le tumulte était à son comble dans la ville, et qu'il fallait accorder quelque satisfaction au peuple. Survint le duc de Rignano, ministre, qui dit qu'une partie de la garde nationale menaçait d'occuper les portes de la ville et le château Saint-Ange, mais qu'on avait donné des ordres pour garantir la tranquillité publique. On invita le ministre de la police à paraître devant le conseil; en attendant, l'assemblée se déclara en permanence. Enfin, le ministre Galletti parut, et dit que la garde nationale avait voulu occuper les portes et le château, ce qui n'était pas dangereux, puisque la garde était le palladium de la liberté publique; mais que désormais le tumulte était apaisé : le peuple rassemblé rédigeait une pétition, droit qu'on ne pouvait lui contester. Le député Farini, celui que nous avons vu un mois auparavant accuser les Italiens de mollesse en face des Autrichiens, et qui en ce moment blâmait les Italiens de leur ardeur à demander des armes pour repousser les Autrichiens depuis que le Pape les avait déclarés ses meilleurs amis; le député Farini, tantôt patriote, tantôt esclave par esprit d'obéissance, s'enflamma d'une sainte colère en apprenant que le tumulte était apaisé; reprocha à Galletti l'impunité qu'il accordait aux émeutiers; demanda une enquête, un procès, et n'aurait pas trouvé de trop qu'on mitraillât le peuple, lorsque sa voix fut couverte par les protestations des tribunes et le cri de quelques députés qui s'écriaient : « Le peuple a été sublime! »

Quant à Galletti, ses opinions étaient connues; il ne les avait pas cachées en entrant dans le cabinet. Au contraire, on l'avait appelé précisément parce qu'on avait eu besoin de lui pour se

concilier le peuple. Devait-il, pouvait-il noyer dans le sang la démonstration populaire? D'ailleurs, à quel titre sévir contre des citoyens qui ne songeaient qu'à venger leur pays des outrages de l'Autriche? N'avait-il pas montré assez de docilité en s'apaisant à la voix de Galletti pour rentrer dans la voie légale des pétitions?

La réponse du Pape aux pétitions des deux conseils, éludant la question des armements et de la guerre italienne, fut ainsi conçue : « Les événements de Ferrare ont éveillé notre attention, et nous nous occupons des mesures nécessaires à garantir les droits temporels du Siége apostolique. La défense de ces droits temporels, de quelque manière qu'on les viole, sera toujours une attribution que nous prétendons solennellement conserver, et nous acceptons volontiers les offres que vous venez nous faire pour réussir encore mieux dans ce but. » Cette réponse, conçue avec cette ambiguïté cléricale qui est toujours une arme à deux tranchants, laissait ignorer quelles étaient les mesures dont le Pape s'occupait; et comme elles devaient garantir les droits temporels de l'Église *de quelque manière qu'on les violât,* on laissait ignorer quel était le violateur que le Pape voulait frapper de préférence. Du reste, Pie IX ne devait pas tarder à se repentir de ces promesses, en contradiction avec ce qu'il allait faire.

La division existait entre le Pape et le ministère, entre le gouvernement et le peuple, entre les membres des deux conseils. L'État était livré aux caprices du hasard; les causes de l'agitation publique se perpétuaient et se fortifiaient. Il semblait qu'on s'évertuât à les faire naître. Doria, ministre de la guerre, en parlant devant le conseil des députés, le 19, de la réorganisation de l'armée, nommait Durando son général. Mais ne savait-il pas que Durando, accusé, à tort ou à raison, des désastres de l'armée dans la Vénétie, était désormais l'homme le plus impopulaire de la Romagne? Il arriva que le député Mariani lança des injures contre le général; Pantaleoni et Mamiani voulurent prendre sa défense; le peuple protesta dans les tribunes contre Durando. Le désordre fut à son comble. Pouvait-il en être autrement?

En réalité, le parti des modérés, qui avait la majorité dans les conseils, paralysait l'énergie du peuple en recourant à Pie IX pour qu'il pourvût aux dangers dont le pays était menacé; et Pie IX avait l'habileté de temporiser pour donner à un édifice chancelant le temps de crouler dans l'abîme. On arriva ainsi jusqu'à la bataille de Custoza. A cette nouvelle, la douleur de tous ceux qui se sentaient Italiens fut si profonde, que les conseils, les ministres, le peuple, s'unirent dans le but unanime, mais ridicule alors, de relever avec les armes le sort de l'Italie; et, se mettant de nouveau à genoux devant le Pape, avec une pétition à la main, ils attendirent que l'homme qui pour sauver l'Italie avait manqué de volonté, fît maintenant un miracle. « Père très-béatifique! s'écriaient-ils, au moment du danger, le conseil des députés s'adresse à Votre Béatitude. C'est au nom de Pie IX que l'Italie se leva pour défendre le droit de sa nationalité. Vous avez consacré ce droit par les paroles adressées par vous au Tout-Puissant, qui ne veut pas asseoir sa domination uniquement sur l'épée. L'indépendance d'un État italien ne peut avoir de garantie si l'Italie tout entière n'est pas indépendante. Il s'agit aujourd'hui pour nous d'être Italiens ou non; pour vous, Prince, il s'agit d'avoir à gouverner un peuple libre, ou à servir avec lui l'étranger; pour vous, Pontife, il s'agit de défendre le patrimoine de l'Église, dont vous êtes le chef vénérable. Le conseil des députés veut défendre jusqu'à la dernière extrémité tous les droits de l'Église, du peuple, de la nation. O Saint-Père! fiez-vous, fiez-vous aux représentants de votre peuple, élus en vertu de cette loi promulguée par vous-même; fiez-vous à notre religion, à l'amour que nous avons pour vous, et qui est lui aussi une religion; aidez-nous, aidez l'Italie au nom de Dieu! Nous croyons nécessaire d'appeler sous les armes un nombre suffisant de volontaires, de mobiliser la garde nationale, d'assembler sous le drapeau de Votre Sainteté une légion étrangère, de pourvoir aux finances de l'État par des moyens extraordinaires. Nous sommes prêts à tout sacrifier, parce que nous voulons résolument sauver : à vous, Saint-Père, l'État et la gloire, à l'Italie l'indépendance, à tous l'honneur. Nous voulons aussi

préserver l'État des discordes intestines et des bouleversements dont nous sommes menacés si nous ne dirigeons pas l'enthousiasme populaire vers un but légitime et si vous ne fortifiez pas notre autorité par la vôtre. Ah! Père très-béatifique, écoutez la voix de vos enfants dévoués! Ne permettez pas que pendant le règne de Pie IX le souvenir d'un désastre de l'armée italienne pèse comme un remords sur notre conscience! »

Mais le Saint-Père se souciait peu des criailleries d'un peuple d'enfants. Le Père très-béatifique se sentait trop béatifié par la victoire des Autrichiens, et ce n'aurait pas été la peine d'avoir attendu et soupiré si longtemps, pour leur déclarer la guerre au moment où il les attendait dans son État. Sa Sainteté savait qu'on n'avait à défendre le patrimoine de la sainte Église que contre son peuple. Pie IX reçut la députation du conseil, écouta la lecture de la pétition, et y répondit en entrecoupant ses phrases de réticences qui mettaient en paix sa conscience contre ses paroles. « Très-bien!... mais donnez-moi le temps d'y réfléchir mûrement... Vos demandes ne me déplaisent pas!... mais elles ont une grande importance!... On verra!... Je vois la nécessité d'une sérieuse délibération! En attendant, mettez-vous d'accord avec le haut conseil. »

Le lendemain, le vice-président Sturbinetti rapporta au conseil des députés les paroles du Pape. Le conseil s'aperçut bien tard que temporiser au moment d'un grand danger pour la patrie, c'était s'en déclarer le complice. Il voulut donc se donner l'air de l'audace en faisant par lui-même. Il approuva les résolutions suivantes : Envoyer un légat à chaque parlement italien, pour pourvoir au salut de l'Italie et pour contracter des alliances avec les nations libres; appeler sous les drapeaux pontificaux une légion étrangère, pour la défense de l'État et de l'indépendance italienne; choisir un capitaine vaillant; mobiliser les gardes nationaux pour le maintien de l'ordre public et de l'indépendance; réunir le plus grand nombre possible de volontaires. Ces résolutions tardives ne pouvaient aboutir. On examina aussi d'autres propositions, comme celles de créer des bons du Trésor hypothéqués sur les biens ecclésiastiques, et de faire un emprunt

forcé de 40 0/0 sur la rente de tous les crédits hypothécaires.

D'un autre côté, Pie IX, auquel les victoires des Autrichiens avaient laissé faire de mûres réflexions sur la pétition que les députés lui avaient présentée, put donner une réponse définitive à ceux qui attendaient de lui une déclaration de guerre. Il commença par réaliser ce qu'il n'avait pas osé faire jusque-là : il se débarrassa du ministère Mamiani. Cette résolution inattendue étonna tout le monde, d'autant plus que Mamiani, le jour précédent, avait dit dans le conseil des députés qu'il était tombé d'accord avec le Pape. Du reste, Pie IX ne voulant pas donner à ses sujets la peine d'interpréter ses intentions, se hâta de les manifester lui-même dans la proclamation suivante : « L'agitation qui s'est emparée des esprits à cause des derniers événements demande à être calmée. Le ministère, qui attendait depuis longtemps sa démission, a renouvelé aujourd'hui les plus vives instances dans ce but. Ne voulant pas le contraindre, nous avons appelé à Rome le comte Edouard Fabbri, notre légat d'Urbino, qui entrera dans la nouvelle combinaison ministérielle. Ce soin que nous avons des choses publiques doit nous attirer la confiance de tous les bons citoyens. Cependant, quelques-uns se plaignent qu'on ne se soit pas occupé énergiquement de demander réparation des faits qui ont eu lieu à Ferrare. Nous n'avons pas tardé à faire connaître nos sentiments, publiés par notre cardinal secrétaire d'État. Nous avons dit et nous répétons encore que nous voulons qu'on défende les limites de l'État. Du reste, il est trop vrai que, dans tous les temps et sous tous les gouvernements, les dangers extérieurs sont exploités par les ennemis de l'ordre et de la tranquillité publique, afin de troubler l'esprit et le cœur des citoyens honnêtes, que nous désirons toujours, surtout dans ces moments, voir unis et d'accord entre eux. C'est Dieu qui veille sur le salut de l'Italie, de l'État, de l'Église et de cette ville, et il en commet la tutelle immédiate à la grande protectrice de Rome, Marie très-sainte, et aux princes des Apôtres; et bien que plusieurs sacriléges aient été commis déjà dans la capitale du monde catholique, nous ne perdons pas pour cela tout à fait l'espérance que les prières de l'Église puis-

sent monter jusqu'aux pieds du Seigneur et le déterminer à accorder des bénédictions qui fortifient les bons fidèles et rappellent ses ennemis dans les voies de l'honneur et de la justice. »

Il n'était certainement pas conforme aux doctrines et aux coutumes constitutionnelles que le prince, inviolable et irresponsable, parlât directement au peuple des actes de son gouvernement, et s'abaissât jusqu'à soutenir une polémique contre l'opposition. Le prince s'adressait au peuple comme s'il eût eu toujours un maître absolu, et il le faisait non-seulement en sa qualité de prince, mais aussi en celle de pontife, surtout lorsqu'il se plaignait des sacriléges. Les sacriléges qui avaient alarmé la conscience du Pape étaient les suivants : une légion romaine, venant de Vicence, avait été logée, en arrivant à Rome, dans l'ancien collége des Jésuites, d'après l'autorisation des ministres; dans la dernière émeute populaire, un prêtre avait été injurié, et un autre blessé. Quant à l'Italie, il était évident que le Pape n'épousait aucun des intérêts du pays. Son cœur étant partout, n'est en réalité nulle part; il flotte dans le monde catholique; il n'a pas de cité; les ennemis de l'Italie sont au nombre de ses brebis; les Romains qui veulent se séparer de l'unité du grand troupeau catholique sont des agneaux égarés qu'il rappelle à l'ordre au nom des douceurs de la paix, de la crainte d'une liberté inconsidérée, de la félicité de la résignation, de l'avantage de plier la tête. Aussi, quand il faudrait du fer pour repousser l'invasion étrangère, il ne sait conseiller à ses sujets que de s'en remettre à la protection de la Vierge et des Apôtres. La voix de Pie IX ne pouvait désormais qu'aigrir un peuple qu'elle calmait autrefois. Sa proclamation provoqua des cris de rage et fut arrachée de tous les coins des rues.

Le nouveau ministère conserva Rossi comme ministre de grâce et justice, et Campello comme ministre de la guerre; les autres ministres furent changés. Le fidèle cardinal Soglia fut nommé président du cabinet et ministre des affaires extérieures ecclésiastiques et laïques réunies ensemble. Galletti fut remplacé temporairement par François Perfetti. Le comte Fabbri, minis-

tre de l'intérieur, était un homme distingué par ses vertus et surtout pour sa déférence envers le Pape ; mais il ne connaissait rien à l'administration d'un État, et de plus il était malade et septuagénaire : était-ce bien là l'homme des circonstances? On pouvait en douter, et l'on ne tarda pas à voir ce cabinet, qui était au-dessous de sa tâche, tomber par le fait de son impuissance.

Tels furent les événements de Rome jusqu'au 3 août, époque où la guerre italienne allait se terminer par la reddition de Milan. Avant de passer outre, voyons ce qu'on avait fait en Toscane pendant le même temps.

Nous avons laissé la Toscane en proie à des désordres locaux, à des menées du parti rétrograde, à la vive et tumultueuse opposition de la garde nationale et de la multitude contre le ministère Ridolfi, à cause de l'inqualifiable inertie de son administration par rapport à la guerre. Nous avons vu la chambre des députés perdre absolument son temps en vains bavardages, au lieu de faire ce que le gouvernement ne faisait pas, c'est-à-dire apaiser le mécontentement du peuple en coopérant vigoureusement à la guerre nationale, et donner ainsi au pouvoir une force qu'on ne pouvait puiser dans les rigueurs de la police ni dans les violences de l'armée, comme à Naples. Nous avons laissé le grand-duc tenir devant les chambres des discours belliqueux et se laisser attribuer des convoitises sur le trône de la Sicile, et sur les Légations, qu'il aurait voulu détacher des États romains à son profit : c'était une comédie. Le ministre Ridolfi aurait pu regagner sa popularité en arborant franchement le drapeau national ; mais, timide et manquant d'initiative, il ne l'osa pas, ou, ce qu'on peut affirmer avec plus de vérité, il ne sut pas triompher par sa fermeté des répugnances du grand-duc. La position de la Toscane était donc semblable en plusieurs points à celle de Rome.

Ricasoli, le poète Salvagnoli, l'abbé Lambruschini, appartenant au parti des modérés, comme Ridolfi et ses amis politiques, dirigeaient dans la chambre les plus rudes attaques. Livourne, ville républicaine, était en de perpétuelles rumeurs, et Guerrazzi

y excitait les passions. Ridolfi n'avait que des ennemis. Livourne, ville de grand commerce, réunion d'étrangers et de gens de toutes les contrées de l'Italie, habitée par des négociants ignorant tout ce qui n'avait pas de rapport avec leur trafic et par un peuple habitué à vivre au jour le jour au moyen de gains faciles ou de contrebande, et naturellement vif, inquiet, trop mollement dirigé par le doux gouvernement toscan; Livourne, agitée par les partis, semblait un volcan prêt à lancer ses flammes sur un ministère peu soucieux de marcher aussi vite que les circonstances l'exigeaient. Guerrazi, Livournais de naissance, excitait la colère de ses concitoyens, soutenait et dirigeait les tumultes, se rendait ainsi l'ennemi le plus puissant et le plus dangereux d'un ministère faible et craintif. Je dirai quelques mots sur ce personnage, pour que l'on comprenne le rôle qu'il devait jouer en Toscane.

Guerrazzi s'était d'abord mêlé aux conspirations; il avait appartenu à la *Jeune Italie.* Après les événements de 1831, il avait subi une condamnation. Dès lors, en s'appliquant tout entier à la profession d'avocat, au commerce, pour accumuler de l'argent sans beaucoup de scrupules, il se montra dégoûté de tout souci politique; les libéraux s'éloignèrent de lui comme d'un homme vil, plein de cupidité et d'orgueil. Il vivait solitaire et frémissant. Il commença alors à écrire des éloges d'hommes illustres, et surtout des romans où l'esprit italien jetait des éclairs très-brillants. Écrivain d'une vigueur extraordinaire, ses idées, souvent neuves et très-élevées, toujours hardies, étaient cependant gâtées par des images exagérées et par un style trop oriental. Il semblait que ses éloges de l'antiquité et ses tableaux de l'ancienne gloire de l'Italie n'avaient en vue que de flétrir, par la comparaison, la lâcheté de l'époque actuelle et de ses contemporains. On sentait s'agiter dans ses ouvrages une profonde colère républicaine sans foi dans le peuple, une haine implacable pour tous les oppresseurs sans aucune pitié pour les opprimés, l'absence de tout espoir, un scepticisme cruel, un violent mépris pour l'humanité entière. Aussi aurait-il été fort difficile d'expliquer comment celui qui ne savait que blasphémer contre les

hommes, pourrait jamais les servir. Guerrazzi ne pouvait les considérer que comme un vil troupeau au milieu duquel un sort cruel l'avait condamné à se traîner, et d'où il ne devait sortir que pour en être le maître. Le jour des réformes venu, Guerrazzi souleva Livourne, demanda au gouvernement des concessions libérales et larges, troubla ce système d'accord entre le prince et le peuple, système qui formait le rêve des modérés. Ceux-ci s'élevèrent furieusement contre lui : Montanelli, qui était alors à la tête du modérantisme toscan, l'accusa de vive voix et dans la presse. Le ministre Ridolfi le fit emprisonner. Mais ayant bientôt recouvré sa liberté, Guerrazzi reprit le combat interrompu, et avec plus de succès qu'auparavant, puisque la conduite rétrograde du ministère justifiait désormais sa colère, et lui offrait dans l'indignation des populations une aide puissante. Que voulait Guerrazzi? La liberté, le bien du peuple, la guerre, l'indépendance de l'Italie? Rien de tout cela ne le préoccupait réellement. Son but était lui-même; dans ce qui l'entourait il ne voyait que des instruments à employer ou des obstacles à briser. D'un esprit puissant et rusé, d'un caractère violent, Guerrazzi, mécontent de tout et de tous, plein d'indifférence pour les principes, cherchant la popularité et dédaignant le peuple, proclamant les droits de l'homme et méprisant l'humanité, n'était qu'un ambitieux, prêt à servir avec autant de zèle une république qu'une monarchie absolue, pourvu qu'il obtînt la première place. On le verra, avec un mélange de calcul et de témérité, jeter le peuple en avant et déchaîner une révolution pour se rendre nécessaire au prince; osciller, lorsqu'il est parvenu au pouvoir, entre le prince et le peuple, cherchant à savoir quel est celui des deux qu'il trahira avec le plus d'avantage; renverser le trône au nom de la république; renier la république après l'avoir provoquée; et au moment du danger, quand la réaction triomphait, avouer qu'il a travaillé pour la restauration de l'absolutisme.

Le ministère Ridolfi, assailli de tous côtés, s'empressa de donner sa démission. Le grand-duc chargea Ricasoli de former un nouveau ministère; mais il ne put y réussir. Pendant cet inter-

règne ministériel, il arriva que le général Welden menaça d'occuper la Toscane avec un corps d'armée allemand. On dut alors rappeler Ridolfi, et le grand-duc, rassuré par les victoires de Radetzky, mit enfin de côté sa résignation, son italianisme, et osa conférer à son ministre, pour dompter le peuple, des pouvoirs extraordinaires qu'il lui avait refusés pour faire la guerre à l'Autriche. Malheureusement pour lui, l'intervention des Allemands dans la Toscane fut empêchée par l'opposition énergique de la France et de l'Angleterre. Néanmoins, le grand-duc ne voulut pas que Ridolfi s'abstînt d'user de ses pouvoirs extraordinaires pour fermer les clubs et emprisonner les principaux agitateurs, ce qui prouva que la précédente modération de ce ministre n'avait pas été tout à fait de la faiblesse. Et il aurait sans doute continué de marcher dans cette voie de réaction, bien différente de celle qu'il avait suivie jusqu'alors, s'il n'avait pas trouvé dans Guerrazzi un vaillant et un intrépide adversaire. Guerrazzi devint l'homme de la circonstance; lui, qui avait échoué aux élections générales, entra au parlement, où trois colléges venaient de l'envoyer. Fort de ce triple succès autant que de son éloquence, le tribun livournais attaqua aussitôt le gouvernement avec une véhémence extraordinaire, en lui reprochant d'avoir trahi l'Italie. Les ministres, écrasés par la violence des débats parlementaires, perdirent la tête et se hâtèrent de déposer leurs portefeuilles.

Gino Capponi fut appelé à recueillir leur succession. Il fut plus heureux ou plus habile que Ricasoli : il parvint, le 17 août, à former un cabinet. En des temps meilleurs, aucun choix n'eût été plus populaire que celui d'un homme dont l'Italie entière appréciait les talents et la vertu; mais à l'heure la plus critique de la révolution, prendre pour président du conseil un vieillard aveugle, dont l'âge et l'infirmité augmentaient encore l'irrésolution, c'était, il faut l'avouer, une singulière pensée.

Mon récit me ramènera bientôt en Toscane, où, comme à Rome, et par la force de circonstances presque identiques, le pouvoir est tombé dans les mains d'un vieillard. Je dirai de quelle manière les deux ministères furent renversés, l'un pour

ouvrir une ère de réaction despotique, l'autre pour céder la place à une révolution démocratique.

La première difficulté que rencontra le ministère Fabbri à Rome suffit pour démontrer son impuissance. L'armée piémontaise avait été vaincue; le vainqueur disposait à son gré de l'Italie. Le roi de Naples, avec ses propres forces, avait noyé la révolution dans le sang. Le Pape et le grand-duc de Toscane n'avaient pu suivre cet exemple : faibles et désarmés, après avoir été longtemps entraînés par le flot populaire et avoir patienté au milieu de la tempête, ils n'attendaient désormais d'autre sauveur que l'armée autrichienne, par laquelle le calme et l'ordre devaient se rétablir en Romagne et en Toscane, de la même manière qu'ils l'avaient été en Lombardie et en Vénétie. Mais l'intervention de la France et de l'Angleterre avaient préservé la Toscane; la Romagne n'eut pas le même bonheur : cette terre, consacrée par la présence du chef de l'Église, commença dès lors à subir le triste privilége, dont on jouissait dans toutes les autres contrées italiennes, d'être foulée par toutes les armées étrangères qui y venaient en pèlerinage.

Le général Welden menaça d'envahir les Légations. Il annonça de Venise que ses soldats allaient entrer dans les États pontificaux, *d'accord avec le Pape*, pour châtier une population composée tout entière de factieux; il menaça de toutes les rigueurs militaires et de fusiller immédiatement ceux qui oseraient lui résister; de la destruction les villes rebelles, dont il ne laisserait pas pierre sur pierre; il vanta les ruines de Sermide, fumantes encore de sang. Il était suivi par Alpi, ancien sbire pontifical et instigateur de soulèvements *sanfédistes*. Alpi, après avoir échappé à Rome l'année précédente à la colère du peuple, pour avoir favorisé, comme je l'ai dit aillleurs, l'entrée des Autrichiens à Ferrare, s'était rendu au camp de Radetzky, qui s'était servi de lui pendant la guerre comme d'un espion très-habile. Welden était aussi suivi par des troupes de *sanfédistes*, sortis de tous les points de l'État romain pour s'unir aux phalanges allemandes; sans être de vrais citoyens romains ni de fidèles serviteurs du Pape, ni guerriers, ni courageux, mais ayant seulement soif de

pillage et de vengeance, ils servaient d'escorte aux barbares étrangers dans leur patrie, et, en invoquant le nom menteur de fidélité, ils aspiraient aux profits d'une tourmente anarchique déchaînée sur le pays. Le manifeste violent et barbare de Welden, la férocité bien connue des soldats qu'il guidait, la férocité encore plus grande des *sanfédistes*, devenus les auxiliaires de l'étranger, tout faisait craindre aux populations de l'État pontifical, non-seulement les violences les plus cruelles, mais aussi les rapines, les vengeances, les luxures qui, vers la fin des guerres de l'Empire, furent commises au nom de Marie par ces brigands ornés de la croix qui suivaient les pas des bataillons autrichiens. Menacées d'un si grand désastre, les populations se soulevèrent dans tout l'État et jurèrent de se défendre jusqu'à ce qu'on eût répandu la dernière goute de leur sang.

Le 4 août, Welden lança de Bondeno un second manifeste annonçant que ses troupes s'approchaient; menaça de mort quiconque serait trouvé avec des armes; imposa des contributions aux villes. En même temps, le commandant de la forteresse de Ferrare déclara qu'il allait bombarder la ville si l'on n'éloignait pas sur-le-champ les troupes pontificales.

Pie IX était désormais mis en demeure de montrer qu'il n'avait pas dit une vaine parole en annonçant plusieurs fois qu'il défendrait l'intégrité de ses États. Sans doute, la plus grande partie de ses troupes était condamnée à l'inaction pour trois mois par la capitulation de Vicence. Mais les Autrichiens l'avaient-ils respectée, cette capitulation? Et une convention de ne reprendre les armes qu'après trois mois était-elle applicable lorsqu'il ne s'agissait pas de renouveler la guerre contre les Autrichiens en Lombardie, mais de repousser de son propre pays une armée de l'Autriche qui l'envahissait sans y être provoquée? D'ailleurs, il restait dans le pays assez de soldats et de volontaires pour engager une de ces luttes qui, du moins, sauvent l'honneur. On verra bientôt si les Allemands pouvaient être exterminés en Romagne. Comment pouvait-on espérer que Pie IX, qui attendait Welden à Rome, pût vouloir son extermination? Ses prédécesseurs avaient cent fois ouvert aux étrangers

le chemin de l'Italie; mais alors, foulée aux pieds par les Goths, les Lombards, les Francs et autres barbares, elle n'existait nulle part. Maintenant, c'est la population indigène qui veut s'affranchir elle-même de ses envahisseurs.

Pie IX, très-patient devant les violences qui lui profitaient, se borna à ordonner au cardinal Soglia de protester. La protestation roula sur cette seule idée : l'armée autrichienne ne peut en vouloir au Pape pour avoir vu le drapeau pontifical à Vicence; ce n'est pas Pie IX qui a fait la guerre, ce sont ses sujets. En cela, on était d'accord avec Welden, qui lui aussi avait déclaré qu'il ne faisait pas la guerre au souverain Pontife, *avec lequel l'Autriche était d'intelligence,* mais à ses sujets. Toutes les démarches de Pie IX, trop peu dissimulées depuis quelque temps, donnaient beaucoup d'importance à la réponse du général allemand. La protestation concluait dans ces termes : « Pressé par la dure nécessité où les ennemis intérieurs l'ont réduit, le Saint-Père se jette dans les bras de la Justice divine, qui bénira l'usage qu'on fera des moyens réclamés par la gravité des circonstances. » A travers ces ambiguïtés théologiques, on voit évidemment que les circonstances réclamaient de la justice divine une bénédiction sur l'usage des moyens à employer contre les ennemis intérieurs. Dieu devait bénir l'effusion du sang italien.

Ces dernières phrases de la protestation, le manifeste de Welden et sa déclaration de s'avancer dans l'État d'accord avec le Pontife, excitèrent dans le peuple romain une fureur inexprimable. Une émeute éclata et fut si formidable, que Pie IX en eut une peur immense; ses ministres, terrifiés aussi, n'eurent pas de peine à le faire consentir à la publication immédiate de la proclamation suivante : « Sa Sainteté est résolue fermement à défendre l'État contre l'invasion autrichienne, en se servant de tous les moyens que le pays et le louable enthousiasme des populations peuvent lui fournir. Sa Sainteté désavoue les paroles du général Welden, et proteste contre toute interprétation fausse qu'on voudrait leur donner, déclarant que la conduite du général Welden est jugée par Sa Sainteté comme hostile au Siége apostolique et à Sa Sainteté elle-même, qui ne peut vouloir et ne

veut pas séparer la cause de ses peuples de sa propre cause, et regarde comme faits à elle-même tous les dommages dont on voudrait accabler ses sujets. »

En effet, Pie IX, pour repousser l'invasion étrangère, mit en marche immédiatement une armée formidable, composée du cardinal Marini, du prince Corsini et du ministre Guerrini, qui devaient intimer à Welden l'ordre de sortir du pays. Après cela, il ne douta plus un instant de la défaite des Allemands et de leur complète extermination. Son assurance fut telle à cet égard, que Campello, ministre de la guerre, ayant voulu lui proposer des mesures militaires, fut destitué sur-le-champ et remplacé par un nommé Gaggiotti, humble serviteur du Pape. De son côté, Welden obéit si bien à l'intimation du Pape, qu'après avoir été complimenté sur son arrivée dans l'État par les trois légats de Pie IX, il ébranla son armée pour attaquer Bologne.

En attendant, dans le conseil des députés, les interpellations pleuvaient sur les ministres, qui, fortifiés par l'approche des Allemands, se tenaient fermes comme des rochers. On voulut savoir pourquoi Campello avait été destitué; les ministres firent entendre qu'il n'y avait pas de réponse à faire : le Pape avait usé de ses prérogatives constitutionnelles. Le député Sterbini proposa une demande d'intervention à la France. Le prince Canino exigea une prompte déclaration de guerre à l'Autriche. Le ministre Rossi répondit froidement qu'on demandait des choses qui rentraient dans les prérogatives du prince : c'était l'ordre légal qui étouffait le droit. Mamiani fit, lui aussi, diverses motions; puis, voyant que tout effort énergique se brisait contre l'inertie dans laquelle le gouvernement était résolu de rester, il accusa et critiqua vivement le ministère, et engagea Fabbri, son vénérable ami, à en sortir, par respect pour son nom sans tache. Le reste de cette séance du 7 août fut employé à de vaines discussions. On nomma quatre commissaires chargés de présenter des adresses aux parlements de Naples, de Palerme, de Florence et de Turin. D'après une motion de Mamiani, on accorda à Charles-Albert le titre de premier citoyen de l'Italie.

Sur ces entrefaites, les Allemands avaient occupé Cento, les

campagnes et les villages des Légations de Ferrare et de Bologne; ils marchaient sur la ville de Bologne, où gouvernait César Bianchetti, homme qui, pour la cause de la liberté, avait vieilli dans l'exil. Les Bolonais, d'un esprit très-libéral, ennemis acharnés des Autrichiens, voulaient la guerre; mais les troupes de la garnison étaient liées par les pactes de la capitulation de Vicence et de Trévise, que leurs chefs ne voulaient pas enfreindre, et les hommes de guerre croyaient la défense de la ville impossible. Bianchetti suppliait donc les citoyens de calmer leur colère généreuse et de ne pas se livrer à des actes imprudents et nuisibles. Pour les décourager tout à fait, on éloigna de la ville les troupes, et on y laissa pour le maintien de l'ordre les gardes nationaux, 200 carabiniers et les gardes de la douane. Le 6 août, la proclamation du 2, dans laquelle le Pape promettait de défendre l'État, arriva à Bologne; les Bolonais, prenant à la lettre cette proclamation, ne mirent plus de bornes à leur enthousiasme. Bianchetti envoya à Welden le lieutenant-colonel de la garde nationale, Brunetti, et le professeur Martinelli, chargés de protester contre l'invasion et de prendre des renseignements sur les intentions de l'ennemi. Welden déclara que ses troupes camperaient aux alentours de Bologne, et y resteraient aux frais de la ville; qu'il en diminuerait peu à peu le nombre, à mesure qu'il obtiendrait *des garanties d'ordre et de tranquillité;* qu'il se retirerait entièrement lorsque les esprits seraient calmes et que le Pape *aurait confirmé les garanties susdites;* qu'il ne pouvait fixer le jour de son éloignement, mais qu'il ne partirait certainement pas avant d'avoir obtenu *les garanties nécessaires*. Les députés bolonais et le gouverneur Bianchetti acceptèrent ces propositions.

Le 7, les troupes de Welden occupèrent les positions qui entourent Bologne, et le jour suivant, les officiers allemands entrèrent en ville, provoquant de mille manières la haine mal contenue du peuple. Il arriva que quelques citoyens répondirent aux injures par des injures, et aux menaces par des coups. Un menuisier, qui n'avait jamais manié que les instruments de son métier, se voyant offensé gravement par un officier, engagea un duel, se battit au sabre, et tua son adversaire. Welden accorda

alors au gouverneur deux heures pour lui livrer ceux qui avaient frappé ses officiers, ou lui donner en ôtage six citoyens des plus respectables. Le vénérable Bianchetti s'offrit lui-même en ôtage et allait se livrer à l'ennemi, lorsque le peuple indigné lui ferma le chemin, fit retentir sur-le-champ toutes les cloches de la ville, et confia à son courage et à la force des armes l'honneur de Bologne et sa vengeance. Les Allemands occupaient en force la porte San Felice, où ils avaient trois canons postés sur la voie par laquelle les Bolonais couraient les assaillir. Le choc fut terrible; les citoyens se battaient en braves dans la rue, d'autres tiraient sur l'ennemi du haut des murs et par derrière les fenêtres et les portiques. Au même moment, on entendit retentir les cloches des faubourgs et des villages des alentours de Bologne, et l'on vit un torrent de paysans descendre de toutes les collines. Les Allemands craignant d'être pris entre deux feux et faits prisonniers, abandonnèrent la porte San Felice. Un combat également acharné et qui obtint le même succès avait lieu à la porte Galliena. Mais il n'en était pas ainsi à la Montagnola : c'est une colline artificielle qui s'élève dans l'intérieur de la ville, près de la porte du même nom, et qui sert de promenade publique, ornée de bocages, de haies, d'allées ombragées par des arbres séculaires, et ayant devant une très-grande place du côté de la ville, et derrière les murailles de la ville même. De là, les Allemands, appuyés aux murailles, soutenus par leurs bataillons restés à proximité au dehors de la ville, et couverts par les arbres, tiraient à mitraille contre les assaillants et contre les maisons d'où partaient des coups de fusil. Le combat dura quatre heures, au milieu du retentissement des cloches, du grondement des canons, des gémissements des blessés et des cris furibonds du peuple. Le commandant des carabiniers Cortassa n'avait pas permis à ses gens d'accourir au secours des citoyens engagés dans une lutte affreuse, en disant que sa consigne était de défendre le palais du gouvernement. Mais les carabiniers, entraînés par l'amour de la patrie, méprisèrent les ordres de leur chef, et, réunis aux soldats de la douane, volèrent sur le lieu du combat : là, se plaçant à la tête de plusieurs milliers de

citoyens et de gardes nationaux, et aux cris de *Vive l'Italie!* ils donnèrent ensemble un assaut vigoureux à la Montagnola et en gagnèrent la hauteur, culbutant les Allemands. Arrivés dans la plaine, ils tombèrent sur leurs ennemis comme un torrent, et après un combat long et acharné, ils firent un tel massacre des Allemands, que très-peu d'entre eux eurent le bonheur de se sauver. En même temps, les villageois et les montagnards arrivaient au pied des murailles de la ville, et mettaient en déroute les bataillons ennemis qui s'y trouvaient. Entourés de toutes parts, les Allemands abandonnèrent leurs blessés, leurs canons et un grand nombre de prisonniers, pour faciliter leur fuite précipitée vers la frontière de l'État pontifical. Ils se vengèrent de la honte de leur défaite en brûlant les maisons de campagne, en tuant les gens désarmés qu'ils rencontraient, et en laissant derrière leurs pas une longue trace de sang et des cadavres horriblement mutilés.

Aussitôt que le bruit de cette victoire des Bolonais parvint dans les villes et dans les provinces limitrophes, un enthousiasme général éclata partout; les gardes nationaux, les légions des volontaires se hâtèrent de marcher au secours de Bologne, qu'on croyait menacée d'un nouvel assaut de l'ennemi. En attendant, on avait nommé dans cette ville, d'accord avec le gouverneur Bianchetti, une commission de salut public, chargée de pourvoir au maintien de l'ordre et à la défense de la ville. Les gardes nationaux des alentours, les volontaires commandés par le colonel Belluzzi arrivèrent, et dans l'attente d'une attaque des Allemands, tout le monde resta sous les armes, le jour et la nuit. On éleva des barricades dans la ville, on fortifia les hauteurs de Saint-Michel.

Tandis que Bologne résistait ainsi, le 8 août, aux attaques de l'ennemi, Milan, le jour précédent, avec une population trois fois plus forte, 25,000 soldats au dedans et 15,000 au dehors, était livré à l'ennemi. C'est qu'à Bologne le peuple combattait.

Il me serait impossible de décrire l'excitation du peuple romain lorsqu'on reçut à Rome les nouvelles de Bologne. Une ville seule avait sauvé l'État. Radetzky s'aperçut qu'il ne lui

serait pas facile, comme il l'avait cru, de dompter les populations pontificales; l'élan était donné, et toutes les autres villes auraient suivi l'exemple de Bologne; il s'agissait donc d'entreprendre une campagne pour laquelle le maréchal aurait dû disposer d'une bonne partie de ses forces, ce qu'il ne pouvait faire ayant à contenir la Lombardie et la Vénétie, à combattre contre la ville de Venise et à craindre d'un instant à l'autre que Charles-Albert dénonçât l'armistice et profitât de la dispersion de l'armée autrichienne pour renouveler la guerre. Radetzky n'eut alors que la ressource ordinaire des chefs lorsqu'ils veulent se décharger de la responsabilité de leurs actes : il désavoua Welden et imputa à un mouvement arbitraire de sa part les hostilités commises : c'était, pour le maréchal, se retirer prudemment de la partie. Le Pape ne put se consoler de cet échec; la douleur le terrassa. Avait-il donc en vain destitué le ministre Campello? Les Bolonais avaient osé faire par eux-mêmes; et ce qui était plus fâcheux pour Pie IX, c'est qu'en agissant ainsi ils avaient cru se conformer à sa proclamation où la défense de l'État avait été promise. Malheureusement pour lui, le coup était manqué : l'effervescence populaire était immense, et pour comble d'amertume il fallait se montrer joyeux d'un succès qu'on déplorait. Pie IX, réduit à ce point de détresse, sentit sa vertu et sa religion se révolter contre la nécessité de mentir au peuple. Il se renferma dans sa douleur, et laissa ses ministres mentir pour lui.

Pie IX avait toujours adressé directement la parole aux Romains. Cette fois, il fit publier, le 11, au nom des ministres, la proclamation suivante : « Peuples de l'État de l'Église! le ministre de la guerre a reçu une dépêche du gouverneur de Bologne qui commence par ces mots : *Le peuple s'est battu contre les Allemands!* L'importance de ces premiers mots est grande, terrible, mais ne nous épouvante pas. La dépêche conclut ainsi : *Le peuple a triomphé!* mais ce succès ne nous remplit pas d'une folle allégresse. Il faut de la constance pour assurer le triomphe. Les ministres se sont empressés de se présenter au Pontife et lui ont fait comprendre le danger qui plane sur ses enfants. Qu'on fasse donc, a-t-il répondu, tout ce qui est nécessaire pour

sauver la patrie et pour défendre les frontières sacrées du patrimoine de l'Église. Les bataillons de la Romagne sont déjà en marche pour se rendre sur le champ de bataille. Ces troupes et les autres qui ne manqueront pas de partir des provinces et de la capitale, porteront avec elles la bénédiction de Pie IX, de ce Pontife qui n'a d'autre souci que celui de pourvoir à la défense et à la rédemption de la patrie commune. »

Il parut ridicule que le gouvernement voulût s'attribuer le mérite de la marche sur Bologne de ces troupes qui y étaient accourues spontanément. On aurait presque dit que les Bolonais avaient combattu avec l'autorisation du Pape. Du reste, le peuple romain savait à quoi s'en tenir sur les dispositions belliqueuses du gouvernement, et désormais ne désirait qu'une chose, c'est que le gouvernement ne se mêlât pas de la défense du pays. Il était également peu édifié d'une bénédiction qui lui était cette fois transmise par les ministres. Aussi, le trouble était grand dans la ville, et Fabbri fut obligé, le jour suivant, de faire paraître une autre proclamation ainsi conçue : « Citoyens ! les valeureux Bolonais persistent dans la défense héroïque de leur ville, et offrent un exemple admirable d'amour patriotique et de valeur italienne digne d'être imité. Vous aussi, Romains, animés de généreux sentiments, vous êtes résolus d'humilier la témérité d'un ennemi insolent, et le gouvernement applaudit à votre noble résolution. Ayez confiance dans le gouvernement, ayez confiance en moi ; je sens se ranimer dans mes veines une flamme que les années n'ont pas éteinte, toutes les fois qu'il s'agit de notre liberté et de l'honneur de l'Italie. Le gouvernement a déjà ouvert des registres où tous ceux qui voudront partir pourront s'inscrire. Aussitôt qu'on connaîtra le nombre des noms inscrits, le gouvernement se hâtera de donner l'avis du départ et facilitera la rapidité de la marche. En attendant, je vous recommande l'ordre. Union, ô Romains ! Embrassons-nous tous, et, avec la bénédiction de Dieu et du Pontife, nous défierons la rage de l'ennemi. »

Ce vieillard vénérable et infirme, qui n'avait plus de sang dans les veines, et qui, seul pour servir son prince au moment du danger, en venait à parler des flammes qui le dévoraient,

inspirait la pitié! Il était, en effet, nécessaire de faire supposer cette ardeur dans le premier ministre, car le gouvernement laissait voir clairement combien il était peu disposé pour la guerre. Pourquoi tant de mots lorsqu'il aurait fallu agir? C'est qu'on voulait temporiser, et dissiper l'enthousiasme populaire au lieu de le seconder. S'il pouvait y avoir un doute à cet égard, il devait disparaître par l'impossibilité où le Pape se trouvait de rencontrer un homme qui voulût succéder à Campello dans le ministère de la guerre. On avait offert ce portefeuille à Latour, général suisse, et il l'avait refusé; on l'avait proposé au comte Lovatelli, qui avait également opposé un refus. Ceux qui pouvaient prétendre à ce portefeuille, sentaient bien que pour plaire au Pape il faudrait déplaire au peuple, car l'opinion était soulevée au point qu'on ne pouvait plus espérer de contenter les Romains par de belles phrases : il fallait agir pour ou contre eux. Comme il arrive dans ces circonstances, la presse parlait sans ménagement, des affiches paraissaient sur les murs, on haranguait sur les places, on menaçait les rétrogrades, on exaltait la force du peuple. En attendant, les citoyens s'étant inscrits et réunis en légions, demandaient l'ordre de partir : le gouvernement répondait qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses et qu'on ne pouvait accorder de secours pour la guerre.

La confusion était extrême. Les ministres, obéissant au Pape, haïs par le peuple, perdaient la tête. On respectait la vieillesse de Fabbri et on lui pardonnait sa confiance en Pie IX. Le conseil des députés voyait l'impossibilité de constituer dans ce moment un nouveau ministère; Mamiani, exécré par le Pape et par les courtisans, était moins que d'autres en position de pouvoir former un cabinet. Par conséquent, le conseil des députés, bien que convaincu de l'incapacité du ministère Fabbri, le soutenait prudemment pour éviter un plus grand désordre. Encouragés par cet appui, et assurés enfin que Radetzky ne songeait pas à reprendre les hostilités contre l'État, les ministres ne tardèrent pas longtemps à montrer que s'ils étaient faibles pour satisfaire le peuple, ils ne l'étaient pas pour le punir. Ils commencèrent par réfréner la presse en mettant en vigueur la loi du 4 juin.

Mais ce qui pesait surtout sur leur conscience, c'était Bologne; cette ville, remplie de gens armés, leur inspirait un sentiment pénible, qui n'était que de la peur : il fallait la *pacifier* à tout prix. Bologne ne devait pas rester impunie de la victoire remportée sur Welden. On attendait l'occasion de la frapper, et cette occasion ne tarda pas à arriver. Si Pie IX ne voulait pas la guerre contre l'Autriche, il se la permettait contre ses sujets.

Il était inévitable de voir la plus grande confusion régner à Bologne, remplie de gardes, de volontaires, de gens de toute condition, accourus avec ou sans armes dans la ville pendant et après le combat. Dans de telles circonstances, le désordre devait naître naturellement, et pour l'éviter le gouvernement aurait dû promptement pourvoir à une défense régulière de la ville, au lieu de l'abandonner aux efforts déréglés des populations. Rien n'est plus ordinaire aux mauvais gouvernements que de laisser croître le désordre pour avoir le prétexte de sévir. C'est ainsi que le colonel Beluzzi fut accusé *d'avoir accueilli indistinctement tous ceux qui s'étaient présentés pour défendre Bologne en leur lâchant la bride;* comme si le moment était choisi pour faire des distinctions et établir une police! Les hommes qui n'avaient pas d'armes furent déclarés coupables *d'avoir opéré une perquisition d'armes dans les maisons des citoyens sous le prétexte de sauver la patrie.* La fuite des Allemands et les précautions dont les Bolonais s'entourèrent dans la crainte d'une nouvelle attaque devaient les rendre coupables d'autres crimes : ils l'étaient surtout *d'avoir enlevé du bois, des meubles et d'autres objets sous prétexte qu'ils avaient à défendre la patrie :* on avait construit des barricades! Mais ce qu'ils devaient faire de plus monstrueux encore, ce fut *une perquisition de vivres :* on avait pourvu aux besoins de la ville dans le cas d'un blocus! Enfin, on voyait l'iniquité arrivée à son comble parce qu'un grand nombre de paysans, accourus à Bologne, ne purent s'y arrêter sans demander un salaire, soit comme soldats, soit comme travailleurs. On s'étonnait que la ville eût pu tolérer de si grandes exigences, fournir du travail, payer des salaires, et, puisque *le gouvernement n'envoyait pas d'argent,* émettre du papier-monnaie, au

nom de la municipalité et de la province, pour la valeur de cent mille écus. Combien le gouvernement avait raison de plaindre Bologne, cette ville malheureuse qui aurait pu plier doucement sous le joug des Allemands, sans craindre que ceux-ci ne touchassent aux vivres, aux meubles et surtout à la bourse des citoyens!

Enfin, dès que l'on se fut assuré que les Allemands ne songeaient plus à attaquer la ville, les Bolonais déposèrent les armes et les gardes nationaux des alentours rentrèrent dans leurs foyers. Les corps de volontaires ne se dispersèrent pas cependant, et leur nombre s'accrut au contraire d'autres corps qui descendaient de la haute Italie pour se rendre en Toscane ou à Venise, *à la recherche d'aventures*, suivant le langage de la cour romaine: c'étaient les mêmes aventures qu'ils avaient cherchées à Vicence! Il y eut parmi les *aventuriers* un certain Zambianchi, qui s'était distingué dans tous les combats de la Vénétie, et qui devait être trouvé coupable d'un long exil qu'il avait souffert *pour avoir pris part à la révolution de 1831*, être rentré dans sa patrie en 1848, *année de bouleversements universels,* et s'être *jeté* dans Bologne *afin d'y troubler la paix et d'y exciter de féroces vengeances.* Le gouvernement avait réellement de bonnes raisons pour se plaindre de l'arrivée de cet homme *dangereux* en Romagne, car ce fut lui qui découvrit tous les fils de la trahison ourdie par le gouvernement contre le pays, et la correspondance que les traîtres entretenaient avec les *sanfédistes* qui suivaient les pas de Welden; de sorte que si le colonel Zambianchi eût eu la complaisance de se faire tuer dans la Vénétie, la tranquillité des conspirateurs n'aurait pas été troublée dans la Romagne et le gouvernement papal n'aurait pas eu le désagréable spectacle de la vengeance populaire. Zambianchi, en effet, avait intercepté des lettres qui ne laissaient dans les ténèbres aucun des mystères de l'autorité, et prouvaient quelle était la religion que l'on pratiquait à Rome. Il y avait des lettres d'Alpi, adressées à plusieurs de ses complices dans l'intérieur du pays, et le courrier qui les apportait ayant été arrêté, avait fait d'importantes révélations. Le gouvernement avait frémi de voir le rideau du sanc-

tuaire se déchirer tout-à-coup et d'être ainsi forcé de se montrer dans sa hideuse réalité. Zambianchi ne se borna pas à commettre ce sacrilége: il accourut à Forli et à Faenza, *fit des perquisitions* dans les maisons des conspirateurs, *arrêta* des hommes et des femmes, et entre autres Ugolini de Forli, *septuagénaire*, le *chanoine* Laghi de Faenza avec sa sœur, son frère et sa servante, les fit *lier*, les fit *traîner* à Ravenne, les *jeta* dans une barque et les *envoya dans les prisons* d'Ancône pour *y être jugés;* ce qui voulait dire simplement que Zambianchi avait surpris, arrêté les traîtres, et que, pour les soustraire à la colère du peuple, il les avait dirigés sur Ancône pour qu'il leur fût fait un procès en règle.

Mais où a-t-on jamais vu un gouvernement qui ne fait rien pour repousser une invasion étrangère, et qui, courroucé du succès obtenu par la valeur du peuple, lui fait un crime de toutes les nécessités que la défense d'une ville entraîne avec elle? Lorsqu'à l'arrivée de Welden à Bologne le peuple se soulève, combat, remporte une victoire, et dans l'attente d'un nouvel assaut de l'ennemi, construit des barricades, le gouvernement ne devait-il pas se hâter d'envoyer dans cette ville un chef militaire pour diriger la défense, établir un certain ordre, et payer la solde à des milliers de paysans accourus de toutes parts au son des cloches et au cri de la patrie en danger? Enfin, une conspiration est découverte, les preuves existent, les traîtres sont là, à la merci d'un peuple frémissant; d'autre part, la religion du gouvernement papal ne laisse pas supposer qu'il soit le complice des conspirateurs: pourquoi donc ce gouvernement, pour prévenir de grands désordres, pour satisfaire la juste colère du peuple, pour venger les lois de l'État perfidement foulées aux pieds, ne prend-il pas l'initiative dans la recherche des coupables, ne les fait-il pas arrêter, ne les envoie-t-il pas devant les tribunaux? Rien de tout cela n'a lieu cependant. On ne songe à Rome, ni à défendre le pays, ni à diriger la défense de Bologne, ni à payer un salaire aux combattants, ni à arrêter les traîtres. Le peuple reste seul à se lever, à se défendre, à se ravitailler, à se gouverner, à se faire justice; et s'il commet quelques excès, voilà le

grand coupable. Alors, oh! alors, pour frapper le peuple, l'activité se déploie, l'argent se montre, les soldats se réunissent, les séides prêtent leurs bras, les prisons s'ouvrent, le sang coule!

Les événements de Rome depuis cinq mois et ceux qui se succédèrent offrent mille points de ressemblance avec les événements de Paris de 1789 à 1792. Le succès devait être différent, et cela s'explique : en France, on avait compris la révolution; à Rome, non. Les vertus de Louis XVI comme homme devaient disparaître devant les fautes du prince; les fautes de Pie IX comme prince devaient être lavées par l'infaillibilité du pontife.

Mais je me trompe. A la nouvelle de la découverte de la conspiration, le gouvernement romain avait pris un parti. Il avait nommé une commission extraordinaire pour les quatre Légations, qui, présidée par le cardinal Amat, était destinée à se fixer à Bologne; nous verrons dans quel but. En attendant, les autorités travaillent à Bologne à jeter un voile sur la justice, dont ils ont peur. Le colonel Zuccari, commandant militaire de la ville, veut réprimer les légions des volontaires et le peuple, qui s'appliquent à rechercher les coupables; mais il reçoit des injures et est forcé de se retirer : ces légions et Beluzzi qui les commande seront accusés d'avoir empêché qu'on mît un obstacle *à l'arbitraire de mauvais soldats*. Le gouverneur Bianchetti et d'autres citoyens, membres du comité de salut public, devraient eux-mêmes procéder légalement à ces recherches, auxquelles le peuple se livre tumultueusement; au contraire, ils s'efforcent de toute manière d'élever une digue *contre le torrent populaire qui déborde,* et ils n'y réussissent pas. Il arrive que le peuple veut se défaire de cette ombre de gouvernement et de comité. Il entoure le palais du gouvernement, et envoie une députation se plaindre à Bianchetti et à ses collègues de ce qu'ils n'ont d'autre souci que de faire oublier la conspiration, au lieu de chercher à obtenir que justice soit faite au pays; les députés les exhortent à donner leur démission, et ils auront bientôt le tort d'avoir agi *en usant des manières et des paroles du commandement et de la menace*. Mais le peuple qui, même dans un cas d'émeute, ne perd pas la discipline catholique à laquelle les

prêtres l'ont formé, ne tarde pas à s'apercevoir, le jour même, qu'en demandant à faire de ses mains ce que les gouvernants se refusent à accomplir, il attente à l'autorité du gouvernement. Il ne veut pas s'attirer le reproche de rebelle. Une nouvelle députation populaire va demander pardon à Bianchetti de la violence commise à son égard, et le prier de rester à son poste; Bianchetti accorde le pardon, et reste en place pour continuer à ne rien faire.

Quiconque sait par l'histoire à quels excès peut se livrer un peuple irrité, abandonné à sa fureur par un gouvernement sans force ou intéressé à laisser croître le désordre pour avoir un prétexte de frapper, ne s'étonnera que d'une chose : c'est qu'on ait tardé si longtemps à Bologne à répandre du sang. Le peuple perdit enfin patience. On assaillit la maison d'un citoyen porté sur la liste des conspirateurs, et, ne le trouvant pas chez lui, on brisa les meubles, on mit tout sens dessus dessous. Un juge, nommé dans les lettres d'Alpi, fut tué; Bianchi, inspecteur de police, nommé aussi, fut tiré de son lit, où il était malade, et tué sous les yeux de sa femme et de ses enfants. La soif du sang s'accrut; les colères présentes réveillèrent les colères passées; on mit à mort des juges, des officiers de police, des sbires, des geôliers. Pendant deux jours, on massacra dans les maisons, dans les rues, sur les places, les citoyens notés comme conspirateurs, et quelques employés du gouvernement décriés et haïs. On tuait à coups de fusil, et les blessés étaient achevés à coups de couteau. Le sang coulait dans la ville au moment où le cardinal Amat y faisait son entrée; et, chose incroyable, les égorgeurs cessèrent immédiatement le carnage pour servir respectueusement d'escorte au représentant du prince; puis ils revinrent achever leurs victimes, avec la ferme conviction d'accomplir un acte violent, mais réparateur et agréable au gouvernement. Le cardinal resta pendant deux jours en ville sans faire entendre sa voix, sans rien empêcher. La ville se couvrait de cadavres, au point que Masina se présenta au cardinal, lui proposant de sauver ceux qu'on recherchait pour les tuer en les faisant enfermer dans une prison. Amat était étourdi; il ne prit aucune disposi-

tion. Il n'y avait plus de juges ni d'officiers de police; ceux qui n'étaient pas morts s'étaient cachés ou avaient pris la fuite. Les citoyens n'osaient pas se montrer. Il y avait la garde nationale; mais personne ne songeait à l'appeler sous les armes. Les soldats de la ligne, les dragons, les Suisses se trouvaient tout près de Bologne; ils ne bougeaient pas, parce que nul ne s'occupait de leur donner l'ordre de s'avancer; les carabiniers restaient spectateurs impassibles du carnage. On aurait pu se servir de toutes ces forces pour arrêter le désordre, et l'autorité des gouvernants s'effaçait!

Dans ce moment, un représentant du conseil des ministres, envoyé de Rome pour aider le cardinal Amat à rétablir l'ordre, arrivait secrètement à Bologne. Cette mission avait été donnée à l'historien Farini lui-même, qui quelques jours avant aurait voulu faire mitrailler le peuple romain par cela seul qu'il demandait des armes et la permission de marcher contre Welden. Jamais ce bon patriote ne pouvait espérer un office plus agréable, ni le gouvernement avoir un agent plus zélé pour exécuter ses ordres.

Je dois aussi faire connaître que le ministère, résolu d'entrer dans une voie de réaction, voulut se débarrasser des deux conseils législatifs qui auraient pu lui faire obstacle. Le 26 août, un ordre du Pape prorogea donc les séances des conseils au 15 novembre. Cet ordre était conforme au droit constitutionnel, mais les Romains ne se trompèrent pas en disant qu'il était l'avant-coureur d'un coup d'État.

Le 1er septembre, Farini, avant d'entrer à Bologne, s'était arrêté à Forli, où ayant trouvé les Suisses, commandés par le général Latour, il avait exprimé le désir de tomber immédiatement avec eux sur la ville de Bologne; mais Latour et le cardinal Marini s'y étaient opposés, parce que les Suisses n'avaient ni artillerie ni cavalerie. Alors Farini avait pénétré furtivement dans la ville de Bologne le lendemain, et employé son temps à gagner les soldats de la ligne, les dragons, les carabiniers, les gardes nationaux et le corps de la douane. Il réunit ainsi, avec l'aide des Suisses, une force capable d'écraser les émeutiers. Sans doute la condition de la ville était déplorable; mais il n'y

a pas devant Dieu et l'histoire d'autres coupables de tout le sang qu'on y répandit que ceux qui avaient excité et laissé sans frein la colère d'un monstre tel qu'est le peuple dans sa fureur. Toutes les forces qu'on voulait alors employer pour comprimer l'émeute, on ne les avait pas fait surgir de dessous terre : elles se trouvaient réunies depuis le commencement du désordre. Pourquoi ne les avait-on pas fait agir plus tôt? Pourquoi avait-on laissé grandir le mal au point de ne pouvoir faire cesser un massacre que par un massacre plus grand encore? On ne peut attribuer cela à la faiblesse des gouvernants de Bologne. Regardera-t-on alors comme téméraire la pensée qu'on voulut d'abord laisser ensanglanter la ville, et puis l'écraser sous les rigueurs d'un état de siége, pour la punir de la résistance faite aux Allemands, et pour lui apprendre, ainsi qu'aux autres villes, à ne plus donner l'exemple d'un semblable scandale?

Lorsque tout fut prêt et que Farini eut fait approcher et cacher les Suisses derrière les murs de Bologne, il ordonna aux carabiniers, selon ses propres paroles, *de tomber sur le peuple, d'arrêter, de désarmer, de massacrer*. Les dragons et les gardes de la douane secondèrent les carabiniers; quelques compagnies de la garde nationale se jetèrent dans la mêlée; les Suisses arrivèrent, eux aussi, et alors un beau fait d'armes s'engagea : Welden fut vengé. Les insurgés, en se défendant, protestaient qu'ils avaient voulu défendre le peuple contre ceux qui le trahissaient; le canon étouffa leurs cris. Enfin, Farini remporta la victoire, et put se vanter d'avoir laissé sur le champ de bataille beaucoup de morts et de blessés, d'avoir surtout recueilli une grande quantité d'armes et de prisonniers; le reste de ses ennemis se dispersa ou s'enfuit. Zambianchi alla dans une prison apprendre ce qu'il en coûte de découvrir les conspirations du gouvernement papal. Sa légion fut chassée du pays, et elle se rendit à Venise. Tous les corps des volontaires furent dissous; ceux qui voulaient servir devaient passer dans les régiments de ligne. On déclara l'état de siége. Personne ne pouvait conserver d'armes; la garde nationale ne pouvait en posséder qu'au moment du service. On fonda une bonne police, et Farini crut avoir rétabli l'ordre.

Il ne tarda pas à se détromper. L'ordre n'était qu'apparent : on rongeait le frein dans l'espoir de le briser. La violence avait pu comprimer, mais non tranquilliser le peuple. Le nombre des réunions secrètes s'accrut; les citoyens, chassés de la ville, se répandirent dans les campagnes; la presse protesta contre la tyrannie de Farini. Les volontaires ne voulurent pas se mêler à la troupe de ligne, et, se réfugiant dans les autres villes, y augmentèrent le nombre des mécontents. Farini perdit peu à peu toute confiance dans ses propres triomphes. Il écrivit à Rome que les tumultes n'étaient que différés jusqu'à une autre occasion; que le gouvernement devait faire quelque chose pour satisfaire les désirs honnêtes, les besoins réels, et pour inspirer de la confiance aux citoyens. Il proposa des banques, des travaux d'utilité publique, des colléges militaires, une augmentation de la troupe de ligne, une réforme de la garde nationale et de la police. Il avoua que l'autorité du gouvernement était annulée par la licence de la presse, par les menées des deux partis, exalté et rétrograde, et surtout par les intrigues de l'Autriche. Mais il conclut que le gouvernement n'obtiendrait rien tant qu'il ne suivrait pas une ligne de conduite sincère dans la question italienne, ajoutant que le Pape n'assurerait sa propre gloire, le bonheur de l'Italie et la tranquillité de l'État, que lorsqu'il *aurait trouvé le moyen* de favoriser la cause de la nationalité et de l'indépendance. *Ces besoins légitimes* n'étant pas satisfaits, il ne fallait pas espérer de mettre jamais un terme aux conspirations et à la guerre intestine.

Combien ne trouvera-t-on pas misérable la conduite d'un commissaire du gouvernement qui, après avoir concouru à la répression des désordres de Bologne, reproche au gouvernement même de les avoir provoqués, et reconnaît dans ses victimes des désirs honnêtes et des besoins légitimes, qui, n'étant pas satisfaits, ont poussé et pousseront justement à la révolte! N'était-ce pas un modérantisme parvenu à l'état de démence, que de parler encore de nationalité et d'indépendance italiennes, à un gouvernement entré dans le véritable chemin de la réaction? Le gouvernement avait eu assez du triste courage de Farini; il pou-

vait se passer de ses conseils. Mais il ne crut pas pouvoir réussir dans son but, avec un ministère présidé par un vieillard honnête, mais faible. Le ministère Fabbri fut dissous. Pie IX, pour raffermir son autorité, sentit qu'il avait besoin de Pellegrino Rossi, et l'ayant fait appeler, il le chargea de composer un nouveau cabinet. Le 16 septembre, le *Journal de Rome* fit connaître les noms des nouveaux ministres : le cardinal Soglia conserva la présidence du conseil; Rossi se réserva les deux portefeuilles de l'intérieur et des finances; l'avocat Cicognani, qui, s'étant signalé dans l'assemblée des députés par son opposition à Mamiani, était en vogue comme rétrograde, fut ministre de grâce et de justice; le portefeuille de l'instruction publique fut donné au cardinal Vizzardelli, créature de Grégoire XVI; les autres ministres furent le professeur Montanari, le duc de Rignano et le chevalier Righetti.

Nous jugerons bientôt le ministère Rossi par ses œuvres. Avant de m'engager dans cette partie si difficile de l'histoire, je dirai comment le ministère Capponi tomba en Toscane, presque en même temps, pour donner lieu à des événements d'une portée politique opposée à celle des événements de Rome.

Gino Capponi, animé de l'esprit italien, avait eu à lutter contre deux difficultés considérables. La première, c'était que, pour avoir la majorité dans la chambre, il fallait montrer plus d'énergie et plus d'ardeur réelle pour la guerre que les précédents ministres, tandis que pour obtenir la confiance du grand-duc il ne fallait, par aucun vote décisif, le compromettre vis-à-vis de l'Autriche. La deuxième difficulté, c'était la rébellion persistante de Livourne.

L'insurrection de la seconde ville de Toscane était, en effet, une grave affaire pour un si petit État. Plusieurs Toscans et Lombards qui avaient combattu dans la haute Italie, se trouvaient réunis à Livourne. Tout était dans cette ville un motif suffisant pour recourir à l'émeute : tantôt une distribution de fusils à la garde civique, tantôt l'arrivée du père Gavazzi, bouillant républicain auquel on ne permit pas de mettre le pied dans la ville, expulsion qui irrita fort les esprits; les Livournais se

soulevèrent, brûlèrent les journaux du gouvernement, abattirent les télégraphes, arrêtèrent le gouverneur Guinigi, demandèrent des choses équitables : la diminution du prix du sel, l'élection par le vote populaire des officiers de la garde civique, l'abaissement des amendes judiciaires, une réforme sur les pensions. Ils menacèrent, dans le cas d'un refus, de nommer un gouvernement provisoire.

Le ministère, auquel la chambre avait conféré des pouvoirs extraordinaires, nomma commissaire à Livourne Léonard Cipriani, jeune homme qui s'était distingué dans la guerre, mais qui malheureusement était un partisan du modérantisme. Il croyait, d'après l'exemple du romain Farini, que lorsque les gouvernements se déclaraient contraires à la cause italienne, et provoquaient pour cela le mécontentement du peuple et l'anarchie, il n'y avait autre chose à faire qu'à comprimer le peuple par la violence; la concorde que la liberté ne pouvait enfanter, se retrouverait dans le servage. Si ces hommes eussent cru et voulu favoriser dans le pays la réintégration du pouvoir absolu, encourager les princes dans la réaction, imposer silence au cri impuissant de liberté et d'indépendance de l'Italie, leur conduite ne serait pas honnête, mais elle serait logique, et on aurait pu les appeler des patriotes repentants; mais non : leur aveuglement ou leur hypocrisie arrivait à un tel point, qu'ils croyaient ou voulaient paraître croire qu'en étouffant les aspirations du peuple, en servant les princes, ils employaient l'unique moyen de faire triompher cette cause italienne, trahie par ces mêmes princes. Cipriani, suivi de soldats, marcha donc sur Livourne, comme Farini avait marché sur Bologne. Il fut reçu dans la ville avec indifférence. Il ferma les cercles, prohiba les réunions dans les rues et sur les places, commit quelques violences, établit une espèce d'état de siége. Ses ordres, affichés au coin des rues, furent déchirés. Des dragons accourus pour disperser le peuple se trouvèrent entourés d'une multitude immense; on en vint aux mains; un dragon fut blessé et on tua quelques chevaux. Le 3 septembre, vers le soir, le commissaire fit sortir l'artillerie; on posta des canons sur la place et à l'entrée des rues; une lutte

sanglante ne tarda pas à s'engager. Le peuple improvisa des barricades; de là et par les fenêtres, il tirait sur les soldats, qui, moins aguerris que les citoyens et les volontaires rentrés de la Lombardie, se laissèrent vaincre, puis fraternisèrent avec le peuple. Cipriani s'estima heureux d'avoir pu s'échapper en s'enfermant dans le château de Porta-Murata. Le surlendemain, bloqué dans le château, il se sauva par mer; les Livournais se donnèrent un gouvernement à part, composé de Guerrazzi et de Petracchi.

La première expédition ayant manqué, le grand-duc appela aux armes toutes les gardes civiques de la Toscane, pour établir un camp à Pise, aux portes de Livourne. Mais nulle part on ne se montra disposé à marcher. Enfin, de guerre lasse, le gouvernement abandonna Livourne à elle-même : c'était reconnaître le droit à l'anarchie, et encourager toutes les autres villes de l'État à suivre l'exemple des Livournais.

Sans doute, on sera douloureusement étonné en voyant les villes les plus italiennes et les populations les plus éprises de liberté s'abandonner à des discordes intestines au moment même où l'Autriche triomphait. On ne manquera pas de les accuser de folie, de peu d'amour pour la patrie, et l'on aura tort. Ces villes, ces populations, au commencement de la campagne de 1848, avaient trop flatté leurs princes et s'étaient faites courtisanes par amour de la patrie. Elles furent bientôt désabusées; les trahisons survinrent. Charles-Albert avait tout fait pour compromettre le succès de la guerre, le roi de Naples l'avait désertée, le grand-duc avait mollement combattu, le Pape avait répudié la cause italienne. L'Autriche avait triomphé, et la réaction despotique qui avait réussi à Naples, s'essayait maintenant à Rome et en Toscane. Quelle sagesse, quel amour de la patrie veut-on que les Italiens aient montré dans cette position? Ils devaient apprendre docilement à servir. Mais était-il possible de faire rétrograder la révolution en Italie? Puisqu'on n'avait pas voulu la diriger vers son but légitime, on devait s'attendre à ce qu'elle débordât de toutes parts. Une fausse concorde avait causé le malheur du pays; la discorde actuelle devait être la source

de nouveaux malheurs. Mais si l'on veut trouver ceux qui furent réellement coupables de tous les maux de l'Italie, qu'on recherche ceux qui mentirent en proclamant la liberté et l'indépendance.

Gino Capponi voyait où était la source du mal; mais, découragé par la résistance qu'il rencontrait dans le grand-duc, il n'osait y toucher. Il conçut alors la pensée hardie de demander par voie diplomatique la convocation d'une diète nationale: c'était arracher le sort du pays à l'arbitraire des princes. On était à la fin de septembre, et à ce moment arrivait à Florence le professeur Montanelli, blessé à Curtatone, prisonnier des Autrichiens, et rendu à la liberté par l'armistice Salasco. Tous l'avaient donc pleuré comme mort; il apparut comme un homme ressuscité et rendu à ses nombreux amis, qui l'aimaient beaucoup. Il entra à la chambre comme député de Fucecchio, sa ville natale. Les événements survenus pendant son emprisonnement avaient dû le guérir de son modérantisme; il rentrait dans le pays pour faire partie de l'opposition au gouvernement. Il profita des rapports personnels qu'il avait eus autrefois avec Gino Capponi pour lui conseiller de terminer au plus tôt l'affaire de Livourne, en donnant à cette ville pour gouverneur Guerrazzi, dont la popularité pouvait tout arranger. C'était accorder la victoire au peuple; mais c'était un moyen de l'apaiser plus sûr que celui employé par Cipriani. Gino Capponi en fut convaincu et effrayé en même temps. Il prit le terme moyen : ce fut d'envoyer Montanelli lui-même à Livourne. Celui-ci, en considération du service important qu'il espérait rendre à son pays, accepta sans hésitation ces fonctions délicates qui l'éloignaient de la chambre. Guerrazzi, qui était à Livourne, fut invité à se rendre à Florence.

Les Livournais accueillirent le nouveau gouverneur avec enthousiasme. Les mots de *peuple* et de *démocratie* dominèrent surtout dans leurs acclamations. Montanelli adressa au peuple de véhémentes paroles, et proclama la nécessité d'une constituante italienne. Je dirai ailleurs combien cette idée était tardive, dangereuse et vaine. Montanelli fut accusé d'être allé à Livourne comme gouverneur nommé par le prince, et d'y avoir proposé, malgré cela, la constituante. Son œuvre était condam-

nable par elle-même; mais il put l'entreprendre sans trahir la confiance que le ministère avait placée en lui, puisqu'il savait que Gino Capponi lui-même demandait la convocation d'une diète nationale, ce qui était, au fond, la même chose.

Le grand-duc irrité révoqua bientôt le ministère Gino Capponi, et songea, à l'imitation du Pape, à s'entourer d'un ministère réactionnaire. On parlait de Ridolfi, de Salvagnoli, de d'Azeglio. Les Florentins se soulevèrent. On poussa le cri de *Mort à Ridolfi!* Des députations populaires arrivèrent de toutes parts à la capitale. Le peuple, voyant l'obstination du prince en faveur de ministres généralement haïs, entoura le palais ducal. Les noms de Guerrazzi et de Montanelli sortirent de toutes les bouches. Privé de forces militaires capables de comprimer le peuple, le grand-duc refoula sa rancune dans le fond de son âme, et se montra à la multitude avec un front serein. Il mit la main sur le cœur, suivant la coutume de ceux qui veulent tromper, et fit la déclaration ordinaire de tous les princes qui, au moment du danger, ont des fautes à se faire pardonnner: il dit que les ministres l'avaient trahi, et qu'il ne voulait dorénavant avoir confiance qu'en Guerrazzi et Montanelli. Et le peuple, suivant sa nature moutonnière, applaudit vivement à ses paroles. Il y eut des fêtes éclatantes, surtout à Livourne : le grand-duc avait parlé en plaçant sa main sur le cœur; on pouvait donc se reposer tranquillement sur le cœur d'un prince offensé. Le calme se rétablit à Livourne. Montanelli, rappelé à Florence et admis au palais Pitti, reçut des pleins pouvoirs pour former un cabinet. Il se réserva la présidence du conseil avec les affaires étrangères, et confia le portefeuille de l'intérieur à Guerrazzi, son ancien ennemi, qu'il avait cessé de mépriser depuis qu'il était revenu de son modérantisme. Les autres ministres furent choisis parmi les amis de Guerrazzi et de Montanelli; Caminati eut le portefeuille de la guerre, et ceux de la justice, de l'instruction et des finances furent donnés à Mazzoni, à Fanetti et à Torselli. On inaugura ainsi un ministère qui ne fut ni modéré ni doctrinaire, mais qui, appuyé sur la faveur du peuple, fut appelé *démocratique*.

CHAPITRE XVI.

Comparaison entre les deux ministères Mamiani et Rossi. Programme ministériel de Rossi. Examen de ce programme. Comment Rossi put s'engager à suivre une politique opposée à tous ses antécédents. Premiers actes du ministère Rossi. Négociations avec le Piémont pour conclure une confédération italienne, deux fois interrompues, deux fois reprises, enfin abandonnées par le Piémont. Mystère qui se cache sous ces négociations.

J'arrive au point le plus délicat de cette histoire pour celui qui se propose d'écrire avec impartialité. Je veux parler de ce court espace de temps que remplit le ministère de Pellegrino Rossi. Rossi était un homme d'un esprit très-élevé, fort respecté en Europe, et il tomba sous les coups d'un assassin. Cet odieux attentat imprima sur l'Italie, à cette époque, un stigmate de honte. L'Italie est restée enveloppée d'un voile funèbre; et dix ans écoulés n'ont pas suffi pour donner au monde le calme et la force nécessaires pour soulever ce voile et regarder ce qu'il recouvre; on croit n'y voir toujours qu'un poignard et le sang d'un homme illustre; on recule et on crie : *A l'assassin!* Ce cri sort aussi de ma bouche, et ce n'est qu'en frémissant que j'approche de cette période de l'histoire, que j'écarte les ténèbres dont elle est entourée, et que je révèle cette mystérieuse vérité. Si, comme Italien, je ne puis qu'exécrer ceux qui consommèrent un crime odieux, mon devoir d'historien exige que j'aie la force de considérer Rossi avec sang-froid, et de juger en lui l'homme, sans me laisser arrêter par la vue du martyr.

Si l'on veut se former une idée des événements de cette époque, il faut commencer par comparer les deux ministères Mamiani et Rossi, et se demander pourquoi l'un tomba, pourquoi l'autre surgit. Il est hors de doute que si l'on considère Mamiani et Rossi sous les points de vue de la vertu, de la sagesse civile, de la valeur scientifique, de l'amour pour l'Italie, de la dignité

personnelle, de la renommée en Italie et au-dehors, et qu'un droit de préséance ne soit pas donné à l'un ou à l'autre par l'esprit de parti, il sera impossible de le conférer par une décision de la froide raison.

On a dit que Pellegrino Rossi assigna à la formation de son ministère les bases suivantes : *avoir pour ses collègues des hommes d'une opinion modérée, mais sincères dans l'estime et dans l'amour des institutions libérales; appliquer au pays le statut sans restrictions, et suivant les doctrines et les coutumes constitutionnelles.* On ne saurait douter des intentions personnelles de Rossi; il appartenait à cette école doctrinaire dont les croyances constitutionnelles ne peuvent plus aujourd'hui être niées. Vers cette époque, il écrivit à Rome ce qui suit : « Le système représentatif peut sans difficulté s'établir, marcher convenablement, se perfectionner peu à peu, et, *s'il le faut,* s'étendre sur toute l'Italie; je puise cette certitude dans la considération de l'esprit italien, de la civilisation croissante des peuples, et surtout de leur position politique. Tous étaient serfs en Italie, les petits et les grands, les pauvres et les riches, et, par suite, toutes les classes sociales doivent nourrir le même amour pour la liberté. Ici, il n'y a pas d'anciennes rivalités, de haines invétérées, de pénibles souvenirs, de désirs de vengeance d'une classe contre une autre. Les priviléges des barons étaient tellement illusoires, qu'en disparaissant ils n'ont pu laisser de profondes rancunes ni de dangereux penchants. » Il ne manquait pas cependant d'ajouter presque aussitôt : qu'il lui semblait difficile que *les Italiens, par une impatience insensée, et par une vaine ambition, ne dérangeassent pas une œuvre qu'il leur était aisé plus qu'à une autre nation d'accomplir.* Quant à l'État romain, il s'exprimait ainsi : « L'État pontifical, par sa position toute particulière, semble opposer de sérieux obstacles à l'établissement sincère d'un gouvernement constitutionnel. Je pourrais peut-être expliquer quels sont ces obstacles, et quel est le chemin qu'il fallait prendre pour les éviter. On doit espérer qu'on fera pour cela ce qui n'a pas été fait jusqu'ici. » Ces paroles nous laissent entrevoir que Rossi, partisan sincère des institutions constitu-

tionnelles, et convaincu de la facilité de les introduire en Italie, ne croyait pourtant les Italiens en état de les recevoir que *peu à peu, et quand le besoin s'en ferait sentir*. Il partageait l'opinion que Guizot lui avait manifestée lorsqu'il lui écrivait que l'Italie devait attendre encore dix ans avant d'être mûre pour le gouvernement représentatif. Je ne veux pas discuter si ces idées étaient justes ou non; mais en les considérant, et en lisant ce que Rossi écrivait sur l'État pontifical surtout, je veux établir qu'on peut très-bien douter qu'il se soit proposé *d'appliquer au pays le statut sans restrictions*. En outre, nous comprendrons plus tard, par ses œuvres mêmes, quel était, selon lui, *le chemin qu'il fallait prendre* pour éviter les obstacles que Rome opposait à l'établissement du gouvernement constitutionnel. En attendant, on peut sans témérité soupçonner qu'il ne s'agissait pas d'appliquer au pays le statut sans restrictions en voyant Rossi s'entourer de collègues qui n'étaient point des hommes *sincères dans l'estime et dans l'amour des institutions libérales,* mais des hommes qui s'étaient depuis longtemps distingués parmi ceux qui avaient fait une guerre sourde au statut. Il suffit de nommer l'avocat Cicognani, chef impétueux de l'extrême droite à la chambre des députés.

D'un autre côté, Mamiani avait un égal dévouement pour les institutions constitutionnelles, et comme on ne devait pas les introduire peu à peu dans le pays, puisqu'elles s'y trouvaient établies, sa volonté de les appliquer et de les faire respecter n'était pas suspectée comme l'était celle de Rossi. Nul n'était plus que Mamiani l'ennemi des révolutions, des violences, des tumultes; nul ne méprisait plus que lui les sectes, et ne haïssait plus ces gens qui conspirent sous un gouvernement libre. On ne saurait donc expliquer en quoi Mamiani portait moins d'amour que Rossi aux institutions modérément libres, si ce n'est que Mamiani, placé au milieu des idées réactionnaires et anti-nationales de la cour, et de l'effervescence populaire affranchie de tout frein, chercha tous les moyens possibles pour s'attirer la confiance du Pape, se maintenir dans la faveur du parti patriote, et, tout à fait incapable d'attenter à la souveraineté du prince

pour faire triompher celle du peuple, de même que de sacrifier celle-ci pour rendre celle-là absolue, il s'efforça d'inspirer à Pie IX un plus grand amour pour la cause nationale, un plus grand respect pour les institutions nouvelles qu'il avait accordées, afin de pouvoir réprimer les désirs et les projets immodérés du peuple lorsqu'il aurait satisfait ce que ses vœux avaient de légitime. Il ne réussit pas dans ses projets; Pie IX lui refusa obstinément sa confiance. Mamiani se trouva impuissant à réfréner la licence populaire, parce qu'il ne put être le modérateur du peuple : il aurait fallu qu'il en devînt le bourreau, sans être arrêté par la considération du juste ou de l'injuste. Par conséquent, Mamiani, homme trop exalté pour les rétrogrades, trop rétrograde pour les exaltés, ne fut estimé sincèrement que par les citoyens honnêtes et généreux : les patriotes l'accusèrent de tiédeur, les sanfédistes de mauvaise foi, le Pape et la cour de trahison. En un mot, Mamiani ne put faire ce que les partis exigeaient d'un ministre : il ne sut conspirer ni contre le Pape ni contre le peuple; voilà son tort.

Le programme de Rossi faisait entendre qu'il voulait *rétablir l'autorité temporelle de la papauté*. L'idée qu'il se formait de cette autorité était bien différente de celle qu'en avait Mamiani. Que d'autres décident qui était le plus dans le vrai de l'un ou de l'autre; j'expose les faits. Nous avons vu que Mamiani ne voulut pas profiter de la puissance que lui donnaient ses lumières et son influence pour soulever des questions sur la discipline ecclésiastique, quoiqu'il fût intimement convaincu qu'elle avait besoin d'être réformée en plusieurs points; que, par rapport au pouvoir temporel de la papauté, son opinion était qu'il fallait le transformer de telle manière que le Pape séparât les deux autorités réunies dans sa personne, et exerçât l'autorité spirituelle avec le collége des cardinaux, dans une complète indépendance, en déléguant aux ministres et aux conseils législatifs l'administration laïque et politique, et ne réservant pour lui, comme prince, que la seule autorité dont les princes sont investis dans les États constitutionnels. Mamiani voulait qu'on laissât une pleine liberté aux communes, à la presse, aux associations de

tout genre. Il croyait que la question de l'enseignement public, si difficile à régler dans tout pays avec le clergé catholique, pouvait être arrangée à Rome par voie de transaction, en accordant aux communes la liberté de pourvoir à leurs écoles, aux citoyens capables et honnêtes toute latitude pour enseigner, à l'église le droit de l'enseignement religieux et la tutelle de l'éducation morale. Ces idées étaient conformes aux opinions des hommes qu'on connaissait à Rome pour leur modération. Mais Pie IX avait besoin *de rétablir son autorité temporelle :* voilà encore un des torts de Mamiani et une des causes de son infériorité en face des grands desseins de Rossi.

Rossi annonçait d'autres projets, et les voici : *corriger et réprimer les deux partis contraires au statut, améliorer l'administration, restaurer les finances.* Je n'ajouterai rien à ce que j'ai dit ailleurs sur les causes des désordres dont Rome était le théâtre; je résume mes réflexions en peu de mots. Il n'y avait que deux moyens de faire cesser ces désordres : ou satisfaire les justes exigences du peuple, ou les repousser sans examen. Ma miani adopta le premier, Rossi le second. Lequel des deux se trompa, c'est ce que les résultats nous apprennent : Mamiani tomba en laissant un nom odieux aux Mazziniens; Rossi tomba en amenant Mazzini à Rome.

Quant à l'administration et aux finances, Mamiani proposa plusieurs lois financières et l'abolition de quelques-uns des impôts les plus lourds, sans qu'il pût ainsi combler le vide existant à Rome dans le Trésor, et nul ne pourra jamais y parvenir tant que l'État romain, au lieu d'être la patrie de trois millions d'hommes, ne sera que le patrimoine de l'Église. En cela, Rossi fut plus hardi : il mit la main sur les biens du clergé. Il pouvait se permettre cette hardiesse, parce qu'il avait aux yeux de Pie IX des mérites qui manquaient à Mamiani, et qui firent fermer les yeux au Pape sur un pareil sacrilége. Néanmoins, nous verrons que Rossi signa ainsi son arrêt de mort. Qui aurait laissé à Mamiani la liberté d'en faire autant? Ce ministre formula une loi de règlement pour le conseil d'État, une autre pour la mobilisation de la garde nationale; proposa une loi de réforme de l'ad-

ministration municipale, et plusieurs autres lois tendant à garantir l'inviolabilité du secret des lettres; à créer un ministère de bienfaisance, qui devait avoir sous sa dépendance l'éducation, l'instruction du bas peuple et la gestion des établissements charitables; à abolir les fidéi-commis et les tribunaux exceptionnels; à introduire dans l'État le système décimal et les télégraphes. Il aurait fait davantage si la haine que le Pontife lui portait n'eût paralysé l'essor de ses nobles pensées.

Rossi manifesta aussi le dessein *de défendre l'intégrité de l'État contre les menées des unitaires, et de contracter à cet effet une alliance avec la Toscane et avec le Piémont, s'il n'était pas possible d'y réussir encore avec Naples*. Nous verrons plus tard qu'il assignait un tout autre but à cette alliance. Quant aux unitaires qui faisaient craindre à Pie IX que l'État ne lui fût ravi, Mamiani, afin d'éventer leurs intrigues, avait déjà fait tout ce qu'il était possible pour former une ligue avec les autres États italiens; et pour y attirer le roi de Naples, il s'était prévalu, quoique inutilement, de son ancienne amitié avec Bozelli. Vers la fin de son ministère, il annonça au Conseil d'État que l'alliance avec la Toscane et le Piémont allait se conclure dans quelques jours. D'ailleurs, personne n'ignore que Mamiani désirait l'alliance et même la fédération, mais qu'il était si peu disposé à favoriser les unitaires, qu'on l'avait trouvé toujours contraire à toutes les annexions partielles qui n'étaient pas naturelles et spontanées.

Rossi assura dans son programme qu'il voulait *donner à l'État une armée assez puissante pour soutenir la cause italienne, afin qu'on n'eût pas besoin d'inviter l'étranger à se mêler des affaires de l'Italie*. En cela il ne fut certainement pas d'accord avec Mamiani. Celui-ci enrôla des soldats pour les diriger sur la Lombardie, et s'il ne fit pas davantage, nous savons quelles luttes il eut à soutenir contre le Pape. Rossi ne rencontra pas d'obstacles du côté du Pontife, ce qui prouve qu'il n'eut pas en vue la guerre contre l'Autriche; il réunit aussi des soldats, mais nous verrons ailleurs ce qu'il pensait de la cause italienne, et à quels exploits il destinait son armée. Mamiani eut donc aussi le tort

de pousser son ardeur pour la cause de la nationalité italienne jusqu'à condamner toute proposition de paix tant que l'Italie ne serait pas entièrement débarrassée de la présence de l'étranger; par conséquent, on devait l'accuser *d'avoir gouverné en obéissant à ses sentiments, chose indigne d'un homme d'État;* on devait le trouver coupable de trop aimer sa patrie. A l'égard des nations étrangères, l'opinion de Mamiani était celle que tout vrai Italien doit avoir : il croyait qu'on devait rester l'ami et rechercher l'alliance des nations libres, sans trop compter sur aucune d'elles; il ne pensait pas qu'on obtînt les secours de la France, et quand on les aurait obtenus, il ne les croyait pas propres à donner à l'Italie une liberté et une indépendance complètes.

Enfin, Rossi dit vouloir *fonder un gouvernement qui prendrait sa force dans la loi.* Tel était son vrai but. Ce fut aussi celui de Mamiani; il l'aurait atteint, et le gouvernement constitutionnel se serait consolidé à Rome, s'il eût eu le bonheur de se trouver d'accord avec le Pape. Rossi choisit d'autres voies, peut-être meilleures, je l'ignore, mais certainement conformes aux vues du Pape, et tellement propres à fonder un gouvernement fort, que le Pape finit par être réduit à la nécessité de se sauver de Rome.

Je me résume. Si l'on ne considère que les fins auxquelles on voulait parvenir, à savoir : conserver à l'État les institutions constitutionnelles, conserver à la papauté l'autorité qui pouvait lui convenir dans un gouvernement libre, réfréner les deux partis extrêmes, faire respecter l'ordre, améliorer l'administration et l'état des finances, assurer l'intégrité de l'État, le fortifier par une armée et par des alliances italiennes, afin de pouvoir, le cas échéant, soutenir la cause nationale sans avoir recours à une intervention étrangère; si l'on n'a égard, dis-je, qu'à ces fins justes et utiles, les seules qu'un prince pouvait se proposer et qu'un ministre devait favoriser, je ne comprends pas pourquoi l'on accorda la préférence à Rossi sur Mamiani, et comment l'un mérita de si grands éloges, et l'autre une haine si implacable. Il faut donc expliquer diversement ce changement de ministère.

Les beaux temps de Pie IX n'avaient été que ceux où les Italiens, et tout le monde avec eux, s'étaient fait illusion au point

de le croire un grand réformateur. Dès qu'il s'aperçut que son peuple ne se contentait pas de vaines promesses, il devint récalcitrant, il se fit arracher l'une après l'autre toutes les réformes introduites dans l'État; et le peuple, dès qu'il vit les premiers symptômes de la mutinerie du prince, devint défiant. On resta comme deux ennemis en face l'un de l'autre, soupçonneux, pleins de rancune, et sans déclarer pourtant son hostilité, tant que la victoire ne se fût pas prononcée en Lombardie pour l'Autriche. Alors le système politique adopté par Pie IX fut celui-ci : rompre avec le Piémont, se rapprocher de la politique du roi de Naples, donner la main à Radetzky, étouffer dans ses États la démocratie. Je ne discute pas ses desseins, je les constate, et je laisse au lecteur la liberté d'en juger. Pour les réaliser, le Pape eut besoin d'un homme tel que Pellegrino Rossi.

Rossi était un homme très-remarquable. Il avait jadis encouragé toutes les espérances généreuses de l'Italie. Nul n'avait jugé mieux que lui les besoins de la société italienne, la position de l'État pontifical, les dispositions d'esprit de Pie IX. Nul n'avait été meilleur prophète que lui. Il s'était plaint qu'après dix-huit mois de pontificat, Pie IX « *n'avait encore rien fait*, rien que des promesses, des nominations de commissions qui ne travaillaient point; qu'il *ne fallait pas s'étonner* par conséquent si le pays commençait à se défier et à s'agiter. » Il avait exprimé cette pensée « que pour calmer l'opinion publique, il était nécessaire de montrer que les promesses de Sa Sainteté n'étaient pas illusoires. » Il avait écrit : « J'ai franchement dit au Saint-Père que tout retard *occasionnerait des perturbations*. » Il avait cent fois répété dans ses lettres à M. Guizot ces paroles : « Tous mes efforts sont inutiles. Le Pape m'écoute, ne me désapprouve pas; mais aussitôt que je l'ai quitté, j'entends dire qu'il a fait le contraire de ce que je lui avais conseillé. » Ne pouvant vaincre la répugnance de Pie IX à accorder spontanément ces réformes qu'on devait plus tard lui arracher, Rossi s'était écrié avec beaucoup de raison : « Je suis fatigué de dire et de redire que marcher en hésitant, s'abstenir, ne céder que tard et presque par force, *ce n'est que travailler à amener une révolution*. »

En août 1847, lorsque les Autrichiens occupèrent Ferrare, et que le peuple romain demandait des armes, personne ne prononça mieux que Rossi un jugement sur cet événement, sur ses conséquences, sur les aspirations des Italiens, sur la politique autrichienne; souvenons-nous de ses paroles, que j'ai rapportées ailleurs : « Ce que le peuple veut, ce sont des réformes et le respect pour l'indépendance. Sans doute ce second sentiment, *qui est aujourd'hui profond, général et actif,* n'est pas favorable à l'Autriche. Mais, qu'est-ce que cela? Si l'on ne prétend pas *exterminer* l'Italie et *en faire une terre d'ilotes*, il faut bien s'attendre qu'elle découvrira ce qu'elle a dans son sein... On devrait pourtant se garder d'exciter des commotions prématurées; or, il semble que l'Autriche poursuive ce but, *en provoquant le sentiment national* par des actes qui irritent et n'épouvantent pas. » Le Pape s'obstina pendant deux ans à exclure des emplois les laïques; le premier ministre laïque devait lui être imposé par une émeute. Rossi disait alors : « Ce qui m'épouvante toujours davantage, c'est la question de l'exclusion des laïques des emplois publics. Cette question se trouve au fond de toutes les autres : *je l'ai dit et répété toujours inutilement au Pape* et au cardinal secrétaire d'État. Aussi grande que soit l'autorité morale du Pape, il est certain que la caste cléricale ne peut se maintenir devant le parti radical, si l'on réunit à celui-ci le parti laïque modéré, mais mécontent. Ce danger est réel. J'entends prononcer d'âpres paroles, beaucoup trop âpres, par des hommes qui ne sont pas des exaltés, etc... »

La guerre éclate en Lombardie, et Rossi, eu égard à la répugnance du Pape à y prendre part, reconnut la nécessité de la guerre, en écrivant : « Le sentiment national et l'ardeur guerrière qui existent en Italie sont une épée, une arme, une force puissante : si Pie IX ne la met pas résolument dans ses mains, *les sectes ennemies s'en empareront et s'en serviront contre lui, contre la papauté.* » Enfin, voici de quelle manière Rossi jugea la conduite suivie par le Pape pendant la guerre : « L'insurrection Lombarde et le mouvement qu'elle a fait éclater en Italie *ne pouvaient* laisser le Pape les bras croisés et silencieux. Deux

partis se présentaient à lui : l'intervention pacifique ou la guerre. Ces deux partis étaient également grands, glorieux, simples et sincères : le premier, plus digne d'un Pape ; le second, plus digne d'un prince italien. *J'ai le regret,* cependant, *d'avouer* que ces deux partis, *qui, pour être efficaces, voulaient être embrassés franchement et sans hésitation, le Pape ne suivit hardiment ni l'un ni l'autre.* Il hésita entre eux. La guerre lui déplaisait ; il ne la déclara pas et ne l'empêcha pas. Le peuple prit une légère part à la guerre ; le Pape voulut toujours la paix. L'intervention... oh ! l'intervention ne fut qu'un mot, une exhortation tardive, insuffisante, beaucoup moins qu'inopportune. »

Or, comment cet homme, qui avait tout compris, tout prévu, cet homme qui avait toujours lutté pour vaincre l'opposition du gouvernement pontifical, et qui, dans toutes les occasions, avait rendu justice au sentiment national, à l'amour pour la liberté, à l'ardeur pour la guerre chez le peuple italien, cet homme enfin qui avait vu avec le plus grand regret toutes ces tendances populaires froissées, et avait prédit les conséquences funestes qui en résulteraient pour le Pape et pour la papauté, comment put-il, lorsque les désordres par lui annoncés se déclarèrent, provoqués uniquement par une politique anti-libérale et anti-nationale suivie par le Pape, politique qu'il avait condamnée et qu'il n'avait jamais pu modifier, comment, je le répète, ce même homme put-il renier d'un seul coup son passé, se contredire, agir contre sa conscience, et, malgré tous ses talents, se décider si tard à tenter de refouler le torrent qui débordait de toutes parts, et se flatter d'y réussir ? C'est ce que lui-même nous expliquera.

La révolution du mois de février en France, l'expulsion de Louis-Philippe, la chute de Guizot, la république remplaçant un gouvernement constitutionnel, l'agitation républicaine qui se manifestait en Italie, le carnage de juin à Paris, les revers de Charles-Albert, tous ces événements réunis avaient beaucoup changé le cours ordinaire des idées de Rossi. Désormais son opinion sur la guerre italienne s'était modifiée, et voici ce qu'il en écrivait : « L'Italie était inanimée et glacée. Dieu soit loué ! Nous avons vu son sein se gonfler de nouveau au souffle de la

vie, ses joues se colorer, son bras se lever! Et son premier geste a été un combat, une victoire, un prodige! (il parlait de l'insurrection de Milan)... Mais le doute vint troubler ma joie. Pouvais-je assurer que la résurrection de l'Italie serait le principe d'une vie durable et glorieuse, plutôt que la cause d'une chute encore plus irréparable, d'une mort sans espoir? Non. Et mon épouvante ne venait pas de la considération des armes, de la force, de la persévérance obstinée de l'Autriche... Mes craintes étaient autres... parce que je suis convaincu que si les Italiens le voulaient vraiment et fermement, ils suffiraient à chasser les Autrichiens..... Mais seraient-ils en même temps valeureux et sages? Valeureux, oui, j'en étais certain; sages, j'en doutais... On ne pouvait se méprendre sur les dangers qui menaçaient l'Italie, lorsqu'au lieu de renfermer la guerre sur l'Adige dans les bornes d'une guerre politique contre l'Autriche, tendant à lui enlever les provinces lombardo-vénitiennes, on allait au-delà des limites du juste, et, se laissant transporter par une ardente fantaisie, on faisait de cette guerre une guerre sociale... La guerre politique rendait l'Europe attentive, sans l'émouvoir... car, il faut enfin avouer que l'Italie ne voulait que le juste, ce même droit que l'Europe et l'Autriche reconnaissent pour elles-mêmes. La lutte pouvait donc s'arrêter à l'Autriche et à l'Italie, ayant pour ministres les armes, et Dieu pour juge... Il n'en a pu être ainsi, lorsque l'Italie, en grande partie à la merci des démagogues, a causé une nouvelle peur aux rois, et, en se déchirant elle-même, a refroidi les esprits des nombreux Italiens qui, amis sincères de l'indépendance nationale, détestent pourtant l'anarchie et les bouleversements sociaux; la guerre devait avoir une fin très-prompte et déplorable, ou se changer en guerre européenne. Quels malheurs, dans ce dernier cas, n'accableraient pas l'Italie, qui, étant alors une partie accessoire du grand litige, ne serait plus maîtresse d'elle-même, mais deviendrait le champ de bataille des belligérants et la conquête du vainqueur? Et quand même celui-ci lui serait favorable et dévoué, pourrait-il guérir ses plaies et la laisser dans toute sa dignité, libre, glorieuse et indépendante? »

Les Italiens avaient donc gâté leur cause; la guerre ne pouvait avoir qu'une fin déplorable, ou dégénérer en guerre générale. Je ne veux pas rechercher si tout cela avait été l'œuvre des Italiens. Les opinions émises par Rossi peuvent paraître empreintes de la plus grande sagesse; je ne viens pas en contester la justesse, je veux constater un fait : c'est que, dans la situation que l'Italie s'était faite, Rossi réprouvait la guerre de l'indépendance parce qu'on en avait fait une source certaine de calamités, et repoussait les espérances de nationalité italienne parce qu'elles étaient à ses yeux irréalisables. Les fantaisies des démagogues avaient rendu ces deux grands buts impossibles à atteindre. Rossi ne voulait pas les effacer pour toujours; il voulait, au contraire, en rendre la réalisation possible, en foulant aux pieds les démagogues. En un mot, il voulait gagner les dix ans que M. Guizot avait fixés pour la régénération de l'Italie : cet intervalle de temps, il devait l'employer à prêcher de bonnes doctrines et à faire peu à peu l'éducation politique des Italiens. Ce que Rossi n'apercevait pas, c'est qu'il plaçait sa chaire sur le cratère d'un volcan, et qu'il ne pouvait, pour éteindre les flammes qui devaient le consumer, verser dans ce gouffre un océan de sang.

Rossi avait peur des *démagogues* italiens. « La république! écrivait-il, elle est si heureuse, si bienfaisante, si glorieuse en France, que l'Italie a bien raison de se hâter d'en accueillir les apôtres et d'en exalter les imitateurs! Combien ne sera-t-elle pas forte, heureuse, digne d'envie, lorsqu'à la place de Pie IX, de Ferdinand, de Léopold et de Charles-Albert, on trouvera les disciples de Barbès, de Ledru-Rollin, de Flocon ! Lorsque, devenue un objet de haine, d'épouvante et de dégoût pour l'Europe, elle sera forcée d'invoquer l'aide de l'étranger! Et l'étranger serait sourd au cri, je ne dis pas de l'Italie, mais de la démagogie; car la France jette déjà les yeux sur elle-même, s'examine, et veut mettre un terme à la honte de ses saturnales ultra-démocratiques; et elle ne voudrait pas défendre au-delà des Alpes ce qu'elle cherche à étouffer chez elle. Si la démagogie, vaincue en Espagne, dans la Belgique et dans la Savoie, réprimée en Angleterre

et en Allemagne, odieuse aux yeux des Français, voulait aujourd'hui bouleverser l'Italie, on verrait alors y accourir l'étranger, et l'Italie, divisée et déchirée, ne pourrait lui faire obstacle. Mais l'étranger, quel qu'il soit, ne pourra jamais mettre le pied en Italie que pour la rendre esclave. L'Italie aurait alors à pleurer amèrement, et à maudire mille fois les scélérats dont les crimes lui auraient enlevé toute dignité, toute indépendance..... Qu'on y ajoute que l'idée républicaine, si elle pouvait dominer en Italie, ne se traduirait pas dans la forme d'une grande république, mais dans celle de plusieurs républiques misérables..... Le municipe italien renaîtrait et avec lui les discordes, les haines, les rivalités, de grands bruits, des actes sans gloire, l'impétuosité et la faiblesse tout ensemble..... Le municipalisme est une infirmité dont l'expérience et l'histoire avaient à grand'peine guéri l'Italie. Quel avenir lui serait réservé, lorsque ses réformateurs l'aurait ramenée à ses vieux péchés, dont le châtiment serait aujourd'hui, de même que dans les siècles passés, le servage? »

Ces réflexions de Rossi se réduisent à des conceptions abstraites, scientifiquement justes, mais fausses dans leur application à la condition actuelle de l'Italie. Rossi se fonde sur une supposition; et il faut que le fantôme de la république française lui soit apparu très-souvent tout couvert de sang, pour l'épouvanter, l'étourdir, et lui faire oublier que dans un moment de tranquillité il avait écrit ce qui suit : « *Il n'y a pas aujourd'hui de républicains en Italie*, où le plus grand nombre, *sans comparaison le plus grand,* ne sait rien de la république, *et ne s'en donne pas le plus petit souci*. La république ne serait que l'œuvre violente *d'une faction minime,* et, par suite, elle apporterait des discordes civiles et la ruine de l'Italie. » Voici donc les démagogues réduits à une minime faction. Or, il faut se demander comment cette faction, entourée par une majorité immense qui ne se donnait pas le plus petit souci de la république, pouvait triompher? Quand et où cette faction s'était-elle montrée en Italie? Cé fut elle peut-être qui fit soulever, en 1847, tous les États Italiens pour demander des gouvernements cons-

titutionnels? Manin, il est vrai, proclama la république à Venise; mais ne subordonnait-il pas sa détermination à la décision que l'Italie, libre un jour, prendrait sur la forme définitive de son gouvernement? Milan se souleva-t-il peut-être au nom de la république? Voulut-il la république, le citoyen Cattaneo, qui s'opposait à ce qu'on troublât, par des discussions prématurées sur le régime futur de l'Italie, l'accord dont on avait besoin pour soutenir la guerre, seul vrai et pressant intérêt de la patrie? Voulut-il la république, ce Mazzini qui, à la condition que l'Italie fût libre et indépendante, approuvait l'ambition de Charles-Albert? Ou bien veut-on appeler furieux républicains les Piémontais, qui n'auraient pas même demandé un gouvernement constitutionnel si leur roi ne l'avait pas accordé? Et les Siciliens, qui avaient combattu, vaincu, chassé de leur île les troupes royales; les Siciliens, qui avaient prononcé la déchéance de leur roi, et qui, maîtres d'eux-mêmes, libres de se donner un gouvernement de leur choix, proclament un statut et élisent un autre roi, sont-ils peut-être de fameux républicains? Sont-ils des républicains plus dangereux, les Napolitains, qui, en se battant derrière les barricades, ne demandent que la constitution de 1820 à la place de la constitution de 1848? Trouverons-nous ces monstres de républicains à Livourne, où le peuple qui se soulève bat et disperse les troupes de son prince, ne demande qu'une baisse du prix du sel, et surtout la guerre contre l'Autriche? Le ministère Ridolfi, le ministère Gino Capponi tombèrent-ils parce qu'ils ne voulurent pas inaugurer la république, ou parce qu'ils trahissaient la cause italienne et négligeaient la guerre? Milan est décidé à s'ensevelir sous ses ruines avant que de subir le joug de l'ennemi; Charles-Albert promet de le défendre au moment même qu'il le livre à Radetzky: le peuple se soulève, donne l'assaut au palais du roi; on n'entend de toutes parts que le son des cloches, des cris frémissants, des menaces de mort, des coups de fusil : au milieu de ce fracas, élève-t-on une seule fois le cri de république? Des armes, et guerre à l'Autriche! c'est le cri des Milanais. A bas la pairie, et l'armée dans la haute Italie! s'écrient les Napolitains avant d'engager le combat du 15 mai. Et à Rome

même, à l'époque de la première et de la seconde invasion des Autrichiens, le cri du peuple n'est que : Des armes, et guerre à l'Autriche! Des armes, et guerre à l'Autriche! ne cessent pas de crier les Romains pendant toute la campagne de Lombardie. D'un bout à l'autre de l'Italie, on entend retentir comme un tonnerre : Des armes, et guerre à l'Autriche! Les armes ont été prises, des combats ont été soutenus à Bologne contre l'Autriche, et on n'y a pas proclamé la république. Les populations s'agitent, les violences sont inouïes, l'anarchie se déchaîne, le sang coule; et quand on en cherche la cause, on trouve que c'est parce que ces populations veulent la guerre contre l'Autriche! Rossi vient au pouvoir; il veut fouler aux pieds les démagogues, et ceux-ci ne se livrent à des excès, ne troublent la paix, n'offensent le gouvernement, ne sont des démagogues que parce que le gouvernement veut étouffer leur cri de : Guerre à l'Autriche!

Qu'on n'aille donc pas prendre ailleurs les dépouilles de républiques décriées, pour les jeter sur l'Italie et la faire croire complice des mêmes fautes. On en est trop venu à faire du mot république un épouvantail pour légitimer les desseins de l'ambition, ou pour rendre tolérables les excès du despotisme. C'est pour étouffer une république que Charles-Albert s'élance sur la Lombardie, et il va y chercher une conquête. C'est pour étouffer une république aussi que Rossi s'arme du pouvoir, et il veut rétablir l'autorité absolue de la papauté. Si, à notre époque, on n'est plus aussi barbare que les Goths, on est plus hypocrite : on ne fait la guerre que par amour de la paix; on n'abat un peuple que pour le sauver; nous tuons avec des épées d'or, et les Goths n'avaient que des épées de fer.

La franchise ne me profitera peut-être pas, mais elle m'honorera sans doute. Je déclare donc que le mouvement italien fut et se conserva purement national. Les discordes éclatèrent par cela seul qu'on voulut froisser le sentiment national qui poussait à la guerre de l'indépendance. Le mécontentement n'eut pas d'autre cause. On ne peut en assigner une autre aux émeutes, aux clameurs, à l'anarchie, à l'abaissement de l'auto-

rité morale des gouvernements. On se serait de toutes parts trouvé d'accord si les princes eussent voulu sincèrement favoriser la cause italienne. Ce peuple d'Italie, qui est à toute heure accusé de n'avoir rien fait pour se donner une patrie, fut condamné à brûler dans les flammes mêmes de son ardeur pour servir la patrie; et l'on préféra le laisser s'y consumer plutôt que de lui permettre de conquérir son indépendance. On devait parler de la constituante italienne; mais elle n'était pas la république, elle n'était qu'un expédient suggéré par la nécessité de soustraire l'Italie à l'arbitraire des princes pour la sauver. La république devait venir en Italie, mais elle devait s'annoncer comme le cri de désespoir qu'un peuple abandonné et trahi poussait à l'heure de son agonie; elle devait venir en Italie, mais après qu'on aurait fait sur le peuple l'essai d'une réaction violente; elle devait venir en Italie, mais c'est Rossi qui lui en ouvrirait les portes!

Lorsque Rossi, en parlant de nationalité et d'indépendance, disait aux Romains: « Les espérances italiennes sont une ivresse, » il signait dans ce moment le décret de proclamation de la république. Il ne s'en doutait pas. Son véritable programme ministériel nous est expliqué par lui-même. « Si la monarchie est utile ailleurs, disait-il, elle est nécessaire en Italie. Monarchie veut dire unité et puissance : ce sont des remèdes dont nul ne voudra priver l'Italie, si on veut son salut, son indépendance, sa gloire. L'unité est un remède contre les dangers intérieurs; la puissance, contre les dangers extérieurs; et la seconde ne peut exister sans la première. Celui qui nie l'une nie l'autre, et veut que l'Italie soit l'esclave des étrangers. La monarchie peut rendre l'Italie forte et la guerre courte, l'Europe ne verra pas avec déplaisir un ordre politique qui la rassurera sur le danger de la propagation de l'idée républicaine et d'un bouleversement social en Italie. Ceux mêmes qui désirent peut-être la victoire de l'Autrichien, pourront se consoler de sa défaite, si, en voyant cette partie très-noble de l'Europe enlevée à l'Autriche, ils y voient aussi conserver l'ordre et le principe monarchique. »

Donc, la papauté et la monarchie, l'autel et le trône attiraient

principalement son attention; et la monarchie, pour *être forte* et pour servir de remède *contre les dangers intérieurs,* devait conserver *son unité,* c'est-à-dire qu'elle devait être sans partage, absolue. Cela fait, on pourrait soutenir la guerre contre l'Autriche, et la guerre serait courte, parce que l'Europe tolèrerait l'indépendance de l'Italie, en voyant qu'il s'agissait de substituer un monarque indigène à un monarque étranger. Conformément à ce système politique, nous verrons Rossi nourrir l'espoir de gouverner avec le concours de la bourgeoisie et de rajeunir la féodalité pontificale. Son plan sera de rendre la suprématie au Pape, en prenant Naples pour point d'appui et pour modèle. En un mot, doctrinaire et disciple de M. Guizot, il voudra faire à Rome une application du système qui avait si bien servi à son maître en France.

Les investigations auxquelles je me suis livré étaient nécessaires, car la politique du ministère Rossi a été diversement expliquée, suivant l'esprit de parti. Si j'avais voulu la définir en quelques mots, on n'aurait peut-être pas ajouté foi à mes paroles. Il reste maintenant à la voir en action.

Ceux qui étaient fatigués des tumultes populaires et qui désiraient la tranquillité à tout prix, le parti des modérés, qui ne voyaient rien de sacré en dehors de ce qui dérivait de la volonté du Pape, et qui, par suite, ne croyaient pas qu'il y eût d'autre moyen que celui d'une violente répression pour ramener *à la concorde* les masses populaires mécontentes, se réjouirent de voir le pouvoir tombé entre les mains de Rossi. Ceux, au contraire, qui, mécontents de la marche suivie jusqu'alors par le gouvernement, ne pouvaient rester en repos; beaucoup de citoyens honnêtes, qui craignaient une réaction propre uniquement à aigrir les esprits et à augmenter les maux publics; toute cette partie de la population qui frémissait à l'idée d'être replacée sous le gouvernement des prêtres; enfin, les sanfédistes habitués à prendre part aux désordres et à en profiter, ne purent lire les noms des ministres nouveaux sans éprouver de la crainte, de la douleur ou de l'indignation. Le clergé flottait entre l'espérance et la peur; car s'il faisait reposer entièrement le salut de l'État

sur la réintégration de l'autorité pontificale, il craignait cependant un homme renommé pour sa sévérité, et prévoyait que Rossi, voulant perfectionner encore l'œuvre de Grégoire VII, n'affermirait l'unité de la monarchie papale qu'en la dégageant en même temps des empiétements de la démocratie populaire et de l'aristocratie cléricale.

Rossi s'occupa avant tout des finances et de l'armée; sans argent et sans soldats, il n'aurait pu rien faire. Pour remédier à la pénurie du trésor, il fit comprendre au Pape la nécessité de toucher aux biens du clergé, et Pie IX y consentit sans crier cette fois au sacrilége. Quant à l'armée, une lettre très-gracieuse du Pape rappela de la Suisse le général Zucchi, en lui conférant à Rome le ministère de la guerre. Zucchi devait pourvoir à l'organisation d'une armée, et avant son arrivée, Rossi chercha à gagner la confiance des citoyens qui avaient pris part à la guerre de l'indépendance, en accordant aux blessés et aux familles des morts les secours et les pensions que la loi assignait aux soldats de la ligue. Il engagea aussi le Pape à donner des croix de chevalier à quelques officiers qui s'étaient distingués dans la guerre et qui se signalaient par leurs opinions modérées. Ceux qui avaient combattu à Vicence obtinrent tous indistinctement une médaille d'honneur; mais ce fut la municipalité de Rome qui la leur décerna.

L'absence de télégraphes était une des causes de la faiblesse du gouvernement, car elle l'empêchait d'apporter de prompts remèdes aux désordres qui pouvaient éclater dans les provinces. Mamiani avait proposé une loi à ce sujet, et on l'avait agréée; Rossi se servit du travail de son prédécesseur, et ordonna d'établir immédiatement deux lignes télégraphiques, l'une de Rome à Ferrare avec embranchement sur Bologne et sur Ancône, l'autre de Rome à Civita-Vecchia. Ensuite, il s'occupa d'introduire dans le pays les chemins de fer, et de contracter une ligue avec les autres États italiens. Il manifesta ses idées à cet égard dans la *Gazette officielle,* où il publiait des articles fort sérieux qui ressemblaient à des leçons. « Les télégraphes et les chemins de fer, disait-il, serviront à rendre plus utile, plus effi-

cace, plus nationale la grande pensée de l'illustre Pontife, la pensée d'une ligue italienne. Nous espérons qu'elle se réalisera bientôt, pour l'honneur de l'Italie, pour la garantie de ses droits et de sa liberté, pour la conservation des monarchies représentatives qu'on y a établies et qui promettent à l'Italie un avenir splendide. »

On sait, par ce que j'en ai dit ailleurs, quel but avait eu Pie IX en proposant à Charles-Albert une alliance au moment où ce roi se trouvait en présence de l'ennemi dans la Lombardie. Charles-Albert n'aurait voulu qu'une ligue militaire; il avait répondu qu'il ne fallait s'occuper, au milieu de la guerre, que de la guerre, ni faire autre chose qu'envoyer des soldats sur le champ de bataille. Pie IX n'avait pas agréé cette invitation guerrière; il voulait l'alliance, mais en vue d'un tout autre but que celui de la guerre. En cas qu'il restât des doutes sur les motifs qui lui avaient fait refuser la proposition du roi de Sardaigne, il devait les éclaircir lui-même dans la protestation formulée contre l'invasion de Welden. On y lisait : « Sa Sainteté, considérant la position de son État et celle des autres États italiens, et, en sa qualité de père commun des princes et des peuples, *étant bien éloignée de toute idée de guerres extérieures* et de discordes intestines, entreprit des négociations avec les princes de la Péninsule, pour resserrer avec eux une ligue qui aurait procuré à l'Italie *un vrai bonheur, en empêchant que les droits des princes fussent lésés*. Ces négociations n'aboutirent pas, *et, par suite, la guerre continua malheureusement en Italie*. Le Saint-Père, *toujours ferme dans ses principes, ne voulut pas prendre les armes, même au prix du plus grand danger personnel....*, etc. » L'alliance ne devait donc pas avoir pour base la continuation de la guerre, mais la garantie des droits des princes; ces droits, quant à Pie IX, venaient d'être lésés par les exigences du peuple, et ils pouvaient l'être aussi par les desseins ambitieux de Charles-Albert.

De plus, nous savons que Mamiani, se trouvant au pouvoir, s'était occupé de la ligue, et qu'il avait annoncé, vers la fin de son ministère, au conseil d'État, qu'on était en train de conclure

un traité avec le roi de Sardaigne. Mais la ligue dont parlait Mamiani n'avait pas les mêmes motifs, comme on le verra bientôt, que celle désirée par Rossi. Les partisans de Rossi s'évertuaient à propager partout que ce ministre se proposait d'organiser l'armée et de se liguer avec le Piémont, la Toscane et Naples, *afin de déterminer le contingent de soldats que le Pape fournirait pour la guerre de l'indépendance.* C'étaient là des mensonges, qu'une politique immorale absout trop facilement. Rossi destinait son armée à la répression du peuple; c'était une armée de prétoriens qu'il voulait, une armée glorieuse comme celle du roi de Naples; quant à la guerre de l'indépendance, il n'y songeait point, et ne voyait la possibilité de l'entreprendre que dans un avenir lointain, lorsqu'on aurait bien raffermi les monarchies.

Les négociations que Rossi eut avec le Piémont pour la conclusion d'une ligue, donnèrent lieu à une polémique interminable de parti, qui n'a pas encore cessé. Je l'ai suivie avec beaucoup d'attention, et j'affirme hardiment que personne n'a su jusqu'ici pénétrer dans le mystère de ces négociations. C'est un point très-compliqué et très-intéressant de l'histoire, que je vais éclaircir : il y a là toute la politique du ministère Rossi.

En août, le ministère Casati se trouvait au pouvoir à Turin, et les ministres étaient pour la plupart des Lombards et des Vénitiens. Ceux-ci, pressés de rentrer au plus tôt et à tout prix dans leur patrie, voulaient la délivrer de la présence de Radetzky. Il fallait reprendre la guerre, dont le succès aurait été facilité par une fédération des États sardes, de la Toscane et de Rome. Ils se flattaient de décider ainsi le Pape à prendre part à la guerre de l'indépendance, car sa conscience timorée se serait trouvée affranchie de toute responsabilité morale personnelle, et ses soupçons contre les tendances d'usurpation du Piémont se seraient évanouis. Ils envoyèrent donc un plénipotentiaire à Rome, afin de traiter pour cette fédération : ce fut l'évêque Antoine Rosmini.

Rosmini, l'un des plus remarquables savants de l'Italie, arriva à Rome, où il reçut un accueil magnifique. Cet accueil eut une

signification politique dont le bon prélat ne s'aperçut pas. Il avait été autrefois à Rome, et à cause des théories émises dans ses ouvrages philosophiques, il avait éprouvé la colère de Grégoire XVI, de quelques cardinaux éminents et des Jésuites. Maintenant, Pie IX l'accueillait avec une tendresse et une affection édifiantes; le cardinal Soglia lui faisait des révérences respectueuses; d'autres cardinaux, d'autres prélats, toute la cour pontificale, s'inclinaient jusqu'à terre devant lui : c'était l'idole venue au milieu des Chinois. Il ne fut pas difficile de faire tourner ainsi la tête à Rosmini, habitué à vivre plus avec ses livres qu'avec les hommes. Par conséquent, on tomba tout de suite d'accord sur l'affaire de la ligue; les espérances de Pie IX ne furent pas frustrées, ni celles de l'envoyé toscan, ou plutôt de son prince, désormais aussi bouillant à l'idée de contracter cette ligue, qu'il avait été et qu'il était froid à soutenir la guerre italienne. Le préambule du projet de fédération, approuvé par tous les contractants, était ainsi conçu : « Les trois gouvernements de Turin, de Florence et de Rome, en signant le traité d'une ligue douanière, eurent la pensée d'en venir à une ligue politique, nécessaire pour réaliser l'existence de la nationalité italienne et donner à l'Italie l'unité de force indispensable pour la défense intérieure et extérieure, pour le développement régulier et progressif de la prospérité nationale, etc. » Voici les articles du traité : 1° Il existera entre les États de l'Église, du roi de Sardaigne et du grand-duc de Toscane, une confédération perpétuelle, qui, réunissant les forces et l'action, servira *à garantir l'intégrité des territoires de ces États,* et à protéger le développement progressif et pacifique des institutions constitutionnelles et de la prospérité nationale; 2° Pie IX, qui eut le premier la pensée de la confédération, et ses successeurs, en seront les présidents perpétuels; 3° un mois après les ratifications de la présente convention, on réunira à Rome une assemblée représentant les trois États confédérés, dont chacun enverra trois députés, élus par le pouvoir législatif, et qui seront autorisés à discuter et à rédiger la constitution fédérale; 4° la constitution fédérale aura pour but d'organiser un pouvoir central, qui sera exercé par une diète, dont les réunions auront

toujours lieu à Rome, et dont les missions principales seront les suivantes : déclarer la guerre, faire la guerre, faire la paix, fixer les contingents des différents États, en temps de guerre comme en temps de paix; pourvoir ainsi à la tranquillité au dedans et à l'indépendance au dehors; régler le système douanier de la confédération; stipuler et faire exécuter les traités de commerce avec les nations étrangères; assurer le bon accord des États confédérés; *protéger leur égalité politique,* en interposant sa médiation dans toutes les contestations qui pourraient s'élever; pourvoir à l'uniformité du système monétaire, des poids et mesures, de la discipline militaire, de la législation politique, civile, pénale et commerciale; ordonner et diriger les entreprises d'utilité publique; 5° *tous les autres États italiens* auront la faculté de faire partie de cette confédération.

Pendant que Rosmini dirigeait les négociations si heureusement, qu'il s'attirait les sympathies de toute la cour pontificale, le roi de Naples, qui avait déjà bombardé Messine, manifestait le désir d'entrer dans la glorieuse confédération *italienne.* Et ce qui mettait le comble au bonheur, c'était que Radetzky, qui avait toujours été si contraire à tout rapprochement entre les princes de l'Italie, qui avait mis obstacle même à leurs projets de traités de commerce; Radetzky, qui s'était effarouché d'une lettre amicale adressée par un de ces princes à un autre, favorisait maintenant la formation de cette confédération, dans laquelle il voulait intervenir comme chef d'un État italien, reconnu par les traités et confirmé par la victoire. La Toscane, Rome et Naples ne songeaient pas à lui contester ce droit: comment le Piémont aurait-il pu le lui dénier? Voilà donc une confédération vraiment *italienne,* inaugurée par le plus puissant ennemi de la nationalité et de l'indépendance de l'Italie!

Le ministère Casati ayant été remplacé à Turin, les nouveaux ministres s'aperçurent du guet-apens qu'on tendait au pays par ce projet de confédération, et, en enlevant à Rosmini tout pouvoir, ils envoyèrent à Rome le conseiller de Ferrari, avec la mission de négocier un simple traité d'alliance défensive et offensive avec Rome et la Toscane. Qui peut dire les hauts cris

que jeta alors la cour pontificale : les trompeurs prétendirent qu'on voulait les tromper. Le Pape fut le premier à s'écrier que Charles-Albert ne visait qu'à le détrôner; Rosmini éleva des plaintes encore plus graves, et il s'exprima ainsi dans une lettre adressée aux ministres piémontais : « Je suis convaincu que le projet d'alliance proposé par vous ne peut être accepté par les gouvernements italiens, parce que cette alliance ne serait pas propre à constituer la nation italienne telle qu'on la désire; par suite, ce ne serait jamais l'Italie qui déclarerait et ferait la guerre, à un moment donné, pour conquérir son indépendance, car l'Italie ne peut avoir une existence politique sans une véritable confédération. » Je dirai bientôt comment Rosmini était dans l'erreur, et l'on verra que ce grand philosophe n'était point initié aux choses politiques. Du reste, Pie IX le consola de son échec en le nommant cardinal.

Lorsque le conseiller de Ferrari arriva à Rome, Rossi était au pouvoir. Rossi, habile dans les négociations diplomatiques, et désireux d'être agréable à Naples et à l'Autriche, usa d'une telle adresse envers le nouvel envoyé piémontais, qu'il l'entraîna bientôt à approuver un projet de traité qui non-seulement reproduisait celui de Rosmini, mais qui le rendait encore plus défectueux. Rosmini, dans son préambule, avait au moins parlé d'une *ligue politique nécessaire pour réaliser la formation de la nationalité italienne*. Mais Rossi préféra le catholicisme à la nation italienne, et son préambule fut ainsi conçu : « Ayant mûrement réfléchi sur la position actuelle de l'Italie et la communauté d'intérêts qui existe entre les États indépendants de la Péninsule; voulant, par suite, pourvoir d'un commun accord à la tutelle de leur liberté et de leur indépendance, consolider en même temps l'ordre public, et donner l'essor au progrès graduel et régulier de la prospérité et de la civilisation, au faîte desquelles il faut placer la suprématie de la religion catholique, nous avons arrêté les conditions suivantes..., etc. » L'article 4 prescrivait que « quel que fût le nombre des plénipotentiaires que chaque État enverrait au congrès fédéral, les plénipoten tiaires de chaque souverain représenteraient *collectivemen.*

l'État auquel ils appartiendraient, et n'auraient dans les délibérations qu'un vote. » Enfin, l'article 7 disait : « Les hautes parties contractantes promettent de ne pas conclure avec d'autres États ou gouvernements, des traités, conventions ou accords particuliers qui seraient incompatibles avec les pactes et conditions de la ligue italienne et avec les droits et les obligations qui en découlent; toutefois, le Pontife aura la liberté de conclure des traités ou conventions ayant un rapport direct *ou indirect* avec les affaires religieuses. » Tout le reste était conforme au projet de Rosmini.

Le ministère piémontais repoussa ce second projet. Alors Rossi, qui avait le caractère violent et impérieux d'un pédagogue qui croit toujours avoir à flageller ses écoliers, prit la plume et déversa sa rage dans un article véhément qu'il fit paraître, le 4 novembre, dans la *Gazette de Rome,* article dont la forme lui aurait donné tort quand même il aurait eu raison dans le fond. Il disait : « Nous avons annoncé, le 18 septembre, que la ligue politique entre les monarchies constitutionnelles de l'Italie serait bientôt réalisée. Nous avons alors manifesté la crainte que les passions humaines et les intérêts privés ne vinssent mettre obstacle à l'œuvre sainte et frustrer l'amour de la patrie qui avait inspiré cette œuvre. Il faut le dire : on rencontre des obstacles précisément là où tout devait faire croire qu'on trouverait un consentement plus facile et une coopération plus sincère. Mais le malheur de nos temps est si grand, que c'est là qu'on élève les plus dures accusations contre le Pontife, comme s'il ne voulait plus une ligue qu'il a lui-même conçue et proposée. Et pourquoi ces accusations? La réponse est simple : c'est parce que le Pontife, qui a provoqué la ligue, n'a pas adhéré aveuglément aux propositions du Piémont. Or, quelles étaient ces propositions? Que celui qui est en état de comprendre sache qu'elles se réduisaient à ceci : Décrétons la ligue en principe; puis envoyez-nous des hommes, des armes, de l'argent, et plus tard, quand ce sera possible, les plénipotentiaires des alliés se rassembleront à Rome pour délibérer sur les lois organiques de la ligue. Or, avant tout, il faudrait nous dire clairement de quel

territoire le Piémont entend que Rome et la Toscane doivent lui garantir la possession : Est-ce de l'ancien ou du nouveau? de celui qu'il possède ou de celui qu'il désirerait posséder? S'il s'agit de l'ancien, pas d'objections; si c'est du nouveau, qui ne voit que Rome et la Toscane, restant seules à garantir ces magnifiques usurpations, feraient rire l'Europe!

» Qu'on ne dise pas que c'est un pacte national, une des conditions de l'indépendance italienne : l'autonomie de l'Italie n'implique pas nécessairement la formation d'un grand empire s'étendant depuis le Tanaro jusqu'aux Alpes et placé sous la souveraineté de la maison de Savoie. Si cet empire est l'une des formes politiques que l'Italie indépendante peut prendre, elle n'est pas la seule. Et nous ne voulons pas examiner si cette forme est préférable à toute autre, et si quand même elle le serait, en s'étendant au-delà de Plaisance et de la Lombardie, cet empire n'aurait pas quelque chose de hors de saison et de monstrueux. Qu'on admette, si on le veut, que cette forme était excellente quand elle fut imaginée : aujourd'hui l'état des choses est changé, et la situation présente est aussi opposée à celle qui l'a précédée, qu'est grande la différence entre posséder et reprendre. Quoi qu'il en soit, il est certain que la garantie des territoires que le Piémont ne possède pas, mais qu'il convoite, n'est pas une chose qu'on puisse stipuler tambour battant. Cette résolution, quand même elle serait juste en soi et salutaire à l'Italie, ne pourrait avoir un grand poids aux yeux des puissances européennes que lorsqu'elle serait volontairement prise, après avoir été sérieusement discutée par tous les États indépendants de la Péninsule, c'est-à-dire lorsqu'elle serait l'œuvre de la ligue italienne. Vouloir assigner cette résolution comme pacte préliminaire et comme condition essentielle d'une ligue incomplète et qui existe à peine sur le papier, c'était donc une pensée hâtive, prématurée.

» On doit dire la même chose de la fixation des contingents d'armes et d'argent. Comment les fixer sans savoir d'abord quels seront les alliés et quel en sera le nombre? dans quels dangers pourrait se trouver la ligue, quels amis ou quels ennemis elle

aurait à espérer ou à craindre? On ne parle pas de Naples; mais Naples est une partie si importante de l'Italie, qu'on voudrait vainement se taire à son égard. Les pactes de la ligue seront nécessairement différents, selon que Naples y prendra part ou non, et que, par suite, il sera ami, ennemi ou neutre. Sans doute, il serait beau pour le roi de Piémont de pouvoir s'appeler le chef de deux ou de trois armées ajoutées à la sienne. Les négociations qu'il provoqua en capitulant à Milan, et la médiation étrangère qu'il a ensuite acceptée, pourraient peut-être lui procurer quelques-uns des cantons des vastes territoires qu'il voudrait engloutir. Et l'Itatie, au sein des malheurs où les erreurs et les folies humaines l'ont plongée, éprouverait vraiment un grand soulagement par cela seul que le royaume piémontais se serait agrandi.

» Cependant, si l'on songe à l'Italie et rien qu'à elle, un parti plus sage et plus patriotique serait de resserrer d'abord fortement la ligue, et de laisser ainsi aux États alliés le temps de réorganiser solidement leurs armées. Le Piémont sait que quand même il voudrait tirer l'épée du fourreau et appeler l'Italie aux armes, l'Italie aurait le droit de savoir comment la guerre serait dirigée et par qui. Mais le gouvernement piémontais est sage! Il ne s'occupe que de la paix, il désire la paix, il traite pour avoir la paix! Nous ne savons et n'avons pas la curiosité de savoir ce qu'il espère ou craint de ces négociations; quelles sont les instructions secrètes de ses négociateurs, ni quelles sont les conditions auxquelles il est enfin disposé à trancher la question. Mais il faut reconnaître que ce serait une chose étrange que de former une ligue, et surtout de promettre des contingents de soldats et d'argent, lorsqu'il y a sur le tapis une négociation à l'égard des destinées de l'Italie, une négociation dont un seul des alliés connaît les mystères. Le gouvernement sarde est si savant en politique et est si renommé pour sa courtoisie, qu'il ne peut certainement ignorer que, si l'on veut conclure une ligue politique, il est nécessaire et convenable de commencer par dire à ses alliés : Voici où j'en suis, voici mes instructions, voici les bornes dans lesquelles j'ai cru devoir renfermer les

pouvoirs des négociateurs et des médiateurs; dites-moi maintenant votre opinion, tâchons de nous mettre d'accord, et alors, ou nous donnerons à tous les négociateurs des instructions et des pouvoirs communs, ou nous donnerons à chacun des négociateurs des États alliés des instructions particulières, mais uniformes.

» Ou le Piémont veut tout faire lui seul, même en diplomatie, et alors la ligue, si elle peut être fixée immédiatement en principe, ne pourra être formée avec des pactes et des obligations spéciales et positives que lorsqu'on expliquera le mystère des négociations, ou que la paix sera conclue, ou que les négociations seront rompues; ou le Piémont se propose de négocier comme allié, et dans ce cas qu'il se hâte d'adhérer à la ligue et d'envoyer à Rome ses plénipotentiaires. Mais, en vérité, il ne paraît pas beaucoup enclin à agir ainsi. Il enverra ses plénipotentiaires, dit-il, *le plus tôt qu'il sera possible!* Pour nous, ces paroles sont une énigme, et nous ne voulons pas en rechercher la clef.

» Concluons : Pie IX n'abandonne pas son grand projet; il est aujourd'hui, comme toujours, plein d'ardeur pour pourvoir, au moyen de la ligue italienne, à la sécurité, à la dignité, à la prospérité de l'Italie et des monarchies constitutionnelles de la Péninsule. Pie IX ne consulte pas ses intérêts particuliers, n'est pas animé de convoitises ambitieuses; il ne demande, il ne désire que le bonheur de l'Italie et le développement régulier des institutions accordées par lui à ses peuples. Mais, en même temps, il n'oubliera jamais ce qu'il doit à la dignité du Saint-Siége et à la gloire de Rome. Toute proposition incompatible avec ce devoir sacré ne pourrait rien auprès du souverain de Rome et du chef de l'Église. La papauté est la seule grandeur vivante qui reste à l'Italie, et qui la fait respecter et révérer par l'Europe et tout le monde catholique. Pie IX s'en souviendra toujours, soit comme Pontife, soit comme Italien. »

Rendons-nous compte des raisons respectives du Piémont et de Rome dans cette question.

Le roi de Sardaigne ne pouvait se consoler tant qu'il n'aurait pas vengé ses revers et chassé les Autrichiens de l'Italie, et pour

cela il fallait renouveler la guerre; mais voulant la guerre, il ne pouvait se confédérer avec d'autres princes qui ne la voulaient point. N'ayant qu'un vote, disait-il, dans une diète où Naples, Rome, la Toscane et même Radetzky en auraient quatre, moi qui seul aime l'Italie, je viendrais en confier les destinées à une majorité qui lui est indifférente ou qui la hait? On veut donc que je me suicide? Rosmini ne comprend pas ce qu'il dit : si l'Italie, pour devenir une nation, a besoin de se confédérer; si la guerre de l'indépendance, pour être italienne, doit être déclarée par les confédérés, ceux-ci ne voulant pas et ne pouvant pas vouloir la guerre, il s'ensuit que l'Italie ne sera jamais une nation indépendante. D'ailleurs, n'est-il pas ridicule de parler de la nationalité italienne lorsque l'Autriche est au sein de la diète? Celui qui veut la nationalité italienne doit vouloir la guerre contre l'Autriche. Cette guerre, pour être heureuse, a besoin du concours de tous les princes de la Péninsule. Formons donc une alliance, réunissons nos armées! Rien ne nous oblige à engager le combat aujourd'hui même. Préparons-nous, mais préparons-nous pour combattre. Les autres princes ont-ils peur des attentats de leurs peuples en révolte, ou de ceux de l'ambition qu'on m'attribue? La ligue offensive et défensive que je propose dissipe ces craintes. L'effet de cette ligue est de garantir à chaque État son intégrité et l'ordre intérieur. Mais quel est l'État que les alliés doivent garantir au Piémont, l'ancien ou le nouveau? L'un et l'autre forment désormais mon royaume, parce que le vote d'annexion donné par les Lombards et les Vénitiens constitue pour moi un droit qui, renversé par les revers de mon armée, se relèvera avec la victoire. Que ce soit, si on le veut, une usurpation : il n'y a pas de royaume qui puisse se vanter d'une origine plus légitime. Si l'on envie mes succès, je répondrai comme Marius : Pourquoi ne m'envie-t-on pas en même temps mes efforts, mes sacrifices, mes trésors dépensés, le sang de mes soldats? Craindrait-on que je puisse abuser de la victoire pour arriver à la domination de la Péninsule tout entière? Eh bien! je n'hésite pas dès à présent à faire partie même d'une confédération italienne et à la proclamer en principe. Pouvons-nous

nous occuper de réunir des plénipotentiaires à Rome pour rédiger les articles de la constitution fédérative que l'Italie doit se donner quand elle sera devenue une nation indépendante, sans conquérir d'abord cette indépendance? Réunissons nos armes, combattons, triomphons, et engageons-nous dès à présent à n'être, après la victoire, que les membres d'une grand État fédératif.

Rossi se moquait de la guerre de l'indépendance, repoussait l'idée de nationalité. Il déclarait que la papauté était la seule grandeur vivante qui restât à l'Italie et qui la faisait respecter et révérer de l'Europe et de tout le monde catholique. Tout le reste était mort pour lui et depuis longtemps enseveli : on ne ressuscite pas les morts. Les hommes qui s'agitaient sur le sol italien n'étaient que les vers d'un tombeau. Les Italiens ne pouvaient pas aspirer au respect de l'Europe comme nation, mais comme Église. Ne voulant que restaurer l'autocratie pontificale, Rossi rencontrait un obstacle dans le Piémont. Le roi sarde agitait toujours le flambeau de la guerre nationale, et à cette lumière, les Lombards, les Toscans, les Romains se remuaient, se ravivaient. Il fallait donc éteindre ce flambeau, enlever tout appui aux espérances nationales des Italiens. Mais il fallait dans ce but employer beaucoup d'art. Si l'ont eût répondu franchement aux ouvertures guerrières du Piémont : Nous ne voulons pas entendre parler de guerre; l'Italie a eu trop de révolutions et de combats; nous sommes arrivés à une époque de restaurations monarchiques, et pour cela, Naples et Radetzky forment nos premiers points d'appui; si l'on eût tenu ce langage, quel tumulte n'aurait-il pas soulevé? Donc, pour légitimer le refus de concourir à la guerre, on devait accuser le Piémont de n'avoir d'autre but que l'agrandissement des États de la maison de Savoie; on devait l'écraser sous un tas d'ironies venimeuses, d'amers et de lâches sarcasmes, l'humilier en se moquant des magnifiques possessions qu'il voulait usurper, déchirer ses plaies en lui reprochant les défaites qu'il avait essuyées, le décrier en face de l'Italie, en prévenant celle-ci, déjà punie par les fautes du roi sarde, qu'elle n'aurait, en s'affranchissant

de l'Autriche, d'autre avantage que celui de voir le royaume de Charles-Albert s'agrandir. On devait laisser croire qu'on ne voulait pas de la guerre par cela seul qu'on était jaloux de cet agrandissement du Piémont. On devait ramasser le gant que Mazzini avait jeté à Milan, faire revivre à l'avantage des monarchies ces mêmes disputes qu'on avait soutenues en Lombardie au profit de la république, exalter aujourd'hui une discorde qui avait été alors vivement condamnée, et finir par cette conclusion : Pour que la haute Italie n'appartienne pas à Charles-Albert, qu'elle soit mille fois foulée aux pieds par les Autrichiens. Pour justifier une fausse jalousie, on devait parler des négociations de Bruxelles, et mentir jusqu'au point d'affirmer que le Piémont en faisait un mystère, tandis qu'il n'y avait pas à Bruxelles seulement des plénipotentiaires piémontais, mais aussi les envoyés du grand-duc de Toscane.

On ne voit jusqu'ici que de l'insolence et des mensonges; mais ce qu'on avait réellement dans la pensée, on n'osait l'avouer. Le roi sarde devait faire partie d'une confédération où ses confédérés, quatre fois plus forts que lui, auraient empêché l'initiative qu'il voulait prendre pour l'affranchissement du sol italien. Le roi sarde devait se soumettre à une diète ou Radetzky aurait siégé et aurait eu à donner son autorisation pour la guerre dirigée contre lui. Cette diète, ayant le droit de fixer le nombre des soldats indispensables à chaque État pour faire la guerre au dehors et pour maintenir la tranquillité au dedans, aurait commencé par obliger Charles-Albert à désarmer, et si c'eût été son bon plaisir, l'aurait réduit à n'avoir, comme le Pape, qu'une compagnie de Suisses pour la garde de son palais. Le Pape et ses successeurs auraient été les présidents perpétuels de cette diète, ce qui voulait dire que l'Italie aurait perpétuellement marché sur les traces de la papauté. Et puisqu'un Pape ne peut jamais être un allié aux mêmes conditions que les autres souverains, il aurait eu le privilége de n'être pas tenu, comme les autres princes, à exécuter les décrets de la confédération, et aurait pu conclure avec les nations étrangères des traités particuliers se rapportant directement ou même *indirectement* aux

affaires religieuses; de sorte que tous ceux qui savent qu'à Rome les personnes sont religion, les biens de l'Église sont religion, les immunités cléricales et tous les abus, toutes les prétentions du pouvoir temporel de la papauté sont religion, non pas indirectement, mais directement, n'auront pas de difficulté à se convaincre que la confédération proposée par Rossi était un filet dans lequel tous les princes auraient été pris, et d'où le Pape seul serait sorti quand il l'aurait voulu ([1]).

([1]) Ce projet de Rossi a été fidèlement reproduit à la paix de Villafranca. Sa réalisation aurait amené le résultat que je viens d'indiquer, de livrer à l'Autriche l'Italie tout entière, ce qui n'aurait pas été, en 1848, aussi monstrueux qu'en 1859. A la première de ces deux époques, en effet, les princes italiens conservaient leurs États, et leur pouvoir absolu se relevait par la récente victoire de l'Autriche, qui avait abattu sur le champ de bataille le drapeau italien; le Piémont gisait dans la poussière. En 1859, il y avait des princes expulsés, d'autres tremblant sur leurs trônes; le Piémont victorieux, l'Autriche refoulée au-delà du Mincio. C'était dans ces circonstances que le vainqueur se livrait mains et pieds liés au vaincu.

Cependant, on aurait tort de croire que l'empereur Napoléon ait eu l'idée de sacrifier l'Italie. On a voulu réaliser à Villafranca les idées contenues dans une brochure célèbre, à laquelle un caractère officiel avait été attribué. L'auteur de cette brochure, mal renseigné sur la condition des hommes et des choses en Italie, partait de ce principe que l'Autriche, ayant soumis par des traités secrets tous les princes italiens à sa domination, était le seul obstacle qui empêchât ceux-ci d'améliorer la condition sociale de leurs peuples. Par conséquent, il suffisait de soustraire ces princes au servage qu'ils subissaient, de leur délier les mains, pour qu'ils pussent travailler efficacement et de bon cœur à la grande œuvre de la liberté. L'esprit italien, descendant soudainement du ciel sur leurs têtes, et surtout sur celle du Pape, y aurait brillé comme des langues de feu. Avec des princes et un Pape si bien inspirés, que restait-il à faire pour consolider leur indépendance? Les confédérer. Dans cette confédération, où tous les membres apporteraient l'amour le plus vif pour la cause italienne, le Piémont, qui en avait été le champion, primerait certainement; et l'Autriche, admise dans cette assemblée pour y représenter les intérêts d'un petit État, subirait la loi de la majorité et sentirait la nécessité de cesser d'être l'Autriche pour se faire italienne en Italie.

Ce sont là les idées qui ont dirigé la paix de Villafranca. Au lieu d'être hostiles à l'Italie, elles annonçaient une vive sympathie pour l'amélioration de sa destinée; elles partaient d'un faux principe, voilà tout; et la fausseté de ce principe a été surabondamment prouvée par les événements postérieurs, puisque l'Autriche, vaincue et refoulée dans la Vénétie, a continué à dominer à Rome et à Naples, et que les langues de feu ne se sont montrées nulle part; au contraire, le feu a été vomi par de nombreux canons, et a tué les hommes et détruit les villes qui étaient animés d'un esprit italien. Malgré tous les louables efforts de l'empereur Napoléon pour amener Pie IX et François II à donner des signes de libéralisme, ils ont laissé mettre leurs trônes en danger plutôt que de les raffermir par des concessions faites à leurs peuples; ils ont préféré qu'on les renversât, et attendre d'un jour à l'autre qu'un triomphe de l'Autriche vînt les relever et les venger.

Qui peut en douter? Le despotisme de l'étranger n'a été en Italie que le complice

Tel est le mystère de la confédération qui faisait alors un si grand bruit en Italie. Tous les hommes, ou pauvres d'esprit, ou d'esprit servile, criaient avec fureur contre Charles-Albert en l'accusant de s'opposer à la formation de la nationalité italienne : c'était, au contraire, dans cette occasion que Charles-Albert se montrait, pour la première fois peut-être, un grand Italien. De petits États sans armée, voulant empêcher que l'Italie, se relevant de sa chute, ne troublât leur œuvre de restauration monarchique, prétendaient enlacer ce gâte-métier du Piémont avec ses cent mille soldats. La bataille de Custoza avait terrassé Charles-Albert : Rossi accourait pour lui couper les jarrets.

du despotisme indigène; l'Autriche n'a pas été moins le tyran que l'alliée naturelle et l'appui nécessaire de petits princes nés et enracinés dans le pouvoir absolu? Les Italiens savaient cela par une trop longue et trop douloureuse expérience; c'est ce qui les a animés à rendre impossible chez eux la réalisation des traités de Villafranca et de Zurich. L'Autriche seule n'a cessé de réclamer l'exécution de ces traités, dont elle avait calculé les avantages. Cesser d'être un conquérant qui occupe une terre étrangère; être reconnue comme une puissance italienne par les Italiens mêmes qui ont combattu pour l'expulser; changer le fait en droit; faire partie d'une confédération qui, composée de princes imbus de son même esprit, serait une confédération autrichienne, et dans ce gouffre précipiter et annuler le Piémont; gagner ainsi sur toute l'Italie une domination légale et incontestable au lieu de la domination partielle et contestée qu'elle s'était auparavant procurée par des artifices que tout le monde avait appelés des abus, et que la France avait voulu détruire, qu'aurait-elle pu espérer davantage si elle avait vaincu à Magenta et à Solferino?

CHAPITRE XVII.

La révolution suit son cours en Italie. La constitution italienne; vains efforts de Montanelli pour réaliser son projet; démarches de Guerrazzi. Position de la Lombardie. Position du Piémont; Charles-Albert, le ministère, le peuple. Négociations de Bruxelles. Gioberti se jette dans le parti de l'opposition contre le gouvernement; il réunit à Turin un congrès pour fixer les bases de la confédération italienne. Débats entre lui et Brofferio. Tumultes de Gênes. Charles-Albert tente de composer un nouveau ministère démocratique; il ne réussit pas. Réunion des chambres et vives discussions qui aboutissent à un triomphe du parti qui veut la paix. Gênes se soulève. Folle invasion des républicains italiens en Lombardie. Nouveaux débats dans les chambres de Turin, où le ministère obtient un second triomphe.

Le mouvement démocratique qui commençait à agiter l'Italie aurait pu être prévenu ou arrêté par une ligue des princes italiens déterminés sincèrement à soutenir la guerre contre l'Autriche. Au lieu de cela, on ne les voyait de toutes parts que former un accord pour relever dans l'intérieur des États l'autorité ébranlée de la monarchie. Dès lors, la révolution suivit son cours, et les peuples aigris se flattèrent de pouvoir s'affranchir eux-mêmes.

Montanelli, en arrivant au pouvoir, s'était proposé l'indépendance nationale; le moyen, c'était la guerre, et par conséquent l'union militaire de toutes les puissances italiennes. Jusque-là son programme n'offrait rien de particulier sur celui des autres ministres patriotes, en y comprenant même ceux du Piémont. Mais Montanelli croyait à l'impossibilité de cette union tant qu'on n'aurait pas réalisé dans une certaine mesure l'union politique; et celle-ci ne pouvait, selon lui, résulter que d'un appel au peuple, en d'autres termes de la formation d'une constituante. Ces deux propositions devaient être contestées : elles le furent avec beaucoup de vivacité par d'Azeglio, qui écrivit qu'un congrès des princes italiens serait bien plus capable de diriger la guerre qu'une assemblée où la jalousie, la vanité, le bavardage, entraveraient tout. Mais on avait trop expérimenté la mauvaise foi des

princes; Charles-Albert venait de l'éprouver lui-même à l'occasion du traité de confédération que Rome et la Toscane lui avaient proposé. Quant au roi de Naples, il ne fallait pas y songer. Donc, Montanelli ne se trompait pas en croyant à l'impossibilité d'un accord entre des princes qui avaient des vues si opposées. Malheureusement, pour éviter cet écueil, il se heurtait à un écueil plus dangereux encore.

Si l'Italie pouvait être sauvée, ce ne pouvait être que par une assemblée commune à tous les États italiens, élue par le suffrage universel et investie d'une autorité supérieure à celle des princes. L'illusion de Montanelli était d'espérer que les princes italiens consentiraient à s'annuler en accueillant son projet. Il perdit le temps à nouer avec Rome, Naples, Turin, des négociations impossibles, et obtint à peine une réponse. La constituante ne pouvait être qu'imposée aux princes italiens par une révolution violente. On aurait dû comprendre, en 1847, que l'Italie, beaucoup moins que tout autre pays du monde, ne pourrait jamais être libre et indépendante par la vertu de ses maîtres, contre lesquels on était obligé de se révolter; c'est alors qu'il aurait fallu moins de paroles et plus d'action. On devait profiter de la victoire du peuple pour soumettre tous les États italiens à une assemblée nationale. En 1848, il n'en était plus temps. Montanelli ne faillit pas moins en rejetant si tard son ancien modérantisme, que lorsqu'il s'en déclara le champion le plus ardent; dans les deux cas il se trompa dans l'appréciation des besoins de la patrie et de l'opportunité des moyens propres à les satisfaire. Malheur au pays où les poètes se mêlent de politique! En 1848, la réaction avait triomphé à Naples; Pie IX et Léopold II se trouvaient enhardis par les victoires de Radetzky. Et c'est dans ce moment qu'on soumet à l'approbation des gouvernements italiens le projet d'une constituante *populaire!* N'est-ce pas se proposer une révolution démocratique et n'oser l'accomplir que par un décret royal? Il se cachait même beaucoup de modérantisme dans ce projet de constituante, qui avait l'air d'un acte de grande énergie.

Montanelli n'était pas homme à se décourager. Il continua

avec persévérance à préparer le triomphe de son idée, que partageait alors, entre autres personnages considérables, le père Ventura, homme disposé à remplir tous les rôles. Mais pendant que Montanelli se tenait dans la région des idées et se débattait dans le vide, Guerrazzi agissait et était le bras du ministère. Ces deux hommes ne se trouvaient pas unis par une sympathie qui n'avait jamais été et ne pouvait être fort grande entre eux. Montanelli avait confié à Guerrazzi le portefeuille de l'intérieur, parce qu'il se croyait dans la nécessité de s'assurer l'appui de Livourne et le concours du plus coupable et du plus populaire des démocrates toscans. Cependant, ni lui ni le grand-duc ne surent en cette circonstance ce qu'ils faisaient. Montanelli, en acceptant Guerrazzi pour collègue, ne prévit pas qu'un tel homme ne pouvait entrer dans un cabinet que pour y être le maître; le grand-duc, en prenant ce ministre avec la plus vive répugnance, ne comprit pas quel parti il pouvait tirer d'un homme profondément ambitieux.

Secondé par son grand talent, Guerrazzi se tenait avec adresse entre le peuple et le prince, pour conserver la faveur de l'un et acquérir celle de l'autre. Au milieu de toutes ces préoccupations, il ne perdait pas de vue Montanelli et suivait avec attention le progrès de ses plans. Il faisait accorder une amnistie pour les troubles de Livourne, et en même temps il chassait de Toscane ceux qui, le 30 juillet, avaient demandé la déchéance du prince. Il provoquait un décret pour repousser les volontaires qui, se présentant à la frontière, ne voudraient pas s'inscrire dans les milices; il ne permettait pas que dans les clubs on injuriât les Autrichiens, et il disait : « On bat l'ennemi, on ne l'outrage pas. » Suivant la coutume, les nouveaux ministres durent publier un programme politique, et il parut étrange que Guerrazzi ne sût pas bien alors ce qu'il devait vouloir. Au lieu de travailler le mieux qu'il était possible à l'organisation d'une armée qui se serait unie aux Vénitiens, aux Lombards et aux Piémontais pour combattre les Autrichiens, et voulant ne pas déplaire au grand-duc, il faisait la déclaration suivante : « La force matérielle pourvoit très-mal à la sûreté des citoyens, parce que si elle est

restreinte elle ne suffit pas, et si elle est considérable, indépendamment de l'impossibilité de la réunir, elle cause des rancunes perpétuelles. Nous chercherons donc d'autres moyens; nous essaierons d'user de la force morale; nous nous appuierons sur l'opinion plutôt que sur la force matérielle. » Que voulait dire cela? Sans doute, gouverner par l'opinion plutôt que par la force matérielle, c'est une preuve de sagesse; mais devait-on négliger la force des armes à la veille d'une bataille décisive contre l'Autriche? Il était évident que Guerrazzi priverait l'Italie du concours de la Toscane à la guerre de l'indépendance. Pourquoi donc cet homme avait-il fait une opposition si violente au ministère Ridolfi?

La constituante italienne, qui formait le drapeau politique du ministère, parut, elle aussi, un embarras à Guerrazzi. Il disait bien, d'un côté, *qu'il n'avait pas laissé à la porte armes et bagages, qu'il avait proclamé dans ses écrits la constituante, qu'il voulait la proclamer dans son programme;* mais, de l'autre côté, il se hâtait de déclarer qu'il n'en permettrait pas la convocation dans la Toscane, où elle pourrait causer du désordre. Fallait-il la convoquer dans le palais de Radetzky ou au Vatican? Qu'on remarque la duplicité qu'il y avait dans ses paroles. « Il nous suffira d'avoir arboré ce drapeau et d'avoir attiré sur lui l'attention des peuples italiens. S'ils ne répondent pas à l'appel (où? quand?), il n'y aura pas de notre faute. Et nous croyons enfin que ce dessein ne sera pas nuisible, mais très-avantageux au prince auguste qui a été le premier à l'accueillir dans son cœur généreux, avec une grande confiance dans la fidélité de ses peuples. Les peuples ne sont pas des ingrats; les fauteurs de craintes le verront. » Puis, la première fois qu'il eut un entretien secret avec le grand-duc, il lui demanda s'il tenait sérieusement à la constituante italienne. Léopold répondit affirmativement. « Votre Altesse a-t-elle bien réfléchi, dit alors Guerrazzi, qu'elle court le risque d'y perdre sa couronne? — J'y ai pensé, dit le grand-duc; mais comme je n'ai pas démérité de mon peuple, j'espère qu'il me sera fidèle. » Après quelques instants de silence, le ministre reprit : « Si Votre Altesse vient à se repentir de sa résolu-

tion, elle n'aura qu'à me le faire savoir : je lui fournirai l'occasion de renvoyer honorablement son ministère. » A partir de ce jour, le prince témoigna une certaine confiance à Guerrazzi, tandis qu'il continua de n'avoir avec Montanelli que des rapports officiels. Que pouvait attendre la Toscane de ces deux ministres, dont l'un formait des théories pendant que l'autre agissait?

J'ai peu à dire de la Lombardie. Trois cent mille habitants s'étaient soustraits par la fuite à la présence de l'ennemi; ceux qui étaient restés se tordaient de rage et de douleur. Plus de réjouissances d'aucune sorte, ni soirées, ni théâtres, ni jeux publics; le sourire n'apparaissait plus sur les lèvres de personne. L'arbitraire cruel du soldat étranger était l'unique loi. Les membres du gouvernement provisoire s'étaient rassemblés à Turin, et là, réunis aux exilés les plus considérables de Parme et de Modène, ils avaient organisé une consulte lombarde. On attendait que le Piémont donnât le signal de rentrer en Lombardie; mais le Piémont était malade.

Les enseignements du malheur n'apprenaient rien à Charles-Albert. Voulant venger sa honte, il aurait dû profiter du repos donné par l'armistice pour réorganiser son armée et réformer son ministère, en se débarrassant de tous ceux qui ne voulaient plus ni de la guerre ni de l'Italie. Mais malheureusement, pendant qu'il persistait à vouloir la guerre, il persistait aussi à suivre avec les hommes le même chemin où il s'était déjà égaré. Les nouveaux ministres, Pinelli, Dabormida, Boncompagni, Merlo, Perrone, Santa Rosa, Revel, Sostegno, étaient les mêmes personnages qui, en prêchant la modération, avaient encouragé la résistance. L'opinion publique protesta vivement contre leur nomination. Les ministres publièrent en vain une proclamation dans laquelle ils engageaient le peuple à suspendre son jugement jusqu'à ce qu'il pût le porter sur leurs œuvres; ils décrétèrent en vain quelques bonnes lois : on supprima l'ordre des Jésuites et on séquestra leurs biens; on effaça l'infamie que les lois pénales attachaient aux condamnations pour cause politique; on réorganisa les municipalités, la police, et on fit d'autres réformes qui, si elles n'étaient pas excellentes, annonçaient au

moins de bonnes intentions. Rien de tout cela ne pouvait satisfaire le peuple. Le peuple et le roi voulaient la guerre, et les ministres se bornaient à faire semblant de suivre une conduite nationale. En effet, ils destituaient le général Salasco et déclaraient qu'ils ne reconnaissaient point l'armistice comme un fait politique qui pût servir de base à la paix; ils l'observaient cependant avec le plus grand scrupule comme fait militaire, et mettaient tous les torts du côté de Radetzky. Le pétulant octogénaire, pour éviter de rendre les parcs d'artillerie de Peschiera, alléguait d'abord que les troupes et la flotte sardes étaient encore à Venise; puis, ce prétexte venant à lui manquer, il disait que tel ou tel canon n'avait pas été rendu au duc de Modène, que tel ou tel soldat de ce prince ou d'un autre était encore sous les drapeaux piémontais. Cependant, toutes les fois que les ministres se voyaient mis en demeure par l'impatience belliqueuse de Charles-Albert, ils lui faisaient une vive opposition. Était-ce prudence? Non. Ils aspiraient à conclure une paix honorable, comme ils disaient, avec l'Autriche, sous les auspices de la France et de l'Angleterre. Ils voulaient séparer le Piémont de la cause italienne, et pourvu que leur roi eût un coin de la terre Lombarde, ils se déclaraient satisfaits: le Piémont aurait gagné quelque chose. Mais les Piémontais s'offensaient de cet égoïsme municipal des ministres.

L'attente ministérielle devait être trompée par les infidélités ordinaires de la diplomatie. Depuis le 16 août, la France et l'Angleterre avaient offert à Charles-Albert leur médiation afin de faciliter la conclusion de la paix aux conditions suivantes: L'Autriche céderait au Piémont la Lombardie et conserverait la Vénétie; Charles-Albert se chargerait d'une partie de la dette publique autrichienne, proportionnellement au territoire qui se détacherait de l'empire; la limite partirait du lac de Garde, un peu au nord de Peschiera, et, passant entre Vérone et Villafranca, longerait la rive boréale du Pô jusqu'à l'embouchure du Tanaro, laissant Peschiera et Mantoue à la Lombardie, Vérone et Legnaco à la Vénétie. Les ministres piémontais se plaignirent de la cession de la Vénétie à l'Autriche, cession qui ternirait la

réputation de leur gouvernement; Revel fit aussi des objections sur la question financière. Ceux qui ignorent les faits ont voulu plus tard accuser Charles-Albert d'avoir refusé ces conditions, qui assuraient, au moins pour le moment, l'affranchissement de la Lombardie. Il n'y eut jamais de refus; car les ambassadeurs français et anglais ayant déclaré ne pouvoir modifier les bases de la convention par eux proposée, les ministres piémontais acceptèrent définitivement la médiation. Quand même ils l'eussent refusée, on ne devrait pas leur faire un crime de cette détermination, puisque ces négociations ne pouvaient d'aucune manière aboutir, grâce à la mauvaise volonté de l'Autriche. Aussitôt que la médiation anglo-française, acceptée par Charles-Albert, fut proposée à cette puissance, elle commença par faire entendre qu'il y avait deux questions, l'une avec le roi de Piémont à cause de la guerre qu'il avait faite, l'autre avec ses sujets; que ces deux questions demandaient à être traitées séparément; que les bases de la convention proposée méritaient un mûr examen. Après quelque temps, elle consentit aux négociations qui devaient avoir lieu à Bruxelles. Mais je montrerai ailleurs que toute la politique de ses plénipotentiaires fut de gagner du temps sans rien conclure. Après les propositions primitives de la France et de l'Angleterre, qui donnaient l'Adige pour limite, la France en fit d'autres qui fixaient la frontière aux rives du Mincio, puis de nouvelles qui la faisaient reculer jusqu'à la ligne de l'Adda, puis d'autres encore qui indiquaient de nouveau pour limite la ligne du Mincio, enfin d'autres qui rétablissaient la frontière aux rives de l'Adige, avec l'annexion de Parme, de Plaisance et de Modène à la Lombardie. On arriva ainsi jusqu'en février; mais les négociations avec l'Autriche, comme il fallait s'y attendre, au lieu de conduire à une paix honorable, ne conduisaient qu'à de nouvelles déceptions. Les ministres piémontais se laissèrent aveugler par de vaines espérances, lorsqu'ils auraient dû chercher leur salut dans leurs propres forces et s'appliquer à les réorganiser.

Le ministère Pinelli, malgré ses efforts pour rester immobile, ne réussissait pas à résister à la pression de l'opinion publique.

Gioberti poussait plus que les autres à son renversement. Gioberti, tombé du siége ministériel, frémissait de colère comme un Jupiter détrôné. Il ne pouvait pardonner à Pinelli, bien qu'il fût son ami intime, de l'avoir remplacé. Il lui fit une guerre sans ménagement, sans merci, et, ne s'arrêtant devant aucune infidélité, il affirma, au cercle politique et par la voie de la presse, que Pinelli et Revel avaient deux opinions, l'une apparente pour contenter le peuple, l'autre réelle pour plaire à l'Autriche; qu'ils lui avaient confié à lui-même qu'il était impossible de refaire l'armée, de rendre le courage aux soldats, de recommencer la guerre, et qu'il ne fallait plus penser au royaume de la haute Italie, mais seulement au Piémont. Continuant de la sorte, il n'y eut pas de lâchetés et d'infamies dont le furibond abbé ne chargeât Pinelli, Merlo, Boncompagni, Santa Rosa, pour lesquels il n'avait pas eu auparavant assez d'éloges. Et les ministres ne gardèrent pas le silence : Merlo publia une brochure contre Gioberti, pleine de vérités et de sarcasmes; Pinelli divulgua par la presse quelques intrigues secrètes de l'abbé, qui s'était montré prêt à faire partie de son ministère à la condition qu'il en aurait la présidence. Il raconta aussi que, dans la même journée, Gioberti lui avait écrit le matin un billet très-amical pour l'inviter à dîner avec lui, et le soir l'avait dénoncé à l'assemblée. Mais, à tort ou à raison, l'opinion générale voulait que Gioberti eût dit la vérité, et l'on flétrit le cabinet du nom de ministère des deux programmes. Plusieurs députés de l'opposition profitèrent de la circonstance pour attirer de leur côté le belliqueux abbé, et il suffit de l'encenser un peu pour le gagner; à tel point que Gioberti, qui avait été jusque-là un *unitaire* enragé et avait partout prêché l'union de l'Italie, changea immédiatement de drapeau et se rangea sous celui de Brofferio, qui voulait la fédération des États italiens. Gioberti convoqua à Turin tous les Italiens, pour délibérer dans un congrès sur la forme qu'il fallait donner à la confédération italienne.

On vit accourir à ce congrès le prince de Canino, Mamiani, Sterbini, romains; Leopardi, Spaventa, Romeo, napolitains; une foule de ministres, de sénateurs, de généraux, de citoyens dis-

tingués des autres contrées de l'Italie et même des pays étrangers. Gioberti fut nommé président du congrès. Les séances eurent lieu dans un théâtre et durèrent un mois. Gioberti, du haut de la scène, où il avait fait placer sa chaise présidentielle, dirigeait ce vaste concert de paroles. On finit par tomber d'accord sur un projet de confédération, un projet de loi qui fixait les règles à suivre dans l'élection des membres de la diète fédérative, et une pétition qu'on devait adresser à tous les princes et aux parlements italiens, en les exhortant à adopter les résolutions prises dans ce congrès, comme les seules propres à rendre à l'Italie la force de repousser au-delà des Alpes les Autrichiens. Cette réunion innocente n'exerça aucune influence sur les événements, et ne servit qu'à provoquer plus tard la vengeance des gouvernements de Naples et de Rome contre ceux de leurs sujets qui avaient pris part à un congrès qu'on qualifia d'association illicite et de repaire où se forgeait une conspiration démagogique.

Pendant qu'on travaillait dans le congrès, Brofferio, président du cercle politique, soutenait une guerre à outrance contre le ministère. Il y avait dans ce cercle, des généraux, des colonels, un grand nombre de citoyens estimables et même des curés et des docteurs en théologie. C'était une espèce de gouvernement populaire assez imposant. On y avait fondé une école primaire pour le peuple, une école pour instruire les ouvriers sur les droits et les devoirs du peuple, une commission pour faire des collectes en faveur des émigrés et des soldats blessés. On y réunissait aussi de l'argent pour envoyer des secours à Venise. Ce cercle était en correspondance avec ceux de Gênes, de Livourne, de Florence, de Rome, de Venise; et comme on y professait radicalement la démocratie, bien qu'on fît semblant de respecter la loi constitutionnelle, on y était en rapport avec la *junte nationale* établie à Lugano, et dont les actes étaient rendus au nom de Dieu et du Peuple. « Rejetterons-nous, disait Brofferio, les offres de nos frères valeureux par cela seul qu'ils sont animés de la foi républicaine? N'avons-nous pas de commun avec eux les liens du sang, l'amour de la patrie, la haine contre l'étran-

ger, le culte pour la liberté, qui, sous tous les noms et sous toutes les formes, est universel en Italie? » On délibérait dans ce cercle sur les affaires publiques; on envoyait une députation au gouvernement pour l'inviter à ouvrir les chambres; on déclarait nul l'armistice Salasco; on condamnait ceux des actes du gouvernement qui semblaient arbitraires; on demandait la guerre; on entretenait des correspondances politiques avec la Lombardie et avec la France.

Le cercle de Gênes n'était pas moins démocratique, et, de plus, les esprits étaient plus ardents dans cette ville. Le cercle était présidé par Didaco Pellegrini, dont l'éloquence fascinait la multitude. La démocratie génoise ne se bornait pas à arborer la bannière de la Liberté et du Peuple : indignée de l'opposition qu'elle rencontrait dans le gouvernement sarde, elle en venait à le menacer ouvertement. La ville était dominée par le fort Saint-Georges; les ministres en avaient fait bâtir un autre au milieu de la ville, et le garnissaient de canons prêts à lancer partout l'incendie et la mort. Les Génois se soulevèrent, assaillirent les deux forts, et ne furent satisfaits que lorsqu'ils les eurent démolis de fond en comble : le gouvernement dut se résigner et se taire. Il y avait à Gênes un certain Philippe de Boni, ami très-intime de Mazzini. Le ministre Pinelli le fit partir pour Florence. Les Génois allèrent chercher sur la route le citoyen proscrit, le reconduisirent en triomphe dans la ville et le nommèrent président du cercle politique. Le gouvernement dut encore tolérer cet acte populaire; mais il destitua le général de Sonnaz, commandant militaire de Gênes, et envoya dans la ville un régiment de renfort avec des canons. Le général Jacques Durando fut investi de pleins pouvoirs pour décréter l'état de siége aux premiers troubles qui se manifesteraient. Le droit constitutionnel, qui consacre la division des pouvoirs, permettait-il qu'on réunît dans les mains d'un seul homme toute l'autorité gouvernementale? Pouvait-on décréter l'état de siége et, par suite, suspendre toutes les franchises des citoyens, sans renverser le pacte fondamental de l'État? Pinelli ne tint pas compte de ces considérations, et en vérité il était ridicule, de la part des démocrates génois, de-

réclamer les garanties de ce pacte même qu'ils foulaient aux pieds. Ce qu'il est seulement juste de dire, c'est que donner un mandat aussi étendu à Durando, qui, pour comble de malheur, emmena avec lui le comte Ponza de San Martino, terrible jésuite, fut de la part du ministère un acte très-imprudent; et il faut savoir gré à Durando de s'être borné à déclarer *qu'il jetterait au besoin un voile sur la statue de la Liberté,* sans faire usage de ses pouvoirs extraordinaires, qui auraient certainement fait éclater la guerre civile.

Je ne puis comprendre quelle utilité on devait tirer de ces démonstrations démocratiques de Gênes et de Turin, et quel besoin on avait de s'y livrer. On pouvait compatir aux efforts des populations de Rome et de Florence, qui, luttant contre les desseins réactionnaires de leurs gouvernements, sortaient des voies légales, et cherchaient à faire seules, en faveur de l'indépendance italienne, ce qu'elles n'auraient jamais pu faire d'accord avec leurs princes; le désespoir dictait cette résolution tardive, qu'on n'aurait pu approuver, car les Italiens avaient trahi leur patrie par leur modérantisme de 1847, et maintenant ils ne faisaient que se débattre dans les bras de la mort qu'ils avaient provoquée; mais, au moins, cet acte désespéré avait son excuse dans les circonstances exceptionnelles où se trouvaient ces deux pays, dans l'amour de la liberté et de l'indépendance qui animait les populations, dans la ferme résolution des princes d'entraver le vote public. Mais, dans le Piémont, on pouvait se contenter du statut que le roi ne menaçait pas. Quant à la guerre, nul ne la désirait plus que Charles-Albert. Les ministres se montraient froids ou hostiles. On pouvait donc leur faire une vive opposition, sans arborer le drapeau de Mazzini, sans proclamer le règne de Dieu et du Peuple, sans mettre la monarchie piémontaise en danger, et Charles-Albert dans le cas de s'écrier, comme il le fit : « J'ai devant moi Radetzky, et derrière moi la république! » Les mouvements de Gênes et de Turin étaient donc des excès tout à fait inutiles, et l'on verra plus tard quelle influence ils exercèrent sur l'organisation du complot qui fut consommé par la trahison sur le champ de bataille de Novare.

Charles-Albert, triste et solitaire, n'avait pas encore abandonné son quartier général d'Alexandrie. Il rentra enfin à Turin. Il en était sorti au milieu des acclamations du peuple et sous les augures de la victoire; il le revoyait contristé et morne. Les Turinois furent peu généreux envers leur roi vaincu. Charles-Albert s'enferma dans son palais et se cacha à tout le monde; son cœur était déchiré par les souvenirs du passé; aucune voix amie n'arrivait jusqu'à lui. La politique timide et flottante de ses ministres se conformait à son irrésolution naturelle; néanmoins, il était ferme dans la pensée de renouveler la guerre : sa défaite lui pesait sur l'âme comme un remords. Pinelli et Revel ne savaient que lui conseiller la paix, et il en était irrité au point de partager la défiance du peuple envers ses ministres. Puis, Sostegno, président du ministère, lui fit entendre avec peu de délicatesse, qu'un roi constitutionnel ne pouvait conserver le commandement de l'armée. Ces paroles courroucèrent tellement le roi, que Sostegno dut céder sa place au général Perrone. Cependant, Charles-Albert se soumit à ce nouveau sacrifice, et pour vaincre il consentit à s'effacer. Il demanda à la France l'un de ses meilleurs hommes de guerre, Bugeaud, Lamoricière, Changarnier ou Bedeau. Ce fut en vain. On ne voulait accorder que des capitaines de peu de valeur et qui n'inspiraient pas de confiance. Charles-Albert fut contraint de se rabattre sur le général Krzanowsky, qui passait pour avoir encouru la disgrâce de l'empereur de Russie, et qu'on avait recommandé à Turin comme un bon général polonais. Je dirai ailleurs de quelle manière la bataille qui devait décider de l'indépendance italienne avait été engagée et perdue dans les cours de l'Europe avant qu'elle le fût à Novare.

Enfin, le roi voulut se défaire de ses ministres. Il savait que l'aristocratie, vers laquelle il penchait, détestait la guerre. Il pensa donc que son désir de prendre une revanche serait mieux secondé par la démocratie, qu'il haïssait. Par conséquent, il se décida à composer un ministère où il aurait placé le radical Brofferio à côté de Manin. Il fit écrire à Manin pour lui offrir le portefeuille des affaires étrangères, et, en attendant, il voulut

avoir une conférence avec Brofferio. Introduit à la cour par le marquis Lamarmora, Brofferio se trouva en présence de Charles-Albert, qui s'empressa de lui adresser des excuses pour les violences qu'on lui avait faites à Vigevano; puis il l'invita à lui donner son avis sur l'état actuel des choses. Brofferio dit que la nation n'avait pas confiance dans la politique du ministère; que le sort de l'Italie ne serait jamais relevé par la médiation de la France et de l'Angleterre. « Il ne peut être relevé, s'écria le roi, que par la guerre : je le sais; et c'est pour cela que j'ai donné le commandement de l'armée au général Krzanowsky. On dit que la Pologne est sœur de l'Italie. Le général combattra avec nous comme un frère. » Brofferio ignorait alors les affaires du général de l'empereur de Russie, et, ne prononçant pas un mot à son égard, il se borna à faire observer qu'il ne suffisait pas d'appeler un général au commandement de l'armée, bien qu'il fût un excellent homme de guerre, mais qu'il fallait renouveler tout l'état-major et recomposer les cadres militaires, afin que l'esprit des troupes fût tout à fait changé. Puis il continua ainsi : « Il faut que Votre Majesté soit convaincue que ses destinées et celles de sa famille, après les derniers événements, sont tellement identifiées avec celles du peuple, qu'il n'est plus possible de les séparer. Dès que Votre Majesté tira l'épée pour la liberté et l'indépendance de l'Italie, une alliance si intime fut formée entre le peuple et le trône, qu'ils ne peuvent plus que vaincre ou tomber ensemble. Mais tant que le prince continuera à s'entourer d'hommes qui haïssent de tout leur cœur la liberté et qui ne sont pas tous à l'abri du reproche d'avoir concouru aux désastres de la guerre, le peuple ne sera pas certain du triomphe. » A ces paroles, le roi garda le silence; puis il dit : « Cependant, ces hommes, je les ai vu tous combattre vaillamment sur le champ de bataille. — Je ne les accuse pas de ne pas savoir combattre, répliqua Brofferio, mais de ne vouloir pas vaincre; et je suis certain que Charles-Albert n'a plus parmi ces hommes un seul ami. » Le roi fixa alors attentivement ses yeux sur Brofferio, comme s'il eût voulu pénétrer sa pensée; celui-ci ajouta immédiatement : « Si votre Majesté a le courage d'entendre

toute la vérité, j'aurai celui de la lui dire. » Invité à s'expliquer, il poursuivit : « Je sais qu'on ourdit au sein de l'aristocratie des trames pour contraindre votre Majesté à déposer la couronne, et cela parce qu'on a l'espoir d'amener le duc de Savoie à gouverner avec des principes qui ne sont pas ceux de son père. Dieu ne voudra certainement pas permettre ce malheur. » Cet avis n'étonna pas le roi, et il dit : « Moi aussi, j'ai constamment l'idée d'abdiquer; mais je veux d'abord aller sur le champ de bataille et assurer l'indépendance italienne. — Cette résolution est noble, répondit Brofferio; mais Votre Majesté ne pourra l'exécuter avec les ministres, les généraux et les courtisans qui l'entourent. » Après quelques instants d'un profond silence, le roi s'écria : « Vous m'annoncez des choses très-graves, sur lesquelles j'ai besoin de réfléchir. Venez me voir après-demain, à la même heure; écrivez vos idées, indiquez-moi les personnes qui, selon vous, peuvent suivre le nouveau plan politique que vous me tracez. »

Le lendemain, un journal de l'aristocratie, l'*Opinione,* publia un article sur le *ministère Brofferio,* où, rendant compte de la conférence que le député avait eue avec le roi, on y trouvait mêlés le vrai et le faux avec une grande malignité. Qui avait révélé les secrets de cette entrevue? Dans quel but? Pourquoi les altérations portaient-elles contre Brofferio? Il était évident qu'on surveillait le roi à la cour, et qu'on le trahissait. Du reste, cette combinaison ministérielle, quand même elle aurait été réalisable, devait avorter par suite du refus de Manin.

Le parti démocratique ayant perdu l'espoir d'arriver au pouvoir, accepta la constituante de Montanelli tendant à établir en Italie un gouvernement fondé sur la souveraineté du peuple. On ne pourrait dire quelle tempête s'éleva alors entre le cercle de Brofferio, qui avait adhéré à la constituante toscane, et le cercle Gioberti, qui avait recommandé lui aussi une constituante, non de peuples, mais de princes confédérés. Il s'engagea une vive discussion, qui dura trois jours, sur la question de savoir laquelle des deux constituantes obtiendrait la préférence. On nomma une commission chargée d'examiner la grande question en comité

secret et de faire son rapport. Le rapport concluait ainsi : « La formation d'une constituante italienne est le moyen le plus efficace pour réunir les différentes familles de la nation italienne et les faire concourir à la conquête de la liberté et de l'indépendance. » Brofferio ayant remporté ce triomphe, faisait connaître, le 15 novembre, la décision prise à tous les cercles de l'Italie, et se disposait à rédiger des pétitions aux chambres pour que les principes de la constituante fussent acceptés comme la base fondamentale des États.

Dès ce jour, l'opposition se partagea en deux camps opposés, sous les ordres de Gioberti et de Brofferio, qui devaient s'engager bientôt dans une lutte plus sérieuse. Projets, délibérations, disputes insensées! Et on ne pourrait dire dans lequel des deux camps la folie était plus complète. Si l'on pouvait conduire les affaires du monde d'après les principes abstraits, nul doute que des peuples ou des princes confédérés seraient préférables à des peuples ou à des princes isolés; mais si l'on fût descendu des hauteurs métaphysiques dans la réalité des faits, si l'on eût cherché à réaliser l'une ou l'autre confédération, Gioberti et Brofferio se seraient également aperçus qu'ils poursuivaient une chimère. Gioberti devait être assez entêté pour soutenir encore les utopies de sa *primauté*, sans voir absolument rien de tout ce qui s'accomplissait en Italie, et devait se faire illusion jusqu'au point de croire encore possible une ligue entre Charles-Albert, le Pape, le grand-duc et le roi de Naples, dans le but de faire triompher la cause italienne avec leurs armées réunies. Les allocutions de l'un, les bombardements de l'autre, les camps de la Lombardie désertés par les troupes napolitaines et pontificales, les négociations insidieusement proposées par Rossi pour la formation d'une ligue, et repoussées résolument par les ministres piémontais : tout ce qui était propre à frapper les sens ne frappait pas ceux de Gioberti. Gioberti n'était pas un homme, mais un système. Je dois en dire presque autant de Brofferio, qui, entiché de l'idée d'une constituante populaire, croyait qu'il était facile d'enlever le sceptre de la main des princes, sans en exclure son propre roi Charles-Albert, et cela, non par une révolution violente, mais

avec la permission des princes eux-mêmes. Ces questions, divisant les citoyens, n'étaient pas favorables à la cause publique. A force de chercher des remèdes pour guérir le malade, on hâtait sa mort. Je conclus que parmi les hommes qui intervinrent dans ces réunions orageuses, les plus avisés furent ceux qui essayaient de profiter des discordes pour les faire servir à la ruine de l'Italie.

Quoi qu'il en soit, il est certain que cette grande guerre était trop menaçante pour le ministère Pinelli, qui persistait à vouloir arrêter la révolution au moyen des protocoles qu'on attendait de Bruxelles. La position de Pinelli était déjà difficile, quand elle fut aggravée par la nouvelle du soulèvement de Vienne. Le peuple y avait vaincu et mis en fuite les soldats; les généraux Latour et Vessemberg avaient été tués, l'empereur s'était enfui, les Viennois avaient formé un gouvernement provisoire, la Hongrie triomphait. Les Lombards réfugiés à Turin auraient voulu qu'on reprît immédiatement les armes. Les succès que les défenseurs de Venise venaient de remporter à Malghera, à Mestre, à Fusina, et dont je parlerai ailleurs, arrivèrent à propos pour mettre le Piémont en combustion. Les ministres piémontais restaient seuls impassibles : plus les événements les invitaient à frapper un coup hardi, plus ils s'obstinaient à parler de paix. En examinant leur conduite à la distance de dix ans écoulés, on pourrait croire que, craignant qu'une vaste conspiration ne fût ourdie en Europe contre l'Italie, ils s'opposèrent à la guerre pour épargner à leur pays une dernière et fatale catastrophe. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'à cette époque les esprits étaient si enflammés en Piémont, que l'attitude des ministres restant fermes dans leur système pacifique, ne pouvait paraître qu'une trahison. Néanmoins, se voyant continuellement condamnés par l'opinion publique, dénoncés dans la presse, mis en danger par les démonstrations populaires qui devenaient chaque jour plus menaçantes, ils résolurent de convoquer les chambres pour le 16 octobre. L'ouverture eut lieu au jour fixé.

Pinelli, invité, dans la séance du 19, à s'expliquer sur la durée de l'armistice et sur les moyens de soutenir la guerre, répondit que le gouvernement maintiendrait la trêve tant que toutes les

tentatives de médiation n'auraient pas échoué, ou du moins jusqu'à ce qu'une occasion opportune se présentât pour recommencer favorablement la guerre. L'opinion du ministre fut soutenue par quelques députés et combattue par d'autres. L'opposition repoussait la médiation, à cause des retards qu'elle apportait; mais elle n'osait proposer la guerre. Brofferio s'élança hardiment à la tribune; il fit un tableau, coloré par son imagination, de la position du Piémont et des autres États de l'Europe : les Viennois avaient frappé d'un double anathème l'aristocratie et le trône; les Hongrois victorieux invitaient l'Italie à secouer également le joug autrichien; les Prussiens menaçaient un roi fourbe, promettant de libres institutions et ne les accordant jamais; Venise triomphait déjà sur les lagunes; la Lombardie était impatiente de recouvrer sa liberté perdue; Guerrazzi et Montanelli donnaient la vie à la Toscane; les Romains combattaient malgré le Pape. Il conclut ainsi : « Guerre donc! Si les gouvernements ne satisfont pas aux vœux du peuple, le peuple passera outre. La justice de Dieu est du côté du droit qui combat, et non du côté de la force qui opprime! » En attendant, le Piémont n'avait ni armée ni argent, et l'on ne devait pas ignorer que le droit ne triomphe qu'au moyen d'une force supérieure à celle qui opprime. La motion de Brofferio fut la suivante : « La chambre n'approuve pas qu'on attende le résul- » tat de la médiation pour délibérer de la guerre ou de la paix; » elle offre son concours au gouvernement, s'il déclare immédia- » tement la guerre. » Brofferio ne fut pas secondé par les autres députés de l'opposition, qui, moins enflammés que lui, et ne se prononçant ni pour la paix ni pour la guerre, demandèrent qu'on fixât un terme au ministère pour déclarer la cessation de la médiation, et qu'on nommât une commission pour pourvoir aux éventualités de la guerre. Le parti ministériel proposa un vote de confiance en faveur du cabinet.

Le général Dabormida, ministre de la guerre, prit alors la parole et déclara imprudemment qu'il ne pouvait compter sur l'esprit de l'armée. Il en découvrit les plaies l'une après l'autre, et ajouta, au milieu des cris de réprobation qui l'interrompaient

à chaque instant, que sa modestie l'obligeait à déclarer qu'il n'avait pas fait pour l'armée tout ce qu'on aurait pu faire; que le soldat piémontais n'avait pas la discipline du soldat autrichien, ce qu'il avait prouvé dans la précédente campagne en se débandant au premier revers.

Le député Cavour, succédant à Dabormida, fit l'éloge du libéralisme de lord Russell, exprima quelques doutes sur celui de lord Palmerston, et dit que l'Angleterre, désirant la paix dans l'intérêt de son commerce, offrait une très-sûre garantie de sa sincérité en soutenant la médiation en faveur de l'Italie; que ce n'était pas là de la philanthropie, mais des vues intéressées; qu'on ne devait rien espérer de la Toscane, de Rome, de Naples, peu de Venise, très-peu de la Lombardie; que l'Allemagne ne méritait pas qu'on y songeât, puisque les guerres de ce pays étaient des guerres de race et non de liberté. Il conclut en proposant un ordre du jour par lequel la chambre, « considérant que le retard ne pouvait être fatal, laissait au gouvernement la liberté de fixer le moment opportun pour recommencer la guerre. »

Brofferio voulut venger d'abord l'armée des injures de Dabormida, et après avoir adressé à ce général *les éloges qui étaient dus à sa franchise insolite,* il s'écria : « Vous prouvez le peu de discipline de nos soldats par le désordre qui se manifesta dans leurs rangs aussitôt qu'ils furent frappés par un premier revers. Ah ! ce n'a pas été la perte d'une bataille qui a désorganisé nos soldats, mais le malaise, les maladies, la faim, et surtout l'incapacité de leurs généraux. Les Autrichiens, si bien disciplinés, ne se désorganisèrent-ils pas devant les Lombards après les journées de mars? Ne furent-ils pas vus sur les routes, dans les campagnes, dans les villages, courant en désordre et offrant pour un morceau de pain leurs sabres et leurs carabines? » Puis, il dit qu'il ne fallait pas temporiser ni espérer que l'Autriche, consumant ses forces dans des guerres intestines, offrît l'occasion de l'attaquer avec un plus grand avantage. L'Autriche ne pouvait-elle se relever? Y avait-il de la prudence à ne pas profiter d'un moment opportun, pour en attendre un plus favorable? « D'ailleurs, la victoire, disait-il, ne peut être couronnée de

gloire que si elle est le fruit de la valeur italienne. Les Italiens ont trop d'offenses à venger, trop de hontes à effacer. L'Autrichien se glorifie de notre retraite, et les autres nations s'en moquent. On a voulu l'annexion au Piémont de Milan et de Venise. Attendra-t-on, avant d'aller les secourir, que le Croate ait fait de ces villes un monceau de ruines, de leurs populations un tas de cadavrès? Ces villes, ces populations, ne forment-elles pas désormais une partie de l'État?

» L'Angleterre, un peuple bon seulement à spéculer sur les poids et sur les mesures, ne peut inspirer la confiance! D'ailleurs, soixante ans d'histoire prouvent suffisamment que l'Angleterre n'a été constante qu'en ceci : opprimer la vraie liberté chez les autres, pour conserver chez elle un fantôme de liberté. Qui a été le plus implacable ennemi de la république française au siècle passé? Qui a soutenu la guerre la plus acharnée contre Bonaparte? Qui a guidé à Paris les rois alliés, en les faisant passer sur les cadavres de Waterloo? Qui a aidé adroitement Louis-Philippe à déchirer tous les pactes de juillet? Qui est l'allié le plus fidèle du soldat-dictateur qui tient Paris en état de siége? Dira-t-on que l'Angleterre a agi ainsi envers la France parce qu'elle était son ancienne rivale? Mais a-t-elle agi différemment avec les autres nations? Qui a embrassé la cause des Turcs contre les Grecs, lorsque ceux-ci, pour secouer le joug, étonnaient le monde par des prodiges de valeur, que les Italiens devraient imiter en combattant contre l'Autriche? La Grèce fonde une république : n'est-ce pas de Londres qu'on lui imposa un roi qui promit une constitution, qu'on obtint seulement lorsqu'elle lui fut arrachée par l'insurrection d'Athènes? Et les Belges, qui les empêcha de se gouverner démocratiquement ou de se réunir à la France? Ne furent-ils pas contraints enfin d'accepter de l'Angleterre un roi? Quoi encore! Regardez l'Angleterre chez elle : voyez les Indes; voyez l'Irlande! Interrogez les prisons d'O'Connell; lisez la sentence de mort contre O'Brien; et que les supplices, les violences, les oppressions, la misère, la faim, qui torturent cette île malheureuse, vous disent comment l'Angleterre aime la liberté des peuples. Et ce serait du cabinet britan-

nique que je devrais espérer, comme le résultat de sa médiation près de l'Autriche, l'indépendance italienne!

» Quant à la France, peut-on avoir de la confiance dans la sincérité de sa médiation, après l'essai qu'on a fait de la sincérité de son intervention? On me reproche d'avoir fait un appel au peuple français contre ses gouvernants actuels. Un appel au peuple pour qu'il soutienne ses droits, ce n'est pas un appel à la force, ce n'est pas une provocation aux barricades. Du reste, à quoi le général Cavaignac doit-il la dictature qu'il exerce? Il la doit aux barricades qui renversèrent le trône de Louis-Philippe, de même que celui-ci dut le trône aux barricades qui chassèrent Charles X. On me demande ce que j'espérais de la chute du gouvernement français actuel. J'espérais qu'à la république des monarchistes succéderait la république des républicains: l'Italie ne peut attendre que de celle-ci un secours qui l'aidera à devenir la patrie des enfants auxquels elle a donné le jour.

» Quant à l'Allemagne, il n'est pas vrai que ses guerres soient des guerres de races et non de liberté. Le parti démocratique y triomphe contre les cours et contre la diète de Francfort, qui a envoyé des soldats contre l'Italie; et c'est au peuple vainqueur de toute l'Allemagne que je tendais la main, non aux cours, non à la diète, non aux différentes races dans lesquelles je vois confusément mêlés les vaincus et les vainqueurs. Je ne fonde mes espérances que sur une seule puissance: sur nous-mêmes. Dites-moi: avez-vous jamais vu l'Autriche accepter des pactes, consentir à des médiations, si on ne l'a pas contrainte à le faire par la force des armes? L'Autriche ne traite avec ses ennemis qu'après avoir été vaincue; je vous donne en témoignage de cette vérité, Ulm, Wagram, Marengo et Austerlitz. Qu'on ne parle donc plus de médiation, mais de guerre. La meilleure sagesse est l'audace; la plus grande prudence consiste à nous préparer à la bataille. Lorsque O'Connell, le grand apôtre de la liberté irlandaise, s'élevait contre l'oppression britannique, je vous recommande trois choses, disait-il enfants de l'Irlande: agitation, agitation, agitation! Et moi aussi je vous recommande trois choses, Italiens: hardiesse, hardiesse, hardiesse! »

Brofferio fut fort applaudi; mais ses collègues de l'opposition, persistant dans leur système, qui n'était ni la paix ni la guerre, donnèrent par leur hésitation la victoire au ministère. La motion de Brofferio fut rejetée et l'ordre du jour ministériel adopté par 77 voix contre 58. La politique de Pinelli triompha. Brofferio fut accompagné chez lui par la multitude, au milieu des flambeaux et des plus enthousiastes acclamations.

Aussitôt que le résultat des discussions de la chambre fut connu à Gênes, l'indignation populaire n'eut plus de bornes. On cria de toutes parts : *A bas le ministère! Vive la constituante italienne!* Les citoyens affichèrent sur les murs une protestation énergique. Les soldats, les carabiniers déchirèrent les affiches et les mirent à la pointe de leurs baïonnettes. Le peuple poussa des cris furieux et siffla; on arrêta quelques citoyens. Cela suffit pour irriter la colère de la multitude, qui se pressa autour du palais du gouvernement en criant qu'on lui rendît les prisonniers. On fit des efforts pour rétablir le calme, mais inutilement : l'autorité ne voulut rien accorder, et le peuple encore moins. Un coup de fusil partit du palais, et un autre coup lui répondit de la rue. Une grêle de balles tomba alors sur la multitude, qui se défendit avec des pierres, et il y eut des deux côtés des blessés et des morts. Le ministère proposa à la chambre une loi répressive contre les Génois; mais, en face de la réprobation générale, on dut retirer la loi.

On n'eut pas à déplorer ce seul malheur dans ces journées. Lorsqu'arriva à Lugano la nouvelle que la chambre de Turin s'était prononcée pour la paix, le comité républicain se prononça follement pour la guerre, et des jeunes gens se jetèrent dans le val d'Intelvi en appelant aux armes les Lombards de cette frontière. Une colonne de volontaires, commandés par Arcioni et par d'Apice, et aidés par les habitants des vallées, s'emparèrent de Blessio, de Chiavenna et d'autres positions importantes. Il y eut aussi quelque mouvement à Côme, à Bergamo et dans la Valtellina, et les insurgés de ces contrées tentèrent de se réunir aux volontaires d'Arcioni, qui avaient tout d'abord obtenu du succès. On soutint des escarmouches à Cernobbio, à Schignano, au mont

Bisbino, à Carate, au pont de Germignano, où le valeureux Daverio repoussa avec une poignée de volontaires l'attaque d'un bataillon de tyroliens. Brenta, avec une vingtaine de jeunes gens, délogea les Autrichiens de leur quartier de San Sisino. Mais à l'arrivée de Latour avec des forces imposantes, les communications entre Varèse, Bergamo et le val d'Intelvi furent interceptées, et les Autrichiens purent facilement reprendre les positions perdues; les assaillants, après avoir subi des pertes notables, furent contraints de se retirer dans le canton du Tessin. Mazzini, au lieu d'avoir encouragé cette entreprise, fut accusé de l'avoir fait échouer par les efforts qu'il avait tentés pour arrêter l'insurrection.

Les échecs éprouvés par les républicains dans la Lombardie vinrent en aide aux ministres piémontais, qui exaltèrent alors leur politique. Ayant pris courage, ils défièrent dans les chambres la démocratie, en demandant qu'on nommât une commission pour examiner les actes du gouvernement et en faire un rapport à l'assemblée. Ils s'attendaient à un triomphe, ils subirent une défaite. La commission soumit au vote de la chambre la motion suivante : « Ayant entendu les communications du ministère, la chambre déclare ne pas approuver sa conduite et sa politique. » La chambre adopta ce blâme infligé au cabinet, malgré lequel Pinelli garda son ministère; et, déclarant ne pas vouloir reconnaître dans l'opinion de la commission celle de la véritable majorité parlementaire, il obtint que cette décision fût révisée à huis-clos dans la chambre même. Les débats secrets durèrent quatre jours. Dabormida donna lecture des rapports de tous les commandants militaires, qui disaient que les soldats n'avaient ni fusils, ni sabres, ni baïonnettes, ni d'autres armes, et manquaient même de souliers, de bretelles, de boutons. Le général Perrone ajouta que l'esprit de l'armée était très-mauvais. Cependant, personne ne voulut croire à ces révélations, parce qu'elles étaient faites par des hommes décriés; autrement, comment se serait-on obstiné à vouloir faire la guerre avec une pareille armée? Mais les ennemis de la liberté devaient nuire à l'Italie, même en disant la vérité. Brofferio s'émut en apprenant

dans quel état on laissait les soldats, et il demanda aux ministres comment ils avaient fait pour négliger jusqu'à ce point l'armée et pour étouffer l'enthousiasme dans le cœur du soldat et du citoyen? Le comte Sclopis, fameux rétrograde, prononça alors la phrase suivante : « Le Piémont, dit-il, n'est pas une matière inflammable! » La chambre absout Pinelli. Mais de tels succès sont, d'ordinaire, des symptômes d'agonie. Dabormida voulut être le premier à mourir volontairement : le jour suivant, il renonça au portefeuille de la guerre, qui fut donné à Alphonse Lamarmora.

CHAPITRE XVIII.

Actes du ministère Rossi. Appréciation de la politique inaugurée par ce ministère. Elle ne lui procure que des ennemis. Irritation des esprits. Imprudences de Rossi. Assassinat de Rossi. Conduite du conseil des députés dans cette occasion. État de la ville. Explication sur les auteurs ignorés, mais probables, de l'assassinat. Caractère de Rossi. Émotion du Pape à la nouvelle de la mort de son ministre. Tous les courtisans l'abandonnent dans le danger. Le peuple organise une démonstration pacifique. Les Suisses de garde au Quirinal ouvrent le feu contre le peuple. Combat. Conduite du Pape. Nouveau ministère et sa proclamation. Premiers débats dans le conseil des députés; la révolution poursuit son cours, et Pie IX le hâte par ses résolutions. Préparatifs de départ du Pape. Intrigues de la diplomatie étrangère. Fuite de Pie IX.

Le ministre Rossi continuait à réorganiser à sa manière l'État romain. On a vu que le Pape n'avait pas su s'opposer à ce que le sanctuaire des biens ecclésiastiques fût violé; tout était permis pour accomplir une œuvre de restauration. Les biens du clergé furent frappés, au profit du Trésor, d'une taxe de quatre francs par cent écus de propriété. De plus, Rossi obtint du Pape que le clergé, qui avait accordé en garantie des bons du Trésor une hypothèque de deux millions d'écus sur ses propriétés, fût obligé de faire au gouvernement un don de deux autres millions. La faction cléricale en frémit; elle se crut aussi outragée gravement par une autre mesure sage du ministre, qui enlevait à la consulte sacrée la direction suprême de la santé publique et des hôpitaux, en la conférant au ministre de l'intérieur. Rossi se servit des ressources qu'il s'était créées pour payer les intérêts de la dette publique. Il nomma une commission pour introduire de l'ordre dans l'administration des finances, une autre pour étudier une réforme du système monétaire. Il offensa les hauts prélats dans ce qu'ils avaient de plus cher : il mit un frein à leurs déprédations envers le Trésor, en effaçant du budget une foule de pensions et de dépenses superflues. Il se prépara à soumettre ce budget au parlement, lorsqu'il serait réuni, pour exercer *le*

seul droit important qui appartienne, suivant lui, *aux peuples libres.* Il pourvut en même temps à la réorganisation de l'armée, établit une direction de police, envoya des hommes compétents en France et en Suisse pour y étudier le système pénitentiaire, rappela quelques gouverneurs des provinces à cause de leurs infirmités ou de leur faiblesse, et les remplaça par d'autres mieux disposés à seconder ses vues énergiques.

Argent, soldats et prisons, voilà les trois premières et grandes bases de puissance que Rossi assigna à l'État. Cela fait, il passa à des mesures qui réussissent partout, excepté en Italie, où les sentiments patriotiques ne cèdent devant aucun calcul d'intérêt matériel. Le ministre voulut distraire les esprits des préoccupations politiques, en donnant pour aliment à leur activité les travaux *utilitaires.* Il encouragea donc les citoyens et les communes à former des compagnies pour la construction de plusieurs chemins de fer, créa dans le ministère du commerce un bureau de statistique centrale et y appela des hommes très-distingués, ordonna des études pour améliorer la fabrication du sel dans les salines de Cervia et de Corneto, fonda des chaires d'économie sociale et de droit commercial à Rome et à Bologne.

Rossi s'appliqua ensuite à réorganiser promptement et résolument les tribunaux sur le modèle de ceux des États civilisés. En détruisant le vieux système, il brisait dans les mains du clergé la puissance que lui donnaient des abus innombrables. On vit se dresser contre lui les juges privilégiés, les prélats en toque, les employés, les huissiers en soutane, toute la phalange des procureurs, des agents, des solliciteurs, et jusqu'aux cochers de place, aux bedeaux et aux sacristains des églises, aux valets des antichambres, criant tous que la suppression de vingt tribunaux et plus, avec des juridictions différentes, venait les priver d'affaires, des gains, de cadeaux, d'étrennes.

Vers la fin d'octobre, un israélite ayant blessé un catholique, un groupe d'hommes du peuple menaça d'assaillir la Juiverie et de se venger sur les juifs qui s'y trouvaient. Les carabiniers intervinrent, et, employant une violence et une sévérité qui n'étaient pas nécessaires pour calmer le tumulte, ils se servirent

de leurs sabres et emmenèrent plusieurs citoyens en prison. Rossi voulut voir dans ce fait un indice que l'agitation populaire durait encore, et, embellissant de vues humanitaires la violente répression qu'il avait ordonnée dans un but politique, il publia une proclamation ainsi conçue : « Les violences contre des hommes nés dans le sein de la même société et ayant droit à la même protection, sont indignes d'un peuple civilisé et généreux, et nous terniraient aux yeux des autres nations, si elles n'étaient pas condamnées hautement et promptement réprimées. *Bien que la sûreté publique n'ait pas été compromise,* l'empressement que la milice a montré en accourant à la seule menace d'un désordre, offre une garantie d'ordre qui doit épouvanter tous ceux qui nourrissent de sinistres pensées, et inspirer la plus complète confiance dans l'état actuel des choses et dans l'avenir. Le gouvernement ne laissera pas impunément insulter aux lois et à la civilisation, et ne permettra pas que le peuple romain cesse d'être au monde un noble exemple de dévotion pour le Souverain, et d'amour pour la seule liberté vraie et honnête, qui ne se sépare jamais du respect envers les lois. » Ainsi donc, voilà une civilisation qu'on communique, une dévotion pour le souverain qu'on inspire au moyen de coups de sabre. En attendant, le peuple sentait qu'il avait été trop rudement frappé pour un simple attroupement autour de la Juiverie, et frémissait; tandis que, d'un autre côté, le parti clérical critiquait amèrement Rossi pour la leçon de civilisation qu'il avait voulu donner, civilisation qui, pour le clergé, sentait la tolérance religieuse.

Pendant ce temps, Garibaldi arrivait à Bologne. Rossi craignit que les Bolonais ne profitassent du nom, de la valeur et de la témérité de ce général pour relever la tête. Il envoya donc à Bologne le général Zucchi, ministre de la guerre, qui, se présentant à Garibaldi au moment même de son arrivée dans la ville, lui intima l'ordre de partir sur-le-champ pour Ravenne sans lui laisser le temps de se reposer; à Ravenne, on devait l'embarquer pour Venise. On poussa la violence jusqu'à faire escorter en route Garibaldi comme un malfaiteur par un certain nombre de chevaux légers. A cette vue, les populations de Co-

macchio s'émurent; il y eut du tumulte. Zucchi dirigea de ce côté les Suisses, et les habitants de Comacchio eurent à payer cher les marques de sympathie qu'ils avaient données au vaillant guerrier de Montevideo. Rossi était donc décidé à user de rigueurs; et on en eut une preuve plus évidente lorsque Zucchi fit arrêter et traîner dans les prisons de Rome le père Gavazzi. Cet éloquent et libre Italien se trouvait à Bologne depuis quelque temps; pendant les tumultes du mois précédent, il avait prêché la modération. Son arrestation, suivie de celle d'un grand nombre d'autres citoyens connus par leur esprit libéral, et appelés alors sicaires ou brigands, l'indigne expulsion de Garibaldi, le désarmement de toute la population de Bologne ordonné par Zucchi, montraient que la réaction se donnait sans transition pleine carrière.

Les mesures financières adoptées par Rossi commençaient à raffermir le crédit de l'État, de sorte qu'il lui fut facile d'effectuer des emprunts, nécessaires aux besoins urgents d'un gouvernement qui ne cherche pas son point d'appui dans l'opinion publique. On négocia à l'étranger les obligations que le clergé devait garantir pour la somme de deux millions qu'on lui avait demandés. Tous les actes qu'on a vu accomplir jusqu'ici par le ministère Rossi, s'ils méritaient, d'un côté, des éloges, étaient propres, de l'autre, à irriter la multitude. On trouvera sage la résolution que Rossi avait prise de fortifier l'autorité du gouvernement, si l'on méconnaît que tous les tumultes de Florence, de Gênes, de Turin, de Rome, avaient pour mobile principal le désespoir de voir la cause nationale abandonnée. Il y avait deux manières de rétablir l'ordre et la concorde : l'une fondée sur l'opinion publique, l'autre prise en dehors d'elle. Une alliance offensive et défensive de Pie IX et de Léopold II avec Charles-Albert aurait tranquillisé le peuple. Mais Rossi ne chercha que dans la force matérielle les moyens de rétablir l'autorité du gouvernement papal; il réprima avec trop de violence les désordres; et si l'on veut chercher quel esprit anima sa politique, tout homme sincère et impartial ne manquera pas de reconnaître qu'il voulait satisfaire les idées anti-nationales du Pape et punir

dans les Romains le sentiment très-vif de leur nationalité. Malgré cela, la politique réactionnaire de Rossi pourrait trouver des panégyristes; quant à moi, sans vouloir gagner tout le monde à mon opinion, je me bornerai à dire que l'œuvre entreprise par Rossi était au moins imprudente. D'autres hommes politiques, avant lui, ont eu les mêmes desseins, et les ont fait heureusement réussir; mais leur succès a été ou le résultat de la force ou celui de l'art. Or, Rossi ne disposait d'aucune force; il n'avait que celle de sa volonté, et il croyait facile de comprimer un peuple qu'on avait laissé vivre pendant deux ans dans un désordre perpétuel. Quant à l'art, il lui manquait. Son caractère, naturellement impérieux et très-irritable, le mettait dans l'impossibilité d'employer aucun artifice. Il se décida à affronter sans ménagement son ennemi, et son humeur hautaine et acrimonieuse le poussant à accompagner de paroles de mépris et de sarcasmes chacun de ses coups, rendit plus amère la défaite aux vaincus. On ne vit jamais un ministre braver plus résolument que lui l'impopularité.

Rossi eut donc le malheur de mettre tous les partis contre lui. Plusieurs journaux, qui craignaient de lui faire une opposition politique, s'en prenaient à sa personne, censuraient sa fierté, les relations qu'il avait en France, son amitié pour Cicognani, sanfédiste très-haï, et blâmaient la réunion des deux branches des affaires extérieures, ecclésiastiques et laïques. Il y avait tous les jours des satires anonymes, des épigrammes, des caricatures affichées sur les murs. Tous se plaignaient : les officiers, les juges, les administrateurs, soumis à une discipline et à un travail rigoureux, et très-souvent réprimandés sévèrement, rongeaient le frein ; les libéraux le détestaient, en lui attribuant des intentions rétrogrades et dignes des partisans de l'inquisition; les prêtres et les sanfédistes, ne pouvant concevoir que l'homme de la restauration pontificale osât grever d'une taxe les biens ecclésiastiques, l'accusaient de libéralisme, d'hérésie, d'inimitié contre l'Église. Haï des démocrates et du parti prêtre, ses manières hautaines le rendaient également antipathique aux libéraux modérés qui avaient compté le plus sur ses talents.

Lorsque Rossi s'aperçut que le flot montait contre lui, la colère lui fit prendre une mesure qui le rendit encore plus impopulaire : il chassa de l'État tous les émigrés italiens, et surtout les Napolitains. En même temps, Zucchi, qui venait d'arriver à Rome, se proposant de rétablir la discipline dans les rangs de la troupe de ligne, imposa aux commandants et aux officiers d'un grade inférieur, de ne plus faire aucune dépense sans sa permission ; il mit la main dans le chaos de l'administration militaire pour y introduire l'ordre ; un jour, passant en revue les soldats, il leur parla avec aigreur des peines sévères dont il les frapperait. Dès lors les plaintes des soldats pontificaux s'unirent à celles de la garde nationale, des magistrats de toutes sortes, des prêtres, des libéraux, du bas peuple. En réalité, le ministère ne faisait le plus souvent que corriger les abus ; mais on brusquait trop les réformes : la position de Rossi était fausse. Il croyait avoir pour lui les carabiniers, et les faisait tous les jours parader dans les rues ; c'était une bravade avec laquelle il espérait intimider les fauteurs de troubles. Ces démonstrations entretenaient le bruit d'un coup d'État. Il n'y avait pas un des actes du ministre qui ne prêtât aux plus malignes et même aux plus injustes accusations.

Aussitôt que les académiciens réunis à Turin par Gioberti eurent fini de discourir brillamment sur le thème de la constituante italienne, Sterbini et le prince de Canino se rendirent à Florence, où, réunis à tous les autres grands hommes accourus d'autres lieux et ayant dans leurs mains le sort de l'Italie, ils s'appliquèrent à mûrir le projet de formation de la constituante. Guerrazzi était fort ennuyé de tous ces gens-là, car s'il s'était servi de ce parti pour arriver au pouvoir, maintenant qu'il y était, il ne tolérait pas la familiarité de ses anciens partisans. Il en dégoûta plusieurs. Sterbini et Canino se hâtèrent de rentrer à Rome, où, en arrivant, ils commencèrent à faire grand bruit, l'un exaltant le ministère démocratique de la Toscane et prophétisant les miracles de la constituante, l'autre censurant Rossi, le ministère romain et le gouvernement des prêtres.

L'irritation des esprits était si grande, qu'on craignait un

mouvement pour le 15 novembre. C'était ce jour-là que les chambres prorogées devaient se réunir. Il n'y avait pas réellement une conspiration, un plan de soulèvement arrêté; mais le mécontentement général éclatait de toutes parts en menaces, et il était facile de prévoir qu'on profiterait de la réunion des chambres pour protester contre le ministère. Les précautions mêmes prises par Rossi afin de dissiper l'orage, servaient à le faire éclater. Il fit changer les dispositions de la salle du conseil des députés; la population se plaignit qu'on restreignait l'espace réservé au peuple, qu'on voulait l'exclure des séances et attenter à leur publicité ainsi qu'à la liberté et à la constitution. Rossi appela à Rome d'autres corps de carabiniers. On ne pouvait lui reprocher cet acte de prudence, qui tendait au maintien de l'ordre; mais il gâtait ses actions louables par les emportements de son caractère aigre et provocateur. En effet, ses panégyristes mêmes, tout en s'efforçant aujourd'hui de soutenir qu'il se trouvait dans la nécessité *de ne pas dissimuler sa résolution de réprimer toute émeute, afin que cet avis sage et loyal fît perdre aux agitateurs la confiance que sa mollesse leur aurait inspirée et qui les aurait enhardis à tenter des mouvements anarchiques,* ne peuvent nier que Rossi *faisait cela avec trop de jactance, passait lui-même en revue les carabiniers, parcourait à leur tête la ville dans une attitude menaçante, aigrissait le peuple en lui lançant des regards de mépris et des mots offensants et provocateurs*. Ses panégyristes ne peuvent non plus cacher *qu'il était vaniteux avec les patriciens, qu'il humiliait continuellement les cardinaux par des paroles très-amères, et qu'il avait été surtout pris en haine à cause de ses manières et habitudes de mépriser et de railler tout le monde*. Rossi exerçait à la tête d'un gouvernement cette autorité incontestée en vertu de laquelle un maître, la férule à la main, se fait obéir par ses élèves. Ministre, il n'était qu'un professeur. On ne pouvait servir plus mal une cause, quand même elle eût été la plus juste.

Je crains que beaucoup de mes lecteurs ne doutent de la véracité de mon récit. Cependant, les faits que je vais raconter se sont accomplis sous mes yeux, dans ma patrie, et j'ai encore

devant moi une foule d'écrits et de documents parmi lesquels je consulte de préférence ceux qui sont l'œuvre des partisans les plus zélés de la papauté et de Rossi. Loin de moi la pensée de ternir le nom de Rossi ou d'affaiblir l'horreur de l'attentat dont il fut la victime. Mon devoir d'historien exige que je n'égare pas mon lecteur en m'abandonnant à des sentiments de haine ou d'amour qui pourraient se trouver dans le fond de mon âme; et j'espère que l'impartialité avec laquelle j'écris ces pages ne sera méconnue que par ceux qui voudraient à tout prix trouver dans l'histoire la confirmation des opinions systématiques qu'ils ont aveuglément conçues et dont ils ne savent pas se détacher.

Les députés commencèrent à arriver à Rome quelques jours avant la réunion des chambres. On vit alors les deux partis opposés, les démocrates et les cléricaux, se mettre en campagne, chacun de son côté, afin de tourner contre Rossi les députés s'ils étaient incertains, de les enflammer s'ils lui étaient hostiles, ou de les intimider s'ils lui étaient sympathiques. Du reste, le mécontentement était si général, que les écrivains de la cour pontificale ne savent l'expliquer qu'en disant *qu'après tant de troubles et tant de malheurs, tout sentiment et toute notion du bien et du mal manquaient ou étaient si corrompus chez les représentants de la nation, qu'ils n'avaient plus aucune conscience de leurs droits et de leurs devoirs*. C'est par cette corruption que es mêmes écrivains expliquent aussi un fait que je tiens à faire constater par eux-mêmes : *Les idées*, disent-ils, *étaient tellement perverties à Rome, qu'on y regardait comme le meilleur citoyen et comme le plus digne Italien celui qui était le plus ennemi des ministres et du Pape.*

On était au 14 novembre, et Rossi avait été averti secrètement qu'un abîme allait s'ouvrir sous ses pieds. Il savait que les démocrates voulaient faire du bruit dans le conseil des députés, lancer des injures contre lui, demander à grands cris la constituante italienne, et adresser au Pape une pétition qu'on devait soutenir par une démonstration armée. Il savait aussi que les cléricaux conspiraient contre lui, et il craignait plus ceux-ci que les démocrates, car sans avoir le courage d'engager ouvertement

une lutte, ils voulaient profiter des excès du parti contraire pour réaliser *un plus perfide dessein*. Ces craintes étaient confiées par Rossi à ses amis, qui les firent connaître plus tard dans leurs écrits. Il crut, dans la journée du 14, désarmer ses ennemis en leur montrant qu'il connaissait leurs desseins, et il fit imprimer dans la *Gazette officielle* l'article suivant : « Deux partis conspirent également, quoique avec des buts différents, à détruire les formes constitutionnelles du gouvernement. Les conseils vont se réunir demain, dans un de ces moments de crise définitive qui décident de l'avenir d'une nation ; les espérances de tout homme honnête reposent sur leur sagesse et sur leur patriotisme. L'un de ces partis vise à rappeler un passé dont le retour est impossible ; l'autre, agitant ouvertement les passions et profitant de l'inexpérience du peuple, vise à précipiter la société tout entière dans l'anarchie. Tous les deux, avec des intentions opposées, comptent sur un seul moyen, le désordre. Qu'ils sachent que le gouvernement constitutionnel de Sa Sainteté les surveille, et qu'il est résolu à remplir ses devoirs en réprimant énergiquement tout attentat qu'on oserait diriger contre l'intégrité du statut. »

On peut reconnaître la pensée des démocrates dans les extraits suivants des plus violents discours prononcés dans les cercles et des articles publiés dans les journaux : « Obéissant au mot d'ordre donné par leur maître Metternich, les grands diplomates de toute l'Europe se sont mis à l'œuvre, et les flots de sang versés, les villes bombardées sont un témoignage de la vaste conspiration ourdie contre les peuples, non pas à l'avantage des monarchies, qui n'y gagnent que la haine publique, mais au profit d'une secte ministérielle et des grands seigneurs de la bourse, qui se sont associés afin de s'entr'aider et de dominer par la double force des armes et de l'argent... Il n'y aurait bientôt partout que des ruines, si la société ne se levait pas pour repousser la nouvelle barbarie qui la menace... On verrait renouveler souvent les scènes d'horreur qui ont eu lieu à Naples, à Messine, à Palerme, à Prague, à Berlin, à Francfort, à Vienne ; et cela, parce qu'il y a une école qui suit les principes, l'art et le pro-

gramme de Metternich. Cette école a été malheureusement introduite aussi en Italie : inaugurée dans le sang à Naples, elle pénètre aujourd'hui chez nous à Rome... Rossi a été chargé de faire à Rome un essai de la politique de Metternich et de Guizot... Il tombera accompagné des risées et du mépris du peuple; ce qui n'empêchera pas qu'après l'avoir appelé traître à la cause italienne, nous ne devions aussi l'appeler traître au prince qui l'a élevé au ministère. »

Dans un autre journal on lisait ce qui suit : « C'est en se conformant à la tactique même de Guizot et compagnie, qu'on annonçait les tumultes, qu'on jetait l'alarme au milieu du peuple, et qu'on faisait avec un grand éclat des préparatifs de résistance pour provoquer le tumulte qu'on désirait, afin de pouvoir dire au prince : Nous avons sauvé la patrie, mais nous ne pouvons répondre de l'avenir; la faction républicaine relève la tête; l'anarchie s'approche; nous avons besoin de pouvoirs extraordinaires, nous avons besoin d'une police vigoureuse, de fonds secrets, d'hommes intelligents comme les Nardoni et les Alpi; il faut déployer de la vigilance, faire des perquisitions, emprisonner, exiler, et aller plus loin encore... si le peuple se tait. Il reste à notre ministre une dernière tentative désespérée : c'est de lancer des fusées et des bombes. Mais Pie IX n'est pas un Ferdinand; et pour notre bonheur, il faudrait que Rossi fasse venir des projectiles de Vienne; nos magasins sont vides : nos fusées, nos bombes furent brûlées à Vicence sur la tête des amis de Guizot. »

Ces déclamations, qui avaient lieu dans les cercles et dans les journaux démocratiques, confirmaient les renseignements que Rossi avait reçus sur les desseins de cette partie de ses ennemis. On soupçonnait qu'il voulait attenter à la liberté publique; on l'accusait d'avoir trahi la cause italienne et le prince; on protestait contre une politique qui tendait à exagérer les menaces du peuple, pour avoir un prétexte de recourir à des mesures extraordinaires et pour disposer d'un pouvoir illimité; on désirait la chute du ministre, en se proposant de l'accompagner d'un sourire de mépris. Rien ne laissait soupçonner que les démo-

crates conspirassent contre la vie de Rossi. La multitude sait babiller et faire du tumulte; il est impossible qu'un assassinat se trame dans son sein sans que rien en transpire, et surtout sans qu'on découvre au milieu d'elle l'assassin, même après dix ans des recherches les plus rigoureuses. On doit supposer un secret inquisitorial, et Rome était remplie d'inquisiteurs; mais ils n'étaient pas le peuple. Rossi ne craignait que le parti clérical, qui conspirait en silence: c'est ce parti que le ministre accusait *de vouloir profiter des excès des démocrates pour réaliser un plus perfide dessein.*

Dans la matinée du 15, Rossi reçut maint avis: une dame lui communiqua ses craintes qu'il ne lui arrivât malheur; un vieux général polonais lui dit qu'il redoutait qu'on mît à exécution les menaces; un prêtre l'informa des dangers auxquels il était exposé; une lettre anonyme l'avertit qu'il s'agissait de le tuer. Rossi répondit qu'il avait pris les dispositions nécessaires pour réfréner les agitateurs; qu'il ne pouvait, en vue d'un danger quelconque, s'abstenir de remplir son devoir, qui exigeait qu'il se rendît au Conseil; que d'ailleurs, les menaces dont il s'agissait pouvaient être exécutées, si on avait soif de son sang, un autre jour et dans un autre lieu. Il se reposait sur la grande confiance que le Pape mettait en lui, et attendait la sympathie et l'aide des Conseils, auxquels il allait, le jour même, exposer ses idées. Il avait préparé un discours qui ressemblait, au fond, à celui de Mamiani, car il parlait de raffermir les institutions constitutionnelles, d'augmenter l'armée, d'améliorer l'état des finances, de répandre l'instruction; mais là où Mamiani avait dit vouloir soutenir énergiquement la cause nationale, Rossi se bornait à exprimer de vagues sentiments italiens, et à célébrer les avantages de l'union et de l'indépendance nationale.

Au commencement de la journée, la ville ne paraissait pas troublée, ni le peuple agité; et bien qu'on vît çà et là des groupes de gens bavardant sur les Conseils, sur les ministres, sur l'opposition à faire, il n'y avait aucun indice qui dénotât que le tumulte ou la colère populaire fussent prêts à éclater. Ces circonstances, remarquées par les écrivains les plus dévoués à Rossi, sont inté-

ressantes, parce qu'elles prouvent que l'attentat contre la vie du ministre ne pouvait être médité que par un seul homme ou un petit nombre de méchants : le parti démocratique ne donnait aucun des signes précurseurs d'un soulèvement. Le colonel Zamboni commandait un petit corps de troupes de ligne ; il ne comptait pas beaucoup sur leur fidélité au gouvernement. Le colonel Wagner réorganisait un régiment de dragons, et il avait des soupçons sur eux. Les volontaires revenus de Vicence, jeunes hommes valeureux, après avoir été réorganisés par les colonels Galletti et Morelli, furent éloignés de Rome, et se trouvaient à Forli. Cent quarante de ces volontaires étaient restés en ville, après avoir été congédiés pour leur indiscipline, et ils formaient une compagnie sous les ordres de Grandoni. C'étaient des soldats dont on avait certainement à craindre. On devait aussi compter peu sur la garde nationale. On n'a jamais vu peut-être un gouvernement qui, comme celui du Pape à l'époque du ministère de Rossi, ne pouvait se reposer, je ne dis pas sur les citoyens, sur les magistrats, sur les Conseils législatifs, mais même sur les soldats de ligne, sur les gendarmes, sur les agents de police. On a beau parler de l'indiscipline des uns, de la perte de tout sens moral chez les autres, de la corruption générale : on n'explique rien ainsi. Un grand malaise pesait sur le pays. On chercherait inutilement dans l'histoire l'exemple d'un autre peuple qui, pendant une des phases de son existence, ait été pénétré, avec autant de force que les Italiens, du sentiment national jusqu'aux dernières profondeurs de la société. Ce sentiment était violemment froissé à Rome, et l'on était prêt à se faire rebelle, prêt à se passer des chemins de fer, de la fabrication du sel, et même des libertés constitutionnelles, parce qu'on voulait avant tout se conserver peuple italien.

Rossi était fier d'avoir à défier ce mécontentement général ; il avait le fanatisme du martyre.

Il croyait avoir avec lui les carabiniers et 40 dragons choisis, qui formaient l'escorte ordinaire du Pape, et il se trompait même en cela. On l'exhorta à prendre des mesures extraordinaires de sûreté dans la salle même du conseil : il s'y refusa en disant que

la police du Conseil des députés appartenait à son président, et qu'il demanderait un détachement de soldats si le président en reconnaissait la nécessité. Toutefois, ne confondant pas entièrement le courage avec la témérité, il exigea que les carabiniers fussent placés sur son passage et jusque dans la cour du palais législatif; si ses ordres ne furent pas complétement exécutés, on doit en imputer la faute à ses collègues.

A midi, le peuple remplissait la place de la Chancellerie, la cour, les tribunes de la salle des séances. On entendait s'élever des imprécations. Un bataillon de la garde nationale se trouvait rangé sur la place; dans la cour et dans l'escalier du palais, il y avait des carabiniers un peu plus qu'à l'ordinaire : les ordres de Rossi n'avaient été qu'imparfaitement exécutés. On voyait devant la porte du palais et en haut de l'escalier un petit nombre de ces volontaires dont j'ai parlé tout à l'heure. Dans ce moment, la voiture de Rossi entra dans la cour. Il avait à sa gauche Righetti, substitut au ministère des finances. On poussa alors dans la cour un hurlement dont l'écho arriva dans la salle du Conseil. Les députés, qui commençaient à occuper leurs places, en entendant ce cri populaire, furent terrifiés; on envoya demander des explications. Voici ce qui était arrivé : la cour du palais était remplie d'hommes du peuple, qui, se voyant heurtés ou culbutés par les deux chevaux furieux attelés à la voiture du ministre, commencèrent à crier avec fureur; les carabiniers, qui étaient en trop petit nombre, ne purent les retenir, et Rossi eut l'imprudence de répondre par un sourire de dédain et par un geste de mépris qui provoqua de nouvelles injures et des sifflets de la part du peuple [1]. Rossi descendit le premier de la voiture, et se hâta de franchir le court espace qui, du centre de la cour en tournant sur la gauche, conduit à l'escalier; Righetti le suivait à quelques pas de distance. Au moment où le ministre mettait le pied sur la première marche de l'escalier, il fut entouré par un petit groupe d'hommes; il crut être heurté par derrière, et il se retourna d'un air courroucé. Au même instant, un stylet, dont

[1] Je puise tous ces détails dans les rapports officiels ou dans les relations des écrivains les plus dévoués à Rossi.

le coup lui fut porté en face, lui perça la gorge. Il tomba; le sang sortait à flots par une large blessure; il voulut parler, et ne le put; Righetti le releva dans ses bras. Les volontaires, qui se trouvaient en haut de l'escalier, descendirent, entourèrent Rossi, et le voyant baigné dans son sang, se dispersèrent dans la foule. Le blessé fut transporté dans l'appartement du cardinal Gazzoli, où il ne tarda pas à rendre le dernier soupir.

Dans la salle du Conseil, lorsqu'on entendit les premiers cris de fureur du peuple, le trouble fut extrême. Bientôt on vit rentrer des députés annonçant que Rossi avait été blessé; plusieurs de ceux qui étaient dans la salle s'élancèrent pour aller au secours du ministre. Les tribunes commencèrent à se vider, les députés restés à leurs places s'interrogeaient des yeux, l'effroi leur ôtant la parole. L'incertitude, l'anxiété agitaient tous les cœurs; les uns démentaient la fatale nouvelle, les autres survenaient affirmant que Rossi n'était pas blessé, mais mort. Une parole indigne s'éleva alors du sein de l'assemblée, émue et inattentive : « Pourquoi tout ce mouvement? Était-il donc le roi de Rome? » Personne ne flétrit ce lâche outrage à la mort. Le président Sturbinetti, libéral très-modéré, ancien membre d'un des premiers cabinets constitutionnels du Saint-Père, voyant l'immense désordre qui régnait dans la salle, monta sur son siége et ouvrit la séance, qui était désormais sans objet, puisqu'il n'y avait à l'ordre du jour que la lecture du discours ministériel. Il ne prononça pas un seul mot qui fît seulement allusion à ce qui venait de se passer, et ordonna la lecture du procès-verbal de la dernière séance. Il n'y avait dans la salle que vingt-cinq députés qui, parlant entre eux, laissaient le secrétaire se faire la lecture à lui-même, et l'un après l'autre ils s'éloignèrent tous. La salle et les tribunes restèrent vides.

L'attitude de Sturbinetti et de l'assemblée fut inconvenante. Quelques-uns affirmèrent que ce fut par terreur, d'autres par prudence, et d'autres encore par honte. En réalité, ce ne fut que de la peur, qu'on embellit ensuite en la qualifiant de prudence, et qu'on fit valoir comme une preuve d'imperturbabilité. On croyait Rome aux mains du meurtrier et de ses complices.

Mais si l'on manqua de courage, rien ne prouve qu'on donna son approbation.

Au dehors de la chancellerie, on voyait des visages grimaçant d'une joie infernale, et des groupes de gens qui maudissaient ouvertement le ministre assassiné. Personne ne poursuivit l'assassin. Il se trouva dans les deux partis extrêmes, chez les démocrates et parmi les cléricaux, des hommes assez éhontés pour se réjouir tout haut de cette catastrophe, et pour dire que la mort de Rossi devait être fêtée dans toute l'Italie; des prêtres assez sacriléges pour adresser dans les églises des remercîments au Seigneur pour le sang qu'on avait versé. La multitude était saisie d'horreur; on rencontrait des citoyens pétrifiés par la stupeur, d'autres tremblants de peur, et d'autres assez hardis pour maudire à voix basse l'assassin et demander des châtiments.

On a tiré parti de cet horrible attentat contre les Italiens; mais l'on ne peut, sans injustice, rendre l'Italie solidaire de la scélératesse et du cynisme de quelques forcenés; on peut encore moins en reverser la faute sur les démocrates, comme on le fait avec une assurance qui ne pourrait être plus grande si l'on avait des preuves. Si l'assassin sortit de leurs rangs, il ne reçut pas son horrible mandat du parti; ce fut un crime personnel, qui n'eut qu'un petit nombre de complices, peut-être accidentels. Les démocrates n'auraient pas manqué de se vanter de leur action héroïque, lorsqu'un mois après ils parvinrent au pouvoir; ils auraient sans doute revendiqué cette gloire de nouveaux Brutus. Ils purent se réjouir ouvertement de cet assassinat lorsqu'il fut consommé, parce qu'ils haïssaient Rossi; mais ils n'étaient pas les seuls à le haïr et ne furent pas les seuls à se réjouir de sa mort. L'assassin resta inconnu : cela prouve qu'il se cacha, et par conséquent qu'il craignit la réprobation universelle. On ne le découvrit pas, même après les plus actives recherches des tribunaux du Pape, rentré dans son pouvoir absolu. Le crime eut donc une source plus ténébreuse que ne pouvait être une conspiration populaire. On a toute raison de soupçonner qu'on ne voulut point, qu'on n'osa point poursuivre les recherches de la justice dans la direction qu'elles indiquaient.

Et je n'exprime pas une opinion qui me soit personnelle, mais qui est aujourd'hui partagée par les Italiens les plus sensés et les plus honnêtes, et même par des étrangers qui se trouvaient alors à Rome, en affirmant que l'assassinat de Rossi fut très-probablement l'œuvre du parti clérical, qui justifia les prévisions de Rossi lui-même. Les chefs de la démocratie romaine protestèrent vivement de leur innocence. *Nous étions,* dirent-ils, *les ennemis politiques de Rossi, mais aucun de nous n'a prémédité sa mort, et ne pouvait la vouloir, car eût-il fait cent fois ce qu'il projetait de faire, il n'aurait pu causer autant de mal au parti démocratique que sa mort lui en a fait* (1). Ce qui est certain, c'est que le crime ne profita qu'au parti rétrograde; car, dans l'état d'exaltation où les démocrates se trouvaient, on dut calculer qu'il était très-facile de le leur imputer et de les rendre odieux.

Quel que soit le jugement qu'on voudra prononcer sur Rossi comme homme politique et ministre à Rome, il est hors de doute qu'on peut lui reprocher d'avoir trop hasardé, trop brusqué, de s'être placé volontairement dans la position de devenir le martyr de sa politique, et d'avoir hâté sa catastrophe par ses actes administratifs, souvent empreints d'une grande équité, par la répression violente d'un vœu national, qui satisfait aurait éloigné tous les désordres, et par ses manières hautaines, qui lui firent des ennemis de toutes parts. M. Perrens l'a justement jugé dans son *Essai d'Histoire de l'Italie.* « Sa mort cruelle, dit-il, l'a beaucoup grandi dans l'esprit de ses contemporains. Le parti modéré en Italie a fait de lui un grand homme d'État et comme la dernière espérance de ce pays. Sans contester ses facultés éminentes, il est permis de dire qu'il fut plutôt un savant pro-

(1) On a fait au malheureux Rossi une légende : le meurtre aurait eu une sorte de répétition nocturne et préparatoire; l'assassin se serait exercé, au milieu des siens, à choisir la place où il devait frapper; des coups de sifflet l'auraient averti de l'arrivée du ministre et du moment de consommer le crime; enfin, on aurait promené triomphalement, en lui baisant les mains, un homme qui passait pour avoir fait le coup. Heureusement ces détails atroces, inventés par la passion des partis, n'ont d'autre autorité que celle d'un écrivain ridicule. Il doit paraître étonnant qu'on n'ait rien su de cela à Rome, et qu'après la découverte de tant de détails, l'assassin soit resté inconnu.

fesseur, un remarquable publiciste, qu'un homme d'État. Sous une enveloppe calme et presque froide, il cachait une âme passionnée, quelquefois peu maîtresse d'elle-même, qui le portait très-souvent, dans la pratique et surtout dans la lutte, à dépasser le but. C'est ainsi qu'en France ses amis eux-mêmes semblent l'avoir jugé. » En effet, le plan de politique qu'il se proposa de suivre dans l'État romain, fut par lui développé avec plus de passion que d'habileté.

Au Quirinal on recevait d'abord la nouvelle du tumulte, puis de la blessure de Rossi, enfin de sa mort. Pie IX en ressentit une vive douleur; mais il ne parut pas partager les terreurs des membres du Conseil, puisqu'il ne se crut pas en danger au Quirinal, et ne passa pas au Vatican, d'où il aurait pu se réfugier au château Saint-Ange. Il ordonna à Montanari, ministre du commerce, de rester provisoirement à la tête du gouvernement, et fit demander Minghetti, Pasolini et autres, pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire.

Les ministres se réunirent avec Montanari dans le palais du Quirinal. Ils mandèrent le colonel des carabiniers Calderari, pour avoir des renseignements et donner des ordres. Le colonel leur dit qu'on n'avait aucune nouvelle de l'assassin ni de ses complices; que les agents de la police qui se trouvaient dans la cour, empêchés par la multitude, n'avaient pu rien apercevoir; qu'il avait donné des ordres pour faire des recherches; que la ville était tranquille. On lui commanda d'arrêter un certain nombre d'agitateurs les plus connus, qui, par leur maintien et leurs paroles menaçantes, laissaient soupçonner qu'ils avaient pu prendre part au meurtre. Calderari hésita, murmura quelques mots, semblant réclamer la garantie constitutionnelle, et conclut en disant qu'il exécuterait les ordres quand on les lui donnerait par écrit. Nul n'osa l'autoriser par écrit. Calderari partit, promettant de revenir vers le soir.

En attendant, le vide s'était fait autour de la cour. Le Pape ne voyait plus à ses côtés un seul de ses courtisans. Les personnes qu'il avait fait inviter à venir lui donner des conseils refusèrent de se mêler aux affaires du gouvernement, en alléguant la

gravité des circonstances, l'impossibilité de définir tout de suite le système politique qu'il fallait adopter. Le duc de Rignano, ami très-intime de Rossi, craignant d'éprouver le même sort, renonça au portefeuille de la guerre, qui lui avait été provisoirement confié à cause de l'absence de Zucchi. Il proposa de mettre à sa place le colonel Gallieno, jeune homme valeureux; mais il ne fut possible de trouver personne qui voulût se charger de ce portefeuille, qui fut donné enfin à un colonel suisse, Lentulus. On dut écrire à Bologne pour rappeler dans la capitale le comte Zampieri et le général Zucchi. De tous les hommes si dévoués au gouvernement, on n'en trouvait pas un seul à Rome qui consentît à se charger des affaires publiques. Était-ce par peur? Non. Une de ces vérités que la conscience arrache parfois, et à leur insu, aux hommes de parti, se trouve consignée dans l'histoire de Farini, dont personne ne pourra douter du zèle pour l'autocratie papale et du fanatisme pour la politique de Rossi. « Il faut avouer, dit-il, qu'après l'allocution du 29 avril, les événements qui en avaient été la conséquence, la fin déplorable de la guerre et les nouveautés survenues en Toscane, il n'était pas possible de trouver un homme qui, au milieu de l'enthousiasme pour la guerre, des frémissements de toute l'Italie et des préparatifs militaires du Piémont, pût en conscience gouverner un État italien, que le prince voulait maintenir neutre dans la guerre de l'indépendance nationale. » Naïve confession, qui prouve que Pie IX et Rossi voulaient suivre une politique entièrement personnelle, refaire l'Italie, et contraindre le torrent de l'opinion publique à rétrograder par un simple acte de leur volonté. « La nuit était venue, ajoute le même écrivain, et la cour était blême d'épouvante; il n'y avait que quelques conseillers livrés à l'incertitude et quelques courtisans tremblants de peur; tous les autres s'en étaient éloignés; on ne s'occupait pas de former un nouveau ministère; les anciens ministres se retiraient l'un après l'autre, et il ne restait plus que Montanari. Le Pape se montrait triste et résigné. »

Cette retraite des ministres n'était pas, comme le dit Farini, la conséquence de leur corruption : ils désespéraient de pouvoir

gouverner l'État entre deux rébellions : celle du peuple et celle du Pape. Je tiens à constater un fait capital dans l'histoire de l'Italie, et je ne cesserai de répéter que la question, à Rome comme en Toscane et ailleurs, n'était point de savoir si on adopterait le régime constitutionnel ou la république. Les princes ne voulaient pas ou s'abstenaient alors d'avouer qu'ils voulaient attenter aux institutions libres en vigueur; les peuples ne pensaient pas à détrôner leurs souverains, mais ils demandaient la guerre contre l'Autriche. Les projets de formation d'une constituante et les velléités républicaines ne constituaient pas pour eux un but : c'était le moyen de parvenir à faire la guerre, moyen auquel personne n'aurait songé ou qu'on aurait immédiatement mis à l'écart si on eût formé une ligue avec le Piémont et si on eût pu espérer d'atteindre à la nationalité par l'union et avec l'aide des armes de tous les princes italiens. Les révolutions, on les voulut; l'assassinat de Rossi, on le voulut; la république et toutes les calamités, toutes les douleurs qui suivirent, on les voulut. Et si ces calamités, si ces douleurs, comme quelques-uns l'affirment, furent pour les Italiens l'expiation d'un crime, je crois fermement que les Italiens, en se couvrant de ce crime et en s'exposant à tant de misères, ne firent qu'expier les fautes d'autrui.

Dans le cours de cette nuit, un petit groupe de citoyens parcourait la ville d'un bout à l'autre, passait devant tous les quartiers de la garde nationale pour l'acclamer, allait au quartier des carabiniers et y lisait une proclamation dans laquelle on exhortait ces militaires à se mettre du côté du peuple. Ce groupe, formé tout au plus de cent individus, se dirigeait enfin vers la place du Peuple, où les carabiniers étaient plus nombreux. Ils furent vivement acclamés. Le colonel Calderari facilita lui-même le succès de la tentative que les citoyens essayaient; il vint au milieu d'eux, et donna sa parole que, de même qu'il n'avait pas exécuté les ordres sévères donnés par Rossi, il n'exécuterait pas ceux qu'il recevrait pour agir contre le peuple; il assura que son épée ne verserait jamais le sang des citoyens, et ordonna à ses soldats de fraterniser avec la garde nationale et avec le peuple.

Les soldats s'unirent aux citoyens, et tous ensemble, le drapeau tricolore en tête et à la clarté des flambeaux, ils défilèrent dans la rue du Corso, en chantant des hymnes, en poussant des cris frénétiques, et en blasphémant le nom de Rossi. Chose horrible! ces cris, ces blasphèmes arrivaient aux oreilles de la famille de l'illustre victime et en rendaient la douleur plus cruelle.

Cependant Calderari n'était pas un soldat aventurier, ni un officier qui devait son élévation au parti libéral : c'était un ancien soldat de l'armée papale, que la faveur du parti grégorien avait élevé successivement jusqu'au grade de colonel, et auquel avait été confiée la garde du palais pontifical. Il n'était ni un corrompu, ni un lâche, ni un sbire acheté, comme on l'appela à la cour. Il manqua sans doute aux devoirs du soldat; mais il faut convenir qu'on était à une époque où tous les liens de la discipline se brisaient, où toutes les fidélités faisaient défaut, où tout zèle cessait, où toute la société s'affaissait sous l'écrasante pression d'une lutte entre le prince et le peuple, lutte qui ne pouvait plus durer, et que l'impossibilité de tout accord ôtait l'espérance de voir cesser : le pays allait tomber dans un abîme.

Dans la position où se trouvait Pie IX, s'il eût eu près de lui des hommes résolus à prendre dans leurs mains le gouvernail de l'État et à le garantir des atteintes de la révolution; s'il eût eu des troupes, des canons et des chefs militaires prêts à faire respecter l'autorité du gouvernement; s'il eût cherché au moins un abri dans le château, et publié, le jour suivant, une proclamation énergique contre les factieux, rassurante pour les citoyens paisibles; si de nouveaux ministres eussent fait entendre au peuple des paroles franches et résolues, soutenues par l'appareil de la force; si Pie IX pouvait exécuter tout cela, il le devait, et il aurait changé ainsi le cours de ces événements, qui devaient être bientôt si funestes à Rome et à la papauté. Mais s'il se trouvait, au contraire, dans l'impossibilité absolue de prendre une attitude menaçante, la prudence lui imposait de céder et de chercher des ministres dans les puissants du jour. Eh bien! Pie IX ne sut faire ni l'un ni l'autre; et, par un mélange d'obstination et de faiblesse, il rendit les suites de la mort

de Rossi plus malheureuses, s'il était possible, que l'événement même.

A l'aube du 16, Pie IX faisait appeler au palais les présidents des deux Conseils législatifs et le maire de la ville. Pendant qu'on attendait leur arrivée, on apprit que le peuple préparait une démonstration, une de ses processions ordinaires. Lentulus, ministre provisoire de la guerre, rassura le Pape en lui disant que les chefs du peuple priaient les commandants des troupes de s'unir à eux *pour demander au prince, sans armes, dans une attitude pacifique et avec le plus grand respect, un ministère favorable à la constituante italienne*. Le moment était favorable pour arriver à une transaction et apaiser le tumulte. Mais la constituante italienne, c'était la guerre contre l'Autriche; on préféra la guerre contre le peuple. Lentulus, interrogé sur les moyens dont on pouvait disposer pour soutenir une lutte, répondit qu'il ne fallait pas compter sur la discipline des soldats; et puisqu'on voulait pousser les choses à ce point extrême, il donna le sage conseil de répandre les officiers et les soldats parmi les masses populaires, qu'ils pourraient ainsi contenir. Ces doutes, cette prudence exposèrent Lentulus aux reproches les plus amers. On finit par ne prendre aucune résolution, ni pour la paix, ni pour la guerre, et on laissa aller les choses au gré du hasard. Dans le nombre de tous ceux qui s'étaient groupés autour de Pie IX, il ne se trouva pas un seul homme d'énergie et d'initiative. Il y avait là les ambassadeurs des puissances étrangères; on y remarquait l'absence de tous ceux qui représentaient à Rome les princes italiens. L'un tremblait, l'autre restait immobile et morne; ceux-ci frémissaient, ceux-là couraient comme des furieux dans les salles. On répondait aux conseils énergiques par des soupirs ou par des exclamations de désespoir. On invoquait l'aide de Dieu, on s'en remettait à la Providence : partout brillait la vertu du chrétien, nulle part celle de l'homme d'État. Le cardinal Antonelli s'écriait vivement : « Que les factieux se déchaînent, c'est ce que nous désirons : ils finiront plus vite ! » On parlait aussi de retraite à Castelgandolfo ou à Civita-Vecchia, ce que le Pape n'entendait pas avec déplaisir, car il avait conçu

depuis longtemps ce projet. Enfin, on resta là, dans l'étourdissement, à attendre le peuple.

Il était dix heures du matin, lorsqu'on vit arriver les deux présidents des Conseils législatifs avec d'autres députés, au milieu desquels se trouvait Sterbini. Minghetti, Pasolini, Montanari arrivèrent aussi. On allait donc réunir un parlement à la cour tandis que le peuple agissait, et l'on devait discuter sur les moyens de sauver l'État lorsqu'on avait la révolution à la porte. C'était perdre son temps et sa dignité au profit de cette révolution. Personne n'ignorait quelle haine nourrissait le peuple contre Minghetti, Pasolini et tous les autres que le Pape invitait à faire partie du nouveau ministère. Ceux-ci ne se firent pas illusion, et ils laissèrent entendre eux-mêmes à Pie IX qu'il n'était pas possible de composer un nouveau cabinet d'hommes très-haïs, et qu'il fallait donner cette mission à Galletti. On envoya prier Galletti de venir à la cour. Quand il arriva, on vit que le Pape, se reconnaissant infaillible en religion, ne pouvait reconnaître qu'il avait failli en pelitique. Pie IX, ne réussissant pas à faire accepter à Galletti pour collègues, non-seulement les hommes impopulaires, mais encore les hommes notoirement incapables qu'il voulait nommer, le congédia. On resta ainsi sans prendre aucune résolution : c'était appeler la tempête.

La multitude rassemblée sur la place du Peuple s'ébranla, en grossissant à chaque pas. On n'exprimait qu'un vœu . celui de vaincre l'obstination de Pie IX à vouloir la paix quand toute l'Italie voulait la guerre. Par conséquent, on se proposait de demander un ministère où seraient entrés Mamiani, Mariani, Sereni, Sterbini, Campello et l'avocat Saliceti, de Naples. De plus, on espérait arracher au Pape la promesse d'assembler la constituante italienne, que Montanelli avait mise à la mode. Les gardes nationaux, les soldats de toutes armes et de tous grades se trouvaient confondus avec le peuple. La multitude se rendit d'abord au palais de la Chancellerie, où l'on espérait trouver des députés qui voudraient accepter la mission d'exprimer au prince les vœux du peuple. On rencontra dans la rue Galletti, qui revenait de la cour; on l'acclama, on le choisit comme envoyé du

peuple auprès de Pie IX. Les Romains n'avaient jamais fait une démonstration plus pacifique, et on ne put l'appeler violente que parce qu'elle avait pour but d'obtenir des choses que Pie IX ne voulait à aucun prix accorder. Galletti dut revenir sur ses pas, et, suivi de ses deux collègues, Mariani et Sterbini, il se dirigea de nouveau vers le Quirinal. Les portes du palais étaient fermées; il y avait la garde ordinaire des Suisses, les hallebardiers, quelques carabiniers, cent hommes au plus, qui se trouvaient rangés devant la grande porte. On laissa le passage libre aux députés du peuple, qui, arrivés en présence de Pie IX, le trouvèrent fermement résolu à ne pas traiter avec les insurgés. Galletti employa en vain les prières et les protestations pour prouver qu'il n'y avait pas d'insurgés, mais un peuple désarmé qui venait demander une grâce au prince. « Paroles inutiles! s'écria le Pape. Je ne plie pas devant la violence. Je veux rester en liberté. » Cette réponse irrite le peuple; il se précipite sur les Suisses, qui, forcés de battre en retraite dans l'intérieur du palais, en ferment les portes, et, furieux de cette humiliation, déchargent leurs fusils sur les assaillants. Cette imprudence transforme la manifestation en combat. La place reste vide; chacun court chercher des armes. Bientôt la foule revient en grande force; soldats, carabiniers, gardes nationaux, citoyens, se pressent, entourent le Quirinal. Le prince Canino, Sterbini, Vinciguerra et d'autres chefs du mouvement, s'installent au café des Arts; tout le monde leur obéit. Les assaillants mettent le feu à une des portes du palais, tirent des coups de fusil contre les fenêtres, montent sur les toits des maisons environnantes, sur les tours des églises; les Suisses, placés derrière les grilles, continuent de tirer sur eux. Le bruit de la mousqueterie arrive dans les quartiers les plus éloignés de la ville, où, dans l'ignorance des faits, l'alarme est immense: les uns assurent que les Suisses égorgent le peuple, les soldats italiens, les gardes nationaux; d'autres accourent à l'aide de leurs concitoyens en danger. La foule des assaillants grossit à chaque instant. Les carabiniers, guidés par Calderari, arrivent sur les lieux; mais le peuple, qui ne sait pas dans quelle intention ils viennent, fait feu contre eux: quelques carabiniers, et Calde-

rari lui-même, sont blessés; celui-ci ne tarde pas à manifester sa volonté de combattre avec les citoyens, et il se mêle aux combattants. En attendant, dans le palais, l'anxiété, l'incertitude sont à leur comble. Quelques-uns excitent le Pape à la résistance; d'autres, en plus grand nombre, le supplient de céder et ils pleurent; les diplomates, mornes et glacés, n'ont point de conseils à donner; Pie IX se tord les mains, se frappe la tête sans savoir quel parti prendre, et pendant ce temps le combat devient plus acharné au dehors. Une balle égarée va frapper Mgr Palma dans l'appartement qu'il occupe au palais, d'autres arrivent jusque dans l'antichambre du Pape. Alors, la crainte inspire une résolution, et on envoie une fois encore chercher Galletti au milieu de la foule des combattants.

Galletti vient et s'évertue à chercher, à proposer des atermoiements, des transactions acceptables d'un côté et de l'autre. C'est en vain. Un pape ne demande à traiter que pour que son adversaire se rende à discrétion. Pie IX n'a rien à accorder, ni d'autres ministres que ceux qu'il a choisis, ni la constituante; et à la demande de la guerre contre l'Autriche, il s'écrie: « Périsse plutôt le monde! » Ces débats se prolongent, et, en attendant, le sang coule dans la rue, et le peuple essaie d'abattre les portes du palais. Deux canons arrivent sur la place; un canon est braqué contre la porte principale, et le coup va partir, lorsque le capitaine Torre s'y oppose. Les Suisses ne cèdent point. Pie IX fait appeler leur commandant, et lui demande si l'on peut espérer victoire; le commandant répond : « Toute résistance est désormais inutile; mais, mes soldats et moi, nous ferons de nos cadavres une barrière à votre personne sacrée. » Pie IX ne plie devant aucune nécessité. Blême, les lèvres tremblantes de colère, les yeux ardents, il parcourt de long en large la salle, en maudissant Rome et les Romains. Les ambassadeurs, les courtisans cherchent à le suivre, et le fatiguent de leurs exhortations pour l'engager à céder. « Plutôt le martyre! » s'écrie le Pape en frappant la terre du pied. Au bout d'un instant, le bruit du combat augmentant, il ajoute : « Le ciel n'a-t-il donc pas de foudres? » Il attend encore un peu; enfin, s'adressant

aux diplomates, il dit : « Vous voyez où nous en sommes; plus d'espérance de résister; un prélat tué ici dans mon palais, les coups dirigés contre ma poitrine, les canons braqués contre moi, nous tous cernés, assiégés par les insurgés. Pour éviter une effusion de sang inutile, pour empêcher de nouveaux crimes, nous cédons; mais nous cédons seulement à la force, vous le voyez, messieurs; je le déclare solennellement; que vos cours le sachent, que vos gouvernements le sachent, nous cédons seulement à la violence; les concessions que je vais faire, je les déclare par avance nulles et comme déjà révoquées. » Cette précaution prise, il ordonne au fidèle cardinal Soglia de s'entendre avec Galletti pour former un ministère.

Les propositions de Galletti furent modérées. Véritable chef du nouveau cabinet, il s'adjoignit Sterbini pour plaire au peuple, Mamiani pour plaire aux libéraux modérés, Rosmini pour plaire au Pape. Pie IX demanda qu'on effaçât le nom de Saliceti, et Galletti lui obéit. Les autres ministres furent Sereni, Campello, Lunati. Qu'on remarque que dans ce ministère, le plus ardent apôtre de la démocratie était Mamiani! Le cardinal Soglia signa sur-le-champ les lettres de nomination, et écrivit à Mamiani, à Sereni et à Campello, qui ne se trouvaient pas à Rome. Galletti fit connaître au peuple les noms des nouveaux ministres, et lui dit que le Pape avait conféré aux Conseils législatifs la faculté de délibérer et de s'entendre sur la question de la constituante italienne. La foule des combattants tire en l'air une salve de mousqueterie, et du milieu d'elle s'élève comme un tonnerre le cri de *Vive Pie IX!* Puis, le peuple recueille ses morts et ses blessés, et s'en va en chantant des hymnes à Pie IX, à l'Italie. « Rendons justice, dit M. Perrens, à la modération de ce peuple; en pareil cas, des Français, enivrés de leur victoire, auraient tout renversé, jusqu'au trône. »

Rosmini refusa avec dédain le portefeuille qu'on lui offrait; Pie IX nomma à sa place Mgr Muzzarelli, président du haut Conseil, qui jouissait de la faveur du peuple.

Les ministres publièrent la proclamation suivante : « Appelés au ministère dans des circonstances extraordinaires, et lorsqu'un

refus de notre part aurait pu mettre en danger la conservation de notre gouvernement constitutionnel, nous serions épouvantés de la gravité de notre mission, si nous n'étions pas encouragés par la pensée que notre programme politique se trouve parfaitement d'accord, non-seulement avec les principes proclamés par le peuple, mais avec ceux qui, après une mûre délibération, furent acceptés par nos chambres législatives. L'un de ces principes obtint dans un acte solennel le consentement du prince, qui, à l'égard d'un autre, promit de se mettre d'accord avec le nouveau ministère, afin qu'une proposition fût soumise à l'acceptation des conseils. Le principe de la nationalité italienne proclamé par nos chambres et cent fois par le peuple, fut sanctionné par le prince, lorsqu'il le soutint patriotiquement dans sa lettre adressée à l'empereur d'Autriche. Pour atteindre ce grand but, nous croyons indispensable d'accomplir les résolutions prises par le conseil des députés relativement à l'indépendance italienne : notre ferme intention de nous y conformer n'est donc qu'une loyale adhésion aux vœux des représentants du peuple. La convocation d'une constituante à Rome, et la réalisation d'un pacte fédératif, sont des principes proclamés par nos chambres lorsqu'elles demandèrent la convocation d'une diète qui eût veillé sur les intérêts généraux de la patrie commune. Aujourd'hui que ce vœu est exaucé par le prince, par ce grand prince qui commença l'œuvre de la liberté et de l'indépendance en Italie, nous nous réjouissons de voir enfin approcher le jour où l'on pourra resserrer la fédération, qui, respectant l'intégrité de chaque État et sa forme de gouvernement, pourra assurer la liberté, l'union et l'indépendance de l'Italie. Cette œuvre ne pouvait être parfaite qu'en y associant la gloire de Rome et le nom vénéré d'un Pontife. »

Les ministres ne pouvaient faire preuve, dans leur programme, d'une modération plus grande. Mais dans l'état moral où se trouvait Pie IX, leur langage et leurs éloges devaient le frapper comme une amère ironie.

Confédération des États italiens, union des efforts pour parvenir à réaliser l'indépendance de l'Italie : voilà les fruits de la

victoire remportée à Rome par le peuple. Le respect pour l'intégrité de chaque État et pour sa forme de gouvernement était garanti. A ces conditions, pourquoi cette politique réellement italienne n'avait-elle pas été inaugurée par Pie IX lui-même six mois auparavant? C'est que Pie IX ne pouvait être un prince italien. Souvenons-nous qu'il s'était excusé envers l'Autriche des réformes introduites dans le pays, en disant qu'il ne s'était pas trouvé assez fort pour réprimer le peuple; il avait attribué à la pression exercée sur lui par les puissances occidentales l'amnistie même qu'il avait accordée. Il avait, en 1847, tenté d'introduire les Autrichiens dans le pays. La guerre déclarée, il l'anathématise. Il ne veut pas la guerre contre l'Autriche, et il l'engage contre son peuple. Il laisse augmenter tellement le mécontentement public, qu'il n'y a partout que désordre, violence et anarchie. Lorsque cet état de dissolution sociale arrive à son comble, on veut entreprendre une œuvre de restauration, impuissante par les forces qu'on y emploie, imprudente par ses actes, contraire à son propre but parce qu'elle ne doit et ne peut conduire qu'à un bouleversement fatal à tous. Un grand Italien, qui a compté toutes les plaies dont l'Italie est déchirée, qui a passé deux ans à les révéler au monde et à en accuser le Pontife, se résout enfin, on ne sait comment, à dire à Pie IX : « Je vais vous donner raison de tous les torts que vous avez. » Rossi pouvait tomber comme Guizot, et sa chute aurait donné une nouvelle leçon aux hommes ambitieux ou imprudents qui compromettent leur réputation de savants en s'engageant dans l'arène politique; mais une main lâche et perfide le tue. L'Italie est accusée d'un assassinat, la pourpre de Pie IX est tachée par le sang de son ministre : la violence est flagrante, la révolution va éclater. Dans ce cas, le roi de Naples dissiperait l'orage avec la force des armes ou avec un facile serment : le chef de l'Église ne sait pas mentir et ne peut combattre. Il ne veut pas céder; il n'a pas les moyens de résister. Il prend le pire des partis : il se confie au hasard. On lui parle d'une démonstration populaire tendant à lui présenter une pétition dans laquelle on lui demande la constituante et des ministres qui inspirent de la confiance à la na-

tion. S'il attend que cette pétition lui soit présentée, quoiqu'elle vienne de la main d'un peuple désarmé, les circonstances sont telles, que cet acte constituera sans doute une violence. Devant un peuple soulevé, un prince ne peut faire de concessions : il subit la loi. Il ne reste d'autre parti sage que celui de prévenir la démarche du peuple et d'accorder au moins avec une apparence de liberté ce qu'on sera contraint de donner une heure plus tard. Personne ne se hasarde à donner ce conseil à Pie IX; il ne l'aurait pas suivi. Il demande au capitaine de ses gardes quels sont les moyens de résistance dont on peut disposer. Aucun, répond le militaire; et cependant Pie IX laisse engager le combat, et les Suisses sont les premiers à tirer. Pendant la lutte, on demande deux fois à traiter, et on commence par dire qu'on ne veut rien concéder. Les murs du palais sont percés de balles, les portes sont en flammes, un prélat tombe mort à côté du Pape, la sainteté du Pontife, la majesté du roi sont offensées : Pie IX voit tout cela, et il se résigne au martyre. Puis, il cède, et il proteste; et déclarant par avance abrogées les concessions qu'il va faire, il détruit jusqu'à l'apparence de son autorité; il se complaît à se déclarer vaincu. Le peuple apprend ainsi qu'il peut se dispenser d'un pouvoir de l'État, qui, en face de la violence, ne transige pas, mais s'annule. Il est évident que dorénavant le peuple ne croira plus relever que de sa victoire.

Je ne puis passer outre sans tourner un instant mes regards vers un passé qu'il faut à jamais regretter. Si toutes les calamités qui devaient tomber sur l'Italie pouvaient être évitées, cette œuvre aurait été accomplie par le ministère Mamiani. Ce fut un grand malheur que Pie IX ne sût pas marcher d'accord avec son ministre. Maintenant, tout remède était impossible; il n'y avait plus que le choix des maux. La proclamation des nouveaux ministres ne pouvait être une digue contre le torrent qu'on avait laissé déborder; Pie IX les avait désavoués par avance. Le peuple sentait, en effet, qu'il n'avait à compter que sur lui-même. Il ne restait à Pie IX qu'à couronner de sa main la révolution, en consentant que ses gardes suisses échappés à la mort fussent désarmés et chassés du Quirinal.

Galletti fut nommé général des carabiniers par l'acclamation populaire.

Le 18, le haut conseil se réunit. Plusieurs députés déclarèrent qu'ils renonceraient à leur mandat et se retireraient de la chambre si l'on ne demandait au gouvernement qu'il fît procéder à une enquête rigoureuse sur l'assassinat de Rossi. On formula la demande, et on la communiqua à Galletti. Galletti donna son approbation et promit que le ministère déclarerait devant la chambre son indignation et son horreur pour l'horrible attentat, et sa résolution de procéder énergiquement à la recherche et à la punition de l'assassin. Le ministère ne fit pas cette démarche. D'un autre côté, aucun organe de la presse ne permit qu'on manifestât de la réprobation, qu'on élevât des malédictions contre l'assassin. Au contraire, la ville illumina, et elle fut imitée par les autres villes de l'État, ainsi que par celles d'autres contrées de l'Italie. Pourquoi cela? On fêtait la nouvelle politique italienne qui venait de triompher. Si ce triomphe eût obtenu l'acquiescement du Pape, les Romains auraient acclamé Pie IX, et l'assassinat de Rossi aurait conservé le caractère qu'il avait, celui d'un crime. Mais le Pape n'avait consenti à aucune concession; il avait laissé faire, en le désavouant d'abord, tout ce que le peuple pouvait accomplir par lui-même. Dès lors, voici la position qui était faite au peuple : il lui fallait remonter à la mort de Rossi pour trouver dans la nouvelle politique inaugurée sa raison d'être. La plus grande vengeance que Pie IX avait pu tirer des Romains avait été celle de leur laisser l'assassinat comme le seul titre sur lequel se basait le nouvel état des choses. La source de leurs nouveaux droits était là. Si Rossi pouvait être innocent, tout le peuple était coupable; le peuple, en avouant le crime, se serait désavoué lui-même : c'est la logique infernale des révolutions.

Cela ne suffit pas. Le 20, le conseil des députés s'assembla. Le député Potenziani proposa d'envoyer une députation auprès du Pape pour l'assurer de l'inaltérable dévouement de l'assemblée, *qui partageait sa douleur pour tout ce qui était arrivé.* Les faits qui venaient de s'accomplir étaient sans doute déplo-

rables; cependant, aucune condescendance de la part du Pape envers le peuple n'avait réveillé en lui le repentir de la violence dont il avait usé. Pie IX laissait ce but déjà atteint subsister au titre seul de violence. Dans ces circonstances, qu'étaient les députés eux-mêmes? Des factieux qui, persistant à siéger dans l'assemblée, se rendaient complices de la rébellion. Pouvaient-ils aller se plaindre de ce qui était arrivé? Après cela, pour être conséquents avec eux-mêmes, ils auraient dû, en qualité de coupables repentants, aller se constituer prisonniers. La révolution, désavouée par le souverain, poursuivait donc son cours sans lui et s'aggravait à chaque instant : c'était malheureux, mais c'était dans l'ordre des choses. Le député Canino ne craignit pas de se faire l'apôtre du mouvement populaire, et, en s'opposant à la motion de Potenziani, il s'écria avec beaucoup d'imprudence : « Le vrai et légitime souverain du pays, c'est le peuple. La constituante seule résoudra plusieurs questions sur lesquelles le peuple romain, le peuple vainqueur, n'a pas voulu se prononcer. Vous semble-t-il que ce soit le moment de prendre des résolutions dont vous pourriez avoir bientôt à vous repentir? Oh! vous me comprenez très-bien; et il est inutile de vous développer une idée qui, grâce à Dieu, est commune à toute l'Italie! L'Italie saura briser les chambres et les trônes qui voudraient élever des obstacles contre l'élan énergique et généreux de ce peuple, le premier du monde. » Le raisonnement de Canino était terrible, mais juste. Il voulait dire que les temps allaient changer, et que le peuple, n'ayant d'autre titre que sa victoire, n'irait pas demander au vaincu la permission d'en recueillir les fruits.

Je rapporte ces faits sans les approuver; je ne veux que dérouler sous les yeux du lecteur la marche impitoyable d'une révolution, et lui montrer comment une première erreur en produit une seconde, puis une troisième, et en vient à former cette chaîne fatale qui entraîne les nations et les trônes dans un gouffre.

Plusieurs députés renoncèrent à leur mandat. Mamiani arriva alors à Rome. Il était incertain s'il devait accepter le portefeuille;

il penchait à le refuser. Il voulut d'abord s'assurer de la pensée du Pontife et alla le voir. Mais Pie IX, consentant à s'effacer pour ne pas tremper dans la révolution, ne s'apercevait peut-être pas qu'il faisait pis; ou, plus probablement, c'était ce qu'il voulait faire. Puisqu'on avait ouvert la digue, il devait se dire à lui-même, d'après le cardinal Antonelli : Qu'elle coule jusqu'à ce que tous soient noyés! Mamiani dit au Pape qu'il ne savait s'il devait accepter, et demanda s'il commettrait, en reprenant le pouvoir, un acte de félonie? Pie IX répondit que le ministère n'était pas son œuvre et ne relevait pas de lui; qu'il devait s'adresser au ministère lui-même. Mamiani résolut de refuser le portefeuille.

Le Pape n'était donc plus un des rouages du gouvernement constitutionnel. Qu'était-il alors? Rien. Mais il était utile, même dans cette position : sa seule présence empêchait que l'édifice social ne croulât de tous côtés. Il voulut enlever cet obstacle au renversement général. Plus grands seront les excès des factieux, plus vite ils tomberont! ses courtisans murmuraient sans cesse ces paroles autour de lui, et elles venaient à l'appui du dégoût que Pie IX éprouvait pour tout ce qui était arrivé et qui arrivait chaque jour. C'était plus qu'il ne pouvait supporter. L'envoi que venait de lui faire l'évêque de Valence, d'une petite boîte en or où Pie VI en voyage portait l'Eucharistie, et surtout une aurore boréale qui éclaira Rome d'une immense et sinistre lueur, comme si elle l'eût embrasée par un vaste incendie, le confirmèrent dans sa résolution de partir : le peuple avait tiré de ce phénomène insolite des augures sanglants et avait tremblé; Pie IX pria, et crut voir dans ce fait un ordre du ciel qui l'obligeait à fuir de la nouvelle Gomorrhe.

Mais, où irait-il? M. d'Harcourt, gentilhomme français vif et très-léger, proposait Civita-Vecchia, d'où le Saint-Père pourrait, quand il le voudrait, partir pour la France, où la république le recevrait avec honneur. Martinez de la Rosa, qui se montrait plein de fierté castillane, de dévotion poétique et de zèle catholique, ne rêvait que des desseins politiques; dans le but de mériter les bonnes grâces du Pontife, pour faciliter des négocia-

tions pendantes avec l'Espagne, il offrait les îles Baléares. M. de Spaur, chargé d'affaires de l'Autriche, avait condamné la révolution italienne avant même qu'on eût commis des excès, et, comme Allemand et ennemi déclaré de la liberté, il s'était livré à toutes les démarches qui lui avaient été conseillées par la fourberie et par l'expérience de l'intrigue, qualités qui tenaient lieu en lui de talents et de science. Ses démarches avaient été soutenues chez le Pape par sa femme, qui réunissait aux avantages d'une beauté très-recherchée ceux d'une bigoterie très-galante. M. et Mme de Spaur insistaient pour Gaëte. De là, disaient-ils, Sa Sainteté pourrait à son gré partir pour la France ou les Baléares; mais ils comptaient bien, pour retenir leur proie dans le royaume de Naples, sur le roi Ferdinand, sur l'influence de l'Autriche, sur les sentiments intimes de Pie IX.

On n'avait aucune confiance dans les ministres des États italiens. Pareto, ministre sarde, était accusé d'avoir vivement appuyé la guerre de l'indépendance; on reprochait à Bargagli, ministre toscan, de se laisser trop influencer par les nouvelles idées dominantes en Italie. On trouvait le Père Ventura, représentant de la Sicile, animé d'un esprit trop ardent d'italianisme et de démocratie. Castellani était souillé du péché de représenter la république de Venise. Le ministre napolitain était absent. Ce n'était pas que ces personnages n'eussent une grande considération pour le Pontife et ne fussent très-affectés des dangers qui menaçaient l'État; au contraire, je dirai que Castellani, parmi les autres, avait autant de haine que n'importe quel cardinal pour les mouvements démocratiques qui agitaient Rome. Lui, Vénitien et venu auprès du Pape pour lui demander des secours en faveur de la république vénitienne, voyait dans la république romaine qui menaçait de surgir, une impiété, une usurpation, une hérésie. C'était l'époque, je l'ai dit ailleurs, où les républiques devaient venir au monde avec le besoin farouche de s'entre-dévorer.

Ce n'était pas la diplomatie étrangère seule qui se remuait pour favoriser la fuite du Pape: tous les chefs du parti des modérés romains délibéraient en secret sur la nécessité de venir en

aide à la principauté constitutionnelle ébranlée, et formaient le projet de rendre au prince sa liberté, afin qu'il pût de loin diriger et animer le gouvernement représentatif. Rêveurs insensés, qui croyaient que le Pape, en recouvrant sa liberté, aurait respecté celle de ses sujets rebelles! Néanmoins, le parti constitutionnel prenait lui aussi ses précautions, et ayant continuellement de secrètes conférences avec le cardinal Antonelli, consentait au départ du Pape, mais voulait qu'il n'abandonnât pas l'État et qu'il se retirât à Civita-Vecchia, où les navires des puissances étrangères le garantiraient contre toute violence, jusqu'à ce que Rome se calmât, ou jusqu'à ce qu'on pût transférer le siége du gouvernement à Bologne, ville qui paraissait vouloir rester fidèle. Et le cardinal Antonelli, qui a toujours été l'homme d'État le plus rusé de la cour romaine, agréait ses conseils, et disait ne vouloir pas s'en départir, n'ayant personne au monde qui pût mieux le conseiller. Et les chefs des modérés à Rome étaient fiers de jouir seuls de la confiance du cardinal, d'être accueillis avec une grande intimité. Ces pourparlers duraient depuis quelque temps; on formait d'un côté et de l'autre des projets sur le départ du Pape : les uns pensaient que le Pontife devait partir en plein jour, comme s'il allait à la promenade; qu'il fallait, pour dérouter les soupçons et préparer une fuite sûre, qu'il se promenât ostensiblement pendant plusieurs jours. Le cardinal s'extasiait de rencontrer autant de finesse chez ses bons amis, et soutenait qu'il ne fallait pas laisser sortir le Pape du pays, afin qu'il pût nommer un ministère et gouverner d'après le statut. La prévoyance de ce prélat était si grande, qu'il voulait que quelques-uns des partisans du statut accompagnassent le Pape, comme pour donner au peuple une garantie de la conservation de l'ordre constitutionnel, et il les engageait à se tenir prêts au départ.

En attendant, le comte de Spaur, le duc d'Harcourt et Martinez de la Rosa s'occupaient des préparatifs du voyage. Ces trois personnages paraissaient d'accord, mais chacun d'eux visait à tromper les deux autres. De son côté, Pie IX soutenait magnifiquement son rôle : il ne rebutait personne, et laissait chacun

de ses conseillers se flatter d'avoir décidé. Avec le duc d'Harcourt, il faisait semblant d'accepter un asile en France; mais il y avait un malheur : c'était l'élection prochaine du nouveau président de la république française; cet événement lui inspirait de l'incertitude...... Après tout, il pouvait momentanément s'arrêter sur une terre neutre avant d'entrer en France. Avec Martinez de la Rosa, le Pape trouvait les offres de l'Espagne très-catholique préférables sans doute à toutes les autres; mais il y avait un empêchement : l'Espagne n'avait pas un navire tout prêt pour le transporter aux îles Baléares....; il pouvait, il est vrai, s'arrêter dans un port voisin, jusqu'à ce que le navire espagnol vînt le prendre. Et le duc d'Harcourt se hâtait de faire venir à Civita-Vecchia des bâtiments français, à l'insu des autres diplomates; et Martinez de la Rosa, également à l'insu de ses collègues, se hâtait de demander des vaisseaux à l'Espagne. Pour compléter ce bon accord, le Pape s'adressant à ces deux diplomates réunis, leur faisait comprendre la nécessité qu'il y avait pour lui à faire les préparatifs de départ sur deux routes différentes, car si le voyage rencontrait des obstacles sur l'une des routes, on pourrait prendre l'autre; par conséquent, il fallait que le duc d'Harcourt veillât sur la route de Civita-Vecchia, et Martinez de la Rosa sur celle de Fiumicino. Les deux diplomates approuvaient, et chacun, se réjouissant en lui-même de remporter un triomphe sur l'autre, se disputait poliment l'honneur de s'emparer de la personne du Pontife, le premier en s'évertuant à soutenir que la route de Civita-Vecchia, traversant des campagnes dépeuplées, était préférable à l'autre route, dangereuse à cause des villes et des châteaux qu'elle longeait; le second, en laissant finement échapper quelques demi-paroles de crainte sur les troubles qui agitaient la France. Le seul qui se tût était le comte de Spaur : il était sûr de son affaire.

L'historien Farini, qui avait figuré au nombre de ceux avec lesquels le cardinal Antonelli avait traité, lorsqu'il s'aperçut plus tard de la comédie que le cardinal avait jouée, consigna dans son livre des vérités que le dépit seul pouvait arracher à l'homme le plus disposé à faire passer ses idées dans le creuset de l'esprit

de parti. Je rapporte ses observations, qui sont pleines de justesse. Les conseils, les délibérations des ministres étrangers, prouvent, dit-il, qu'ils avaient un juste souci de la liberté et de la sûreté du chef catholique, mais qu'ils ne réfléchissaient pas que Pie IX était en même temps le souverain temporel de trois millions d'Italiens et un prince constitutionnel. Avant de le décider à sortir de l'État, ils auraient dû examiner s'il était possible de le maintenir libre et sûr dans l'État; ils auraient dû voir que Pie IX, gardé par leurs navires, serait en toute sûreté à Civita-Vecchia. Mais les étrangers croient la souveraineté temporelle indispensable à l'indépendance du chef de l'Église catholique, et, craignant les altérations que toute atteinte à cette souveraineté apporterait dans les affaires religieuses des nations catholiques, négligent trop les questions qui découlent de l'exercice de la souveraineté temporelle des Papes, comme si les finances, la police, les codes, étaient aussi des choses spirituelles. Et en cela ils témoignent de leur peu de sagesse aussi bien que de leur peu de justice; car si la couronne temporelle peut être jamais nécessaire au vicaire du Christ, il est également nécessaire que cette couronne ne soit pas jetée aux pieds des factions politiques pour y être foulée, mais qu'elle soit conservée et assurée par les soins et par tous les moyens qui préservent toute couronne temporelle. Les ministres étrangers qui prenaient soin de la liberté du Pontife ne considéraient pas qu'ils emmenaient en exil un roi, et un roi constitutionnel. Un pontife n'est jamais en exil tant qu'il est sur une terre catholique; mais un roi qui sort de son État n'est qu'un exilé, et l'exil d'un roi est toujours funeste à lui-même et à ses peuples, et n'est utile qu'aux factions : l'une triomphe d'abord par la révolution, l'autre triomphe plus tard par la réaction. Exilé, le prince sert; restauré, il sert encore.

Les ministres étrangers ne se montraient pas seulement peu soucieux du sort des peuples soumis au domaine temporel de l'Église; ils ne péchaient pas seulement par ignorance, relativement à la condition qui est faite au domaine temporel des papes; mais leur esprit était obscurci par le désir ordinaire de domination, ou, comme ils disent, d'intervention en Italie, et aussi par

la jalousie réciproque, par la vanité babillarde de l'un, par l'orgueil et la malignité de l'autre, jusqu'à en venir à une résolution imprudente, illibérale, pernicieuse. Les événements de Rome étaient exploités par les nations étrangères, qui pouvaient ainsi couvrir des apparences du zèle catholique leur sollicitude pour leurs propres intérêts. La France, tombée si bas après la révolution de février et surtout après l'insurrection de juin, avait à se remettre au rang de puissance conservatrice et à se concilier les anciens alliés. L'Espagne, effacée, par de longues révolutions et de cruelles guerres civiles, du nombre des premières puissances européennes, et séparée de Rome par suite des tueries de prêtres, de la destruction des ordres religieux, de l'enlèvement des biens ecclésiastiques, avait besoin de se rapprocher de Rome et de reprendre le titre de royaume catholique. Il est superflu de dire quel fruit pouvait recueillir l'Autriche des bouleversements de Rome. Cela prouve jusqu'à l'évidence que ce ne fut pas le catholicisme qui inspira le zèle des ministres étrangers : ils n'eurent en vue que des buts politiques.

Le 24, vers le soir, une voiture attendait le Pape hors de la porte de Rome. Pie IX, déguisé en simple abbé, sortit du Quirinal par une petite porte qui donne dans une ruelle obscure, et, traversant la ville, se dirigea vers le lieu convenu à l'avance. En attendant, le duc d'Harcourt restait au Quirinal comme s'il eût été en conversation avec le Pape, et pour tromper les gardes il élevait la voix et faisait semblant de soutenir avec d'autres personnes une vive discussion : il était seul. Le palais était illuminé comme à l'ordinaire. Après quelques moments écoulés, le duc d'Harcourt sortit et partit rapidement pour Civita-Vecchia, où il comptait rejoindre le Pape avant le jour. Mais Pie IX, accompagné de Mme de Spaur, avait suivi la route qui conduit par Terracine à Gaëte. Le cardinal Antonelli, Mgr Stella et Mgr Borromeo le suivirent dans la même nuit. A la frontière, le Pape faillit être reconnu et arrêté; un gendarme trouva que ce petit abbé ressemblait fort aux portraits qu'il avait vus du Pape; mais ce ne fut qu'une alerte : on laissa passer la voiture, et Pie IX arriva, à l'aube, à Molo de Gaëte, où il descendit dans une humble auberge.

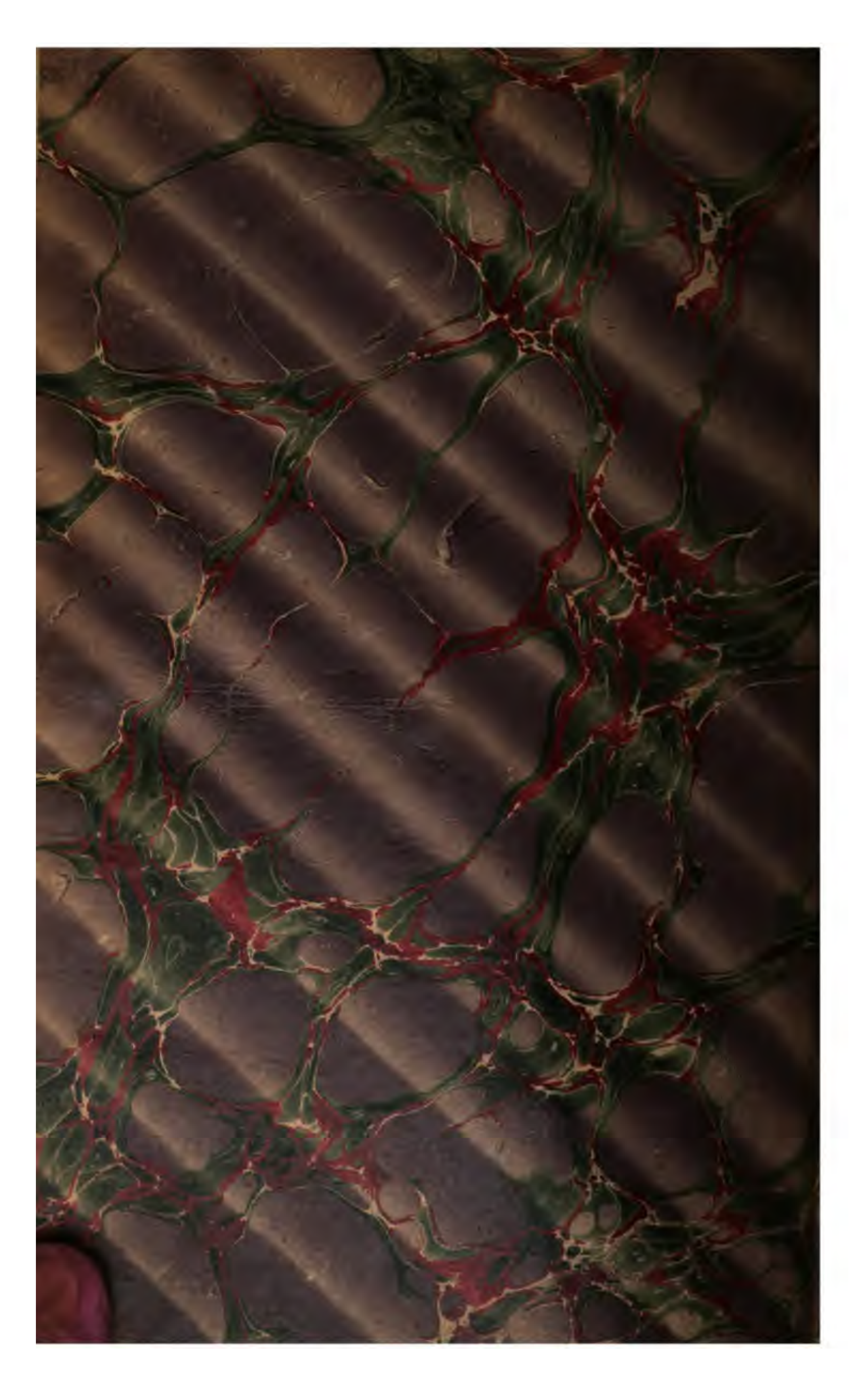
Plusieurs de ceux qui étaient, à Rome, prévenus du départ du Pape, et qui s'étaient tenus prêts à le suivre, n'apprirent que le jour suivant qu'il était parti, sans savoir où il allait. Rosmini, Montanari partirent, ne sachant de quel côté se diriger. Le frère, le neveu du Pape firent de même, mais plutôt parce qu'ils désiraient s'éloigner de Rome que parce qu'ils connaissaient le lieu où se trouvait le Pape. Lambruschini et d'autres cardinaux, quelques princes, quelques prélats se mirent aussi en route, mais parce qu'ils craignaient d'être tués à Rome. M[gr] Della Porta et M[gr] Piccolomini allèrent jusqu'à Marseille à la recherche de Pie IX.

FIN DU DEUXIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

1
3

———— ————




UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 06577 0946